

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME CXXIX

1932

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Page
N° 2950. — Autriche et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Convention concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés, avec annexes, signée à Vienne, le 17 janvier 1925, et deux protocoles additionnels, signés à Vienne, le 6 juin 1928	11
N° 2951. — Pays-Bas et Yougoslavie :	
Traité de commerce et de navigation, avec protocole final. Signés à Belgrade, le 28 mai 1930	73
N° 2952. — Pays-Bas et Yougoslavie :	
Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation. Signé à La Haye, le 11 mars 1931	89
N° 2953. — Union Sud-Africaine et Rhodésie du Sud :	
Echange de notes relatif à l'exclusion du maïs des dispositions de l'article IV de l'Accord douanier de 1930 entre l'Union Sud-Africaine et la Rhodésie du Sud. Prétoria, le 31 juillet 1931, et Salisbury, le 19 août 1931	103
N° 2954. — Union Sud-Africaine et Swaziland :	
Echange de notes relatif à la modification provisoire de l'Accord douanier entre l'Union Sud-Africaine et le Swaziland en ce qui concerne le libre échange du maïs. Prétoria, les 18 et 19 août 1931	109
N° 2955. — Union Sud-Africaine et Rhodésie du Nord :	
Echange de notes relatif à l'exclusion provisoire du maïs des dispositions de l'article IV de l'Accord douanier de 1930 entre l'Union Sud-Africaine et la Rhodésie du Nord. Livingstone, le 31 août 1931, et Prétoria, le 2 octobre 1931	115

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CXXIX

1932

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 2950. — Austria and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes:	
Convention regarding Supplementary Insurance Organisations for Employees' Pensions, with Annexes, signed at Vienna, January 17, 1925, and two Additional Protocols, signed at Vienna, June 6, 1928	11
No. 2951. — The Netherlands and Yugoslavia:	
Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Belgrade, May 28, 1930	73
No. 2952. — The Netherlands and Yugoslavia:	
Treaty of Judicial Settlement, Arbitration and Conciliation. Signed at The Hague, March 11, 1931	89
No. 2953. — Union of South Africa and Southern Rhodesia:	
Exchange of Notes providing for the Exclusion of Maize from the Provisions of Article IV of the Customs Agreement of 1930 between the Union of South Africa and Southern Rhodesia. Pretoria, July 31, 1931, and Salisbury, August 19, 1931	103
No. 2954. — Union of South Africa and Swaziland:	
Exchange of Notes providing for the temporary Modification of the Customs Agreement between the Union of South Africa and Swaziland in respect of the free Interchange of Maize. Pretoria, August 18 and 19, 1931	109
No. 2955. — Union of South Africa and Northern Rhodesia:	
Exchange of Notes providing for the temporary Exclusion of Maize from the Provisions of Article IV of the Customs Agreement of 1930 between the Union of South Africa and Northern Rhodesia. Livingstone, August 31, 1931, and Pretoria, October 2, 1931	115

	Page
N° 2956. — Union Sud-Africaine et Etats-Unis d'Amérique :	
Echange de notes relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de navigabilité des aéronefs importés de l'un des deux pays dans l'autre comme marchandise. Prétoria, les 12 octobre et 1er décembre 1931	121
N° 2957. — Allemagne et Etats-Unis d'Amérique :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de flottage des navires. Berlin, les 11 septembre et 16 décembre 1931	129
N° 2958. — Lithuanie et Portugal :	
Convention commerciale. Signée à Paris, le 12 avril 1932	135
N° 2959. — Autriche et Belgique :	
Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale, visant spécialement le Congo belge et les territoires du Ruanda-Urundi. Signée à Vienne, le 26 janvier 1932	141
N° 2960. — Union Sud-Africaine et Portugal :	
Echange de notes concernant la frontière entre le territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain et l'Angola, Lisbonne, le 29 avril 1931, et acte final y relatif avec annexes, signé à Kakeri, le 23 septembre 1928	157
N° 2961. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine, Etat libre d'Irlande et Terre-Neuve :	
Convention relative à la marine marchande du Commonwealth britannique. Signée à Londres, le 10 décembre 1931	177
N° 2962. — Italie et Turquie :	
Convention consulaire. Signée à Rome, le 9 septembre 1929	195
N° 2963. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, etc. :	
Convention concernant l'aviation commerciale. Signée à La Havane, le 20 février 1928	223
N° 2964. — Suisse et Turquie :	
Convention de commerce, avec protocole de signature, annexes et procès-verbal. Signés à Ankara, le 13 décembre 1930	267
N° 2965. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Grèce :	
Convention relative à l'établissement de services de transports aériens, avec protocole de signature. Signés à Athènes, le 17 avril 1931	287
N° 2966. — Grèce et Pologne :	
Convention relative à l'exploitation des lignes de communication aérienne régulières. Signée à Athènes, le 22 avril 1931	313

	Page
No. 2956. — Union of South Africa and United States of America :	
Exchange of Notes providing for the reciprocal Acceptance of Certificates of Airworthiness for Air-Craft imported from the one Country into the other as Merchandise. Pretoria, October 12, and December 1st, 1931	121
No. 2957. — Germany and United States of America :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement for the reciprocal Recognition of Load-Line Certificates. Berlin, September 11, and December 16, 1931	129
No. 2958. — Lithuania and Portugal :	
Commercial Convention. Signed at Paris, April 12, 1932	135
No. 2959. — Austria and Belgium :	
Convention relating to Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters as regards the Belgian Congo and the Territories of Ruanda-Urundi. Signed at Vienna, January 26, 1932	141
No. 2960. — Union of South Africa and Portugal :	
Exchange of Notes respecting the Boundary between the Mandated Territory of South West Africa and Angola, Lisbon, April 29, 1931, and Final Act relating thereto with Annexes, signed at Kakeri, September 23, 1928	157
No. 2961. — Great Britain and Northern Ireland, Canada, Australia, New Zealand, Union of South Africa, Irish Free State and Newfoundland :	
British Commonwealth Merchant Shipping Agreement. Signed at London, December 10, 1931	177
No. 2962. — Italy and Turkey :	
Consular Convention. Signed at Rome, September 9, 1929	195
No. 2963. — United States of America, Argentine Republic, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, etc. :	
Convention on Commercial Aviation. Signed at Habana, February 20, 1928	223
No. 2964. — Switzerland and Turkey :	
Commercial Convention, with Protocol of Signature, Annexes and Procès-Verbal. Signed at Ankara, December 13, 1930	267
No. 2965. — Great Britain and Northern Ireland and Greece :	
Convention relating to the Establishment of Air Transport Services, with Protocol of Signature. Signed at Athens, April 17, 1931	287
No. 2966. — Greece and Poland :	
Convention relating to the Operation of regular Air Lines. Signed at Athens, April 22, 1931	313

	Page
N° 2967. — Suède et Turquie :	
Echange de notes comportant un accord concernant le droit des agents diplomatiques et consulaires de célébrer des mariages. Ankara, les 4 mars et 24 avril 1932	325
N° 2968. — Suisse et Turquie :	
Convention d'établissement, avec protocole de signature. Signés à Ankara, le 13 décembre 1930	331
N° 2969. — Pays-Bas et Tchécoslovaquie :	
Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale. Signée à Prague, le 4 décembre 1931	343
N° 2970. — Bulgarie et Italie :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'abolition de la légalisation des certificats d'origine et des factures commerciales. Sofia, les 19 et 20 mai 1931	361
N° 2971. — Bulgarie et Italie :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Sofia, le 20 mai 1931	371
N° 2972. — Union Sud-Africaine et Swaziland :	
Accord en vue de la suppression de la double imposition en ce qui concerne les agriculteurs exerçant leur activité professionnelle à la fois dans l'Union et dans le Swaziland. Signé à Mbabane, le 2 mars 1932, et au Cap, le 16 mars 1932	377
N° 2973. — Pologne et Suède :	
Convention d'extradition et d'aide judiciaire en matière pénale, avec protocole final. Signés à Varsovie, le 30 août 1930	383
N° 2974. — Belgique et Lithuanie :	
Convention de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire. Signée à Genève le 24 septembre 1930	399
N° 2975. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Portugal :	
Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres, le 9 juillet 1931, et échanges de notes y relatifs, Lisbonne, les 8 juin et 5 août 1932, et les 28 septembre et 21 octobre 1932.	417
N° 2976. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France :	
Echange de notes relatif à la revision du règlement concernant les conditions de service des membres du Tribunal mixte du condominium des Nouvelles-Hébrides. Paris, le 15 décembre 1931	445

	Page
No. 2967. — Sweden and Turkey :	
Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the Right of Diplomatic and Consular Agents to celebrate Marriages. Ankara, March 4 and April 24, 1932	325
No. 2968. — Switzerland and Turkey :	
Convention of Establishment, with Protocol of Signature. Signed at Ankara, December 13, 1930	331
No. 2969. — The Netherlands and Czechoslovakia :	
Convention regarding extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters. Signed at Prague, December 4, 1931	343
No. 2970. — Bulgaria and Italy :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of the Legalisation of Certificates of Origin and Commercial Invoices. Sofia, May 19 and 20, 1931	361
No. 2971. — Bulgaria and Italy :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Sofia, May 20, 1931	371
No. 2972. — Union of South Africa and Swaziland :	
Agreement providing for the Elimination of Double Taxation of Farmers carrying on Business both in the Union and Swaziland. Signed at Mbabane, March 2, 1932, and at Capetown, March 16, 1932	377
No. 2973. — Poland and Sweden :	
Convention regarding Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters, with Final Protocol. Signed at Warsaw, August 30, 1930	383
No. 2974. — Belgium and Lithuania :	
Convention of Conciliation, Arbitration and Judicial Settlement. Signed at Geneva, September 24, 1930	399
No. 2975. — Great Britain and Northern Ireland and Portugal :	
Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at London, July 9, 1931, and Exchanges of Notes relating thereto, Lisbon, June 8 and August 5, 1932, and September 28 and October 21, 1932	417
No. 2976. — Great Britain and Northern Ireland and France :	
Exchange of Notes respecting the Revision of the Regulations regarding the Conditions of Service of the Members of the Joint Court in the Condominium of the New Hebrides. Paris, December 15, 1931	445

	Page
N° 2977. — Norvège et Portugal :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole additionnel. Signés à Lisbonne, le 13 novembre 1931	455
N° 2978. — Etats-Unis d'Amérique et Suisse :	
Traité d'arbitrage et de conciliation. Signé à Washington, le 16 février 1931 ...	465
N° 2979. — Allemagne et Suède :	
Echange de notes comportant un accord relatif aux yachts de plaisance appartenant aux Yacht-clubs des pays respectifs. Berlin le 1 ^{er} juin 1932	471

	Page
No. 2977. — Norway and Portugal:	
Convention of Commerce and Navigation, with Additional Protocol. Signed at Lisbon, November 13, 1931	455
No. 2978. — United States of America and Switzerland:	
Treaty of arbitration and Conciliation. Signed at Washington, February 16, 1931	465
No. 2979. — Germany and Sweden:	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Pleasure Yachts belonging to Yacht Clubs of the respective Countries. Berlin, June 1st, 1932 ...	471

N° 2950.

**AUTRICHE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Convention concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés, avec annexes, signée à Vienne, le 17 janvier 1925, et deux protocoles additionnels, signés à Vienne, le 6 juin 1928.

**AUSTRIA AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Convention regarding Supplementary Insurance Organisations for Employees' Pensions, with Annexes, signed at Vienna, January 17, 1925, and two Additional Protocols, signed at Vienna, June 6, 1928.

N^o 2950. — CONVENTION¹ ENTRE L'AUTRICHE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS D'ASSURANCE SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS. SIGNÉE A VIENNE, LE 17 JANVIER 1925.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 mai 1932

LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES [et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animés du désir de conclure, en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain, une convention au sujet des établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés, qui, étant établis sur le territoire de la République d'Autriche avant le démembrement de l'ancien Empire d'Autriche, opéraient aussi sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. Radovan MATJAŠIĆ, ancien chef de Section au Ministère de la Prévoyance sociale ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de Section au Ministère fédéral pour l'administration sociale,

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les charges résultant des assurances ainsi que les fonds des établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés (*Ersatzinstitute der Pensionsversicherung von Angestellten*), institués selon le paragraphe 65 de la Loi autrichienne du 16 décembre 1906, Bulletin des lois de l'Empire N^o 1 ex 1907, dans la rédaction de l'ordonnance impériale du 25 juin 1914, Bulletin des lois de l'Empire N^o 138, établissements qui avaient leur siège sur le territoire de la République d'Autriche à la date du 31 décembre 1918, et qui opéraient avant le démembrement de l'ancien Empire d'Autriche aussi sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sont réparties d'après les principes suivants :

A. RÉPARTITION DES CHARGES RÉSULTANT DES ASSURANCES.

1. Les charges existant à la fin du mois de décembre 1918, c'est-à-dire les droits à des rentes ou les expectatives à des rentes acquis par les assurés des établissements suppléants d'assurance

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 15 mars 1932.

Entrée en vigueur le 29 mars 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2950. — CONVENTION ² BETWEEN AUSTRIA AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, REGARDING SUPPLEMENTARY INSURANCE ORGANISATIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS. SIGNED AT VIENNA, JANUARY 17, 1925.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place May 2, 1932.

THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention concerning supplementary insurance organisations for employees' pensions which, being established in Austrian territory before the dismemberment of the former Austrian Empire, were also operating in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. Radovan MATJAŠIĆ, Former Head of Section at the Ministry of Social Insurance ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Guillaume THAA, Former Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration,

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

☐ The insurance liabilities and the funds of the supplementary insurance organisations for employees' pensions (*Ersatzinstitute der Pensionsversicherung von Angestellten*) established under paragraph 65 of the Austrian Law of December 16, 1906, Imperial Law Gazette No. 1, ex 1907, as amended by the Imperial Decree of June 25, 1914, Imperial Law Gazette No. 138, which establishments had their seat in Austrian territory on December 31, 1918, and were also operating before the dismemberment of the former Austrian Empire in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, shall be distributed according to the following principles :

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. Liabilities existing at the end of December 1918, that is to say, claims to pensions or contingent pension benefits acquired by the insured members of supplementary insurance

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, March 15, 1932. Came into force, March 29, 1932.

et les membres de leurs familles passent à la compétence de l'Etat sur le territoire duquel les assurés avaient leur dernier lieu de service déterminant la compétence des établissements d'assurance sur les pensions, pourvu que selon l'annexe I de la présente convention une quote-part des fonds de l'établissement respectif lui soit attribuée. Le même principe s'applique aux remboursements pendant de primes déclarés dans le bilan dudit établissement suppléant d'assurance pour la fin de l'année 1918 et aux remboursements de primes réclamés dans la suite en vertu d'une assurance échue au plus tard à la fin de l'année 1918.

Sont à considérer comme assurés non seulement les membres des établissements suppléants d'assurance qui sont obligés de se faire assurer, mais aussi les autres membres des établissements susdits.

Les charges existant à la fin du mois de décembre 1918, qui se rapportent aux assurés et rentiers dont le dernier lieu de service déterminant la compétence des établissements d'assurance sur les pensions était situé hors des confins de l'ancien Empire d'Autriche ou sur le territoire d'un Etat auquel selon l'annexe I de la présente convention aucune quote-part des fonds de l'établissement respectif n'est attribuée, passent à la compétence de l'Etat National auquel revient la plus grande partie des fonds de l'établissement suppléant respectif. Cependant les charges d'assurances de la Caisse des Retraites de la Maison Henri Franck Fils à Linz, concernant les employés de la succursale à Zagreb, passent à la compétence du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

2. Sera soumis à la réglementation intérieure de l'Etat respectif de prescrire par quel office et de quelle manière seront assumées les charges d'assurances qui ont passé à la compétence de cet Etat.

3. Si un établissement suppléant d'assurance avait continué son activité sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes après le 31 décembre 1918, cette continuation serait considérée comme une assurance fiduciaire exécutée pour le compte de l'office, qui entrera en considération selon les dispositions du N° 2.

On réglera l'assurance fiduciaire en prenant pour base les intérêts du compte courant encaissés réellement, savoir les versements et paiements faits en monnaie austro-hongroise en couronnes autrichiennes, les autres versements et paiements dans la monnaie dans laquelle ils étaient faits. A titre de remboursement des frais d'administration seront dus seulement aux établissements suppléants d'assurance généraux 5 pour cent de la somme des recettes résultant de l'assurance fiduciaire.

4. La République d'Autriche pourvoira à ce que les établissements suppléants d'assurance délivrent aux offices entrant en considération selon les dispositions du N° 2, en tant que les circonstances le permettent, tous les dossiers et pièces auxiliaires qui concernent les charges des assurances à assumer par ces offices suivant les dispositions précédentes. Au cas où il serait impossible de procéder de la sorte, plusieurs assureurs participant aux mêmes dossiers, les intéressés auront le droit par un délai de dix ans de les examiner et d'en prendre copie au siège de l'Etablissement d'assurance sur les pensions d'employés (*Pensionsanstalt für Angestellte*) à Vienne. Les Hautes Parties contractantes pourvoiront, en outre, à ce que tous les renseignements ayant trait à l'exécution de cette convention soient donnés par les offices intéressés, et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. On procédera à la répartition des fonds des établissements suppléants d'assurance (actifs et passifs), tels qu'ils existaient à la date du 31 décembre 1918 en séparant les dettes gagées dérivant de la souscription aux titres d'emprunt de guerre des fonds à répartir et assignant ces dettes en totalité à la République d'Autriche seule. Les revenus des fonds qui existaient le jour normatif, qui sont échus effectivement jusqu'à la fin de mars 1924, seront répartis, déduction faite de 10 pour cent pour frais d'administration. Au cas où il ne serait pas possible de fixer le montant des revenus,

organisations and the members of their families, shall be transferred to the competence of the State in whose territory the insured persons had their last place of employment which decides the competence of pensions insurance organisations, provided that a share in the funds of the organisation concerned is granted to that State under Annex I of the present Convention. The same principle shall apply to pending repayments of premiums as announced in the balance-sheet of the said supplementary insurance organisation for the end of the year 1918, and to repayments of premiums subsequently claimed in virtue of an insurance which fell due not later than the end of the year 1918.

Insured persons shall be considered to include not only the members of supplementary insurance organisations who are compelled to be insured, but also the other members of the above-mentioned organisations.

The liabilities existing at the end of December 1918, and relating to insured persons and pensioners whose last place of employment determining the competence of pensions insurance organisations was situated outside the boundaries of the former Austrian Empire or in the territory of a State to which no share in the funds of the organisation concerned is allocated under Annex I of the present Convention, shall be transferred to the competence of the country receiving the largest share of the funds of the supplementary organisation concerned. Nevertheless, the insurance liabilities of the Pensions Fund of the firm of Heinrich Franck and Sons at Linz, concerning employees of the branch at Zagreb, shall be transferred to the competence of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

2. It shall rest with the internal regulations of the State concerned to prescribe the office which shall accept the insurance liabilities transferred to the competence of that country and the manner of their acceptance.

3. If any supplementary insurance organisation continued its operations in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes after December 31, 1918, these continued activities shall be regarded as a fiduciary insurance effected on behalf of the office competent under No. 2.

The fiduciary insurance shall be regulated on the basis of the interest on the current account actually received, that is to say, contributions and payments in Austro-Hungarian currency shall be settled in Austrian crowns, and other contributions and payments in the currency in which they were made. Five per cent of the receipts resulting from fiduciary insurance shall be due to the general supplementary insurance organisations only, as repayment of the costs of administration.

4. The Republic of Austria shall ensure that the supplementary insurance organisations hand over to the offices competent under No. 2, whenever circumstances permit, all files and accessory documents relating to the insurance liabilities to be taken over by these offices in accordance with the foregoing provisions. Should this be impossible for the reason that particular files affect several insurance organisations, those concerned shall have the right for ten years to examine and take copies of them at the seat of the insurance organisation for employees' pensions (*Pensionsanstalt für Angestellte*) at Vienna. The High Contracting Parties shall further ensure that all information relating to the execution of this Convention is furnished by the offices concerned, and they agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices, without recourse to the diplomatic or consular authorities.

B. DISTRIBUTION OF FUNDS.

1. The funds of the supplementary insurance organisations (assets and liabilities) shall be distributed as they existed on December 31, 1918, pledged debts arising out of subscription to war loan bonds being separated from the funds to be distributed and being assigned in their entirety to the Republic of Austria alone. The income from the funds as existing at the date fixed actually due up to the end of March 1924 shall be distributed, subject to a deduction of 10 % for costs of administration. If it should be impossible to fix the amount of such income, 1 % per month

1 pour cent par mois sera mis en compte à titre des revenus. Pour l'encaisse résultant pour le 31 mars 1924 selon les dispositions précédentes 1 pour cent par mois sera payé à titre d'intérêts jusqu'à la date du paiement effectif de l'encaisse.

2. Chacun des Etats intéressés aura droit à la quote-part des fonds qui répond à la proportion entre la charge des assurances revenant à chaque Etat d'après la section A, N° 1, et la charge totale des assurances existant le jour normatif. Si un bilan technique n'a pas été établi, les fonds seront répartis en proportion du nombre des assurés revenant à chaque Etat à la totalité des assurés ; en ce cas, un assuré touchant une retraite sera considéré comme 2 assurés, une veuve touchant une retraite comme 1 assuré et $\frac{1}{2}$, un rentier pupillaire comme un demi assuré.

3. Les créances garanties par des immeubles, ainsi que les autres créances, abstraction faite des créances fondées sur des valeurs, seront cédées à l'Etat sur le territoire duquel le débiteur a son domicile (son siège). Les créances en tant qu'elles sont amorties seront remplacées par l'argent comptant reçu. Les droits éventuels qui pourraient surgir d'amortissements de telles créances accomplis en couronnes autrichiennes ou austro-hongroises après la séparation des valeurs monétaires, sont assignés à l'Etat à qui revient l'encaisse. Les créances (les encaisses qui les remplacent) seront mises en compte sur la quote-part revenant d'après le N°2 à cet Etat en valeur nominale en couronnes.

4. Les valeurs vendues après le jour normatif seront remplacées par le produit. Les valeurs loties qui ont été payées après le jour normatif jusqu'à la date de la signature de la présente convention seront remplacées par le produit de lotissement.

Les effets dont le tirage aura déjà été publié officiellement en Autriche à la date de la signature de la présente convention, dont le remboursement cependant n'aura pas encore eu lieu à cette date, seront répartis proportionnellement et en nature à valoir sur la quote-part de l'espèce respective des effets revenant à chaque Etat selon l'article premier section B, N° 2 ; un reste indivisible de ces effets lotis, mais pas payés revient à l'Etat sur le territoire duquel l'office d'émission est situé.

Du reste, les effets seront répartis par égard à leur morcellement selon la suite arithmétique de leurs numéros entre les Etats nationaux dans l'ordre suivant : la République d'Autriche, le Royaume d'Italie, la République de Pologne, le Royaume de Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la République tchécoslovaque. Les restes indivisibles des valeurs seront balancés en couronnes autrichiennes sur base des valeurs estimatives de la Chambre de la Bourse à Vienne à la date du 31 décembre 1923.

5° Pour compenser les quote-parts proportionnelles des immeubles des établissements suppléants ci-dessous nommés, la République d'Autriche versera les montants suivants des fonds des établissements suppléants qui conservent les immeubles :

a) Pour les maisons de l'Etablissement des Retraites de la Banque générale des Dépôts (*Allgemeine Depositenbank*) à Vienne, I., Teinfaltstrasse 4 et à Graz, Herrengasse 7 et Prokopigasse 8 :

A la République tchécoslovaque	11.250.000 couronnes
Au Royaume d'Italie	26.470.000 couronnes
A la République de Pologne	129.042.000 couronnes
Au Royaume de Roumanie	22.500.000 couronnes

b) Pour la maison de la Caisse des retraites pour les employés de la Société (par actions) des Manufactures de Tapis et d'Etoffes pour Meubles (autrefois Philippe Haas et Fils) à Vienne, VI., Stumpergasse 5 :

A la République tchécoslovaque	44.800.000 couronnes
A la République de Pologne	20.580.000 couronnes

Au cas où la maison serait vendue avant l'exécution de la répartition des fonds pour un prix supérieur à 700.000.000 couronnes, la République d'Autriche livrera les quote-parts proportionnelles du produit dépassant le susdit montant.

shall be placed to the account of income. As regards the cash balance resulting at the date March 21, 1924, according to the foregoing provisions, 1 % per month shall be paid as interest up to the time of the actual payment of the cash balance.

2. Each of the States concerned shall be entitled to a share in the funds corresponding to the proportion which its share of insurance liabilities according to Section A, No. 1 bears to the total insurance liabilities existing on December 31, 1918. If no technical balance sheet has been prepared, the funds shall be distributed in proportion to the number of insured persons allocated to each State compared with the total number of insured persons ; in this case, an insured person in receipt of a pension shall be regarded as two insured persons, a widow in receipt of a pension shall be regarded as one and a half insured persons, and a child pensioner as half an insured person.

3. Debts guaranteed by immovable property, and other debts, apart from those based on securities, shall be handed over to the State in whose territory the debtor has his domicile (seat). Debts that have been liquidated shall be replaced by the cash received. Any claims arising out of the liquidation in Austrian or Austro-Hungarian crowns of such debts subsequent to the separation of the funds shall be assigned to the State to which the cash balance falls. The debts (or the cash in lieu thereof) shall be reckoned as part of the share accruing to that State in accordance with No. 2, at their nominal value in crowns.

4. Securities sold after the appointed date shall be replaced by the yield. Securities allotted and paid between the appointed date and the date of the signature of the present Convention shall be replaced by the yield from the allotment.

Securities, the drawing of which shall already have been officially published in Austria at the time of the signing of the present Convention but which shall not have been repaid at that date, shall be divided proportionately and in kind, on account of the share of that particular kind of security allocated to each State under Article I, Section B., No. 2 ; any indivisible remainder left over from these drawn but unpaid securities shall accrue to the State in whose territory the office of issue is situated.

For the rest, the securities shall be distributed in the arithmetical order of their numbering between the States in the following order : Republic of Austria, Kingdom of Italy, Republic of Poland, Kingdom of Roumania, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, Czechoslovak Republic. Indivisible remainders shall be adjusted in Austrian crowns on the basis of the estimated values on the Vienna Stock Exchange on December 31, 1923.

5. In order to adjust the proportionate shares in the premises of the supplementary organisations mentioned below, the Republic of Austria shall pay the following amounts out of the funds of the supplementary organisations which maintain the premises :

(a) In respect of the offices of the Pensions Organisation of the General Deposit Bank (*Allgemeine Depositenbank*) at No. 4, Teinfaltstrasse, Vienna I, and at No. 7, Herrengasse and No. 8 Prokopigasse, Graz :

To the Czechoslovak Republic	11,250,000 crowns
To the Kingdom of Italy	26,470,000 crowns
To the Republic of Poland	129,042,000 crowns
To the Kingdom of Roumania	22,500,000 crowns

(b) In respect of the office of the Pensions Fund for Employees of the Joint Stock Company for the Manufacture of Carpets and Furniture Coverings (late Philippe Haas and Sons) of No. 5, Stumpergasse, Vienna VI :

To the Czechoslovak Republic	44,800,000 crowns
To the Republic of Poland	20,580,000 crowns

Should the office be sold before the funds are distributed for a sum exceeding 700,000,000 crowns, the Republic of Austria shall hand over proportionate shares of the yield in excess of that sum.

c) Pour les maisons d'habitation pour ouvriers à Strassgang, district de Graz-environs, de l'Établissement des retraites pour les employés de la Première Brasserie par Actions de Graz, autrefois François Schreiner et Fils et les terres vagues de cet établissement qui y sont situées :

Au Royaume d'Italie	1.696.000 couronnes
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	1.500.000 couronnes

En outre la République tchécoslovaque recevra la quote-part proportionnelle du produit de la vente des maisons d'habitation pour ouvriers de l'Établissement des retraites de la Société minière alpine autrichienne à Donawitz, arrondissement Loeben, vente qui a eu lieu à la fin de 1920.

6. La quote-part revenant d'après les dispositions précédentes des fonds des établissements suppléants ressortant des annexes I—IV qui constituent une partie intégrante de la présente convention, sera transférée dans le délai de trois mois après la ratification de cette convention à la Légation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Vienne ou à un bureau à désigner par celle-ci à Vienne. La République d'Autriche remettra les titres d'emprunt de guerre munis de la remarque « *von der Republik Österreich nicht übernommen* » et les autres titres sans aucune remarque, veillera à ce que les listes des numéros soumises à la commission des réparations soient rectifiées et accordera l'exportation gratuite de ces titres.

7. Le transfert éventuel à l'office entrant en considération selon section A, N° 2, des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

8. Chacune des Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbre et autres, qui pourraient devenir exigibles dans son territoire lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ne lui réclamera plus rien en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet des établissements suppléants d'assurance. L'Etat respectif n'est obligé que d'employer les fonds reçus pour chaque établissement selon les prescriptions précédentes conformément à l'article 275, alinéa 2, du Traité de Saint-Germain.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible. Elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés à Vienne.

Fait à Vienne, le dix-sept janvier mil neuf cent vingt-cinq en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

R. MATJAŠIĆ, *m. p.*

Pour la République d'Autriche :

THAA, *m. p.*

(c) In respect of the workmen's dwellings at Strassgang, near Graz, belonging to the Pensions Organisation for Employees of the First Graz Joint Stock Brewery (late Franz Schreiner and Sons) and the unbuilt land belonging to this Organisation there situated :

To the Kingdom of Italy	1,696,000 crowns
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	1,500,000 crowns

Further, the Czechoslovak Republic shall receive a proportionate share of the yield from the sale at the end of 1920 of the workmen's dwellings belonging to the Pensions Organisation of the Austrian Alpine Mining Association at Donawitz in the district of Loeben.

6. The share in the funds of the supplementary organisations allocated in virtue of the foregoing provisions and shown in Annexes I to IV, which shall constitute an integral part of the present Convention, shall, within three months of the ratification of this Convention, be transferred to the Legation of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes at Vienna or to an office in Vienna to be selected by that Legation. The Republic of Austria shall hand over the war loan bonds inscribed "*von der Republik Österreich nicht übernommen*", and the other securities without any inscription upon them ; it shall ensure that the lists of numbers submitted to the Reparation Commission are correct and shall grant permission to export these securities free of charge.

7. The transfer to the office competent under Section A, No. 2 of the funds allocated to each country shall be subject to the internal regulations of the country concerned.

8. Each of the Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties which might become leviable in its territory, at the time of the execution of this Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall make no further claim on Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain concerning the supplementary insurance organisations. The State concerned shall only be obliged to employ the funds it receives under the foregoing provisions for each organisation in conformity with Article 275, paragraph 2, of the Treaty of Saint-Germain.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the date of the exchange of the instruments of ratification at Vienna.

Done at Vienna, the seventeenth day of January, one thousand nine hundred and twenty-five, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

R. MATJAŠIĆ, *m. p.*

For the Republic of Austria :

THAA, *m. p.*

ANNEXE I.

QUOTES-PARTS PROPORTIONNELLES
DES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS D'ASSURANCE

Numéro d'ordre	Dénomination et siège de l'établissement
<i>a) Etablissements suppléants généraux :</i>	
1	Pensionsinstitut der Angestellten der Textilindustrie in Wien
2	Pensionsinstitut des Vereines für Güterbeamte in Wien
3	Pensionsinstitut für die Bühnen- und Orchesterangehörigen Österreichs in Wien
4	Pensionsinstitut für Beamte der österreichischen Papierindustrie in Wien
5	Allgemeines Pensionsinstitut der österreichischen Pharmazeuten in Wien
6	Pensionsverein der landwirtschaftlichen Genossenschaften in Österreich in Wien
7	Pensionsinstitut des österreichischen Faktorenverbandes in Wien arrondi
	Total
<i>b) Etablissements pour des maisons individuelles (avec un bilan technique) :</i>	
8	Pensionsinstitut der Österreichischen Alpinen Montangesellschaft in Wien
9	Pensionsinstitut der Allgemeinen Depositenbank in Wien
10	Pensionskasse für die Beamten der Firma Heinrich Franck Söhne in Linz
11	Pensionskasse für die Angestellten der A.-G. der Teppich- und Möbelstoff-Fabriken, vorm. Philipp Haas & Söhne in Wien
12	Franz Josef Auersperg'sches Pensionsinstitut in Wien
13	Pensionsinstitut der Angestellten der Dampfkesseluntersuchungs- und Versicherungsgesellschaft A.-G. in Wien
14	Pensionsverein der C. Stölzle's Söhne A.-G. für Glasfabrikation in Nagelberg
15	Pensionsinstitut für die Beamten der Homboker und Marienthaler Eisenwaren-Industrie- und Handels A.-G. « Moravia » in Wien
16	Pensionsverein der Aktiengesellschaft der österreichischen Fezfabriken in Wien
	Total
<i>c) Etablissements pour des maisons individuelles (sans bilan technique) :</i>	
17	« Fürsorge » Beamten-Pensionsverein der Familie Dreher und der Vereinigten Brauereien Schwechat-St. Marx-Simmering-Dreher-Mauthner-Meichl-A.-G. in Wien, Abt. A
	« Fürsorge » Beamten-Pensionsverein der Familie Dreher und der Vereinigten Brauereien Schwechat-St. Marx-Simmering-Dreher-Mauthner-Meichl-A.-G. in Wien, Abt. B
18	Pensionsinstitut der Beamten und Diener der Wiener Versicherungs-Gesellschaft in Wien
19	Pensionsfonds für die Beamten und Diener des Gisela-Vereines in Wien
20	Pensionsinstitut der Firma Schenker & Co. in Wien
21	Pensionsinstitut für die Bediensteten der Ersten Grazer Aktienbrauerei vorm. Franz Schreiner & Söhne in Graz in Puntigam
22	Pensionsinstitut für die Beamten und Diener der Wiener Lebens- und Renten-Versicherungsanstalt in Wien
23	Pensionsverein der Glashüttenwerke vorm. J. Schreiber & Neffen in Wien
24	Gutmann'sches Pensionsinstitut in Wien
	Total
	Total pour les établissements pour des maisons individuelles
	<i>Total pour tous les établissements</i>

DES RÉSERVES DE PRIMES

SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS.

Réserves de primes à la fin de 1918 en cour.	Quote-part proportionnelle					
	de la République d'Autriche	de la République tchécoslovaque	de la République de Pologne	du Royaume d'Italie	du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	du Royaume de Roumanie
15.299.542	49,65	48,50	0,44	0,91	0,50	—
7.279.461	58,93	35,78	1,60	0,03	3,66	—
6.359.594	69,62	24,48	1,73	2,41	1,32	0,44
4.442.077	66,94	32,48	0,54	0,01	0,00	—
3.931.732	61,27	24,80	5,91	6,42	1,60	—
2.486.313	51,05	36,99	0,67	3,64	6,55	1,10
2.381.100	82,50	11,40	—	2,40	3,70	—
42.179.819						
11.583.070	96,89	3,11	—	—	—	—
4.853.432	91,41	0,52	5,85	1,20	—	1,02
4.795.534	49,36	40,54	1,94	—	8,16	—
3.186.150	90,66	6,40	2,94	—	—	—
2.346.199	8,64	91,36	—	—	—	—
1.745.673	47,61	43,71	8,68	—	—	—
1.116.397	63,29	36,71	—	—	—	—
1.008.694	34,67	65,33	—	—	—	—
943.303	36,36	63,64	—	—	—	—
31.578.452						
761.516	81,09	9,61	—	9,30	—	—
1.907.680	61,07	28,75	—	10,18	—	—
2.356.071	79,58	18,50	—	1,92	—	—
2.269.440	79,64	16,80	3,56	—	—	—
2.179.711	67,54	29,97	—	2,49	—	—
1.340.546	89,89	—	—	5,83	4,28	—
1.115.669	77,08	12,65	6,32	—	—	3,95
1.062.380	32,51	67,49	—	—	—	—
561.097	87,66	12,34	—	—	—	—
13.554.110						
45.132.562						
87.312.381						

ANNEXE II. LISTE DES FONDS DES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS D'ASSURANCE
LES MONTANTS SONT INDICUÉS

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination et siège de l'établissement (La dénomination complète des établissements est indiquée dans l'annexe I)	Titres d'emprunt de guerre	Dettes gagées existant à la fin de 1918 contractées à l'occasion de la souscription de titres d'emprunt de guerre	Titre d'avant-guerre
<i>a) Etablissements généraux :</i>				
1	Textilindustrie, Wien	7.138	1.647	1700,0
2	Güterbeamte, Wien	1.277	377	¹ 230,0
3	Bühnen- und Orchesterangehörige, Wien	2.960	1.576	70,0
4	Papierindustrie, Wien	8.675	5.049	132,0
5	Pharmazeuten, Wien	—	7.163	15,0
6	Landwirtschaftliche Genossenschaften, Wien	774	—	—
7	Faktorenverband, Wien	1.801	581	² 774,0
	Total	22.625	16.393	2.921,0
<i>b) Etablissements pour des maisons individuelles (avec bilan technique) :</i>				
8	Alpine Montangesellschaft, Wien	429,3	—	450,0
9	Allgemeine Depositenbank, Wien	3.250	—	675,6
10	Heinrich Franck Söhne, Linz	—	—	420,0
11	Philipp Haas & Söhne, Wien	726,4	—	280,0
12	F. J. Auersperg, Wien	650	—	279,6
13	Dampfkesseluntersuchungs- u. Versich.-Ges., Wien	2.350	618	—
14	C. Stölzle's Söhne, Nagelberg	600	—	71,6
15	« Moravia », Wien	1.150	—	—
16	Fezfabriken, Wien	770	—	160,0
	Total	9.925,7	618	2.336,8
<i>c) Etablissements pour des maisons individuelles (sans bilan technique) :</i>				
17	Dreher A.-G. Wien, Abt. A	—	—	10,5
	» » » » B	—	—	77,5
18	Wiener Versicherungsgesellschaft, Wien	1.300	—	200,0
19	Gisela-Verein, Wien	1.280	310	—
20	Schenker & Co, Wien	2.399	973	325,0
21	F. Schreiner & Söhne, Puntigam	500	—	50,0
22	Wiener Lebens- u. Renten-Versich.-Anstalt, Wien	—	—	—
23	J. Schreiber & Neffen, Wien	415	—	100,0
24	Gutmann, Wien	319	—	64,2
	Total	6.213	1.283	827,2
	Etablissements pour des maisons individuelles, Total	16.138,7	1.901	3.164,0
	Tous les établissements, Total	38.763,7	18.294	6.085,0

¹ Vendus pour 214.000 couronnes.

² Y compris un nominal de 764.000 couronnes vendu et remplacé par un nominal de 1.120.000 couronnes bstrerr. Staatsschatzscheine.

³ Y comprises : a) des primes arriérées, de 23.739 couronnes sur le territoire de la République tchécoslovaque, de 28 couronnes sur le territoire de la République de Pologne et de 247 couronnes sur le territoire du Royaume d'Italie ; b) des hypothèques de 131.936 couronnes sur le territoire de la République tchécoslovaque.

⁴ Y comprises : a) des primes arriérées de 2335 couronnes sur le territoire de la République tchécoslovaque, de 5225 couronnes sur le territoire de la République de Pologne et de 9196 couronnes sur le territoire du Royaume d'Italie ; b) 13.667 couronnes roumaines à 150 couronnes autrichiennes.

⁵ Y comprises des primes et taxes arriérées de 8870 couronnes sur le territoire de la République tchécoslovaque, de 6357 couronnes sur le territoire de la République de Pologne, de 1452 couronnes sur le territoire du Royaume d'Italie, de 1052 couronnes sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de 360 couronnes sur le territoire du Royaume de Roumanie ; en outre un avoir à Prague de 53.570 couronnes non estampillées et une créance de 103 couronnes contractées sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes y sont compris.

⁶ De ce montant seront restituées aux déposants :

Des primes payées d'avance	145.932 couronnes
Des parts de réserves de primes et des primes à restituer	1.474.969
Des primes à assigner et des réserves de primes pas mises en compte	455.349

SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS QUI EXISTAIENT A LA DATE DU 31 MARS 1924
EN MILLIERS DE COURONNES.

D'autres effets	Encaisse, avoir, hypothèques et d'autres créances	Passifs	90 % des revenus	Produit de lotissement d'effets	Immeubles		Argent comptant à répartir
					Valeur portée sur les livres	Valeur estimative	
100,0	³ 4.402	⁶ 2.155	1.986	8.217	.	.	³ 12.450
70,0	13.077	—	1.491	2.957	.	.	17.525
—	4.087	⁷ 158	1.746	1.250	.	.	6.925
120,0	1.034	—	1.034	55	.	.	2.123
—	⁴ 6.054	56	2.465	8.894	.	.	⁴ 17.357
7,5	⁵ 774	32	722	1.309	.	.	⁵ 2.773
—	208	1	597	202	.	.	1.006
297,5	29.636	2.402	10.041	22.884	.	.	60.159
1.310,8	14	3	¹⁰ 17.563	2.930	550.059	550	21.054
389,3	⁸ 2.550	814	505	116	1.725.842	2.205.000	⁸ 2.207.357
1.992,8	506	—	16.457	3.181	—	—	20.144
168,3	378	7	11.879	101.073	527.800	700.000	813.323
400,8	12.366	⁹ 944	¹¹ 57.126	¹⁴ 61.113	—	—	129.661
140,0	3	⁰⁴ —	406	136	—	—	545
282,0	22	64	181	320	—	—	459
221,0	—	90	¹² 18.094	¹⁵ 9.652	—	—	27.566
137,0	167	—	¹³ 19.426	¹⁶ 1.275	—	—	20.868
5.042,0	16.006	1.922	141.637	179.706	2.803.701	2.905.550	3.240.977
30,6	47	—	1.786	715	—	—	2.548
704,3	4.326	2	14.031	1.610	—	—	19.965
125,0	592	4	¹⁷ 16.902	336	—	—	17.826
16,8	1.220	—	218	170	—	—	1.608
985,3	42	—	693	51	—	—	786
20,0	677	—	376	320	145.486	29.097	30.470
—	¹⁸ 363	7	¹⁹ 240	²⁰ 793	—	—	¹⁸ 1.389
280,0	164	1	110	239	—	—	512
—	52	9	²¹ 163	260	—	—	466
2.162,0	7.483	23	34.519	4.494	145.486	29.097	75.570
7.204,0	23.489	1.945	176.156	184.200	2.949.187	2.934.647	3.316.547
7.501,5	53.125	4.347	186.197	207.084	2.949.187	2.934.647	3.376.706

⁷ De ce montant seront restituées aux déposants :

Des primes payées d'avance	12.870 couronnes
Des parts de réserves de primes et des primes à restituer.	1.989

⁸ Y compris le produit de la vente de la maison à Prague.

⁹ Y comprises 936.331 couronnes autrichiennes déboursées pour des frais d'administration.

¹⁰ Y comprises 7.776,— couronnes tchécoslovaques à 2.100 couronnes autrichiennes.

¹¹ " 11.218,50 " " " 2.100 " " "

¹² " 8.566,40 " " " 2.100 " " "

¹³ " 4.543,46 " " " 2.100 " " "

¹⁴ " 28.960,— " " " 2.100 " " "

¹⁵ " 4.526,65 " " " 2.100 " " "

¹⁶ " 435,78 " " " 2.100 " " "

¹⁷ " 5.916,15 " " " 2.000 " " "

¹⁸ " 2.231,— " hongroises " 0,90 " " "

¹⁹ " 13.275,— " " " 0,90 " " "

²⁰ " 48.220,— " " " 0,90 " " "

²¹ Y compris les intérêts des titres d'emprunt de guerre pas encore nostrifiés.

ANNEXE III.

LISTE DE LA RÉPARTITION DES FONDS DES ÉTABLISSEMENTS D'ASSURANCE
LES MONTANTS SONT INDIQUÉS

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination et siège de l'établissement (La dénomination complète des établissements est indiquée dans l'annexe I)	Titres d'emprunt de guerre						Titres d'avant-guerre	
		République d'Autriche	République tchéco-slovaque	République de Pologne	Royaume d'Italie	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	Royaume de Roumanie	République d'Autriche	République tchéco-slovaque
a) <i>Etablissements généraux :</i>									
1	Textilindustrie, Wien	3.544,0	3.461,9	31,4	65,0	35,7	—	844,0	824,5
2	Güterbeamte, Wien	752,6	456,9	20,4	0,4	46,7	—	135,5	82,3
3	Bühnen- und Orchesterangehörige, Wien	2.060,8	724,6	51,2	71,3	39,1	13,0	48,7	17,2
4	Papierindustrie, Wien	5.807,5	2.818,2	47,6	1,2	0,5	—	88,4	42,9
5	Pharmazeuten, Wien	—	—	—	—	—	—	9,2	3,7
6	Landwirtschaftl. Genossenschaften, Wien	395,1	286,3	5,2	28,2	50,7	8,5	—	—
7	Faktorenverband, Wien	1.485,8	205,3	—	43,2	66,7	—	638,6	88,2
	Total	14.045,8	7.953,2	155,8	209,3	239,4	21,5	1.764,4	1.058,8
								1.007,0	
		14.045,8	7.953,2	155,8	209,3	239,4	21,5	757,4	1.058,8
b) <i>Etablissements pour des maisons individuelles, avec bilan technique :</i>									
8	Alpine Montangesellschaft, Wien	415,9	13,4	—	—	—	—	436,0	14,0
9	Allg. Depositenbank, Wien	2.970,8	16,9	190,1	39,0	—	33,2	617,6	3,5
10	Heinrich Franck Söhne, Linz	—	—	—	—	—	—	207,3	170,3
11	Philipp Haas & Söhne, Wien	658,6	46,5	21,3	—	—	—	253,9	17,9
12	F. J. Auersperg, Wien	56,2	593,8	—	—	—	—	24,2	255,4
13	Dampfkesseluntersuchungs- u. Versich.-Ges., Wien	1.118,8	1.027,2	204,0	—	—	—	—	—
14	C. Stölzle's Söhne, Nagelberg	379,7	220,3	—	—	—	—	45,3	26,3
15	« Moravia », Wien	398,7	751,3	—	—	—	—	—	—
16	Fezfabriken, Wien	280,0	490,0	—	—	—	—	58,2	101,8
	Total	6.278,7	3.159,4	415,4	39,0	—	33,2	1.642,5	589,2
c) <i>Etablissements pour des maisons individuelles, sans bilan technique :</i>									
17	Dreher A.-G., Wien, Abt. A	—	—	—	—	—	—	8,5	1,0
	Dreher A.-G., Wien, Abt. B	—	—	—	—	—	—	47,3	22,3
18	Wiener Versicherungsgesellschaft, Wien	1.034,5	240,5	—	25,0	—	—	159,2	37,0
19	Gisela-Verein, Wien	1.019,4	215,0	45,6	—	—	—	—	—
20	Schenker & Co., Wien	1.620,3	719,0	—	59,7	—	—	219,5	97,4
21	F. Schreiner & Söhne, Puntigam	449,5	—	—	29,1	21,4	—	45,0	—
22	Wiener Lebens- u. Renten-Versich.-Anstalt, Wien	—	—	—	—	—	—	—	—
23	J. Schreiber & Neffen, Wien	134,9	280,1	—	—	—	—	32,5	67,5
24	Gutmann, Wien	279,6	39,4	—	—	—	—	56,3	7,9
	Total	4.538,2	1.494,0	45,6	113,8	21,4	—	568,3	233,1
	Etablissements pour des maisons individuelles, Total	10.816,9	4.653,4	461,0	152,8	21,4	33,2	2.210,8	822,3
	Tous les Etablissements, Total	24.862,7	12.606,6	616,8	362,1	260,8	54,7	2.968,2	1.881,1
	Pour balancer les plus- ou moins-values des effets assignés selon annexe IV								
	Par conséquent								

¹ Cet article de décompte se compose : a) d'un nominal de 994.000 couronnes, à titre de compensation pour un nominal de 764.000 couronnes vendu par l'établissement « Faktorenverband » et pour un nominal de 230.000 couronnes, vendu par l'établissement « Güterbeamten » et b) d'un nominal de 13.000 couronnes, cédé au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes pour un nominal de 11.500 couronnes d'autres effets (voyez la note N° 3) et pour 1500 couronnes d'argent comptant.

² Cédé par la République d'Autriche.

³ Se composant d'un nominal de 1.120.000 couronnes österr. Staatsschatzscheine et d'un nominal de 11.500 couronnes d'autres effets, qui est cédé par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à la République d'Autriche (voyez la note N° 1).

⁴ Cédé à la République d'Autriche (voyez les notes N° 1 et 3).

⁵ Se composant : a) du produit de 214.000 couronnes de la vente d'un nominal de 230.000 couronnes de rentes d'avant-guerre de l'établissement « Güterbeamten » et b) de 1.500 couronnes d'argent comptant pour le nominal de 1.500 couronnes des rentes d'avant-guerre cédé au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (voyez la note N° 1).

⁶ Cet article de décompte résulte de l'assignation d'avoirs sur le territoire de l'Etat national respectif et de primes arriérées sur ces territoires, savoir :

SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS QUI EXISTAIENT A LA DATE DU 31 MARS 1924.
EN MILLIERS DE COURONNES.

Titres d'avant-guerre				D'autres effets						Encaisse					
République de Pologne	Royaume d'Italie	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	Royaume de Roumanie	République d'Autriche	République tchéco-slovaque	République de Pologne	Royaume d'Italie	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	Royaume de Roumanie	République d'Autriche	République tchéco-slovaque	République de Pologne	Royaume d'Italie	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	Royaume de Roumanie
7,5	15,5	8,5	—	49,7	48,5	0,4	0,9	0,5	—	6.182	6.038	55	113	62	—
3,7	0,1	8,4	—	41,3	25,0	1,1	0,0	2,6	—	10.328	6.271	280	5	641	—
1,2	1,7	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	4.821	1.695	120	167	91	31
0,7	—	—	—	80,3	39,0	0,7	—	—	—	1.421	690	12	—	—	—
0,9	1,0	0,2	—	—	—	—	—	—	—	10.635	4.304	1.026	1.114	278	—
—	—	—	—	3,8	2,8	—	0,3	0,5	0,1	1.416	1.026	18	101	182	30
—	18,6	28,6	—	—	—	—	—	—	—	830	115	—	24	37	—
14,0	36,9	46,6	0,3	175,1	115,3	2,2	1,2	3,6	0,1	35.633	20.139	1.511	1.524	1.291	61
—	—	+13,0	—	+1.131,5	—	—	—	—	—	+216	—218	—12	—11	—3	—
14,0	36,9	59,6	0,3	1.306,6	115,3	2,2	1,2	—7,9	0,1	35.849	19.921	1.499	1.513	1.288	61
—	—	—	—	1.270,0	40,8	—	—	—	—	⁸ 19.849	655	—	—	—	—
39,5	8,1	—	6,9	355,8	2,0	22,8	4,7	—	4,0	⁹ 187.255	11.478	129.131	26.488	—	22.515
8,1	—	34,3	—	983,6	807,9	38,7	—	162,6	—	9.943	8.166	391	—	1.644	—
8,2	—	—	—	152,6	10,8	4,9	—	—	—	¹⁰ 37.358	52.053	23.912	—	—	—
—	—	—	—	34,6	266,2	—	—	—	—	11.203	118.458	—	—	—	—
—	—	—	—	66,7	61,2	12,1	—	—	—	260	238	47	—	—	—
—	—	—	—	178,5	103,5	—	—	—	—	291	168	—	—	—	—
—	—	—	—	76,6	144,4	—	—	—	—	9.557	18.009	—	—	—	—
—	—	—	—	49,8	87,2	—	—	—	—	7.588	13.280	—	—	—	—
55,8	8,1	34,3	6,9	3.168,2	1.624,0	78,5	4,7	162,6	4,0	—91.206	222.505	153.481	26.488	1.644	22.515
—	1,0	—	—	24,8	2,9	—	2,9	—	—	2.066	245	—	237	—	—
—	7,9	—	—	430,1	202,5	—	71,7	—	—	12.193	5.740	—	2.032	—	—
—	3,8	—	—	99,5	23,1	—	2,4	—	—	14.186	3.298	—	342	—	—
—	—	—	—	13,4	2,8	0,6	—	—	—	1.281	270	57	—	—	—
—	8,1	—	—	665,5	295,3	—	24,5	—	—	531	236	—	19	—	—
—	2,9	2,1	—	18,0	—	—	1,1	0,9	—	¹¹ 1.707	—	—	1.776	1.304	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.070	176	88	—	—	55
—	—	—	—	91,0	189,0	—	—	—	—	166	346	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	408	58	—	—	—	—
—	23,7	2,1	—	1.342,3	715,6	0,6	102,6	0,9	—	30.194	10.369	145	4.406	1.304	55
55,8	31,8	36,4	6,9	4.510,5	2.339,6	79,1	107,3	163,5	4,0	—61.012	232.874	153.626	30.894	2.948	22.570
69,8	68,7	96,0	7,2	5.817,1	2.454,9	81,3	108,5	155,6	4,1	—25.163	252.795	155.125	32.407	4.236	22.631
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	600	+201	—123	—617	+555	+584
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—25.763	252.996	155.002	31.790	4.791	23.215

a) D'avoirs sur le territoire de la République tchécoslovaque de 131.936 couronnes et de 53.570 couronnes non estampillées.

b) De primes arriérées de 34.944 couronnes, sur le territoire de la République tchécoslovaque, de 11.610 couronnes sur le territoire de la République de Pologne, de 10.895 couronnes sur le territoire du Royaume d'Italie et de 360 couronnes sur le territoire du Royaume de Roumanie.

⁷ Cet article de décompte résulte de l'avoir de 103 couronnes sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, de primes arriérées de 1.052 couronnes sur le territoire du même Royaume et de 1.500 couronnes d'argent comptant pour le nominal de 1.500 couronnes de rentes d'avant-guerre, cédé par la République d'Autriche (voyez les notes N° 1 à 5).

⁸ Ce montant résulte, déduction faite de la valeur estimative de 550.000 couronnes, des immeubles que la République d'Autriche conserve.

⁹ Ce montant résulte, déduction faite de la valeur estimative de 2.205.000 couronnes, des immeubles que la République d'Autriche conserve.

¹⁰ Ce montant résulte, déduction faite de la valeur estimative de 700.000.000 couronnes, des immeubles que la République d'Autriche conserve.

¹¹ Ce montant résulte, déduction faite de la valeur estimative de 29.097.000 couronnes, des immeubles que la République d'Autriche conserve.

ANNEXE IV.

LISTE DE LA RÉPARTITION DES RENTES D'AVANT-GUERRE ET DES AUTRES EFFETS DE GUERRE) DES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				%	en couronnes
	a) RENTES D'AVANT-GUERRE :				
I	4 % einh. conv. steuerfr. Kronenrente (Mai-Nov.)	1.010.000		49,65	501.465
2		* 230.000		58,93	135.539
7		7.200		82,50	5.940
8		450.000		96,89	436.005
10		100.000		49,36	49.360
11		60.000		90,66	54.396
16		100.000		36,36	36.360
17B		64.500		61,07	39.390
24		1.000		87,66	877
		2.022.700	1.050	.	I.259.332
	* Vendu. Arrondi . . .	.	.	.	I.259.300
I	4 % einh. conv. steuerfr. kronenrente (Jänner-Juli)	300.000		49,65	148.950
10		100.000		49,36	49.360
11		34.000		90,66	30.824
12		100.600		8,64	8.692
14		51.600		63,29	32.658
	Arrondi . . .	586.200	1.090	.	270.484
		.	.	.	270.500
9	4,2 % einh. Rente ö. W. in Noten (Februar-August)	40.000		91,41	36.564
10		10.000		49,36	4.936
11		103.000		90,66	93.380
12		29.000		8,64	2.506
24		600		87,66	526
	Arrondi . . .	182.600	1.750	.	137.912
		.	.	.	137.900
9	4,2 % einh. Rente ö W. in Noten (April-Oktober)	10.000		91,41	9.141
10		10.000		49,36	4.936
24		50.000		87,66	43.830
	Arrondi . . .	70.000	6.100	.	57.907
		.	.	.	57.900
10	4 % österr. Goldrente steuerfr. (April-Oktober)	100.000	28.500	49,36	49.360
	Arrondi . . .	.	.	.	49.400

EXISTANT A LA DATE DU 31 MARS 1924 (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT
D'ASSURANCE SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
48,50	489.850	0,44	4.444	0,91	9.191	0,50	5.050	—	—
35,78	82.294	1,60	3.680	0,03	69	3,66	8.418	—	—
11,40	821	—	—	2,40	173	3,70	266	—	—
3,11	13.995	—	—	—	—	—	—	—	—
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
6,40	3.840	2,94	1.764	—	—	—	—	—	—
63,64	63.640	—	—	—	—	—	—	—	—
28,75	18.544	—	—	10,18	6.566	—	—	—	—
12,34	123	—	—	—	—	—	—	—	—
.	713.647	.	11.828	.	15.999	.	21.894	.	—
.	713.700	.	11.800	.	16.000	.	21.900	.	—
48,50	145.500	0,44	1.320	0,91	2.730	0,50	1.500	—	—
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
6,40	2.176	2,94	1.000	—	—	—	—	—	—
91,36	91.908	—	—	—	—	—	—	—	—
36,71	18.942	—	—	—	—	—	—	—	—
.	299.066	.	4.260	.	2.730	.	9.660	.	—
.	299.100	.	4.300	.	2.700	.	9.600	.	—
0,52	208	5,85	2.340	1,20	480	—	—	1,02	408
40,54	4.054	1,94	194	—	—	8,16	816	—	—
6,40	6.592	2,94	3.028	—	—	—	—	—	—
91,36	26.494	—	—	—	—	—	—	—	—
12,34	74	—	—	—	—	—	—	—	—
.	37.422	.	5.562	.	480	.	816	.	408
.	37.400	.	5.600	.	500	.	800	.	400
0,52	52	5,85	585	1,20	120	—	—	1,02	102
40,54	4.054	1,94	194	—	—	8,16	816	—	—
12,34	6.170	—	—	—	—	—	—	—	—
.	10.276	.	779	.	120	.	816	.	102
.	10.300	.	800	.	100	.	800	.	100
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
.	40.500	.	1.900	.	—	.	8.200	.	—

Annexe IV (suite).

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				%	en couronnes
I	4 % österr. Kronenrente steuerfr. (März-Sept. und Juni-Dez.)	190.000		49,65	94.335
3		70.000		69,62	48.734
4		20.000		66,94 ₅	13.389
5		15.000		61,27	9.191
7		* 766.800		82,50	632.610
9		565.600		91,41	517.015
10		100.000		49,36	49.360
11		80.000		90,66	72.528
12		150.000		8,64	12.960
16		60.000		36,36	21.816
17 A		10.500		81,09	8.514
18		200.000		79,58	159.160
20		325.000		67,54	219.505
21		50.000		89,89	44.945
23		100.000		32,51	32.510
24		12.600		87,66	11.045
	Arrondi . . .	2.715.500	1.080	.	1.947.617
	* Y compris un nominal vendu de 764.000 couronnes.	.	.	.	1.947.600
9 17 B	3 ½ % öst Invest Rente steuerfr. (Febr.-Aug.)	60.000		91,41	54.846
		13.000		61,07	7.939
	Arrondi . . .	73.000	850	.	62.785
		.	.	.	62.800
I	4 % österr. Staatsrenten-Anlehen, lit. B, 1912 . Arrondi . . .	200.000	1.050	49,65	99.300
		.	.	.	99.300
4 11 14	4 ½ % österr. Schatzscheine 1914	* 112.000		66,94 ₅	74.978
		3.000		90,66	2.720
		** 20.000		63,29	12.658
	Arrondi . . .	135.000	800	.	90.356
	Total (a) . .	.	.	.	90.400
		6.085.000	.	.	3.975.100
	* Y compris un nominal loti de 34.500 couronnes. ** Y compris un nominal loti de 12.100 couronnes.				
	b) D'AUTRES EFFETS :				
	I. Titres autrichiens :				
II	45 Stück III. Elisabethbahnaktien La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	* 18.000	10.000	90,66	16.319
	* 1 pièce lotie.	.	.	.	16.400

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
48,50	92.150	0,44	836	0,91	1.729	0,50	950	—	—
24,48	17.136	1,73	1.211	2,41	1.687	1,32	924	0,44	308
32,48 ₈	6.497	0,54 ₉	110	0,01 ₄	3	0,00 ₈	1	—	—
24,80	3.720	5,91	886	6,42	963	1,60	240	—	—
11,40	87.415	—	—	2,40	18.403	3,70	28.372	—	—
0,52	2.941	5,85	33.088	1,20	6.787	—	—	1,02	5.769
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
6,40	5.120	2,94	2.352	—	—	—	—	—	—
91,36	137.040	—	—	—	—	—	—	—	—
63,64	38.184	—	—	—	—	—	—	—	—
9,61	1.009	—	—	9,30	977	—	—	—	—
18,50	37.000	—	—	1,92	3.840	—	—	—	—
29,97	97.403	—	—	2,49	8.092	—	—	—	—
—	—	—	—	5,83	2.915	4,28	2.140	—	—
67,49	67.490	—	—	—	—	—	—	—	—
12,34	1.555	—	—	—	—	—	—	—	—
.	635.200	.	40.423	.	45.396	.	40.787	.	6.077
.	635.200	.	40.400	.	45.400	.	40.800	.	6.100
0,52	312	5,85	3.510	1,200	720	—	—	1,02	612
28,75	3.738	—	—	10,18	1.323	—	—	—	—
.	4.050	.	3.510	.	2.043	.	—	.	612
.	4.100	.	3.500	.	2.000	.	—	.	600
48,50	97.000	0,44	880	0,91	1.820	0,50	1.000	—	—
.	97.000	.	900	.	1.800	.	1.000	.	—
32,48 ₈	36.384	0,54 ₀	615	0,01 ₄	16	0,00 ₈	7	—	—
6,40	192	2,94	88	—	—	—	—	—	—
36,71	7.342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	43.918	.	703	.	16	.	7	.	—
.	43.900	.	700	.	—	.	—	.	—
.	1.881.200	.	69.900	.	68.500	.	83.100	.	7.200
6,40	1.152	2,94	529	—	—	—	—	—	—
.	1.200	.	400	.	—	.	—	.	—

Annexe IV (suite).

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				%	en couronnes
8 9 10 14	4 % Wiener Verkehrs-Anlagen-Anleihe, Em. I u. II	100.000 80.000 100.000 11.000		96,89 91,41 49,36 63,29	96.890 73.128 49.360 6.962
	La plus petite pièce à 200 couronnes, donc	291.000 .	150 .	. .	226.340 226.400
10	4 % Anlehen der Stadt Wien v. J. 1917 . . . Arrondi . . .	50.000 .	110 .	49,36 .	24.680 24.700
15	4 % Anlehen der Stadt Wien v. J. 1918 . . . Arrondi . . .	160.000 .	80 .	34,67 .	55.472 55.500
8 17 B	4 % Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., inh. 65 J. verl.	540.000 15.600		96,89 61,07	523.206 9.527
	Arrondi . . .	555.600 .	155 .	. .	532.733 532.700
I	4 % Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., Com.- Schuld., inh. 65 J. verl.	100.000 .	80 .	49,65 .	49.650 49.700
14	4 ½ % Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., Com.-Schuld., inh. 65 J. verl.	34.000 .	85 .	63,29 .	21.519 21.500
17 B	4 ½ % Pfandbr. d. öst. Central-Bodenkreditbk., inh. 60 J. verl.	* 1.200 .	4.500 .	61,07 .	733 700
	* Loti en totalité.				
17 B	4 % Pfandbr. d. öst. Central-Bodenkreditbk., inh. 65 J. verl.	* 5.000 .	4.300 .	61,07 .	3.054 3.100
	* Loti en totalité.				
10	4 % Pfandbr. d. Kärntner Landes-Hyp.-Anst. . Arrondi . . .	70.000 .	70 .	49,36 .	34.552 34.500
12	6 % Communal-Obl. d. Niederöst. Landes-Hyp.- A.	40.000 .	96 .	8,64 .	3.456 3.500

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque'		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
3,11	3.110	—	—	—	—	—	—	—	—
0,52	416	5,85	4.680	1,20	960	—	—	1,02	816
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
36,81	4.038	—	—	—	—	—	—	—	—
.	48.104	.	6.620	.	960	.	8.160	.	816
.	48.000	.	6.600	.	1.000	.	8.200	.	800
40,54	20.270	1,94	970	—	—	8,16	4.080	—	—
.	20.200	.	1.000	.	—	.	4.100	.	—
65,33	104.528	—	—	—	—	—	—	—	—
.	104.500	.	—	.	—	.	—	.	—
3,11	16.794	—	—	—	—	—	—	—	—
28,75	4.485	—	—	10,18	1.588	—	—	—	—
.	21.279	.	—	.	1.588	.	—	.	—
.	21.300	.	—	.	1.600	.	—	.	—
48,50	48.500	0,44	400	0,91	910	0,50	500	—	—
.	48.500	.	400	.	900	.	500	.	—
36,71	12.481	—	—	—	—	—	—	—	—
.	12.500	.	—	.	—	.	—	.	—
28,75	345	—	—	10,18	122	—	—	—	—
.	400	.	—	.	100	.	—	.	—
28,75	1.437	—	—	10,18	509	—	—	—	—
.	1.400	.	—	.	500	.	—	.	—
40,54	28.378	1,94	1.358	—	—	8,16	5.712	—	—
.	28.400	.	1.400	.	—	.	5.700	.	—
91,36	36.544	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36.500	.	—	.	—	.	—	.	—

Annexe IV (suite).

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				%	en couronnes
10	8 % Pfandbr. d. Oberösterr. Landes-Hyp.-Anstalt Arrondi . . .	640.000	98	49,36	315.904 315.900
2	4 % Pfandbr. d. Tirolischen Land-Hyp.-Anstalt Arrondi . . . * Loti en totalité.	* 50.000	70	58,93	29.465 29.500
2	4 ½ % Pfandbr. d. Linzer allg. Sparkassa und Leihanst. Arrondi . . .	20.000	75	58,93	11.786 11.800
21	4 ½ % Pfandbr. d. Steiermärk. Sparkassa . . . Arrondi . . .	20.000	75	89,89	17.978 18.000
23	4 % Prior.-Obl. d. Lokalbahn Fürstenfeld-Hart- berg, Em. 1908. La plus petite pièce à 2000 couronnes, donc	180.000	200	32,51	58.518 58.000
10	4 % Prior.-Obl. d. Lokalbahn Mauthausen-Grein, Em. 1906 La plus petite pièce à 2000 couronnes, donc * Loti en totalité.	* 100.000	150	49,36	49.360 50.000
6	25 Stück Lose d. österr. Gesellsch. v. Roten Kreuz v. J. 1916 * Par pièce. Total b) I. . . .	7.500 2.342.300	* 180 .	51,05 .	3.829 3.900 1.455.800
II. Titres tchécoslovaques :					
9	4 % steuerfr. Schuldverschreibungen d. Böhm. Nordbahn	120.000		91,41	109.692
10		100.000		49,36	49.360
14		15.200		63,29	9.620
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	235.200	132.000	.	168.672 168.800
9	4 % Prior.-Obl. d. Böhm. Westbahn, Em. 1885 La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	6.000	132.000	91,41	5.485 5.600
17B	4 % Prior.-Obl. d. Mähr. Grenzbahn La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	25.600	130.000	61,07	15.634 15.600

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie'		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
40,54 .	259.456 259.500	1,94 .	12.416 12.400	— .	— —	8,16 .	52.224 52.200	— .	— —
35,78 .	17.890 17.900	1,60 .	800 800	0,03 .	— 15	3,66 .	1.830 1.800	— .	— —
35,78 .	7.156 7.200	1,60 .	320 300	0,03 .	— 6	3,66 .	732 700	— .	— —
— .	— —	— .	— —	5,83 .	1.166 1.200	4,28 .	856 800	— .	— —
67,49 .	121.482 122.000	— .	— —	— .	— —	— .	— —	— .	— —
40,54 .	40.540 40.000	1,94 .	1.940 2.000	— .	— —	8,16 .	8.160 8.000	— .	— —
36,99 .	2.774 2.700	0,67 .	— 50	3,64 .	273 300	6,55 .	491 600	1,10 .	— 83
. .	772.200	. .	25.300	. .	5.600	. .	82.600	. .	800
0,52 40,54 36,71	624 40.540 5.580	5,85 1,94 —	7.020 1.940 —	1,20 — —	1.440 — —	— 8,16 —	— 8.160 —	1,02 — —	1.224 — —
. .	46.744 46.800	. .	8.960 8.800	. .	1.440 1.600	. .	8.160 8.000	. .	1.224 1.200
0,52 .	— 31	5,85 .	351 400	1,20 .	— 72	— .	— —	1,02 .	— 61
28,75 .	7.360 7.200	— .	— —	10,18 .	2.606 2.800	— .	— —	— .	— —

Annexe IV (suite).

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				%	en couronnes
9	4 % Schuldversch. d. Mähr.-schles. Centralbahn La plus petite pièce à 600 couronnes, donc	10.200 .	130.000 .	91,41 .	9.324 9.600
19	4 % Prior.-Obl. d. Mähr.-schles. Centralbahn . La plus petite pièce à 600 couronnes, donc	16.800 .	130.000 .	79,64 .	13.380 13.200
16	3 ½ % Prior.-Obl. d. österr. Nordwestbahn, lit. B, B. Em. 1903 La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	58.000 .	120.000 .	36,36 .	21.089 21.200
9 13 17 B	4 % Prior.-Obl. d. Pilsen-Priesen Bahn	* 10.500 60.000 36.900		91,41 47,61 61,07	9.598 28.566 22.535
	La plus petite pièce à 300 couronnes, donc * Y compris un nominal loti de 2400 couronnes.	107.400 .	130.000 .	. .	60.699 60.600
17 B	4 % Mährisches Landes-Anlehen v. J. 1890 . . Arrondi	6.400 .	140.000 .	61,07 .	3.908 3.900
11 12 17 A 17 B 18	4 ½ % Mährisches Landes-Anlehen v. J. 1911 .	300 30.000 11200 49.800 125.000		90,66 8,64 81,09 61,07 79,58	272 2.592 9.082 30.413 99.475
	Arrondi	216.300 .	150.000 .	. .	141.834 141.800
12	4 ½ % Bankschuldv. d. Živnostenskà banka . . Arrondi	40.000 .	170.000 .	8,64 .	3.456 3.500
12 15 17 B	4 % Com.-Schuldsch. d. Böhm. Landesbank, inh. 50, bzw. 78 J. verl.	100.000 61.000 36.000		8,64 34,67 61,07	8.640 21.149 21.985
	Arrondi	197.000 .	157.000 .	. .	51.774 51.800
16	4 % Com.-Obl. d. Mähr. Landesculturbank . . Arrondi	79.000 .	125.000 .	36,36 .	28.724 28.700
12	4 % Pfandbr. d. Böhm. Sparkassa Arrondi	120.000 .	176.000 .	8,64 .	10.368 10.400
12	4 ½ % Pfandbr. d. Ersten Mähr. Sparkassa . . Arrondi	56.000 .	170.000 .	8,64 .	4.838 4.800
8 10 12	4 % Prior.-Obl. d. Kaschau-Oderberger Eisen- bahn, in Silber	72.000 100.000 14.800		96,89 49,36 8,64	69.761 49.360 1.279
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	186.800 .	103.000 .	. .	120.400 120.400
	Total b) II.	1.360.700	.	.	659.900

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
0,52	53	5,85	597	1,20	122	—	—	1,02	104
.	—	.	600	.	—	.	—	.	—
16,80	2.822	3,56	598	—	—	—	—	—	—
.	3.000	.	600	.	—	.	—	.	—
63,64	36.911	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36.800	.	—	.	—	.	—	.	—
0,52	55	5,85	614	1,20	126	—	—	1,02	107
43,71	26.226	8,68	5.208	—	—	—	—	—	—
28,75	10.609	—	—	10,18	3.756	—	—	—	—
.	36.890	.	5.822	.	3.882	.	—	.	107
.	36.900	.	6.000	.	3.900	.	—	.	—
28,75	1.840	—	—	10,18	652	—	—	—	—
.	1.800	.	—	.	700	.	—	.	—
6,40	19	2,94	9	—	—	—	—	—	—
91,36	27.408	—	—	—	—	—	—	—	—
9,61	1.076	—	—	9,30	1.042	—	—	—	—
28,75	14.317	—	—	10,18	5.070	—	—	—	—
18,50	23.125	—	—	1,92	2.400	—	—	—	—
.	65.945	.	9	.	8.512	.	—	.	—
.	66.000	.	—	.	8.500	.	—	.	—
91,36	36.544	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36.500	.	—	.	—	.	—	.	—
91,36	91.360	—	—	—	—	—	—	—	—
65,33	39.851	—	—	—	—	—	—	—	—
28,75	10.350	—	—	10,18	3.665	—	—	—	—
.	141.561	.	—	.	3.665	.	—	.	—
.	141.500	.	—	.	3.700	.	—	.	—
63,64	50.276	—	—	—	—	—	—	—	—
.	50.300	.	—	.	—	.	—	.	—
91,36	109.632	—	—	—	—	—	—	—	—
.	109.600	.	—	.	—	.	—	.	—
91,36	51.162	—	—	—	—	—	—	—	—
.	51.200	.	—	.	—	.	—	.	—
3,11	2.239	—	—	—	—	—	—	—	—
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
91,36	13.521	—	—	—	—	—	—	—	—
.	56.300	.	1.940	.	—	.	8.160	.	—
.	56.400	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
.	644.000	.	18.400	.	21.200	.	16.000	.	1.200

Annex IV (suite).

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin du mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				%	en couronnes
	<i>III. Titres hongrois :</i>				
9 17 B	4 % Ungar. Theiss-Reg.-Prior.-Obl.	200		91,41	183
	* Loti.	* 200		61,07	122
	La plus petite pièce à 200 couronnes, donc	400	5.000	.	305
	Total b) III.	400	.	.	400
	<i>IV. Titres italiens :</i>				
8	4 % staatsgar. Vintschgaubahnprioritäten, I. Em. La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	298.000	75.000	96,89	288.732
	Total b) IV.	298.000	.	.	288.800
	<i>V. Titres polonais :</i>				
9	4 % St.-Schuldv. d. Albrechtsbahn	1.200	18.000	91,41	1.097
	La plus petite pièce à 200 couronnes, donc	.	.	.	1.200
9 10 17 B	4 % St.-Schuldv. d. Gal. Carl Ludwig-Bahn . .	4.000		91,41	3.656
		100.000		49,36	49.360
		171.200		61,07	104.552
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	275.200	7.000	.	157.568
		.	.	.	157.600
9 10	4 % Prior.-Obl. d. Albrechtsbahn	* 44.000		91,41	40.220
		60.000		49,36	29.616
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	104.000	25.000	.	69.836
	* Y compris un nominal loti de 2000 couronnes.	.	.	.	70.000
9 14	4 % Prior.-Obl. d. Galiz. Carl Ludwig-Bahn . .	32.000		91,41	29.251
		13.000		63,29	8.228
	La plus petite pièce à 200 couronnes, donc	45.000	25.000	.	37.479
		.	.	.	37.400
11	4 % Galiz. Landes-Anl. f. Ortsschulfonds v. J. 1908 Arrondi	* 60.000	100	90,66	54.396
		.	.	.	54.400
	* Loti en totalité.				
23	4 % Anlehen der Stadt Lemberg	50.000	100	32,51	16.255
	Arrondi . . . . .	.	.	.	16.300
14	4 ½ % Pfandbr. d. Galiz. Bank f. Handel und Industrie.	33.600	100	63,29	21.265
	Arron i . . . . .	.	.	.	21.300
11 14	4 ½ % Pfandbr. d. Galiz. Act.-Hypoth.-Bank .	* 73.000		90,66	66.182
		34.000		63,29	21.519
	Arrondi	107.000	100	.	87.701
		.	.	.	87.700
	* Y compris un nominal loti de 5000 couronnes.				

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
0,52	I	5,85	I2	I,20	2	—	—	I,02	2
28,75	58	—	—	10,18	20	—	—	—	—
.	59	.	I2	.	22	.	—	.	2
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
3,11	9.268	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
0,52	6	5,85	70	I,20	I5	—	—	I,02	I2
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
0,52	21	5,85	234	I,20	48	—	—	I,02	41
40,54	40.540	I,94	I.940	—	—	8,16	8.160	—	—
28,75	49.220	—	—	10,18	17.428	—	—	—	—
.	89.781	.	2.174	.	17.476	.	8.160	.	41
.	90.000	.	2.000	.	17.600	.	8.000	.	—
0,52	229	5,85	2.574	I,20	528	—	—	I,02	449
40,54	24.324	I,94	I.164	—	—	8,16	4.896	—	—
.	24.553	.	3.738	.	528	.	4.896	.	449
.	24.800	.	3.600	.	400	.	4.800	.	400
0,52	166	5,85	I.872	I,20	384	—	—	I,02	327
36,71	4.772	—	—	—	—	—	—	—	—
.	4.938	.	I.872	.	384	.	—	.	327
.	5.000	.	I.800	.	400	.	—	.	400
6,40	3.840	2,94	I.764	—	—	—	—	—	—
.	3.800	.	I.800	.	—	.	—	.	—
67,49	33.745	—	—	—	—	—	—	—	—
.	33.700	.	—	.	—	.	—	.	—
36,71	12.335	—	—	—	—	—	—	—	—
.	12.300	.	—	.	—	.	—	.	—
6,40	4.672	2,94	2.146	—	—	—	—	—	—
36,71	12.481	—	—	—	—	—	—	—	—
.	17.153	.	2.146	.	—	.	—	.	—
.	17.200	.	2.100	.	—	.	—	.	—

Annexe IV (suite).

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				%	en couronnes
14 17 B	4 ½ % Pfandbriefe der Galiz. Landesbank . . .	10.000		63,29	6.329
		24.000		61,07	14.657
	Arrondi . . .	34.000	100	.	20.986
		.	.	.	21.000
23	4 ½ % Pfandbr. d. Galiz. Landesbank, Com.- Obl.	50.000	100	32,51	16.255
	Arrondi . . .	.	.	.	16.300
17 B	4 % Pfandbr. d. Galiz. Landesbank, Eisenb.-Obl. Arrondi . . .	30.000	100	61,07	18.321
		.	.	.	18.300
	Total b) V. . . .	790.000	.	.	501.500
VI. Titres serbes-croates-slovènes :					
8	4 % Prior.-Obl. der Lokalbahn Laibach-Stein . La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	204.000	10.000	96,89	197.656
	Total b) VI. . . .	.	.	.	197.600
		204.000	.	.	197.600
VII. Titres roumains :					
4 10 20	4 % Bukowinaer Landes-Anlehen	100.000		66,948	66.945
		20.000		49,36	9.872
		985.300		67,54	665.472
	Arrondi . . .	1.105.300	4.000	.	742.289
		.	.	.	742.300
14	4 ½ % Anlehen der Stadt Czernowitz v. J. 1908, verl.	25.000	100	63,29	15.823
	Arrondi . . .	.	.	.	15.800
14	4 % Pfandbr. d. Bukowinaer Landesbank . . .	* 20.000	3.500	63,29	12.658
	Arrondi . . .	.	.	.	12.700
	* Loti en totalité.				
11	Pfandbr. d. Bukowinaer Sparkassa	17.000	3.500	90,66	15.412
	Arrondi . . .	.	.	.	15.400
	Total b) VII. . . .	1.167.300	.	.	786.200
VIII. Titres autrichiens-tchécoslovaques :					
9	4 % St.-Schuldv. d. Franz Josefbahn	8.400	90.000	91,41	7.678
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	7.600
10 17 B	4 % St.-Schuldv. d. öst. Nordwest- u. Südnord- deutsch. Verbindungsbahn	60.000		49,36	29.616
		50.000		61,07	30.535
		110.000	100.000	.	60.151
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	60.000

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
36,71	3.671	—	—	—	—	—	—	—	—
28,75	6.900	—	—	10,18	2.443	—	—	—	—
.	10.571	.	—	.	2.443	.	—	.	—
.	10.600	.	—	.	2.400	.	—	.	—
67,49	33.745	—	—	—	—	—	—	—	—
.	33.700	.	—	.	—	.	—	.	—
28,75	8.625	—	—	10,18	3.054	—	—	—	—
.	8.600	.	—	.	3.100	.	—	.	—
.	239.700	.	11.300	.	23.900	.	12.800	.	800
3,11	6.344	—	—	—	—	—	—	—	—
.	6.400	.	—	.	—	.	—	.	—
.	6.400	.	—	.	—	.	—	.	—
32,48 ₆	32.486	0,54 ₆	549	0,01 ₄	14	0,00 ₆	6	—	—
40,54	8.108	1,94	388	—	—	8,16	1.632	—	—
29,97	295.294	—	—	2,49	24.534	—	—	—	—
.	335.888	.	937	.	24.548	.	1.638	.	—
.	335.900	.	900	.	24.600	.	1.600	.	—
36,71	9.177	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
36,71	7.342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	7.300	.	—	.	—	.	—	.	—
6,40	1.088	2,94	500	—	—	—	—	—	—
.	1.100	.	500	.	—	.	—	.	—
.	353.500	.	1.400	.	24.600	.	1.600	.	—
0,52	44	5,85	491	1,20	101	—	—	1,02	86
.	—	.	400	.	400	.	—	.	—
40,54	24.324	1,94	1.164	—	—	8,16	4.896	—	—
28,75	14.375	.	—	10,18	5.090	—	—	—	—
.	38.699	.	1.164	.	5.090	.	4.896	.	—
.	38.800	.	1.200	.	5.200	.	4.800	.	—

Annexe IV (suite).

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				%	en couronnes
4 10	4 % Prior.-Obl. d. Franz Josefbahn i. S.	20.000		66,94 ₆	13.389
	* Y compris un nominal loti de 4000 couronnes.	* 96.000		49,36	47.386
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	116.000	80.000	.	60.775
		.	.	.	60.800
9	4 % Prior.-Obl. d. Franz Josefbahn	6.400	80.000	91,41	5.850
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	6.000
14	3 % Prioritätsobligationen der öst. Lokaleisen- bahn-Ges.	20.000	65.000	63,29	12.658
	La plus petite pièce à 200 couronnes, donc	.	.	.	12.600
14	4 % Prior.-Obl. d. österr. Nordwestbahn	25.200	90.000	63,29	15.949
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	16.000
	Total b) VIII.	286.000	.	.	163.000
	<i>IX. Titres tchécoslovaques-polonais :</i>				
10	4 % Prior.-Obl. d. Ungar.-galiz. Eisenbahn, Em. 1887.	99.600	42.000	49,36	49.163
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	49.200
	Total b) IX.	99.600	.	.	49.200
	<i>X. Titres polonais-roumains :</i>				
8	4 % Investitionsanl. d. Eisenb.-G. Lemberg- Czern.-Jassy, Em. 1894	50.000	11.000	96,89	48.445
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	.	.	.	48.400
8	4 % Prior.-Obl. d. Eisenb.-G. Lemberg-Czern.- Jassy, II. Em. 1884	46.800	11.000	96,89	45.345
	La plus petite pièce à 600 couronnes, donc	.	.	.	45.600
	Total b) X.	96.800	.	.	94.000
	<i>XI. Titres autrichiens-italiens-serbes-croates- slovènes :</i>				
9 10 17 A 17 B	4 % steuerfr. St.-Schuldv. d. Rudolfbahn	1.600		91,41	1.463
		100.000		49,36	49.360
		4.000		81,09	3.244
	* Y compris un nominal loti de 8000 couronnes.	* 138.400		61,07	84.521
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	244.000	11.000	.	138.588
		.	.	.	138.800
9 10 14	4 % Prior.-Obl. d. Rudolfbahn, Em. 1884	* 34.800		91,41	31.811
		100.000		49,36	49.360
		12.000		63,29	7.595
	La plus petite pièce à 400 couronnes, donc	146.800	30.000	.	88.766
		.	.	.	88.800
	* Y compris un nominal loti de 400 couronnes.	390.800	.	.	227.600
	Total b) XI.	390.800	.	.	227.600

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
32,48 ₆	6.497	0,54 ₉	110	0,01 ₄	3	0,00 ₆	1	—	—
40,54	38.918	1,94	1.862	—	—	8,16	7.834	—	—
.	45.415	.	1.972	.	3	.	7.835	.	—
.	45.200	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
0,52	33	5,85	375	1,20	77	—	—	1,02	65
.	—	.	400	.	—	.	—	.	—
36,71	7.342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	7.400	.	—	.	—	.	—	.	—
36,71	9.251	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	100.600	.	4.000	.	5.600	.	12.800	.	—
40,54	40.378	1,94	1.932	—	—	8,16	8.127	—	—
.	40.400	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
.	40.400	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
3,11	1.555	—	—	—	—	—	—	—	—
.	1.600	.	—	.	—	.	—	.	—
3,11	1.455	—	—	—	—	—	—	—	—
.	1.200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	2.800	.	—	.	—	.	—	.	—
0,52	9	5,85	93	1,20	19	—	—	1,02	16
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
9,61	384	—	—	9,30	372	—	—	—	—
28,75	39.790	—	—	10,18	14.089	—	—	—	—
.	80.723	.	2.033	.	14.480	.	8.160	.	16
.	80.800	.	2.000	.	14.400	.	8.000	.	—
0,52	181	5,85	2.036	1,20	417	—	—	1,02	355
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
36,71	4.405	—	—	—	—	—	—	—	—
.	45.126	.	3.976	.	417	.	8.160	.	355
.	45.200	.	4.000	.	400	.	8.000	.	400
.	126.000	.	6.000	.	14.800	.	16.000	.	400

Annexe IV (suite).

No d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				%	en couronnes
	XII. Titres autrichiens-tchécoslovaques-polonais :				
9	4 % Prior.-Obl. d. Ferdinands-Nordbahn . . .	* 30.000		91,41	27.423
10		197.200		49,36	97.338
13		** 80.000		47,61	38.088
14		*** 29.000		63,29	18.354
17A		15.400		81,09	12.488
17B		114.000		61,07	69.620
		465.600	75.500	.	263.311
	La plus petite pièce à 200 couronnes, donc *, ** et *** Y compris un nominal loti de 14.000 couronnes.	.	.	.	263.400
	Total b) XII. . . .	465.600	.	.	263.400
	TOTAL DES AUTRES EFFETS :				
	Total b) I. . . .	2.342.300	.	.	1.455.800
	» » II. . . .	1.360.700	.	.	659.900
	» » III. . . .	400	.	.	400
	» » IV. . . .	298.000	.	.	288.800
	» » V. . . .	790.000	.	.	501.500
	» » VI. . . .	204.000	.	.	197.600
	» » VII. . . .	1.167.300	.	.	786.200
	» » VIII. . . .	286.000	.	.	163.000
	» » IX. . . .	99.600	.	.	49.200
	» » X. . . .	96.800	.	.	94.000
	» » XI. . . .	390.800	.	.	227.600
	» » XII. . . .	465.600	.	.	263.400
	Total . . .	7.501.500	.	.	4.687.400
	Liste des plus- ou moins-values résultant vis-à-vis des quotes-parts proportionnelles des titres d'avant-guerre et des autres effets :				
	Groupe a) . . . . .	.	.	.	+ 10.896
	» b) I. . . .	.	.	.	+ 8.720
	» » II. . . .	.	.	.	+ 421.000
	» » III. . . .	.	.	.	+ 4.750
	» » IV. . . .	.	.	.	+ 51.000
	» » V. . . .	.	.	.	+ 42.151
	» » VI. . . .	.	.	.	— 5.600
	» » VII. . . .	.	.	.	+ 1.467
	» » VIII. . . .	.	.	.	— 73.000
	» » IX. . . .	.	.	.	+ 15.540
	» » X. . . .	.	.	.	+ 22.000
	» » XI. . . .	.	.	.	+ 33.520
	» » XII. . . .	.	.	.	+ 67.195
	Plus- ou moins-value . . .	.	.	.	+ 599.639

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes	%	en couronnes
0,52	156	5,85	1.755	1,20	360	—	—	1,02	306
40,54	79.945	1,94	3.826	—	—	8,16	16.091	—	—
43,71	34.968	8,68	6.944	—	—	—	—	—	—
36,71	10.646	—	—	—	—	—	—	—	—
9,61	1.480	—	—	9,30	1.432	—	—	—	—
28,75	32.775	—	—	10,18	11.605	—	—	—	—
.	159.970	.	12.525	.	13.397	.	16.091	.	306
.	160.000	.	12.600	.	13.400	.	16.000	.	200
.	160.000	.	12.600	.	13.400	.	16.000	.	200
.	772.200	.	25.300	.	5.600	.	82.600	.	800
.	644.000	.	18.400	.	21.200	.	16.000	.	1.200
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	239.700	.	11.300	.	23.900	.	12.800	.	800
.	6.400	.	—	.	—	.	—	.	—
.	353.500	.	1.400	.	24.600	.	1.600	.	—
.	100.600	.	4.000	.	5.600	.	12.800	.	—
.	40.400	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
.	2.800	.	—	.	—	.	—	.	—
.	126.000	.	6.000	.	14.800	.	16.000	.	400
.	160.000	.	12.600	.	13.400	.	16.000	.	200
.	2.454.800	.	81.000	.	109.100	.	165.800	.	3.400
.	— 9.113	.	— 9.459	.	— 1.846	.	+ 9.637	.	— 115
.	+ 5.715	.	— 12.871	.	— 1.279	.	— 211	.	— 74
.	— 135.490	.	+ 139.680	.	+ 337.310	.	— 376.000	.	— 386.500
.	— 2.950	.	— 600	.	— 1.100	.	—	.	— 100
.	— 51.000	.	—	.	—	.	—	.	—
.	+ 91.386	.	— 77.290	.	— 22.017	.	— 35.200	.	+ 970
.	+ 5.600	.	—	.	—	.	—	.	—
.	— 547	.	— 1.480	.	+ 2.080	.	— 1.520	.	—
.	— 145.200	.	— 3.500	.	+ 315.100	.	+ 36.000	.	— 129.400
.	+ 9.240	.	+ 28.560	.	—	.	— 53.340	.	—
.	— 22.000	.	—	.	—	.	—	.	—
.	+ 30.670	.	+ 3.570	.	— 13.900	.	— 65.600	.	+ 11.740
.	+ 22.650	.	+ 56.625	.	+ 2.265	.	— 68.705	.	— 80.030
.	— 201.039	.	+ 123.235	.	+ 616.613	.	— 554.939	.	— 583.509

ANNEX I.

1 TRADUCTION.

PROPORTIONATE SHARES
OF THE SUPPLEMENTARY INSURANCE

Serial No.	Name and seat of Organisation
<i>(a) General Supplementary Organisations :</i>	
1	Pensionsinstitut der Angestellten der Textilindustrie in Wien
2	Pensionsinstitut des Vereines für Güterbeamte in Wien
3	Pensionsinstitut für die Bühnen- und Orchesterangehörigen Österreichs in Wien
4	Pensionsinstitut für Beamte der österreichischen Papierindustrie in Wien
5	Allgemeines Pensionsinstitut der österreichischen Pharmazeuten in Wien
6	Pensionsverein der landwirtschaftlichen Genossenschaften in Österreich in Wien
7	Pensionsinstitut des österreichischen Faktorenverbandes in Wien (round sum)
	Total
<i>(b) Organisation for individual undertakings (with technical balance-sheet) :</i>	
8	Pensionsinstitut der Österreichischen Alpinen Montangesellschaft in Wien
9	Pensionsinstitut der Allgemeinen Depositenbank in Wien
10	Pensionskasse für die Beamten der Firma Heinrich Franck Söhne in Linz
11	Pensionskasse für die Angestellten der A.-G. der Teppich- und Möbelstoff-Fabriken, vorm. Philipp Haas & Söhne in Wien
12	Franz Josef Auersperg'sches Pensionsinstitut in Wien
13	Pensionsinstitut für die Angestellten der Dampfkesseluntersuchungs- und Versicherungs-Gesellschaft A.-G. in Wien
14	Pensionsverein der C. Stölzle's Söhne A.-G. für Glasfabrikation in Nagelberg
15	Pensionsinstitut für die Beamten der Homboker und Marienthaler Eisenwaren-Industrie- und Handels-A.-G. "Moravia" in Wien
16	Pensionsverein der Aktiengesellschaft der österreichischen Fezfabriken in Wien
	Total
<i>(c) Organisations for individual undertakings (with no technical balance-sheet) :</i>	
17	"Fürsorge" Beamten-Pensionsverein der Familie Dreher und der Vereinigten Brauereien Schwechat-St. Marx-Simmering-Dreher-Mauthner-Meichl-A.-G. in Wien, Abt. A
	"Fürsorge" Beamten-Pensionsverein der Familie Dreher und der Vereinigten Brauereien Schwechat-St. Marx-Simmering-Dreher-Mauthner-Meichl-A.-G. in Wien, Abt. B
18	Pensionsinstitut der Beamten und Diener der Wiener Versicherungs-Gesellschaft in Wien
19	Pensionsfonds für die Beamten und Diener des Gisela-Vereines in Wien
20	Pensionsinstitut der Firma Schenker & Co. in Wien
21	Pensionsinstitut für die Bediensteten der Ersten Grazer Aktienbrauerei vorm. Franz Schreiner & Söhne in Graz in Puntigam
22	Pensionsinstitut für die Beamten und Diener der Wiener Lebens- und Renten-Versicherungsanstalt in Wien
23	Pensionsverein der Glashüttenwerke vorm. J. Schreiber & Neffen in Wien
24	Gutmann'sches Pensionsinstitut in Wien
	Total
	Total for Organisations for individual undertakings
	<i>Total for all Organisations</i>

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

IN PREMIUM RESERVES

¹ TRANSLATION.

ORGANISATION FOR EMPLOYEES' PENSIONS.

Premium reserves at end of 1918 in crowns	Proportionate share					
	of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic	of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	of the Kingdom of Roumania
15,299,542	49.65	48.50	0.44	0.91	0.50	—
7,279,461	58.93	35.78	1.60	0.03	3.66	—
6,359,594	69.62	24.48	1.73	2.41	1.32	0.44
4,442,077	66.94 ^s	32.48 ^s	0.54 ^p	0.01 ^d	0.00 ^g	—
3,931,732	61.27	24.80	5.91	6.42	1.60	—
2,486,313	51.05	36.99	0.67	3.64	6.55	1.10
2,381,100	82.50	11.40	—	2.40	3.70	—
42,179,819						
11,583,070	96.89	3.11	—	—	—	—
4,853,432	91.41	0.52	5.85	1.20	—	1.02
4,795,534	49.36	40.54	1.94	—	8.16	—
3,186,150	90.66	6.40	2.94	—	—	—
2,346,199	8.64	91.36	—	—	—	—
1,745,673	47.61	43.71	8.68	—	—	—
1,116,397	63.29	36.71	—	—	—	—
1,008,694	34.67	65.33	—	—	—	—
943,303	36.36	63.64	—	—	—	—
31,578,452						
761,516	81.09	9.61	—	9.30	—	—
1,907,680	61.07	28.75	—	10.18	—	—
2,356,071	79.58	18.50	—	1.92	—	—
2,269,440	79.64	16.80	3.56	—	—	—
2,179,711	67.54	29.97	—	2.49	—	—
1,340,546	89.89	—	—	5.83	4.28	—
1,115,669	77.08	12.65	6.32	—	—	3.95
1,062,380	32.51	67.49	—	—	—	—
561,097	87.66	12.34	—	—	—	—
13,554,110						
45,132,562						
87,312,381						

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ANNEX II. LIST SHOWING FUNDS OF SUPPLEMENTARY INSURANCE ORGANISATIONS
AMOUNTS TO BE SHOWN

No.	Name and seat of Organisation (Full name of organisation is given in Annex I)	War Loan Bonds	Pledged debt at end of 1918 contracted through subscription to war loan	Pre-war securities
<i>(a) General Supplementary Organisations :</i>				
1	Textilindustrie, Wien	7,138	1,647	1700.0
2	Güterbeamte, Wien	1,277	377	¹ 230.0
3	Bühnen- und Orchesterangehörige, Wien	2,960	1,576	70.0
4	Papierindustrie, Wien	8,675	5,049	132.0
5	Pharmazeuten, Wien	—	7,163	15.0
6	Landwirtschaftliche Genossenschaften, Wien	774	—	—
7	Faktorenverband, Wien	1,801	581	² 774.0
	Total	22,625	16,393	2,921.0
<i>(b) Organisations for individual undertakings (with technical balance-sheet) :</i>				
8	Alpine Montangesellschaft, Wien	429.3	—	450.0
9	Allgemeine Depositenbank, Wien	3,250	—	675.6
10	Heinrich Franck Söhne, Linz	—	—	420.0
11	Philipp Haas & Söhne, Wien	726.4	—	280.0
12	F. J. Auersperg, Wien	650	—	279.6
13	Dampfkesseluntersuchungs- u. Versich.-Ges., Wien	2,350	618	—
14	C. Stölzle's Söhne, Nagelberg	600	—	71.6
15	« Moravia », Wien	1,150	—	—
16	Fefzfabriken, Wien	770	—	160.0
	Total	9,925.7	618	2,336.8
<i>(c) Organisations for individual undertakings (with no technical balance-sheet) :</i>				
17	Dreher A.-G. Wien, Abt. A	—	—	10.5
	» » » » B	—	—	77.5
18	Wiener Versicherungsgesellschaft, Wien	1,300	—	200.0
19	Gisela-Verein, Wien	1,280	310	—
20	Schenker & Co, Wien	2,399	973	325.0
21	F. Schreiner & Söhne, Puntigam	500	—	50.0
22	Wiener Lebens- u. Renten-Versich.-Anstalt, Wien	—	—	—
23	J. Schreiber & Neffen, Wien	415	—	100.0
24	Gutmann, Wien	319	—	64.2
	Total	6,213	1,283	827.2
	Total for Organisations for individual undertakings	16,138.7	1,901	3,164.0
	Total for all Organisations	38,763.7	18,294	6,085.0

¹ Sold for 214,000 crowns.

² Including a nominal amount of 764,000 crowns, sold and replaced by Austrian Treasury bonds to a nominal value of 1,120,000 crowns.

³ Including (a) arrears of premiums amounting to 23,739 crowns on Czechoslovak territory, 28 crowns on Polish territory and 247 crowns on Italian territory; (b) mortgages of 131,936 crowns on Czechoslovak territory.

⁴ Including (a) arrears of premiums amounting to 2,335 crowns on Czechoslovak territory, 5,225 crowns on Polish territory, and 9,196 crowns on Italian territory; (b) 13,667 Roumanian crowns at 150 Austrian crowns.

⁵ Including arrears of premiums and charges amounting to 8,870 crowns on Czechoslovak territory, 6,357 crowns on Polish territory, 1,452 crowns on Italian territory, 1,052 crowns on Serb-Croat-Slovene territory and 360 crowns on Roumanian territory; further assets at Prague amounting to 53,570 unstamped crowns and a credit of 103 crowns on Serb-Croat-Slovene territory.

⁶ Of this sum the depositors shall be refunded :

Premiums paid in advance	145,932 crowns
Shares in premium reserves and in premiums to be refunded	1,474,969 »
Premiums to be assigned and reserves of premiums not included in the accounts	455,339 »

⁷ Of this sum the depositor shall be refunded :

Premiums paid in advance	12,870 »
Shares in premium reserves and in premiums to be refunded	1,989 »

SATIIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS AS EXISTING ON MARCH 31, 1924.
IN THOUSANDS OF CROWNS.

Other securities	Cash, assets, mortgages and other credits	Liabilities	90 % of income	Yield from allotment of securities	Premises		Cash to be distributed
					Value as entered in the books	Estimated value	
100.0	³ 4,402	⁶ 2,155	1,986	8,217	.	.	³ 12,450
70.0	13,077	—	1,491	2,957	.	.	17,525
—	4,087	⁷ 158	1,746	1,250	.	.	6,925
120.0	1,034	—	1,034	55	.	.	2,123
—	⁴ 6,054	56	2,465	8,894	.	.	⁴ 17,357
7.5	⁵ 774	32	722	1,309	.	.	⁵ 2,773
—	208	1	597	202	.	.	1,006
297.5	29,636	2,402	10,041	22,884	.	.	60,159
1,310.8	14	3	¹⁰ 17,563	2,930	550,059	550	21,054
389.3	⁸ 2,550	814	505	116	1,725,842	2,205,000	⁸ 2,207,357
1,992.8	506	—	16,457	3,181	—	—	20,144
168.3	378	7	11,879	101,073	527,800	700,000	813,323
400.8	12,366	⁹ 944	¹¹ 57,126	¹⁴ 61,113	—	—	129,661
140.0	3	⁰⁴ 04	406	136	—	—	545
282.0	22	64	181	320	—	—	459
221.0	—	90	¹² 18,094	¹⁵ 9,652	—	—	27,566
137.0	167	—	¹³ 19,426	¹⁶ 1,275	—	—	20,868
5,042.0	16,006	1,922	141,637	179,706	2,803,701	2,905,550	3,240,977
30.6	47	—	1,786	715	—	—	2,548
704.3	4,326	2	14,031	1,610	—	—	19,965
125.0	592	4	¹⁷ 16,902	336	—	—	17,826
16.8	1,220	—	218	170	—	—	1,608
985.3	42	—	693	51	—	—	786
20.0	677	—	376	320	145,486	29,097	30,470
—	¹⁸ 363	7	¹⁸ 240	²⁰ 793	—	—	¹⁸ 1,389
280.0	164	1	110	239	—	—	512
—	52	9	²¹ 163	260	—	—	466
2,162.0	7,483	23	34,519	4,494	145,486	29,097	75,570
7,204.0	23,489	1,945	176,156	184,200	2,949,187	2,934,647	3,316,547
7,501.5	53,125	4,347	186,197	207,084	2,949,187	2,934,647	3,376,706

⁸ Including the yield from the sale of the office at Prague.

⁹ Including 936,331 Austrian crowns disbursed for costs of administration.

¹⁰ Including 7,776.— Czechoslovak crowns at 2,100 Austrian crowns.

¹¹ " 11,218.50 " " 2,100 " "

¹² " 8,566.40 " " 2,100 " "

¹³ " 4,543.46 " " 2,100 " "

¹⁴ " 28,960.— " " 2,100 " "

¹⁵ " 4,526.65 " " 2,100 " "

¹⁶ " 435.78 " " 2,100 " "

¹⁷ " 5,916.15 " " 2,000 " "

¹⁸ " 2,231.— Hungarian " " 0.90 " "

¹⁹ " 13,275.— " " 0.90 " "

²⁰ " 48,220.— " " 0.90 " "

²¹ Including interest on war loan bonds not yet nostrified.

ANNEX III.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF FUNDS OF INSURANCE ORGANISATIONS
AMOUNTS AS SHOWN IN

No.	Name and seat of organisation (Full name of organisation is given in Annex I)	War loan bonds						Pre-war Securities	
		of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic	of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingdom of the Serbs, Croats & Slov.	of the Kingdom of Roumania	of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic
<i>(a) General Organisations :</i>									
1	Textilindustrie, Wien	3,544.0	3,461.9	31.4	65.0	35.7	—	84.0	82.5
2	Güterbeamte, Wien	752.6	456.9	20.4	0.4	46.7	—	135.5	82.3
3	Bühnen- und Orchesterangehörige, Wien	2,060.8	724.6	51.2	71.3	39.1	13.0	48.7	17.2
4	Papierindustrie, Wien	5,807.5	2,818.2	47.6	1.2	0.5	—	88.4	42.9
5	Pharmazeuten, Wien	—	—	—	—	—	—	9.2	3.7
6	Landwirtschaftl. Genossenschaft, Wien	395.1	286.3	5.2	28.2	50.7	8.5	—	—
7	Faktorenverband, Wien	1,485.8	205.3	—	43.2	66.7	—	638.6	88.2
	Total	14,045.8	7,953.2	155.8	209.3	239.4	21.5	1,764.4	1,058.8
								1,007.0	
		14,045.8	7,953.2	155.8	209.3	239.4	21.5	757.4	1,058.8
<i>(b) Organisations for individual undertakings (with technical balance sheet) :</i>									
8	Alpine Montangesellschaft, Wien	415.9	13.4	—	—	—	—	436.0	14.0
9	Allg. Depositenbank, Wien	2,970.8	16.9	190.1	39.0	—	33.2	617.6	3.5
10	Heinrich Franck Söhne, Linz	—	—	—	—	—	—	207.3	170.3
11	Philipp Haas & Söhne, Wien	658.6	46.5	21.3	—	—	—	253.9	17.9
12	F. J. Auersperg, Wien	56.2	593.8	—	—	—	—	24.2	255.4
13	Dampfkesseluntersuchungs- u. Versich.-Ges., Wien	1,118.8	1,027.2	204.0	—	—	—	—	—
14	C. Stölzle's Söhne, Nagelberg	379.7	220.3	—	—	—	—	45.3	26.3
15	"Moravia", Wien	398.7	751.3	—	—	—	—	—	—
16	Fezfabriken, Wien	280.0	490.0	—	—	—	—	58.2	101.8
	Total	6,278.7	3,159.4	415.4	39.0	—	33.2	1,642.5	589.2
<i>(c) Organisations for individual undertakings (with no technical balance-sheet) :</i>									
17	Dreher A.-G., Wien, Abt. A	—	—	—	—	—	—	8.5	1.0
	Dreher A.-G., Wien, Abt. B	—	—	—	—	—	—	47.3	22.3
18	Wiener Versicherungsgesellschaft, Wien	1,034.5	240.5	—	25.0	—	—	159.2	37.0
19	Gisela-Verein, Wien	1,019.4	215.0	45.6	—	—	—	—	—
20	Schenker & Co., Wien	1,620.3	719.0	—	59.7	—	—	219.5	97.4
21	F. Schreiner & Söhne, Puntigam	449.5	—	—	29.1	21.4	—	45.0	—
22	Wiener Lebens- u. Renten-Versich.-Anstalt, Wien	—	—	—	—	—	—	—	—
23	J. Schreiber & Neffen, Wien	134.9	280.1	—	—	—	—	32.5	67.5
24	Gutmann, Wien	279.6	39.4	—	—	—	—	56.3	7.9
	Total	4,538.2	1,494.0	45.6	113.8	21.4	—	568.3	233.1
	Organisations for individual undertaking, Total	10,816.9	4,653.4	461.0	152.8	21.4	33.2	2,210.8	822.3
	Total for all organisations	24,862.7	12,606.6	616.8	362.1	260.8	54.7	2,968.2	1,881.1
	To balance plus or minus values of securities assigned under Annex IV	—	—	—	—	—	—	—	—
	Result	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ This item consists of *a*) a nominal value of 994,000 crowns to balance a nominal value of 764,000 crowns sold by the "Faktorenverband" and a nominal value of 230,000 crowns sold by the "Güterbeamten" and *b*) a nominal value of 13,000 crowns handed over to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes to balance a nominal value of 11,500 crowns of other securities (see Note 3), and 1,500 crowns in cash.

² Handed over by the Republic of Austria.

³ Consisting of Austrian Treasury bonds to a nominal value of 1,120,000 crowns and other securities to a nominal value of 11,500 crowns handed over by the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes to the Republic of Austria (see Note 1).

⁴ Handed over to the Republic of Austria (see Notes 1 and 3).

⁵ Consisting of *a*) the proceeds, amounting to 214,000 crowns, from the sale of pre-war bonds of the "Güterbeamten" to nominal value of 230,000 crowns and *b*) 1,500 crowns in cash representing the pre-war bonds of a nominal value of 1,500 crowns handed over to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (see Note 1).

⁶ This item is due to the assignment of assets in the territory of the country concerned and of arrears of premiums in those territories, viz.,

(a) Assets in Czechoslovakia amounting to 131,936 crowns and 53,570 unstamped crowns;

TIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS AS EXISTING ON MARCH 31, 1924.
THOUSANDS OF CROWNS.

Pre-war Securities				Other securities						Cash					
of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingdom of the Serbs, Croats & Slov.	of the Kingdom of Roumania	of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic	of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingdom of the Serbs, Croats & Slov.	of the Kingdom of Roumania	of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic	of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingdom of the Serbs, Croats & Slov.	of the Kingdom of Roumania
7.5	15.5	8.5	—	49.7	48.5	0.4	0.9	0.5	—	6,182	6,038	55	113	62	—
3.7	0.1	8.4	—	41.3	25.0	1.1	0.0	2.6	—	10,328	6,271	280	5	641	—
1.2	1.7	0.9	0.3	—	—	—	—	—	—	4,821	1,695	120	167	91	31
0.7	—	—	—	80.3	39.0	0.7	—	—	—	1,421	690	12	—	—	—
0.9	1.0	0.2	—	—	—	—	—	—	—	10,635	4,304	1,026	1,114	278	—
—	—	—	—	3.8	2.8	—	0.3	0.5	0.1	1,416	1,026	18	101	182	30
—	18.6	28.6	—	—	—	—	—	—	—	830	115	—	24	37	—
14.0	36.9	46.6	0.3	175.1	115.3	2.2	1.2	3.6	0.1	35,633	20,139	1,511	1,524	1,291	61
—	—	² +13.0	—	³ +1,131.5	—	—	—	⁴ -11.5	—	+216	⁵ -218	⁶ -12	⁶ -11	⁷ -3	—
14.0	36.9	59.6	0.3	1,306.6	115.3	2.2	1.2	-7.9	0.1	35,849	19,921	1,499	1,513	1,288	61
—	—	—	—	1,270.0	40.8	—	—	—	—	⁸ 19,849	655	—	—	—	—
39.5	8.1	—	6.9	355.8	2.0	22.8	4.7	—	4.0	⁹ -187,255	11,478	129,131	26,488	—	22,515
8.1	—	34.3	—	983.6	807.9	38.7	—	162.6	—	9,943	8,166	301	—	1,644	—
8.2	—	—	—	152.6	10.8	4.9	—	—	—	¹⁰ 37,358	52,053	23,912	—	—	—
—	—	—	—	34.6	266.2	—	—	—	—	11,203	118,458	—	—	—	—
—	—	—	—	66.7	61.2	12.1	—	—	—	260	238	47	—	—	—
—	—	—	—	178.5	103.5	—	—	—	—	291	168	—	—	—	—
—	—	—	—	76.6	144.4	—	—	—	—	9,557	18,009	—	—	—	—
—	—	—	—	49.8	87.2	—	—	—	—	7,588	13,280	—	—	—	—
55.8	8.1	34.3	6.9	3,168.2	1,624.0	78.5	4.7	162.6	4.0	-91,206	222,505	153,481	26,488	1,644	22,515
—	—	—	—	24.8	2.9	—	2.9	—	—	2,066	245	—	237	—	—
—	7.9	—	—	430.1	202.5	—	71.7	—	—	12,103	5,740	—	2,032	—	—
—	3.8	—	—	99.5	23.1	—	2.4	—	—	14,186	3,298	—	342	—	—
—	—	—	—	13.4	2.8	0.6	—	—	—	1,281	270	57	—	—	—
—	8.1	—	—	665.5	295.3	—	21.5	—	—	531	236	—	19	—	—
—	2.9	2.1	—	18.0	—	—	1.1	0.9	—	¹¹ -1,707	—	—	1,776	1,304	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,070	176	88	—	—	—
—	—	—	—	91.0	189.0	—	—	—	—	166	346	—	—	—	55
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	408	58	—	—	—	—
—	23.7	2.1	—	1,342.3	715.6	0.6	102.6	0.9	—	30,194	10,369	145	4,406	1,304	55
55.8	31.8	36.4	6.9	4,510.5	2,339.6	79.1	107.3	163.5	4.0	-61,012	232,874	153,626	30,894	2,948	22,570
60.8	68.7	96.0	7.2	5,817.1	2,454.9	81.3	108.5	155.6	4.1	-25,163	252,795	155,125	32,407	4,236	22,631
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	600	+201	-123	-617	+555	+584
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	-25,763	252,996	155,002	31,790	4,791	23,215

(b) Arrears of premiums amounting to 34,944 crowns in Czechoslovakia, 11,610 crowns in Poland, 10,895 crowns in Italy and 360 crowns in Roumania.

⁷ This item is due to assets of 103 crowns in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, arrears of premiums amounting to 1,052 crowns in the same Kingdom, and 1,500 crowns in cash, representing the pre-war bonds of a nominal value of 1,500 crowns handed over by the Republic of Austria (see Notes 1 and 5).

⁸ This sum is reached after deduction of 550,000 crowns representing the estimated value of the premises retained by the Republic of Austria.

⁹ This sum is reached after deduction of 2,205,000,000 crowns representing the estimated value of the premises retained by the Republic of Austria.

¹⁰ This sum is reached after deduction of 700,000,000 crowns representing the estimated value of the premises retained by the Republic of Austria.

¹¹ This sum is reached after deduction of 29,097,000 crowns representing the estimated value of the premises retained by the Republic of Austria.

ANNEX IV.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF PRE-WAR BONDS AND OTHER
BELONGING TO SUPPLEMENTARY INSURANCE

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March 1924	Proportional share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
	(a) PRE-WAR BONDS :				
I	4 % einh. conv. steuerfr. Kronenrente (Mai-Nov.)	1,010,000		49.65	501,465
2		* 230,000		58.93	135,539
7		7,200		82.50	5,940
8		450,000		96.89	436,005
10		100,000		49.36	49,360
11		60,000		90.66	54,396
16		100,000		36.36	36,360
17B		64,500		61.07	39,390
24		1,000		87.66	877
		2,022,700	1,050	.	1,259,332
	* Sold. Round sum . . .	.	.	.	1,259,300
I	4 % einh. conv. steuerfr. kronenrente (Jänner- Juli)	300,000		49.65	148,950
10		100,000		49.36	49,360
11		34,000		90.66	30,824
12		100,600		8.64	8,692
14		51,600		63.29	32,658
		586,200	1,090	.	270,484
	Round sum . . .	.	.	.	270,500
9	4,2 % einh. Rente ö. W. in Noten (Februar- August)	40,000		91.41	36,564
10		10,000		49.36	4,936
11		103,000		90.66	93,380
12		29,000		8.64	2,506
24		600		87.66	526
		182,600	1,750	.	137,912
	Round sum . . .	.	.	.	137,900
9	4,2 % einh. Rente ö. W. in Noten (April-Oktober)	10,000		91.41	9,141
10		10,000		49.36	4,936
24		50,000		87.66	43,830
		70,000	6,100	.	57,907
	Round sum . . .	.	.	.	57,900
10	4 % österr. Goldrente steuerfr. (April-Oktober) . Round sum . . .	100,000	28,500	49.36	49,360
		.	.	.	49,400

SECURITIES EXISTING ON MARCH 31, 1924 (EXCEPT WAR LOAN BONDS),
ORGANISATIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS

Proportional share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
48.50	489,850	0.44	4,444	0.91	9,191	0.50	5,050	—	—
35.78	82,294	1.60	3,680	0.03	69	3.66	8,418	—	—
11.40	821	—	—	2.40	173	3.70	266	—	—
3.11	13,995	—	—	—	—	—	—	—	—
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
6.40	3,840	2.94	1,764	—	—	—	—	—	—
63.64	63,640	—	—	—	—	—	—	—	—
28.75	18,544	—	—	10.18	6,566	—	—	—	—
12.34	123	—	—	—	—	—	—	—	—
.	713,647	.	11,828	.	15,999	.	21,894	.	—
.	713,700	.	11,800	.	16,000	.	21,900	.	—
48.50	145,500	0.44	1,320	0.91	2,730	0.50	1,500	—	—
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
6.40	2,176	2.94	1,000	—	—	—	—	—	—
91.36	91,908	—	—	—	—	—	—	—	—
36.71	18,942	—	—	—	—	—	—	—	—
.	299,066	.	4,260	.	2,730	.	9,660	.	—
.	299,100	.	4,300	.	2,700	.	9,600	.	—
0.52	208	5.85	2,340	1.20	480	—	—	1.02	408
40.54	4,054	1.94	194	—	—	8.16	816	—	—
6.40	6,592	2.94	3,028	—	—	—	—	—	—
91.36	26,494	—	—	—	—	—	—	—	—
12.34	74	—	—	—	—	—	—	—	—
.	37,422	.	5,562	.	480	.	816	.	408
.	37,400	.	5,600	.	500	.	800	.	400
0.52	52	5.85	585	1.20	120	—	—	1.02	102
40.54	4,054	1.94	194	—	—	8.16	816	—	—
12.34	6,170	—	—	—	—	—	—	—	—
.	10,276	.	779	.	120	.	816	.	102
.	10,300	.	800	.	100	.	800	.	100
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
.	40,500	.	1,900	.	—	.	8,200	.	—

Annex IV (continued).

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienne Stick Exchange at end of March 1924	Proportional share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
I	4 % österr. Kronenrente steuerfr. (März-Sept. und Juni-Dez.)	190,000		49.65	94,335
3		70,000		69.62	48,734
4		20,000		66.94 ₅	13,389
5		15,000		61.27	9,191
7		* 766,800		82.50	632,610
9		565,600		91.41	517,015
10		100,000		49.36	49,360
11		80,000		90.66	72,528
12		150,000		8.64	12,960
16		60,000		36.36	21,816
17 A		10,500		81.09	8,514
18		200,000		79.58	159,160
20		325,000		67.54	219,505
21		50,000		89.89	44,945
23		100,000		32.51	32,510
24		12,600		87.66	11,045
	Round sum	2,715,500	1,080	.	1,947,617
	* Including a nominal value of 764,000 crowns sold.	.	.	.	1,947,600
9	3 ½ % öst. Invest.-Rente steuerfr. (Febr.-Aug.).	60,000		91.41	54,846
17 B		13,000		61.07	7,939
	Round sum	73,000	850	.	62,785
		.	.	.	62,800
I	4 % österr. Staatsrenten-Anlehen, lit. B. 1912.	200,000	1,050	49.65	99,300
	Round sum . . . . .	.	.	.	99,300
4	4 ½ % österr. Schatzscheine 1914	* 112,000		66.94 ₅	74,978
II		3,000		90.66	2,720
I4		** 20,000		63.29	12,658
	Round sum	135,000	800	.	90,356
	Total (a)	6,085,000	.	.	3,975,100
	* Including a nominal value of 34,500 crowns allotted.				
	** Including a nominal value of 12,100 crowns allotted.				
	(b) OTHER SECURITIES :				
	I. Austrian securities :				
II	45 Stück III. Elisabethbahnaktien	* 18,000	10,000	90.66	16,319
	the smallest share at 400 crowns	.	.	.	16,400
	* 1 share allotted.				

Proportional share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
48.50	92,150	0.44	836	0.91	1,729	0.50	950	—	—
24.48	17,136	1.73	1,211	2.41	1,687	1.32	924	0.44	308
32.48 ₆	6,497	0.54 ₉	110	0.01 ₄	3	0.00 ₈	1	—	—
24.80	3,720	5.91	886	6.42	963	1.60	240	—	—
11.40	87,415	—	—	2.40	18,403	3.70	28,372	—	—
0.52	2,941	5.85	33,088	1.20	6,787	—	—	1.02	5,769
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
6.40	5,120	2.94	2,352	—	—	—	—	—	—
91.36	137,040	—	—	—	—	—	—	—	—
63.64	38,184	—	—	—	—	—	—	—	—
9.61	1,009	—	—	9.30	977	—	—	—	—
18.50	37,000	—	—	1.92	3,840	—	—	—	—
29.97	97,403	—	—	2.49	8,092	—	—	—	—
—	—	—	—	5.83	2,915	4.28	2,140	—	—
67.49	67,490	—	—	—	—	—	—	—	—
12.34	1,555	—	—	—	—	—	—	—	—
.	635,200	.	40,423	.	45,396	.	40,787	.	6,077
.	635,200	.	40,400	.	45,400	.	40,800	.	6,100
0.52	312	5.85	3,510	1.20	720	—	—	1.02	612
28.75	3,738	—	—	10.18	1,323	—	—	—	—
.	4,050	.	3,510	.	2,043	.	—	.	612
.	4,100	.	3,500	.	2,000	.	—	.	600
48.50	97,000	0.44	880	0.91	1,820	0.50	1,000	—	—
.	97,000	.	900	.	1,800	.	1,000	.	—
32.48 ₆	36,384	0.54 ₃	615	0.01 ₄	16	0.00 ₈	7	—	—
6.40	192	2.94	88	—	—	—	—	—	—
36.71	7,342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	43,918	.	703	.	16	.	7	.	—
.	43,900	.	700	.	—	.	—	.	—
.	1,881,200	.	69,900	.	68,500	.	83,100	.	7,200
6.40	1,152	2.94	529	—	—	—	—	—	—
.	1,200	.	400	.	—	.	—	.	—

Annex IV (continued).

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March 1924	Proportional share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
8	4 % Wiener Verkehrs-Anlagen-Anleihe, Em. I u.				
9	II	100,000		96.89	96,890
10		80,000		91.41	73,128
14		100,000		49.36	49,360
		11,000		63.29	6,962
	Smallest share 200 crowns	291,000	150	.	226,340
		.	.	.	226,400
10	4 % Anlehen der Stadt Wien v. J. 1917 . . .	50,000	110	49.36	24,680
	Round sum . . .	.	.	.	24,700
15	4 % Anlehen der Stadt Wien v. J. 1918 . . .	160,000	80	34.67	55,472
	Round sum . . .	.	.	.	55,500
8	4 % Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., inh.				
17 B	65 J. verl.	540,000		96.89	523,206
		15,600		61.07	9,527
	Round sum . . .	555,600	155	.	532,733
		.	.	.	532,700
I	4 % Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., Com.-Schuldv., inh. 65 J. verl.	100,000	80	49.65	49,650
	Round sum . . .	.	.	.	49,700
14	4 ½ % Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., Com.-Schuldv., inh. 65 J. verl.	34,000	85	63.29	21,519
	Round sum . . .	.	.	.	21,500
17 B	4 ½ % Pfandbr. d. öst. Central-Bodenkreditbk., inh. 60 J. verl.	* 1,200	4,500	61.07	733
	Round sum . . .	.	.	.	700
	* All allotted.				
17 B	4 % Pfandbr. d. öst. Central-Bodenkreditbk., inh. 65 J. verl.	* 5,000	4,300	61.07	3,054
	Round sum . . .	.	.	.	3,100
	* All allotted.				
10	4 % Pfandbr. d. Kärntner Landes-Hyp.-Anst. .	70,000	70	49.36	34,552
	Round sum . . .	.	.	.	34,500
12	6 % Communal-Obl. d. Niederöst. Landes-Hyp.-A.	40,000	96	8.64	3,456
	Round sum . . .	.	.	.	3,500

Proportional share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
3.11	3,110	—	—	—	—	—	—	—	—
0.52	416	5.85	4,680	1.20	960	—	—	1.02	816
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
36.81	4,038	—	—	—	—	—	—	—	—
.	48,104	.	6,620	.	960	.	8,160	.	816
.	48,000	.	6,600	.	1,000	.	8,200	.	800
40.54	20,270	1.94	970	—	—	8.16	4,080	—	—
.	20,200	.	1,000	.	—	.	4,100	.	—
65.33	104,528	—	—	—	—	—	—	—	—
.	104,500	.	—	.	—	.	—	.	—
3.11	16,794	—	—	—	—	—	—	—	—
28.75	4,485	—	—	10.18	1,588	—	—	—	—
.	21,279	.	—	.	1,588	.	—	.	—
.	21,300	.	—	.	1,600	.	—	.	—
48.50	48,500	0.44	400	0.91	910	0.50	500	—	—
.	48,500	.	400	.	900	.	500	.	—
36.71	12,481	—	—	—	—	—	—	—	—
.	12,500	.	—	.	—	.	—	.	—
28.75	345	—	—	10.18	122	—	—	—	—
.	400	.	—	.	100	.	—	.	—
28.75	1,437	—	—	10.18	509	—	—	—	—
.	1,400	.	—	.	500	.	—	.	—
40.54	28,378	1.94	1,358	—	—	8.16	5,712	—	—
.	28,400	.	1,400	.	—	.	5,700	.	—
91.36	36,544	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36,500	.	—	.	—	.	—	.	—

Annex IV (continued).

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March 1924	Proportional share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
10	8 % Pfandbr. d. Oberösterreich. Landes-Hyp.-Anstalt Round sum	640,000	98	49.36	315,904 315,900
2	4 % Pfandbr. d. Tirolischen Land-Hyp.-Anstalt Round sum * Entirely allotted.	* 50,000	70	58.93	29,465 29,500
2	4 ½ % Pfandbr. d. Linzer allg. Sparkassa und Leihanst. Round sum	20,000	75	58.93	11,786 11,800
21	4 ½ % Pfandbr. d. Steiermärk. Sparkassa Round sum	20,000	75	89.89	17,978 18,000
23	4 % Prior.-Obl. d. Lokalbahn Fürstenfeld-Hart- berg, Em. 1908. Smallest share 2000 crowns	180,000	200	32.51	58,518 58,000
10	4 % Prior.-Obl. d. Lokalbahn Mauthausen-Grein, Em. 1906 Smallest share 2000 crowns * Entirely allotted.	* 100,000	150	49.36	49,360 50,000
6	25 Stück Lose d. österr. Gesellsch. v. Roten Kreuz v. J. 1916 * Per share. Total (b) I.	7,500 2,342,300	* 180	51.05	3,829 3,900 1,455,800
II. Czechoslovak Securities :					
9	4 % steuerfr. Schuldverschreibungen d. Böhm. Nordbahn	120,000		91.41	109,692
10		100,000		49.36	49,360
14		15,200		63.29	9,620
	Smallest share 400 crowns	235,200	132,000		168,672 168,800
9	4 % Prior.-Obl. d. Böhm. Westbahn, Em. 1885 Smallest share 400 crowns	6,000	132,000	91.41	5,485 5,600
17B	4 % Prior.-Obl. d. Mähr. Grenzbahn Smallest share 400 crowns	25,600	130,000	61.07	15,634 15,600

Proportional share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
40.54 .	259,456 259,500	1.94 .	12,416 12,400	— .	— —	8.16 .	52,224 52,200	— .	— —
35.78 .	17,890 17,900	1.60 .	800 800	0.03 .	15 —	3.66 .	1,830 1,800	— .	— —
35.78 .	7,156 7,200	1.60 .	320 300	0.03 .	6 —	3.66 .	732 700	— .	— —
— .	— —	— .	— —	5.83 .	1,166 1,200	4.28 .	856 800	— .	— —
67.49 .	121,482 122,000	— .	— —	— .	— —	— .	— —	— .	— —
40.54 .	40,540 40,000	1.94 .	1,940 2,000	— .	— —	8.16 .	8,160 8,000	— .	— —
36.99 .	2,774 2,700	0.67 .	50 —	3.64 .	273 300	6.55 .	491 600	1.10 .	83 —
.	772,200	.	25,300	.	5,600	.	82,600	.	800
0.52 40.54 36.71	624 40,540 5,580	5.85 1.94 —	7,020 1,940 —	1.20 — —	1,440 — —	— 8.16 —	— 8,160 —	1.02 — —	1,224 — —
.	46,774 46,800	.	8,960 8,800	.	1,440 1,600	.	8,160 8,000	.	1,224 1,200
0.52 .	— 31	5.85 .	351 400	1.20 .	72 —	— .	— —	1.02 .	61 —
28.75 .	7,360 7,200	— .	— —	10.18 .	2,606 2,800	— .	— —	— .	— —

Annex IV (continued).

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March 1924	Proportional share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
9	4 % Schuldverschr. d. Mähr.-schles. Centralbahn Smallest share 600 crowns	10,200	130,000	91.41	9,324 9,600
19	4 % Prior.-Obl. d. Mähr.-schles. Centralbahn . . . Smallest share 600 crowns	16,800	130,000	79.64	13,380 13,200
16	3 ½ % Prior.-Obl. d. österr. Nordwestbahn, lit. B. B. Em. 1903 Smallest share 400 crowns	58,000	120,000	36.36	21,089 21,200
9 13 17 B	4 % Prior.-Obl. d. Pilsen-Priesen Bahn	* 10,500 60,000 36,900		91.41 47.61 61.07	9,598 28,566 22,535
	Smallest share 300 crowns	107,400	130,000	.	60,699 60,600
	* Including a nominal value of 2,400 crowns allotted.				
17 B	4 % Mährisches Landes-Anlehen v. J. 1890 . . . Round sum . . .	6,400	140,000	61.07	3,908 3,900
11 12 17 A 17 B 18	4 ½ % Mährisches Landes-Anlehen v. J. 1911 . . .	300 30,000 11,200 49,800 125,000		90.66 8.64 81.09 61.07 79.58	272 2,592 9,082 30,713 99,475
	Round sum . . .	216,300	150,000	. . . . .	141,834 141,800
12	4 ½ % Bankschuldv. d. Živnostenská banka . . . Round sum . . .	40,000	170,000	8.64	3,456 3,500
12	4 % Com.-Schuldsch. d. Böhm. Landesbank, inh. 50, bzw. 78 J. verl.	100,000 61,000 36,000		8.64 34.67 61.07	8,640 21,149 21,985
15 17 B	Round sum . . .	197,000	157,000	.	51,774 51,800
16	4 % Com.-Obl. d. Mähr. Landesculturbank . . . Round sum . . .	79,000	125,000	36.36	28,724 28,700
12	4 % Pfandbr. d. Böhm. Sparkassa Round sum . . .	120,000	176,000	8.64	10,368 10,400
12	4 ½ % Pfandbr. d. Ersten Mähr. Sparkassa . . . Round sum . . .	56,000	170,000	8.64	4,838 4,800
8 10 12	4 % Prior.-Obl. d. Kaschau-Oderberger Eisen- bahn, in Silber	72,000 100,000 14,800		96.89 49.36 8.64	69,761 49,360 1,279
	Smallest share 400 crowns	186,800	103,000	.	120,400 120,400
	Total (b) II.	1,360,700	.	.	659,900

Proportional share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
0.52	53	5.85	597	1.20	122	—	—	1.02	104
16.80	2,822	3.56	598	—	—	—	—	—	—
.	3,000	.	600	.	—	.	—	.	—
63.64	36,911	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36,800	.	—	.	—	.	—	.	—
0.52	55	5.85	614	1.20	126	—	—	1.02	107
43.71	26,226	8.68	5,208	—	—	—	—	—	—
28.75	10,609	—	—	10.18	3,756	—	—	—	—
.	36,890	.	5,822	.	3,882	.	—	.	107
.	36,900	.	6,000	.	3,900	.	—	.	—
28.75	1,840	—	—	10.18	652	—	—	—	—
.	1,800	.	—	.	700	.	—	.	—
6.40	19	2.94	9	—	—	—	—	—	—
91.36	27,408	—	—	—	—	—	—	—	—
9.61	1,076	—	—	9.30	1,042	—	—	—	—
28.75	14,317	—	—	10.18	5,070	—	—	—	—
18.50	23,125	—	—	1.92	2,400	—	—	—	—
.	65,945	.	9	.	8,512	.	—	.	—
.	66,000	.	—	.	8,500	.	—	.	—
91.36	36,544	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36,500	.	—	.	—	.	—	.	—
91.36	91,360	—	—	—	—	—	—	—	—
65.33	39,851	—	—	—	—	—	—	—	—
28.75	10,350	—	—	10.18	3,665	—	—	—	—
.	141,561	.	—	.	3,665	.	—	.	—
.	141,500	.	—	.	3,700	.	—	.	—
63.64	50,276	—	—	—	—	—	—	—	—
.	50,300	.	—	.	—	.	—	.	—
91.36	109,632	—	—	—	—	—	—	—	—
.	109,600	.	—	.	—	.	—	.	—
91.36	51,162	—	—	—	—	—	—	—	—
.	51,200	.	—	.	—	.	—	.	—
3.11	2,239	—	—	—	—	—	—	—	—
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
91.36	13,521	—	—	—	—	—	—	—	—
.	56,300	.	1,940	.	—	.	8,160	.	—
.	56,400	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
.	644,000	.	18,400	.	21,200	.	16,000	.	1,200

Annexe IV (suite).

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March 1924	Proportional share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
<i>III. Hungarian securities :</i>					
9	4 % Ungar. Theiss-Reg.-Prior.-Obl.	200		91.41	183
17 B	* Alloted.	* 200		61.07	122
	Smallest share 200 crowns	400	5,000	.	305
	Total (b) III.	400	.	.	400
<i>IV. Italian securities :</i>					
8	4 % staatsgar. Vintschgaubahnprioritäten, I. Em.	298,000	75,000	96.89	288,732
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	288,800
	Total (b) IV.	298,000	.	.	288,800
<i>V. Polish securities :</i>					
9	4 % St.-Schuldv. d. Albrechtsbahn	1,200	18,000	91.41	1,097
	Smallest share 200 crowns	.	.	.	1,200
9	4 % St.-Schuldv. d. Gal. Carl Ludwig-Bahn . .	4,000		91.41	3,656
10		100,000		49.36	49,360
17 B		171,200		61.07	104,552
	Smallest share 400 crowns	275,200	7,000	.	157,588
					157,600
9	4 % Prior.-Obl. d. Albrechtsbahn	* 44,000		91.41	40,220
10		60,000		49.36	29,616
	Smallest share 400 crowns	104,000	25,000	.	69,836
	* Including a nominal share of 2,000 crowns alloted.	.	.	.	70,000
9	4 % Prior.-Obl. d. Galiz. Carl Ludwig-Bahn . .	32,000		91.41	29,251
14		13,000		63.29	8,228
	Smallest share 200 crowns	45,000	25,000	.	37,479
		.	.	.	37,400
11	4 % Galiz. Landes-Anl. f. Ortsschulfonds v. J. 1908	* 60,000	100	90.66	54,396
	Round sum . . . . .	.	.	.	54,400
	* Entirely alloted.	.	.	.	.
23	4 % Anlehen der Stadt Lemberg	50,000	100	32.51	16,255
	Round sum . . . . .	.	.	.	16,300
14	4 ½ % Pfandbr. d. Galiz. Bank f. Handel und Industrie	33,600	100	63.29	21,265
	Round sum . . . . .	.	.	.	21,300
11	4 ½ % Pfandbr. d. Galiz. Act.-Hypoth.-Bank . .	* 73,000		90.66	66,182
14		34,000		63.29	21,519
	Round sum	107,000	100	.	87,701
	* Including a nominal share of 5,000 crowns alloted.	.	.	.	87,700

Proportional share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
0.52	1	5.85	12	1.20	2	—	—	1.02	2
28.75	58	—	—	10.18	20	—	—	—	—
.	59	.	12	.	22	.	—	.	2
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
3.11	9,268	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
0.52	6	5.85	70	1.20	15	—	—	1.02	12
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
0.52	21	5.85	234	1.20	48	—	—	1.02	41
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
28.75	49,220	—	—	10.18	17,428	—	—	—	—
.	89,781	.	2,174	.	17,476	.	8,160	.	41
.	90,000	.	2,000	.	17,600	.	8,000	.	—
0.52	229	5.85	2,574	1.20	528	—	—	1.02	449
40.54	24,324	1.94	1,164	—	—	8.16	4,896	—	—
.	24,553	.	3,738	.	528	.	4,896	.	449
.	24,800	.	3,600	.	400	.	4,800	.	400
0.52	166	5.85	1,872	1.20	384	—	—	1.02	327
36.71	4,772	—	—	—	—	—	—	—	—
.	4,938	.	1,872	.	384	.	—	.	327
.	5,000	.	1,800	.	400	.	—	.	400
6.40	3,840	2.94	1,764	—	—	—	—	—	—
.	3,800	.	1,800	.	—	.	—	.	—
67.49	33,745	—	—	—	—	—	—	—	—
.	33,700	.	—	.	—	.	—	.	—
36.71	12,335	—	—	—	—	—	—	—	—
.	12,300	.	—	.	—	.	—	.	—
6.40	4,672	2.94	2,146	—	—	—	—	—	—
36.71	12,481	—	—	—	—	—	—	—	—
.	17,153	.	2,146	.	—	.	—	.	—
.	17,200	.	2,100	.	—	.	—	.	—

Annex IV (continued).

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March 1924	Proportional share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
14 17 B	4 ½% Pfandbriefe der Galiz. Landesbank . . .	10,000		63.29	6,329
		24,000		61.07	14,657
	Round sum . . .	34,000	100	.	20,986
23	4 ½% Pfandbr. d. Galiz. Landesbank, Com.-Obl.	50,000	100	32.51	16,255
	Round sum . . .	.	.	.	16,300
17 B	4% Pfandbr. d. Galiz. Landesbank, Eisenb.-Obl.	30,000	100	61.07	18,321
	Round sum . . .	.	.	.	18,300
	Total (b) V. . . .	790,000	.	.	501,500
VI. <i>Serb-Croat-Slovene Securities</i> :					
8	4% Prior.-Obl. der Lokalbahn Laibach-Stein .	204,000	10,000	96.89	197,656
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	197,600
	Total (b) VI, . . .	204,000	.	.	197,600
VII. <i>Roumanian Securities</i> :					
4 10 20	4% Bukowinaer Landes-Anlehen	100,000		66.94 ₈	66,945
		20,000		49.36	9,872
		985,300		67.54	665,472
	Round sum . . .	1,105,300	4,000	.	742,289
				.	742,300
14	4 ½% Anlehen der Stadt Czernowitz v. J. 1908, verl.	25,000	100	63.29	15,823
	Round sum . . .	.	.	.	15,800
14	4% Pfandbr. d. Bukowinaer Landesbank . . .	* 20,000	3,500	63.29	12,658
	Round sum . . .	.	.	.	12,700
* Entirely allotted.					
II	Pfandbr. d. Bukowinaer Sparkassa	17,000	3,500	90.66	15,412
	Round sum . . .	.	.	.	15,400
	Total b) VII. . . .	1,167,300	.	.	786,200
VIII. <i>Austrian-Czechoslovak Securities</i> :					
9	4% St.-Schuldv. d. Franz Josefbahn	8,400	90,000	91.41	7,678
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	7,600
10 17 B	4% St.-Schuldv. d. öst. Nordwest- u. Südnord-deutsch. Verbindungsbahn	60,000		49.36	29,616
		50,000		61.07	30,535
		110,000	100,000	.	60,151
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	60,000

Proportional share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
36.71	3,671	—	—	—	—	—	—	—	—
28.75	6,900	—	—	10.18	2,443	—	—	—	—
.	10,571	.	—	.	2,443	.	—	.	—
.	10,600	.	—	.	2,400	.	—	.	—
67.49	33,745	—	—	—	—	—	—	—	—
.	33,700	.	—	.	—	.	—	.	—
28.75	8,625	—	—	10.18	3,054	—	—	—	—
.	8,600	.	—	.	3,100	.	—	.	—
.	239,700	.	11,300	.	23,900	.	12,800	.	800
3.11	6,344	—	—	—	—	—	—	—	—
.	6,400	.	—	.	—	.	—	.	—
.	6,400	.	—	.	—	.	—	.	—
32.48 ₈	32,486	0.54 ₈	549	0.01 ₄	14	0.00 ₆	6	—	—
40.54	8,108	1.94	388	—	—	8.16	1,632	—	—
29.97	295,294	—	—	2.49	24,534	—	—	—	—
.	335,888	.	937	.	24,548	.	1,638	.	—
.	335,900	.	900	.	24,600	.	1,600	.	—
36.71	9,177	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
36.71	7,342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	7,300	.	—	.	—	.	—	.	—
6.40	1,088	2.94	500	—	—	—	—	—	—
.	1,100	.	500	.	—	.	—	.	—
.	353,500	.	1,400	.	24,600	.	1,600	.	—
0.52	44	5.85	491	1.20	101	—	—	1.02	86
.	—	.	400	.	400	.	—	.	—
40.54	24,324	1.94	1,164	—	—	8.16	4,896	—	—
28.75	14,375	—	—	10.18	5,090	—	—	—	—
.	38,699	.	1,164	.	5,090	.	4,896	.	—
.	38,800	.	1,200	.	5,200	.	4,800	.	—

Annex IV (continued).

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March 1924	Proportional share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
4 10	4 % Prior.-Obl. d. Franz Josefbahn i. S. . . .	20,000		66.94 ⁵	13,389
	* 96,000			49.36	47,386
	Smallest share 400 crowns	116,000	80,000	.	60,775
	* Including a nominal share of 400 crowns allotted.	.	.	.	60,800
9	4 % Prior.-Obl. d. Franz Josefbahn	6,400	80,000	91.41	5,850
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	6,000
14	3 % Prioritätsobligationen der öst. Lokaleisenbahn-Ges.	20,000	65,000	63.29	12,658
	Smallest share 200 crowns	.	.	.	12,600
14	4 % Prior.-Obl. d. österr. Nordwestbahn . . .	25,200	90,000	63.29	15,949
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	16,000
	Total (b) VIII. . . .	286,000	.	.	163,000
	<i>IX. Czechoslovak-Polish securities :</i>				
10	4 % Prior.-Obl. d. Ungar.-galiz. Eisenbahn, Em. 1887.	99,600	42,000	49.36	49,163
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	49,200
	Total (b) IX. . . .	99,600	.	.	49,200
	<i>X. Polish-Roumanian securities :</i>				
8	4 % Investitionsanl. d. Eisenb.-G. Lemberg-Czern.-Jassy, Em. 1894	50,000	11,000	96.89	48,445
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	48,400
8	4 % Prior.-Obl. d. Eisenb.-G. Lemberg-Czern.-Jassy, II. Em. 1884	46,800	11,000	96.89	45,345
	Smallest share 600 crowns	.	.	.	45,600
	Total (b) X. . . .	96,800	.	.	94,000
	<i>XI. Austrian-Italian-Serb-Croat-Slovene securities :</i>				
9	4 % steuerfr. St.-Schuldv. d. Rudolfbahn . . .	1,600		91.41	1,463
10		100,000		49.36	49,360
17 A		4,000		81.09	3,244
17 B		* 138,400		61.07	84,521
	* Including a nominal share of 8000 crowns allotted.	244,000	11,000	.	138,588
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	138,800
9	4 % Prior.-Obl. d. Rudolfbahn, Em. 1884 . . .	* 34,800		91.41	31,811
10		100,000		49.36	49,360
14		12,000		63.29	7,595
	Smallest share 400 crowns	146,800	30,000	.	88,766
	* Included a nominal share of 400 crowns allotted.	.	.	.	88,800
	Total (b) XI. . . .	390,800	.	.	227,600

Proportional share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
32.48 ₈	6,497	0.54 ₉	110	0.01 ₄	3	0.00 ₈	1	—	—
40.54	38,918	1.94	1,862	—	—	8.16	7,834	—	—
.	45,415	.	1,972	.	3	.	7,835	.	—
.	45,200	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
0.52	33	5.85	375	1.20	77	—	—	1.02	65
.	—	.	400	.	—	.	—	.	—
36.71	7,342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	7,400	.	—	.	—	.	—	.	—
36.71	9,251	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	100,600	.	4,000	.	5,600	.	12,800	.	—
40.54	40,378	1.94	1,932	—	—	8.16	8,127	—	—
.	40,400	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
.	40,400	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
3.11	1,555	—	—	—	—	—	—	—	—
.	1,600	.	—	.	—	.	—	.	—
3.11	1,455	—	—	—	—	—	—	—	—
.	1,200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	2,800	.	—	.	—	.	—	.	—
0.52	9	5.85	93	1.20	19	—	—	1.02	16
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
9.61	384	—	—	9.30	372	—	—	—	—
28.75	39,790	—	—	10.18	14,089	—	—	—	—
.	80,723	.	2,033	.	14,480	.	8,160	.	16
.	80,800	.	2,000	.	14,400	.	8,000	.	—
0.52	181	5.85	2,036	1.20	417	—	—	1.02	355
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
36.71	4,405	—	—	—	—	—	—	—	—
.	45,126	.	3,976	.	417	.	8,160	.	355
.	45,200	.	4,000	.	400	.	8,000	.	400
.	126,000	.	6,000	.	14,800	.	16,000	.	400

Annex IV (continued).

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March 1924	Proportional share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
XII. Austrian-Czechoslovak-Polish securities :					
9	4% Prior.-Obl. d. Ferdinands-Nordbahn . . .	* 30,000		91.41	27,423
10		197,200		49.36	97,338
13		** 80,000		47.61	38,088
14		*** 29,000		63.29	18,354
17A		15,400		81.09	12,488
17B		114,000		61.07	69,620
		465,600	75,500	.	263,311
	Smallest share 200 crowns	.	.	.	263,400
	*, ** et *** Including a nominal share of 14,000 crowns.				
	Total (b) XII. . . .	465,600	.	.	263,400
	TOTAL OF OTHER SECURITIES :				
	Total (b) I. . . .	2,342,300	.	.	1,455,800
	» » II. . . .	1,360,700	.	.	659,900
	» » III. . . .	400	.	.	400
	» » IV. . . .	298,000	.	.	288,800
	» » V. . . .	790,000	.	.	501,500
	» » VI. . . .	204,000	.	.	197,600
	» » VII. . . .	1,167,300	.	.	786,200
	» » VIII. . . .	286,000	.	.	163,000
	» » IX. . . .	99,600	.	.	49,200
	» » X. . . .	96,800	.	.	94,000
	» » XI. . . .	390,800	.	.	227,600
	» » XII. . . .	465,600	.	.	263,400
	Total	7,501,500	.	.	4,687,400
	List showing plus or minus values resulting from proportionate distribution of pre-war and other securities :				
	Group (a) . . . .	.	.	.	+ 10,896
	» (b) I. . . .	.	.	.	+ 8,720
	» » II. . . .	.	.	.	+ 421,000
	» » III. . . .	.	.	.	+ 4,750
	» » IV. . . .	.	.	.	+ 51,000
	» » V. . . .	.	.	.	+ 42,151
	» » VI. . . .	.	.	.	— 5,600
	» » VII. . . .	.	.	.	+ 1,467
	» » VIII. . . .	.	.	.	— 73,000
	» » IX. . . .	.	.	.	+ 15,540
	» » X. . . .	.	.	.	+ 22,000
	» » XI. . . .	.	.	.	+ 33,520
	» » XII. . . .	.	.	.	+ 67,195
	Plus or minus value . . . .	.	.	.	+ 599,639

Proportional share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
0.52	156	5.85	1,755	1.20	360	—	—	1.02	306
40.54	79,945	1.94	3,826	—	—	8.16	16,091	—	—
43.71	34,968	8.68	6,944	—	—	—	—	—	—
36.71	10,646	—	—	—	—	—	—	—	—
9.61	1,480	—	—	9.30	1,432	—	—	—	—
28.75	32,775	—	—	10.18	11,605	—	—	—	—
.	159,970	.	12,525	.	13,397	.	16,091	.	306
.	160,000	.	12,600	.	13,400	.	16,000	.	200
.	160,000	.	12,600	.	13,400	.	16,000	.	200
.	772,200	.	25,300	.	5,600	.	82,600	.	800
.	644,000	.	18,400	.	21,200	.	16,000	.	1,200
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	239,700	.	11,300	.	23,900	.	12,800	.	800
.	6,400	.	—	.	—	.	—	.	—
.	353,500	.	1,400	.	24,600	.	1,600	.	—
.	100,600	.	4,000	.	5,600	.	12,800	.	—
.	40,400	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
.	2,800	.	—	.	—	.	—	.	—
.	126,000	.	6,000	.	14,800	.	16,000	.	400
.	160,000	.	12,600	.	13,400	.	16,000	.	200
.	2,454,800	.	81,000	.	109,100	.	165,800	.	3,400
.	— 9,113	.	— 9,459	.	— 1,846	.	+ 9,637	.	— 115
.	+ 5,715	.	— 12,871	.	— 1,279	.	— 211	.	— 74
.	— 135,490	.	+ 139,680	.	+ 337,310	.	— 376,000	.	— 386,500
.	— 2,950	.	— 600	.	— 1,100	.	—	.	— 100
.	— 51,000	.	—	.	—	.	—	.	—
.	+ 91,386	.	— 77,290	.	— 22,017	.	— 35,200	.	+ 970
.	+ 5,600	.	—	.	—	.	—	.	—
.	— 547	.	— 1,480	.	+ 2,080	.	— 1,520	.	—
.	— 145,200	.	— 3,500	.	+ 315,100	.	+ 36,000	.	— 129,400
.	+ 9,240	.	+ 28,560	.	—	.	— 53,340	.	—
.	— 22,000	.	—	.	—	.	—	.	—
.	+ 30,670	.	+ 3,570	.	— 13,900	.	— 65,600	.	+ 11,740
.	+ 22,650	.	+ 56,625	.	+ 2,265	.	— 68,705	.	— 80,030
.	— 201,039	.	+ 123,235	.	+ 616,613	.	— 554,939	.	— 583,509

PROTOCOLE ADDITIONNEL I

A LA CONVENTION ENTRE LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS D'ASSURANCE SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS.

En considérant que l'Établissement des retraites pour les employés et la domesticité de la Société des Houillères à Trifail (*Trifailer Kohlenwerksgesellschaft*) a déjà remis en la monnaie de l'État respectif sous assistance de la société aux établissements d'assurance des pensions à Vienne et à Laibach les réserves de primes et les fonds de couverture, qui reviennent aux rentiers et assurés passés à ces établissements et que cet arrangement est considéré comme correspondant aux prescriptions de la convention concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés, les Hautes Parties contractantes conviennent de renoncer à la répartition des fonds de l'Établissement des retraites pour les employés et la domesticité de la Société des Houillères à Trifail.

Les Hautes Parties contractantes reconnaîtront les quote-parts suivantes des rentes d'État d'avant-guerre et des titres d'emprunt de guerre indiqués dans le bilan de l'établissement susdit établi pour l'année 1918 comme faisant partie du bloc territorial de leur État :

	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	République d'Autriche
	Val. nom. en couronnes	
Rente unie en papier de 4,2 % (février-août)	4.200	400
Rente autrichienne en or exempte des droits de 4 % (avril-octobre)	29.600	7.200
Rente en couronnes exempte des droits de 4 % (mai-novembre)	108.000	26.000
Rente en couronnes de 4 % (mars-septembre)	201.000	45.000
Rente en couronnes de 4 % (juin-décembre), émission 1912	60.000	20.000
III ^e rente d'emprunt de guerre	444.000	104.000
IV ^e rente d'emprunt de guerre pour quarante années	150.000	—
IV ^e rente d'emprunt de guerre pour sept années	150.000	—
V ^e rente d'emprunt de guerre pour quarante années	378.600	302.100
V ^e rente d'emprunt de guerre pour cinq années	150.000	—
VI ^e rente d'emprunt de guerre pour dix années	300.000	—
VIII ^e rente d'emprunt de guerre congéable dès le 1 ^{er} septembre 1923	175.000	21.000

Les prescriptions de ce protocole additionnel entreront en vigueur en même temps que la convention concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés.

Fait à Vienne, le six juin mil neuf cent vingt-huit, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

R. MATJAŠIĆ, *m. p.*

Pour la République d'Autriche :

THAA, *m. p.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ADDITIONAL PROTOCOL I.

TO THE CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND THE REPUBLIC OF AUSTRIA REGARDING SUPPLEMENTARY INSURANCE ORGANISATIONS FOR EMPLOYEES PENSIONS.

Whereas the Pensions Organisation for Employees and Servants of the Trifail Coal Mining Company (*Trifailer Kohlenwerkgesellschaft*) has with the help of the Company already handed over to the Pensions Insurance Organisations at Vienna and Ljubljana, in the currency of the country concerned, the premium reserves and the covering funds which accrue to the pensioners and insured members transferred to these organisations, and whereas this arrangement is regarded as conforming to the provisions of the Convention concerning Supplementary Insurance Organisations for Employees Pensions, the High Contracting Parties agree to abstain from distributing the funds of the Pensions Organisation for Employees and Servants of the Trifail Coal Mining Company.

The High Contracting Parties will recognise the following shares in the pre-war State annuities and war loan bonds indicated in the balance sheet of the said Organisation for the year 1918 as forming part of the territorial block of their State :

	Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	Austrian Republic
	Nominal value in crowns	
4.2 % einh. Rente ö. W. in Noten (Feb.-Aug.)	4,200	400
4 % österr. Goldrente steuerfr. (Apr.-Oct.)	29,600	7,200
4 % einh. conv. steuerfr. Kronenrente (May-Nov.)	108,000	26,000
4 % österr. Kronenrente steuerfr. (March-Sept.)	201,000	45,000
4 % österr. Kronenrente steuerfr. 1912 (June-Dec.)	60,000	20,000
III. Kriegsanleihe	444,000	104,000
IV. » forty jährige	150,000	—
IV. » seven »	150,000	—
V. » forty »	378,600	302,100
V. » five »	150,000	—
VI. » ten »	300,000	—
VIII. » kündbar September 1, 1923.	175,000	21,000

The provisions of this Additional Protocol shall enter into force at the same time as the Convention regarding Supplementary Insurance Organisations for Employees Pensions.

Done at Vienna the sixth day of June, one thousand nine hundred and twenty-eight, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

R. MATJAŠIĆ, *m. p.*

For the Republic of Austria :

THAA, *m. p.*

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

PROTOCOLE ADDITIONNEL II

A LA CONVENTION ENTRE LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS D'ASSURANCE SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord de modifier les dispositions de l'article I, section B, N° 1, dernière phrase de la convention, concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés, de manière que pour l'encaisse résultant pour le 31 mars 1924, le taux d'intérêts prévu par les dispositions du droit civil autrichien en vigueur aux époques respectives soit payé à titre d'intérêt jusqu'à la date du paiement effectif de l'encaisse.

Ce protocole additionnel entrera en vigueur en même temps que la convention susdite.

Fait à Vienne, le six juin mil neuf cent vingt-huit en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

R. MATJAŠIĆ, *m. p.*

Pour la République d'Autriche :

THAA, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères
du Royaume de Yougoslavie.

Belgrade, le 17 mars 1932.

D'ordre du Ministre,

Le chef de Section :

Miloche P. Kitchévatz.

ADDITIONAL PROTOCOL II

TO THE CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND THE REPUBLIC OF AUSTRIA REGARDING SUPPLEMENTARY INSURANCE ORGANISATIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS.

The High Contracting Parties agree to amend the provisions of Article I, Section B, No. 1, last sentence, of the Convention regarding Supplementary Insurance Organisations for Employees' Pensions in such a manner that, as regards the cash balance resulting as at the date March 31, 1924, the rate of interest allowed by the provisions of Austrian civil law in force at the respective periods shall be paid as interest up to the time of the actual payment of the cash balance.

This Additional Protocol shall enter into force at the same time as the aforesaid Convention.

Done at Vienna, the sixth day of June, one thousand nine hundred and twenty-eight, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes:

R. MATJAŠIĆ, *m. p.*

For the Republic of Austria :

THAA, *m. p.*

N° 2951.

**PAYS-BAS
ET YOUGOSLAVIE**

Traité de commerce et de navigation,
avec protocole final. Signés à Bel-
grade, le 28 mai 1930.

**THE NETHERLANDS
AND YUGOSLAVIA**

Treaty of Commerce and Navigation,
with Final Protocol. Signed at
Belgrade, May 28, 1930.

N^o 2951. — TRAITÉ ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
LE ROYAUME DES PAYS-BAS ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.
SIGNÉ A BELGRADE, LE 28 MAI 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations et le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 2 mai 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE, d'une part, et SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, d'autre part, animés d'un égal désir de favoriser et de développer les relations commerciales et de resserrer ainsi les liens d'amitié qui unissent les deux Pays, ont décidé de substituer un nouveau Traité² de commerce et de navigation à celui qui avait été conclu le 17 octobre 1881 entre la Serbie et les Pays-Bas, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. le Dr VOÏSLAV MARINKOVITCH, son ministre des Affaires étrangères ; et
M. YOURAÏ DÉMETROVITCH, son ministre du Commerce et de l'Industrie ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. CHRISTIAAN DIRK SCHULLER TOT PEURSUM, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade ;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront traités sur le territoire de l'autre, en tout ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce, de l'industrie et de la navigation, aussi avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

2. De même, ils auront le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner des biens meubles et immeubles sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Ils auront droit à la protection de leur personne, droits et intérêts comme les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye le 2 avril 1932.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome VIII, page 173.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2951. — TREATY ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA. SIGNED AT BELGRADE, MAY 28, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations and the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Treaty took place May 2, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA, of the one part, and HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, of the other part, being equally desirous of promoting and developing commercial relations and thus strengthening the ties of friendship between the two countries, have decided to substitute a new treaty of commerce and navigation for that concluded on October 17, 1881, between Serbia and the Netherlands, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

Dr. Voislav MARINKOVITCH, His Minister for Foreign Affairs; and
M. Youraï DÉMETROVITCH, His Minister of Commerce and Industry ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

M. Christiaan Dirk SCHULLER TOT PEURSUM, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Belgrade ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

1. The nationals of each of the High Contracting Parties shall be treated in the territory of the other Party in all that concerns establishment and the exercise of trade, industry and navigation as favorably as the nationals of the most favoured nation.

2. Similarly, they shall have the right to acquire, possess and alienate movable and immovable property in the same manner as nationals of the most favoured nation.

Article 2.

They shall be entitled to the protection of their persons, rights and interests like nationals of the country or nationals of the most favoured nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, April 2, 1932.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 72, page 565.

Article 3.

Les sociétés anonymes et autres sociétés commerciales, industrielles ou financières, y compris les compagnies de navigation, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et y sont légalement constituées, seront reconnues dans le territoire de l'autre et y jouiront, une fois légalement établies, à tout égard, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 4.

1. Les produits naturels et fabriqués originaires ou en provenance de l'un des deux pays, ne seront pas soumis à leur importation sur le territoire de l'autre à des droits ou taxes, y compris tous coefficients, surtaxes et majorations autres ni plus élevés que ceux qui sont ou seront appliqués aux produits de même nature de la nation la plus favorisée.

2. L'assurance du traitement de la nation la plus favorisée s'étend aussi à la manière de perception des droits d'importation et d'exportation, à la mise des marchandises dans des entrepôts, aux redevances et formalités douanières, aux modes de vérification et d'analyse des articles, aux conditions de paiement des droits de douane et des taxes et de la classification et de l'interprétation des tarifs, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou passant en transit.

Article 5.

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver leurs relations commerciales réciproques par aucune prohibition ou restriction à l'importation ou à l'exportation.

2. Des exceptions à cette règle en tant qu'elles sont applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

- a)* Pour des raisons de sécurité publique ou de sécurité de l'Etat ;
- b)* Pour des raisons morales ou humanitaires ;
- c)* Par rapport au trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre, ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre ;
- d)* Pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes utiles contre l'extinction ou la dégradation ou contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet ;
- e)* Pour protéger le patrimoine national artistique, historique ou archéologique ;
- f)* Pour empêcher ou restreindre l'importation ou l'exportation de l'or, de l'argent, des espèces, du papier monnaie ou des titres ;
- g)* Pour des marchandises faisant l'objet des monopoles d'Etat et en vue d'application aux marchandises étrangères des prohibitions et restrictions qui sont ou seront établies par la législation intérieure en ce qui concerne la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des mêmes marchandises indigènes.

3. Rien dans cet article ne portera atteinte au droit des Hautes Parties contractantes de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation ou à l'exportation pour sauvegarder, dans des circonstances extraordinaires et anormales, les intérêts vitaux du pays. Toutefois, les Hautes Parties contractantes se garantissent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en les matières mentionnées ci-dessus et s'engagent réciproquement à ne pas établir de prohibitions ou restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit qui ne soient applicables indistinctement à tous les autres pays.

Article 3.

Joint stock companies and other commercial, industrial or financial companies, including shipping companies, having their registered offices in the territory of one of the High Contracting Parties and legally constituted therein shall be recognised in the territory of the other Party and once legally established therein, shall in all respects enjoy most-favoured-nation treatment.

Article 4.

1. Natural and manufactured products originating in or coming from either country shall not be subject on importation into the territory of the other to any duties or charges, including any coefficients, surtaxes and increases, other or higher than those which are or may hereafter be applied to products of the same nature from the most favoured nation.

2. The assurance of most-favoured-nation treatment shall also extend to the method of collecting import and export duties, the warehousing of goods, Customs charges and formalities, methods of verifying and analysing articles, the conditions for the payment of Customs duties and charges, the classification and interpretation of tariffs and the Customs treatment and clearance of goods, whether imported, exported or in transit.

Article 5.

1. The High Contracting Parties undertake not to hamper their reciprocal commercial relations by any import or export prohibitions or restrictions.

2. Exceptions to this rule, which must in any case apply to all countries or to the countries in which identical conditions prevail, may be made in the following cases only :

(a) For reasons of public security or the safety of the State ;

(b) On moral or humanitarian grounds ;

(c) In regard to traffic in arms, ammunition and implements of war or, in exceptional circumstances, all other military supplies ;

(d) In regard to sanitary police measures and for the protection of animals and useful plants from extinction or degeneration and against disease and noxious insects or parasites, in accordance with the international principles adopted with regard to such matters ;

(e) For the protection of national treasures of artistic, historic or archæological value ;

(f) For the purpose of preventing or restricting the import or export of gold, silver, coins, currency notes, banknotes or securities ;

(g) For products which are subject to State monopolies and for the application to foreign goods of prohibitions and restrictions which are or may hereafter be imposed by internal legislation on the production, sale, transport or consumption within the country of the same native goods.

3. Nothing in the present Article shall affect the right of the High Contracting Parties to adopt measures prohibiting or restricting importation or exportation for the purpose of protecting, in extraordinary and abnormal circumstances, the vital interests of the country. Nevertheless, the High Contracting Parties mutually guarantee each other most-favoured-nation treatment in the above matters and undertake reciprocally not to impose prohibitions or restrictions on importation, exportation or transit, which are not applicable to all other countries without distinction.

Article 6.

1. Le traitement de la nation la plus favorisée sera également applicable aux produits exportés de ou expédiés à travers l'un des deux pays. Le régime stipulé dans l'article précédent sera également applicable aux produits visés ci-dessus.

2. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement la liberté du transit à travers leurs territoires, soit qu'il s'agisse de marchandises en transit direct, soit que les marchandises doivent au cours du transit être transbordées ou entreposées.

Article 7.

1. Les hommes d'affaires de l'une des Hautes Parties contractantes ainsi que leurs commis voyageurs, munis d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes de leur pays, conformément au modèle établi par la Convention internationale¹ sur la simplification des formalités douanières conclue le 3 novembre 1923 à Genève, jouiront dans le territoire de l'autre d'un traitement aussi favorable que celui accordé aux commis voyageurs nationaux ou à ceux de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne le placement de leurs articles.

2. Les dispositions du présent article ne seront pas applicables aux industries ambulantes non plus qu'au colportage et à la recherche de commandes auprès des personnes ne s'occupant ni de commerce ni d'industrie, chaque Haute Partie contractante se réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

3. Les objets passibles de droits et servant d'échantillons à l'exception des marchandises prohibées, seront admis de part et d'autre en franchise temporaire, sous réserve de l'observation des formalités douanières — y compris la consignation des droits d'entrée ou engagement cautionné garantissant le paiement éventuel de ces droits — nécessaires pour en assurer la réexportation.

4. Les marques de reconnaissance apposées aux échantillons par les autorités de l'une des Hautes Parties contractantes seront pour l'établissement de leur identité reconnues par les autorités de l'autre, bien entendu, que celles-ci auront la faculté, dans tous les cas où cela leur paraîtra nécessaire, d'y apposer à côté les marques de reconnaissance nationales.

5. Le bénéfice de cette franchise peut être retiré aux voyageurs et aux maisons de commerce qui ne se conforment pas aux conditions établies.

Article 8.

1. Les personnes énoncées dans l'article premier n'auront à payer pour l'exercice de leurs activités sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante aucun impôt, taxe ou droit autres ni plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

2. Le traitement de la nation la plus favorisée sera également applicable aux sociétés énumérées dans l'article 3 en la matière visée dans l'alinéa précédent.

Article 9.

Les taxes intérieures, y compris l'impôt sur le chiffre d'affaires, quelle que soit leur dénomination, qui sont ou seront imposées dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; vol. XCII, page 370 ; et vol. CXI, page 404, de ce recueil.

Article 6.

1. Most-favoured-nation treatment shall also be applicable to products exported fromer consigned in transit through either of the two countries. The régime provided for in the previous Article shall also apply to the above products.

2. The High Contracting Parties undertake to grant each other freedom of transit over their respective territories, both for goods in direct transit and those to be transshipped or warehoused in the course of transit.

Article 7.

1. Business men of either of the High Contracting Parties and also their commercial travellers when provided with an identity card issued by the competent authorities of their country in accordance with the model established by the International Convention¹ relating to the Simplification of Customs Formalities concluded at Geneva on November 3, 1923, shall enjoy in the territory of the other Party treatment as favourable as that granted to national commercial travellers or those of the most favoured nation in all that concerns the disposal of their goods.

2. The provisions of the present Article shall not be applicable to itinerant trading or to hawking or soliciting orders from persons not engaged in commerce or industry, each High Contracting Party reserving in this respect full legislative freedom.

3. Dutiable articles used as samples, with the exception of prohibited goods, shall be temporarily admitted duty free by both Parties subject to compliance with the Customs formalities — including the deposit of the import duties or security for the payment of such duties if required — necessary to ensure their re-export.

4. The identification marks affixed to samples by the authorities of either High Contracting Party shall be recognised by the authorities of the other Party as establishing their identity, but it is understood that the latter shall have the right, in all cases in which it appears to them to be necessary, to affix their own national identification marks alongside.

5. The above privileges may be withdrawn from travellers and commercial firms who do not comply with the conditions laid down.

Article 8.

1. The persons mentioned in Article 1 shall not have to pay for the exercise of their activities in the territory of the other High Contracting Party any tax, fee or duty, other or higher than those which are or may in future be levied on nationals of the country or nationals of the most favoured nation.

2. Most-favoured-nation treatment shall also be granted to the companies mentioned in Article 3 in regard to the matter mentioned in the previous paragraph.

Article 9.

Internal charges of every kind, including the turnover tax, which are or may in future be levied in the territory of either High Contracting Party on the production, preparation, circulation,

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 325 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; Vol. XCII, page 370 ; and Vol. CXI, page 404, of this Series.

à la production, à la préparation, à la circulation, au transport ou à la consommation d'un produit, soit pour le compte de l'Etat, soit pour celui des communes et des corporations, ne devront, sous aucun prétexte, frapper les produits du territoire de l'autre Haute Partie contractante plus lourdement et d'une façon plus gênante que les produits similaires nationaux ou de la nation la plus favorisée.

Article 10.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes accordera à la navigation de l'autre sous tous les rapports un traitement aussi favorable que celui accordé à la navigation nationale.

2. Toutefois, la disposition de l'alinéa précédent ne s'applique pas au cabotage, non plus qu'à la pêche dans les eaux nationales, lesquelles demeurent exclusivement soumises aux lois et règlements des Hautes Parties contractantes.

3. Les dispositions de cet article ne sont applicables qu'à la navigation maritime.

Article 11.

1. Si un navire de l'une des Hautes Parties contractantes a échoué ou a fait naufrage sur les côtes ou dans les eaux de l'autre, aide et assistance seront données, dans la même mesure qu'aux nationaux, au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant pour eux-mêmes et leurs effets que pour le navire et la cargaison.

2. Le fonctionnaire consulaire intéressé sera autorisé à donner aide et assistance, dans le cas où le capitaine ou tout autre représentant de l'armateur ou de l'assureur est absent ou, étant présent, a sollicité l'assistance du fonctionnaire consulaire en question.

3. Tant le navire et son équipage que ses passagers et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements des pays respectifs accordent ou accorderont dans des circonstances analogues aux navires nationaux ou à ceux de la nation la plus favorisée. Les autorités du pays où le naufrage a eu lieu, ont toujours le droit de prendre à l'égard du navire naufragé les mesures qu'elles jugeront nécessaires en vue de la sécurité de navigation ou pour la protection des travaux d'art de la côte, des ports, ou des voies de navigation.

4. En ce qui concerne le droit de sauvetage, il sera fait application de la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

5. Les marchandises sauvées d'un navire échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Article 12.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que, pour tout ce qui concerne la représentation consulaire, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une d'elles a déjà accordé ou accorderait à l'avenir en cette matière à un tiers Etat, sera étendu immédiatement à l'autre Haute Partie contractante sous condition de réciprocité.

Article 13.

Il est entendu que la clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux concessions que l'une des Hautes Parties contractantes accorde ou accordera à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière dans une zone n'excédant pas les quinze kilomètres des deux côtés de la frontière ou à un Etat avec lequel elle a conclu ou conclura une union douanière.

transport or consumption of a product, whether for the account of the State or of the communes or corporations, shall not on any pretext fall more heavily or be imposed in a more onerous manner on products of the territory of the other High Contracting Party than internal charges on similar national products or similar products of the most favoured nation.

Article 10.

1. Each of the High Contracting Parties shall in all respects grant to the shipping of the other Party as favourable treatment as is granted to national shipping.

2. The provision of the preceding paragraph shall not, however, be applied to the coasting trade or to fishing in national waters, which matters shall remain exclusively subject to laws and regulations of the High Contracting Parties.

3. The provisions of this Article shall apply only to maritime navigation.

Article 11.

1. If a vessel of either High Contracting Party runs aground or is wrecked on the coast or in the waters of the other Party, assistance and relief shall be given to the master, the crew and the passengers, both for themselves and their property and for the vessel and her cargo, to the same extent as would be afforded to nationals of the country.

2. The consular official concerned shall be authorised to give assistance and relief if the master or any other representative of the ship-owner or the underwriters is absent or although present, has asked for the help of the consular official in question.

3. The vessel and her crew, passengers and cargo shall enjoy the same privileges and immunities as are granted or may in future be granted under the laws and regulations of the respective countries in similar circumstances to national vessels or to vessels of the most favoured nation. The authorities of the country where the shipwreck took place shall always have the right to take any measures they deem necessary in regard to the wrecked vessel for the safety of navigation or the protection of coastal works, harbours or navigable channels.

4. As regards salvage charges, the law of the country where salvage takes place shall be applicable.

5. Goods salvaged from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duties unless they are brought into the country for consumption therein.

Article 12.

The High Contracting Parties agree that in all matters relating to consular representation any privilege, favour or immunity which one of them has already granted or may hereafter grant in this matter to a third State shall immediately be extended to the other High Contracting Party subject to reciprocity.

Article 13.

It is understood that the most-favoured-nation clause shall not apply to concessions which either High Contracting Party grants or may hereafter grant to contiguous States for the purpose of facilitating frontier traffic within a zone not exceeding fifteen kilometres on both sides of the frontier or to a State with which that Party has concluded or may hereafter conclude a Customs union.

Article 14.

Les dispositions du présent traité sont aussi applicables aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao, à l'exception de l'article 12, concernant l'admission et les attributions des fonctionnaires consulaires yougoslaves aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao, cette matière étant subordonnée à une convention consulaire spéciale.

Article 15.

Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent traité qui n'a pu être résolu entre les Hautes Parties contractantes par la voie diplomatique, sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale à la requête des deux Hautes Parties contractantes ou de l'une d'elles.

Article 16.

1. Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront en échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications, étant entendu qu'en ce qui concerne les Indes Néerlandaises, le Surinam et Curaçao, il entrera en vigueur trois mois après ledit échange.

2. Le traité est conclu pour la durée de trois ans. Cependant, s'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera prolongé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée et sera dénonçable en tout temps.

3. En cas de dénonciation, il demeurera encore en vigueur six mois à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Belgrade, en double exemplaire, le vingt-huit mai mil neuf cent trente.

(L. S.) D^r V. MARINKOVITCH, *m. p.*

Juraj DÉMETROVITCH, *m. p.*

(L. S.) C. D. SCHULLER TOT PEURSUM, *m. p.*

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du présent traité de commerce et de navigation entre le Royaume de Yougoslavie et le Royaume des Pays-Bas, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions suivantes, qui constitueront partie intégrante du traité même :

Ad articles 2, 7, 8 et 9.

1. Il est entendu que partout où dans le présent traité il est prévu que l'une des Hautes Parties contractantes accordera à l'autre le même traitement qu'aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée, le plus favorable de ces deux traitements sera accordé.

Article 14.

The provisions of the present Treaty shall also apply to the Dutch Indies, to Surinam and to Curaçao, with the exception of Article 12, concerning the admission and powers of Yugoslav consular officials in the Dutch Indies, Surinam and Curaçao, this matter being subject to a special consular convention.

Article 15.

Any dispute as to the interpretation, application or execution of the present Treaty which it has not been possible to settle between the High Contracting Parties through the diplomatic channel shall be submitted to the Permanent Court of International Justice at the request of either or both of the High Contracting Parties.

Article 16.

1. The present Treaty shall be ratified and the ratifications exchanged at The Hague as soon as possible. It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications, it being understood that, as regards the Dutch Indies, Surinam and Curaçao, it shall come into force three months after the said exchange of ratifications.

2. The Treaty shall be concluded for a period of three years. If, however, it has not been denounced six months before the expiration of that period, it shall be extended by tacit agreement for an indefinite period and may be denounced at any time.

3. In the event of denunciation it shall remain in force for a period of six months from the date on which either High Contracting Party shall have notified the other of its intention to terminate it.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done, in duplicate, at Belgrade, May the twenty-eighth, one thousand nine hundred and thirty.

(L. S.) Dr. V. MARINKOVITCH, *m. p.*

Juraj DÉMETROVITCH, *m. p.*

(L. S.) C. D. SCHULLER TOT PEURSUM, *m. p.*

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the present Treaty of Commerce and Navigation between the Kingdom of Yugoslavia and the Kingdom of the Netherlands, the undersigned Plenipotentiaries have agreed on the following provisions, which shall form an integral part of the Treaty itself :

Ad Articles 2, 7, 8 and 9.

1. It is understood that wherever it is provided in the present Treaty that one of the High Contracting Parties shall grant to the other Party the same treatment as it grants to its own nationals or to the nationals of the most favoured nation, the more favourable of these two treatments shall be granted.

2. Ce régime sera applicable aux taxes intérieures prélevées des produits de l'une des Hautes Parties contractantes dans le territoire de l'autre (article 9), étant entendu toutefois que les Pays-Bas pourront maintenir la différence entre les produits importés et indigènes en ce qui concerne l'accise sur les vins de fruits frais, autres que de raisins, fermentés ou non, l'accise sur les spiritueux, l'accise sur les mélasses et autres liquides contenant du sucre et la taxe de poinçonnage des ouvrages en or ou argent, sans pouvoir aggraver les différences existantes au moment de la signature du présent traité et sans discrimination entre les produits de la Yougoslavie et ceux de la nation la plus favorisée.

Ad article 5.

Dans le cas où, à la suite de prohibitions édictées par l'une des Hautes Parties contractantes, en vertu de l'alinéa 3 de l'article 5, l'autre Partie considérerait que son commerce subit un préjudice grave, et que l'équilibre du présent traité s'en trouve rompu, celle-ci pourrait demander l'ouverture immédiate des négociations, et, si ces négociations n'ont pas abouti dans le délai d'un mois, dénoncer le présent traité pour prendre fin un mois après.

Ad articles 5 et 6.

1. Il est entendu que les exceptions à la règle de l'article 5, alinéa 2, ne doivent pas être appliquées de manière à constituer une restriction déguisée des échanges internationaux.

2. Aussi longtemps que la Convention internationale¹ pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation conclue à Genève le 8 novembre 1927, n'a pas été acceptée pour les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao, les dispositions des articles 5 et 6, ayant trait à ladite matière, ne seront pas applicables aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao.

Ad article 7.

Si une des Hautes Parties contractantes charge d'impôts les commis voyageurs ressortissants de l'autre Partie, celle-ci peut prendre des mesures nécessaires pour rétablir la réciprocité.

Ad article 10.

Ne seront pas considérés comme cabotage :

1^o La circulation des navires entre un port et l'autre soit pour y débarquer des passagers, ou tout ou partie de la cargaison arrivant de l'étranger, soit pour y embarquer les passagers, ou tout ou partie de la cargaison à destination de l'étranger.

2^o Le transport d'un port de l'étranger dans un port yougoslave et réciproquement des passagers munis de billets directs délivrés à l'étranger ou y étant destinés et également le transport de marchandises embarquées avec des connaissements directs délivrés à l'étranger ou y étant destinés.

¹ Vol. XCVII, page 391; vol. C, page 264; vol. CVII, page 538; et vol. CXVII, page 304, de ce recueil.

2. This régime shall apply to the internal charges levied on the products of either High Contracting Party in the territory of the other (Article 9), it being understood, however, that the Netherlands may maintain the difference between imported and native products as regards the excise on wine from fresh fruits other than grapes, whether fermented or not, the excise on spirits, the excise on molasses and other liquids containing sugar, and the charge for hall-marking gold or silver articles, but may not increase the differences existing at the time of the signing of the present Treaty or discriminate between the products of Yugoslavia and those of the most favoured nation.

Ad Article 5.

If as a result of prohibitions decreed by either High Contracting Party in virtue of Article 5, paragraph 3, the other Party considers that its trade is suffering serious prejudice and that the equilibrium of the present Treaty is thereby disturbed, the latter Party may ask for the immediate opening of negotiations, and if such negotiations have not reached a conclusion within one month, may denounce the present Treaty, the denunciation to take effect one month later.

Ad Articles 5 and 6.

1. It is understood that exceptions to the rule in Article 5, paragraph 2, must not be applied so as to constitute a disguised restriction on international trade.

2. As long as the International Convention¹ for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions concluded at Geneva on November 8, 1927, has not been accepted for the Dutch Indies, Surinam and Curaçao, the provisions of Articles 5 and 6 relating to that matter shall not apply to the Dutch Indies, Surinam and Curaçao.

Ad Article 7.

If either High Contracting Party imposes taxes on commercial travellers who are nationals of the other Party, the latter may take the necessary measures to restore reciprocity.

Ad Article 10.

The following shall not be considered as coasting trade :

1. The movement of ships between one port and another, either to land therein passengers or unload all or part of the cargo arriving from abroad or to take on board therein passengers or all or part of the cargo consigned to a foreign country.

2. The transport from a port in a foreign country to a Yugoslav port or *vice versa* of passengers with through tickets issued abroad or made out for some foreign destination, and also the transport of goods taken on board with through bills of lading issued abroad or made out for a foreign destination.

¹ Vol. XCVII, page 391 ; Vol. C, page 264 ; Vol. CVII, page 538 ; and Vol. CXVII, page 304, of this Series.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Il est entendu, en outre, que la clause de la nation la plus favorisée ne confère aucun droit :
- a) Aux avantages découlant exclusivement de conversations plurilatérales d'un caractère général qui émanent de la Société des Nations et auxquelles toutes les Puissances peuvent adhérer, à moins que la Haute Partie contractante qui ne participe pas à ces conventions n'accorde en fait les mêmes droits et privilèges.
 - b) Aux avantages découlant de traités bilatéraux ou plurilatéraux ou mesures unilatérales ayant pour but d'éviter la double imposition.
 - c) Aux avantages découlant de traités de droit international privé et notamment des traités y relatifs de La Haye.
2. Les Hautes Parties contractantes conviennent, en outre, qu'elles s'empresseront d'éviter que, par des spécifications détaillées dans les tarifs douaniers et des différenciations de droits pour des articles analogues y correspondants, la valeur et la signification pratiques de la clause de la nation la plus favorisée ne soient rendues inefficaces.

Fait à Belgrade, en double exemplaire, le vingt-huit mai mil neuf cent trente.

(L. S.) D^r V. MARINKOVITCH, *m. p.*

Juraj DÉMETROVITCH, *m. p.*

(L. S.) C. D. SCHULLER TOT PEURSUM, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Le 6 avril 1932, à Belgrade.

D'ordre du Ministre,

Le Chef de Section,

Miloche P. Kitchévatz.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général

du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas,

A. M. Snouck Hurgronje.

GENERAL PROVISIONS.

1. It is further understood that the most-favoured-nation clause shall not confer any right :
- (a) To advantages deriving exclusively from multilateral conventions of a general character which emanate from the League of Nations and to which all Powers may accede unless the High Contracting Party not participating in these conventions actually grants the same rights and privileges ;
 - (b) To advantages deriving from bilateral or multilateral treaties or unilateral measures designed to prevent double taxation ;
 - (c) To advantages deriving from treaties of private international law and in particular from the Hague treaties relating thereto.
2. The High Contracting Parties further agree that they will take steps to prevent detailed specifications in the Customs tariffs and differentiation of duties for similar articles corresponding to them from nullifying the practical value and significance of the most-favoured-nation clause.

Done, in duplicate, at Belgrade, May the twenty-eighth, one thousand nine hundred and thirty.

(L. S.) Dr. V. MARINKOVITCH, *m. p.*

Juraj DÉMETROVITCH, *m. p.*

(L. S.) C. D. SCHULLER TOT PEURSUM, *m. p.*

N° 2952.

**PAYS-BAS
ET YOUGOSLAVIE**

Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation. Signé à La Haye, le 11 mars 1931.

**THE NETHERLANDS
AND YUGOSLAVIA**

Treaty of Judicial Settlement, Arbitration and Conciliation. Signed at The Hague, March 11, 1931.

N° 2952. — TRAITÉ¹ DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE, D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE LES PAYS-BAS ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE. SIGNÉ A LA HAYE, LE 11 MARS 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations et le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 2 mai 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE et SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent le Royaume de Yougoslavie et les Pays-Bas et de favoriser le règlement pacifique, dans tous les cas, des différends et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à diviser les deux pays, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. Bočko CHRISTITCH, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Majesté la Reine des Pays-Bas ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à ne rechercher, dans aucun cas, autrement que par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, le règlement des litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre le Royaume de Yougoslavie et les Pays-Bas, et qui n'auraient pu être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Tous les litiges, de quelque nature qu'ils soient, ayant pour objet un droit allégué par une des Hautes Parties contractantes et contesté par l'autre, et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement soit à la Cour permanente

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 2 avril 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2952. — TREATY² OF JUDICIAL SETTLEMENT, ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN THE NETHERLANDS AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA. SIGNED AT THE HAGUE, MARCH 11, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations and the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Treaty took place May 2, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA and HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, being desirous of strengthening the ties of friendship existing between the Kingdom of Yugoslavia and the Netherlands and of furthering the pacific settlement, in all cases, of disputes and conflicts of any kind that may arise between the two countries, have resolved to conclude a Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

M. Bochko CHRISTITCH, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to Her Majesty the Queen of the Netherlands ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake in no case to endeavour to settle otherwise than by pacific means and in accordance with the methods laid down in the present Treaty differences or disputes of any kind which may arise between the Kingdom of Yugoslavia and the Netherlands and which it may not have been possible to settle within a reasonable period by the normal methods of diplomacy.

Article 2.

All disputes, of any kind, relating to a right alleged by one of the High Contracting Parties and contested by the other, which it may not have been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision to the Permanent Court of International

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, April 2, 1932.

de Justice internationale, soit à un Tribunal arbitral, ainsi qu'il est prévu ci-après. Il est entendu que les litiges ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 13 du Pacte de la Société des Nations.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale et avant toute procédure arbitrale, le litige pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis afin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

Si, dans le cas d'un des litiges visés à l'article 2, les deux Parties n'ont pas eu recours à la Commission permanente de conciliation ou si celle-ci n'a pas réussi à concilier les Parties, le litige sera soumis d'un commun accord par voie de compromis soit à la Cour permanente de Justice internationale qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut¹, soit à un Tribunal arbitral qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye² du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le choix de la juridiction, sur les termes du compromis ou, en cas de procédure arbitrale, sur la désignation des arbitres, l'une ou l'autre d'entre elles, après un préavis d'un mois, aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le litige devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne pourra être soumis à la procédure prévue par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 6.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la partie lésée, une satisfaction équitable.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; et vol. CXXVI, page 430, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Justice or to an arbitral tribunal, as provided hereinafter. It is understood that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 13 of the Covenant of the League of Nations.

Disputes for the solution of which a special procedure is provided for in other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in accordance with the provisions of such Conventions.

Article 3.

Before any recourse is had to procedure before the Permanent Court of International Justice or to any arbitral procedure, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted with a view to amicable settlement to a permanent international commission, styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

If, in the case of one of the disputes referred to in Article 2, the two Parties have not had recourse to the Permanent Conciliation Commission, or if that Commission has not succeeded in bringing about a settlement between them, the dispute shall be submitted jointly under a special agreement, either to the Permanent Court of International Justice, which shall deal with the dispute subject to the conditions and in accordance with the procedure laid down in its Statute¹, or to an arbitral tribunal which shall deal with it subject to the conditions and in accordance with the procedure laid down by the Hague Convention² of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the Parties fail to agree as to the choice of a Court, the terms of the special agreement, or in the case of arbitral procedure, the appointment of arbitrators, either Party shall be at liberty, after giving one month's notice, to bring the dispute, by an application, direct before the Permanent Court of International Justice.

Article 5.

A dispute the occasion of which, according to the municipal law, falls within the competence of the national courts of one of the Parties, may not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty, until a judgment possessing the force of *res judicata* has been pronounced, within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Article 6.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is declared that a judgment, or a measure enjoined by a court of law or other authority of one of the Parties to the dispute, is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequences of the judgment or measure in question to be annulled, the Parties agree that the judicial sentence or arbitral award shall grant the injured Party equitable satisfaction.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; and Vol. CXXVI, page 430, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 7.

Toutes questions sur lesquelles les Hautes Parties contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, questions dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou une convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation, qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et dans tous les cas de leur présenter un rapport.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après un préavis d'un mois, la question à ladite commission.

Dans tous les cas, s'il y a contestation entre les Parties sur la question de savoir si le différend a ou non la nature d'un litige visé dans l'article 2 et s'il est susceptible de ce chef d'être résolu par un jugement, cette contestation sera, préalablement à toute procédure devant la Commission permanente de conciliation, soumise à la décision de la Cour permanente de Justice internationale, d'accord entre les Hautes Parties contractantes ou à défaut d'accord à la requête de l'une d'entre elles.

Article 8.

La Commission permanente de conciliation prévue par le présent traité sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu aussi rapidement que possible et dans un délai qui ne devra pas excéder trois mois, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission ou de quelque empêchement permanent ou temporaire, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Confédération suisse serait, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 10.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président dans les conditions prévues, selon les cas, par les articles 3 et 7.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 7.

All questions on which the High Contracting Parties may differ without being able to reach an amicable solution by the normal methods of diplomacy, which cannot be submitted for decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement of which no procedure has been provided by any treaty or convention in force between the two Parties, shall be referred to the Permanent Conciliation Commission, which shall be required to propose an acceptable solution to the Parties and in all cases to submit a report to them.

Failing agreement between the Parties on the request to be made to the Commission, either Party shall be entitled to submit the question direct to the said Commission on the expiry of one month's notice.

In all cases, if there is a conflict between the Parties as to whether or no the dispute is of the nature of a legal dispute within the meaning of Article 2, and hence liable to be settled by a decision, such conflict shall, before any procedure is instituted before the Permanent Conciliation Commission, be submitted for a decision of the Permanent Court of International Justice by agreement between the High Contracting Parties, or, in the absence of an agreement, on the request of either Party.

Article 8.

The Permanent Conciliation Commission provided for in the present Treaty shall be composed of five members who shall be appointed as follows : the High Contracting Parties shall each nominate one member from among their respective nationals and shall jointly appoint the three other members from among the nationals of third Powers ; these three members must be of different nationalities, and the High Contracting Parties shall appoint the President of the Commission from among them.

The Commissioners shall be appointed for three years and their mandate shall be renewable. Their appointment shall continue until their replacement, and, in any case, until the completion of the work in hand at the moment of the expiry of their mandate.

Vacancies which may occur as the result of death, resignation, or any other cause — permanent or temporary — shall be filled as rapidly as possible, and in any case within three months, in the manner laid down for the nominations.

Article 9.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within six months from the exchange of ratifications of the present Treaty.

If the nomination of the members to be appointed by joint agreement should not have taken place within the said period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months of the date on which the seat fell vacant, the President of the Swiss Confederation shall, in the absence of any other agreement, be requested to make the necessary appointments.

Article 10.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President in the conditions laid down by Articles 3 or 7, as the case may be.

The request, after having given a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay by that Party to the other Party.

Article 11.

Dans un délai de quinze jours à compter de la date où l'une des Hautes Parties contractantes aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en ferait immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 12.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cet effet toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable, et, s'il y a lieu, leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un rapport qui en constatera le résultat et dont un exemplaire sera remis à chacune des Parties.

Les Parties ne seront jamais liées par les considérations de fait, de droit ou autres auxquelles la commission se sera arrêtée.

Sous réserve de la disposition de l'article 7, alinéa 3, les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 13.

A moins de stipulations spéciales contraires, la Commission permanente de conciliation règlera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 14.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 15.

Les travaux de la commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas publier le résultat des travaux de la commission sans s'être préalablement consultées.

Article 16.

Les Parties seront représentées auprès de la commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en

Article 11.

Within fifteen days from the date on which one of the High Contracting Parties has brought a dispute before the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the examination of such dispute, replace the member whom it has appointed by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party ; the latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it shall have received notification.

Article 12.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which it deems appropriate and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of these proceedings, the Commission shall draw up a report stating the result, a copy of which shall be transmitted to each of the Parties.

The Parties shall in no case be bound by the considerations of fact or law or other considerations adopted by the Commission.

Subject to the provisions of Article 7, paragraph 3, the proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the dispute was brought before the Commission.

Article 13.

In the absence of special stipulations to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 14.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 15.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public, except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

The High Contracting Parties undertake not to publish the result of the proceedings of the Commission without previously consulting one another.

Article 16.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may,

outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 17.

Sauf dispositions contraires du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

La commission ne pourra prendre de décision portant sur le fond du différend que si tous les membres ont été dûment convoqués et si au moins tous les membres choisis en commun sont présents.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à assurer à celle-ci l'assistance de leurs autorités compétentes; à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles et à prendre les mesures nécessaires pour permettre à la commission de procéder sur leur territoire à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 19.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale.

Article 20.

Dans tous les cas, et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut, ou, selon le cas, le Tribunal, indiqueront dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises; la Commission permanente de conciliation pourra, s'il y a lieu, agir de même après entente entre les Parties.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements qui seraient proposés par la Commission permanente de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 21.

Le présent traité reste applicable entre les Hautes Parties contractantes, encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 22.

Si quelque contestation venait à surgir entre les Hautes Parties contractantes relativement à l'interprétation du présent traité, cette contestation serait portée devant la Cour permanente de Justice internationale suivant la procédure prévue dans l'article 4, alinéa 2.

moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission on its side shall be entitled to demand verbal explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Government.

Article 17.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority.

The Commission shall only be entitled to take decisions relating to the substance of the dispute if all its members have been duly convened and if at least all the members chosen jointly are present.

Article 18.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Permanent Conciliation Commission, and in particular to ensure it the assistance of their competent authorities, to supply it as far as possible with all the relevant documents and information, and to take the necessary steps to allow it to proceed in their territory to the summoning and hearing of witnesses and to visit the localities in question.

Article 19.

During the proceedings of the Permanent Conciliation Commission, each Commissioner shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, each of whom shall contribute an equal share.

Article 20.

In all cases and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the Arbitral Tribunal, as the case may be, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The Permanent Conciliation Commission may also, if necessary, adopt this course after agreement between Parties.

Each of the High Contracting Parties undertakes to abstain from all measures likely to react prejudicially upon the execution of the decision or upon the arrangements proposed by the Permanent Conciliation Commission and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever that might aggravate or extend the dispute.

Article 21.

The present Treaty shall remain applicable as between the High Contracting Parties, even if other Powers also have an interest in the dispute.

Article 22.

In the event of any dispute arising between the High Contracting Parties as to the application of the present Treaty, such dispute shall be submitted to the Permanent Court of International Justice in accordance with the procedure laid down in Article 4, paragraph 2.

Article 23.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra.

Article 24.

Le présent traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal d'arbitrage, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à La Haye, en double exemplaire, le 11 mars 1931.

(L. S.) Bochko CHRISTITCH, *m. p.*

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 6 avril 1932.

D'ordre du Ministre,

Le Chef de section :

Miloche P. Kitchévatz.

Article 23.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at the Hague as soon as possible.

Article 24.

The present Treaty shall come into force immediately upon the exchange of ratifications and shall remain in force for ten years dating from its entry into force. Unless denounced six months before the expiration of that period, it shall be regarded as renewed by tacit agreement for a fresh period of five years and similarly thereafter.

If, at the time of the expiration of the present Treaty, any proceedings are pending in virtue of the present Treaty before the Permanent Conciliation Commission, the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal, such proceedings shall pursue their course until their completion.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

Done at The Hague, in duplicate, March 11, 1931.

(L. S.) Bochko CHRISTITCH, *m. p.*

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND, *m. p.*

N° 2953.

**UNION SUD-AFRICAINÉ
ET RHODÉSIE DU SUD**

Echange de notes relatif à l'exclusion du maïs des dispositions de l'article IV de l'Accord douanier de 1930 entre l'Union Sud-Africaine et la Rhodésie du Sud. Prétoria, le 31 juillet 1931, et Salisbury, le 19 août 1931.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND SOUTHERN RHODESIA**

Exchange of Notes providing for the Exclusion of Maize from the Provisions of Article IV of the Customs Agreement of 1930 between the Union of South Africa and Southern Rhodesia. Pretoria, July 31, 1931, and Salisbury, August 19, 1931.

No. 2953. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT FOR SOUTHERN RHODESIA PROVIDING FOR THE EXCLUSION OF MAIZE FROM THE PROVISIONS OF ARTICLE IV OF THE CUSTOMS AGREEMENT OF 1930 BETWEEN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND SOUTHERN RHODESIA. PRETORIA, JULY 31, 1931, AND SALISBURY, AUGUST 19, 1931.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de l'Union Sud-Africaine.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 3 mai 1932.*

I.

GOVERNMENT HOUSE.

No. 21/466.

PRETORIA, 31 July, 1931.

SIR,

At the request of my Ministers, I have the honour to inform you that the Union Government consents to the Government of Southern Rhodesia bringing into operation the full customs tariff on maize and maize-meal imported from the Union, and to that extent waives its rights under the existing Customs Agreement between the Union of South Africa and Southern Rhodesia. My Ministers would welcome a corresponding statement from you in regard to the prohibition by the Union Government of the importation of maize and maize meal under the Mealie Control Act, 1931.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant,

CLARENDON,
Governor-General.

His Excellency,
Sir Murray Bisset, K.C.,
Acting Governor of Southern Rhodesia,
Salisbury.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2953. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ POUR LA RHODÉSIE DU SUD RELATIF A L'EXCLUSION DU MAÏS DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE IV DE L'ACCORD DOUANIER DE 1930 ENTRE L'UNION SUD-AFRICAINE ET LA RHODÉSIE DU SUD. PRÉTORIA, LE 31 JUILLET 1931, ET SALISBURY, LE 19 AOUT 1931.

*English official text communicated by the Minister for External Affairs of the Union of South Africa.
The registration of this Exchange of Notes took place May 3, 1932.*

I.

PALAIS DU GOUVERNEMENT.

N^o 21/466.

PRÉTORIA, le 31 juillet 1931.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

A la demande de mes Ministres, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de l'Union consent à ce que le Gouvernement de la Rhodésie du Sud applique le plein tarif douanier au maïs et à la farine de maïs importés de l'Union, et que sur ce point, il renonce aux droits qu'il possède en vertu de l'accord douanier actuellement en vigueur entre l'Union Sud-Africaine et la Rhodésie du Sud. Mes Ministres seraient heureux que vous leur fassiez parvenir une déclaration correspondante au sujet de la prohibition par le Gouvernement de l'Union, conformément à la loi intitulée « *Mealie Control Act 1931* », de l'importation du maïs et de la farine de maïs.

Veuillez agréer, etc.

Le Gouverneur général :

CLARENDON.

Son Excellence Sir Murray Bisset, K.C.,
Gouverneur *p. i.* de la Rhodésie du Sud,
Salisbury.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

SOUTHERN RHODESIA.
GOVERNOR'S OFFICE,
No. 2547/31.

SALISBURY, 19 August, 1931.

MY LORD,

With reference to Your Excellency's despatch No. 21/466 of the July 31, I have the honour to inform you that, in consideration of the Union Government having consented to this Government bringing into operation the full customs tariff of duties on maize and maize-meal imported from the Union of South Africa and to that extent waiving its rights under the existing Customs Agreement between the respective Governments, the Government of Southern Rhodesia agrees to the Union Government prohibiting, in terms of Section 1 of the Union of South Africa " Mealie Control Act, 1931 ", the importation from Southern Rhodesia of maize and maize-meal.

I have, the honour to be, My Lord, Your Excellency's most obedient servant,

MURRAY BISSET,
Acting Governor.

His Excellency,
The Governor-General of the Union of South Africa,
Government House,
Pretoria.

Certified a true copy :

H. D. J. Bodenstein,
Secretary for External Affairs.

II.

RHODÉSIE DU SUD.
BUREAU DU GOUVERNEUR,
N° 2547/31.

SALISBURY, le 19 août 1931.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

En réponse à votre dépêche N° 21/466 en date du 31 juillet, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, le Gouvernement de l'Union ayant consenti à ce que mon Gouvernement applique le plein tarif douanier au maïs et à la farine de maïs importés de l'Union Sud-Africaine et ayant sur ce point renoncé aux droits qu'il possède en vertu de l'accord douanier actuellement en vigueur entre nos gouvernements, le Gouvernement de la Rhodésie du Sud accepte que le Gouvernement de l'Union interdise, conformément aux termes de l'article 1 de la loi de l'Union Sud-Africaine intitulée « *Mealie Control Act 1931* », l'importation, en provenance de la Rhodésie du Sud, du maïs et de la farine de maïs.

Veuillez agréer, etc.

Le Gouverneur p. i. :
MURRAY BISSET.

Son Excellence
Le Gouverneur-général de l'Union Sud-Africaine,
Government House,
Prétoria.

N° 2954.

**UNION SUD-AFRICAINÉ
ET SWAZILAND**

Echange de notes relatif à la modification provisoire de l'Accord douanier entre l'Union Sud-Africaine et le Swaziland en ce qui concerne le libre échange du maïs. Prétoria, les 18 et 19 août 1931.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND SWAZILAND**

Exchange of Notes providing for the temporary Modification of the Customs Agreement between the Union of South Africa and Swaziland in respect of the free Interchange of Maize. Pretoria, August 18 and 19, 1931.

No. 2954. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE SWAZILAND PROTECTORATE PROVIDING FOR THE TEMPORARY MODIFICATION OF THE CUSTOMS AGREEMENT BETWEEN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND SWAZILAND IN RESPECT OF THE FREE INTERCHANGE OF MAIZE. PRETORIA, AUGUST 18 AND 19, 1931.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de l'Union Sud-Africaine.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 3 mai 1932.*

I.

DEPARTMENT
OF EXTERNAL AFFAIRS.

PRETORIA, 18 August, 1931.

SIR,

I have to acknowledge receipt of your letter No. 1708 of the 15th instant, submitting for the consideration of the Government of the Union of South Africa, the desirability of temporarily modifying the existing agreement between the Union and the Swaziland Protectorate in respect of the present free interchange of maize (whether in the grain, samp, ground or otherwise prepared) as provided for under Article II of the agreement, and to inform you that the Government of the Union would raise no objection to a temporary modification of the agreement as suggested in paragraph 3 of your minute.

This minute may be regarded, therefore, as thus modifying the terms of Article II of the existing agreement to the extent of excluding from the operation of the provisions of that article the free interchange between the Union and the Swaziland Protectorate of maize (whether in the grain, as samp, ground or otherwise prepared), which will accordingly become liable to duty at the rates provided for in the respective tariffs.

It is further mutually agreed that notwithstanding the provisions of Article III of the agreement, any revenue collected in Swaziland on such maize should be retained by them.

I have, etc.

H. D. J. BODENSTEIN,
Secretary for External Affairs.

The Imperial Secretary,
High Commissioner's Office,
Pretoria.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2954. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE PROTECTORAT DU SWAZILAND RELATIF A LA MODIFICATION PROVISOIRE DE L'ACCORD DOUANIER ENTRE L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE SWAZILAND EN CE QUI CONCERNE LE LIBRE ÉCHANGE DU MAÏS. PRÉTORIA, LES 18 ET 19 AOUT 1931.

*English official text communicated by the Minister for External Affairs of the Union of South Africa.
The registration of this Exchange of Notes took place May 3, 1932.*

I.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PRÉTORIA, le 18 août 1931.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE IMPÉRIAL,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre N^o 1708 en date du 15 août dernier, invitant le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine à examiner l'opportunité d'une modification temporaire à l'accord actuellement existant entre l'Union et le Protectorat du Swaziland en ce qui concerne le régime actuel du libre échange du maïs (en grains, concassé, moulu ou préparé d'autre manière) comme il est prévu à l'article II de l'accord et de vous informer que le Gouvernement de l'Union ne ferait aucune objection à une modification temporaire de l'accord dans le sens indiqué au paragraphe 3 de votre dépêche.

La présente dépêche peut donc être considérée comme modifiant dans ce sens les termes de l'article II de l'accord actuellement existant dans la mesure où elle exclut de l'application des dispositions de cet article le libre échange entre l'Union et le protectorat du Swaziland, du maïs (en grains, concassé, moulu ou préparé d'autre manière) ; ce maïs devient ainsi passible de droits aux taux prévus dans les tarifs de l'un et de l'autre pays.

Il est, en outre, convenu de part et d'autre que, nonobstant les dispositions de l'article III dudit accord, toutes les recettes fiscales perçues sur ce maïs dans le Swaziland lui resteront acquises.

Veuillez agréer, etc.

Le Secrétaire aux Affaires étrangères :

H. D. J. BODENSTEIN.

Au Secrétaire impérial,
Bureau du Haut Commissaire,
Prétoira.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

HIGH COMMISSIONER'S OFFICE.

No. 1744.

PRETORIA, 19 August, 1931.

SIR,

I am directed to acknowledge the receipt of your letter No. 28/25 of the 18th August stating that His Majesty's Government in the Union will raise no objection to a temporary modification of the Customs Agreement between the Union and Swaziland in respect of the free interchange of maize (whether in the grain, samp, ground or otherwise prepared) on the lines proposed in paragraph 3 of this Office letter No. 1708 of the 15th August.

2. The terms of the understanding between the Union Government and the Swaziland Administration, as set forth in your letter under reply, are acceptable to the High Commissioner who directs me to convey to the Government an expression of his sincere thanks for their helpful attitude in this matter.

3. It is proposed to give effect to this arrangement as from the 21st instant and a copy of a Notice *, which will be published in the High Commissioner's Gazette on that date, is enclosed herewith.

I have, etc.

Shirley EALES.
For Imperial Secretary.

The Secretary for External Affairs,
Pretoria.

Certified a true copy :

H. D. J. Bodenstein,
Secretary for External Affairs.

* Not reproduced.

II.

BUREAU DU HAUT COMMISSAIRE.

N^o 1744.

PRÉTORIA, le 19 août 1931.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

Je suis chargé de vous accuser réception de votre lettre N^o 28/25, en date du 18 août, dans laquelle il est déclaré que le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union ne fera aucune objection à ce que l'accord douanier conclu entre l'Union et le Swaziland en ce qui concerne le libre échange du maïs (en grains, concassé, moulu ou préparé d'autre manière) soit temporairement modifié dans le sens proposé au paragraphe 3 de la lettre N^o 1708 qui vous a été adressée le 15 août par mon Bureau.

2. Les termes de l'arrangement entre le Gouvernement de l'Union et l'administration du Swaziland formulés dans votre lettre peuvent être acceptés par le Haut Commissaire qui me charge de transmettre à votre Gouvernement l'expression de ses sincères remerciements pour le concours qu'il lui a prêté en cette affaire.

3. Il est proposé de donner effet au présent arrangement à partir du 20 août ; une copie de l'avis* qui sera publié à cette date dans la Gazette du Haut Commissaire est jointe à la présente communication.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire impérial :

Shirley EALES.

Au Secrétaire des Affaires étrangères,
Prétoira.

* Non reproduit.

N° 2955.

**UNION SUD-AFRICAINE
ET RHODÉSIE DU NORD**

Echange de notes relatif à l'exclusion provisoire du maïs des dispositions de l'article IV de l'Accord douanier de 1930 entre l'Union Sud-Africaine et la Rhodésie du Nord. Livingstone, le 31 août 1931, et Prétoria, le 2 octobre 1931.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND NORTHERN RHODESIA**

Exchange of Notes providing for the temporary Exclusion of Maize from the Provisions of Article IV of the Customs Agreement of 1930 between the Union of South Africa and Northern Rhodesia. Livingstone, August 31, 1931, and Pretoria, October 2, 1931.

No. 2955. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT FOR NORTHERN RHODESIA PROVIDING FOR THE TEMPORARY EXCLUSION OF MAIZE FROM THE PROVISIONS OF ARTICLE IV OF THE CUSTOMS AGREEMENT OF 1930 BETWEEN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND NORTHERN RHODESIA. LIVINGSTONE, AUGUST 31, 1931 AND PRETORIA, OCTOBER 2, 1931.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de l'Union Sud-Africaine.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 3 mai 1932.*

I.

NORTHERN RHODESIA.
CHIEF SECRETARY'S OFFICE,
No. CU/B/1/5.

LIVINGSTONE, 31 August, 1931.

SIR,

I have the honour to inform you that this Government has had under consideration the question of the trade in maize and maize-meal between the Union of South Africa and Northern Rhodesia and is somewhat concerned by recent information to the effect that these products have been offered to consumers in this Territory at prices far below the cost of production.

As you are aware, Northern Rhodesia has no export trade in maize and maize-meal except with the Belgian Congo and our producers are dependent on the local market. There are now indications that they are faced with competition in this market by producers who are able, owing to the internal arrangements of the Union of South Africa, to land maize at a price with which it is difficult to compete. This is a position which the Government cannot contemplate with equanimity and I am to enquire whether the Government of the Union of South Africa will concur in the completion of an agreement whereby maize and maize-meal would be removed from the operations of the Customs Agreement in force between the territories.

I have, etc...

D. M. KENNEDY.
Chief Secretary.

The Honourable
The Minister for Agriculture,
Pretoria.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2955. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ POUR LA RHODÉSIE DU NORD RELATIF A L'EXCLUSION PROVISOIRE DU MAÏS DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE IV DE L'ACCORD DOUANIER DE 1930 ENTRE L'UNION SUD-AFRICAINE ET LA RHODÉSIE DU NORD. LIVINGSTONE, LE 31 AOUT 1931, ET PRÉTORIA, LE 2 OCTOBRE 1931.

*English official text communicated by the Minister for External Affairs of the Union of South Africa.
The registration of this Exchange of Notes took place May 3, 1932.*

I.

RHODÉSIE DU NORD.
BUREAU DU SECRÉTAIRE PRINCIPAL
No. CU/B/1/5.

LIVINGSTONE, le 31 août 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous informer que mon gouvernement ayant étudié la question du commerce du maïs et de la farine de maïs entre l'Union Sud-Africaine et la Rhodésie du Nord, éprouve quelque appréhension en raison des renseignements qui lui sont récemment parvenus et selon lesquels ces produits ont été offerts aux consommateurs de la Rhodésie du Nord à des prix de beaucoup inférieurs au coût de la production.

Vous n'ignorez pas que la Rhodésie du Nord n'a aucun commerce d'exportation de maïs ou de farine de maïs, sauf avec le Congo belge, et que nos producteurs dépendent du marché local. Or, actuellement, certains indices montrent qu'ils sont menacés sur ce marché par la concurrence d'autres producteurs qui peuvent, en raison des arrangements internes de l'Union Sud-Africaine, y offrir du maïs à un prix qui rend la concurrence difficile. Mon gouvernement ne pouvant envisager cette situation avec indifférence, je vous prie de me faire savoir si le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine accepterait de conclure un arrangement en vertu duquel le maïs et la farine de maïs seraient exclus des dispositions de l'accord douanier en vigueur entre l'Union et la Rhodésie du Nord.

Veuillez agréer, etc.

Le Secrétaire principal,
D. M. KENNEDY.

Monsieur le Ministre de l'Agriculture,
Pretoria.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

DEPARTMENT
OF EXTERNAL AFFAIRS.

P.M.28/25.

PRETORIA, *October 2, 1931.*

SIR,

With reference to you letter No. CU/B/1/5 of the August 31, 1931, addressed to the Honourable the Minister of Agriculture in the Union of South Africa regarding the question of the trade in maize and maize-meal between the Union of South Africa and Northern Rhodesia, I have the honour to confirm my telegram of the 1st of October, to the effect that the Union Government agrees to the temporary exclusion from the provisions of Article IV of the Customs Agreement between the Union and Northern Rhodesia of maize, whether in the grain, as samp, ground or otherwise prepared, with effect from the 1st day of October, 1931. The necessary Government Notice appeared in the "Union Gazette" on the 1st of October.

I have, etc...

H. D. J. BODENSTEIN,
Secretary for External Affairs.

The Chief Secretary,
Livingstone,
Northern Rhodesia.

Certified a true copy :

H. D. J. Bodenstein,
Secretary for External Affairs.

II

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

P.M.28/25.

PRÉTORIA, le 2 octobre 1931.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE PRINCIPAL,

Me référant à votre lettre N° CU/B/1/5, en date du 31 août 1931, adressée au ministre de l'Agriculture de l'Union Sud-Africaine et relative à la question du commerce du maïs et de la farine de maïs entre l'Union Sud-Africaine et la Rhodésie du Nord, j'ai l'honneur de confirmer mon télégramme du premier octobre portant que le Gouvernement de l'Union accepte d'exclure temporairement des dispositions de l'article IV de l'Accord douanier entre l'Union et la Rhodésie du Nord le maïs en grains, concassé, moulu ou préparé d'autre manière. Les dispositions de cet arrangement entreront en vigueur le premier octobre 1931. L'avis officiel réglementaire a été publié dans la « Gazette de l'Union » le premier octobre.

Veuillez agréer, etc.

Le Secrétaire aux Affaires étrangères :

H. D. J. BODENSTEIN.

Au Secrétaire principal,
Livingstone,
Rhodésie du Nord.

N° 2956.

**UNION SUD-AFRICAINE ET
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Echange de notes relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de navigabilité des aéronefs importés de l'un des deux pays dans l'autre comme marchandise. Pretoria, les 12 octobre et 1^{er} décembre 1931.

**UNION
OF SOUTH AFRICA AND
UNITED STATES OF AMERICA**

Exchange of Notes providing for the reciprocal Acceptance of Certificates of Airworthiness for Aircraft imported from the one Country into the other as Merchandise. Pretoria, October 12, and December 1st, 1931.

No. 2956. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA PROVIDING FOR THE RECIPROCAL ACCEPTANCE OF CERTIFICATES OF AIRWORTHINESS FOR AIR-CRAFT IMPORTED FROM THE ONE COUNTRY INTO THE OTHER AS MERCHANDISE. PRETORIA, OCTOBER 12 AND DECEMBER 1, 1931.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de l'Union Sud-Africaine.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 3 mai 1932.
Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le 8 mars 1932.*

I.

THE AMERICAN MINISTER TO THE MINISTER OF EXTERNAL AFFAIRS.

LEGATION
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

PRETORIA, October 12, 1931.

SIR,

I have the honour to communicate the text of the arrangement between the United States of America and the Union of South Africa providing for the acceptance by the one country of certificates of airworthiness for aircraft imported from the other country as merchandise, as understood by me to have been agreed to in the negotiations which have just been concluded between the Legation and your Ministry :

(1) The present arrangement applies to civil aircraft constructed in continental United States of America, exclusive of Alaska, and exported to the Union of South Africa ; and to civil aircraft constructed in the Union of South Africa and exported to continental United States of America, exclusive of Alaska.

(2) The same validity shall be conferred on certificates of airworthiness issued by the competent authorities of the Government of the United States in respect of aircraft subsequently registered in the Union of South Africa as if they had been issued under the

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2956. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE NAVIGABILITÉ DES AÉRONEFS IMPORTÉS DE L'UN DES DEUX PAYS DANS L'AUTRE COMME MARCHANDISE. PRÉTORIA, LES 12 OCTOBRE ET 1^{er} DÉCEMBRE 1931.

*English official text communicated by the Minister for External Affairs of the Union of South Africa.
The registration of this Exchange of Notes took place May 3, 1932.
This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, March 8, 1932.*

I.

LE MINISTRE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LÉGATION
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

PRÉTORIA, le 12 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous communiquer le texte de l'arrangement conclu entre les États-Unis d'Amérique et l'Union Sud-Africaine et prévoyant la reconnaissance par l'un des pays des certificats de navigabilité des aéronefs importés de l'autre pays comme marchandises, tel qu'à ma connaissance il a été accepté au cours des négociations qui viennent d'avoir lieu entre ma légation et votre ministère.

1^o Le présent arrangement s'applique aux aéronefs civils construits sur le territoire continental des États-Unis d'Amérique, non compris l'Alaska, et exportés à destination de l'Union Sud-Africaine, ainsi qu'aux aéronefs civils construits dans l'Union Sud-Africaine et exportés à destination du territoire continental des États-Unis d'Amérique, non compris l'Alaska.

2^o Les certificats de navigabilité délivrés par les autorités compétentes du Gouvernement des États-Unis pour des aéronefs ultérieurement enregistrés dans l'Union Sud-Africaine seront considérés comme valables au même titre que s'ils avaient été délivrés

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

regulations in force on the subject in the Union of South Africa provided that in each case a certificate of airworthiness for export has also been issued by the United States authorities in respect of the individual aircraft, and provided that certificates of airworthiness issued by the competent authorities of the Union of South Africa in respect of aircraft subsequently registered in the United States of America are similarly given the same validity as if they had been issued under the regulations in force on the subject in the United States.

(3) The above arrangement will extend to civil aircraft of all categories, including those used for public transport and those used for private purposes.

(4) The present arrangement may be terminated by either Government on sixty days' notice given to the other Government. In the event, however, that either Government should be prevented by future action of its legislature from giving full effect to the provisions of this arrangement it shall automatically lapse.

If you inform me that it is the understanding of your Government that the arrangement agreed upon is as herein set forth, the arrangement will be considered to be operative from the date of the receipt of your note so advising me.

I have, etc.

Ralph J. TOTEN,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary of the
United States of America.

II.

THE MINISTER OF EXTERNAL AFFAIRS TO THE AMERICAN MINISTER.

DEPARTMENT
 OF EXTERNAL AFFAIRS.

PRETORIA, *December 1, 1931.*

SIR,

With reference to your letter No. 68 of the 12th October, 1931, regarding the arrangement between the Union of South Africa and the United States of America providing for the reciprocal acceptance by the competent authorities of the respective Governments of certificates of airworthiness for aircraft imported from the one country into the other as merchandise, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the Union of South Africa are in accord with the terms of the arrangement, which reads word for word as follows :

(1) The present arrangement applies to civil aircraft constructed in continental United States of America, exclusive of Alaska, and exported to the Union of South Africa ; and to civil aircraft constructed in the Union of South Africa and exported to continental United States of America, exclusive of Alaska.

(2) The same validity shall be conferred on certificates of airworthiness issued by the competent authorities of the Government of the United States in respect of aircraft subsequently registered in the Union of South Africa as if they had been issued under the regulations in force on the subject in the Union of South Africa provided that in each case a certificate of airworthiness for export has also been issued by the United States authorities in respect of the individual aircraft, and provided that certificates of airworthiness issued by the competent authorities of the Union of South Africa in respect

conformément aux dispositions en vigueur en la matière dans l'Union Sud-Africaine, à condition que, dans chaque cas, il ait été également délivré pour chaque aéronef, par les autorités des Etats-Unis, un certificat de navigabilité pour l'exportation, et à condition que les certificats de navigabilité délivrés par les autorités compétentes de l'Union Sud-Africaine pour des aéronefs ultérieurement enregistrés dans les Etats-Unis d'Amérique soient également considérés comme valables au même titre que s'ils avaient été délivrés conformément aux dispositions en vigueur en la matière aux Etats-Unis.

3° L'arrangement ci-dessus s'appliquera à toutes les catégories d'aéronefs civils, y compris ceux qui sont utilisés pour des transports publics et ceux qui sont utilisés par des particuliers.

4° Le présent arrangement pourra être dénoncé par l'un ou l'autre des gouvernements, moyennant un préavis de soixante jours. Toutefois, dans le cas où l'un des gouvernements se verrait empêché par un acte ultérieur de son Parlement de donner plein effet aux dispositions du présent arrangement, celui-ci deviendra automatiquement nul et non avenu.

Si vous voulez bien me faire savoir que, de l'avis de votre gouvernement, l'arrangement conclu est bien conforme au texte reproduit ci-dessus, cet arrangement sera considéré comme entrant en vigueur à partir de la date de réception de votre confirmation.

Veuillez agréer, etc.

Ralph J. TOTTEN,
*Envoyé extraordinaire
et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis
d'Amérique.*

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PRÉTORIA, le 1^{er} décembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre lettre N° 68 du 12 octobre 1931, relative à l'arrangement conclu entre l'Union Sud-Africaine et les Etats-Unis d'Amérique et prévoyant la reconnaissance réciproque, par les autorités compétentes de nos gouvernements respectifs, des certificats de navigabilité des aéronefs importés de l'un des pays dans l'autre comme marchandises, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine accepte les dispositions de cet arrangement, dont voici le texte littéral :

1° Le présent arrangement s'applique aux aéronefs civils construits sur le territoire continental des Etats-Unis d'Amérique, non compris l'Alaska, et exportés à destination de l'Union Sud-Africaine, ainsi qu'aux aéronefs civils construits dans l'Union Sud-Africaine et exportés à destination du territoire continental des Etats-Unis d'Amérique, non compris l'Alaska.

2° Les certificats de navigabilité délivrés par les autorités compétentes du Gouvernement des Etats-Unis pour des aéronefs ultérieurement enregistrés dans l'Union Sud-Africaine seront considérés comme valables au même titre que s'ils avaient été délivrés conformément aux dispositions en vigueur en la matière dans l'Union Sud-Africaine, à condition que, dans chaque cas, il ait été également délivré, pour chaque aéronef, par les autorités des Etats-Unis, un certificat de navigabilité pour l'exportation, et à condition que les certificats de navigabilité délivrés par les autorités compétentes de l'Union

of aircraft subsequently registered in the United States of America are similarly given the same validity as if they had been issued under the regulations in force on the subject in the United States.

(3) The above arrangement will extend to civil aircraft of all categories, including those used for public transport and those used for private purposes.

(4) The present arrangement may be terminated by either Government on sixty days' notice given to the other Government. In the event, however, that either Government should be prevented by future action of its legislature from giving full effect to the provisions of this arrangement it shall automatically lapse.

This arrangement will be operative from the date of this note.

I have, etc.

J. B. M. HERTZOG,
Minister for External Affairs.

Certified true copy :

H. D. J. Bodenstein,
Secretary for External Affairs.

Sud-Africaine pour des aéronefs ultérieurement enregistrés dans les Etats-Unis d'Amérique soient également considérés comme valables au même titre que s'ils avaient été délivrés conformément aux dispositions en vigueur en la matière aux Etats-Unis.

3° L'arrangement ci-dessus s'appliquera à toutes les catégories d'aéronefs civils, y compris ceux qui sont utilisés pour des transports publics et ceux qui sont utilisés par des particuliers.

4° Le présent arrangement pourra être dénoncé par l'un ou l'autre des gouvernements, moyennant un préavis de soixante jours. Toutefois, dans le cas où l'un des gouvernements se verrait empêché par un acte ultérieur de son Parlement de donner plein effet aux dispositions du présent arrangement, celui-ci deviendra automatiquement nul et non avenu.

Le présent arrangement entrera en vigueur à partir de la date de la présente note.

Veillez agréer, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères :

J. B. M. HERTZOG.

N° 2957.

**ALLEMAGNE ET
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de flottaison des navires. Berlin, les 11 septembre et 16 décembre 1931.

**GERMANY AND
UNITED STATES OF AMERICA**

Exchange of Notes constituting an Arrangement for the reciprocal Recognition of Load-Line Certificates. Berlin, September 11, and December 16, 1931.

No. 2957. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GERMAN GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA CONSTITUTING AN ARRANGEMENT FOR THE RECIPROCAL RECOGNITION OF LOAD-LINE CERTIFICATES. BERLIN, SEPTEMBER 11 AND DECEMBER 16, 1931.

N^o 2957, — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER REGIERUNG DER VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA, BETREFFEND EINE VEREINBARUNG ÜBER DIE GEGENSEITIGE ANERKENNUNG DER BEIDERSEITIGEN FREIBORDVORSCHRIFTEN. BERLIN, DEN 11. SEPTEMBER, UND 16. DEZEMBER 1931.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 3 mai 1932.

Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 6 avril 1932.

English and German official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Exchange of Notes took place May 3, 1932.

This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, April 6, 1932.

I.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

N^o 585.

BERLIN, *September 11*, 1931.

EXCELLENCY :

I have the honor to refer to previous correspondence and in particular to Note Verbale S 845/31, of March 4, 1931, from the Ministry of Foreign Affairs wherein the statement was made that the Government of Germany was prepared to accept the American " Regulations for the Establishment of Load Lines for Merchant Vessels of 250 Gross Tons or over when engaged in a Foreign Voyage by Sea " as equally effective with the German regulations similar thereto and to conclude a reciprocal agreement as well as a temporary reciprocal agreement governing the acceptance by each Government of the regulations of the other.

I now beg to inform Your Excellency that the competent executive authorities of the Government of the United States have examined the German rules and tables of freeboard, which were submitted with the Note under reference, and have found them to be as effective as the United States load line regulations. I am further directed to state, in regard to the reciprocal agreement concerning the acceptance of the mutual regulations, which agreement will remain effective pending

¹ Entré en vigueur le 16 décembre 1931.

¹ Came into force December 16, 1931.

the coming into force of the international load line convention in the two countries, that my Government understands that the Governments of the United States and Germany will each recognize as equivalent the load line marks and the certificates of such marking of merchant vessels of the other : provided, that the load line marks are in accordance with the load line certificates ; that the hull or superstructure of the vessels certificated has not been so materially altered since the issuance of the certificate as to affect the calculations on which the load line was based, and that alterations have not been made so that the

- (1) Protection of openings,
- (2) Guard Rails,
- (3) Freeing Ports,
- (4) Means of Access to Crews Quarters,

have made the vessel manifestly unfit to proceed to sea without danger to human life.

I have the further honor to inform Your Excellency that it will be understood by the Government of the United States that, upon receipt of a note from Your Excellency expressing the German Government's concurrence in my Government's understanding, as above set forth, the agreement will become effective.

I avail myself of this opportunity to extend to Your Excellency the renewed assurance of my highest consideration.

Frederic M. SACKETT.

His Excellency
Dr. Julius Curtius,
Minister for Foreign Affairs,
Berlin.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

AUSWÄRTIGES AMT.

BERLIN, den 16. Dezember 1931.

HERR BOTSCHAFTER !

Auf das gefällige Schreiben vom 11. September d. J. — Nr. 585 —, betreffend Abschluss einer Vereinbarung zwischen Deutschland und den Vereinigten Staaten von Amerika über die gegenseitige Anerkennung der beiderseitigen Ladelinienvorschriften, beehre ich mich Euerer Exzellenz folgendes mitzuteilen :

Nachdem die deutschen „Vorschriften der Seberufsgenossenschaft über den Freibord der Dampfer und Segelschiffe in der langen und atlantischen Fahrt sowie in der grossen Küstenfahrt,, und die entsprechenden *Regulations*

BERLIN, December 16, 1931.

Mr. AMBASSADOR,

In reply to your communication No. 585 of September 11, 1931, relative to the conclusion of an agreement between Germany and the United States of America concerning mutual recognition of the load-line regulations of the other country, I have the honor to inform Your Excellency as follows :

Since the German "Regulations of the Seberufsgenossenschaft (Maritime Co-operative Association) Governing the Freeboard of Steamers and Sailing Vessels on Long Voyages and Atlantic Voyages as well as Extended Coasting

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

¹ Translation of the Government of the United States of America.

for the Establishment of Load Lines for Merchant Vessels of 250 Gross Tons or over when engaged in a Foreign Voyage by Sea der Vereinigten Staaten von Amerika gegenseitig geprüft und für gleichwertig erkannt worden sind, erklärt sich die Reichsregierung mit dem Abschluss einer Gegenseitigkeitsvereinbarung über die Anerkennung der beiderseitigen Freibordvorschriften, der Lademarken und der Bescheinigungen über die Markierung von Kauffahrteischiffen — welche Vereinbarung mit Wirkung vom heutigen Tage bis zum Inkrafttreten des Internationalen Übereinkommens über den Freibord der Kauffahrteischiffe in beiden Ländern gelten soll — unter der Voraussetzung einverstanden, dass die Lademarken mit den Ladelinienbescheinigungen übereinstimmen, dass der Schiffsrumpf oder Oberbau des Schiffes, auf das die Bescheinigung lautet, seit der Ausstellung der Bescheinigung nicht so wesentlich verändert worden ist, dass die Berechnungen, die der Ladelinie zugrundegelegt worden sind, davon berührt werden, und dass keine Veränderungen vorgenommen worden sind, die

1. den Schutz der Öffnungen,
2. die Schutzgeländer,
3. die Wasserpforten und
4. die Zugänge zu den Quartieren der Besatzung

in einen Zustand versetzt haben, der das Schiff offenbar untüchtig macht, ohne Gefährdung menschlichen Lebens in See zu gehen.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

VON BÜLOW.

Seiner Exzellenz
dem Botschafter der Vereinigten Staaten von
Amerika,
Herrn Frederic M. Sackett.

Navigation ” and the corresponding “ Regulations for the Establishment of Load Lines for Merchant Vessels of 250 Gross Tons or Over When Engaged in a Foreign Voyage by Sea ” of the United States of America, have been examined by both parties and recognized as equivalent, the Government of the Reich agrees to the conclusion of a reciprocal agreement governing the acceptance by each Government of the freeboard regulations of the other, the load-line marks, and the certificates of such marking of merchant vessels, this agreement to be effective beginning to-day until the international convention governing the freeboard of merchant vessels becomes effective in both countries ; provided, that the load-line marks are in accordance with the load-line certificates ; that the hull or superstructure of the vessel certificated has not been so materially altered since the issuance of the certificate as to affect the calculation on which the load line was based ; and that alteration have not been made so that the

- (1) Protection of openings,
- (2) Guard rails,
- (3) Freeing ports,
- (4) Means of access to crew's quarters,

have made the vessel manifestly unfit to put to sea without danger to human life.

I take this opportunity to express to you, Mr. Ambassador, my highest consideration.

VON BÜLOW.

His Excellency
The Ambassador of the United States
of America,
Mr. Frederic M. Sackett.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2957. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE LIGNE DE FLOTTAISON DES NAVIRES. BERLIN, LES 11 SEPTEMBRE ET 16 DÉCEMBRE 1931.

I.

AMBASSADE
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N^o 585.

BERLIN, le 11 septembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à notre correspondance antérieure et en particulier à la note verbale n^o S 845/31 du Ministère des Affaires étrangères en date du 4 mars 1931, faisant connaître que le Gouvernement allemand était disposé à accepter le règlement américain intitulé *Regulations for the Establishment of Load Lines for Merchant Vessels of 250 Gross Tons or over when engaged in a Foreign Voyage by Sea* comme ayant les mêmes effets que le règlement allemand analogue, ainsi qu'à conclure un accord de réciprocité, ainsi qu'un accord de réciprocité temporaire déterminant la reconnaissance par chaque gouvernement du règlement de l'autre pays.

Je suis maintenant en mesure de faire connaître à Votre Excellence que les autorités exécutives compétentes du Gouvernement des Etats-Unis, après avoir examiné les règles et tables de franc-bord allemandes communiquées avec la note en question, ont reconnu qu'elles avaient les mêmes effets que le règlement des Etats-Unis sur les lignes de flottaison. Je suis chargé, en outre, de vous faire connaître, en ce qui concerne l'accord de réciprocité concernant la reconnaissance des règlements de chaque pays, accord qui restera applicable en attendant l'entrée en vigueur dans les deux pays, de la Convention internationale relative aux lignes de flottaison, que mon gouvernement tient pour admis que les Gouvernements des Etats-Unis et de l'Allemagne reconnaîtront chacun l'équivalence des marques de lignes de flottaison et des certificats concernant ces marques, pour les navires marchands de l'autre Partie; à condition, toutefois, que les marques de lignes de flottaison concordent avec les certificats de ligne de flottaison, que la coque ou la superstructure des navires auxquels se rapportent ces certificats n'aient pas subi, depuis la délivrance du certificat, de telles modifications que les calculs ayant servi de base à l'établissement de la ligne de flottaison en soient affectés, et qu'il n'ait été effectué aucun changement mettant

1^o Les dispositifs de protection des ouvertures,

2^o Les garde-corps de protection,

3^o Les sabords de dégagement,

4^o Les accès aux postes d'équipage,

dans un état tel que le navire soit manifestement impropre à prendre la mer sans danger pour les personnes qu'il transporte.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

En outre, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement des Etats-Unis considérera que l'accord est entré en vigueur, après avoir reçu de Votre Excellence une note faisant connaître que le Gouvernement allemand partage à cet égard le sentiment de mon gouvernement, tel qu'il est exposé ci-dessus.

Je saisis cette occasion, etc.

Frederic M. SACKETT.

Son Excellence
le D^r Julius Curtius,
Ministre des Affaires étrangères,
Berlin.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BERLIN, le 16 décembre 1931.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à votre lettre n° 585 du 11 septembre dernier, relative à la conclusion d'un accord entre l'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique concernant la reconnaissance réciproque des règles des deux pays en matière de lignes de flottage, j'ai l'honneur de porter ce qui suit à votre connaissance :

Le règlement allemand intitulé *Vorschriften der Seeberufsgenossenschaft über den Freibord der Dampfer und Segelschiffe in der langen und atlantischen Fahrt sowie in der grossen Küstenfahrt* et le règlement correspondant des Etats-Unis intitulé *Regulations for the Establishment of Load Lines for Merchant Vessels of 250 Gross Tons or over when engaged in a Foreign Voyage by Sea* ayant été examinés de part et d'autre et reconnus équivalents, le Gouvernement du Reich déclare consentir à la conclusion d'un accord de réciprocité concernant la reconnaissance des règles de franc bord des deux pays, des marques de lignes de flottage et des certificats relatifs aux marques des navires marchands, accord qui resera applicable à partir de ce jour jusqu'à l'entrée en vigueur, dans les deux pays, de la Convention internationale sur les lignes de flottage, à condition toutefois que les marques de lignes de flottage concordent avec les certificats de lignes de flottage, que la coque ou la superstructure du navire auquel se rapporte le certificat n'aient pas subi, depuis la délivrance du certificat, de telles modifications que les calculs ayant servi de base à l'établissement de la ligne de charge en soient affectés et qu'il n'ait été effectué aucun changement mettant

- 1° Les dispositifs de protection des ouvertures,
- 2° Les garde-corps de protection,
- 3° Les sabords de dégagement,
- 4° Les accès aux postes d'équipage,

dans un état tel que le navire soit manifestement impropre à prendre la mer sans danger pour les personnes qu'il transporte.

Je saisis cette occasion, etc.

VON BÜLOW.

Son Excellence
M. Frederic M. Sackett,
Ambassadeur des Etats-Unis
d'Amérique.

N° 2958.

LITHUANIE ET PORTUGAL

Convention commerciale. Signée à
Paris, le 12 avril 1932.

LITHUANIA AND PORTUGAL

Commercial Convention. Signed at
Paris, April 12, 1932.

N^o 2958. — CONVENTION¹ COMMERCIALE ENTRE LA LITHUANIE
ET LE PORTUGAL. SIGNÉE A PARIS, LE 12 AVRIL 1932.

Texte officiel français communiqué par le chef de la Chancellerie portugaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 mai 1932.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PORTUGAL et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, désireux de favoriser le développement des relations commerciales entre leurs pays, ont décidé de conclure une convention commerciale et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PORTUGAL :

S. E. M. le commandant Armando DA GAMA OCHOA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; et

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

S. E. M. Petras KLIMAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Lithuanie auprès du Gouvernement de la République de Portugal ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires du Portugal et des îles portugaises adjacentes jouiront, à leur importation en Lithuanie, du traitement de la nation la plus favorisée tant en ce qui concerne les droits douaniers d'importation qu'au point de vue des taxes intérieures et des facilités de toute nature qui sont ou seront accordées à une Puissance tierce quelconque. Le même traitement sera appliqué par la République de Lithuanie aux produits originaires des colonies portugaises, soit importés directement de ces colonies, soit réexportés de la métropole.

Pour l'application du traitement ci-dessus stipulé, le Portugal ne pourra pas se prévaloir des conventions ou accords que la Lithuanie a ou aura conclus avec des États baltes.

Article 2.

Les produits naturels ou fabriqués originaires de la Lithuanie jouiront, à leur importation au Portugal et aux îles portugaises adjacentes, ainsi qu'aux colonies portugaises, du traitement de la nation la plus favorisée tant en ce qui concerne les droits de douane à l'importation qu'au point de vue des taxes intérieures et des facilités de toute nature qui sont ou seront accordés à une Puissance tierce quelconque.

Pour l'application de ce traitement, la Lithuanie ne pourra pas se prévaloir des conventions que le Portugal a ou aura conclues avec l'Espagne et le Brésil.

¹ Entrée en vigueur le 27 avril 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2958. — COMMERCIAL CONVENTION² BETWEEN LITHUANIA AND PORTUGAL. SIGNED AT PARIS, APRIL 12, 1932.

French official text communicated by the Head of the Portuguese Office accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place May 7, 1932.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA, desirous of promoting the development of commercial relations between their countries, have decided to conclude a Commercial Convention and have named as their Plenipotentiaries for that purpose :

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL :

H. E. Major Armando DA GAMA OCHOA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ; and

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

H. E. Monsieur Petras KLIMAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Lithuania to the Government of the Republic of Portugal :

Who, having communicated their respective credentials, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Natural or manufactured products originating in Portugal and the adjacent Portuguese Islands, shall, when imported into Lithuania, enjoy most-favoured-nation treatment both in respect of Customs import duties and in respect of internal taxes and facilities of any kind which are or may hereafter be granted to any third Power. The same treatment shall be applied by the Republic of Lithuania to products originating in Portuguese colonies, whether they are imported direct from the said colonies or re-exported from the mother country.

For the purposes of applying the treatment laid down above, Portugal shall not be entitled to make any claim under conventions or agreements which Lithuania has concluded or may hereafter conclude with any of the Baltic States.

Article 2.

Natural or manufactured products originating in Lithuania shall, when imported into Portugal and the adjacent Portuguese Islands, enjoy most-favoured-nation treatment both in respect of Customs import duties and in respect of internal taxes and facilities of any kind which are or may hereafter be granted to any third Power.

For the purposes of applying this treatment, Lithuania shall not be entitled to make any claim under conventions or agreements which Portugal has concluded or may hereafter conclude with Spain or Brazil.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force April 27, 1932.

Article 3.

Aucune prohibition ou restriction d'importation des produits naturels ou fabriqués originaires de l'un des pays contractants et destinés à l'autre pays contractant ne pourra être maintenue ou édictée, si une telle prohibition ou une telle restriction n'est pas étendue en même temps aux produits naturels ou fabriqués similaires d'un pays tiers quelconque.

Pendant la durée de la présente convention, la République de Lithuanie autorisera, sous condition de l'observation de la législation intérieure relative aux droits de douane et autres, l'importation de tous les vins portugais titrant 21 degrés au plus, ainsi que leur libre circulation et leur vente sur son territoire.

Article 4.

La Lithuanie reconnaît les appellations « Pôrto » (Port, Oporto, Portwine, Portwein et les combinaisons des noms similaires), « Madeira » (Madère, Madeirawine, Madeirawein et les combinaisons des noms similaires), « Moscatel de Setúbal » et « Carcavelos » comme des marques d'origine appartenant exclusivement aux vins produits au Portugal dans la région de Douro et l'île de Madeira, dans les régions de Setúbal et de Carcavelos et s'engage à n'autoriser l'importation des vins avec lesdites marques que si leur origine des régions susindiquées est constatée par un certificat d'origine délivré par un organe portugais habilité à cet effet et s'ils sont exportés des ports de Pôrto, de Funchal et de Lisbonne. Ces dispositions s'appliquent également dans des cas où la mention de ces marques est suivie ou précédée de l'indication du lieu d'origine vrai ou des mots « types », « genre », « façon » ou d'autres expressions similaires.

La Lithuanie s'engage, soit par voie de saisie, soit en appliquant d'autres sanctions, à empêcher l'importation, l'entreposage, l'exportation, les manipulations, la circulation, la vente ou l'exposition pour vente des vins portant des marques « Pôrto », « Madeira », « Moscatel de Setúbal » et « Carcavelos », qui ne sont pas originaires de ces régions. Tant la saisie des produits incriminés que toutes autres sanctions seront appliquées soit à la diligence de l'administration compétente, soit à la demande du pays, de la personne, de la société ou du syndicat intéressés.

Article 5.

Pendant la durée de validité de la présente convention, les Gouvernements portugais et lithuanien se concéderont réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en matière de navigation maritime.

Article 6.

La présente convention sera ratifiée conformément aux législations respectives des deux pays. Elle entrera en vigueur trente jours après la notification à Lisbonne de sa ratification par le Gouvernement lithuanien et sera valable pendant un an à compter du jour de son entrée en vigueur. Toutefois, les deux gouvernements sont d'accord de la mettre en application provisoire le quinzième jour de la date de la signature. Si elle n'est pas dénoncée par l'une des Parties contractantes trois mois avant l'expiration de sa validité, elle sera prorogée par tacite reconduction et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du jour où l'un ou l'autre des deux gouvernements en aura notifié la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 12 avril 1932.

(Signé) Armando DA GAMÁ OCHOA.

(Signé) P. KLIMAS.

Article 3.

No import prohibition or restriction on natural or manufactured products originating in one of the contracting countries and consigned to the other contracting country shall be maintained or decreed, unless such prohibition or restriction is extended at the same time to similar natural or manufactured products of any other country.

For the duration of the present Convention the Republic of Lithuania shall, on condition that the internal law concerning Customs and other duties be observed, authorise the import of all Portuguese wines, the alcoholic content of which is not more than 21 degrees, and shall allow them to be transported free and sold in its territory.

Article 4.

Lithuania recognises the appellations " Porto " (Port, Oporto, Portwine, Portwein and similar combinations of names), " Madeira " (Madère, Madeirawine, Madeirawein and similar combinations of names), " Moscatel de Setúbal " and " Carcavelos " as marks of origin belonging exclusively to wines produced in Portugal in the region of the Douro and in the Island of Madeira and in the districts of Setúbal and Carcavelos respectively, and undertakes not to allow import of wines bearing the said names, unless the fact that they originated in the above-mentioned regions is proved by a certificate of origin issued by a Portuguese authority authorised for the purpose, and unless they are exported from the Ports of Oporto, Funchal or Lisbon. These provisions shall also apply in cases where the mention of the said brands is followed or preceded by an indication of the real place of origin or by the words " type ", " kind ", " manner " or other similar expressions.

Lithuania undertakes to prevent, either by seizures or by the application of other penalties, the import, warehousing, export, manipulation, circulation, sale or putting up for sale of wines described as " Porto ", " Madeira ", " Moscatel de Setúbal " or " Carcavelos " which have not originated in those regions. Seizure of the products against which a complaint has been made or any other penalties shall be applied either as part of the activities of the competent administration or on application from the country, person, company or syndicate concerned.

Article 5.

For the duration of the present Convention the Portuguese and Lithuanian Governments shall grant each other most-favoured-nation treatment in respect of maritime navigation.

Article 6.

The present Convention shall be ratified in accordance with the respective legislative provisions of the two countries. It shall come into force thirty days after the notification to Lisbon of the ratification of the Lithuanian Government and shall be valid for one year as from the date of its coming into force. Nevertheless, the two Governments agree to put it into force provisionally on the fifteenth day after the date of its signature. If it is not denounced by one of the Contracting Parties three months before it has ceased to be valid, it shall be extended by tacit consent, and shall remain in force until the expiry of a period of three months from the date on which one or other of the two Governments has notified its denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Paris, in duplicate, April 12, 1932.

(Signed) Armando DA GAMA OCHOA.

(Signed) P. KLIMAS.

N° 2959.

AUTRICHE ET BELGIQUE

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale, visant spécialement le Congo belge et les territoires du Ruanda-Urundi. Signée à Vienne, le 26 janvier 1932.

AUSTRIA AND BELGIUM

Convention relating to Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters as regards the Belgian Congo and the Territories of Ruanda-Urundi. Signed at Vienna, January 26, 1932.

N^o 2959. — CONVENTION¹ D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE, ENTRE L'AUTRICHE ET LA BELGIQUE, VISANT SPÉCIALEMENT LE CONGO BELGE ET LES TERRITOIRES DU RUANDA-URUNDI. SIGNÉE A VIENNE, LE 26 JANVIER 1932.

Texte officiel français communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 mai 1932.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, ayant jugé utile de conclure, en ce qui concerne le Congo Belge et les territoires du Ruanda-Urundi, au sujet desquels la Belgique exerce un mandat au nom de la Société des Nations, une convention pour l'extradition des malfaiteurs et pour l'aide judiciaire en matière pénale, ont nommé plénipotentiaires à cet effet :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le Docteur Johann SCHÖBER, vice-chancelier et ministre fédéral des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence M. LEGHAI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la République d'Autriche ;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Gouvernements des Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur la demande que l'un d'eux adressera à l'autre, à la seule exception de leurs nationaux, les individus poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de l'une des Parties contractantes pour un des actes punissables mentionnés à l'article 2 ci-après, et qui se trouveront sur le territoire de l'autre partie.

Par nationaux belges, il faut entendre les citoyens belges et les ressortissants du Congo Belge. Sont assimilés aux nationaux belges, les ressortissants du Ruanda-Urundi.

L'extradition n'aura lieu que pour une action punissable, commise hors du territoire de l'Etat auquel l'extradition est demandée et qui, d'après la législation de l'Etat requérant et l'Etat requis, peut entraîner une peine d'un an d'emprisonnement ou une peine plus grave.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 4 avril 1932.
Entrée en vigueur le 10 mai 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2959. — CONVENTION² BETWEEN AUSTRIA AND BELGIUM RELATING TO EXTRADITION AND LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS AS REGARDS THE BELGIAN CONGO AND THE TERRITORIES OF RUANDA-URUNDI. SIGNED AT VIENNA, JANUARY 26, 1932.

French official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic and the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place May 10, 1932.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, having deemed it desirable, as regards the Belgian Congo and the territories of Ruanda-Urundi over which Belgium holds a mandate on behalf of the League of Nations, to conclude a Convention for the extradition of criminals and for judicial assistance in criminal matters, have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Johann SCHÖBER, Vice-Chancellor and Federal Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency M. LEGHAI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Austrian Republic ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The Governments of the High Contracting Parties undertake to deliver up to each other, on a request made by either to the other, such persons other than their own nationals as are being prosecuted for, or have been convicted by, the judicial authorities of either of the Contracting Parties, of one of the punishable offences specified in Article 2 hereunder, who are found in the territory of the other Party.

The term " Belgian nationals " shall be taken to mean Belgian citizens and nationals of the Belgian Congo. Nationals of Ruanda-Urundi shall be assimilated to Belgian nationals.

Extradition may only be granted for a punishable offence committed outside the territory of the State applied to, which under the laws of the applicant country and the country applied to may involve a sentence of one year's imprisonment or one of greater severity.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, April 4, 1932. Came into force May 10, 1932.

Lorsque l'action punissable motivant la demande d'extradition aura été commise hors du territoire de l'Etat requérant, il pourra être donné suite à cette demande, si la législation du pays requis et celle du pays requérant autorisent la poursuite d'actes de ce genre, même quand ils ont été commis à l'étranger.

Article 2.

Les actions punissables à raison desquelles l'extradition sera accordée sont les suivantes :

- 1° L'homicide volontaire, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement.
- 2° Les menaces d'attentat contre les personnes et les propriétés, si les menaces ont été faites avec ordre ou sous condition et si elles donnent lieu à extradition d'après la législation des Hautes Parties contractantes.
- 3° Les coups portés et les blessures faites volontairement quand il en est résulté une maladie paraissant incurable ou une incapacité permanente de travail personnel, la perte ou la privation de l'usage absolu d'un membre ou d'un organe, une mutilation grave, ou la mort sans intention de la donner.
- 4° L'avortement.
- 5° L'administration volontaire et coupable, même sans intention de donner la mort, de poison ou d'autres substances pouvant la donner ou altérer gravement la santé.
- 6° L'enlèvement, le recel, la suppression, la substitution ou la supposition d'enfant.
- 7° L'exposition ou le délaissement d'enfant.
- 8° L'enlèvement de mineurs.
- 9° Le viol.
- 10° L'attentat à la pudeur avec violence.
- 11° L'attentat à la pudeur commis même sans violence, pourvu que par rapport au sexe et à l'âge de la personne qui en a été l'objet et aux autres circonstances particulières au cas, un pareil attentat donne lieu à extradition d'après la législation des Hautes Parties contractantes.
- 12° L'attentat aux mœurs, en excitant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe, lorsque celui qui se rend coupable de cet attentat est le père ou la mère, le tuteur ou l'instituteur de la personne débauchée.
- 13° Les attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
- 14° La bigamie.
- 15° La contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés ; l'émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés, le faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques et l'usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés.
- 16° La fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite et altérée.
- 17° La contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques ; l'usage de sceaux, timbres, poinçons et marques, contrefaits ou falsifiés, ainsi que l'usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques.
- 18° Le faux témoignage en justice, la fausse déclaration de la part d'experts ou d'interprètes, la subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes.
- 19° Le faux serment.
- 20° Le détournement et la concussion de la part de fonctionnaires publics.

When the punishable offence giving rise to the request for extradition has been committed outside the territory of the applicant country, the request may be granted, provided that the law of the country applied to permit the prosecution of such offences even when committed abroad

Article 2.

The punishable offences for which extradition will be granted are as follows :

- (1) Wilful homicide, assassination, parricide, infanticide, poisoning ;
- (2) Threats to attack persons and property, if such threats are uttered in combination with an order or a condition and are extraditable under the laws of the High Contracting Parties ;
- (3) Deliberate assault or wounding causing an apparently incurable disease or permanent incapacity for work, loss or deprivation of the free use of a member or an organ, serious mutilation or unintended death ;
- (4) Abortion ;
- (5) The deliberate and culpable administering of poison or other substances capable of causing death or of seriously injuring health, even without intent to cause death ;
- (6) The abduction, receiving, removal, replacement or substitution of a child ;
- (7) The exposing or abandoning of a child ;
- (8) The abduction of minors ;
- (9) Rape ;
- (10) Indecent assault with violence ;
- (11) Indecent assault even though without violence, provided that in respect of the sex and age of the person assaulted and of the other circumstances peculiar to the case, such an assault is an extraditable offence under the laws of the High Contracting Parties ;
- (12) Offences committed against morals by encouraging, in order to gratify the passions of another, the debauching or corruption of minors of either sex, when the person guilty of such an offence is the father or mother, guardian or tutor of the person debauched ;
- (13) Offences committed by private persons against the liberty of the individual and the inviolability of the domicile ;
- (14) Bigamy ;
- (15) The counterfeiting or falsification of public bonds or banknotes or public or private securities ; the issuing or putting into circulation of such counterfeit or forged bonds, banknotes or securities ; falsification of documents, of telegrams and the use of such counterfeit, forged or falsified telegrams, bonds, notes or securities ;
- (16) Counterfeiting, including the counterfeiting and altering of currency, the uttering and putting into circulation of counterfeit and altered currency.
- (17) The counterfeiting or falsification of seals, dies, stamps and marks ; the use of such counterfeit or forged seals, dies, stamps and marks ; the improper use of genuine seals, dies, stamps and marks.
- (18) Perjury and false statements by experts or interpreters, the subornation of witnesses, experts or interpreters.
- (19) False swearing.
- (20) Malversation and embezzlement by public officials.

- 21° La corruption de fonctionnaires publics ou d'arbitres.
- 22° L'incendie.
- 23° Le vol avec violence (rapine), le vol sans violence.
- 24° L'extorsion.
- 25° L'escroquerie et les tromperies.
- 26° Les soustractions frauduleuses, les détournements et l'abus de confiance.
- 27° La banqueroute frauduleuse et les fraudes commises dans les faillites.
- 28° Les actes attentatoires à la sécurité de la circulation sur les chemins de fer.
- 29° La destruction totale ou partielle de constructions, de chemins de fer ou d'appareils télégraphiques.
- 30° La destruction ou la dégradation de tombeaux, de monuments et d'objets d'art ; la destruction ou dégradation de livres et de registres publics ou de documents et d'autres objets destinés à l'utilité publique.
- 31° Les destructions, détériorations ou dégâts de denrées ou autres propriétés mobilières.
- 32° La destruction ou dévastation de récoltes, plantes, arbres ou greffes.
- 33° La destruction d'instruments d'agriculture, la destruction ou l'empoisonnement de bestiaux ou autres animaux.
- 34° Les actes volontaires et coupables, dont aura résulté la perte, l'échouement, la destruction ou la dégradation de bâtiments de mer ou autres navires.
- 35° Le recèlement des objets obtenus à l'aide d'un vol, d'une soustraction frauduleuse, d'un détournement, d'un vol avec violence (rapine), ou d'une extorsion.

Sont compris dans les qualifications précédentes les tentatives ainsi que les faits de complicité et de participation lorsqu'ils sont prévus par la législation des Hautes Parties contractantes.

Article 3.

Il est expressément stipulé que l'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra dans aucun cas être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition ni pour aucun fait connexe à un semblable délit, à moins qu'après avoir été acquitté ou absous, ou, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou en avoir obtenu la remise, il n'ait eu, pendant un mois, la faculté de quitter le pays ou n'y soit retourné par la suite.

Article 4.

La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Article 5.

L'extradition sera accordée sur la production de l'original ou d'une expédition authentique soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit du mandat d'arrêt émané d'une autorité judiciaire ou de tout autre acte ayant la même force que ce mandat.

Ces actes devront être délivrés dans les formes prescrites dans le pays requérant et contiendront la désignation de l'action punissable et de la peine dont elle est passible.

Les pièces seront autant que possible accompagnées du signalement de l'individu réclamé et, s'il y a lieu, d'autres données pouvant servir à vérifier son identité.

- (21) Bribery of public officials or arbitrators.
- (22) Arson.
- (23) Robbery with violence and theft.
- (24) Extortion.
- (25) Swindling and fraud.
- (26) Fraudulent conversion, embezzlement and breach of trust.
- (27) Fraudulent bankruptcy and fraud committed in bankruptcy.
- (28) Wilful interference with the safety of railway traffic.
- (29) Total or partial destruction of buildings, railways or telegraphic apparatus.

(30) The destruction or defacement of tombs, monuments and works of art ; the destruction or defacement of public books and registers or of documents and other articles of public utility.

(31) The destruction of, injury or damage, to goods or other movable property.

(32) The destruction or devastation of crops, plants, trees or shoots.

(33) The destruction of agricultural implements, the destruction or poisoning of cattle or other animals.

(34) Deliberate and culpable offences resulting in the loss, stranding, destruction or damage of seagoing or other vessels.

(35) The receiving of articles obtained by means of theft, fraudulent conversion, embezzlement, robbery with violence or extortion.

The foregoing classes of punishable offences shall include attempts to commit, and complicity or sharing in, such offences, when punishable under the laws of the High Contracting Parties.

Article 3.

It is expressly stipulated that an alien whose extradition has been granted may not in any case be proceeded against or punished for any political offence committed prior to his extradition, nor for any act connected with such an offence, unless after having been acquitted or discharged or, if convicted, after having served his sentence or secured its remission, he has for a period of one month had an opportunity of leaving the country or has subsequently returned thereto.

Article 4.

A request for extradition must always be made through the diplomatic channel.

Article 5.

Extradition shall be accorded on production, either in the original or in a certified copy, of the judgment or of the sentence or of the warrant of arrest issued by a judicial authority or of any other document having the same validity as such warrant.

These documents shall be issued in the forms prescribed in the applicant country and shall specify the nature of the offence and of the punishment therefor.

The documents shall, whenever possible, be accompanied by a description of the person claimed and, if necessary, by other particulars calculated to establish his identity.

Dans le cas où il y aura doute sur la question de savoir si l'infraction, objet de la poursuite rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications seront demandées et, après examen, le gouvernement à qui l'extradition est réclamée statuera sur la suite à donner à la demande.

Article 6.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire d'un individu poursuivi pour l'un des faits prévus dans l'article 2 de la présente convention devra être effectuée sur avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au Ministère des Affaires étrangères de Belgique, si, l'inculpé s'est réfugié au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi — et à la Chancellerie fédérale, Département des Affaires étrangères de la République d'Autriche à Vienne si l'inculpé s'est réfugié en Autriche.

Cette arrestation sera facultative, si la demande, émanant d'un tribunal ou d'une autorité administrative de l'une des Parties contractantes, est directement parvenue à une autorité judiciaire ou administrative de l'autre.

Il sera statué sur cette demande suivant les lois du pays aux autorités duquel l'extradition aura été demandée.

Article 7.

L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article précédent, sera mis en liberté si, dans le délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, il ne reçoit communication de l'un des documents mentionnés dans l'article 5 et transmis par la voie diplomatique.

Article 8.

Les objets volés ou saisis en la possession de l'inculpé, les instruments et autres objets ayant servi à commettre l'acte punissable, ainsi que toute autre pièce de conviction, seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis à la Puissance réclameuse en même temps que l'individu réclamé. Cette remise aura lieu même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait être effectuée par suite de la mort ou de la fuite du coupable.

Elle comprendra aussi tous les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays accordant l'extradition et qui seraient découverts ultérieurement.

Sont réservés toutefois les droits que des tiers auraient acquis sur les objets en question lesquels devront être rendus aux ayants droit, sans frais, après la conclusion du procès.

Article 9.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans l'Etat requis pour une infraction autre que celle qui a motivé la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient terminées, et, en cas de condamnation, jusqu'à ce qu'il ait subi la peine ou que celle-ci lui ait été remise.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à ces particuliers, à faire valoir leurs droits devant l'autorité compétente.

Article 10.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ni puni dans le pays auquel l'extradition a été accordée, ni extradé à un pays tiers pour un fait quelconque antérieur à l'extradition et non prévu

Should there be any doubt as to whether the offence for which extradition is requested comes under the provisions of the present Convention, explanations shall be requested and, when these have been considered, the Government applied to shall decide whether the application shall be granted.

Article 6.

In urgent cases the provisional arrest of an individual prosecuted for one of the offences referred to in Article 2 of the present Convention shall be effected on notification by post or telegraph of the existence of a warrant of arrest, provided always that such notification is duly made through the diplomatic channel to the Belgian Minister for Foreign Affairs, if the accused has taken refuge in the Belgian Congo or in Ruanda-Urundi and to the Federal Chancellery, Department of Foreign Affairs of the Austrian Republic, at Vienna, if the accused has taken refuge in Austria.

This arrest shall be optional if the request issued by a Court or administrative authority of one of the Contracting Parties has been made direct to a judicial or administrative authority of the other Party.

The decision taken on this request shall be pronounced in accordance with the laws of the country whose authorities have been asked to grant extradition.

Article 7.

An alien provisionally arrested under the terms of the preceding Article shall be released if within three months from the day of his arrest he has not received one of the documents mentioned in Article 5 after transmission through the diplomatic channel.

Article 8.

The articles stolen or seized in the accused's possession, the tools and other objects used to commit the offence and any other material evidence shall, if the competent authority so decides, be handed over to the applicant Power along with the person claimed. These articles may be handed over even if the extradition already accorded cannot take place owing to the death or escape of the accused.

Any similar articles which the accused may have concealed or stored in the country granting extradition, and which are subsequently discovered, shall also be handed over.

Nevertheless, the rights which third parties may have acquired over these articles shall be reserved and such articles shall be returned to their titular owners free of charge after the trial is over.

Article 9.

If the person claimed is being proceeded against or has been convicted in the country applied to for an offence other than that for which extradition was requested, the extradition may be deferred until the conclusion of the proceedings and, in the event of a conviction, until he has served the sentence or the latter has been remitted.

Should he be proceeded against or detained in the same country by reason of obligations which he has contracted towards private persons, his extradition shall nevertheless take place, but such private persons may present their claims to the competent authority.

Article 10.

The person extradited may not be proceeded against or punished in the country to which extradition has been granted, or extradited to a third country for any offence committed prior

par la présente convention, à moins qu'il n'ait eu, dans l'un et l'autre cas, la liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié, ou qu'il n'y soit retourné par la suite.

Il ne pourra pas non plus être poursuivi ni puni du chef d'un fait prévu par la convention, antérieur à l'extradition, mais autre que celui qui a motivé l'extradition, sans le consentement du gouvernement qui a livré l'extradé et qui pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'article 5 de la présente convention. Le consentement de ce gouvernement sera de même requis pour permettre l'extradition de l'inculpé à un pays tiers. Toutefois ce consentement ne sera pas nécessaire lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine ou lorsqu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire du pays auquel il a été livré.

Article 11.

L'extradition n'aura pas lieu :

1^o Si l'acte punissable à raison duquel l'extradition est demandée a été commis hors des territoires des Hautes Parties contractantes, lorsque cette même demande est faite également par le gouvernement sur le territoire duquel l'infraction a eu lieu.

2^o Si l'individu dont l'extradition est demandée a été déjà poursuivi et mis hors de cause, condamné ou absous dans le pays requis pour l'infraction qui a motivé la demande ou bien si, du chef de cette infraction, il y est encore poursuivi.

3^o Si depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel l'étranger se trouve.

Article 12.

S'il s'agit de transporter par le territoire d'une des Hautes Parties contractantes un individu dont l'extradition aurait été accordée à l'autre Partie contractante par un gouvernement tiers, la première ne s'y opposera pas, à moins que l'individu en question ne lui appartienne par sa nationalité et, bien entendu, à la condition que l'infraction donnant lieu à l'extradition soit comprise dans les articles 1^{er} et 2 de la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 3 et 11.

Pour que le transport d'un criminel conformément au présent article soit accordé, il suffira que la demande en soit faite par la voie diplomatique avec production, en original ou en copie authentique, d'un des actes de procédure mentionnés à l'article 5. Le transit aura lieu, quant à l'escorte, avec le concours d'agents du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Article 13.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, un des gouvernements contractants jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat ou tout autre acte d'instruction, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique et il y sera donné suite, en observant les lois du pays sur le territoire duquel l'audition des témoins ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Toutefois, en cas d'urgence, les autorités judiciaires des deux Etats sont autorisées à adresser directement, au besoin par voie diplomatique, à l'autorité compétente de l'autre Partie, les demandes d'aide judiciaire dont il est question au premier alinéa du présent article. Ces demandes et les pièces relatives à leur exécution seront toujours renvoyées par la voie diplomatique.

to his extradition and not covered by the present Convention, unless he has in both cases been given freedom to leave the above-mentioned country again within one month after sentence and, in case of conviction, after having served his sentence or having been pardoned, or unless he subsequently returns to that country.

He may not, moreover, be proceeded against or punished for an offence committed prior to his extradition and covered by the Convention other than that for which he has been extradited without the consent of the Government which surrendered him, and which, if it thinks fit, may require the production of one of the documents mentioned in Article 5 of the present Convention. The consent of this Government shall similarly be required for the extradition of the accused to a third country. Such consent, however, shall not be necessary if the accused has voluntarily asked to be brought to trial or to serve his sentences or if he has failed within the period above-mentioned to leave the territory of the country to which he was surrendered.

Article 11.

Extradition shall not take place :

(1) If the offence for which extradition is requested was committed outside the territories of the High Contracting Parties and a similar request is also made by the Government on whose territory the offence was committed ;

(2) If the person whose extradition is demanded has already been prosecuted and discharged, sentenced or acquitted in the country applied to for the offence on which the request is based, or if he is still being proceeded against for that offence ;

(3) If, subsequently to the acts alleged, the proceedings or the sentence, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time under the laws of the country where the alien is residing.

Article 12.

If a person whose extradition has been granted to one of the High Contracting Parties by a third Government has to be conveyed across the territory of the other High Contracting Party, the latter shall not raise any objection unless the person in question is one of its nationals, provided always that the offence for which extradition is granted comes under Articles 1 and 2 of the present Convention and not under the provisions of Articles 3 and 11.

To secure agreement for the transport of a criminal in accordance with the present Article, it shall be sufficient for the request to be made through the diplomatic channel and for the original or a certified copy of one of the documents mentioned in Article 5 to be produced. The extradited person shall be escorted during transit by the officials of the country which authorised his passage across its territory.

Article 13.

When in any criminal case of a non-political character one of the Contracting Governments deems it necessary for witnesses domiciled in the other State to be heard or any other judicial enquiry to be held, a letter of request shall be sent for this purpose through the diplomatic channel and effect shall be given thereto, subject to the laws of the country on whose territory the witnesses are to be heard or the judicial enquiry is to take place.

Nevertheless in urgent cases the judicial authorities of both countries are authorised to send direct, by telegraph if necessary, to the competent authority of the other Party the requests for legal assistance referred to in paragraph 1 of this Article. Such requests and the documents relating to their execution shall always be sent back through the diplomatic channel.

Article 14.

En matière pénale non politique, lorsque le gouvernement de l'un des deux Etats jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre Etat, la pièce transmise par la voie diplomatique sera signifiée à personne, d'après les règles en vigueur dans l'Etat requis, par les soins d'un officier compétent et le document constatant la notification sera envoyé par la même voie au gouvernement requérant.

Si la pièce a été transmise en double exemplaire, l'attestation de notification devra se trouver sur l'un des doubles ou y être annexée.

Article 15.

La disposition qui précède ne s'oppose pas à ce que les actes judiciaires dont il s'agit soient adressés par l'autorité requérante au destinataire par la voie de la poste.

Article 16.

Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est jugée nécessaire ou désirable, le gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel se trouve ce dernier l'engagera à se rendre à l'assignation qui lui sera adressée à cet effet de la part des autorités de l'autre Etat.

Les frais de la comparution personnelle d'un témoin seront toujours supportés par l'Etat requérant et l'invitation qui sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique indiquera la somme qui sera allouée au témoin à titre de frais de route et de séjour, ainsi que le montant de l'avance que l'Etat requis pourra, sauf remboursement de l'Etat requérant, faire au témoin sur la somme intégrale.

Cette avance lui sera faite aussitôt qu'il aura déclaré vouloir se rendre à l'assignation.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objets du procès où il figurera comme témoin.

Article 17.

Si, dans une cause pénale non politique, les tribunaux d'un des Etats contractants jugent utile ou nécessaire la communication de pièces de conviction ou de documents qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre Etat, la demande en sera faite par la voie diplomatique.

Le gouvernement requis y donnera suite en tant que des considérations spéciales ne s'y opposent. Le Gouvernement requérant devra aussitôt que possible restituer les pièces.

Article 18.

Les demandes d'aide judiciaire visées dans la présente convention, les pièces y annexées, ainsi que celles constatant la suite qui y aura été donnée, de même que les documents à produire à l'appui des demandes d'extradition ou de transit seront rédigés soit en langue allemande, soit en langue française ou accompagnés d'une traduction dans une de ces langues.

Article 14.

If in a non-political criminal case the Government of either country deems it necessary that notification of a summons or of a judgment should be made to a person residing in the territory of the other State, the document, after being forwarded through the diplomatic channel, shall be served by a competent official on that person in accordance with the provisions in force in the country applied to, and the document certifying that notification has been effected shall be sent through the same channel to the applicant Government.

If the document has been forwarded in duplicate, the confirmation of service shall be endorsed on one of the copies or be annexed thereto.

Article 15.

Nothing in the foregoing provision shall preclude the sending of the judicial documents in question by the applicant authority to the person for whom they are intended by post.

Article 16.

If in a criminal case of a non-political nature the personal attendance of a witness is deemed necessary or expedient, the Government of the country in whose territory the witness resides shall request him to comply with the summons sent to him for this purpose by the authorities of the other State.

The costs entailed by the personal attendance of a witness shall always be borne by the applicant State and the summons sent for this purpose through the diplomatic channel shall specify the amount which will be paid to the witness for travelling and subsistence allowances, as well as the amount of the advance which the State applied to may, subject to repayment by the applicant State, make to the witness on account of the total amount.

This advance shall be paid as soon as the witness has declared his readiness to comply with the summons.

No witness of whatever nationality who, when summoned in one of the two countries, voluntarily attends in the Courts of the other country, may be prosecuted or detained in that country for previous criminal acts or convictions or on the ground of complicity in the acts forming the subject of the case in which he is a witness.

Article 17.

If in a criminal case of a non-political nature the Courts of one of the Contracting States deem it expedient or necessary to obtain articles serving as proof of the crime or documents which are in the hands of the authorities of the other State, application shall be made for them through the diplomatic channel.

The Government applied to shall grant the request unless there are special objections thereto. The applicant Government shall return such articles and documents as soon as possible.

Article 18.

The requests for legal assistance referred to in the present Convention, the documents attached thereto and those attesting the action taken thereon, as well as documents to be furnished in support of requests for extradition or for transit, shall be worded either in German or in French or be accompanied by a translation in one of these languages.

Article 19.

Les deux gouvernements renoncent réciproquement à toute réclamation ayant pour objet le remboursement des frais occasionnés sur leurs territoires respectifs par l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que par la remise des objets indiqués à l'article 8 de la présente convention, par l'exécution des commissions rogatoires, la notification des actes judiciaires, l'envoi ou la restitution des pièces de conviction et des documents.

Les frais du transport et de l'entretien, à travers les territoires intermédiaires, des individus dont l'extradition aura été accordée, demeurent à la charge du gouvernement requérant.

Seront de même à la charge du Gouvernement requérant les frais d'entretien et de transport à travers le territoire de l'autre Puissance contractante, occasionnés par le passage d'un individu dont l'extradition aurait été accordée au Gouvernement requérant par un tiers État.

Les frais du transport par mer d'un individu dont l'extradition ou le transit aura été accordé au gouvernement de l'une des Hautes Parties contractantes seront toujours à la charge du gouvernement requérant.

Article 20.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles le plus tôt possible. Elle sera exécutoire dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties contractantes et demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter du jour où l'une des Parties aura déclaré vouloir en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire à Vienne, le 26 janvier 1932.

(L. S.) SCHÖBER.

(L. S.) R. LEGHAIT.

République d'Autriche.
Département des Affaires étrangères.
Chancellerie fédérale.

Pour copie certifiée conforme :
Vienne, le 6 mai 1932.

F. Gortan.

Article 19.

The two Governments reciprocally waive all claim to the refund of expenses incurred in their respective territories for the extradition of persons indicted, charged or convicted, for the handing over of the articles referred to in Article 8 of the present Convention, or for the execution of letters of request, the notification of judicial acts or the despatch or return of articles serving as proof of an offence and documents.

The costs of the conveyance and maintenance, while crossing intermediate territory, of persons whose extradition has been granted, shall be borne by the applicant Government.

The applicant Government shall similarly defray the costs of maintenance and transport across the territory of the other Contracting Party entailed by the conveyance in transit of a person whose extradition has been granted to the applicant Government by a third country.

The cost of conveyance by sea of a person whose extradition or transit has been granted to the Government of one of the High Contracting Parties shall always be borne by the applicant Government.

Article 20.

The present Convention shall be ratified, and the ratification shall be exchanged as soon as possible at Brussels. It shall come into force ten days after its publication in the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties and shall remain in force until the expiry of the period of one year from the day on which either Party shall give notice to terminate it.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Vienna, January 26, 1932.

(L. S.) SCHOBER.

(L. S.) R. LEGHAIT.

N° 2960.

**UNION SUD-AFRICAINE
ET PORTUGAL**

Echange de notes concernant la frontière entre le territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain et l'Angola, Lisbonne, le 29 avril 1931, et acte final y relatif avec annexes, signé à Kakeri, le 23 septembre 1928.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND PORTUGAL**

Exchange of Notes respecting the Boundary between the Mandated Territory of South West Africa and Angola, Lisbon, April 29, 1931, and Final Act relating thereto with Annexes, signed at Kakeri, September 23, 1928.

No. 2960. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE PORTUGUESE GOVERNMENT RESPECTING THE BOUNDARY BETWEEN THE MANDATED TERRITORY OF SOUTH WEST AFRICA AND ANGOLA. LISBON, APRIL 29, 1931.

Nº 2960. — TROCA DE NOTAS ENTRE O GOVERNO DE SUA MAJESTADE NA UNIÃO DA AFRICA DO SUL E O GOVERNO PORTUGUÉS RELATIVAS A FRONTEIRA ENTRE O TERRITORIO MANDATADO DO SUDOESTE AFRICANO E ANGOLA. LISBOA, 29 DE ABRIL DE 1931.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de l'Union Sud-Africaine. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 mai 1932.

English and Portuguese official texts communicated by the Minister for External Affairs of the Union of South Africa. The registration of this Exchange of Notes took place May 10, 1932.

No. 1.

SIR F. LINDLEY TO COMMANDER F. A. BRANCO.

BRITISH EMBASSY.

LISBON, 29th April, 1931.

M. LE MINISTRE

I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the Union of South Africa have perused the record of the work done by the Members of the Commission appointed by that Government and the Government of the Republic of Portugal under article 4 of the Agreement¹ between the two Governments in relation to the boundary between the Mandated Territory of South-West Africa and Angola, dated Cape Town the 22nd day of June, 1926, as embodied in a document, with Schedule annexed, signed by the Members of the said Commission at Kakeri at Beacon No. 47 of the boundary line between South-West Africa and Angola on the 23rd day of September, 1928, a copy of which is hereunto annexed; and that the Union Government are prepared to accept as correct the demarcation and description of the boundary between the Mandated Territory of South-West Africa and Angola, as recorded therein, and to acknowledge the boundary indicated by the beacons erected as the true boundary between the Mandated Territory and Angola, as also to approve of the arrangement made as to the clearing of the part of the boundary between Beacon No. 28 and Okavango River, and as to the inspection, clearing and maintenance of the boundary line and of the beacons for the future.

¹ Vol. LXX, page 305, de ce recueil.

¹ Vol. LXX, page 305, of this Series.

2. Your Excellency has been so kind as to assure me that the Government of the Republic is equally prepared to accept the boundary as correctly demarcated and to approve of the arrangement mentioned above.

3. If this procedure meets with your Excellency's approval, it will be understood that the present note, together with your Excellency's reply thereto, will serve as a record of the agreement come to between the Union of South Africa and the Republic of Portugal.

I have, etc.

F. O. LINDLEY.

No. 2.

COMMANDER BRANCO TO SIR F. LINDLEY.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LISBOA, 29 de Abril de 1931.

LISBON, April 29, 1931.

SENHOR EMBAIXADOR,

M. L'AMBASSADEUR,

Tenho a honra de acusar a recepção da Nota que V. Ex^a se dignou dirigir-me com a data de hoje comunicando-me :

I have the honour to acknowledge the receipt of the note which your Excellency has addressed to me under to-day's date, informing me—

« que o Governo de Sua Majestade na União da Africa do Sul examinou as actas do trabalho realizado pelos Membros da Comissão nomeada por aquele Governo e pelo Governo da República Portuguesa nos termos do artigo 4º do Acôrdo entre os dois Governos relativo a fronteira entre o Território Mandatado do Sudoeste Africano e Angola, datado de 22 de Junho de 1926, na cidade do Cabo, tal como consta dum documento, com tabela anexa, assinado pelos Membros da referida Comissão em Kakeri no marco 47 da linha da fronteira entre o Sudoeste Africano e Angola no dia 23 de Setembro de 1928, do qual aqui se junta uma cópia ; e que o Governo da União está pronto a aceitar como exacta a demarcação e descrição da fronteira entre o Território Mandatado do Sudoeste Africano e Angola, tal qual dele consta, e a reconhecer a fronteira indicada pelos marcos que foram levantados como a verdadeira fronteira entre o Território Mandatado e Angola ; bem como a aprovar o acôrdo feito relativamente à limpeza da picada de parte da fronteira entre o marco

“ that His Majesty's Government in the Union of South Africa had perused the records of the work done by the Members of the Commission appointed by that Government and the Government of the Portuguese Republic under the terms of article 4 of the Agreement between the two Governments relative to the boundary between the Mandated Territory of South-West Africa and Angola, dated at Cape Town the 22nd June, 1926, as embodied in a document, with schedule annexed, signed by the Members of the said Commission at Kakeri at Beacon No. 47 of the boundary line between South-West Africa and Angola on the 23rd September, 1928, a copy of which is annexed ; and that the Union Government are prepared to accept as correct the demarcation and description of the boundary between the Mandated Territory of South-West Africa and Angola, as recorded therein, and to acknowledge the boundary indicated by the beacons erected as the true boundary between the Mandated Territory and Angola ; as also to approve of the arrange-

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

No. 28 e o rio Okavango e relativo á inspecção, limpeza e manutenção da linha da fronteira e dos marcos para o futuro.

2. O Governo Português tomando bôa nota das declarações de V. Ex^a e concordando com as sugestões apresentadas, aceita que a presente Nota de V. Ex^a a que esta responde sejam consideradas como os instrumentos de ratificação de acôrdo de Kakeri de 23 de Setembro de 1928 e dos seus anexos, tal qual constam dos exemplares impressos em português e inglês, devidamente autenticados, que acompanham as Notas que nesta data tenho a honra de trocar com V. Ex^a.

Aproveito, etc.

Fernando Augusto BRANCO.

ment made as to the clearing of the part of the boundary between Beacon No. 28 and the Okavango River, and as to the inspection, clearing and maintenance of the boundary line and of the beacons in the future."

2. The Portuguese Government, having taken due note of your Excellency's statements and being in agreement with the proposals made, agree that the present note and your Excellency's note to which it is a reply, shall be considered as the instruments of ratification of the Kakeri Agreement of the 23rd September, 1928, and of its annexes, as contained in the duly certified copies, printed in Portuguese and English, which accompany the notes which I have the honour to exchange with your Excellency to-day.

I avail, etc.

Fernando Augusto BRANCO.

No. 3.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

SOUTH-WEST AFRICA—
ANGOLA BOUNDARY DELIMITATION COMMISSION.

FINAL ACT.

KAKERI, 23rd September, 1928.

Whereas Article 4 of the Agreement between the Government of the Union of South Africa and the Government of the Republic of Portugal entered into at Capetown on the 22nd of June, 1926, provided that the boundary between the Mandated Territory of South-West Africa and Angola should in the first favourable season be demarcated by a joint commission appointed by the said Governments ;

And whereas for this purpose THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA appointed

Mr. F. P. Courtney CLARKE, B. A., LL.B.,
Assistant Secretary for South-West Africa,

Mr. A. G. LANDSBERG, Surveyor-General
for South-West Africa, and

MISSÃO DE DELIMITAÇÃO DA FRONTEIRA
ANGOLA-SOUTH WEST AFRICA.

ACTA FINAL.

KAKERI, 23 de Setembro de 1928.

Tendo o artigo quarto do Acôrdo entre o Governo da União Sul Africana e o Governo da República Portuguesa, feito em Cape Town no dia vinte e dois de Junho de mil novecentos e vinte seis, estipulado que a Fronteira entre o Território Mandatado do Sudoeste de Africa e Angola deveria ser demarcada na primeira estação favoravel por uma Comissão Mixta nomeada pelos ditos Governos.

E tendo para este fim o GOVÊRNO DA REPÚBLICA PORTUGUESA nomeado os Senhores :

Camillo LAROCHE SEMEDO, Capitão-Tenente da Armada,

Luis DE MENEZES LIAL, Tenente-Coronel de Engenharia,

Jorge DE CASTILHO, Major de Infantaria,

José Luiz GONÇALVES CANELHAS, Capitão de Infantaria,

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL appointed :

Commander Camillo LAROCHE SEMEDO of the Portuguese Navy,
Lt.-Colonel Luis DE MENEZES LIAL, Military Engineer,
Major Jorge DE CASTILHO, of the Portuguese Army,
Captain José Luis GONÇALVES CANELHAS, of the Portuguese Army,

to be the joint commission provided for in the said Article of the Agreement.

Now therefore, we, the said Commission, do record and declare that :

1. The boundary line between the Mandated Territory of South-West Africa and Angola has been demarcated by chords joining forty-seven main beacons erected at places selected by the Commission after the necessary observations and calculations.

These beacons are constructed of cement concrete and numbered 1 to 47, being truncated pyramids each 65 centimetres wide at the base, 25 centimetres wide at the top, and 1 metre 20 centimetres in height, erected on concrete platforms 1 square metre and approximately 30 centimetres in depth sunk level with the surface. The centre of each beacon is marked by an iron tube of 1 ½ inches diameter let into the base on which the beacon stands and its top just flush with the top of the beacon. On the northern face of each beacon is engraved "Angola," and on the southern face "S.W.A.," and on the western face the number of the beacon.

The sites of the beacons, accurate distances between them and the geographical co-ordinates are described in the schedule hereto annexed. The first beacon is placed on the left bank of the Kunene River at the Oruahakana falls at the spot where the beacon was placed by the Commission appointed by the British and Portuguese Governments in 1920, and the last beacon is placed on the right bank of the Okavango River at a place known as Kakeri (Longitude E.18.25.06.2) approximately 36.8 kilometres north-north-west of Kuring Kuru.

The demarcation of this boundary line was corrected by means of astronomical observations at distances of not more than 50 kilometres apart and the beacons erected at dis-

e o GOVÊRNO DA UNIÃO SUL AFRICANA nomeado os Senhores :

F. P. Courtney CLARKE, B. A., LL.B., Sub-Secretario do Govêrno do Território Mandatado do Sudoeste de Africa,
A. G. LANDSBERG, Chefe da Repartição de Agrimensura do Território Mandatado do Sudoeste de Africa,

para constituirem a Comissão Mixta prevista no referido artigo do Acôrdo.

Vem a referida Comissão declarar e deixar registado que :

1. A linha da fronteira entre o Território Mandatado do Sudoeste de Africa e Angola fica definida pelas linhas rectas unindo os quarenta e sete marcos principais construidos em lugares escolhidos pela Comissão, depois de feitas as observações e cálculos necessários.

Estes marcos são feitos com betom de cimento e numerados de um a quarenta e sete, tendo a forma de pirâmides truncadas, com sessenta e cinco centimetros na base, vinte e cinco centimetros no topo e um metro e vinte centimetros de altura, estando assentes em alicerces de um metro quadrado de superficie e aproximadamente trinta centimetros de profundidade e ao nivel do terreno.

O centro de cada marco está marcado por um tubo de ferro de polegada e meia de diametro, enterrado na base sobre a qual o marco assenta e o seu topo fica ao nivel da face superior do marco.

Na face norte de cada marco está gravado « Angola » na face sul « S.W.A. » e na de oeste o número do marco.

Os sitios dos marcos, distâncias correctas entre eles e as suas coordenadas geográficas vão mencionadas no documento junto (No. 1).

O primeiro marco está situado na margem esquerda do Rio Canene junto á catarata Ruacaná, no lugar onde estava colocado o marco feito pela Comissão nomeada pelos Govêrnos Português e Britânico em 1920, e o último marco fica situado na margem direita do Rio Cubango, numa região conhecida por Kakeri (longitude E. G. 18° 25' 06", 2), a cerca de 36.8 kilometros ao N.N.W. de Kuring Kuru.

A demarcação desta linha de fronteira foi corrigida por meio de observações astronómicas feitas a distancias inferiores a cinquenta kilometros e os marcos construidos a distancias

tances of not more than 10 kilometres apart. The boundary line has been thoroughly cleared of all bush and trees for a width of 10 metres up to beacon 28 and thereafter to a width of 4 metres to beacon 47, and all things necessary to a proper delimitation of the boundary line in terms of the Agreement of the 22nd of June, 1926, aforesaid have been fully and properly carried out except for the clearing work referred to in the next article.

2. The Commission agree that the clearing of that portion of the line between beacon 28 and the Okavango River will be undertaken by the officers of the Administration of South-West Africa in the next rainy season as arranged between the chiefs of the respective delegations on the 28th of June, 1928, and thereafter the clearing of this part of the boundary line will be effected in the same way as the rest of the line.

3. The Commission agree that the boundary line shall be regularly cleared every year by officers deputed by the Administration of the Mandated Territory of South-West Africa on the one hand and the Government of Angola on the other hand, and kept clear of all bush, trees and stumps and other obstacles, and thereafter no wagons or vehicles, except motor cars or motor trucks shall be allowed to travel thereon. The boundary line shall be regularly inspected every year in the month of June by representatives deputed thereto by the two Governments. The Administration of the Mandated Territory of South-West Africa will be responsible for the portions of the boundary line situated between beacons numbers 1 and 2, 3 and 4, 5 and 6, 7 and 8, 9 and 10, 11 and 12, 13 and 14, 15 and 16, 17 and 18, 19 and 20, 21 and 22, 23 and 24, 30 and 35, 40 and 47, and the Government of Angola for the portions of the boundary line situated between beacons numbers 2 and 3, 4 and 5, 6 and 7, 8 and 9, 10 and 11, 12 and 13, 14 and 15, 16 and 17, 18 and 19, 20 and 21, 22 and 23, 24 and 25, 25 and 30, 35 and 40.

4. The Commission agree that from and after the date of the signing of this document

nunca superiores a dez kilometros. A linha de fronteira foi completamente limpa de mato e arvores numa largura de dez metros até ao marco vinte e oito e a partir deste numa largura de quatro metros até ao marco quarenta e sete e todos os trabalhos necessarios para a perfeita demarcação da linha de fronteira, nos termos do referido Acôrda de vinte e dois de Junho de 1926, foram inteira e correctamente executados, com excepção do trabalho de limpeza referido no artigo seguinte.

2. A Comissão acorda em que a limpeza de picada, na parte da linha entre o marco vinte e oito e o Rio Cubango deverá ser levada a efeito pelos funcionários da administração do Território Mandatado do Sudoeste de Africa na proximo estação das chuvas, como foi combinado entre os Chefes das respectivas Delegações em vinte e oito de Junho de mil novecentos e vinte oito, e que de futuro a limpeza desta parte da fronteira será efectuado do mesmo modo que no recto da linha.

3. A Comissão acorda em que a linha da fronteira deverá ser com regularidade limpa todos os anos por funcionários delegados da administração do Território Mandatado do Sudoeste de Africa por um lado e do Govêrno de Angola por outro e conservada limpa de mato, arvores, tocos e outros obstáculos, e que de futuro nem a carros de bois nem a outros veiculos, com excepção de automoveis e camions, será permitido transitar por ela. A linha de fronteira deve ser regularmente inspecionada todos os anos no mês de Junho por funcionários nomeados para esse fim pelos dois Govêrnos. A administração do Território Mandatado do Sudoeste de Africa será responsavel pelas secções da linha de fronteira que ficam entre os marcos um e dois, trez e quatro, cinco e seis, sete e oito, nove e dez, onze e doze, treze e quatorze, quinze e dezaseis, dezasete e dezoito, dezanove e vinte, vinte e um e vinte e dois, vinte e trez e vinte e quatro, trinta e trinta e cinco, quarenta e quarenta e sete, e o Govêrno de Angola pelas secções da linha de fronteira entre os marcos numeros dois e trez, quatro e cinco, seis e sete, oito e nove, dez e onze, doze e treze, quatorze e quinze, dezaseis e dezasete, dezoito e dezanove, vinte e vinte e um, vinte e dois e vinte e trez, vinte e quatro e vinte e cinco, vinte e cinco e trinta, trinta e cinco e quarenta.

4. A Comissão acorda em que a partir da data da assinatura deste documento a Zona

the neutral zone agreed upon by the German and Portuguese Governments and recognised by the Governments of the Union of South Africa and Portugal shall cease to exist, and all the territory falling to the north of the boundary line as described herein and in the schedule hereunto annexed shall be regarded as falling into Angola, and all the territory lying to the south of the said boundary line shall be regarded as falling in the Mandated Territory of South-West Africa.

5. In signing this document the Union delegates reserve the right to further discuss the matter raised in the letter dated the 25th of July, 1927, addressed to Col. Roma Machado, chief of the Portuguese delegation in regard to a right of access to the Kunene River above the Oruahakana falls for the purpose of obtaining drinking water for the inhabitants of Ovamboland living in the neighbourhood of the falls and for watering their cattle.

6. The Commission wish to record the friendly relations which have existed between the officers of the two delegations during the whole of the period of the delimitation of the border.

Signed at Kakeri at beacon 47 on the boundary line between South-West Africa and Angola this twenty-third day of September in the year One thousand Nine hundred and Twenty-eight.

For the Government of the Union of South Africa :

F. W. J. LE ROEX. F. P. COURTNEY CLARKE.
W. B. VOLKMANN. A. G. LANDSBERG.

For the Government of the Republic of Portugal :

Camillo LAROCHE SEMEDO.
Luis DE MENEZES LIAL.
Jorge DE CASTILHO.
José Luis GONÇALVES CANELHAS.

Neutra, estabelecida por acôrdo entre os Governos Alemão e Português e reconhecida pelos Governos da União da Africa do Sul e de Portugal, deixa de existir e que todo o território que fica ao norte de linha de fronteira aqui discrita e no documento anexo deverá ser considerado como fazendo parte de Angola et que todo o território que fica ao sul da referida linha de fronteira deverá ser considerado como fazendo parte do Território Mandatado do Sudoeste de Africa.

5. Ao assinar este documento os Delegados da União reservam se o direito de discutir mais tarde o assunto tratado na carta datada de vinte e cinco de Junho de mil novecentos, e vinte sete, dirigida ao Coronel Roma Machado, Chefe da Delegação Portuguesa, respeitante ao direito de acesso ao Rio Cunene acima da catarata do Ruacaná, com o fim de obter agua para os habitantes da Ovambolandia vivendo na visinhança da catarata e para o gado destes.

6. A Comissão deseja registar as relações amistosas que existiram entre os membros das duas Delegações durante todo o periodo da delimitação da fronteira.

Assinado em Kakeri no marco quarenta e sete da linha da fronteira Angola-S.W. Africa aos vinte e trez dias do mês de Setembro do ano de mil novecentos e vinte e oito.

Pelo Govêrno da Republica Portuguesa :

Camillo LAROCHE SEMEDO.
Luis DE MENEZES LIAL.
Jorge DE CASTILHO.
José Luis GONÇALVES CANELHAS.

Pelo Govêrno da União Sul Africana :

F. W. J. LE ROEX. F. P. COURTNEY CLARKE.
W. B. VOLKMANN. A. G. LANDSBERG.

ENCLOSURE I IN No. 3.

SCHEDULE

CONTAINING DISTANCES BETWEEN AND GEOGRAPHICAL CO-ORDINATES OF THE MAIN BEACONS OF THE BOUNDARY BETWEEN SOUTH-WEST AFRICA AND ANGOLA.

F. P. COURTNEY CLARKE.

A. G. LANDSBERG.

C. SEMEDO.

No.	Description of Position	Distance Last Beacon	Latitude S.			Longitude E.		
			°	'	"	°	'	"
		mi.						
1	On left bank of Kunene River on edge of the Oruahakana Falls	—	17	23	25.0	14	13	05.8
2	On highest point of range of ridges running N.E.-S.W	7,984.70	17	23	22.2	14	17	36.3
3	On a small ridge	8,649.78	17	23	22.3	14	22	29.4
4	»	7,865.19	17	23	23.7	14	26	55.8
5	On flat country covered with trees	9,995.56	17	23	24.3	14	32	34.5
6	In a large depression close to swamps of Omaramba Etaka	9,996.05	17	23	23.7	14	38	13.1
7	In bush	9,998.77	17	23	25.7	14	43	51.9
8	»	9,998.86	17	23	24.6	14	49	30.6
9	»	9,997.69	17	23	23.7	14	55	09.1
10	»	9,998.36	17	23	23.6	15	00	47.9
11	»	9,994.42	17	23	23.7	15	06	26.5
12	»	9,999.89	17	23	24.4	15	12	05.2
13	In big plain and 600 metres north of Namarua well	9,997.70	17	23	25.0	15	17	43.8
14	On a plain	9,999.86	17	23	24.5	15	23	22.5
15	In bush	9,999.76	17	23	23.9	15	29	01.2
16	On E. of small plain	9,992.80	17	23	23.7	15	34	39.8
17	On a plain	9,998.40	17	23	23.7	15	40	18.5
18	In populated region near native kraal	9,999.53	17	23	23.3	15	45	57.3
19	75 metres E. of Namakunde Omafo road	9,999.56	17	23	24.7	15	51	35.8
20	Populated area	9,999.64	17	23	23.6	15	57	14.5
21	In dense bush	9,993.93	17	23	23.7	16	02	53.1
22	Inhabited region 200 metres N. of a kraal	9,991.14	17	23	24.5	16	08	31.6
23	In bush	9,999.66	17	23	24.2	16	14	10.4
24	»	9,953.34	17	23	24.8	16	19	47.6
25	»	9,995.60	17	23	25.0	16	25	26.2
26	»	9,997.89	17	23	25.8	16	31	04.9
27	»	9,999.86	17	23	25.1	16	36	43.7
28	»	9,999.64	17	23	25.0	16	42	22.5
29	»	9,999.60	17	23	24.5	16	48	01.3
30	»	9,999.52	17	23	23.5	16	53	40.0
31	»	9,999.15	17	23	23.5	16	59	18.8
32	»	9,999.83	17	23	23.7	17	04	57.6
33	»	9,998.85	17	23	23.7	17	10	36.3
34	»	9,999.55	17	23	23.9	17	16	15.1
35	»	9,999.55	17	23	24.0	17	21	53.9

DOCUMENTO No. I.

C. SEMEDO.

F. P. Courtney CLARKE.

A. G. LANDSBERG.

MARCOS PRINCIPAIS.

No.	Local de Marco	Distancia do Marco Anterior	Latitude Sud			Longitude E. Greenwich		
			m.	o	'	"	o	'
1	Na margem esquerda do Rio Cunene, junto ao bordo superior da granda catarata Ruacaná.	—	17	23	25,0	14	13	05,8
2	Na cumeada de uma linha de alturas, que corre na direcção N.E.-S.O.	7.984,70	17	23	22,2	14	17	36,3
3	Numa pequena ondulação.	8.649,78	17	23	22,3	14	22	29,4
4	»	7.865,19	17	23	23,7	14	26	55,8
5	Em terreno plano arvores	9.995,56	17	23	24,3	14	32	34,5
6	Numa larga depressão de terreno proximo das lagoas de mulola Etaca	9.996,05	17	23	23,7	14	38	13,1
7	Em floresta	9.998,77	17	23	25,7	14	43	51,9
8	Idem	9.998,86	17	23	24,6	14	49	30,6
9	»	9.997,69	17	23	23,7	14	55	09,1
10	»	9.998,36	17	23	23,6	15	00	47,9
11	»	9.994,42	17	23	23,7	15	06	26,5
12	»	9.999,89	17	23	24,4	15	12	05,2
13	Numa granda chana, a 600 m. a norte de uma cacimba Namárua	9.997,70	17	23	25,0	15	17	43,8
14	Numa chana	9.999,86	17	23	24,5	15	23	22,5
15	Em floresta	9.999,76	17	23	23,9	15	29	01,2
16	Na orla leste de uma pequena chana	9.992,80	17	23	23,7	15	34	39,8
17	Numa chana	9.998,40	17	23	23,7	15	40	18,5
18	Em região povoada, junto a uma libata	9.999,53	17	23	23,3	15	45	57,3
19	A 75m. a leste da estrada Namacunde-Mafu.	9.999,56	17	23	24,7	15	51	35,8
20	Em região povoada	9.999,64	17	23	23,6	15	57	14,5
21	Em floresta cerrada	9.993,93	17	23	23,7	16	02	53,1
22	Em região povoada a 200 m. a norte de uma libata	9.991,14	17	23	24,5	16	08	31,6
23	Em floresta	9.999,66	17	23	24,2	16	14	10,4
24	Idem	9.953,34	17	23	24,8	16	19	47,6
25	»	9.995,60	17	23	25,0	16	25	26,2
26	»	9.997,89	17	23	25,8	16	31	04,9
27	»	9.999,86	17	23	25,1	16	36	43,7
28	»	9.999,64	17	23	25,0	16	42	22,5
29	»	9.999,60	17	23	24,5	16	48	01,3
30	»	9.999,52	17	23	23,5	16	53	40,0
31	»	9.999,15	17	23	23,5	16	59	18,8
42	»	9.999,83	17	23	23,7	17	04	57,6
33	»	9.998,85	17	23	23,7	17	10	36,3
34	»	9.999,55	17	23	23,9	17	16	15,1
35	»	9.999,55	17	23	24,0	17	21	53,9

No	Description of Position	Distance Last Beacon	Latitude S.			Longitude E.		
			°	'	"	°	'	"
		m.						
36	In plain interspersed with trees	9,999.72	17	23	24.7	17	27	32.7
37	" " " "	9,999.52	17	23	24.9	17	33	11.4
38	Dense scrub interspersed with big trees	9,999.32	17	23	24.7	17	38	50.2
39	In bush (big trees)	9,999.33	17	23	24.2	17	44	29.0
40	In bush	9,999.50	17	23	23.8	17	50	07.7
41	In bush about 5 kilos N.N.E. of Bongolo well.	9,999.35	17	23	24.1	17	55	46.5
42	In dense bush	9,999.44	17	23	23.8	18	01	25.3
43	In open bush	9,999.60	17	23	23.9	18	07	04.0
44	In bush	9,999.50	17	23	23.6	18	12	42.8
45	In plain	9,999.78	17	23	23.1	18	18	21.6
46	In open bush 1 kilo W. of plain on W. bank of Okavango River	9,998.01	17	23	23.7	18	24	00.3
47	On limestone ridge 240 metres W. of W. bank of Okavango River	1,944.29	17	23	23.7	18	25	06.2

N. B. — The latitude values were determined astronomically at all beacons excepting beacons No. 17 and 47, where atmospheric conditions rendered astronomical observations impossible.

Longitude values were determined astronomically at beacons 1, 6, 26, 31, 36, 41 and 46 in conjunction with the wireless signals from Lafayette and geodetically at the others.

Luis DE MENEZES LIAL.

Jorge DE CASTILHO.

José L. G. CANELHAS.

F. W. J. LE ROEX,

Govt. Land Surveyor.

W. B. VOLKMANN.

No.	Local de Marco	Distancia do Marco Anterior	Latitude Sul.			Longitude E. Greenwoch		
			m.	o	'	"	o	'
36	Em chana com algumas arvores	9.999,72	17	23	24,7	17	27	32,7
37	Idem	9.999,52	17	23	24,9	17	33	11,4
38	Em terreno com mato muito cerrado de arbutos e poucas arvoras	9.999,32	17	23	24,7	17	38	50,2
39	Em floresta de avores altas	9.999,33	17	23	24,2	17	44	29,0
40	Em floresta	9.999,50	17	23	23,8	17	50	07,7
41	Em floresta cêrca de 5 k m. a N.N.E. da cacimba Obongola	9.999,35	27	23	24,1	17	55	46,5
42	Em floresta de mato cerrado	9.999,44	17	23	23,8	18	01	25,3
43	Em floresta pouco cerrada	9.999,60	17	23	23,9	18	07	04,0
44	Em floresta	9.999,50	17	23	23,6	18	12	42,8
45	Em chana	9.999,78	17	23	23,1	18	18	21,6
46	Em floresta aberta a um kilometro da chana que precede o Rio Cubango	9.998,01	17	23	23,7	18	24	00,3
47	Numa pequena elevação pedregosa na chana junto ao Rio Cubango e a 240 m. da margem direita	1.944,29	17	23	23,7	18	25	06,2

Notas. — Os valores das latitudes são os obtidos por observações astronómicas em todos os marcos com excepção das dos marcos 17 e 47, onde se não pode observar por estar o ceu nublado.

Os valores das longitudes foram obtidos por observações astronómicas feitas nos marcos 1, 6, 23, 31, 36, 41 e 46, recepção dos sinais horários de Lafayette pela T.S.F. e medição directa das distancias entre marcos.

Luis DE MENEZES LIAL.
Jorge DE CASTILHO.
José L. G. CANELHAS.

F. W. J. LE ROEX,
Govt. Land Surveyor.
W. B. VOLKMANN.

ENCLOSURE 2 IN No. 3.

DESCRIPTION OF EIGHT INTERMEDIATE BEACONS ERECTED BETWEEN MAIN BEACONS ON BOUNDARY LINE.

F. P. Courtney CLARKE.

A. G. LANDSBERG.

C. SEMEDO.

Beacon	Location	Distance from	Longitude E.		
		Preeding Main Beacon	°	'	"
		m.			
A	On old Eunda Otjimbumbi road between beacons 4 and 5	3,597.34	14	28	57.7
B	On old Eunda Otjimbumbi road between beacons 5 and 6	6,936.00	14	36	29.4
C	On eastern bank of Evale omuramba between beacons 14 and 15	3,245.37	15	25	12.5
D	On the Namakunde Omafo road between beacons 19 and 20	2,255.00	15	52	52.2
E	On the road to Ndimbo Mission Station between beacons 19 and 20	6,500.00	15	55	16.0
F	On western edge of Ehcngwe omuramba between beacons 25 and 26	5,769.00	16	28	41.7
G	On the eastern bank of the Lavariongo omuramba between beacons 30 and 31	5,265.70	16	56	38.4
H	On the eastern bank of the Ombongola omuramba between beacons 40 and 41	2,818.87	17	51	43.2

N. B. — Beacons F and G are screw pile beacons as supplied by the South-West African Government. All the others are concrete beacons the size of a four-gallon petrol tin.

Luis DE MENEZES LIAL.

Jorge DE CASTILHO.

José L. G. CANELHAS.

F. W. J. LE ROEX,

Govt. Land Surveyor.

W. B. VOLKMANN.

DOCUMENTO No. 2.

C. SEMEDO.
F. P. Courtney CLARKE.
A. G. LANDSBERG.

MARCOS SECUNDÁRIOS.

	Local de Marco	Distancia ao Marco Principal Anterior	Longitude E. Greenwich		
			m.	o	' "
A	Numa carreteira Hunda-Nimbumbi entre os marcos 4 e 5.	3.597,34	14	28	57,7
B	Noutra carreteira Hundi-Ximbumbi entre os marcos 5 et 6	6.936,00	14	36	29,4
C	Na margem leste da mulola Ovare, entre os marcos 14 et 15	3.245,37	15	25	12,5
D	Na estrada Namacunde-Mafu entre os marcos 19 e 20. .	2.255,00	15	52	52,2
E	Na estrada para a Missão do Dimbo, entre os marcos 19 et 20	6.500,00	15	55	16,0
F	Na margem oeste da mulola Ehangue, entre os marcos 25 e 26	5.769,00	16	28	41,7
G	Na margem leste da mulola Lavariongue, entre os marcos 30 e 31	5.265,70	16	56	38,4
H	Na margem leste da mulola Obongola, entre os marcos 40 e 41	2.818,87	17	51	43,2

Notas. — Os marcos F e G são marcos de parafuso fornecidos pelo Governo do Sudoeste Africano. Todos os outros são de betom de cimento com o tamanho de uma lata de gasolina de quatro galões.

Luis DE MENEZES LIAL.
Jorge DE CASTILHO.
José L. G. CANELHAS.

F. W. J. LE ROEX,
Gout. Land Surveyor.
W. B. VOLKMANN.

Certified a true copy :

H. D. J. Bodenstein,
Secretary for External Affairs.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2960. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS, CONCERNANT LA FRONTIÈRE ENTRE LE TERRITOIRE SOUS MANDAT DU SUD-OUEST AFRICAIN ET L'ANGOLA. LISBONNE, LE 29 AVRIL 1931.

N^o 1.

SIR F. LINDLEY AU COMMANDANT F. A. BRANCO.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

LISBONNE, le 29 avril 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté de l'Union Sud Africaine a pris connaissance du procès-verbal des travaux qu'ont effectués les membres de la commission nommée par ce gouvernement et par le Gouvernement de la République portugaise, en vertu de l'article 4 de l'Accord conclu entre les deux gouvernements au sujet de la frontière entre le territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain et l'Angola, et signé au Cap, le 22 juin 1926 ; ce procès verbal étant constitué par un document, accompagné d'une liste annexe, qui a été signé le 23 septembre 1928, par les membres de ladite commission à Kakeri, à la borne N^o 47 de la ligne frontière entre le Sud-Ouest Africain et l'Angola et dont un exemplaire est joint à la présente note. Le Gouvernement de l'Union est disposé à accepter comme correctes la délimitation et la description de la frontière entre le territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain et l'Angola, telles qu'elles figurent dans ce document, à reconnaître la frontière marquée par les bornes qui ont été posées comme étant la frontière véritable entre le territoire sous mandat et l'Angola et à approuver l'accord intervenu quant au dégagement de la partie de la frontière comprise entre la borne N^o 28 et la rivière Okavango ainsi qu'à l'inspection, au dégagement et à l'entretien futurs de la ligne frontière et des bornes.

2. Votre Excellence a bien voulu me donner l'assurance que le Gouvernement de la République est également disposé à accepter la frontière comme correctement délimitée et à approuver l'accord mentionné ci-dessus.

3. Si cette procédure est approuvée par Votre Excellence, il sera entendu que la présente note et la réponse de Votre Excellence seront considérées comme enregistrant l'accord intervenu entre l'Union Sud-Africaine et la République portugaise.

J'ai l'honneur etc.

F. O. LINDLEY.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 2.

LE COMMANDANT BRANCO A SIR F. LINDLEY.

LISBONNE, le 29 avril 1931.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour, me faisant savoir que :

« Le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine a pris connaissance du procès-verbal des travaux qu'ont effectués les membres de la commission nommée par ce Gouvernement et par le Gouvernement de la République portugaise, en vertu de l'article 4 de l'Accord conclu entre les deux gouvernements au sujet de la frontière entre le territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain et l'Angola, et signé au Cap le 22 juin 1926 ; ce procès-verbal étant constitué par un document accompagné d'une liste annexe, qui a été signé le 23 septembre 1928 par les membres de ladite Commission à Kakeri, à la borne N^o 47 de la ligne frontière entre le Sud-Ouest Africain et l'Angola, et dont un exemplaire est joint à la présente note ; le Gouvernement de l'Union est disposé à accepter comme correctes la délimitation et la description de la frontière entre le territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain et l'Angola, telles qu'elles figurent dans ce document, à reconnaître la frontière marquée par les bornes qui ont été posées comme étant la frontière véritable entre le territoire sous mandat et l'Angola et à approuver l'accord intervenu quant au dégagement de la partie de la frontière comprise entre la borne N^o 28 et la rivière Okavango ainsi qu'à l'inspection, au dégagement et à l'entretien futurs de la ligne frontière et des bornes. »

2. Le Gouvernement portugais, ayant dûment pris acte des déclarations de Votre Excellence et acceptant les suggestions formulées, convient que la présente note et la note de Votre Excellence à laquelle celle-ci répond, seront considérées comme les instruments de ratification de l'accord de Kakeri en date du 23 septembre 1928 et de ses annexes, tels qu'ils sont reproduits dans les exemplaires imprimés en portugais et en anglais et dûment certifiés conformes qui accompagnent les notes que j'ai l'honneur d'échanger ce jour avec Votre Excellence.

Je saisis, etc.

Fernando Augusto BRANCO.

COMMISSION DE DÉLIMITATION

DE LA FRONTIÈRE ENTRE LE SUD-OUEST AFRICAIN ET L'ANGOLA.

ACTE FINAL

KAKERI, le 23 septembre 1928.

Considérant que l'article 4 de l'Accord entre le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine et le Gouvernement de la République portugaise, intervenu au Cap le 22 juin 1926, stipule que la frontière entre le territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain et l'Angola sera délimitée dès la première saison favorable, par une commission mixte nommée par lesdits gouvernements ;

considérant qu'à cet effet LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE a nommé :

M. F. P. Courtney CLARKE, B. A., LL. B., secrétaire adjoint pour le Sud-Ouest Africain,
M. A. G. LANDSBERG, ingénieur en chef du cadastre pour le Sud-Ouest Africain, et

que LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PORTUGAL a nommé :

Le commandant Camillo LAROCHE SEMEDO, de la marine de guerre portugaise,
Le lieutenant-colonel du génie Luis DE MENEZES LIAL,
Le major Jorge DE CASTILHO, de l'armée portugaise,
Le capitaine José Luis GONÇALVES CANELHAS, de l'armée portugaise,

pour constituer la Commission mixte prévue audit article de l'accord,

nous, membres de ladite commission, enregistrons et déclarons ce qui suit :

1. La ligne frontière entre le territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain et l'Angola a été délimitée par les droites joignant quarante-sept bornes principales dressées en des points choisis par la commission après les observations et calculs nécessaires.

Ces bornes, construites en béton et numérotées de 1 à 47, sont constituées par des troncs de pyramides ayant 65 cm. de côté à la base, 25 cm. au sommet et 1 m. 20 de hauteur, dressés sur des plates-formes en béton d'un mètre carré et d'environ 30 cm. de profondeur, enfoncées dans le sol de façon à affleurer à la surface. Le centre de chaque borne est marqué par un tube de fer ayant 1 pouce $\frac{1}{2}$ de diamètre s'enfonçant dans la plate-forme qui sert de soubassement, et dont le sommet vient affleurer le sommet de la borne. Sur la face nord de chaque borne est gravé le mot « Angola », sur la face sud les lettres « S.W.A. » et, sur la face ouest, le numéro de la borne.

Les emplacements des bornes, les distances exactes qui les séparent et leurs coordonnées géographiques sont indiqués dans la liste ci-jointe. La première borne est placée sur la rive gauche de la rivière Kunene, à hauteur des chutes d'Oruahakana, à l'endroit où une borne avait été posée par la commission nommée par les Gouvernements britannique et portugais en 1920 ; la dernière borne se trouve sur la rive droite de la rivière Okavango, en un lieu connu sous le nom de Kakeri (longitude E. 18° 25' 06", 2) à environ 36,8 kilomètres au nord-nord-ouest de Kuring Kuru.

La démarcation de cette ligne frontière a été corrigée au moyen d'observations astronomiques effectuées en des points distants les uns des autres de 50 kilomètres au plus et les bornes ont été placées à des intervalles ne dépassant en aucun cas 10 kilomètres. La ligne frontière a été entièrement dégagée de tous buissons et arbres sur une largeur de 10 mètres jusqu'à la borne 28 et, à partir de ce point, sur une largeur de 4 mètres jusqu'à la borne 47 et tous les travaux nécessaires à une délimitation exacte de la ligne frontière, conformément à l'accord susmentionné du 22 juin 1926, ont été complètement et convenablement exécutés, à l'exception des travaux de dégagement visés à l'article suivant.

2. La Commission décide que le dégagement de la partie de la ligne comprise entre la borne 28 et la rivière Okavango sera entrepris par les fonctionnaires de l'administration du Sud-Ouest africain lors de la prochaine saison des pluies, comme il a été convenu le 28 juin 1928 entre les chefs des délégations respectives ; dans l'avenir, le dégagement de cette partie de la ligne frontière sera effectué de la même façon que celui du reste de la ligne.

3. La Commission décide que la ligne frontière sera régulièrement dégagée chaque année par les soins de fonctionnaires délégués par l'administration du territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain d'une part, et par le Gouvernement de l'Angola d'autre part, et qu'elle sera maintenue exempte de tous buissons, arbres, souches et autres obstacles ; à l'avenir, aucun chariot ou véhicule, à l'exception des voitures ou camions automobiles, ne sera autorisé à y circuler. La ligne frontière sera régulièrement inspectée chaque année, au mois de juin, par des représentants que les deux gouvernements enverront à cet effet. L'administration du territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain aura la responsabilité des secteurs de la ligne frontière situés entre les bornes numéros 1 et 2, 3 et 4, 5 et 6, 7 et 8, 9 et 10, 11 et 12, 13 et 14, 15 et 16, 17 et 18, 19 et 20, 21 et 22, 23 et 24, 30 et 35, 40 et 47 ; le Gouvernement de l'Angola aura la responsabilité des portions de la ligne frontière situées entre les bornes numéros 2 et 3, 4 et 5, 6 et 7, 8 et 9, 10 et 11, 12 et 13, 14 et 15, 16 et 17, 18 et 19, 20 et 21, 22 et 23, 24 et 25, 25 et 30, 35 et 40.

4. La commission décide qu'à partir de la date de la signature du présent document, la zone neutre établie par accord entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement portugais, et reconnue par les Gouvernements de l'Union Sud-Africaine et du Portugal, cessera d'exister et que tout le territoire se trouvant au nord de la ligne frontière, décrite dans le présent document et la liste ci-jointe, sera considéré comme faisant partie de l'Angola, tandis que tout le territoire situé au sud de ladite ligne frontière sera considéré comme faisant partie du territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain.

5. En signant le présent document, les délégués de l'Union se réservent le droit de discuter ultérieurement la question soulevée dans la lettre en date du 25 juillet 1927, adressée au colonel Roma Machado, chef de la délégation portugaise, au sujet d'un droit d'accès à la rivière Kunene, en amont des chutes d'Oruahakana, pour permettre aux habitants de l'Ovamboland vivant dans le voisinage des chutes de se procurer de l'eau potable et d'abreuver leur bétail.

6. La commission tient à souligner les relations cordiales qui n'ont pas cessé d'exister entre les membres des deux délégations pendant toute la durée des opérations de délimitation de la frontière.

Signé à Kakeri, borne 47, de la ligne frontière entre le Sud-Ouest Africain et l'Angola, le vingt-trois septembre mil neuf cent vingt-huit.

Pour le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine :

F. W. J. LE ROEX.

F. P. Courtney CLARKE.

W. B. VOLKMANN.

A. G. LANDSBERG.

Pour le Gouvernement de la République portugaise :

Camillo LAROCHE SEMEDO.

Luis DE MENEZES LIAL.

Jorge DE CASTILHO.

José Luis GONÇALVES CANELHAS.

ANNEXE I AU N° 3

LISTE

INDIQUANT LES DISTANCES ENTRE LES PRINCIPALES BORNES DE LA LIGNE FRONTIÈRE ENTRE LE SUD-OUEST AFRICAÏN ET L'ANGOLA ET DE LEURS COORDONNÉES GÉOGRAPHIQUES.

F. P. Courtney CLARKE.

A. G. LANDSBERG.

C. SEMEDO.

N°s	Description de l'emplacement	Distance d'une borne à l'autre	Latitude Sud			Longitude Est		
			o	'	"	o	'	"
		m.						
1	Sur la rive gauche de la rivière Kunene, à hauteur des chutes d'Oruahakana	—	17	23	25,0	14	13	05,8
2	Sur le point le plus élevé d'une chaîne de montagnes dirigée du N. E. au S. O.	7.984,70	17	23	22,2	14	17	36,3
3	Sur une petite hauteur	8.649,78	17	23	22,3	14	22	29,4
4	» » »	7.865,19	17	23	23,7	14	26	55,8
5	En terrain plat couvert d'arbres	9.995,56	17	23	24,3	14	32	34,5
6	Dans une vaste dépression, à proximité des marais d'Omaramba Etaka	9.996,05	17	23	23,7	14	38	13,1
7	Dans la brousse	9.998,77	17	23	25,7	14	43	51,9
8	» » »	9.998,86	17	23	24,6	14	49	30,6
9	» » »	9.997,69	17	23	23,7	14	55	09,1
10	» » »	9.998,36	17	23	23,6	15	00	47,9
11	» » »	9.994,42	17	23	23,7	15	06	26,5
12	» » »	9.999,89	17	23	24,4	15	12	05,2
13	Dans une vaste plaine à 600 mètres au nord du puits de Namarua	9.997,70	17	23	25,0	15	17	43,8
14	Dans une plaine	9.999,86	17	23	24,5	15	23	22,5
15	Dans la brousse	9.999,76	17	23	23,9	15	29	01,2
16	A l'est d'une petite plaine	9.992,80	17	23	23,7	15	34	39,8
17	Dans une plaine	9.998,40	17	23	23,7	15	40	18,5
18	Dans une région habitée à proximité d'un kraal indigène	9.999,53	17	23	23,3	15	45	57,3
19	A 75 mètres à l'est de la route Namakunde-Omafo	9.999,56	17	23	24,7	15	51	35,8
20	Dans une région habitée.	9.999,64	17	23	23,6	15	57	14,5
21	Dans une brousse épaisse	9.993,93	17	23	23,7	16	02	53,1
22	Dans une région habitée, à 200 mètres au nord d'un kraal.	9.991,14	17	23	24,5	16	08	31,6
23	Dans la brousse	9.999,66	17	23	24,2	16	14	10,4
24	» » »	9.953,34	17	23	24,8	16	19	47,6
25	» » »	9.995,60	17	23	25,0	16	25	26,2
26	» » »	9.997,89	17	23	25,8	16	31	04,9
27	» » »	9.999,86	17	23	25,1	16	36	43,7
28	» » »	9.999,64	17	23	25,0	16	42	22,5
29	» » »	9.999,60	17	23	24,5	16	48	01,3
30	» » »	9.999,52	17	23	23,5	16	53	40,0
31	» » »	9.999,15	17	23	23,5	16	59	18,8
32	» » »	9.999,83	17	23	23,7	17	04	57,6
33	» » »	9.998,85	17	23	23,7	17	10	36,3

N ^{os}	Description de l'emplacement	Distance d'une borne à l'autre	Latitude Sud			Longitude Est		
		m.	°	'	"	°	'	"
34	Dans la brousse	9.999,55	17	23	23,9	17	16	15,1
35	» » »	9.999,55	17	23	24,0	17	21	53,9
36	Dans une plaine parsemée d'arbres	9.999,72	17	23	24,7	17	27	32,7
37	» » »	9.999,52	17	23	24,9	17	33	11,4
38	Dans une brousse épaisse parsemée de grands arbres.	9.999,32	17	23	24,7	17	38	50,2
39	Dans la brousse (grands arbres)	9.999,33	17	23	24,2	17	44	29,0
40	Dans la brousse.	9.999,50	17	23	23,8	17	50	07,7
41	Dans la brousse, à environ 5 kilomètres au N. N. E. du puits de Bongolo	9.999,35	17	23	24,1	17	55	46,5
42	Dans une brousse épaisse	9.999,44	17	23	23,8	18	01	25,3
43	Dans une brousse clairsemée	9.999,60	17	23	23,9	18	07	04,0
44	Dans la brousse	9.999,50	17	23	23,6	18	12	42,8
45	En plaine	9.999,78	17	23	23,1	18	18	21,6
46	Dans une brousse clairsemée, à un kilomètre à l'ouest de la plaine sur la rive ouest de la rivière Okavango.	9.998,01	17	23	23,7	18	24	00,3
47	Sur une hauteur calcaire, à 240 mètres à l'ouest de la rive ouest de la rivière Okavango.	1.944,29	17	23	23,7	18	25	06,2

N. B. — Les latitudes ont été déterminées par des observations astronomiques pour toutes les bornes, à l'exception des bornes N^{os} 17 et 47, où les conditions atmosphériques ont rendu les observations astronomiques impossibles.

Les longitudes ont été déterminées par des observations astronomiques pour les bornes 1, 6, 26, 31, 36, 41 et 46, en même temps qu'au moyen de signaux horaires radiotélégraphiques émanant de Lafayette; pour les autres bornes, elles ont été déterminées par voie géodésique.

Luis DE MENEZES LIAL.
Jorge DE CASTILHO.
José L. G. CANELHAS.

F. W. J. LE ROEX,
ingénieur du Cadastre de l'Etat.
W. B. VOLKMANN.

ANNEXE 2 AU N° 3

DESCRIPTION DE HUIT BORNES INTERMÉDIAIRES ÉTABLIES ENTRE LES BORNES PRINCIPALES SUR LA LIGNE FRONTIÈRE

F. P. COURTNEY CLARKE.

A. G. LANDSBERG.

C. SEMEDO.

Bornes	Emplacement	Distance de la	Longitude		
		borne principale précédente	Est		
		m.	°	'	"
A	Sur l'ancienne route Eunda-Otjimbumbi, entre les bornes 4 ^r et 5	3.597,34	14	28	57,7
B	Sur l'ancienne route Eunda-Otjimbumbi, entre les bornes 5 et 6	6.936,00	14	36	29,4
C	Sur la rive est de l'omuramba Evale, entre les bornes 14 et 15	3.245,37	15	25	12,5
D	Sur la route Namakunde-Omafo, entre les bornes 19 et 20	2.255,00	15	52	52,2
E	Sur la route conduisant au poste de la mission de Ndimbo, entre les bornes 19 et 20	6.500,00	15	55	16,0
F	Sur la rive ouest de l'omuramba Ehongwe, entre les bornes 25 et 26	5.769,00	16	28	41,7
G	Sur la rive est de l'omuramba Lavariongo, entre les bornes 30 et 31	5.265,70	16	56	38,4
H	Sur la rive est de l'omuramba Ombongola, entre les bornes 40 et 41	2.818,87	17	51	43,2

N. B. — Les bornes F et G sont des bornes à vis fournies par le Gouvernement du Sud-Ouest Africain. Toutes les autres sont des bornes de béton, de la dimension d'un bidon à essence d'une contenance de quatre gallons.

Luis DE MENEZES LIAL.

Jorge DE CASTILHO.

José L. G. CANELHAS.

F. W. J. LE ROEX,

ingénieur du Cadastre de l'Etat.

W. B. VOLKMANN.

N° 2961.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD, CANADA,
AUSTRALIE, NOUVELLE-ZÉLANDE,
UNION SUD-AFRICAINE,
ÉTAT-LIBRE D'IRLANDE
ET TERRE-NEUVE**

Convention relative à la marine marchande du
Commonwealth britannique. Signée à
Londres, le 10 décembre 1931.

**GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND, CANADA,
AUSTRALIA, NEW ZEALAND,
UNION OF SOUTH AFRICA,
IRISH FREE STATE
AND NEWFOUNDLAND**

British Commonwealth Merchant Shipping
Agreement. Signed at London, Decem-
ber 10, 1931.

No. 2961. — BRITISH COMMONWEALTH MERCHANT SHIPPING AGREEMENT. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 10, 1931.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de l'Union Sud-Africaine.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 mai 1932.*

HIS MAJESTY'S GOVERNMENTS IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, CANADA, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, NEW ZEALAND, THE UNION OF SOUTH AFRICA, THE IRISH FREE STATE AND NEWFOUNDLAND, having considered the report of the Conference on the Operation of Dominion Legislation and Merchant Shipping Legislation, 1929, undertake to propose any necessary legislation and take such other steps as may be required for the purpose of giving full effect to the provisions of the present Agreement with regard to Merchant Shipping.

- Part I. Common Status.
- Part II. Standards of Safety.
- Part III. Extra-territorial Operation of Laws.
- Part IV. Equal Treatment.
- Part V. Ships' Articles, Internal Discipline, and Engagement and Discharge of Seamen.
- Part VI. Certificates of Officers.
- Part VII. Shipping Enquiries.
- Part VIII. Relief and Repatriation of Seamen ; Wages and Effects of deceased Seamen.

- Part IX. Offences on Board Ship.
- Part X. General.

Article I.

In this Agreement, unless the context otherwise requires, the following expression has the meaning hereby assigned to it, that is to say :

“ Part of the Commonwealth ” means any Part of the British Commonwealth of Nations the Government of which is a party to this Agreement.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2961. — CONVENTION RELATIVE A LA MARINE MARCHANDE DU COMMONWEALTH BRITANNIQUE. SIGNÉE A LONDRES, LE 10 DÉCEMBRE 1931.

*English official text communicated by the Minister for External Affairs of the Union of South Africa.
The registration of this Convention took place May 10, 1932.*

LES GOUVERNEMENTS DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, LE CANADA, LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, L'UNION SUD-AFRICAINE, L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET TERRE-NEUVE, ayant pris connaissance du rapport de la Conférence de 1929 sur le fonctionnement des lois des dominions et des lois relatives à la marine de commerce, s'engagent à présenter tous les projets de lois nécessaires et à prendre toutes autres mesures utiles aux fins de donner plein effet aux dispositions de la présente convention relative à la marine marchande.

- Partie I. Régime commun.
- Partie II. Règles de sécurité.
- Partie III. Application exterritoriale des lois.
- Partie IV. Egalité de traitement.
- Partie V. Rôles d'équipage, discipline à bord, engagement et congédiement des gens de mer.
- Partie VI. Certificats des officiers.
- Partie VII. Enquêtes en matière de navigation.
- Partie VIII. Secours aux gens de mer, rapatriement des gens de mer ; loyers et effets des gens de mer décédés.
- Partie IX. Délits à bord.
- Partie X. Dispositions générales.

Article premier.

Dans la présente convention, sauf si le contexte exige une interprétation différente, l'expression ci-après a le sens qui lui est donné par la présente convention, à savoir :

Par « partie du Commonwealth » on entend une partie quelconque du Commonwealth britannique des nations dont le Gouvernement est Partie à la présente convention.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

PART I.

COMMON STATUS.
COMMON QUALIFICATIONS.*Article 2.*

1. No ship shall be registered in any port within the British Commonwealth so as to acquire the status and recognition mentioned in paragraph (2) of this Article unless it is owned wholly by persons of the following description, namely :

- (a) Persons recognised by law throughout the British Commonwealth of Nations as having the status of natural born British subjects ;
- (b) Persons naturalised by or in pursuance of the law of some part of the British Commonwealth ;
- (c) Persons made denizens by letters of denization ; and
- (d) Bodies corporate established under and subject to the law of some part of the British Commonwealth and having their principal place of business within the British Commonwealth.

2. Every ship so owned and duly registered within the British Commonwealth shall possess a common status for all purposes and shall be entitled to the recognition usually accorded to British ships.

REGISTRY.

Article 3.

The laws, regulations, forms and procedure relating to the matters following, that is to say :

- Obligation to Register ;
- Certificate of Registry ;
- Transfer and Transmissions ;
- Mortgages ;
- Certificates of Mortgage and Sale ;
- Name of Ship ;
- Registry of Alterations, Registry Anew, and Transfer of Registry ;

- Incapacitated Persons ;
- Trusts and Equitable Rights ;
- Liability of Beneficial Owner ;
- Managing Owner ;
- Declarations, Inspection of Register and Fees ;
- Returns, Evidence and Forms ;
- Forgery and False Declarations ;
- Measurement of Ship and Tonnage ;

shall be substantially the same throughout the British Commonwealth and so far as possible be based on Part I of the Merchant Shipping Act, 1894.

Article 4.

In order that there may be a complete list of ships registered in all parts of the British Commonwealth for statistical purposes, particulars (such as the name of the ship, the registered number,

PREMIÈRE PARTIE

RÉGIME COMMUN.
CONDITIONS COMMUNES.*Article 2.*

1. Aucun navire ne pourra être immatriculé dans un port situé dans les limites du Commonwealth britannique en vue de bénéficier d'un régime et des avantages dont il est fait mention au paragraphe 2 du présent article s'il n'est la propriété pleine et entière de personnes remplissant les conditions ci-après :

- a) Personnes reconnues par la loi dans toute l'étendue du Commonwealth britannique des nations comme ayant la qualité de sujet britannique de naissance.
- b) Personnes naturalisées par ou en vertu de la loi d'une partie quelconque du Commonwealth britannique.
- c) Personnes spécialement naturalisées par lettres de naturalisation (*denization*).
- d) Personnes morales établies conformément aux lois d'une partie quelconque du Commonwealth britannique et assujetties à ces lois, dont le centre principal d'affaires est situé dans les limites du Commonwealth britannique.

2. Tous les navires dont le propriétaire remplit ces conditions et qui auront été dûment immatriculés dans les limites du Commonwealth britannique, jouiront d'un régime commun à toutes fins utiles et des avantages généralement reconnus aux navires britanniques.

IMMATRICULATION.

Article 3.

Les lois, règlements, formalités et procédures relatifs aux matières suivantes, à savoir :

- Immatriculation obligatoire,
- Certificats d'immatriculation,
- Transfert et mutations,
- Hypothèques,
- Certificats d'hypothèque et de vente,
- Nom du navire,
- Immatriculation des modifications, nouvelle immatriculation et transfert d'immatriculation,
- Personnes incapables,
- « Trusts » et « equitable rights »,
- Responsabilité de l'usufruitier,
- Armateur gérant,
- Déclarations, inspection du registre d'immatriculations et droits à payer,
- Relevés, preuves et formulaires,
- Faux et fausses déclarations,
- Mesurage du navire et tonnage,

seront, quant au fond, identiques dans toute l'étendue du Commonwealth britannique et auront pour base, autant que possible, la partie I de la loi de 1894 sur la marine marchande.

Article 4.

Afin de constituer une liste complète des navires immatriculés dans toutes les parties du Commonwealth britannique aux fins de la statistique, les renseignements (tels que nom du navire,

the port to which she belongs, the name of the registered owner, and the tonnage) relating to all ships registered at their ports, will be forwarded by the Administration of each Part of the Commonwealth at convenient intervals to the Registrar General of Shipping and Seamen in London. Copies of the complete list shall be forwarded annually to the Administration of each Part of the Commonwealth.

NATIONAL COLOURS.

Article 5.

It being recognised that the proper national colours for all ships registered in any Part of the Commonwealth shall be such as may be determined by the Government of that Part, each Part of the Commonwealth undertakes to prohibit under penalty (*a*) the use by ships registered in that Part of any national colours other than those determined for those ships; (*b*) the hoisting on board any ship registered in that Part of colours proper to a ship of war or resembling any of these colours, without proper warrant.

PART II.

STANDARDS OF SAFETY.

Article 6.

While each Part of the Commonwealth will from time to time determine the standards with which its ships shall be required to comply in all matters relating to safety, every endeavour will be made to preserve uniformity and to maintain the standards at present in force.

Article 7.

Each Government which proposes to make an alteration of substance in these standards will give as long notice as practicable to the other Governments of the proposed alteration and of the reasons for it.

Article 8.

Subject to the provisions of Part IV, nothing in this Agreement affects the right of each Part to apply to any ship trading to its ports its regulations regarding the safety of ships, their crews and passengers, except in so far as the ship complies with regulations accepted by the Part as equivalent to its own regulations.

PART III.

EXTRA-TERRITORIAL OPERATION OF LAWS.

Article 9.

Save as otherwise specially provided in this Agreement, the law relating to merchant shipping in force in one Part of the Commonwealth shall not be made to apply with extra-territorial effect

numéro d'immatriculation, port d'attache, nom du propriétaire immatriculé et tonnage) relatifs à tous les navires enregistrés dans les ports du Commonwealth britannique seront transmis périodiquement par les soins de l'administration de chaque partie du Commonwealth au Directeur général du Service d'immatriculation des Navires et des Gens de mer, à Londres (*Registrar General of Shipping and Seamen in London*). Des copies de cette liste complète seront communiquées annuellement à l'administration de chacune des parties du Commonwealth.

PAVILLONS NATIONAUX.

Article 5.

Etant admis que le pavillon national approprié pour tous les navires enregistrés dans une partie quelconque du Commonwealth devra être du modèle prescrit par le gouvernement de ladite partie, chaque partie du Commonwealth convient d'interdire et de punir : *a*) l'usage par des navires immatriculés dans ladite partie de tous pavillons nationaux autres que ceux qui ont été prescrits pour ces navires, *b*) le fait de hisser à bord de tout navire immatriculé dans ladite partie des pavillons de la marine de guerre ou des pavillons y ressemblant, à moins d'y être dûment autorisé.

PARTIE II.

RÈGLES DE SÉCURITÉ.

Article 6.

Bien que chaque partie du Commonwealth soit libre de fixer de temps à autre les règles auxquelles devront se conformer les navires lui appartenant en tout ce qui touche à la sécurité, on s'efforcera, dans toute la mesure du possible, de maintenir l'uniformité ainsi que les règles actuellement en vigueur.

Article 7.

Tout gouvernement qui se propose de modifier ces règles quant au fond devra aviser les autres gouvernements aussi longtemps que possible à l'avance de la modification envisagée, ainsi que des motifs de cette modification.

Article 8.

Sous réserve des dispositions de la partie IV, aucune disposition de la présente convention n'affectera le droit, pour chaque partie, d'appliquer à un navire faisant du commerce avec ses ports ses propres règlements concernant la sécurité des navires, des équipages et des passagers, sauf dans la mesure où ces navires se conforment à des dispositions reconnues par ladite partie comme équivalentes aux siennes propres.

PARTIE III

APPLICATION EXTERRITORIALE DES LOIS.

Article 9.

Sauf disposition contraire expressément stipulée dans la présente convention, la loi relative à la marine marchande en vigueur dans une partie du Commonwealth ne sera pas rendue applicable,

to ships registered in another Part unless the consent of that other Part of the Commonwealth has been previously obtained.

Provided that nothing contained in this Article shall be deemed to restrict the power of each Part of the Commonwealth to regulate the coasting trade, sea fisheries and fishing industry of that Part.

PART IV.

EQUAL TREATMENT.

Article 10.

Each Part of the British Commonwealth agrees to grant access to its ports to all ships registered in the British Commonwealth on equal terms and undertakes that no laws or regulations relating to seagoing ships at any time in force in that Part shall apply more favourably to ships registered in that Part, or to the ships of any foreign country, than they apply to any ship registered in any other Part of the Commonwealth.

Article 11.

While each Part of the British Commonwealth may regulate its own coasting trade, it is agreed that any laws or regulations from time to time in force for that purpose shall treat all ships registered in the British Commonwealth in exactly the same manner as ships registered in that Part, and not less favourably in any respect than ships of any foreign country.

Article 12.

Nothing in the present Agreement shall be deemed :

(i) To derogate from the right of every Part of the Commonwealth to impose customs tariff duties on ships built outside that Part ; or

(ii) To restrict the right of the Government of each Part of the Commonwealth to give financial assistance to ships registered in that Part or its right to regulate the sea fisheries of that Part.

PART V.

SHIPS' ARTICLES.

INTERNAL DISCIPLINE AND ENGAGEMENT AND DISCHARGE OF SEAMEN.

Article 13.

The form and contents of ships' articles if first opened in a Part of the Commonwealth, shall be those prescribed by the law of that Part, and if first opened elsewhere than within the British Commonwealth, shall be those prescribed by the law of the Part in which the ship is registered.

avec effet exterritorial, aux navires immatriculés dans une autre partie, sauf avec le consentement préalable de cette autre partie du Commonwealth.

Toutefois, aucune disposition du présent article ne pourra être considérée comme restreignant le droit, pour chaque partie du Commonwealth, de réglementer le commerce de cabotage, les pêcheries maritimes et l'industrie de la pêche de ladite partie.

PARTIE IV

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT.

Article 10.

Chaque partie du Commonwealth britannique accepte d'ouvrir ses ports à tous les navires immatriculés dans le Commonwealth britannique aux mêmes conditions, et convient qu'aucune loi et aucun règlement relatifs aux navires de haute mer en vigueur à un moment quelconque dans ladite partie ne seront appliqués plus favorablement aux navires immatriculés dans ladite partie ou à ceux d'un pays étranger quelconque qu'aux navires immatriculés dans une autre partie du Commonwealth.

Article 11.

Bien que chaque partie du Commonwealth britannique soit libre de réglementer son propre commerce de cabotage, il est convenu que toutes les lois ou tous les règlements pertinents en vigueur traiteront tous les navires immatriculés dans le Commonwealth britannique exactement de la même manière que les navires immatriculés dans ladite partie et jamais moins favorablement, à tous égards que les navires d'un pays étranger.

Article 12.

Aucune disposition de la présente convention ne sera considérée :

- i)* Comme constituant une dérogation au droit, pour chaque partie du Commonwealth, d'imposer des droits de douane aux navires construits hors de cette partie, ou
- ii)* Comme restreignant le droit, pour le Gouvernement de chaque partie du Commonwealth, de subventionner les navires immatriculés dans ladite partie ou de réglementer les pêcheries maritimes de la dite partie.

PARTIE V

RÔLES D'ÉQUIPAGE.

DISCIPLINE INTÉRIEURE. ENGAGEMENT ET CONGÉDIEMENT DES GENS DE MER.

Article 13.

Les rôles d'équipage, s'ils sont primitivement ouverts dans une partie du Commonwealth, seront de la forme et de la teneur prescrites par la législation de ladite partie, et s'ils sont primitivement ouverts ailleurs que dans les limites du Commonwealth britannique, seront de la forme et de la teneur prescrites par la législation de la partie dans laquelle le navire est immatriculé.

Article 14.

The powers and duties with respect to discipline on board a ship registered within the British Commonwealth shall, in so far as they are not derived from the ships' articles, be those made and provided by the laws and regulations in force in the Part of the Commonwealth in which the ship is registered.

Provided that if and so long as a ship, registered in one Part of the Commonwealth, is engaged wholly or mainly in the coasting trade of another Part, the powers and duties with respect to such discipline may be those made and provided by the laws and regulations in force in that other Part.

Provided also that in the case of a ship which is trading from a Part of the Commonwealth in which the principal place of business of her owners is situated, and not trading to the Part of the Commonwealth in which she is registered, the powers and duties with respect to such discipline may be those made and provided by the laws and regulations in force in the former Part.

Article 15.

Provision shall be made by law in each Part of the Commonwealth that whenever a seaman or apprentice deserts in that Part from a ship registered in another Part, any Court exercising summary jurisdiction in the Part in which the seaman or apprentice has deserted, and any Justice or Officer of such Court shall, on the application of the master of the ship, aid in apprehending the deserter, and, for that purpose may, on information given on oath, issue a warrant for his apprehension, and on proof of the desertion, order him to be conveyed on board his ship or delivered to the master or mate of his ship, or to the owner of the ship or his agent, to be so conveyed.

PART VI.

CERTIFICATES OF OFFICERS.

Article 16.

The standards of qualification to be required of applicants for certificates of competency and of service shall so far as possible be equal and alike throughout the British Commonwealth, and shall not be lower than those at present established.

Article 17.

Subject to any special provisions that may be made by any Part of the Commonwealth as to the qualifications to be required of officers on ships engaged in its coasting trade, a valid certificate of competency or service granted by one Part of the Commonwealth will be recognised throughout the British Commonwealth as indicating that the holder is duly qualified accordingly when serving on board any ship registered in that Part.

Article 14.

Les pouvoirs et obligations en matière de discipline à bord d'un navire immatriculé dans les limites du Commonwealth britannique seront, dans la mesure où ils ne découlent pas du rôle d'équipage, identiques à ceux qui sont spécifiés et prévus par les lois et règlements en vigueur dans la partie du Commonwealth où ledit navire est immatriculé.

Toutefois, tant qu'un navire immatriculé dans une partie du Commonwealth est affecté totalement ou en partie au commerce de cabotage dans une autre partie du Commonwealth, lesdits pouvoirs et obligations en matière de discipline pourront être ceux qui sont spécifiés et prévus par les lois et règlements en vigueur dans cette autre partie.

De même, dans le cas d'un navire affecté à un service ayant pour point de départ une partie du Commonwealth dans laquelle est situé le principal centre d'affaires de ses armateurs et n'ayant pas pour destination la partie du Commonwealth dans laquelle il est immatriculé, lesdits pouvoirs et obligations en matière de discipline pourront être ceux qui sont spécifiés et prévus par les lois et règlements en vigueur de la première de ces parties.

Article 15.

Les lois de chaque partie du Commonwealth comprendront une disposition stipulant que lorsqu'un marin ou un novice déserte dans ladite partie un navire immatriculé dans une autre partie, tout tribunal exerçant une juridiction sommaire dans la partie où ledit marin ou novice a déserté, et tout juge ou magistrat de ce tribunal, pourra, sur demande présentée par le capitaine du navire, aider à arrêter le déserteur et, à cette fin, sur plainte portée sous serment, délivrer un mandat d'arrêt. Il pourra également, si la preuve de la désertion est faite, ordonner que ce marin ou ce novice soit conduit sous escorte à bord du navire auquel il appartient, livré au capitaine ou au second du navire, ou encore à l'armateur ou à l'agent de l'armateur, pour être conduit sous escorte à bord.

PARTIE VI

CERTIFICATS DES OFFICIERS.

Article 16.

Les règles relatives aux conditions à remplir par les postulants à des certificats de capacité et de service seront, autant que possible, les mêmes dans toute l'étendue du Commonwealth britannique et elles ne pourront être moins rigoureuses que celles qui sont actuellement en vigueur.

Article 17.

Sous réserve de toutes les dispositions spéciales qui pourront être prises par une partie quelconque du Commonwealth quant aux conditions à remplir pour les officiers des navires affectés au commerce du cabotage de ladite partie, tout certificat de capacité ou de service valable, délivré par l'une des parties du Commonwealth, sera reconnu dans toute l'étendue du Commonwealth britannique comme attestant que le détenteur de ce certificat est dûment qualifié de ce fait pour servir à bord de l'un quelconque des navires immatriculés dans ladite partie.

PART VII.

SHIPPING ENQUIRIES.

Article 18.

The Government of each Part of the Commonwealth agrees to assist the Governments of the other Parts by providing for officers to hold preliminary enquiries (including the taking of depositions) into casualties to ships registered in such other Parts.

Article 19.

No Government of any Part of the Commonwealth will cause a formal investigation to be held into a casualty occurring to a ship registered in another Part save at the request or with the consent of the Government of that Part in which the ship is registered.

Provided that this restriction shall not apply when a casualty occurs on or near the coasts of a Part of the Commonwealth or whilst the ship is wholly engaged in the coasting trade of a Part of the Commonwealth.

Article 20.

In all Parts of the Commonwealth the laws and regulations relating to the matters following, namely :

Constitution of Courts having jurisdiction to hold formal investigations ;
Holding of such Courts with the assistance of Assessors ;
Classification of Assessors according to their qualifications ;
Selection of Assessors according to the nature of the questions to be raised ;
Notice of investigation and the service thereof ;
Opportunity to be given to any person whose conduct may be impugned of making a defence ;

Procedure on the hearing ;
Rehearings and Appeals ;

shall be, so far as possible, alike, and shall be based upon the provisions relating to formal investigations contained in Part VI of the Merchant Shipping Act, 1894, and the Shipping Casualties and Appeals and Rehearings Rules, 1923, made pursuant thereto.

Provided that :

(1) The Administration of that Part of the Commonwealth in which a formal investigation is held shall alone be competent to order a rehearing thereof ;

(2) An appeal from a decision of a Court of formal investigation shall lie to a Court in the Part of the Commonwealth in which the formal investigation was held and that Court shall be similar in its constitution and jurisdiction to a Divisional Court of Admiralty in England ;

(3) A Court of formal investigation shall be empowered to cancel or suspend a certificate of competency or service granted by the Administration of another Part of the Commonwealth so only as to effect its validity within the jurisdiction of the Part in which the investigation is held, but the Administration by which the certificate was granted may adopt such cancellation or suspension.

PARTIE VII

ENQUÊTES MARITIMES.

Article 18.

Le Gouvernement de chaque partie du Commonwealth convient de prêter assistance au Gouvernement des autres parties en désignant à cet effet des fonctionnaires chargés de procéder à des enquêtes préliminaires (y compris l'audition des témoins sur les accidents survenus à des navires immatriculés dans lesdites autres parties).

Article 19.

Aucun gouvernement d'une partie quelconque du Commonwealth ne pourra faire ouvrir une enquête officielle sur un accident survenu à un navire immatriculé dans une autre partie, sauf à la demande ou avec le consentement du gouvernement de la partie dans laquelle le navire est immatriculé.

Toutefois, cette restriction ne s'appliquera pas en cas d'accident survenu sur le littoral ou à proximité du littoral d'une partie du Commonwealth ou lorsque le navire est exclusivement affecté au commerce de cabotage d'une partie du Commonwealth.

Article 20.

Dans toutes les parties du Commonwealth, les lois et règlements relatifs aux matières suivantes à savoir :

Constitution de tribunaux ayant compétence pour procéder à des enquêtes officielles ;
Audience de ces tribunaux avec le concours d'assesseurs ;
Classification des assesseurs d'après leur spécialité ;
Choix des assesseurs d'après la nature des questions soulevées ;
Exploit d'enquête et signification de cet exploit ;
Faculté offerte à toute personne dont la conduite peut être mise en cause de présenter sa défense.

Procédure d'audience ;
Reprises et appels ;
seront, autant que possible, les mêmes et auront pour base les clauses relatives aux enquêtes officielles qui figurent dans la partie VI de la loi de 1894 sur la marine marchande et dans le Règlement de 1923 sur les sinistres maritimes, les appels et les renvois établis en application de cette loi.

Toutefois,

1° L'administration de la partie du Commonwealth dans laquelle il est procédé à une enquête officielle sera seule compétente pour ordonner une reprise de l'enquête.

2° Il pourra être interjeté appel d'une décision d'un tribunal d'enquête officielle par-devant un tribunal de la partie du Commonwealth dans laquelle l'enquête officielle a été effectuée ; ce tribunal aura la même constitution et la même compétence qu'une « Divisional Court of Admiralty » en Angleterre.

3° Tout tribunal d'enquête officielle aura le droit d'annuler ou de suspendre temporairement le certificat de capacité ou de service délivré par l'administration d'une autre partie du Commonwealth, mais exclusivement en vue d'en infirmer la validité dans le ressort de la partie où se tient l'enquête. Néanmoins, l'administration qui a délivré le certificat pourra sanctionner cette annulation ou cette suspension.

Article 21.

Provisions shall be in force in each Part of the Commonwealth similar, so far as possible, to those contained in Part VI of the Merchant Shipping Act, 1894, relating to the special enquiry that may be held when there is reason to believe that any master, mate, or certificated engineer is from incompetency or misconduct unfit to discharge his duties.

Provided that the power of a Court holding such enquiry to cancel or suspend a certificate of competency or service granted by a Part of the Commonwealth other than that in which the enquiry is held shall be similar to the power of a Court of formal investigation under the last preceding Article.

PART VIII.

RELIEF AND REPATRIATION OF SEAMEN.
WAGES AND EFFECTS OF DECEASED SEAMEN.*Article 22.*

A scheme shall be drawn up to which each Part of the Commonwealth shall give legislative effect, under which provision shall be made :

(a) For the relief and repatriation of seamen belonging to any Part of the Commonwealth who may be found in distress or left behind in any other Part or in places abroad, and for defraying the expenses ;

(b) For payment of the expenses of medical attendance, maintenance, burial and repatriation in case of injury or illness of seamen ;

(c) For dealing with the effects and wages of seamen who are left behind or die in a port outside the Part of the Commonwealth to which they belong ;

(d) For the recovery from the owner of the ship in proper cases for any expenses incurred by the Administration of any Part of the Commonwealth in the matters referred to in paragraphs (a) and (b).

PART IX.

OFFENCES ON BOARD SHIP.

Article 23.

Reciprocal arrangements shall be made for conferring jurisdiction on the lines of Section 686 of the Merchant Shipping Act, 1894, with respect to offences committed on board ships registered in any Part of the Commonwealth.

PART X.

GENERAL.

Article 24.

The present Agreement shall come into operation on the tenth day of December, 1931, and shall continue in full force for a period of five years and thereafter until the Government of any

Article 21.

Il sera pris dans chaque partie du Commonwealth des dispositions analogues autant que possible à celles qui figurent dans la partie VI de la loi de 1894 sur la marine marchande, au sujet de l'enquête spéciale à laquelle il est loisible de procéder lorsqu'on a lieu de croire qu'un capitaine, un second ou un mécanicien breveté ne peut, pour motif d'incapacité ou d'inconduite, remplir les fonctions qui lui incombent.

Toutefois, le droit pour un tribunal qui procède à une enquête de ce genre d'annuler ou de suspendre un certificat de capacité ou de service délivré par une partie du Commonwealth autre que celle dans laquelle a lieu l'enquête sera le même que celui qui appartient à un tribunal d'enquête officielle conformément au dernier article ci-dessus.

PARTIE VIII

SECOURS AUX GENS DE MER ET RAPATRIEMENT DES GENS DE MER.
SALAIRES ET EFFETS DES GENS DE MER DÉCÉDÉS.*Article 22.*

Il sera établi un plan que chaque partie du Commonwealth mettra à exécution par les voies législatives et aux termes duquel des dispositions seront prises :

- a) Pour secourir et rapatrier les gens de mer ressortissant à l'une des parties du Commonwealth et trouvés sans ressources ou abandonnés dans une autre partie du Commonwealth ou à l'étranger, et pour subvenir à ces dépenses ;
- b) Pour régler les frais des soins médicaux, d'entretien, de sépulture et de rapatriement des gens de mer en cas d'accident ou de maladie ;
- c) Pour disposer des effets et des loyers des gens de mer abandonnés ou décédés dans un port situé hors de la partie du Commonwealth à laquelle ils ressortissent ;
- d) Pour recouvrer, sur l'armateur du navire, s'il y a lieu, les dépenses encourues par l'administration d'une partie quelconque du Commonwealth dans les cas mentionnés aux paragraphes a) et b).

PARTIE IX

DÉLITS A BORD.

Article 23.

Il sera pris de part et d'autre des arrangements réciproques destinés à conférer une compétence analogue à celle qui est prévue à l'article 686 de la loi de 1894 sur la marine de commerce en matière de délits commis à bord de navires immatriculés dans une partie quelconque du Commonwealth.

PARTIE X

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 24.

La présente convention entrera en vigueur le dix décembre 1931 et restera en vigueur pendant une période de cinq ans et, par la suite, jusqu'à ce que le gouvernement de l'une quelconque des

Part of the Commonwealth gives notice of intention to withdraw therefrom or from any Article thereof. A notice of withdrawal, if sent to the Governments of every other Part of the Commonwealth, shall take effect as regards the Part giving the notice to the extent therein specified at the expiration of twelve months from the date of its despatch, but shall not otherwise affect the continuance in full force of the present Agreement.

Article 25.

The present Agreement may be varied at any time during the continuance thereof by common accord. Proposals for variation shall be sent by the Government of the Part proposing the variation, to the Government of the United Kingdom, to be circulated to the Governments of the other Parts of the Commonwealth, who will consider the proposals and endeavour to agree upon the acceptance of the variation with or without amendment. If a common accord is reached with respect to any proposed variation the present Agreement shall be varied accordingly.

Article 26.

A conference to consider any matter the subject of the present Agreement or any other matter relating to Merchant Shipping which the Government of any Part of the Commonwealth considers to be of common interest, may be called at any time at the instance of the Governments of any three Parts of the Commonwealth.

Article 27.

This Agreement shall apply to all territories administered under the authority of the Government of any Part of the Commonwealth and to ships registered there, or in any foreign port of registry, and fulfilling the requirements as to ownership set out in Article 2 (1).

Signed at London this tenth day of December, 1931.

On behalf of :

*His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland :*

J. H. THOMAS.

His Majesty's Government in Canada :

G. H. FERGUSON.

His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia :

Granville RYRIE.

His Majesty's Government in New Zealand :

T. M. WILFORD.

His Majesty's Government in the Union of South Africa :

C. T. TE WATER.

His Majesty's Government in the Irish Free State :

John W. DULANTY.

His Majesty's Government in Newfoundland :

MORRIS.

Certified a true copy :

H. D. J. Bodenstein,

Secretary for External Affairs.

parties du Commonwealth notifie son intention de la dénoncer ou d'en dénoncer un des articles. La notification de dénonciation, si elle est adressée aux gouvernements de toutes les autres parties du Commonwealth, prendra effet, en ce qui concerne la partie notifiante et quant au point spécifié, à l'expiration d'un délai de douze mois à partir de la date de la notification, mais les autres dispositions de la présente convention ne cesseront pas d'avoir plein effet.

Article 25.

Tant qu'elle demeurera valide, la présente convention pourra être modifiée en tout temps d'un commun accord. Les propositions de modification seront adressées par le gouvernement de la partie qui les propose au Gouvernement du Royaume-Uni, qui les communiquera aux gouvernements des autres parties du Commonwealth ; celles-ci étudieront ces propositions et s'efforceront de se mettre d'accord pour accepter cette modification avec ou sans amendement. Si l'on aboutit à une entente unanime sur une modification proposée, le présent accord sera modifié en conséquence.

Article 26.

A la demande des gouvernements de trois parties quelconques du Commonwealth, une Conférence pourra être convoquée en tout temps pour examiner toute matière faisant l'objet de la présente convention ou toute autre matière concernant la marine marchande que le gouvernement d'une partie quelconque du Commonwealth estimerait être d'intérêt général.

Article 27.

Le présent accord s'appliquera à tous les territoires administrés sous l'autorité du gouvernement de l'une quelconque des parties du Commonwealth et aux navires immatriculés dans ces parties du Commonwealth ou dans un port d'attache étranger et dont les propriétaires remplissent les conditions stipulées à l'article 2 (1).

Signé à Londres, le dix décembre 1931.

Au nom du :

*Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :*

J. H. THOMAS.

Gouvernement de Sa Majesté au Canada :

G. H. FERGUSON.

Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie :

Granville RYRIE.

Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande :

T. M. WILFORD.

Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine :

C. T. TE WATER.

Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande :

John W. DULANTY.

Gouvernement de Sa Majesté à Terre-Neuve :

MORRIS.

N° 2962.

ITALIE ET TURQUIE

Convention consulaire. Signée à
Rome, le 9 septembre 1929.

ITALY AND TURKEY

Consular Convention. Signed at
Rome, September 9, 1929.

N^o 2962. — CONVENTION ¹ CONSULAIRE ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LA RÉPUBLIQUE TURQUE. SIGNÉE A ROME, LE 9 SEPTEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 mai 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, désireux d'établir les rapports consulaires entre les deux pays sur la base du droit international général et du principe de la réciprocité et de déterminer, dans ce but, les règles de l'admission réciproque des fonctionnaires consulaires, les privilèges et immunités dont ils jouissent, ainsi que leurs attributions, ont résolu de conclure une convention consulaire et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence BENITO MUSSOLINI, chef du gouvernement, premier ministre secrétaire d'Etat, ministre secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence SUAD Bey, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie ;

Lesquels, ayant vérifié leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER

FONCTIONNAIRES CONSULAIRES.

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à recevoir dans les ports, villes et localités situés sur son territoire des consuls généraux, consuls et vice-consuls de l'autre partie. Ces fonctionnaires pourront être de carrière ou honoraires.

Les agents honoraires des différents grades susénoncés devront être choisis parmi les sujets des Hautes Parties contractantes. Au cas où ces agents honoraires appartiendraient à la nationalité du pays où ils doivent exercer leurs fonctions, on devra avant leur nomination obtenir par la voie diplomatique l'assentiment du gouvernement dont ils sont les sujets.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Angora, le 13 avril 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2962. — CONSULAR CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE TURKISH REPUBLIC. SIGNED AT ROME, SEPTEMBER 9, 1929.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place May 11, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, being desirous of establishing consular relations between the two countries on the basis of general international law and the principle of reciprocity, and of determining for this purpose the rules for the reciprocal admission of Consular officials, and the privileges and immunities they enjoy, together with their powers, have resolved to conclude a Consular Convention and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Benito MUSSOLINI, Head of the Government, Prime Minister and Secretary of State, Secretary of State for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency SUAD Bey, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Majesty the King of Italy ;

Who, having verified their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

SECTION I.

CONSULAR OFFICIALS.

Article I.

Each of the High Contracting Parties agrees to receive Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls of the other Party in the ports, towns and places situate within its territory. The said officials may be officials *de carrière* or honorary officials.

The honorary agents of the various above-mentioned ranks must be chosen from the subjects of the High Contracting Parties. In the event of these honorary agents being nationals of the country where they are to exercise their functions, the consent of the Government of which they are subjects must be obtained through the diplomatic channel before their nomination.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Angora, April 13, 1932.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de ne pas permettre l'établissement de consulats dans certaines localités ou portions de son territoire. Cette réserve, cependant, ne serait applicable à l'une d'elles sans l'être, également, à tous les autres Etats.

Article 2.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, présenteront leurs provisions et seront réciproquement admis et reconnus selon les règles et formalités établies dans l'Etat de leur résidence.

L'étendue de chaque circonscription consulaire sera fixée par la partie qui aura nommé les fonctionnaires susindiqués et sera communiquée à l'autre partie. Il en sera de même pour toute modification ultérieure à apporter aux circonscriptions consulaires précédemment fixées.

L'étendue d'aucune circonscription ne pourra comprendre des localités ou portions de territoire où l'établissement de consulats n'est pas permis.

Article 3.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront exercer leurs fonctions dans leur circonscription dès qu'ils auront été admis et reconnus avec les formalités établies conformément aux règles et usages en vigueur dans le pays de leur résidence.

Sur le vu de leurs lettres de provision, ils recevront l'exequatur ou autre admission aussitôt que possible.

Si, dans un cas particulier, l'une des parties estime que l'exequatur ou autre admission ne peuvent pas être accordés ou qu'ils doivent être retirés, elle en communiquera à l'autre partie les raisons dont elle aura seule l'appréciation et, dans le second cas, avant le retrait de l'exequatur ou autre admission.

Article 4.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, à moins qu'ils ne soient sujets de l'Etat de leur résidence, seront munis par le Ministère des Affaires étrangères du pays, où ils exercent leurs fonctions, d'une carte spéciale d'identité, portant la photographie et la signature du titulaire, établissant sa qualité officielle et le recommandant à la protection des autorités locales.

Article 5.

En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls généraux, consuls et vice-consuls, les fonctionnaires adjoints seront autorisés, dans l'ordre fixé par l'Etat dont ils relèvent, à exercer, par intérim, les fonctions du titulaire, à condition que leur caractère officiel ait été porté auparavant à la connaissance des autorités locales compétentes.

Les autorités locales, dûment prévenues, seront tenues de leur prêter assistance et protection et de leur assurer, pendant la gestion intérimaire, la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et privilèges reconnus par la présente convention au titulaire qu'ils remplacent.

En cas de décès d'un consul général, consul et vice-consul de carrière ou honoraire, sans qu'il existe aucun remplaçant désigné, les autorités locales procéderont sans tarder à l'apposition des scellés aux archives, en présence du représentant consulaire d'une puissance amie et de deux citoyens de la partie qui a nommé le défunt. Elles aviseront immédiatement par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères l'ambassade de l'Etat dont relève le défunt et lui enverront un exemplaire du procès-verbal qu'elles dresseront à cet effet.

Each of the High Contracting Parties reserves the right not to allow Consulates to be set up in certain places or parts of its territory. But this reservation shall not apply to one of the Parties unless it applies equally to all other States.

Article 2.

Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls shall, on presentation of their credentials, be reciprocally admitted and recognised according to the rules and regulations in force in their State of residence.

The extent of each Consular district shall be determined by the Party which nominates the above-mentioned officials, and shall be communicated to the other Party. The same procedure shall be followed for all subsequent modifications in the Consular districts previously determined.

No Consular district may include places or parts of territory where it is forbidden to set up a Consulate.

Article 3.

Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls may exercise their functions within their district, as soon as they have been admitted and recognised in accordance with the forms established by the rules and customs in force in the country in which they reside.

On production of their credentials they shall receive their *exequatur* or other form of authorisation at the earliest possible date.

If in a particular case one of the Parties considers that the *exequatur* or other authorisation cannot be granted or ought to be withdrawn, it shall communicate to the other Party the reasons, of which it shall itself be sole judge ; in case of withdrawal of the *exequatur* or other authorisation, the reasons for such withdrawal shall be communicated before the withdrawal takes place.

Article 4.

Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls, unless they are subjects of the State in which they reside, shall be provided by the Ministry of Foreign Affairs in the country where they exercise their functions with a special identity card bearing the holder's photograph and signature, indicating his official position and recommending him to the protection of the local authorities.

Article 5.

In the absence or on the decease of Consuls-General, Consuls or Vice-Consuls, or should they be for any reason unable to perform their duties, the assistant Consular officials shall be entitled in the order laid down by their Government in whose service they are, to perform the duties of the titular official *ad interim*, on condition that their official capacity has been brought beforehand to the notice of the competent local authorities.

The local authorities shall, when duly advised, afford them assistance and protection, and shall accord them during their temporary conduct of business the benefit of the exemptions, prerogatives, immunities, honours and privileges conferred by the present Convention on the titular official they replace.

Should a Consul-General, Consul or Vice-Consul, *de carrière* or honorary, die without leaving any deputed substitute, the local authorities shall proceed without delay to place the archives under seal in the presence of a Consular representative of a friendly Power and two citizens of the Party which nominated the deceased. The authorities shall immediately inform the Embassy of the State to which the deceased belonged through the intermediary of the Ministry of Foreign Affairs, and shall send the Embassy a copy of the record drawn up to this effect.

La levée des scellés sera effectuée en présence des autorités locales par le successeur ou par tout autre fonctionnaire diplomatique ou consulaire désigné à cet effet par l'Etat dont relève le consulat.

CHAPITRE II.

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES.

Article 6.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront apposer à la maison où se trouvent leurs bureaux ou chancelleries l'écusson des armes de la partie qui les a nommés, avec une inscription qui désigne le caractère officiel du consulat. Ils pourront également arborer le pavillon national sur ladite maison, aux jours des solennités publiques de leur pays, ainsi que dans d'autres circonstances d'usage, étant bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile ; elles serviront à désigner la maison consulaire.

Ils auront droit aux honneurs dus à leur situation officielle dans toutes les circonstances où ils exercent leurs fonctions officielles et, en particulier, lorsqu'ils représentent le gouvernement qui les a nommés.

Article 7.

L'ensemble des pièces à l'usage des bureaux pour le service officiel consulaire et le local spécialement affecté au dépôt des archives consulaires sont inviolables. Ces pièces et ce local doivent être parfaitement distincts des pièces servant à l'habitation personnelle du fonctionnaire consulaire et ne peuvent être affectés à d'autres usages. Ils ne peuvent dans aucun cas servir de lieu d'asile. Les autorités locales ne peuvent sous aucun prétexte visiter ou saisir les papiers qui font partie desdites archives. Ces papiers seront complètement séparés des papiers personnels du consul ainsi que des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que le consul honoraire pourrait exercer.

Article 8.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls de carrière, ainsi que les chanceliers, secrétaires et secrétaires interprètes, fonctionnaires de carrière, jouiront sur le territoire de l'autre partie de l'exemption de toute réquisition, prestation ou logement militaire. Cette exemption ne s'étendra pas aux immeubles appartenant aux fonctionnaires consulaires susvisés dans le pays de leur résidence, à moins que les bâtiments qui s'y trouvent ne soient affectés au service consulaire ou ne servent de logements auxdits fonctionnaires.

En outre, lesdits fonctionnaires seront exempts de toutes contributions directes, mobilières ou somptuaires, réelles ou personnelles, imposées par l'Etat ou par un autre corps constitué d'après le droit public du pays, à moins qu'elles ne soient imposées à raison de la possession de biens immeubles ou sur les intérêts d'un capital employé dans le pays de résidence desdits fonctionnaires.

Les fonctionnaires consulaires honoraires seront exempts seulement des réquisitions et logements militaires pour les locaux affectés aux bureaux de leur chancellerie et à leurs archives, même s'ils sont sujets du pays de résidence.

Article 9.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, ainsi que tous autres fonctionnaires consulaires de carrière sont autorisés, lorsqu'ils rejoignent pour la première fois leur poste, ou dans les trois mois

The seals shall be broken in the presence of the local authorities by the successor of the deceased, or by any other diplomatic or Consular official appointed for the purpose by the State in whose service the Consulate is.

SECTION II.

PRIVILEGES AND IMMUNITIES OF CONSULAR OFFICIALS.

Article 6.

Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls shall be entitled to place on the buildings, in which their offices or chancelleries are installed, the shield of the Party which appointed them with an inscription indicating the official character of the Consulate. They may also fly their national flag on the said building on days of their own country's public solemnities and on other customary occasions, it being understood that these external signs shall never be interpreted as constituting a right of asylum, but shall serve solely to indicate the Consular building.

Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls shall be entitled to the honours due to their official position in all circumstances in which they exercise their official functions, and in particular when they represent the Government which appointed them.

Article 7.

All the rooms used as offices for the official Consular service and the place specially given over to the deposit of the Consular archives shall be inviolable. These rooms and this space should be completely separate from the rooms personally inhabited by the Consular official, and may not be used for other purposes. In no case may they be used for purposes of asylum. The local authorities shall not be entitled on any pretext whatsoever to examine or seize any papers forming part of the Consular archives. The said papers shall be kept completely separate from the Consul's private papers, and also from any books or papers relating to the commerce or industry in which the honorary Consul may be engaged.

Article 8.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls *de carrière*, Chancellery clerks, secretaries and secretary-interpreters, being officials *de carrière*, shall be exempt from all military requisitions, contributions and billeting in the territory of the other Party. This dispensation shall not apply to immovable property belonging to such Consular officials in the country in which they reside, unless the buildings in that country are given over to the Consular service or serve as the residence of the said officials.

Moreover, the said officials shall be exempt from all direct taxes, whether sumptuary or in respect of movable property, real or personal, levied by the State or by any other body constituted under the public law of the country, unless they are levied on the possession of immovable property or on the interest from capital laid out in the country where the above officials reside.

The honorary Consular officials shall be exempt from military requisitions and billeting only so far as concerns the premises used for their chancellery and archives, even if they are subjects of the country in which they reside.

Article 9.

Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls, and all other Consular officials *de carrière*, shall be authorised, when they take up their post for the first time, or in the three months following, to

suiuants, à faire entrer, en franchise, le mobilier, les vêtements, les effets et les ustensiles de ménage appartenant à eux et à leur famille, à la condition de les faire examiner. Cette exemption ne s'applique pas aux articles de consommation.

Sur indications motivées fournies dans ce délai de trois mois par l'autorité diplomatique dont relève l'agent et sans autres formalités, ledit délai de trois mois sera prolongé du temps effectivement nécessaire au fonctionnaire consulaire pour recevoir ses meubles et effets personnels dans des conditions normales; toutefois, cette prolongation ne pourra excéder un nouveau délai de trois mois.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage, en outre, à autoriser l'entrée en franchise de tous drapeaux, uniformes, écussons, registres, papiers à en-tête, cahiers à souche, passeports, certificats, timbres, documents publics et toute autre fourniture de bureau, y compris les coffres-forts et les machines à écrire, expédiés à l'adresse des consuls généraux, consuls et vice-consuls.

Article 10.

Les bâtisses ou locaux affectés à la résidence consulaire et qui sont propriétés de l'une des Hautes Parties contractantes sont exemptés de l'impôt établi par l'État ou par un autre corps constitué d'après le droit public du pays, et qui frappe ces immeubles ou leur revenu.

Article 11.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ne sont pas justiciables des tribunaux du pays de leur résidence pour les actes qui découlent de leurs fonctions.

Sous réserve des privilèges et immunités mentionnés dans la présente convention, les chefs de poste et autres fonctionnaires consulaires seront soumis dans les mêmes conditions que les nationaux, tant en matière civile qu'en matière criminelle, à la juridiction des tribunaux de l'État de leur résidence.

Article 12.

En matière civile ou commerciale la contrainte par corps ne pourra pas être prononcée, soit comme moyen d'exécution soit comme mesure conservatoire, contre les consuls généraux, consuls, vice-consuls et chanceliers de carrière.

Les agents précités ne pourront être mis en état de détention préventive ou d'arrestation que s'il s'agit d'une infraction punissable, d'après la législation locale, d'un emprisonnement de trois ans au moins.

Si l'un d'eux est mis en état d'arrestation ou poursuivi autrement, l'ambassade de son pays en sera prévenue immédiatement par le gouvernement de l'autre Partie.

Article 13.

Les fonctionnaires consulaires seront obligés, sur l'invitation des autorités judiciaires, de répondre comme témoins en justice. Les chefs des postes consulaires de carrière pourront, en cas d'empêchement résultant des nécessités de service, déposer aux sièges des consulats, dans le délai fixé par l'autorité judiciaire.

Dans ce cas, l'interrogatoire aura lieu d'après les formes prévues par les lois locales et le procès-verbal sera également dressé suivant ces formes.

Les fonctionnaires consulaires pourront refuser de déposer sur tous les faits qui ont trait à l'exercice de leurs fonctions.

bring in without payment the furniture, clothing, effects and household utensils belonging to them and their families, subject to the examination of the same. This exemption shall not apply to articles of consumption.

On detailed application made within the said period of three months by the diplomatic authority in whose service the agent is, and without any further formality, the said period of three months shall be prolonged by the period necessary for the Consular official to receive his furniture and personal effects under normal conditions ; but such prolongation may not exceed a second period of three months.

Further, each of the High Contracting Parties agrees to authorise the free entry of all flags, uniforms, Consular shields, files, stamped stationery, books of counterfoils, passports, certificates, stamps, public documents and all other office appurtenances, including safes and typewriters, consigned to the address of Consuls-Generals, Consuls or Vice-Consuls.

Article 10.

The buildings or premises used as Consular residences, being the property of one of the High Contracting Parties, shall be exempt from the taxes levied by the State or by any other body constituted under the public law of the country on such real estate or on the revenue therefrom.

Article 11.

Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls shall not be judiciable in the Courts of the country in which they reside in respect of acts done by them in the exercise of their functions.

Subject to the privileges and immunities specified in the present Convention, heads of Consular offices and other Consular officials shall be amenable in the same conditions as nationals, on civil as well as criminal charges, to the jurisdiction of the Courts of the State in which they reside.

Article 12.

In civil or commercial matters recourse may not be had to imprisonment for debt as an executory or conservatory measure against Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Chancellery officials *de carrière*.

Consular agents shall not be subject to preventive detention or arrest, except for offences which under the local legislation are punishable by imprisonment for a period exceeding three years.

In the case of a Consular agents' arrest or other prosecution directed against him, the Embassy of the country to which he belongs shall be immediately informed thereof by the Government of the other Party.

Article 13.

Consular officials shall be under obligation to appear as witnesses when called upon by the judicial authorities. Heads of Consular offices who are officials *de carrière* may, if prevented by the exigencies of their duties from appearing, give their depositions at their Consular premises within the period fixed by the judicial authorities.

In such case the questioning of the deponent shall be conducted according to the procedure laid down by the local laws, and the official record shall also be drawn up according to the same procedure.

Consular officials may refuse to give evidence on any facts connected with the exercise of their duties.

Article 14.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront en outre, sous condition de réciprocité, dans le territoire de l'autre partie, des mêmes privilèges et immunités que les fonctionnaires consulaires d'une tierce Puissance, qui ont le même caractère et qui occupent le même rang, tant que ces derniers jouissent de ces privilèges.

Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes qu'aucune d'elles ne pourra invoquer le bénéfice résultant d'une convention avec une tierce Puissance, pour réclamer en faveur de ses fonctionnaires consulaires des privilèges ou immunités autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux fonctionnaires consulaires de l'autre Partie.

Article 15.

Les gérants des consulats généraux, consulats et vice-consulats jouiront, pendant leur gestion intérimaire, des privilèges et immunités reconnus aux titulaires.

CHAPITRE III.

ATTRIBUTIONS CONSULAIRES.

Article 16.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls sont autorisés à sauvegarder les droits et les intérêts des sujets du pays qu'ils représentent et, notamment, à protéger et à encourager le commerce et la navigation desdits sujets.

Dans l'exercice de leurs fonctions, ils peuvent s'adresser aux autorités administratives de leur circonscription et faire des réclamations auprès d'elles pour toute infraction aux traités et conventions en vigueur entre les deux parties ou aux principes généraux du droit des gens.

Article 17.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et chanceliers auront le droit pour autant qu'ils y sont autorisés par la législation de leur pays :

1^o De recevoir, soit dans leurs bureaux, chancelleries ou domiciles, soit au domicile des intéressés ou à bord des navires de commerce de leur pays, les déclarations que pourront avoir à faire les commerçants ou autres sujets de la partie qui les a nommés, les capitaines, les membres de l'équipage ou les passagers de ces navires ;

2^o De dresser, de certifier authentiques ou de légaliser les dispositions testamentaires des sujets de leur pays ;

3^o De dresser, de certifier authentiques ou de légaliser tous actes et contrats, quelle que soit la nationalité des personnes dont ils émanent ou qui les concluent, pourvu que ces actes et contrats aient exclusivement rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter ou exécuter sur le territoire de la Partie qui a nommé le fonctionnaire consulaire ;

4^o De dresser et d'enregistrer les contrats concernant la vente de navires, le prêt à la grosse, le gage et l'enrôlement, ainsi que tout autre contrat nécessaire à l'exercice de la navigation, et d'enregistrer les contrats d'achat des navires, pourvu qu'une des Parties contractantes soit ressortissante de l'Etat dont relève le consul ;

Article 14.

The Consular officials of each of the High Contracting Parties shall further enjoy, subject to reciprocity, in the territory of the other Party, the same privileges and immunities as the Consular officials of any third Party of the same character and rank, so long as the latter enjoy such privileges.

The High Contracting Parties agree that neither of them shall be entitled to appeal to the advantages under a Convention with a third Party in order to claim for its Consular officials privileges or immunities other or more extended than those granted by the Party itself to the Consular officials of the other Party.

Article 15.

Acting Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls shall enjoy, during their *ad interim* period of office, the privileges and immunities granted to the titular officials.

SECTION III.

CONSULAR POWERS.

Article 16.

Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls shall be authorised to safeguard the rights and interests of subjects of the country which they represent and, in particular, to protect and encourage the commerce and navigation of the said subjects.

In the exercise of their duties, they may apply to the administrative authorities of their Consular district, and make claims for any breach of the treaties and conventions in force between the two Parties or of the general principles of international law.

Article 17.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Chancellery officials, provided they are so authorised by the legislation of their country, shall be entitled :

(1) To take, either in their offices, chancelleries or domiciles, or in the domiciles of the parties concerned, or on board trading vessels of their country, such statements as may have to be made by the traders or other subjects of the State by which they are appointed, or by the captains, members of the crew or passengers of the said vessels ;

(2) To draw up, certify or legalise the testamentary dispositions of subjects of their country ;

(3) To draw up, certify or legalise all documents or contracts, whatever the nationality of the persons who issue or conclude them, provided such documents or contracts relate exclusively to property situated, or business to be dealt with or transacted, in the territory of the Party by which the Consular official is appointed ;

(4) To draw up and register contracts concerning the sale of vessels, bottomry bonds, wages and enlistment, together with any other contract required for shipping purposes, and to register contracts for the purchase of vessels, provided that one of the Contracting Parties is a national of the State in whose service the Consul is ;

5° De délivrer et de viser, conformément aux prescriptions de l'Etat qui les a nommés, les passeports et tous autres documents officiels ;

6° De faire tous les actes se rapportant au service militaire et à la visite sanitaire des conscrits sujets de l'Etat qu'ils représentent ;

7° De traduire et de légaliser les traductions de toute espèce d'actes et de documents émanant des autorités ou fonctionnaires de leur pays ;

8° De recevoir le paiement des prestations, rentes ou indemnités allouées aux ayants droit, selon les lois de l'Etat dont ils relèvent et notamment par l'application des lois de prévoyance sociale. Il est bien entendu que le droit précité reconnu aux fonctionnaires consulaires ne saurait impliquer aucun engagement pour le pays où ils résident.

Tous ces actes et contrats dressés, certifiés authentiques ou légalisés par les consuls généraux, consuls et vice-consuls et scellés de leurs sceaux, ainsi que leurs copies, extraits ou traductions certifiés conformes par lesdits fonctionnaires consulaires sous leurs sceaux, auront, dans le pays où résident ces fonctionnaires, le caractère de documents authentiques et la même valeur et la même force probante que s'ils avaient été dressés, certifiés authentiques ou conformes, ou légalisés par un officier public de ce pays. La valeur et la force probante susmentionnées s'entendent seulement au point de vue de la forme et non du fond et de la force exécutoire de l'acte ou du contrat. Toutefois, en tant que ces actes ou autres documents visent des affaires devant recevoir leur exécution dans ledit pays, ils seront soumis aux droits de timbre et autres taxes exigés par les lois du pays ainsi qu'à toutes formalités y régissant la matière.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité et l'expédition d'un acte public enregistré à la chancellerie d'un des consulats respectifs ou sur l'authenticité et l'exactitude des copies, extraits ou traductions susmentionnés, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande et qui pourra assister à cette collation, s'il le juge nécessaire.

Article 18.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, ainsi que les représentants diplomatiques pourront célébrer les mariages de leurs nationaux s'ils y sont autorisés par la législation de leur pays.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux mariages où l'un des futurs est sujet de l'autre partie.

Les fonctionnaires consulaires et les représentants diplomatiques précités devront le plus tôt possible porter les mariages susvisés à la connaissance des autorités du pays où ils résident.

Article 19.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, ainsi que les représentants diplomatiques, ont le droit de dresser les actes de naissance et les actes de décès de leurs nationaux suivant les formes prescrites par la législation de leur pays.

Les autorités locales, ainsi que les fonctionnaires consulaires, sont tenus de se communiquer réciproquement dans un délai maximum d'un mois, les cas de naissance et de décès des personnes appartenant à la nationalité des fonctionnaires consulaires.

TITRE PREMIER.

TUTELLE ET CURATELLE.

Article 20.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls de chacune des parties pourront, en matière de droit de famille et de capacité, organiser des tutelles et curatelles pour les sujets de leur pays ayant

(5) To issue and visa passports and all other official documents in accordance with the regulations of the State by which they are appointed ;

(6) To draw up all documents relating to the military service or health inspection of conscript soldiers who are subjects of the State they represent ;

(7) To make and legalise translations of all kinds of deeds and documents issued by the authorities or officials of their own country ;

(8) To receive payment of loans, annuities or allowances granted to parties entitled thereto, in accordance with the laws of the State in whose service they are, especially in connection with the application of social welfare legislation. It is understood that the above right vested in Consular officials in no way commits the country where they reside.

All such deeds or documents, drawn up, certified as authentic or legalised by Consuls-General, Consuls or Vice-Consuls, bearing their seals, together with copies, extracts or translations thereof certified correct by the said Consular officials under their seals, shall be recognised in the country where the said officials reside as authentic documents, and shall be valid and shall have the same value as evidence as if they had been drawn up, certified as authentic or correct, or legalised by a public official of that country. The validity and value as evidence shall relate only to the form and not to the substance or executory force of the deed or contract. Nevertheless, in so far as such deeds or other documents relate to business transactions taking effect in the said country, they shall be subject to the stamp duties and other dues levied under the laws of the country, as well as to all the formalities and regulations applicable thereto.

Should doubt arise concerning the authenticity or the copy of a public deed registered at the Chancellery of one of the respective Consulates, or concerning the authenticity or accuracy of the copies, extracts or translations referred to above, the party concerned, if he so request, shall be entitled to compare the deed in question with the original or to be present when the comparison is made, if he thinks fit.

Article 18.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and diplomatic representatives shall be entitled to celebrate the marriages of their nationals, if authorised so to do by the law of their country.

These provisions shall not apply to marriages where one of the Contracting Parties is a subject of the other State.

The said Consular officials and diplomatic representatives shall inform the authorities of the country in which they reside of the marriages celebrated by them at the earliest possible date.

Article 19.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and diplomatic representatives shall have the right to draw up birth certificates and death certificates for their nationals, according to the forms laid down by their country's law.

Local authorities and Consular officials shall be required to inform one another before the expiry of one month of the births and deaths of persons of the same nationality as the Consular officials.

SUBSECTION I.

GUARDIANSHIP AND CURATORSHIP.

Article 20.

Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls of each of the Parties shall be entitled, in matters of family law or legal ability, to arrange for the guardianship or curatorship of subjects of their

leur résidence sur le territoire de l'autre partie, ainsi que de surveiller l'administration de ces tutelles et curatelles. Dans l'exercice de ces fonctions ils se conformeront aux dispositions suivantes :

§ I. L'organisation, l'administration et la surveillance de la tutelle et de la curatelle seront régies par la législation de la partie à laquelle appartient la personne dont il importerait d'établir la tutelle ou la curatelle.

§ II. S'il se produit, sur le territoire de l'une des parties à l'égard d'un sujet de l'autre, des circonstances qui, d'après les lois de cette dernière partie, rendent nécessaire l'organisation d'une tutelle ou d'une curatelle, les autorités locales en informeront sans retard le fonctionnaire consulaire sur le lieu, ou le plus proche.

§ III. Dans les six mois à dater du jour où le fonctionnaire consulaire a reçu l'avis prévu au paragraphe II, il organisera la tutelle ou la curatelle conformément à la loi de la partie qui l'a nommé et désignera à l'autorité locale le tuteur ou le curateur qu'il a choisi. S'il s'agit d'une tutelle ou d'une curatelle à organiser à cause d'interdiction, le délai sera d'une année et, dans ce délai, la décision de la juridiction nationale — le cas échéant, celle qui refuse l'interdiction — devra être produite à l'autorité locale.

Si le fonctionnaire consulaire ne s'est pas conformé aux dispositions de l'alinéa 1 dans les délais y mentionnés, ou s'il déclare qu'il n'organisera pas la tutelle ou la curatelle, l'autorité locale pourra procéder elle-même à l'organisation, à l'administration et à la surveillance de la tutelle ou de la curatelle conformément à ses propres lois.

Les mesures prises par l'autorité locale dans les cas visés à l'alinéa 2 seront levées aussitôt que le fonctionnaire consulaire se sera conformé aux dispositions de l'alinéa 1.

§ IV. La tutelle ou la curatelle organisée par le fonctionnaire consulaire s'étend, de plein droit, à la personne et à l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers du mineur ou de l'incapable.

Il est bien entendu que pour l'administration et l'aliénation des biens immobiliers du mineur ou de l'incapable, le tuteur ou le curateur désigné suivant les alinéas précédents se conformera aux lois du pays où ces biens sont situés.

§ V. Dans le délai nécessaire pour organiser la tutelle ou la curatelle, le fonctionnaire consulaire pourra, provisoirement, remplir lui-même les fonctions de tuteur ou de curateur touchant la personne et l'ensemble des biens du mineur ou de l'incapable.

§ VI. Le fonctionnaire consulaire pourvoira à l'accomplissement des mesures de publicité prescrites par la loi territoriale en cas d'organisation d'une tutelle ou d'une curatelle de sa compétence.

TITRE II.

SUCCESSION.

Article 21.

En ce qui concerne les successions mobilières des sujets de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les consuls généraux, consuls et vice-consuls du pays du défunt auront les attributions suivantes :

§ I. En cas de décès d'un sujet de l'une des deux Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales devront donner avis immédiatement au fonctionnaire consulaire désigné ou au plus proche.

Les fonctionnaires consulaires, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils seront informés les premiers.

countries who reside in the territory of the other Party, and also to supervise the administration of such guardianships and curatorships. In the exercise of their duties they shall conform to the following provisions :

§ I. The arrangement, administration and supervision of guardianships and curatorships shall be regulated by the laws of the Party to which the person belongs, for whom the guardianship or curatorship is to be instituted.

§ II. In the event of circumstances arising in the territory of one of the Parties with regard to nationals of the other Party which, under the laws of the latter Party, make it necessary to arrange for a guardianship or curatorship, the local authorities shall inform the Consular official on the spot, or the nearest Consular official, of the fact without delay.

§ III. Within six months from the date on which the Consular official receives the notice referred to in § II, he shall arrange for the guardianship or curatorship in conformity with the laws of the Party which appointed him, and shall indicate to the local authorities the guardian or curator he has chosen. If the Guardianship or curatorship is being arranged on account of the loss of civil rights, the period shall be one year, and within this time the decision of the national jurisdiction — or of the jurisdiction which refuses to deprive the party of his civil rights — must be delivered to the local authority.

If the Consular official has not conformed to the provisions of the preceding sub-paragraph within the time-limit therein laid down, or if he declares that he will not arrange for the guardianship or curatorship, the local authorities shall be entitled themselves to arrange for, administer or supervise the guardianship or curatorship in conformity with their own laws.

The measures taken by the local authorities in the cases referred to in the preceding sub-paragraph shall be suspended as soon as the Consular official shall have conformed to the provisions of sub-paragraph I.

§ IV. The guardianship or curatorship arranged for by the Consular official shall apply in full right to the person and to the entire movable and immovable property of the minor or the party deprived of civil rights.

It is understood that, in administering or disposing of the immovable property of the minor or the party deprived of civil rights, the guardian or curator appointed under the preceding paragraph shall conform to the laws of the country where such property is situate.

§ V. During the lapse of time necessary to arrange for the guardianship or curatorship, the Consular official may provisionally carry out the duties of guardian or curator himself in respect of the person and all property of the minor or party deprived of civil rights.

§ VI. The Consular official shall take the requisite steps to secure publicity as prescribed by territorial law for the arrangement of a guardianship or curatorship falling within his competence.

SUBSECTION II.

SUCCESSIONS.

Article 21.

In the matter of successions to movable property of subjects of one of the High Contracting Parties in the territory of the other, Consuls-General, Consuls or Vice-Consuls of the country of the deceased shall have the following powers :

§ I. In the event of decease of a subject of one of the High Contracting Parties within the territory of the other, the local authorities must immediately advise the Consular official appointed for the purpose or the nearest Consular official.

The Consular officials, on their side, must similarly advise the local authorities in cases where they have been the first to receive the information.

Les autorités locales devront transmettre le certificat de décès au fonctionnaire consulaire avec l'avis mentionné à l'alinéa précédent et feront connaître ce qu'elles savent touchant les héritiers, leur résidence et l'existence des dispositions testamentaires.

§ II. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls du pays du défunt auront, soit en personne, soit par l'entremise d'un délégué, le droit de mettre la succession sous scellés, conformément à la législation de leur pays, soit d'office, soit à la demande des intéressés, après en avoir prévenu à temps les autorités locales compétentes, si le défunt n'a pas fait de testament, ni nommé d'exécuteurs testamentaires et si les ayants droit, soit légitimes ou naturels soit testamentaires, étaient mineurs, incapables ou absents, ou bien si une contestation surgissait entre les ayants droit à la succession, ou si les exécuteurs testamentaires nommés ne se trouvaient pas dans la localité où s'est ouverte la succession.

Les autorités locales ont le droit d'assister à cette mise sous scellés et d'apposer également leurs propres scellés ; si elles ne se sont pas présentées en temps utile elles pourront croiser leurs propres scellés avec ceux du fonctionnaire consulaire.

Les scellés apposés de part et d'autre ne pourront être levés sans la coopération des autorités locales. Si ces autorités ne se sont pas présentées après une invitation qui leur a été adressée par ledit fonctionnaire, au moins quarante-huit heures auparavant, le fonctionnaire consulaire pourra procéder de lui-même à la levée des scellés. Il dressera ensuite un inventaire de la succession en présence des autorités locales si elles ont répondu à son invitation. Les autorités locales signeront avec lui le procès-verbal dressé en leur présence sans pouvoir exiger des frais ou taxes quelconques pour leurs vacations. Si les autorités locales n'ont pas répondu à l'invitation, le fonctionnaire consulaire leur transmettra une copie certifiée conforme de l'inventaire dans un délai de huit jours à partir de la date à laquelle l'inventaire a été terminé.

§ III. Si des sujets sont créanciers de la succession ou ont des droits à faire valoir sur la succession à titre d'hérédité ou de legs, ils pourront en prévenir le fonctionnaire consulaire et lui demander de procéder conformément aux dispositions du paragraphe II à la mise sous scellés.

S'il n'est pas donné suite à cette demande dans un délai de douze heures au maximum, majoré le cas échéant des délais de distance fixés dans le code de procédure civile locale pour la signification des assignations, les autorités locales auront le droit de mettre la succession sous scellés conformément à la loi du pays. Le fonctionnaire consulaire pourra croiser ses propres scellés avec ceux de l'autorité locale. L'autorité locale ou le fonctionnaire consulaire pourront demander que la levée des scellés et la formation de l'inventaire se fassent et le procès-verbal soit signé de concert. Si le fonctionnaire consulaire ou l'autorité locale ne se présentent pas sur une invitation reçue au moins quarante-huit heures à l'avance, majoré le cas échéant des délais de distance fixés dans le code de procédure civile locale pour la signification des assignations, la Partie plus diligente pourra procéder seule à la levée des scellés et à la formation de l'inventaire. Une copie certifiée conforme de l'inventaire sera transmise au fonctionnaire consulaire ou à l'autorité locale suivant les circonstances.

§ IV. Le fonctionnaire consulaire fera, s'il y a lieu, les publications touchant l'ouverture de la succession et l'appel des ayants droit conformément aux lois du pays ou aux usages locaux et communiquera ces publications à l'autorité locale. D'autre part, cette dernière pourra également faire des publications analogues.

§ V. Le fonctionnaire consulaire aura le droit, dans les cas prévus aux paragraphes II et III, de se faire délivrer tous les éléments dont se compose la succession, y compris les papiers du défunt et notamment son testament, s'il existe, dont des particuliers, des banques, des sociétés d'assurances, des caisses publiques, etc., ou des autorités locales seraient détenteurs, aux mêmes conditions auxquelles le défunt aurait pu en demander la remise. Si la totalité ou une partie des biens de la succession se trouvaient frappées de saisie ou de séquestre, le fonctionnaire consulaire ne pourra prendre possession desdits biens avant que la saisie ou le séquestre aient été levés.

The local authorities must transmit the certificate of death to the Consular official together with the notice mentioned in the preceding sub-paragraph, and communicate all their knowledge concerning the heirs, their place of residence and the testamentary depositions (if any).

§ II. Consuls-General, Consuls or Vice-Consuls of the country of the deceased shall have the right, whether in person or through the intermediary of a deputy, to place the succession under seal in conformity with the legislation of their country, either automatically in the discharge of their official functions or at the request of the parties concerned, after giving due warning to the competent local authorities, if the deceased has made no will and appointed no executors, and the beneficiaries, whether legitimate, natural or testamentary, are minors, or without civil rights or absent, or if the apportionment of the succession between the beneficiaries is disputed, or if the executors appointed under the will are not present in the locality in which the succession is opened.

The local authorities shall have the right to be present when the succession is placed under seal, and to affix their own seals together with those of the Consular official : if they do not come forward in time, they may cross their own seals with those of the Consular official.

The seals affixed by both parties may not be broken without the cooperation of the local authorities. If the local authorities do not come forward in response to an invitation addressed to them by the Consular official at least 48 hours beforehand, the Consular official shall be entitled to break the seals himself. He shall thereupon draw up an inventory of the succession in the presence of the local authorities, if they have complied with his invitation. The local authorities shall sign with him jointly the record which has been drawn up in their presence, without having the right to claim costs or dues of any kind for the loss of time thereby incurred. If the local authorities have not complied with his invitation, the Consular official shall send them a certified true copy of the inventory within 8 days from the date on which the inventory was completed.

§ III. Subjects who are creditors of the succession, or have claims thereon as heirs or legatees, may inform the Consular official thereof, and request him to place the succession under seal in conformity with the provisions of paragraph II.

If the Consular official does not comply with the request within a period not exceeding 12 hours, or such period exceeding 12 hours as may be allowed by the local regulations for civil procedure in serving writs in consideration of the distance to be covered by the parties concerned, the local authorities shall be entitled to place the succession under seal in conformity with the national law of the country. The Consular official shall be entitled in such case to cross his own seals with those of the local authority. Either the local authority or the Consular official may ask for the seals to be broken, or for the inventory to be drawn up, or for the official record to be signed jointly. If either the Consular official or the local authority does not appear after receiving an invitation addressed to him not less than 48 hours beforehand, or such period exceeding 48 hours as may be allowed by the local regulations for civil procedure in serving writs in consideration of the distance to be covered by the parties concerned, the more active party shall be entitled to proceed alone to break the seals and draw up the inventory. A certified true copy of the inventory shall in such case be communicated to the Consular official or local authority as the case may be.

§ IV. The Consular official shall give public notice, where necessary, of the opening of the succession and of the call on the beneficiaries to come forward, in conformity with the laws of the country or the local customs, and shall communicate such public notice to the local authority. The latter shall be entitled for its part to give similar public notice.

§ V. The Consular official shall have the right in the cases to which paragraphs II and III relate to take delivery of all such parts of the succession, including the deceased's papers and in particular his will (if such there be), as may be held in keeping by private individuals, banks, insurance companies, public offices and the like or by the local authorities on the same conditions as those under which the deceased would have been entitled to require their delivery. If the whole or part of the property of the succession has been subjected to distraint or sequester, the Consular official shall not be allowed to take possession of the said property before the distraint or sequester has been raised.

Si au cours des opérations de mise sous scellés d'inventaire ou de liquidation une saisie ou un séquestre étaient pratiqués sur les biens successoraux, l'ordonnance y relative sera signifiée au fonctionnaire consulaire qui deviendra dépositaire des biens saisis ou séquestrés.

Le fonctionnaire consulaire pourra faire vendre aux enchères publiques tous les objets mobiliers de la succession susceptibles de détérioration ou d'une conservation difficile ou onéreuse, en observant les formalités établies par les lois ou les usages du pays de sa résidence.

§ VI. Le fonctionnaire consulaire conservera comme dépôt soumis aux lois du Pays de sa résidence les objets inventoriés, le produit de la vente des meubles, si elle a eu lieu, et le montant des créances rentrées, pendant les trois mois qui suivront la dernière publication sur l'ouverture de la succession ou, à défaut d'une pareille publication, pendant les quatre mois qui suivront le décès. Au cours de ce délai il recouvrera, soit à l'amiable, soit par voie judiciaire, les créances, rentes, dividendes d'actions, intérêts d'inscription de la dette publique, et tous autres sommes et revenus dus à la succession, et il donnera bonne et valable quittance aux débiteurs.

Le fonctionnaire consulaire prélèvera, toutefois, immédiatement sur l'actif de la succession, les frais de justice, ainsi que les droits et taxes consulaires ou ceux dus aux autorités locales, les frais d'enterrement du défunt, les frais de dernière maladie, les frais éventuels pour l'entretien de la famille du défunt, les gages de ses domestiques, le loyer.

§ VII. Sous réserve des dispositions du premier alinéa du paragraphe VI, le fonctionnaire consulaire aura le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt des ayants droit en vue de la conservation de la succession.

Il pourra administrer la succession lui-même ou la faire administrer par un ou plusieurs délégués qu'il nommera et qui agiront en son nom. Il aura qualité pour délivrer des certificats aux héritiers en vue de leur légitimation.

§ VIII. Si, au cours du délai fixé au 1^{er} alinéa du paragraphe VI, il s'élève des contestations à l'égard des réclamations qui pourraient se produire contre la succession de la part des sujets de n'importe quel Etat, la décision concernant ces réclamations, en tant qu'elles ne reposent pas sur le titre d'hérédité ou de legs, appartiendra aux tribunaux du pays.

Si le montant de la succession ne suffisait pas à payer les dettes, les créanciers pourront, si les lois du pays les y autorisent, demander aux autorités judiciaires locales compétentes la décision de faillite. Après la déclaration de faillite toute la succession devra être remise au juge commissaire et aux syndics de la faillite, le fonctionnaire consulaire étant chargé de représenter en personne ou par l'entremise de ses délégués les intérêts de ses nationaux dans la faillite.

§ IX. A l'expiration du délai fixé au 1^{er} alinéa du paragraphe VI, s'il n'existe aucune réclamation contre la succession, le fonctionnaire consulaire, après avoir payé et acquitté, d'après les tarifs en vigueur dans le pays, tous les droits, frais et comptes à la charge de la succession, entrera en possession définitive de la succession, qu'il liquidera et transmettra aux ayants droit sans avoir d'autres comptes à rendre qu'à son propre gouvernement.

§ X. Dans toutes questions auxquelles pourront donner lieu l'ouverture, l'administration et la liquidation des successions des sujets de l'un des pays dans l'autre, les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou leurs délégués, seront autorisés de plein droit à représenter l'hoirie et seront officiellement reconnus comme représentants de celle-ci sans être tenus de justifier leur mandat par une procuration spéciale.

Le fonctionnaire consulaire aura donc le droit de se présenter en personne ou par l'entremise de ses délégués devant les autorités locales compétentes, de défendre les intérêts communs des héritiers en tout ce qui concerne la succession et de répondre aux demandes formulées contre celle-ci.

Toutefois, il est tenu de prévenir les exécuteurs testamentaires éventuels ou les héritiers susvisés présents, ou leurs délégués, de toute demande qui lui a été présentée contre la succession, afin que ces exécuteurs ou les héritiers puissent faire valoir leur opposition contre ces demandes.

If in the course of the proceedings for placing the inventory or liquidation under seal, the property of the succession should be subjected to distraint or sequester, the writ of distraint or sequester shall be communicated to the Consular official, in whose safe-keeping the property distrained or sequestered shall be deposited.

The Consular official shall be entitled to have sold by auction all such movable property forming part of the succession as may be liable to deterioration or difficult or laborious to conserve, subject to the observance of the formalities established by the laws or customs of the country in which he resides.

§ VI. The Consular official shall conserve in safe-keeping, subject to the laws of the country in which he resides, the objects of the inventory, the proceeds of sales of the movable property (where such sales have taken place), and the amount of all paid up debts, during the three months following the last public notice of the opening of the succession or, in default of any such public notice, during the four months after the decease. In the course of this period he shall collect, either amicably or by recourse of law, all debts, annuities, dividends on shares, interest on registered stocks forming part of the National Debt, together with any other sums or revenues due to the succession, and shall give good and valid receipts therefor to the debtors.

The Consular official shall nevertheless immediately draw on the assets of the succession to pay the costs of judicial proceedings, the Consular charges or fees, and the charges or fees due to the local authorities, the cost of the deceased's burial, the costs of his last illness, any costs arising for the maintenance of the deceased's family, servants' wages and rent.

§ VII. Subject to the provisions of the first sub-paragraph of paragraph VI, the Consular official shall have the right to take any measures he may deem necessary in the interests of the beneficiaries for the conservation of the succession.

He may administer the estate himself, or have it administered by one or more persons he may depute for the purpose, who shall act in his name. He shall be empowered to issue certificates of title to the heirs.

§ VIII. If in the course of the period laid down in the first sub-paragraph of paragraph VI, a dispute should arise concerning claims against the succession by subjects of any State whatsoever, not being heirs or legatees, such claims shall be settled by the Courts of the country.

Should the amount of the succession be insufficient to pay the debts, the creditors, if authorised by the laws of the country so to do, shall be entitled to apply to the competent local judicial authorities for a declaration of bankruptcy. After the declaration of bankruptcy, the whole of the succession must be handed over to the Commissioner appointed by the Court and the assignees in bankruptcy, and the Consular official shall be called upon to represent, in person or through the intermediary of his deputies, the interests of his nationals in the bankruptcy.

§ IX. On the expiry of the period laid down in the first sub-paragraph of paragraph VI, if no claim has been made against the succession, the Consular official, after paying and settling all duties, costs and charges on the succession at the rates in force in the country, shall enter into definitive possession of the succession, and shall liquidate the same and hand over the proceeds to the beneficiaries, and shall not be required to render any other account therefor unless it be to his own Government.

§ X. In all questions which may be raised by the opening, administration or liquidation of successions of subjects of one of the countries in the other country, Consuls-General, Consuls or Vice-Consuls, or their deputies, shall be fully authorised to represent the inheritance, and shall be officially recognised as representatives thereof without being required to prove their authority as such by special power of attorney.

The Consular official shall have the right to appear, in person or through the intermediary of his deputies, before the competent local authorities to defend the common interests of the heirs in all matters concerning a succession and to reply to the claims made against it.

Nevertheless he shall be bound to warn the executors (if any) under the will, or the heirs, being present in person, or their deputies, of all such claims to the succession as may have been put forward, so as to enable the said executors or heirs to oppose such claims.

Le fonctionnaire consulaire étant considéré comme représentant de l'hoirie ne pourra être personnellement mis en cause devant les autorités du pays dans une affaire concernant la succession.

§ XI. Le droit successoral et le partage de la succession mobilière seront soumis à la loi nationale du défunt. Toutes les questions reposant sur le titre d'hérédité ou de legs et touchant le droit à ladite succession ou à son partage, seront décidées par les tribunaux ou autres autorités compétentes se trouvant sur le territoire du pays dont relevait le défunt et conformément à ses lois nationales. Ces décisions seront reconnues dans l'autre pays.

§ XII. En cas de décès d'un sujet d'une des Parties survenu sur le territoire de l'autre, dans une localité ou portion de territoire dans laquelle l'établissement d'un consulat n'est pas permis conformément à l'article 1, alinéa 3, toutes facilités seront accordées au consul de la circonscription la plus proche et un bref délai lui sera donné pour l'accomplissement des formalités nécessaires à cet effet.

Cependant, jusqu'à l'arrivée du fonctionnaire consulaire, les autorités locales compétentes, dans les cas prévus au paragraphe II, procéderont à l'apposition des scellés sur les biens successoraux et dresseront un inventaire desdits biens, en observant les lois du pays. Une copie légalisée de l'inventaire, l'acte de décès et tous les papiers qui établissent la nationalité du défunt devront être remis au susdit fonctionnaire.

§ XIII. Si l'autorité locale a dressé l'inventaire de la succession en l'absence du fonctionnaire consulaire, soit en vertu du paragraphe III, soit en vertu du paragraphe XII, elle prendra au sujet de la succession toutes les mesures prescrites par les lois du pays et gardera comme dépôt soumis auxdites lois la succession mobilière pendant le délai fixé au paragraphe VI et la fera parvenir à l'expiration dudit délai au fonctionnaire susdit, ou à son délégué, pour être remise aux ayants droit.

Dès que le fonctionnaire consulaire aura demandé la remise de la succession conformément aux dispositions du paragraphe V, ou se sera présenté personnellement ou par l'entremise d'un délégué dans la localité où la succession s'est ouverte pour prendre les mesures nécessaires touchant la succession, l'autorité locale, qui serait intervenue, devra se conformer aux dispositions des paragraphes VI à XII.

§ XIV. En cas de succession de toute personne faisant partie de l'équipage, des passagers ou autres voyageurs, sujets de l'une des parties, décédés ou sur le territoire de l'autre, soit à bord, soit à terre, ou sur un navire en navigation hors des eaux territoriales, les consuls généraux, consuls et vice-consuls du pays du défunt seront seuls compétents pour apposer les scellés, dresser les inventaires et faire tous autres actes officiels nécessaires en vue de la conservation et de la liquidation de la succession.

§ XV. Les dispositions des paragraphes II à XIV ne s'appliquent pas aux successions immobilières.

Une copie légalisée de l'inventaire devra être remis ou envoyée aux fonctionnaires consulaires sur le lieu ou au plus proche.

Les questions reposant sur le titre d'hérédité ou de legs et touchant le droit à la succession immobilière ou à son partage seront soumises aux lois du pays dans lequel les immeubles sont situés.

La connaissance de toutes demandes ou contestations concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux ou autres autorités compétents de ce pays. Les tribunaux et autorités susvisés sont tenus de prendre à l'égard des biens immeubles du défunt les mêmes mesures conservatoires qu'ils doivent prendre d'après la législation du pays à l'égard des successions immobilières de leurs nationaux.

L'administration des immeubles faisant partie de la succession appartiendra exclusivement au fonctionnaire consulaire ou à ses délégués, lesquels se conformeront aux lois du pays où ces immeubles sont situés.

The Consular official, being considered as the representative of the inheritance, may not be sued in his person by the authorities of the country in a case concerning the succession.

§ XI. The right of succession and the apportionment of movable property forming part of the succession shall be subject to the national law of the country of the deceased. All questions arising out of claims on behalf of heirs or legatees, which relate to the right to the said succession or to its apportionment, shall be settled by the Courts or other competent authorities in the territory of the country to which the deceased belonged, in conformity with its national laws. The decisions of the said Courts or competent authorities shall be acknowledged by the other country.

§ XII. In the event of decease of a subject of one of the Parties within the territory of the other Party, in a place or part of the said territory where the establishment of a Consulate is not permitted under Article 1, paragraph 3, every facility shall be granted to the Consul of the nearest Consular district, and a short period shall be given him to carry out the necessary formalities for the purpose.

Pending the arrival of the Consular official, the competent local authorities, in the cases to which paragraph II relates, shall proceed to place the property of the succession under seal, and shall draw up an inventory of the said property in accordance with the laws of the country. A legalised copy of the inventory, the certificate of death and all the papers establishing the nationality of the deceased must be handed over to the Consular official.

§ XIII. If the local authority has made the inventory of the succession in the absence of the Consular official, in virtue either of paragraph III or XII, it shall undertake in respect of the succession all the measures prescribed by the laws of the country, and shall hold in safe-keeping, subject to the said laws, the movable property forming part of the succession during the period laid down in paragraph VI, and shall hand over the same to the Consular official or his deputy on the expiry of the said period with a view to the delivery thereof to the beneficiaries.

As soon as the Consular official asks for the succession to be handed over in conformity with the provisions of paragraph V, or appears, in person or through the intermediary of a deputy, in the place where the succession is opened in order to take the necessary steps in the matter, the local authority which has intervened must conform to the provisions of paragraphs VI-XII.

§ XIV. In the event of the succession of a member of a crew, passenger or other traveller, being a subject of one of the Parties, deceased either in the territory of the other Party (whether on board or on land) or on a vessel outside the territorial waters of the same, the Consuls-General, Consuls or Vice-Consuls of the country of the deceased shall alone be competent to place the succession under seal, draw up the inventories, and take all other requisite official steps with a view to the conservation or liquidation of the succession.

§ XV. The provisions of paragraphs II-XIV shall not apply to immovable property forming part of a succession.

A legalised copy of the inventory must be handed over or sent to the Consular officials on the spot or to the nearest Consular official.

Questions arising out of claims on behalf of heirs or legatees, which relate to the right to immovable property forming part of a succession or to the apportionment thereof, shall be subject to the laws of the country in which the immovable property is situate.

Jurisdiction with regard to all claims or disputes concerning immovable property forming part of a succession shall rest exclusively with the Courts or other competent authorities of the country in which the immovable property is situate. The said Courts or competent authorities shall be required to take the same steps for the conservation of the immovable property of the deceased as they are required by the legislation of their own country to take in respect of immovable property forming part of successions of their own nationals.

Immovable property forming part of a succession shall be administered solely by the Consular official or his deputies, who shall conform to the laws of the country in which the said immovable property is situate.

§ XVI. Les dispositions du présent article seront appliquées par analogie aux biens meubles et immeubles qui se trouvent sur le territoire de l'une des Parties et qui appartiennent à la succession d'un sujet de l'autre partie décédé hors de ce territoire.

TITRE III.

NAVIGATION.

Article 22.

En matière de navigation les attributions des fonctionnaires consulaires respectifs seront régies par les dispositions suivantes :

§ I. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront, en se conformant aux règlements du port où se trouvent les fonctionnaires consulaires susmentionnés, faciliter l'entrée et l'expédition des navires battant leur pavillon national et leur prêter leur appui, pendant la durée du séjour dans la circonscription consulaire.

A cet effet ils pourront se rendre personnellement ou envoyer des délégués à bord desdits navires dès que ceux-ci auront été admis en libre pratique, interroger les capitaines, les membres de l'équipage et recueillir des renseignements des passagers, examiner les papiers de bord, dresser des manifestes, recevoir, conformément à l'article 17, des déclarations sur le voyage, la destination et les incidents de la traversée et autres déclarations des membres de l'équipage et des passagers, procéder aussi par tous experts de leur confiance à toute vérification en cas d'avarie ou toute enquête en cas de sinistre, prévue par leur loi nationale.

Les autorités territoriales compétentes pourront, en cas de nécessité, faire directement dans les ports de leur pays, à bord des navires de commerce de l'autre partie, une opération en vue d'une instruction, perquisition, saisie, mise en état d'arrestation, arrestation préventive, audition de témoins, mise à exécution d'un jugement ou tout autre acte de contrainte officiel.

§ II. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce battant leur pavillon national.

Les contestations de toute nature entre le capitaine, les officiers et les autres membres de l'équipage et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproques contractés, seront résolues par les fonctionnaires susvisés, en tant qu'ils y sont qualifiés, d'après les lois de l'Etat dont ils relèvent.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou lorsque des personnes ayant la nationalité du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouveraient mêlées. Dans tous les autres cas de désordres à bord, les autorités locales se borneront à prêter leur appui aux fonctionnaires consulaires ou aux capitaines, en cas d'absence du consul, s'ils en font la demande. En particulier elles auront à ramener à bord tout individu inscrit sur le rôle d'équipage et à l'arrêter, à moins qu'il ne s'agisse, dans ce dernier cas, d'un sujet du pays. La mise en état d'arrestation aura lieu sur demande écrite adressée aux autorités locales et accompagnée d'un extrait authentique du rôle de l'équipage et sera maintenue pendant deux mois. Si le navire reste plus longtemps dans le port, le détenu doit être ramené à bord jusqu'au départ du navire.

Les frais de l'arrestation et de la détention seront à la charge de l'Etat dont relève le fonctionnaire consulaire.

§ III. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront faire arrêter et renvoyer à bord les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipage des navires battant le pavillon national, qui auraient déserté. A cet effet ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, au moyen de la présentation des registres du navire ou du rôle de l'équipage, ou en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Dans les localités où il n'existe pas de fonctionnaire consulaire, la demande susindiquée pourra être faite par le capitaine lui-même

§ XVI. The provisions of the present Article shall apply by analogy to movable and immovable property, situate in the territory of one of the Parties, which form part of the succession of a subject of the other Party deceased outside the said territory.

SUBSECTION III.

SHIPPING.

Article 22.

In the matter of shipping, the powers of the respective Consular officials shall be regulated by the following provisions :

§ I. Consuls-General, Consuls or Vice-Consuls shall be entitled, in conformity with the regulations of the port in which they are established, to take steps to facilitate the arrival and departure of vessels flying their national flag and to lend them their aid for the period of their stay within the consular district.

For this purpose they may proceed in person or send deputies on board such vessels after the latter have been admitted to *pratique*, interrogate the captains and crews, collect information from the passengers, examine the ship's papers, draw up manifests, take statements in conformity with Article 17 regarding the voyage and destination of the vessel and the events of its passage, and other declarations of the crew and passengers, and further proceed through the agency of confidential experts of any kind to check cases of damage or to make enquiries of any kind with regard to wrecks, in the manner provided by their national law.

The competent national authorities may in case of necessity take direct steps in the ports of their own country on board merchant vessels belonging to the other Party with a view to investigations, search, distraint, arrest, precautionary detention, taking of depositions, execution of sentences or any other form of official compulsion.

§ II. Consuls-General, Consuls or Vice-Consuls shall be solely responsible for the maintenance of internal order on board merchant vessels flying their national flag.

Disputes of all kinds between the captain, officers or other members of the crew, especially disputes relating to pay or the execution of mutual contracts concluded, shall be settled by the Consular officials within the limits of the powers conferred on them by the laws of the State in whose service they are.

The local authorities shall not be entitled to intervene except in the event of disturbances occurring on board ship of such a nature as to disturb public peace and order ashore or in the harbour, or where nationals of the country or persons not forming part of the crew are involved. In all other cases of disturbances on board ship, the local authorities shall confine themselves to giving their support to the Consular officials, or in the absence of the Consul to the captains, if the latter so request. In particular, they shall be required to put back on board any person inscribed on the muster-roll of the crew and arrest him, unless the person so inscribed is a subject of the country. Arrests shall be effected on a written request addressed to the local authorities, accompanied by a certified extract from the musterroll of the crew, and shall last for two months. If the vessel remains in port for more than two months, the person so detained must be put on board until the vessel's departure.

The costs of arrest and detention shall be borne by the State in whose service the Consular official is.

§ III. Consuls-General, Consuls or Vice-Consuls may cause to be arrested and sent back to their ships seamen or any other persons belonging in whatever capacity to the crew of vessels flying the national flag, who have deserted. For this purpose they must apply in writing to the competent local authorities, and show proof by submission of the ship's registers or the muster-roll of the crew, or by production of a certified extract therefrom, that the persons claimed really belong to the crew. In places where there is no Consular official, the above request may be made by the captain himself subject to the same conditions. On the receipt of such a request duly

aux mêmes conditions. Sur cette demande ainsi justifiée on donnera auxdits fonctionnaires consulaires et capitaines tout concours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs afin de les conduire à bord.

Toutefois, au cas où le déserteur aurait commis quelque crime ou délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à sa remise jusqu'à ce que le tribunal ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les marins ou tout autre individu de l'équipage sujet du pays dans lequel s'effectuerait la désertion sont exceptés des stipulations du présent article.

§ IV. Lorsqu'un navire battant le pavillon d'une des deux Hautes Parties contractantes fera naufrage ou échouera sur les côtes de l'autre Haute Partie contractante, les autorités locales devront porter le fait à la connaissance du consul général, consul et vice-consul de la circonscription et, à son défaut, à celle du consul général, consul et vice-consul le plus proche du lieu de l'accident.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires turcs, qui feraient naufrage ou échoueraient sur les côtes du Royaume d'Italie, seront dirigées par les consuls généraux, consuls ou vice-consuls de la République turque, et réciproquement toutes les opérations relatives au sauvetage des navires italiens qui feraient naufrage ou échoueraient sur les côtes de la République turque, seront dirigées par les consuls généraux, consuls ou vice-consuls du Royaume d'Italie.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu dans les deux Etats que pour assister les fonctionnaires consulaires, ou leurs délégués, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées et pour sauvegarder les intérêts généraux de la navigation.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée du fonctionnaire consulaire ou de la personne qu'il déléguerait à cet effet, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de droits d'aucune espèce, hors de ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux.

Les marchandises et les effets sauvés ne seront soumis au paiement d'aucun droit de douane à moins qu'ils ne soient destinés à la consommation intérieure.

§ V. A moins d'arrangements contraires entre les Parties intéressées au navire et à la cargaison, l'avarie subie en route par le navire d'une des Hautes Parties contractantes sera réglée par les consuls généraux, consuls ou vice-consuls de cette Partie, si le navire fait relâche dans un port de leur circonscription.

Toutefois, l'avarie sera réglée par les autorités du pays si un sujet du pays ou d'une tierce Puissance est intéressé et qu'il n'y ait pas eu moyen de régler l'affaire à l'amiable.

§ VI. En dehors des fonctions susindiquées, les consuls généraux, consuls et vice-consuls ne pourront exercer, en matière de navigation, que les autres fonctions de caractère purement administratif, comptable ou technique qui leur sont confiées par les lois du pays dont ils relèvent.

Remarque : Il est entendu que par le terme équipage mentionné aux paragraphes qui précèdent on comprend le capitaine, les officiers, les marins, chauffeurs et toute autre personne engagée à bord du navire.

TITRE IV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 23.

Les attributions consulaires prévues dans les articles 16 à 20 et 22 dans les localités ou portions de territoire, visées dans le dernier alinéa de l'article 1^{er}, seront exercées par le consul le plus proche.

authenticated, the said Consular officials or captains shall be given every help and assistance in searching for and arresting such deserters in order to bring them on board.

Nevertheless, where the deserter has committed a crime or offence on shore, the local authority may defer his release until such time as the Court has passed sentence and the said sentence has been fully and completely carried out.

The High Contracting Parties agree that seamen and any other members of crews who are subjects of the country in which they have deserted shall be excepted from the provisions of the present Article.

§ IV. When a vessel flying the flag of one of the two High Contracting Parties is wrecked or runs aground on the coast of the other High Contracting Party, the local authorities must notify the Consul-General, Consul or Vice-Consul of the district, or in default of such the Consul-General, Consul or Vice-Consul nearest to the scene of the accident.

All operations connected with the salvage of Turkish vessels which have been wrecked or have run aground on the coast of the Kingdom of Italy shall be carried out under the direction of the Consuls-General, Consuls or Vice-Consuls of the Turkish Republic, and similarly all operations connected with the salvage of Italian vessels which have been wrecked or have run aground on the coast of the Turkish Republic shall be carried out under the direction of the Consuls-General, Consuls or Vice-Consuls of the Kingdom of Italy.

The local authorities of the two States shall not intervene except to assist the Consular officials or their deputies to keep order, and to protect the interests of foreign salvors with regard to the import and export of the goods salvaged, and to safeguard the general interests of navigation.

In the absence, and pending the arrival of, the Consular official or the person he may depute for the purpose, the local authorities shall take all necessary steps for the protection of persons and the conservation of effects saved from the wreck.

No charges of any kind shall be made in respect of the intervention of the local authorities in such cases, except such as are necessitated by the salvage operations and the conservation of the salvaged effects, and such as the vessels of the nation itself would be liable to in similar circumstances.

Salvaged goods and effects shall not be liable to any Customs duty, unless they are intended for consumption within the country.

§ V. Unless otherwise agreed between the parties interested in the vessel and its cargo, the damage sustained by the vessel of one of the High Contracting Parties *en route* shall be settled by the Consuls-General, Consuls or Vice-Consuls of that Party, if the ship puts in at a port in their district.

Nevertheless questions of damage shall be settled by the authorities of the country, if a subject of the country or of a third Power is interested therein, and if there has been no possibility of settling the affair by amicable agreement.

§ VI. Apart from the above duties, Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls may not exercise any functions, in respect of shipping other than such purely administrative, accounting or technical functions as may be conferred on them by the laws of the country in whose service they are.

Note : The expression " crew " in the preceding paragraphs includes the captain, officers, seamen, stokers, and any other persons engaged on board.

SUBSECTION IV.

GENERAL PROVISIONS.

Article 23.

The Consular powers laid down in Articles 16 to 20 and 22 in the places or parts of territory to which the last paragraph of Article 1 relates shall be exercised by the nearest Consul.

Article 24.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes pourront exercer, à charge réciproque, dans le territoire de l'autre Partie, les mêmes fonctions que les fonctionnaires consulaires de toute tierce Puissance qui ont le même caractère et qui occupent le même rang.

CHAPITRE IV.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 25.

La présente convention s'applique également aux colonies italiennes.

Article 26.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible à partir de sa signature et les ratifications en seront échangées à Angora aussitôt que faire se pourra.

La présente convention aura la durée de trois ans à partir du jour de l'échange des ratifications. Cependant, si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de ce délai, elle sera prolongée par voie de tacite reconduction pour une durée indéterminée et sera alors dénonçable en tout temps en restant exécutoire pendant six mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et l'ont munie de leurs sceaux.

Fait à Rome, le 9 septembre 1929, en deux exemplaires, dont un sera remis à chacun des Etats signataires.

Pour l'Italie :
(L. S.) MUSSOLINI.

Pour la Turquie :
(L. S.) SUAD.

Per copia conforme :

p. il Capo dell' Ufficio Trattati.

G. De Astis.

Article 24.

The Consular officials of each of the High Contracting Parties shall be entitled to exercise in the territory of the other Party, subject to reciprocity, the same functions as the Consular officials of any third Power of the same character and same rank.

SECTION IV.

FINAL PROVISIONS.

Article 25.

The present Convention shall apply equally to the Italian colonies.

Article 26.

The present Convention shall be ratified at the earliest possible date after signature, and the ratifications shall be exchanged at Ankara at the earliest possible date.

The present Convention shall remain in force for three years from the date of the exchange of ratifications. If it is not denounced six months before the expiry of this period, it shall be prolonged by tacit consent for an indeterminate period and shall thereafter be subject to denunciation at any time, remaining in force for six months after the day on which it is denounced.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Rome, September 9, 1929, one copy to be handed over to each of the Signatory States.

For Italy :
(L. S.) MUSSOLINI.

For Turkey :
(L. S.) SUAD.

N° 2963.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BOLIVIE, BRÉSIL,
CHILI, COLOMBIE, etc.**

Convention concernant l'aviation
commerciale. Signée à La Havane,
le 20 février 1928.

**UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
BOLIVIA, BRAZIL,
CHILE, COLOMBIA, etc.**

Convention on Commercial Aviation.
Signed at Habana, February 20,
1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N^o 2963. — CONVENCION¹ SOBRE AVIACIÓN COMERCIAL. FIRMADA EN LA HABANA, EL 20 DE FEBRERO DE 1928.

Texte officiel espagnol communiqué par le ministre des Affaires étrangères du Nicaragua et le secrétaire d'Etat des Relations extérieures du Guatemala. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 mai 1932.

Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 16 septembre 1931.

Deseosos LOS GOBIERNOS DE LOS ESTADOS DE AMÉRICA de fijar las reglas que deben observar entre sí para el comercio aéreo, han acordado establecerlas en una convención, y al efecto han nombrado como Plenipotenciarios :

PERU :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

MEXICO :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

EL SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

GUATEMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

NICARAGUA :

Carlos CUADRA PASOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

¹ Dépôt des ratifications à La Havane :

MEXIQUE	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	24 avril 1929.
NICARAGUA	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4 mai 1929.
PANAMA	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	13 mai 1929.
GUATÉMALA	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	28 décembre 1929.
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	17 juillet 1931.

No. 2963. — CONVENTION¹ ON COMMERCIAL AVIATION. SIGNED
AT HABANA, FEBRUARY 20, 1928².

Spanish official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Nicaragua and the Secretary of State for Foreign Affairs of Guatemala. The registration of this Convention took place May 12, 1932.

This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, September 16, 1931.

THE GOVERNMENTS OF THE AMERICAN REPUBLICS, desirous of establishing the rules they should observe among themselves for aerial traffic, have decided to lay them down in a convention, and to that effect have appointed as their plenipotentiaries :

PERÚ :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

MEXICO :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

GUATEMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

NICARAGUA :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

¹ Deposit of ratifications at Habana :

MEXICO	April 24, 1929.
NICARAGUA	May 4, 1929.
PANAMA... ..	May 13, 1929.
GUATEMALA	December 28, 1929.
UNITED STATES OF AMERICA	July 17, 1931.

² Texte reproduit d'après le « Treaty Series » des Etats-Unis d'Amérique, N° 840 : 1931.

² The text is reprinted from the United States Treaty Series, No. 840 : 1931.

BOLIVIA :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁZQUEZ.

COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

CHILE :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

BRAZIL :

Raúl FERNÁNDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINA :

Honorio PUEYRRREDÓN (renunció posteriormente), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAITI :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

REPÚBLICA DOMINICANA :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

ESTADOS UNIDOS DE AMERICA :

Charles Evans HUGHES, Noble Brandon JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James Brown SCOTT, Ray Lyman WILBUR, Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Los cuales, después de haberse cambiado sus respectivos plenos poderes, que han sido encontrados en buena y debida forma, han convenido lo siguiente :

Artículo I.

Las Altas Partes contratantes reconocen que cada Estado tiene soberanía completa y exclusiva sobre el espacio aéreo correspondiente a su territorio y sus aguas territoriales.

BOLIVIA :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

CHILE :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

BRAZIL :

Raúl FERNANDES, Lindolfo COLLOR, Alarico da SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINA :

Honorio PUEYRREDÓN (Later resigned), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAITI :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

DOMINICAN REPUBLIC :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

UNITED STATES OF AMERICA :

Charles Evans HUGHES, Noble Brandon JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray Lyman WILBUR, Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Who, after having exchanged their respective full powers, which have been found to be in good and due form, have agreed upon the following :

Article I.

The high contracting parties recognize that every state has complete and exclusive sovereignty over the air space above its territory and territorial waters.

Artículo II.

La presente Convención se refiere exclusivamente a las aeronaves privadas.

Artículo III.

Serán consideradas como aeronaves de Estado :

- a)* — las aeronaves militares y navales.
- b)* — las aeronaves exclusivamente afectas a un servicio del Estado, como el correo, las aduanas y la policía.

Las demás serán consideradas aeronaves privadas.

Todas las aeronaves de Estado, excepto las aeronaves militares y navales, de aduana o de policía, serán tratadas como aeronaves privadas, y como tales, sometidas a todas las disposiciones del presente Convenio.

Artículo IV.

Cada uno de los Estados contratantes se obliga a conceder en tiempo de paz, libertad de paso inofensivo por su espacio aéreo a las aeronaves privadas de los otros Estados contratantes, siempre que se observen las condiciones establecidas en la presente Convención. Las reglas establecidas por un Estado contratante para la admisión sobre su territorio de las aeronaves que procedan de los demás Estados contratantes, deben ser aplicadas sin distinción de nacionalidad.

Artículo V.

Cada Estado contratante tiene el derecho de prohibir por razones que estime convenientes para el interés público, el vuelo sobre determinadas zonas de su territorio a las aeronaves de los demás Estados contratantes y a las aeronaves nacionales privadas utilizadas en el servicio internacional de aviación comercial, con la reserva de que no se hará ninguna distinción a estos respectos entre sus aeronaves privadas ocupadas en el comercio internacional y las de los demás Estados contratantes también ocupadas en dicho tráfico. Cada Estado contratante podrá además prescribir la ruta que deben seguir las aeronaves de los demás Estados, excepto en casos de fuerza mayor que se registrarán de acuerdo con las estipulaciones del artículo XVIII de esta Convención. Cada Estado publicará con anticipación y notificará a los otros Estados contratantes sobre la fijación de las rutas autorizadas y la situación y extensión de las zonas prohibidas.

Artículo VI.

Toda aeronave que vuele sobre una zona prohibida estará obligada, al apercibirse de ello o al ser notificada por las señales convenidas, a aterrizar o acuatizar lo más pronto que sea posible, fuera de dicha zona en el aerodromo más cercano a la zona prohibida, sobre la que volaba indebidamente y que esté considerado como puerto aéreo internacional y por el Estado subyacente.

Artículo VII.

Las aeronaves tendrán la nacionalidad del Estado en cuyo registro estén inscritas, no pudiendo ser validamente registradas en más de un Estado.

La inscripción de registro y el certificado de matrícula deberán contener una descripción de la aeronave, e indicarán el número o cualquier otra marca de identidad dada por el constructor del

Article II.

The present convention applies exclusively to private aircraft.

Article III.

The following shall be deemed to be state aircraft :

- a) Military and naval aircraft ;
- b) Aircraft exclusively employed in state service, such as posts, customs, and police.

Every other aircraft shall be deemed to be a private aircraft.

All state aircraft other than military, naval, customs and police aircraft shall be treated as private aircraft and as such shall be subject to all the provisions of the present convention.

Article IV.

Each contracting state undertakes in time of peace to accord freedom of innocent passage above its territory to the private aircraft of the other contracting states, provided that the conditions laid down in the present convention are observed. The regulations established by a contracting state with regard to admission over its territory of aircraft of other contracting states shall be applied without distinction of nationality.

Article V.

Each contracting state has the right to prohibit, for reasons which it deems convenient in the public interest, the flight over fixed zones of its territory by the aircraft of the other contracting states and privately owned national aircraft employed in the service of international commercial aviation, with the reservation that no distinction shall be made in this respect between its own private aircraft engaged in international commerce and those of the other contracting states likewise engaged. Each contracting state may furthermore prescribe the route to be followed over its territory by the aircraft of the other states, except in cases of *force majeure* which shall be governed in accordance with the stipulations of Article XVIII of this convention. Each state shall publish in advance and notify the other contracting states of the fixation of the authorized routes and the situation and extension of the prohibited zones.

Article VI.

Every aircraft over a prohibited area shall be obliged, as soon as this fact is realized or upon being so notified by the signals agreed upon, to land as soon as possible outside of said area in the airdrome nearest the prohibited area over which it was improperly flying and which is considered as an international airport by the subjacent state.

Article VII.

Aircraft shall have the nationality of the state in which they are registered and cannot be validly registered in more than one state.

The registration entry and the certificate of registration shall contain a description of the aircraft and state, the number or other mark of identification given by the constructor of the

aparato, las marcas de matrícula y de nacionalidad antes mencionadas, el aerodromo o puerto aéreo habitual de la aeronave, el nombre y apellido, la nacionalidad y el domicilio del propietario, así como la fecha de la matrícula.

Artículo VIII.

El registro de las aeronaves a que se refiere el artículo anterior se hará de acuerdo con las leyes y disposiciones especiales de cada Estado contratante.

Artículo IX.

Toda aeronave empleada en la navegación internacional deberá llevar una marca distintiva de su nacionalidad. La naturaleza de estas marcas será materia de acuerdo entre los varios Estados contratantes, y una vez adoptadas, se comunicarán a la Unión Panamericana y a los otros Estados contratantes.

Artículo X.

Toda aeronave destinada a la navegación internacional llevará bajo custodia de su comandante :

- a)* Un certificado de inscripción, debidamente autenticado de acuerdo con las leyes del Estado en que hubiere sido registrado ;
- b)* Un certificado de navegabilidad, según se dispone en el artículo XII ;
- c)* El certificado de competencia del comandante, de los pilotos, mecánicos y tripulación, según se dispone en el artículo XIII.
- d)* Si transporta pasajeros, la lista nominal de éstos, su residencia y nacionalidad ;
- e)* Si transporta mercancías, los conocimientos y manifiestos, y todos los demás documentos exigidos por las disposiciones aduanales y reglamentos de cada país ;
- f)* Los cuadernos de bitácora ;
- g)* Si se hallan equipados con aparatos radiotelegráficos, llevarán la correspondiente licencia.

Artículo XI.

Los Estados contratantes deberán comunicar mensualmente a los otros Estados Partes de esta Convención, y a la Unión Panamericana, copia de los registros y cancelaciones de registro de las aeronaves empleadas en la navegación internacional entre los varios Estados contratantes.

Artículo XII.

Toda aeronave destinada a la navegación internacional entre los Estados contratantes deberá estar provista de un certificado de navegabilidad expedido por el Estado cuya nacionalidad posee la aeronave.

La certificación dará testimonio ante los Estados en los cuales va a operar la aeronave de que, según la opinión de la autoridad que lo expide, la aeronave llena los requisitos de navegabilidad exigidos en los Estados mencionados en la certificación.

El comandante de la aeronave tendrá siempre bajo su custodia el certificado y lo facilitará para su inspección y verificación a los representantes autorizados del Estado que visite dicha aeronave.

Cada Estado contratante comunicará a los otros Estados partes de esta Convención y a la Unión Panamericana sus reglamentos concernientes a la calificación de navegabilidad de sus aeronaves, así como cualesquiera cambios que se introduzcan en dichos reglamentos.

machine, the registry marks and nationality, the name of the airdrome or airport usually used by the aircraft, and the full name, nationality and domicile of the owner, as well as the date of registration.

Article VIII.

The registration of aircraft referred to in the preceding article shall be made in accordance with the laws and special provisions of each contracting state.

Article IX.

Every aircraft engaged in international navigation must carry a distinctive mark of its nationality, the nature of such distinctive mark to be agreed upon by the several contracting states. The distinctive marks adopted will be communicated to the Pan American Union and to the other contracting states.

Article X.

Every aircraft engaged in international navigation shall carry with it in the custody of the aircraft commander :

- a)* A certificate of registration, duly certified to according to the laws of the state in which it is registered ;
- b)* A certificate of airworthiness, as provided for in Article XII ;
- c)* The certificates of competency of the commander, pilots, engineers, and crew, as provided for in Article XIII ;
- d)* If carrying passengers, a list of their names, addresses and nationality ;
- e)* If carrying merchandise, the bills of lading and manifesting and all other documents required by customs laws and regulations of each country ;
- f)* Log books ;
- g)* If equipped with radiotelegraph apparatus, the corresponding license.

Article XI.

Each contracting state shall every month file with every other state party to this convention and with the Pan American Union, a copy of all registrations and cancellations of registrations of aircraft engaged in international navigation as between the several contracting states.

Article XII.

Every aircraft engaged in international navigation (between the several contracting states) shall be provided with a certificate of airworthiness issued by the state whose nationality it possesses.

This document shall certify to the states in which the aircraft is to operate, that, according to the opinion of the authority that issues it, such aircraft complies with the airworthiness requirements of each of the states named in said certificate.

The aircraft commander shall at all times hold the certificate in his custody and shall deliver it for inspection and verification to the authorized representatives of the state which said aircraft visits.

Each contracting state shall communicate to the other states parties to this convention and to the Pan American Union its regulations governing the rating of its aircraft as to airworthiness and shall similarly communicate any changes made therein.

Aunque los Estados afirman el principio de que las aeronaves de cada uno de los Estados contratantes tienen libertad para emprender entre sí el comercio aéreo sin sujeción al sistema especial de licencias del Estado con el cual hacen el comercio todos y cada uno de los Estados contratantes mencionados en el certificado de navegabilidad se reserva el derecho de rehusar reconocer como válido dicho certificado de navegabilidad de una aeronave extranjera, cuando una inspección hecha por una Comisión debidamente autorizada del Estado demuestre, que al tiempo de la inspección, la aeronave carece de condiciones razonables de navegabilidad conforme a los requisitos ordinarios de las leyes y reglamentos de dicho Estado concernientes a la seguridad pública.

En tal caso, dicho Estado puede rehusarle el permiso para proseguir el viaje a través de su espacio aéreo hasta que, teniendo en consideración la seguridad pública, las condiciones de navegabilidad se declaren satisfactorias, y notificará inmediatamente su decisión al Estado cuya nacionalidad posee la aeronave y a la Unión Panamericana.

Artículo XIII.

El comandante de la aeronave, los pilotos, mecánicos y demás miembros de la tripulación de toda aeronave que practique la navegación internacional entre los varios Estados contratantes deberán, de acuerdo con las leyes de cada Estado que rijen esta materia, estar provistos de un certificado de competencia expedido por el Estado contratante cuya nacionalidad posee la aeronave.

En el certificado o certificados se hará constar que cada piloto, además de haber cumplido con los requisitos exigidos por el Estado que lo expide, ha rendido un examen satisfactorio sobre las reglas de tráfico existentes en los otros Estados contratantes sobre los que desee circular.

Los requisitos de forma de tales documentos serán uniformes en todos los Estados contratantes y estarán redactados en los idiomas de todos ellos y a ese fin, la Unión Panamericana queda encargada de efectuar los arreglos necesarios entre los Estados contratantes.

Tal certificado o certificados permanecerán en posesión del comandante de la aeronave mientras los pilotos, mecánicos y demás miembros de la tripulación continúen empleados en la aeronave. Al serles devueltos los certificados se dejará copia certificada de ellos en los archivos de la aeronave.

Los certificados podrán ser en cualquier tiempo inspeccionados por los representantes debidamente autorizados de los Estados que visite la aeronave.

Cada uno de los Estados contratantes comunicará a los otros Estados partes de esta Convención y a la Unión Panamericana los reglamentos que fijan la expedición de tales certificados y cualesquiera cambios que se introduzcan en dichos reglamentos.

Artículo XIV.

Todos los Estados contratantes reconocerán la validez de los certificados de competencia del comandante, pilotos, mecánicos y demás miembros de la tripulación de la aeronave, expedidos de acuerdo con las leyes y reglamentos de los otros Estados contratantes.

Artículo XV.

El transporte por la vía aérea de los explosivos, armas y municiones de guerra está prohibido en la navegación aérea internacional. Por lo tanto, no se permitirá a ninguna aeronave extranjera o nacional autorizada para el tráfico internacional, transportar artículos de esta naturaleza ni entre puntos situados dentro del territorio de cualquiera de los Estados contratantes ni a través de ellos, aún en calidad de simple tránsito.

While the states affirm the principle that the aircraft of each contracting state shall have the liberty of engaging in air commerce with the other contracting states without being subjected to the licensing system of any state with which such commerce is carried on, each and every contracting state mentioned in the certificate of airworthiness reserves the right to refuse to recognize as valid the certificate of airworthiness of any foreign aircraft where inspection by a duly authorized commission of such state shows that the aircraft is not, at the time of inspection, reasonably airworthy in accordance with the normal requirements of the laws and regulations of such state concerning the public safety.

In such cases said state may refuse to permit further transit by the aircraft through its air space until such time as it, with due regard to the public safety, is satisfied as to the airworthiness of the aircraft, and shall immediately notify the state whose nationality the aircraft possesses and the Pan American Union of the action taken.

Article XIII.

The aircraft commander, pilots, engineers, and other members of the operating crew of every aircraft engaged in international navigation between the several contracting states shall, in accordance with the laws of each state, be provided with a certificate of competency by the contracting state whose nationality the aircraft possesses.

Such certificate or certificates shall set forth that each pilot, in addition to having fulfilled the requirements of the state issuing the same has passed a satisfactory examination with regard to the traffic rules existing in the other contracting states over which he desires to fly. The requirements of form of said documents shall be uniform throughout all the contracting states and shall be drafted in the language of all of them, and for this purpose the Pan American Union is charged with making the necessary arrangements amongst the contracting states.

Such certificate or certificates shall be held in the possession of the aircraft commander as long as the pilots, engineers and other members of the operating crew concerned continue to be employed on the aircraft. Upon the return of such certificate an authenticated copy thereof shall be retained in the files of the aircraft.

Such certificate or certificates shall be open at all times to the inspection of the duly authorized representatives of any state visited.

Each contracting state shall communicate to the other states parties to this convention and to the Pan American Union its regulations governing the issuance of such certificates and shall from time to time communicate any changes made therein.

Article XIV.

Each and every contracting state shall recognize as valid, certificates of competency of the aircraft commander, pilots, engineers and other members of the operating crew of an aircraft, issued in accordance with the laws and regulations of other contracting states.

Article XV.

The carriage by aircraft of explosives, arms and munitions of war is prohibited in international aerial navigation. Therefore, no foreign or native aircraft authorized for international traffic shall be permitted to transport articles of this nature, either between points situated within the territory of any of the contracting states or through the same even though simply in transit.

Artículo XVI.

Cada Estado puede prohibir o reglamentar el transporte o el uso de aparatos fotográficos por las aeronaves que poseen la nacionalidad de los otros Estados contratantes. La reglamentación en esta materia que fuere adoptada por cada Estado deberá ser comunicada a los demás Estados contratantes y a la Unión Panamericana.

Artículo XVII.

Como medida de seguridad pública o con motivo de prohibiciones legales el transporte de los objetos en la navegación internacional, distintos de los mencionados en los artículos XV y XVI, podrá ser restringido por cualquiera de los Estados contratantes. Estas restricciones serán inmediatamente comunicadas a los demás Estados contratantes y a la Unión Panamericana.

Todas las restricciones mencionadas en este artículo serán aplicadas indistintamente a las aeronaves extranjeras y a las nacionales dedicadas al servicio de tráfico internacional.

Artículo XVIII.

Toda aeronave que practique la navegación internacional que entrare en el espacio aéreo de un Estado contratante con la intención de aterrizar o acuatizar en dicho Estado, lo efectuará en el correspondiente aerodromo-aduana, excepto en los casos mencionados en el artículo XIX y en caso de fuerza mayor que tiene que ser probada.

Toda aeronave ocupada en la navegación internacional deberá obtener el despacho requerido por las leyes de dicho Estado en el puerto designado como punto de salida por el referido Estado antes de salir de la jurisdicción territorial de un Estado contratante, en el cual haya aterrizado o acuatizado.

Todos y cada uno de los Estados contratantes notificarán a los otros Estados partes de esta Convención y a la Unión Panamericana, cuáles son los puertos aéreos designados como puertos de entrada y salida.

Cuando las leyes o los reglamentos de cualquier Estado así lo dispusiesen ninguna aeronave podrá entrar o salir legalmente de su territorio por lugares distintos a los previamente autorizados por el Estado subyacente como puertos aéreos internacionales, y el aterrizaje o acuatizaje sobre de ellos será obligatorio a menos de obtener un permiso especial previamente comunicado a las autoridades de dicho puerto aéreo, por las autoridades competentes del Estado a que corresponde el puerto aéreo, en cuyo permiso se expresarán con claridad las características de la aeronave que ésta tiene que hacer visibles cuando sea requerida para ello por los medios convenidos anteriormente en dicho permiso.

En el caso de que por cualquiera razón, después de entrar en la jurisdicción territorial de un Estado contratante, una aeronave de otro Estado contratante aterrice en un punto distinto del puerto aéreo designado, como puerto de entrada en dicho Estado, el comandante de la aeronave notificará inmediatamente a la autoridad más próxima y permanecerá él mismo, y la tripulación, pasajeros y carga, en el lugar del aterrizaje hasta que la autoridad competente le haya concedido la entrada, siempre que la comunicación con ésta pudiera efectuarse dentro de 24 horas.

Cuando por alguna causa sea necesario, la aeronave de uno de los Estados contratantes deberá aterrizar o acuatizar tan luego como se le ordene por medio de las señales reglamentarias.

En los casos previstos en este artículo, la aeronave, su comandante, tripulación, pasajeros y carga, quedarán sujetos a la inspección de inmigración, aduanas, policía, cuarentenas o sanidad, que los representantes debidamente autorizados de dicho Estado hagan conforme a las leyes del Estado sobre el cual se vuela.

Artículo XIX.

Como excepción a las disposiciones generales las aeronaves postales y las pertenecientes a compañías de transportes aéreos debidamente constituidas y autorizadas, podrán ser exoneradas

Article XVI.

Each state may prohibit or regulate the carriage or use, by aircraft possessing the nationality of other contracting states, of photographic apparatus. Such regulations as may be adopted by each state concerning this matter shall be communicated to each other contracting state and to the Pan American Union.

Article XVII.

As a measure of public safety or because of lawful prohibitions, the transportation of articles in international navigation other than those mentioned in Articles 15 and 16 may be restricted by any contracting state. Such restrictions shall be immediately communicated to the other contracting states and to the Pan American Union.

All restrictions mentioned in this article shall apply equally to foreign and national aircraft employed in international traffic.

Article XVIII.

Every aircraft engaged in international traffic which enters the air space of a contracting state with the intention of landing in said state shall do so in the corresponding customs airdrome, except in the cases mentioned in Article XIX and in case of *force majeure*, which must be proved.

Every aircraft engaged in international navigation, prior to its departure from the territorial jurisdiction of a contracting state in which it has landed, shall obtain such clearance as is required by the laws of such state at a port designated as point of departure by such state.

Each and every contracting state shall notify every other state party to this convention and the Pan American Union of such airports as shall be designated by such state as ports of entry and departure.

When the laws or regulations of any contracting state so require, no aircraft shall legally enter into or depart from its territory through places other than those previously authorized by such state as international airports, and the landing therein shall be obligatory unless a special permit, which has been previously communicated to the authorities of said airport, is obtained from the competent authorities of said state, in which permit shall be clearly expressed the distinctive marks which the aircraft is obliged to make visible whenever requested to do so in the manner previously agreed upon in said permit.

In the event that for any reason, after entering the territorial jurisdiction of a contracting state, aircraft of another contracting state should land at a point other than an airport designated as a port of entry in that state, the aircraft commander shall immediately notify the nearest competent authority and hold himself, crew, passengers and cargo at the point of landing until proper entry has been granted by such competent authority, unless communication therewith is impracticable within twenty-four hours.

Aircraft of one of the contracting states which flies over the territory of another contracting state shall be obliged to land as soon as ordered to do so by means of the regulation signals, when for any reason this may be necessary.

In the cases provided for in this article, the aircraft, aircraft commander, crew, passengers and cargo shall be subject to such immigration, emigration, customs, police, quarantine or sanitary inspection as the duly authorized representatives of the subjacent state may make in accordance with its laws.

Article XIX.

As an exception to the general rules, postal aircraft and aircraft belonging to aerial transport companies regularly constituted and authorized may be exempted, at the option of the subjacent

a opción del Estado subyacente de aterrizar o acuatizar en el aerodromo o puerto aéreo designado para su entrada, y permitírseles aterrizar en ciertos aerodromos en el interior designados para ese efecto por las autoridades de aduanas y de policía de dicho Estado, en el cual deben cumplirse las formalidades de aduana.

Tales aeronaves, sin embargo, deberán seguir la ruta aérea normal y deberán hacerse reconocer cuando atraviesen la frontera por medio de las señales convenidas.

Artículo XX.

Desde el aterrizaje o acuatizaje en cualquier punto hasta la partida de una aeronave extranjera, las autoridades del Estado visitado tendrán en todo caso el derecho de visitar y examinar la aeronave y de verificar todos los documentos de que debe estar provista con el objeto de comprobar si han sido cumplidos todas las leyes y reglamentos de dicho Estado y todas las estipulaciones de la presente Convención.

Artículo XXI.

Se permitirá a las aeronaves de los Estados contratantes ocupadas en el comercio aéreo internacional desembarcar pasajeros y parte de la carga en uno de los puertos aéreos designados como puertos de entrada, y proseguir su viaje a otro u otros puertos aéreos de dicho Estado con el objeto de desembarcar el resto de los pasajeros y carga, así como también de embarcar pasajeros y carga destinados a otro Estado o Estados extranjeros, siempre que llenen los requisitos legales que exijan las leyes del país donde efectúen el tráfico, cuyos requisitos legales serán iguales para las aeronaves nacionales y extranjeras dedicadas al tráfico internacional y las cuales se comunicarán oportunamente a los Estados contratantes y a las oficinas de la Unión Panamericana.

Artículo XXII.

Cada Estado contratante tendrá el derecho de establecer en favor de sus aeronaves nacionales reservas y restricciones relativas al transporte comercial de personas y mercancías entre dos o más puntos de su territorio y concernientes a otros trabajos aéreos remunerados ejecutados enteramente dentro de su territorio. Estas reservas y restricciones serán inmediatamente publicadas y comunicadas a los demás Estados contratantes y a la Unión Panamericana.

Artículo XXIII.

El establecimiento y operación de los aerodromos serán regulados por la legislación de cada país observándose en este respecto un trato de igualdad.

Artículo XXIV.

Las aeronaves de uno de los Estados contratantes ocupadas en el comercio internacional con otro de los Estados contratantes no podrán ser obligadas a pagar distintos o mayores derechos de puerto aéreo o en los puertos aéreos o aerodromos abiertos al servicio público que los que pagan las aeronaves nacionales del Estado visitado, destinadas también al comercio internacional.

Artículo XXV.

Siempre que un Estado contratante no haya establecido reglas adecuadas, el comandante de una aeronave tendrá derecho y deberes análogos a los del capitán de un buque mercante, según las leyes respectivas de cada Estado.

state, from the obligation of landing at an airdrome designated as a port of entry and authorized to land at certain inland airdromes, designated by the customs and police administration of such state, at which customs formalities shall be complied with. The departure of such aircraft from the state visited may be regulated in a similar manner.

However, such aircraft shall follow the normal air route, and make their identity known by signals agreed upon as they fly across the frontier.

Article XX.

From the time of landing of a foreign aircraft at any point whatever until its departure the authorities of the state visited shall have, in all cases, the right to visit and examine the aircraft and to verify all documents with which it must be provided, in order to determine that all the laws, rules and regulations of such states and all the provisions of this convention are complied with.

Article XXI.

The aircraft of a contracting state engaged in international air commerce shall be permitted to discharge passengers and a part of its cargo at one of the airports designated as a port of entry of any other contracting state, and to proceed to any other airport or airports in such state for the purpose of discharging the remaining passengers and portions of such cargo and in like manner to take on passengers and load cargo destined for a foreign state or states, provided that they comply with the legal requirements of the country over which they fly, which legal requirements shall be the same for native and foreign aircraft engaged in international traffic and shall be communicated in due course to the contracting states and to the Pan American Union.

Article XXII.

Each contracting state shall have the right to establish reservations and restrictions in favor of its own national aircraft in regard to the commercial transportation of passengers and merchandise between two or more points in its territory, and to other remunerated aeronautical operations wholly within its territory. Such reservations and restrictions shall be immediately published and communicated to the other contracting states and to the Pan American Union.

Article XXIII.

The establishment and operation of airdromes will be regulated by the legislation of each country, equality of treatment being observed.

Article XXIV.

The aircraft of one contracting state engaged in international commerce with another contracting state shall not be compelled to pay other or higher charges in airports or airdromes open to the public than would be paid by national aircraft of the state visited, likewise engaged in international commerce.

Article XXV.

So long as a contracting state shall not have established appropriate regulations, the commander of an aircraft shall have rights and duties analogous to those of the captain of a merchant steamer, according to the respective laws of each state.

Artículo XXVI.

En lo que concierne al salvamento de la aeronave que naufragara en el mar, se aplicarán los principios del derecho marítimo, en ausencia de otro arreglo en contrario.

Artículo XXVII.

Las aeronaves de todos los Estados tendrán derecho, en los casos de peligro, a todo el auxilio posible.

Artículo XXVIII.

La reparación del daño causado a las personas o a las cosas en el territorio del Estado subyacente se rige por las leyes de dicho Estado.

Artículo XXIX.

En caso de guerra, las estipulaciones de la presente Convención no afectarán la libertad de acción de los Estados contratantes, así en su condición de beligerantes como de neutrales.

Artículo XXX.

Los Estados contratantes tendrán el derecho de concluir convenciones o acuerdos especiales con uno o más Estados sobre navegación aérea internacional, siempre que tales convenciones o acuerdos no afecten los derechos adquiridos u obligaciones impuestas por la presente Convención a los Estados contratantes. Entendiéndose, sin embargo, que dos o más Estados, por razones de conveniencia e interés recíproco, pueden convenir los correspondientes reglamentos en relación con la operación de las aeronaves y la fijación de rutas determinadas. Estos reglamentos en ningún caso evitarán el establecimiento y funcionamiento de líneas y terminales aéreas de posibilidad práctica. Tales reglamentos garantizarán la igualdad de tratamiento de las aeronaves de todos y cada uno de los Estados contratantes y quedarán sujetos a las mismas condiciones establecidas por el Artículo V de esta Convención respecto a las zonas prohibidas dentro del territorio de un Estado determinado.

Ninguna de las estipulaciones de esta Convención afectará los derechos y obligaciones establecidos en tratados vigentes.

Artículo XXXI.

Las Altas Partes contratantes se obligan, hasta donde sea posible, a cooperar en las medidas interamericanas en relación con :

- a) La centralización y distribución de informes meteorológicos, ya fueren estadísticos, corrientes o especiales ;
- b) La publicación de cartas aeronáuticas uniformes tanto como el establecimiento de un sistema uniforme de señales ;
- c) El uso de la radiotelegrafía en la navegación aérea, el establecimiento de las estaciones radiotelegráficas necesarias y la observación de los reglamentos interamericanos e internacionales sobre radiotelegrafía o las convenciones existentes en la actualidad o que se concertaren en lo futuro.

Article XXVI.

The salvage of aircraft lost at sea shall be regulated, in the absence of any agreement to the contrary, by the principles of maritime law.

Article XXVII.

The aircraft of all states shall have the right, in cases of danger, to all possible aid.

Article XXVIII.

Reparations for damages caused to persons or property located in the subjacent territory shall be governed by the laws of each state.

Article XXIX.

In case of war the stipulations of the present convention shall not affect the freedom of action of the contracting states either as belligerents or as neutrals.

Article XXX.

The right of any of the contracting states to enter into any convention or special agreement with any other state or states concerning international aerial navigation is recognized, so long as such convention or special agreement shall not impair the rights or obligations of any of the states parties to this convention, acquired or imposed herein ; provided, however, that two or more states, for reasons of reciprocal convenience and interest may agree upon appropriate regulations pertaining to the operation of aircraft and the fixing of specified routes. These regulations shall in no case prevent the establishment and operation of practicable inter-American aerial lines and terminals. These regulations shall guarantee equality of treatment of the aircraft of each and every one of the contracting states and shall be subject to the same conditions as are set forth in Article V of this convention with respect to prohibited areas within the territory of a particular state.

Nothing contained in this convention shall affect the rights and obligations established by existing treaties.

Article XXXI.

The contracting states obligate themselves in so far as possible to cooperate in inter-American measures relative to :

- a)* The centralization and distribution of meteorological information, whether statistical, current or special ;
- b)* The publication of uniform aeronautical charts, as well as the establishment of a uniform system of signals ;
- c)* The use of radiotelegraph in aerial navigation, the establishment of the necessary radiotelegraph stations and the observance of the inter-American and international radiotelegraph regulations or conventions at present existing or which may come into existence.

Artículo XXXII.

Los Estados contratantes procurarán hasta donde sea posible, la uniformidad de las leyes y reglamentos que rigen la navegación aérea. La Unión Panamericana cooperará con los Gobiernos de los Estados contratantes para alcanzar la deseada uniformidad de las leyes y reglamentos de la navegación aérea en los Estados partes de esta Convención.

Cada Estado contratante canjeará con todos los demás Estados contratantes, dentro de tres meses después de la firma de la ratificación de esta Convención, copias de sus reglamentos sobre el tráfico aéreo y requisitos respecto a la competencia de los comandantes de las aeronaves, pilotos, mecánicos y demás miembros de la tripulación, y los requisitos de navegabilidad de las aeronaves que se han de utilizar en el comercio internacional.

Cada Estado contratante depositará con todos los demás Estados partes de esta Convención, y con la Unión Panamericana, tres meses antes de la fecha fijada para su vigencia, las adiciones o enmiendas que hubieren hecho a los reglamentos mencionados en el párrafo que precede.

Artículo XXXIII.

Cada Estado contratante depositará su ratificación con el Gobierno de Cuba, el que seguidamente procederá a informar a los demás Estados contratantes. Dichas ratificaciones quedarán depositadas en los archivos del Gobierno de Cuba.

Artículo XXXIV.

La presente Convención entrará en vigor para cada uno de los Estados que la vaya ratificando con respecto a los otros países que la hayan ya ratificado, cuarenta días después de que se haya efectuado el depósito de su ratificación.

Artículo XXXV.

Cualquier Estado podrá adherirse a esta Convención mediante comunicación de su intención al Gobierno de Cuba, y dicha adhesión surtirá efecto dentro de los cuarenta días siguientes. El Gobierno de Cuba notificará a los demás Estados signatarios dicha adhesión.

Artículo XXXVI.

En caso de desacuerdo entre los Estados contratantes con respecto a la interpretación o ejecución de la presente Convención, el motivo del desacuerdo, a petición de uno de los Gobiernos en discordia, será sometido al arbitraje dispuesto más adelante. Cada uno de los Gobiernos en discordia escogerá a otro Gobierno que no esté interesado en la materia a discutir y este Gobierno actuará como árbitro en la disputa. En el caso de que los dos árbitros no lleguen a un acuerdo nombrarán a otro Gobierno no interesado en la cuestión para que actúe como árbitro adicional. Si los dos árbitros no pudieren llegar a un acuerdo sobre el nombramiento del tercer Gobierno, cada árbitro propondrá un Gobierno no interesado en la disputa y se sorteará el puesto de árbitro adicional entre los dos Gobiernos propuestos. El sorteo se efectuará por el Consejo directivo de la Unión Panamericana.

La decisión de los árbitros se dará por mayoría de votos.

Artículo XXXVII.

Cada Estado contratante podrá denunciar esta Convención en todo tiempo dando el correspondiente aviso al Gobierno de Cuba, el que lo comunicará a los demás Estados partes de esta

Article XXXII.

The contracting states shall procure as far as possible uniformity of laws and regulations governing aerial navigation. The Pan American Union shall cooperate with the governments of the contracting states to attain the desired uniformity of laws and regulations for aerial navigation in the states parties to this convention.

Each contracting state shall exchange with every other contracting state within three months after the date of ratification of this convention copies of its air-traffic rules and requirements as to competency for aircraft commanders, pilots, engineers, and other members of the operating crew, and the requirements for airworthiness of aircraft intended to engage in international commerce.

Each contracting state shall deposit with every other state party to this convention and with the Pan American Union three months prior to the date proposed for their enforcement any additions to or amendments of the regulations referred to in the last preceding paragraph.

Article XXXIII.

Each contracting state shall deposit its ratification with the Cuban Government, which shall thereupon inform the other contracting states. Such ratification shall remain deposited in the archives of the Cuban Government.

Article XXXIV.

The present convention will come into force for each signatory state ratifying it in respect to other states which have already ratified, forty days from the date of deposit of its ratification.

Article XXXV.

Any state may adhere to this convention by giving notice thereof to the Cuban Government, and such adherence shall be effective forty days thereafter. The Cuban Government shall inform the other signatory states of such adherence.

Article XXXVI.

In case of disagreement between two contracting states regarding the interpretation or execution of the present convention the question shall, on the request of one of the governments in disagreement, be submitted to arbitration as hereinafter provided. Each of the governments involved in the disagreement shall choose another government not interested in the question at issue and the government so chosen shall arbitrate the dispute. In the event the two arbitrators cannot reach an agreement they shall appoint another disinterested government as additional arbitrator. If the two arbitrators cannot agree upon the choice of this third government, each arbitrator shall propose a government not interested in the dispute and lots shall be drawn between the two governments proposed. The drawing shall devolve upon the Governing Board of the Pan American Union.

The decision of the arbitrators shall be by majority vote.

Article XXXVII.

Any contracting state may denounce this convention at any time by transmitting notification thereof to the Cuban Government, which shall communicate it to the other states parties to this

Convención. La denuncia no tendrá efecto sino seis meses después de que haya sido hecha la notificación al Gobierno de Cuba y no surtirá efecto sino con respecto al país que haga la denuncia.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios y Delegados firman la presente Convención bajo el sello de la Sexta Conferencia Internacional Americana.

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

Raúl FERNÁNDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

Honorio PUEYRREDÓN (renunció posteriormente), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

Lisandro DÍAZ LEÓN.

convention. Such denunciation shall not take effect until six months after notification thereof to the Cuban Government, and shall take effect only with respect to the state making the denunciation.

In witness whereof, the above-named plenipotentiaries have signed this convention and the seal of the Sixth International Conference of American States has been hereto affixed.

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquin GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

Raúl FERNÁNDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

Honorio PUEYRREDÓN (later resigned), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

Lisandro DÍAZ LEÓN.

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

La Delegación de la República Dominicana, como explicación de su voto, hace constar que al suscribir la presente Convención, ella no entiende que la República Dominicana se desliga de Convenciones que ya ha ratificado y que están vigentes.

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elias BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

Charles Evans HUGHES, Noble Brandon JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Mortan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray Lyman WILBUR, Leo S. ROWE.

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Nestor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Certifico que la presente Convención es copia fiel de la Sexta Conferencia Internacional Americana en su sesión del 15 de febrero de 1928 e inserta en el Acta Final de la Conferencia suscrita por las delegaciones de los veintiún Estados representados en la Conferencia, y depositada en la Secretaría de Estado de la República de Cuba.

Miguel Angel Campa,
Secretario de Estado,
Encargado del Despacho.

Es copia certificada :

J. Ed. Girón.

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

The delegation of the Dominican Republic records, as an explanation of its vote, that upon signing the present convention it does not understand that the Dominican Republic dissociates itself from conventions it has already ratified and which are in force.

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elias BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

Charles Evans HUGHES, Noble Brandon JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Mortan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray Lyman WILBUR, Leo S. ROWE.

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Nestor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Certified to be the English text of the convention on commercial aviation as contained in the final act signed, February 20, 1928, at the closing session of the Sixth International Conference of American States.

Henry L. Stimson,
Secretary of State of the United States of America.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

No. 2963. — CONVENCÃO DE AVIAÇÃO COMMERCIAL, ASSINAGDA EM HAVANA, EM 15 DE FEVEREIRO DE 1928¹.

Desejosos OS ESTADOS DA AMERICA, de fixar as regras que devem reger entre si para o commercio aereo, accordaram estabelecel-as por uma Convenção, e para esse fim nomearam como Plenipotenciarios :

DO PERU :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

DO URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIERE, Pedro Erasmo CALLORDA.

DO PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

DO EQUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

DO MEXICO :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

DO SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

DE GUATEMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

DE NICARAGUA :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

DE BOLIVIA :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

DE VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

DE COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

DE HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁZQUEZ.

¹ Texte reproduit d'après l'Acte final de la sixième Conférence internationale américaine.

Nº 2963. — CONVENTION CONCERNANT L'AVIATION COMMERCIALE.
SIGNÉE A LA HAVANE, LE 20 FÉVRIER 1928¹.

LES GOUVERNEMENTS DES ETATS DE L'AMÉRIQUE, désireux de fixer les règles qu'ils doivent observer entre eux pour le commerce aérien ont décidé de les établir dans une convention et, à cet effet, ils ont nommé comme plénipotentiaires :

PÉROU :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

EQUATEUR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

MEXIQUE :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

GUATÉMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

NICARAGUA :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquin GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

BOLIVIE :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIE :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁZQUEZ.

¹ The text is reprinted from the Final Act of the Sixth International Conference of American States.

DE COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

DO CHILE :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

DO BRASIL :

Raúl FERNÁNDES, Lindolfo COLLOR, Alarico da SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

DE ARGENTINA :

Honorio PUEYRREDÓN (renunciou posteriormente), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

DO PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

DO HAITÍ :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

DA REPUBLICA DOMINICANA :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

DOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA :

Charles Evans HUGHES, Noble Brandon JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James Brown SCOTT, Ray Lyman WILBUR, Leo S. ROWE.

DE CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Arístides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Os quaes, depois de terem trocado os seus plenos poderes, e que estavam na boa e devida forma, combinaram o seguinte :

Artigo I.

As Altas Partes contractantes, reconhecem que cada Estado tem soberania completa e exclusiva sobre o espaço aereo correspondente ao seu territorio e ás suas aguas territoriaes.

Artigo II.

A presente Convenção se refere exclusivamente ás aeronaves privadas.

Artigo III.

Serão consideradas como aeronaves do Estado :

- a) As aeronaves militares e navaes.
- b) As aeronaves que se dediquem exclusivamente a um serviço do Estado, como correio, alfandegas e policia.

COSTA-RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

CHILI :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

BRÉSIL :

Raúl FERNÁNDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINE :

Honorio PUEYRREDÓN (démissionnaire par la suite), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAITI :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Charles Evans HUGHES, Noble Brandon JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James Brown SCOTT, Ray Lyman WILBUR, Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRERA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, qui furent trouvés en bonne et due forme ont convenu ce qui suit :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que chaque Etat possède la souveraineté complète et exclusive sur l'espace aérien correspondant à son territoire et à ses eaux territoriales.

Article II.

La présente convention se réfère exclusivement aux aéronefs privés.

Article III.

Seront considérés comme aéronefs de l'Etat :

- a) Les aéronefs militaires et navals.
- b) Les aéronefs exclusivement affectés à un service de l'Etat, comme les Postes, les Douanes et la Police.

As outras serão consideradas aeronaves privadas.

Todas as aeronaves do Estado, excepto as militares e navaes, de alfandega ou policia, serão tratadas como privadas, e, como taes, submittidas a todas as disposições do presente Convenio.

Artigo IV.

Cada um dos Estados contractantes se obriga em temp de paz a conceder liberdade de passo inofensivo, pelo espaço aereo, ás aeronaves privadas dos outros Estados contractantes, sempre que se observem as condições estabelecidas na presente Convenção. As regras estabelecidas por um Estado contractante para permittir sobre o seu territorio as aeronaves que venham de outros Estados contractantes, devem ser applicadas sem distincção de nacionalidade.

Artigo V.

Cada Estado contractante tem o direito de prohibir, por razões que julgue de conveniencia para o interesse publico, o vôo sobre determinadas zonas do seu territorio ás aeronaves dos outros Estados contractantes e ás aeronaves nacionaes privadas, utilizadas em serviço internacional de avião commercial, fazendo notar que não haverá excepções de classe alguma a este respeito, entre as suas aeronaves privadas occupadas em commercio internacional e as dos demais Estados contractantes occupadas no dito trafico. Cada Estado Contractante poderá tambem determinar a rota que devem seguir as aeronaves dos outros Estados, excepto em casos de força maior que se regularão de accordo com as estipulações do artigo XVIII desta Convenção. Cada Estado publicará anticipadamente e notificará aos outros Estados contractantes sobre a fixação das rotas autorizadas e a situação das zonas prohibidas.

Artigo VI.

Toda a aeronave que võe sobre uma zona prohibida estará obrigada, ao dar-se conta disso ou ao ser notificada pelos signaes convencionaes, a aterrissar ou aquatizar immediatamente, fóra da dita zona ou no aerodromo mais proximo da zona prohibida, sobre que voava indevidamente e que esteja considerado como porto aereo internacional pelo Estado subjacente.

Artigo VII.

As aeronaves terão a nacionalidade do Estado aonde estejam inscriptas, não sendo valido o registro em mais de um Estado.

A inscrição de registro e o certificado de matricula deverão conter uma descripção da aeronave, e indircarão o numero ou qualquer outra marca de identificação dada pelo constructor do aparelho as marcas de matricula e de nacionalidade antes mencionadas, o aerodromo ou porto aereo habitual da aeronave, o nome, appellido, nacionalidade e domicilio do proprietario assim como a data da matricula.

Artigo VIII.

O registro das aeronaves a que se refere o artigo anterior se fará de accordo com as leis e disposições especiaes de cada Estado contractante.

Les autres seront traités comme aéronefs privés et, comme tels, seront soumis à toutes les dispositions du présent Code.

Article IV.

Chacun des Etats contractants s'oblige à accorder en temps de paix la liberté de passage par son espace aérien aux aéronefs privés des autres Etats contractants pourvu que soient observées les conditions établies dans la présente convention. Les règles établies par un Etat contractant pour l'admission sur son territoire des aéronefs qui procèdent des autres Etats contractants doivent être appliquées sans distinction de nationalité.

Article V.

Chaque Etat contractant a le droit de défendre, pour des raisons qu'il croit nécessaires pour l'intérêt public, le vol au-dessus de zones déterminées de son territoire aux aéronefs des autres Etats contractants et aux aéronefs nationaux privés, utilisés pour le service international d'aviation commerciale, avec la réserve que l'on ne fera aucune distinction sous ce rapport, entre ses aéronefs privés employés dans le commerce international et ceux des autres Etats contractants occupés aussi dans le trafic dont il s'agit. Chaque Etat contractant pourra, en outre, prescrire la route que doivent suivre les aéronefs des autres Etats, excepté dans les cas de force majeure qui seront régis d'accord avec les stipulations de l'article XVIII de cette convention. Chaque Etat publiera au préalable et notifiera aux autres Etats contractants la fixation des routes autorisées et la situation et l'extension des zones défendues.

Article VI.

Tout aéronef qui vole sur une zone défendue sera obligé, dès qu'il s'en aperçoit ou en est averti par les signaux convenus, d'atterrir ou d'amerrir aussi vite que possible, en dehors de ladite zone sur l'aérodrome le plus proche de la zone prohibée, sur laquelle il volait indûment et qui est considéré comme port aérien international par l'Etat subjacent.

Article VII.

Les aéronefs auront la nationalité de l'Etat sur le registre duquel ils seront inscrits et ils ne peuvent être légalement enregistrés dans plus d'un Etat.

L'inscription au registre et le certificat de matriculation devront contenir une description de l'aéronef et indiqueront le numéro ou toute autre marque d'identité donnée par le constructeur de l'appareil, les marques de l'immatriculation et de la nationalité mentionnées antérieurement, l'aérodrome ou port aérien habituel de l'aéronef, le nom, le prénom, la nationalité et le domicile du propriétaire, de même que la date de l'immatriculation.

Article VIII.

L'enregistrement des aéronefs auquel se réfère l'article précédent se fera d'accord avec les lois et les dispositions spéciales de chaque Etat contractant.

Artigo IX.

Toda a aeronave empregada na navegação internacional deverá levar uma marca pela qual se distinga a sua nacionalidade. A natureza destas marcas será materia a accordar entre os varios Estados Contractantes, e uma vez adoptadas, se communicarão á União Panamericana, e aos outros Estados contractantes.

Artigo X.

Toda a aeronave destinada á navegação internacional levará, sob guarda do seu commandante :

- a) Um certificado de inscripção, devidamente authenticado de accordo com as leis do Estado no qual estiver registrada.
- b) Um certificado de navegação, segundo o que se dispõe no artigo XII ;
- c) O certificado de competencia do commandante, dos pilotos, mecanicos e tripulação, segundo o disposto no artigo XIII ;
- d) Se transporta passageiros, a lista nominal destes, sua residencia e nacionalidade ;
- e) Se transporta mercadorias, os conhecimentos e manifestos, e todos os documentos exigidos pelas disposições alfandegarias e regulamentos de cada paiz ;
- f) Os apontamentos da bitacola.
- g) Se estão equipados com aparelhos de radiotelegraphia, levarão a correspondente licença.

Artigo XI.

Os Estados contractantes deverão enviar mensalmente aos outros Estados Partes desta Convenção e á União Panamericana, copia dos registos e annullações de registos das aeronaves empregadas na navegação internacional entre os diversos Estados contractantes.

Artigo XII.

Toda a aeronave destinada á navegação internacional entre os Estados contractantes, deverá estar provida de um certificado, de navegação expedido pelo Estado da nacionalidade da mesma.

O certificado será testemunho ante os Estados nos quaes vae a operar a aeronave de que, segundo a opinião da autoridade que o expede, a aeronave preenche todos os requisitos de navegação exigidos nos Estados mencionados no certificado.

O commandante da aeronave terá sempre sob a sua guarda o certificado e o facilitará para a inspecção e verificação aos representantes autorizados do Estado que visite a dita aeronave.

Cada Estado contractante communicará aos outros Estados Partes desta Convenção e á União Panamericana os seus regulamentos, concernentes á qualificação de navegabilidade das suas aeronaves, assim como qualquer mudança que introduzam nos mesmos regulamentos.

Ainda que os Estados affirmam o principio de que as aeronaves de cada um dos Estados contractantes teem liberdade para emprehender entre si o commercio aereo, sem sujeição ao systema especial de licenças do Estado com o qual negociam, todos e cada um dos Estados contractantes mencionados no certificado de navegação se reservam o direito de recusar reconhecer como valido dito certificado de navegação de uma aeronave estrangeira, quando uma inspecção feita por uma Commissão devidamente autorizada pelo Estado, demonstre que ao temp da inspecção a aeronave não tem condições razoaveis para poder navegar segundo os requisitos ordinarios das leis e regulamentos do dito Estado, concernentes á segurança publica.

Em tal caso, dito Estado pode recusar a licença para seguir viagem atravez do seu espaço aereo até que, tendo em consideração a segurança publica, as condições de navegação sejam declaradas satisfactorias, e notificará immediatamente a sua decisão ao Estado a cuja nacionalidade pertença a aeronave e á União Panamericana.

Article IX.

Tout aéronef employé dans la navigation internationale devra porter une marque distinctive de sa nationalité. Le genre de ces marques fera le sujet d'un accord entre les divers Etats contractants et, une fois adoptées, elles seront communiquées à l'Union Panaméricaine et aux autres Etats contractants.

Article X.

Tout aéronef destiné à la navigation internationale sera muni, sous la garde de son commandant :

- a) D'un certificat d'inscription, dûment authentifié d'accord avec les lois de l'Etat, dans lequel il aura été enregistré.
- b) D'un certificat de navigabilité, comme en dispose l'article XII.
- c) Le certificat de compétence du commandant, des pilotes, des mécaniciens, et de l'équipage, selon les dispositions de l'article XIII.
- d) S'il transporte des passagers, leur liste nominale, leur résidence et leur nationalité.
- e) S'il transporte des marchandises, les connaissements et les manifestes, et tous les autres documents exigés par les dispositions douanières et les règlements de chaque pays.
- f) Les livres d'habitable.
- g) S'ils se trouvent munis d'appareils radiotélégraphiques, ils auront l'autorisation correspondante.

Article XI.

Les Etats contractants devront communiquer mensuellement aux autres Etats, parties à cette convention et à l'Union Panaméricaine, copie des registres et des cancellations de registres des aéronefs employés pour la navigation internationale entre les divers Etats contractants.

Article XII.

Tout aéronef destiné à la navigation internationale entre les Etats contractants devra être pourvu d'un certificat de navigabilité, délivré par l'Etat à la nationalité duquel appartient l'aéronef. Le certificat fera foi pour les Etats dans lesquels l'aéronef va opérer, de ce que selon l'opinion de l'autorité qui les expédie, l'aéronef remplit les conditions de navigabilité exigées par les Etats mentionnés dans le certificat.

Le commandant de l'aéronef conservera toujours sous sa garde le certificat et le présentera pour son inspection et sa vérification aux représentants autorisés de l'Etat que visite le susdit aéronef.

Chaque Etat contractant communiquera aux autres Etats, Membres de cette convention et à l'Union Panaméricaine ses règlements concernant la qualification de navigabilité de ses aéronefs, de même que tous les changements qui seront introduits dans les susdits règlements.

Quoique les Etats acceptent le principe que les aéronefs de chacun des Etats contractants ont la liberté d'entreprendre entre eux le commerce aérien sans être assujettis au système spécial d'autorisation de l'Etat avec lequel ils font le commerce, tous et chacun des Etats contractants mentionnés dans le certificat de navigabilité, se réservent le droit de reconnaître la validité dudit certificat de navigabilité d'un aéronef étranger, lorsqu'une inspection faite par une commission dûment autorisée de l'Etat démontre qu'au moment de l'inspection, l'aéronef ne possède pas les conditions raisonnables de navigabilité, en conformité avec les exigences ordinaires des lois et des règlements dudit Etat concernant la sécurité publique.

Dans ce cas, ledit Etat peut refuser le permis pour continuer le voyage à travers son espace aérien jusqu'à ce que, après avoir pris en considération la sécurité publique, les conditions de navigabilité soient déclarées satisfaisantes et il notifiera immédiatement sa décision à l'Etat, à la nationalité duquel appartient l'aéronef et à l'Union Panaméricaine.

Artigo XIII.

O commandante da aeronave, os pilotos, mecanicos e outros membros da tripulação, de toda a aeronave que pratique a navegação internacional entre os varios Estados contractantes deverão, de accordo com as leis de cada Estado que rejam esta materia, estar provistos de um attestado de competencia, expedido pelo Estado contractante a cuja nacionalidade a aeronave pertença.

No attestado ou attestados se fará constar que cada piloto, aparte de ter cumprido os requisitos exigidos pelo Estado que o expede, fez um exame satisfactorio sobre as regras de trafico existentes nos outros Estados contractantes sobre os quaes deseje circular. Os requisitos exigidos para taes documentos serão uniformes em todos os Estados contractantes e deverão ser redigidos nos idiomas de todos elles e para esse fim, a União Panamericana fica encarregada de effectuar os contractos necessarios entre os Estados contractantes.

Tal attestado ou attestados permanecerão na posse do commandante da aeronave, durante o tempo em que na mesna estejam empregados pilotos mecanicos e os outros membros da tripulação. Ao ser-lhes devolvidos os attestados deixar-seha copia certificada dos mesmos nos archivos da aeronave.

Os certificados pederão ser em qualquer momento inspeccionados pelos representantes dos Estados, devidamente autorizados, que visitem a aeronave.

Cada um dos Estados contractantes comunicará aos outros Estados membros desta Convenção e á União Panamericana os regulamentos que fixam a expedição de taes certificados e qualquer mudança que introduzam nos ditos regulamentos.

Artigo XIV.

Todos os Estados contractantes reconhecerão a validade dos certificados da competencia do commandante, pilotos, mecanicos e outros membros da tripulação da aeronave, expedidos em conformidade com as leis e regulamentos dos outros Estados contractantes.

Artigo XV.

O transporte de explosivos por via aerea, armas e munições de guerra, está prohibido na navegação aerea internacional. Por tanto, não será permittido a nenhuma aeronave estrangeira ou nacional autorizada para o trafico internacional, transportar artigos deste natureza nem entre pontos situados dentro do territorio de qualquer dos Estados contractantes, nem atrevez dos mesmos, ainda mesmo em qualidade de simples transito.

Artigo XVI.

Cada Estado pode prohibir ou regulamentar o transporte e uso de maquinas photographicas nas aeronaves que tenham a nacionalidade de outros Estados contractantes. A regulamentação que seja adoptada sobre este assumpto deverá ser communicada aos outros Estados contractantes e á União Panamericana.

Artigo XVII.

Como medida de segurança publica ou com o motivo de prohibições legaes, o transporte de objectos na navegação aerea internacional, distincto dos mencionados nos Artigos XV e XVI, poderá ser restringido por qualquar dos Estados contractantes. Estas restricções serão immediatamente communicadas aos outros Estados contractantes e á União Panamericana.

Todas as restricções mencionadas neste artigo serão applicadas indistinctamente ás aeronaves estrangeiras e nacionaes dedicadas ao serviço do trafico internacional.

Article XIII.

Le commandant de l'aéronef, les pilotes, les mécaniciens et les autres membres de l'équipage de tout aéronef qui pratique la navigation internationale entre les divers Etats contractants devront, d'accord avec les lois de chaque Etat qui régissent cette matière, être pourvus d'un certificat de compétence délivré par l'Etat contractant, dont l'aéronef possède la nationalité.

Dans le certificat ou les certificats on fera constater que chaque pilote, en plus d'avoir satisfait les exigences demandées par l'Etat qui l'expédie, a passé un examen satisfaisant sur les règles de la circulation existant dans les autres Etats contractants qu'il désire survoler. Les exigences de forme de ces documents seront uniformes dans tous les Etats contractants et seront rédigés dans la langue de tous, et à cette fin l'Union Panaméricaine reste chargée d'effectuer les arrangements nécessaires entre les Etats contractants.

Ce ou ces certificats resteront en possession du commandant de l'aéronef tant que les pilotes, les mécaniciens et les autres membres de l'équipage continueront à être employés sur l'aéronef. Lorsque les certificats seront rendus, une copie certifiée en sera laissée dans les archives de l'aéronef.

Les certificats pourront être inspectés en tout temps par les représentants dûment autorisés des Etats que visite l'aéronef.

Chacun des Etats contractants communiquera aux autres Etats, membres de cette convention, et à l'Union Panaméricaine, les règlements qui fixent l'envoi de tels certificats et de tous changements qui s'introduiront dans ces règlements.

Article XIV.

Tous les Etats contractants reconnaîtront la validité des certificats de compétence du commandant, des pilotes, des mécaniciens et des autres membres de l'équipage de l'aéronef délivrés d'accord avec les lois et les règlements des autres Etats contractants.

Article XV.

Le transport par la voie aérienne des explosifs, des armes et des munitions de guerre est défendu dans la navigation aérienne internationale. Par conséquent, il ne sera permis à aucun aéronef étranger ou national autorisé pour le trafic international de transporter des articles de cette nature sur le territoire de tout Etat contractant, ou au travers de l'un d'eux, même en qualité de simple transit.

Article XVI.

Chaque Etat peut défendre ou réglementer le transport ou l'emploi d'appareils photographiques par les aéronefs qui ont la nationalité des autres Etats contractants. La réglementation sur cette question qui serait adoptée par chaque Etat devra être communiquée aux autres Etats contractants et à l'Union Panaméricaine.

Article XVII.

Comme mesure de sécurité publique ou pour des motifs de prohibition légale, le transport par la navigation aérienne internationale d'objets différents de ceux mentionnés dans les articles XV et XVI, pourra être restreint par chacun des Etats contractants. Ces restrictions seront immédiatement communiquées aux autres Etats contractants et à l'Union Panaméricaine.

Toutes les restrictions mentionnées dans cet article seront appliquées indistinctement aux aéronefs étrangers et nationaux consacrés au service de circulation internationale.

Artigo XVIII.

Toda a aeronave que pratique a navegação internacional e que entre no espaço aereo de um Estado contractante com a intenção de aterrissar ou amarissar no dito Estado, deverá effectual-o no respectivo aerodromo alfandegario, excepto nos casos mencionados no artigo XIX e em caso de força maior, o que deverá provar-se.

Toda a aeronave occupada na navegação internacional deverá obter o despacho requerido pelas leis do Estado, no porto designado para a sahida pelo referido Estado antes de sahir da jurisdição territorial de um Estado contractante, no qual tenha aterrissado ou amarissado.

Todos e cada um dos Estados contractantes notificarão aos outros Estados membros desta Convenção e á União Panamericana, quaes os portos aereos designados como portos de entrada e sahida.

Quando as leis e regulamentos de qualquer Estado assim o disponham, nenhuma aeronave poderá entrar ou sahir legalmente de seu territorio por logares distinctos daquelles previamente indicados pelo Estado subjacente, como portos aereos internacionaes e a aterrissagem por cima delles será obligatoria a não ser que obtenha uma licença especial, que previamente deverá communicar ás autoridades do dito porto aereo, pelas autoridades competentes do Estado a que corresponde o porto aereo, na qual licença se expressarão com clareza as características da aeronave, que esta tem de tornar bem visiveis quando para tal fim fôr requerida pelos meios combinados anteriormente, na dita licença.

Se por qualquer razão, depois de entrar na jurisdição territorial de um Estado contractante, uma aeronave de outro Estado contractante aterrissa num ponto distincto de porto aereo designado como porto de entrada no dito Estado, o commandante da aeronave o notificará immediatamente á autoridade que esteja mais proxima e ahi permanecerá, com a tripulação, passageiros e carga até que a autoridade competente lhe tenha dado autorisação para entrar, sempre que a communicação com esta autoridade possa fazer-se dentro do prazo de vinte e quatro horas.

Quando por algum motivo seja necessario, a aeronave de um dos Estados contractantes deverá aterrissar ou amarissar tão prompto como lhe seja ordenado por meio de signaes regulamentares.

Nos casos previstos neste artigo, a aeronave, o seu commandante, tripulação, passageiros e carga, ficarão sujeitos á inspecção de immigração, alfandegas, quarentenas de saude, que os representantes do dito Estado e devidamente autorisados, exijam segundo as leis do Estado sobre o qual vóa.

Artigo XIX.

Exceptuando as disposições geraes, as aeronaves postaes e as que pertençam a Companhias de transportes aereos devidamente constituídas e autorisadas, poderão ser exoneradas á opção de Estado subjacente de aterrissar ou amarissar no aerodromo ou porto designado para a entrada, e permittir-lhes aterrissar em determinados aerodromos no interior, designados para esse fim pelas autorisades de alfandega e policia do dito Estado, no quel devem cumprir as formalidades de alfandega.

Taes aeronaves, apesar disto, deverão seguir o caminho aereo normal, e deverão fazer-se reconhecer quando atravessarem a fronteira, por meio de signaes convencionaes.

Artigo XX.

Desde o momento que aterrisse ou amarisse em qualquer ponto até que tenha de sahir, uma aeronave estrangeira, as autoridades do Estado visitado terão em todo o caso o direito de visitar e examinar a aeronave e ver todos os documentos de que deve estar provida, com o fim de comprovar se foram cumpridas todas as leis e regulamentos de dito Estado e todas as obrigações da presente Convenção.

Article XVIII.

Tout aéronef qui pratique la navigation internationale qui entrerait dans la sphère aérienne d'un Etat contractant avec l'intention d'atterrir ou d'amerrir dans le susdit Etat, le fera sur l'aérodrome-douane correspondant, excepté dans les cas mentionnés dans l'article XIX et en cas de force majeure qui devra être vérifié.

Tout aéronef employé à la navigation aérienne internationale devra obtenir l'ordre exigé par les lois de cet Etat dans le port désigné comme point de départ par le susdit Etat avant de quitter la juridiction territoriale d'un Etat contractant, dans lequel il aurait atterri ou amerri.

Tous et chacun des Etats contractants notifieront aux autres Etats membres de cette convention et à l'Union Panaméricaine quels sont les ports aériens désignés comme points d'entrée et de sortie.

Lorsque les lois ou les règlements d'un Etat quelconque en disposent ainsi, aucun aéronef ne pourra ni entrer ni sortir légalement de son territoire par des endroits différents de ceux préalablement autorisés par l'Etat subjacent comme ports aériens internationaux ; et à l'atterrissage où à l'amerrissage il sera obligatoire pour eux, à moins d'obtenir un permis spécial communiqué préalablement aux autorités du susdit port aéronautique par les autorités compétentes de l'Etat auquel appartient le port aérien, et dans lequel permis seront exprimées clairement les caractéristiques de l'aéronef qui devront être visibles lorsqu'elles seront exigées par les moyens préalablement indiqués dans ledit permis.

Dans le cas où, pour une raison quelconque, après être entré dans la juridiction territoriale d'un Etat contractant, un aéronef d'un autre Etat contractant atterrit en un point différent du port aéronautique désigné comme port d'entrée dans ledit Etat, le commandant de l'aéronef le notifiera tout de suite à l'autorité la plus proche et il restera lui-même, ainsi que l'équipage, les passagers et les marchandises sur le lieu d'atterrissage jusqu'à ce que l'autorité compétente lui ait accordé l'entrée en tant que la communication avec le même puisse être effectuée dans les vingt-quatre heures.

Lorsque, pour une cause quelconque, cela est nécessaire, l'un des aéronefs d'un des Pays contractants devra atterrir ou amerrir aussitôt que l'ordre lui en sera donné au moyen de signaux réglementaires.

Dans les cas prévus dans cet article, l'aéronef, son commandant, son équipage, ses passagers et les marchandises resteront sujets à l'inspection de l'émigration, des douanes, de la police, des quarantaines ou santé que les représentants dûment autorisés dudit Etat feront en conformité avec les lois de l'Etat qu'il survole.

Article XIX.

Comme exception aux dispositions générales, les aéronefs postaux et ceux qui appartiennent aux Compagnies de transports aériens dûment constituées et autorisées, pourront être exonérés, selon l'option de l'Etat subjacent d'atterrir ou d'amerrir sur l'aérodrome ou port aérien désigné pour son arrivée, et il leur sera permis d'atterrir sur certains aérodromes de l'intérieur désignés à cet effet par les autorités de la douane et de la police desdits Etats, où doivent être accomplies les formalités de la douane.

Ces aéronefs, cependant, devront suivre la route aérienne normale et devront se faire reconnaître lorsqu'ils traversent la frontière au moyen de signaux convenus.

Article XX.

Dès l'atterrissage ou l'amerrissage sur n'importe quel point et jusqu'au départ d'un aéronef étranger, les autorités de l'Etat visité auront dans tous les cas le droit de visiter et d'examiner l'aéronef et de vérifier tous les documents dont il doit être pourvu dans le but de vérifier si toutes les lois et tous les règlements du susdit Etat et toutes les stipulations de la présente convention ont été observés.

Artigo XXI.

Será permitido ás aeronaves dos Estados contractantes occupadas no commercio aereo internacional, desembarcar passageiros e parte de carga em um dos portos aereos designados como de entrada, e continuar a sua viagem a um ou outros portos aereos do dito Estado com o fim de desembarcar o resto de passageiros e carga, assim como tambem de embarcar passageiros e carga destinados a outros Estados estrangeiros, sempre que cumpram com os deveres legais que exijam as leis do paiz onde effectuem o trafico, cujos deveres legais serão eguaes para as aeronaves nacionaes e estrangeiras dedicadas ao trafico internacional e as quaes se communicarão opportunamente aos Estados contractantes e á União Panamericana.

Artigo XXII.

Cada Estado contractante terá o direito de estabelecer a favor das suas aeronaves nacionaes, reservas e restricções relativas ao transporte commercial de pessoas e mercadorias entre dois ou mais pontos do seu territorio e referentes a outros trabalhos aereos, remunerados e executados inteiramente dentro do seu territorio. Estas reservas e restricções serão immediatamente publicadas e communicadas aos demais Estados contractantes e á União Panamericana.

Artigo XXIII.

O estabelecimento e operação dos aerodromos serão regulados pela legislação de cada paiz, observando-se a este respeito egualdade de trato.

Artigo XXIV.

As aeronaves de um dos Estados contractantes occupadas no commercio internacional com outro dos Estados contractantes não poderão ser obrigadas a pagar distinctos ou maiores direitos de porto aereo ou nos portos aereos ou aerodromos abertos ao serviço, que aquelles que pagam as aeronaves nacionaes do Estado visitado, destinadas da mesma forma ao commercio internacional.

Artigo XXV.

Sempre que um Estado contractante não tenha estabelecido regras adequadas, o commandante de uma aeronave terá direitos e deveres analogos aos do capitão de um navio mercante, segundo as leis respectivas de cada Estado.

Artigo XXVI.

No referente ao salvamento da aeronave que naufragar no mar, applicar-sehão os principios de direito maritimo, na ausencia de outro convenio em contrario.

Artigo XXVII.

As aeronaves de todos os Estados em caso de perigo, terão direito a todo o auxilio possível.

Article XXI.

Il sera permis aux aéronefs des Etats contractants employés dans le commerce international aérien de laisser les passagers et partie de la cargaison dans l'un des ports aériens désignés comme ports d'entrée et de continuer leur voyage à un autre ou à d'autres ports aériens du susdit Etat dans le but de laisser le reste des passagers et de la charge, ainsi que de prendre des passagers et des marchandises destinés à un autre ou à d'autres Etats étrangers, en tant qu'ils remplissent les conditions légales exigées par les lois du pays dont ils effectuent la traversée et dont les exigences légales seront égales pour les aéronefs nationaux et étrangers s'occupant de la circulation internationale, et qui se communiqueront à l'occasion avec les Etats contractants et avec les bureaux de l'Union Panaméricaine.

Article XXII.

Chaque Etat contractant aura le droit d'établir en faveur de ses aéronefs nationaux les réserves et les restrictions relatives au transport commercial de personnes et de marchandises entre deux points ou plus de son territoire et concernant d'autres travaux aériens rémunérés et exécutés entièrement à l'intérieur de son territoire. Ces réserves et ces restrictions seront immédiatement publiées et communiquées aux autres Etats contractants et à l'Union Panaméricaine.

Article XXIII.

☒ L'établissement et l'opération des aérodromes seront réglementés par la législation de chaque pays, en observant sous ce rapport un traitement d'égalité.

Article XXIV.

Les aéronefs d'un des Etats contractants occupés du commerce international avec une autre, ne pourront pas être obligés à payer des droits différents ou plus élevés de port aérien, dans les ports aériens où les aérodromes ouverts au service public, que ceux que paient les aéronefs nationaux de l'Etat visité, destinés aussi au commerce international.

Article XXV.

Tant qu'un Etat contractant n'a pas établi des règles convenables, le commandant d'un aéronef aura les droits et les devoirs analogues à ceux du capitaine d'un navire marchand selon les lois respectives de chaque Etat.

Article XXVI.

En ce qui concerne le sauvetage de l'aéronef qui fera naufrage en mer, on appliquera les principes du droit maritime, en l'absence d'une autre règle contraire.

Article XXVII.

Les aéronefs de tous les Etats auront le droit, en cas de péril, à toute l'aide possible.

Artigo XXVIII.

A indemnização por estrago causado a pessoas ou a coisas no territorio do Estado subjacente reje-se pelas leis do dito Estado.

Artigo XXIX.

No caso de guerra, as determinações da presente Convenção não affectarão a liberdade de acção dos Estados contractantes, tanto na sua condição de belligerantes como na de neutros.

Artigo XXX.

Os Estados contractantes terão o direito de concluir convenções ou tratados especiaes com um ou mais Estados sobre navegação aerea internacional, sempre que taes convenções ou tratados não affectem os direitos adquiridos ou obrigações impostas pela presente Convenção aos Estados contractantes. Entendendo-se, comtudo, que dois ou mais Estados, por razões de conveniencia ou reciproco interesse podem combinar os correspondentes regulamentos relacionados com a operação das aeronaves e a fixação de rotas determinadas. Estes regulamentos em caso algum evitarão o estabelecimento e funcionamento de linhas e terminaes aereos de possibilidade practica. Taes regulamentos garantem a egualdade de tratamento das aeronaves de todos e cada um dos Estados contractantes e ficarão sujeitos ás mesmas condições estabelecidas pela Artigo V desta Convenção, no que se refere a zonas prohibidas dentro de um territorio de um Estado determinado.

Nenhuma das regras estabelecidas por esta Convenção affectará os direitos e obrigações estabelecidas em tratados em vigor.

Artigo XXXI.

As Altas partes contractantes obrigam-se, até onde seja possivel, a cooperar nas medidas interamericanas em relação com :

- a) A centralização e distribuição de informes meteorologicos já sejam estatísticos, correntes ou especiaes.
- b) A publicação de cartas aeronauticas uniformes, tanto como o estabelecimento de um systema uniforme de signaes.
- c) O uso de radiotelegraphia na navegação aerea, o estabelecimento de estações radiotelegraphicas necessarias e a observação de regulamentos interamericanos e internacionais sobre radiotelegraphia ou as convenções existentes na actualidade ou que se regulam no futuro.

Artigo XXXII.

Os Estados contractantes procurarão, até onde seja possivel, a uniformidade de leis e regulamentos que rejam a navegação aerea. A União Panamericana cooperará com os Governos dos Estados contractantes para alcançar a desejada uniformidade de leis e regulamentos sobre navegação aerea nos Estados membros desta Convenção.

Cada Estado contractante trocará com todos os outros Estados contractantes, no prazo de tres mezes de firmada a ratificação desta Convenção, copias dos seus regulamentos sobre o trafico aerea e requisitos referentes á competencia dos commandantes das aeronaves, pilotos, mecanicos e outros membros da tripulação, e os requisitos de navegação das aeronaves que serão utilizadas no commercio internacional.

Cada Estado contractante depositará como todos os outros Estados membros desta Convenção, e com a União Panamericana, tres mezes antes da data fixada para a sua vigencia, as addições ou emendas que tenham feito aos regulamentos mencionados no paragrapho precedente.

Article XXVIII.

La réparation du dommage causé aux personnes ou aux choses sur le territoire de l'Etat subjacent se gouverne par les lois dudit Etat.

Article XXIX.

En cas de guerre les stipulations de la présente convention n'affecteront pas la liberté d'action des Etats contractants, aussi bien dans leur condition de belligérants que de neutres.

Article XXX.

Les Etats contractants auront le droit de conclure des conventions ou des accords spéciaux avec un Etat ou plus au sujet de la navigation aérienne internationale, pourvu que de telles conventions ou accords n'affectent pas les droits acquis ou les obligations imposées par la présente convention aux Etats contractants. Il est entendu, toutefois, que deux Etats ou plus, pour des raisons de convenance ou d'intérêt réciproque, peuvent établir les règlements nécessaires concernant l'opération des aéronefs et la fixation de routes déterminées. Ces règlements dans aucun cas n'éviteront l'établissement ni le fonctionnement de lignes et de têtes de lignes aériennes de possibilité pratique. Ces règlements garantiront l'égalité de traitement des aéronefs de chacun ou de tous les Etats contractants et resteront sujets aux mêmes conditions établies par l'article V de cette convention par rapport aux zones défendues dans l'intérieur d'un Etat déterminé.

Aucune des stipulations de cette convention n'affectera les droits et les obligations établis dans les traités en vigueur.

Article XXXI.

Les Hautes Parties contractantes s'obligent, autant que cela sera possible, à coopérer aux mesures interaméricaines se rapportant à :

- a) La centralisation et la distribution d'informations météorologiques, qu'elles soient statistiques courantes ou spéciales.
- b) La publication de cartes aéronautiques uniformes, de même que l'établissement d'un système uniforme de signaux.
- c) L'emploi de la radiotélégraphie dans la navigation aérienne, l'établissement de stations radiotélégraphiques nécessaires et l'observation des règlements interaméricains et internationaux pour la radiotélégraphie ou les accords qui existent actuellement ou qui se préparent pour l'avenir.

Article XXXII.

Les Etats contractants obtiendront, autant que possible, l'uniformité des lois et des règlements qui régissent la navigation aérienne. L'Union Panaméricaine coopérera avec les gouvernements des Etats contractants pour obtenir l'uniformité désirée des lois et des règlements de la navigation aérienne dans les Etats membres de cette convention.

Chaque Etat contractant échangera avec tous les autres Etats contractants, dans les trois mois après la signature de la ratification de cette convention, les copies de ses règlements sur la circulation aérienne et de ses exigences au sujet de la compétence des commandants des aéronefs, des pilotes, des mécaniciens et des autres membres de l'équipage, et les conditions de la navigabilité des aéronefs à utiliser dans le commerce international.

Chaque Etat contractant déposera chez tous les autres Etats membres de cette convention, et à l'Union Panaméricaine, trois mois avant la date fixée pour son entrée en vigueur, les additions et les amendements qui auront été faits aux règlements mentionnés dans le paragraphe précédent.

Artigo XXXIII.

Cada Estado contractante depositará a sua ratificação no Governo de Cuba, o quel a seguir informará aos outros Estados contractantes. Ditas ratificações ficarão depositadas nos archivos do Governo Cubano.

Artigo XXXIX.

A presente Convenção começará a vigorar para cada um dos Estados que a vá ratificando, respeito aos outros paizes que a tenham ratificado, quarenta dias depois de terem depositado a sua ratificação.

Artigo XXXV.

Qualquer Estado poderá adherir-se a esta Convenção mediante a comunicação da sua intenção, ao Governo de Cuba, e dita adhesão surtirá effeito dentro dos quarenta dias seguintes. O Governo Cubano notificará esta adhesão aos outros Estados signatarios.

Artigo XXXVI.

Estando em desaccordo os Estados contractantes no referente á interpretação da presente Convenção, o motivo do desaccordo, a pedido de um dos Governos em discordia, será submettido á arbitragem disposta mais adeante. Cada um dos Governos em discordia escolherá a outro Governo que não esteja interessado no assumpto em discussão e este actuará como arbitro na disputa. No caso de que os dois arbitros não cheguem a um accordo nomearão outro Governo não interessado na questão para que actua como arbitro adicional. Se os dois arbitros não poderem chegar a um accordo sobre a nomeação de um terceiro Governo, cada arbitro proporá a um Governo não interessado na disputa e será sorteado o posto de arbitro adicional entre os dois Governos propostos. O sorteio se effectuará pelo Conselho Directivo da União Pan-Americana.

A decisão dos arbitros será dada por maioria de votos.

Artigo XXXVII.

Cada Estado contractante poderá denunciar esta Convenção, a todo o tempo, dando o correspondente aviso ao Governo de Cuba, o qual o communicará a todos os outros Estados contractantes e membros desta Convenção. A denuncia não terá effeito senão seis mezes depois de feita a notificação ao Governo de Cuba e não surtirá effeito senão ao paiz que faça a denuncia.

Em fé do que os Plenipotenciarios e delegados, firmam a presente Convenção, sob o sello da Sexta Conferencia Internacional Americana.

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro ERASMO CALLORDA.

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

Article XXXIII.

Chaque Etat contractant remettra sa ratification au Gouvernement de Cuba qui procédera ensuite à informer les autres Etats contractants. Les susdites ratifications seront déposées dans les archives du Gouvernement de Cuba.

Article XXXIV.

La présente convention entrera en vigueur pour chacun des Etats qui s'appêtent à la ratifier par rapport aux autres pays qui l'ont déjà ratifiée, quarante jours après le dépôt de sa ratification.

Article XXXV.

Chaque Etat pourra adhérer à cette convention par la communication de son intention au Gouvernement de Cuba, et la susdite adhésion prendra effet dans les quarante jours suivants. Le Gouvernement de Cuba notifiera aux autres Etats signataires la susdite adhésion.

Article XXXVI.

En cas de désaccord entre les Etats contractants au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, le motif du désaccord sera soumis à l'arbitrage prévu plus loin. Chacun des gouvernements en désaccord choisira un autre gouvernement qui ne se trouve pas intéressé dans les questions à discuter, et ce gouvernement agira comme arbitre dans la dispute. Dans le cas où les deux arbitres n'arriveront pas à un accord, ils nommeront un autre gouvernement, désintéressé dans la question, pour qu'il soit un arbitre additionnel. Si les deux arbitres ne peuvent arriver à un accord sur le choix d'un troisième gouvernement, chacun des arbitres proposera un autre gouvernement non intéressé dans la dispute et l'on tirera au sort l'arbitre additionnel entre les deux gouvernements proposés. Le tirage au sort s'effectuera par le Conseil directif de l'Union Pan-américaine.

La décision des arbitres sera donnée par la majorité des votes.

Article XXXVII.

Chaque Etat contractant pourra dénoncer cette Convention en tout temps, en donnant l'avis nécessaire au Gouvernement de Cuba, qui le communiquera aux autres Etats, membres de cette convention. La dénonciation ne prendra effet que six mois après que la notification aura été faite au Gouvernement de Cuba, et n'aura d'effet que par rapport au pays qui fait la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires délégués signent la présente convention sous le sceau de la sixième Conférence internationale américaine.

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Maximo H. ZEPEDA.

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELAEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

Raúl FERNÁNDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

Honorio PUEYRREDÓN (renunciou posteriormente), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

Lisandro DÍAZ LEÓN.

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

A Delegação de Republica Dominica, como explicação do seu voto, faz constar que, ao firmar a presente Convenção, não quer dizer que a Republica Dominicana se desliga de Convenções que já tenha ratificado e estão em vigor.

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elias BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

Charles Evans HUGHES, Noble Brandon JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Mortan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray Lyman WILBUR, Leo S. ROWE.

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Nestor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquin GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

Raúl FERNÁNDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

Honorio PUEYRREDÓN (démissionnaire par la suite), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

Lisandro DÍAZ LEÓN.

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

La Délégation de la République Dominicaine, comme explication de son vote, fait constater qu'en signant la présente convention, elle n'entend pas que la République Dominicaine se délie des conventions qu'elle a déjà ratifiées et qui sont en vigueur.

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elias BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

Charles Evans HUGHES, Noble Brandon JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Mortan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray Lyman WILBUR, Leo S. ROWE.

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

N° 2964.

SUISSE ET TURQUIE

Convention de commerce, avec protocole de signature, annexes et procès-verbal. Signés à Ankara, le 13 décembre 1930.

SWITZERLAND AND TURKEY

Commercial Couvention, with Protocol of Signature, Annexes, and Procès-Verbal. Signed at Ankara, December 13, 1930.

N^o 2964. — CONVENTION¹ DE COMMERCE ENTRE LA SUISSE ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANKARA, LE 13 DÉCEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 mai 1932.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, animés du désir de développer les relations économiques entre les deux pays, ont résolu de conclure une convention de commerce et ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Henri MARTIN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse en Turquie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

ZEKÂI bey, ministre des Travaux publics ;

Mustafa SEREF bey, ministre de l'Économie nationale ;

Menemenli NUMAN bey, sous-secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront, à leur importation sur le territoire de l'autre, en aucun cas assujettis à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

De même les produits naturels ou fabriqués, exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des Hautes Parties contractantes dans la matière susdite aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Haute Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 22 avril 1932.
Entrée en vigueur le 12 mai 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2964. — COMMERCIAL CONVENTION ² BETWEEN SWITZERLAND AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, DECEMBER 13, 1930.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place May 12, 1932.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, being desirous of developing commercial relations between the two countries, have decided to conclude a Commercial Convention and have, for this purpose, appointed as their respective Plenipotentiaries:

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Henri MARTIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation in Turkey ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

ZEKÂI Bey, Minister of Public Works ;

Mustafa SEREF Bey, Minister of National Economy ;

Menemenli NUMAN Bey, Under-Secretary of State at the Ministry for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Natural or manufactured products originating in the territory of either High Contracting Party shall in no case, when imported into the territory of the other Party, be subject to any duties, taxes or charges other or higher or to rules or formalities other or more burdensome than those which are at present or may in future be applicable to products of the same nature originating in the territory of any third country.

Similarly natural or manufactured products exported from the territory of either of the High Contracting Parties to the territory of the other Contracting Party shall in no case be subject to duties, taxes or charges other or higher or to rules or formalities more burdensome than those which are at present or may in future be applicable to the same products consigned to the territory of any third country.

All benefits, favours, privileges or immunities that have been or may in future be granted by one of the two High Contracting Parties in the aforesaid matter to natural or manufactured products originating in the territory of any other country or consigned to the territory of any other country shall, immediately and without compensation, be applied to products of the same nature originating in the territory of the other High Contracting Party or consigned to the territory of that Party.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Berne, April 22, 1932. Came into force May 12, 1932.

Article 2.

Les engagements formulés à l'article premier ne s'étendent pas :

- a) Aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontalier dans une zone n'excédant pas quinze kilomètres en profondeur de chaque côté de la frontière ;
- b) Aux faveurs résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Hautes Parties contractantes ;
- c) Aux avantages spéciaux que la Turquie a accordés ou pourrait accorder, en matière de tarif douanier, aux pays détachés de l'Empire ottoman depuis 1923.

Il est entendu que cet article ne peut pas être invoqué, si les avantages et faveurs spéciaux énumérés sous lit. c) sont accordés à un Etat tiers.

Article 3.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires de l'un des pays contractants importés sur le territoire de l'autre après avoir transité par les territoires d'un ou de plusieurs pays tiers ne seront pas soumis, à leur importation, à des droits de douane ou à des redevances autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Cette disposition s'applique aussi bien aux marchandises en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, réemballage ou entreposage.

Article 4.

Aucune prohibition ou restriction ne sera maintenue ni imposée sur l'importation dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes de n'importe quel article, produit ou fabriqué, sur le territoire de l'autre, quelle que soit sa provenance immédiate, qui ne s'étendrait pas également à l'importation d'articles similaires produits ou fabriqués dans un autre pays étranger quelconque.

Aucune prohibition ou restriction ne sera maintenue ni imposée sur l'exportation de n'importe quel article du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes dans le territoire de l'autre, qui ne s'étendrait également à l'exportation d'articles similaires à destination de tout autre pays étranger.

Il ne sera admis des exceptions à la règle générale établie dans les alinéas précédents de cet article que dans les cas suivants, étant toujours entendu que les prohibitions ou restrictions en question seront étendues en même temps et de la même manière à tout autre pays étranger se trouvant dans les mêmes conditions :

- 1^o Prohibitions ou restrictions pour des raisons de sûreté publique ;
- 2^o Prohibitions ou restrictions pour des raisons de santé publique ;
- 3^o Prohibitions ou restrictions pour la protection des animaux ou des plantes contre les maladies et les parasites, ainsi que pour préserver les plantes de la dégénérescence et de l'extinction de l'espèce.

Article 5.

Pour toutes les questions relatives au transit international, les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention et du Statut¹ de Barcelone du 20 avril 1921, sur la liberté du transit.

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; et vol. CIV, page 495, de ce recueil.

Article 2.

The undertakings laid down in Article 1 shall not apply :

(a) To favours which are at present or which may subsequently be granted to other neighbouring States with a view to facilitating frontier traffic within a zone not exceeding 15 km. in breadth on either side of the frontier ;

(b) To favours resulting from a Customs Union already concluded or which may in future be concluded by one of the High Contracting Parties ;

(c) To the special benefits which Turkey has granted or may in future grant, in regard to Customs tariffs, to countries detached from the Ottoman Empire since 1923.

It is understood that this Article may not be invoked, if the special benefits and favours enumerated under (c) are granted to a third State.

Article 3.

Natural or manufactured products originating in the territory of one of the High Contracting Parties, shall not be subject, when imported into the territory of the other Party after passing in transit through the territory of one or more third countries, to Customs duties or charges other or higher than those to which they would have been liable had they been imported directly from their country of origin.

This provision shall apply both to goods in direct transit and to goods passing in transit after transshipment, repacking or warehousing.

Article 4.

No prohibition or restriction shall be maintained or imposed in respect of the importation into the territory of either of the High Contracting Parties of any article which has been produced or manufactured in the territory of the other, whatever be the place from which it has last been despatched, unless such prohibition or restriction is also applicable in respect of the importation of like articles produced or manufactured in any other foreign country whatsoever.

No prohibition or restriction shall be maintained or imposed in respect of the exportation of any article from the territory of either of the High Contracting Parties to the territory of the other which is not also applicable in respect of the exportation of like articles to any other foreign country.

Exceptions to the general rules laid down in the previous paragraphs of this Article shall only be allowed in the cases set out below, it being always understood that the prohibitions or restrictions in question shall be extended at the same time and in the same manner to any other foreign country in which the same conditions prevail :

1. Prohibitions or restrictions for reasons of public security ;
2. Prohibitions or restrictions for reasons connected with public health ;
3. Prohibitions or restrictions intended to protect animals or plants against diseases and parasites, and to preserve plants from degeneration and the extinction of the species.

Article 5.

For all questions relating to international transit, the High Contracting Parties shall apply in their reciprocal relations the provisions of the Convention and Statute¹ of Barcelona of April 20, 1921, on freedom of transit.

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; and Vol. CIV, page 495, of this Series.

Article 6.

Les taxes intérieures qui sont ou seront imposées, dans le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes, à la production, la préparation ou la consommation d'un produit, soit pour le compte de l'Etat ou pour celui de communes ou de corporations ne devront, sous aucun prétexte, frapper les produits du territoire de l'autre Partie plus lourdement ou d'une façon plus gênante que les produits similaires du pays même ou, à leur défaut, ceux de la nation la plus favorisée.

Article 7.

Au cas où les circonstances l'exigeraient, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, demander, pour établir le pays d'origine des produits importés, la présentation, par l'importateur d'un certificat d'origine constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale dudit pays, ou qu'il doit être considéré comme tel selon la législation du pays destinataire, étant donné qu'il y a subi une transformation ou une opération motivée par des raisons économiques.

Les certificats d'origine, établis selon le modèle annexé à la présente convention (annexe I), seront délivrés par les chambres de commerce et d'industrie dont relève l'expéditeur, soit par les autorités douanières, soit par tout organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé. Le gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par ses représentants diplomatiques ou consulaires.

Les colis postaux et les envois par la voie aérienne ne seront pas assujettis aux certificats d'origine quand le pays destinataire reconnaîtra qu'il ne s'agit pas d'envois revêtant un caractère commercial.

Article 8.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'une des Hautes Parties contractantes qui prouveront, par la présentation d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce et leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par les voyageurs à leur service, de faire des achats, dans le territoire de l'autre Partie contractante, chez les négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publique. Ils pourront également prendre des commandes chez les négociants et autres personnes qui, dans leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant aux offres. Ils pourront aussi transporter avec eux ou se faire envoyer des échantillons ou modèles. Ils ne seront astreints pour les activités énumérées au présent alinéa à aucune taxe ou redevance spéciale. Comme échantillons ou modèles sont considérés tous objets représentatifs d'une marchandise déterminée, sous la double réserve, d'une part, que lesdits objets soient susceptibles d'être dûment identifiés lors de la réexportation, d'autre part, que les objets ainsi importés ne représentent pas des quantités ou valeurs telles que, dans leur ensemble, ils n'auraient plus le caractère usuel d'échantillons.

La carte de légitimation devra être établie conformément au modèle de l'annexe II. Les Hautes Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer ces cartes, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Il est entendu, toutefois, que les voyageurs de commerce mentionnés ci-dessus n'auront pas le droit de conclure des affaires de vente pour des commerçants ou industriels autres que ceux visés dans leur carte.

A l'exception des marchandises prohibées à l'importation, les objets passibles d'un droit de douane ou de toute autre taxe qui seront importés comme échantillons ou modèles seront, à charge de réexportation de part et d'autre, admis en franchise provisoire de droit d'entrée et de sortie aux conditions suivantes :

a) En faisant leur déclaration en douane, ces voyageurs présenteront, avec trois copies, une liste descriptive, certifiée par les autorités douanières du pays d'exportation, indiquant

Article 6.

Internal charges which are or may in future be imposed in the territory of one of the two High Contracting Parties on the production, preparation or consumption of a product, whether on account of the State or on account of communes or corporations, shall in no case fall more heavily or more vexatiously on the products from the territory of the other Party than on like products of the country itself or, failing these, on like products of the most-favoured nation.

Article 7.

Should circumstances call for such a measure, either of the High Contracting Parties may, in order to establish the country of origin of the products imported, require the production by the importer of a certificate of origin stating that the article imported is a natural or manufactured product of the said country, or is to be considered such, under the law of the country of destination, on the grounds that it has for economic reasons been subjected to some process or operation therein.

The certificates of origin, prepared according to the model annexed to the present Convention (Annex I), shall be issued by the Chambers of Commerce and Industry to which the consignor belongs or by the Customs authorities or by any organ or body that the country of destination may approve. The Government of the country of destination may require certificates of origin to be legalised by its diplomatic or consular representatives.

No certificate of origin shall be required for postal packets or consignments by air if the country of destination declares that such consignments are not of a commercial nature.

Article 8.

Merchants, manufacturers and other industrialists of one of the High Contracting Parties who prove by the production of an identity card issued by the competent authorities of their country that they are authorised to carry on their trade or industry and that they pay therein the duties and taxes prescribed by law, shall be entitled to make purchases in the territory of the other Contracting Party, either personally or through commercial travellers employed by them, from merchants or producers in places of public sale. They shall also be permitted to accept orders from merchants or other persons who make use in their trade or industry of goods corresponding to those offered. They may only take with them, or have forwarded to them, samples and specimens. They shall not be liable to any special tax or due on account of the activities enumerated in the present paragraph. All objects representative of a specified category of goods shall be regarded as samples or specimens, provided, first, that they can be duly identified on re-exportation, and secondly, that the articles thus imported are not of such quantity or value that, taken as a whole, they no longer constitute samples in the usual sense.

The identity card shall conform to the model in Annex II. The High Contracting Parties shall notify one another of the authorities empowered to issue such cards and of the regulations with which commercial travellers must comply in the pursuit of their calling.

It is understood, however, that the commercial travellers referred to above shall not be entitled to transact sales on behalf of merchants or manufacturers other than those referred to on their cards.

With the exception of goods the importation of which is prohibited, articles liable to Customs duty or any other tax which are imported as samples or specimens shall, provided they are to be re-exported, be provisionally admitted free of import or export duties by both Parties upon the following conditions :

(a) When making their Customs declarations, the travellers in question shall submit three copies of a descriptive list certified by the Customs authorities of the

en détail les échantillons ou modèles importés par eux. S'ils ne sont pas munis de la liste descriptive, ils présenteront, en faisant leur déclaration, une nouvelle liste en trois exemplaires indiquant en détail les échantillons ou modèles.

Les autorités douanières du pays d'importation pourront réclamer la traduction de la liste dans la langue du pays.

b) Afin que les échantillons ou modèles puissent être identifiés lors de leur réexportation, ceux-ci seront, dans le pays d'exportation, estampillés ou scellés à la cire ou au plomb selon leurs genres et formes. Les autorités douanières de chaque Partie s'enverront réciproquement et officiellement les modèles de ces estampilles et sceaux, pour assurer la vérification de l'authenticité des signes apposés sur les échantillons.

Lorsque l'apposition de marques serait impossible ou présenterait des inconvénients, l'identification par voie de photographies, dessins ou descriptions complètes et détaillées, est admise. Toutefois, les autorités douanières du pays d'importation pourront pourvoir ces échantillons de signes supplémentaires, aux frais des intéressés, dans tous les cas où lesdites autorités le jugeront indispensable à la garantie de l'identité de ces échantillons lors de leur réexportation.

Hormis ce dernier cas, la vérification douanière consistera simplement à reconnaître l'identité des échantillons et à déterminer le montant des droits et taxes éventuellement exigibles.

Si les échantillons ou modèles ne sont pas munis de signes apposés dans le pays d'exportation, les autorités douanières du pays d'importation apposeront des signes nouveaux.

c) Après la présentation à la douane par l'importateur de la liste descriptive ou de la déclaration des échantillons, il sera procédé à la visite douanière, et si la liste ou la déclaration correspondant aux échantillons et les signes y apposés sont en règle, les droits de douane de chacun de ces échantillons et les taxes de consommation, s'il y a lieu, seront établis et le montant de ces droits et taxes sera versé en dépôt, soit en espèces, soit par une garantie jugée suffisante par les autorités compétentes du pays d'importation. Les dispositions concernant la garantie seront réglées par les gouvernements respectifs selon leur propre législation. Les frais de pesage et autres seront définitivement payés et la liste descriptive ou un des exemplaires de déclaration dûment légalisés par les autorités douanières sera rendu à l'importateur.

Toutefois, l'importateur, au lieu de faire calculer et de déposer les droits de chacun des échantillons, selon les articles du tarif y afférent, aura le droit d'acquitter ces droits sur l'échantillon soumis au taux le plus élevé du tarif, pour les totalités des échantillons. Les autorités douanières seront tenues d'adhérer à cette proposition.

d) Les échantillons ou modèles importés de cette manière seront retournés dans un délai d'un an au pays d'exportation ou bien réexportés dans un pays quelconque soit par la douane d'entrée, soit par une autre. Le délai d'un an peut être prolongé, le cas échéant, par l'autorité douanière du pays d'importation.

e) La liste descriptive ou la déclaration et les échantillons ou modèles à réexporter seront présentés par l'intéressé à la douane et celle-ci, après contrôle, effectuera, sans retard, contre reçu, le remboursement intégral des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution qui garantit le paiement de ces droits. Ce remboursement ou cette libération ne s'effectuera que pour les échantillons ou modèles réexportés. Les droits de douane tenus en dépôt des échantillons ou modèles non réexportés après l'expiration du délai prévu sub *d*) ou vendus sur place seront portés au crédit de l'administration ou perçus des garants.

f) Le remboursement des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution pourront être effectués par tous les bureaux douaniers des frontières ou par ceux de l'intérieur du pays qui auront reçu les attributions nécessaires à cet effet. Les Hautes Parties contractantes se communiqueront les listes des bureaux auxquels lesdites attributions auront été conférées.

exporting country, indicating in detail the samples or specimens imported by them. If they are not in possession of the descriptive list, they shall when making their declaration, submit a new list in triplicate indicating in detail the samples and specimens.

The Customs authorities of the country of importation may require that the list be translated into the language of the country.

(b) In order that samples and specimens may be identified on re-exportation, they shall be stamped or sealed with wax or lead, according to their nature and form, in the country of exportation. The Customs authorities of each Party shall provide the other Party through official channels with patterns of these stamps and seals, by which the authenticity of the marks affixed to the samples may be verified.

Should it be impossible or inconvenient to affix a mark, identification by means of photographs, drawings or complete and detailed descriptions shall be admissible. Nevertheless, the Customs authorities of the country of importation may affix supplementary marks on the samples, at the expense of the parties concerned, whenever they consider such a step necessary for guaranteeing the identity of these samples at the time of their re-exportation.

Except in the latter case, Customs verification shall be confined to identifying the samples and deciding the total duties and charges to which they may be liable.

If the samples and specimens do not bear marks affixed in the country of export, the Customs authorities of the country of import shall affix fresh marks.

(c) After the importer has submitted the descriptive list or the declaration of the samples at the Customs office, the Customs examination shall take place, and, if the list or declaration corresponding to the samples and the marks affixed thereon are found in order, the Customs duties on each of the samples and the consumption duties, if any, shall be determined, and the amount of the said duties and taxes shall be deposited either in cash or in the form of a guarantee considered adequate by the competent authorities of the country of import. The provisions in respect of the guarantee shall be settled by the respective Governments in accordance with their own legislation. The cost of weighing and any other costs shall be finally paid, and the descriptive list or one of the copies of the declaration duly legalised by the Customs authorities shall be returned to the importer.

Nevertheless, the importer shall be entitled, instead of having the duty on each sample calculated according to the articles of the tariff referring thereto and depositing the same, to pay duty on the whole of the samples at the rate applicable to the sample which is subject to the highest tariff rates. The Customs authorities shall be bound to accept this proposal.

(d) Samples or specimens imported in this manner shall be returned within a period of one year to the country of export or re-exported to some other country, either through the Customs office through which they were imported or through another. The period of one year may be prolonged, if need be, by the Customs authorities of the country of import.

(e) The descriptive list or the declaration and the samples or specimens to be re-exported shall be presented by the Party concerned at the Customs, and the latter after examination, shall without delay and against a receipt refund the total amount, of the duties deposited on import or release the security for payment of these duties. This refund or release shall only be effected in the case of reexported samples or specimens. The Customs duties held on deposit for samples and specimens that are not re-exported after the expiry of the period provided for under (d) or that are sold within the country shall be credited to the Administration or collected from the guarantors.

(f) The refund of the duties deposited on importation or the release of the security for payment may be effected by any Customs office on the frontier or by any Customs office in the interior which has received the requisite authority for the purpose. The High Contracting Parties shall communicate to each other the lists of the offices thus authorised.

Les dispositions de cet article n'étant pas applicables aux industriels ambulants, au colportage et à la recherche de commandes auprès des personnes qui n'exercent ni industrie ni commerce, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article 9.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes se rendant aux foires ou marchés non réservés aux produits nationaux, à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'autre, traités d'une manière moins favorable que les nationaux, en tant qu'ils pourront présenter une carte d'identité d'après le modèle (annexe III) délivrée par les autorités du pays dont ils sont ressortissants.

Les dispositions du premier alinéa n'étant pas applicables aux industriels ambulants, au colportage et à la recherche de commandes auprès des personnes qui n'exercent ni industrie, ni commerce, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article 10.

Seront admis en franchise de douane, sous condition d'identification et sous réserve des garanties prévues par les législations de chacune des Hautes Parties contractantes, les objets suivants, s'ils sont réexportés dans le délai permis :

1. Les objets importés dans l'un des Pays contractants aux fins d'y être réparés. Il est entendu que ces objets, s'ils sont réimportés dans le pays d'exportation, sont, à leur réimportation, exempts de droits d'entrée. Des matières ou parties, passibles de droits de douane, qui sont ajoutées à ces objets en quantités considérables lors de la réparation, seront dédouanées, en tant que la législation du pays l'exige, indépendamment des objets mêmes et selon le tarif auquel elles étaient assujetties avant leur combinaison ; le poids servant de base au dédouanement peut être fixé par une évaluation.

2. Les emballages, sacs, tonneaux et autres qui sont importés du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes dans le territoire de l'autre pour y servir à l'exportation de marchandises originaires.

3. Les objets destinés aux foires, expositions et concours. Les intéressés prendront soin de faire fixer la durée de l'emploi des objets en question à leur entrée dans le pays. Ce délai pourra être prolongé au besoin par les autorités douanières, selon les prescriptions légales.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour donner aux commerçants la possibilité de se procurer des informations officielles concernant les tarifs de douane et notamment les taux des droits à percevoir sur une marchandise déterminée. La demande doit contenir, selon les règlements du pays d'importation, un échantillon de la marchandise ou bien une description détaillée, une copie ou photographie de celle-ci.

Si le déclarant ne possède pas les éléments nécessaires pour faire la déclaration en douane, l'administration des douanes lui permettra de vérifier lui-même l'envoi, au préalable et à ses frais, dans un local qu'elle désigne.

Article 12.

La présente convention étendra également ses effets à la Principauté du Liechtenstein aussi longtemps que celle-ci sera liée à la Suisse par un traité d'union douanière.

The provisions of this Article not being applicable to itinerant traders or to hawking or the soliciting of orders from persons not engaged in trade or industry, each of the High Contracting Parties shall retain full legislative freedom in this respect.

Article 9.

Nationals of either High Contracting Party travelling to fairs or markets not reserved for national products, for the purpose of carrying on trade therein, shall not be treated less favourably in the territory of the other Party than nationals of the latter, provided that they can produce an identity card made out in accordance with the model (Annex III) issued by the authorities of the country of which they are nationals.

As the provisions of paragraph 1 do not apply to itinerant traders or to hawking or the soliciting of orders from persons not engaged in industry or commerce, each of the High Contracting Parties reserves full legislative freedom in this respect.

Article 10.

The following articles shall be admitted duty free, provided that they are identified and subject to the guarantees provided by the laws of each of the High Contracting Parties, if they are re-exported within the time-limit allowed :

1. Articles imported into either of the Contracting States for the purpose of being repaired. It is understood that such articles, if they are reimported into the exporting country, shall on reimportation be exempt from import duty. Materials or spare parts liable to Customs duty, when added to such articles in considerable quantities at the time of repair, shall pass through the Customs, in so far as the law of the country prescribes this, independently of the articles themselves and according to the tariff to which they were subject before incorporation ; the weight taken as a basis for Customs clearing purposes may be assessed.

2. Sacks, barrels and other packing material imported from the territory of one of the High Contracting Parties into the territory of the other Party for use in the exportation of goods from that country.

3. Articles intended for fairs, exhibitions and competitions. The persons concerned shall take care to have the duration of the use of the articles in question fixed at the time of their entry into the country. This period may be extended, if necessary, by the Customs authorities, as prescribed by law.

Article 11.

The High Contracting Parties undertake to take the necessary measures to enable traders to procure official information concerning Customs tariffs and, in particular, the rate of duty to be levied on a given article. The request shall contain, according to the regulations in the country of importation, a sample of the article or a detailed description, a copy or a photograph thereof.

Should the person making the Customs declaration not be in possession of the necessary facts, the Customs administration shall allow him to ascertain for himself the particulars regarding the consignment, prior to the declaration and at his own expense, in premises which it shall indicate.

Article 12.

The present Convention shall apply also to the Principality of Liechtenstein so long as the latter is bound to Switzerland by a Customs Union Treaty.

Article 13.

Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les matières qui font l'objet des articles suivants de la présente convention : 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

Article 14.

Sous réserve des dispositions qui pourraient découler d'une convention d'arbitrage entre les deux pays, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux Hautes Parties contractantes sur l'interprétation de la présente convention et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique, seront soumis d'un commun accord, par voie de compromis, à un arbitrage.

Article 15.

La présente convention se substitue à celle¹ du 4 mai 1927.

Elle est conclue pour une année. Elle sera ratifiée et entrera en vigueur vingt jours après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Berne.

Si elle n'a pas été dénoncée trois mois avant d'arriver à échéance, elle sera prorogée par voie de tacite reconduction, chaque partie se réservant alors le droit de la dénoncer à tout moment dès l'expiration de la période d'une année, pour lui faire prendre fin trois mois après la dénonciation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Ankara, le treize décembre mil neuf cent trente.

(L. S.) (Signé) Henri MARTIN.

(L. S.) (Signé) ZEKÂI.

(L. S.) (Signé) Mustafa SEREF.

(L. S.) (Signé) M. NUMAN.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer la présente convention de commerce, les plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord pour stipuler les précisions suivantes :

Ad Article premier.

Il est entendu que l'article 3 de la loi turque N° 1499 du 8 juin 1929 n'est pas atteint par les dispositions de cet article.

Il est également entendu que l'alinéa 2 de l'article 4 de la loi fédérale sur le tarif des douanes suisses du 10 octobre 1902 n'est pas atteint par les dispositions de cet article.

Lorsque le droit d'entrée sur un produit importé dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes dépend du droit fixé pour une autre marchandise, le plus bas des taux, autonomes ou conventionnels, applicables à cette autre marchandise, servira toujours de base au calcul du droit d'entrée sur le produit en question.

¹ Vol. LXVII, page 141, de ce recueil.

Article 13.

The High Contracting Parties guarantee one another most-favoured-nation treatment as regards the matters dealt with in the following Articles of the present Convention : 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 and 11.

Article 14.

Subject to any provisions resulting from a Convention of arbitration between the two countries, disputes which may arise between the two High Contracting Parties concerning the interpretation of the present Convention and which it has not been possible to settle through the diplomatic channel, shall by common consent be submitted to arbitration under a special agreement.

Article 15.

The present Convention shall be substituted for that¹ of May 4, 1927.

It shall be concluded for a period of one year. It shall be ratified and shall come into force twenty days after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Berne.

If it has not been denounced three months before it is due to expire, it shall be extended by tacit agreement, each Party then reserving the right to denounce it at three months' notice, at any time after the expiry of the period of one year.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Angora, in duplicate, the thirteenth day of December, one thousand nine hundred and thirty.

(Signed) Henri MARTIN.

(L. S.) (Signed) ZEKÂI.

(L. S.) (Signed) Mustafa SEREF.

(L. S.) (Signed) M. NUMAN.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the present Commercial Convention, the undersigned Plenipotentiaries have agreed upon the following detailed provisions :

Ad Article 1.

It is understood that Article 3 of the Turkish Law No. 1499 of June 8, 1929, shall not be affected by the provisions of this Article.

It is further understood that Article 4, paragraph 2, of the Federal Law on the Swiss Customs Tariff, of October 10, 1902, shall not be affected by the provisions of this Article.

When the import duty on an article entering the territory of one of the High Contracting Parties depends upon the duty fixed for another article, the lowest rate fixed by the authorities or by Convention for that other article shall always serve as a basis in calculating the import duty on the article in question.

¹ Vol. LXVII, page 141, of this Series.

Ad Article 7.

Il est entendu qu'au cas où des marchandises originaires de Turquie seraient, après avoir été manipulées ou réemballées dans un port intermédiaire d'un pays tiers, importées dans le territoire suisse, les certificats d'origine attestant que lesdites marchandises sont d'origine turque, pourront être soumis, sur la demande de la Turquie, à la légalisation des autorités consulaires turques de ce port intermédiaire.

Ad Article 10.

Les objets de ménage utilisés (objets de déménagement) destinés à un usage personnel, s'ils sont importés par celui qui vient s'établir, ou s'ils ont été expédiés, du lieu de son déménagement, tout au plus deux mois avant son arrivée ou tout au plus trois mois après celle-ci, sont exempts de droits de douane, ainsi que de toute taxe à l'entrée et à la sortie.

Fait en double, à Ankara, le treize décembre mil neuf cent trente.

(Signé) Henri MARTIN.

(Signé) ZEKÂI.

(Signé) Mustafa SEREF.

(Signé) M. NUMAN.

ANNEXE I.

Modèle

CERTIFICAT D'ORIGINE

Expéditeur :

Receveur :

Nom :

Nom :

Domicile :

Domicile :

Rue :

Rue :

Nombre de colis	Mode d'emballage	Marques N°	Poids brut et net en kilogrammes, et valeur	Voies d'expédition (Chemin de fer, poste, bateaux, etc.)	Contenu

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine
, le19.....

(Sceaux.)

(Désignation du bureau compétent et signature.)

Ad Article 7.

It is understood that when goods originating in Turkey are imported into Swiss territory, after being handled or repacked at an intermediate port in a third country, the certificates of origin declaring that the said goods are of Turkish origin may at the request of Turkey, be submitted to the Turkish consular authorities at that intermediate port for purposes of legalisation.

Ad Article 10.

Used household articles (objects for removal) intended for personal use, if imported by a person who has just established himself or if despatched from the place which he has left, not more than two months before and not more than three months after his arrival, shall be exempted from Customs duty and other charges on exportation and on importation.

Done at Ankara, in duplicate, the thirteenth day of December, one thousand nine hundred and thirty.

(Signed) Henri MARTIN.

(Signed) ZEKÂI.

(Signed) Mustafa SEREF.

(Signed) M. NUMAN.

ANNEX I.

Model.

CERTIFICATE OF ORIGIN.

Consignor :

Consignee :

Name :

Name :

Domicile :

Domicile :

Street :

Street :

Number of Packages	Nature of Packing	Mark No	Gross and Net weight in kg. and value	Method of forwarding (rail, post, ship, etc.)	Contents

It is hereby certified that the above-mentioned goods are of origin.
..... Date.

(Seals.)

(Name of competent office and signature.)

ANNEXE II.

NOM DE L'ÉTAT
(Autorité de délivrance.)

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE.
Valable pendant douze mois, à compter de la date de délivrance.

Bon pour

N° de la carte

Il est certifié, par la présente, que le porteur de cette carte :

M.
né à
demeurant à
rue N°
possède ¹
à
sous la raison de commerce
.....
(ou) est commis voyageur { de la maison
au service { des maisons
à
qui possède ¹
possèdent
sous la raison de commerce

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison (s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s) à
..... et y paie (nt) les contributions légales à cet effet.

....., le 19.....

Signature du chef de la (des) maison (s).

Signalement du porteur :

Age :

Taille :

Cheveux :

Signes particuliers :

Signature du porteur :

.....

¹ Indication de la fabrique ou du commerce.

N. B. — On ne doit remplir que la rubrique I du formulaire, lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.

ANNEX II.

NAME OF COUNTRY.

(Issuing Authority.)

IDENTITY-CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

(Valid for twelve months from date of issue.)

Valid in

No. of card

It is hereby certified that the holder of this card,

M.

born at

residing at

Street No.

owns.....¹

at

under the trade name of

(or) is a commercial traveller in the service }
of the firm (s) of }

at

which own (s)

under the trade name of

As the holder of this card wishes to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm (s) in question, it is hereby certified that the aforesaid firm (s) is (are) authorised to engage in its (their) business at and pay (s) the legal taxes for that purpose.

....., *the* 19.....*Signature (s) of the head (s) of the firm (s)*

Description of holder :

Age :

Height :

Hair :

Distinctive marks :

Signature of holder :

.....

¹ Description of factory or business.

N. B. — Only heading I should be filled in in the case of the head of a commercial or industrial establishment.

ANNEXE III.

CARTE DE LÉGITIMATION POUR DES VISITEURS DE FOIRES OU DE MARCHÉS.

Il est certifié que M. porteur de la présente carte, désirant se rendre avec ses marchandises aux foires et marchés en (pour les ressortissants suisses : en Turquie, pour les ressortissants turcs : en Suisse) est domicilié à et qu'il est tenu d'acquitter les taxes et impôts légaux pour l'exercice de son commerce ou industrie.

Le présent certificat est valable pour un délai de mois.

(Lieu, date, signature, sceau de l'autorité qui a établi le certificat.)

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE SIGNATURE

TENUE AU SIÈGE DE LA DÉLÉGATION TURQUE POUR LES TRAITÉS ET LES CONVENTIONS DE COMMERCE, A ANKARA, LE 13 DÉCEMBRE 1930.

Présents :

M. Henri MARTIN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse en Turquie ;

ZEKÂI bey, ministre des Travaux publics ;

Mustafa SEREF bey, ministre de l'Economie nationale ;

Menemenli NUMAN bey, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères.

Au moment de procéder à la signature de la présente convention de commerce, le Président de la Délégation suisse et le Président de la Délégation turque déclarent, en se référant à l'Ad article 10, du Protocole de signature de la convention, qu'il est entendu que les objets de déménagement doivent arriver à la douane d'importation au plus tard, quatre semaines après le délai de trois mois qui y est prévu, à l'exception des retards qui pourraient être occasionnés par des cas de force majeure.

ANKARA, le 13 décembre 1930.

(Signé) Henri MARTIN.

(Ng.) ZEKÂI.

Pour copie conforme :

Berne, le 12 mai 1932.

Le Chancelier de la Confédération :

Kaeslin.

ANNEX III.

IDENTITY-CARD FOR TRAVELLERS TO FAIRS OR MARKETS.

It is certified that M.holder of this card, desiring to travel with his goods to fairs and market in
(for Swiss nationals : in Turkey, for Turkish nationals : in Switzerland), is resident at
and that he is bound to pay the legal taxes and duties for the conduct of his commerce or industry.

This certificate is valid for a period of months.

(Place, date, signature, seal of issuing authority.)

PROTOCOL OF THE MEETING OF SIGNATURE

HELD AT THE SEAT OF THE TURKISH DELGATION FOR TREATIES AND COMMERCIAL CONVENTIONS
AT ANKARA, DECEMBER 13, 1930.

Present :

M. Henri MARTIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation in Turkey ;

ZEKÂI Bey, Minister of Public Works ;

Mustafa SEREF Bey, Minister of National Economy ;

Menemenli NUMAN Bey, Under-Secretary of State at the Ministry for Foreign Affairs.

At the moment of signing the present Commercial Convention, the President of the Swiss Delegation and the President of the Turkish Delegation declare, with reference to *Ad Article 10* of the Protocol of Signature of the Convention, that it is understood that the objects for removal must arrive at the Customs Office of importation not later than four weeks after the period of three months there provided for, except in cases of delay resulting from *force majeure*.

ANKARA, December 13, 1930.

(Signed) Henri MARTIN.

(Signed) ZEKÂI.

N° 2965.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET GRÈCE**

Convention relative à l'établissement
de services de transports aériens,
avec protocole de signature. Si-
gnés à Athènes, le 17 avril 1931.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND GREECE**

Convention relating to the Establish-
ment of Air Transport Services,
with Protocol of Signature.
Signed at Athens, April 17, 1931.

TEXTE GREC. — GREEK TEXT.

N^o 2965. — CONVENTION ¹ BETWEEN HIS MAJESTY, IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM AND THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC RELATING TO THE ESTABLISHMENT OF AIR TRANSPORT SERVICES. SIGNED AT ATHENS, APRIL 17, 1931.

No. 2965. ¹ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΑΥΤΟΥ ΜΕΓΑΛΕΙΟΤΗΤΟΣ, ΔΙΑ ΤΟ ΗΝΩΜΕΝΟΝ ΒΑΣΙΛΕΙΟΝ, ΚΑΙ ΤΟΥ ΠΡΟΕΔΡΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΑΦΟΡΩΣΑ ΤΗΝ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΙΝ ΕΝΑΕΡΙΩΝ ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ. ΥΠΟΓΡΑΦΕΣΑ ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ, ΤΗ 17^η ΑΠΡΙΛΙΟΥ 1931.

Textes officiels anglais et grec communiqués par le Délégué permanent de la République Hellénique auprès de la Société des Nations et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 mai 1932.

English and Greek official texts communicated by the Permanent Delegate of the Hellenic Republic accredited to the League of Nations, and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place May 13, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and the PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC, mutually desiring to encourage the establishment of air transport services, have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῆς Μεγάλης Βρετανίας, τῆς Ἰρλανδίας καὶ τῶν Βρετανικῶν κτήσεων πέραν τῶν θαλασσῶν, Αὐτοκράτωρ τῶν Ἰνδιῶν.

Ἐυφοροῦμενοι ἀμφοτέροι ὑπὸ τῆς ἐπιθυμίας νὰ διευκολύνωσι τὴν ἐγκατάστασιν γραμμῶν ἐναερίων μεταφορῶν ἀπεφάσισαν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον νὰ συνάψωσι σύμβασιν καὶ ὤρισαν ὡς πληρεξουσίους τῶν :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :
FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας τὴν Αὐτοῦ Ἐξοχότητα τὸν κύριον Ἀνδρέαν Μιχαλακόπουλον, Ἀντιπρόεδρον τοῦ Ἰπουργικοῦ Συμβουλίου καὶ Ἰπουργὸν ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν.

The Honourable Patrick William Maule RAMSAY, C.M.G., His Majesty's Envoy

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 16 avril 1932.

¹ The exchange of ratifications took place at Athens, April 16, 1932.

Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

His Excellency M. Andreas MICHALAKOPOULOS, Vice-President of the Council and Minister for Foreign Affairs ;

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῆς Μεγάλης Βρετανίας, τῆς Ἰρλανδίας καὶ τῶν Βρετανικῶν κτήσεις πέραν τῶν θαλασσῶν, Αὐτοκράτωρ τῶν Ἰνδιῶν.

Ἀπὸ τὴν Μεγάλῃν Βρετανίαν καὶ τὴν Βόρειον Ἰρλανδίαν,

τὸν Ἐντιμότατον Κύριον Πάτρικ Οὐίλλιαμ Μόλ Ράμσαυ C. M. G. Ἐκτακτον αὐτοῦ ἀπεσταλμένον καὶ πληρεξούσιον Ὑπουργόν.

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Οἱ ἄνωθεν, ἀνακρινόμενοι ἀλλήλοις τὰ πληρεξούσια αὐτῶν, εὐρεθέντα ἐν πλήρει τάξει, συνεφώνησαν τὰ ἑξῆς :

Article I.

I.

Unless otherwise indicated, the following definitions shall apply for the purposes of the present Convention :

Οἱ ἀκόλουθοι ὀρισμοὶ θέλουσι ἐφαρμόζεσθαι ἐν τῇ παρουσίᾳ συμβάσει πλὴν ἐὰν ἄλλως ὀρισθῇ.

(i) The term "British Air Services" shall denote the air services specified in Article 3 of the present Convention or such other British air services as may be agreed upon under Article 5, and the term "British Air Transport Company (or Companies)" shall denote the company (or companies) operating the British Air Services.

1. Ὁ ὅρος « Βρετανικαὶ Ἐναεριοὶ Συγκοινωνίαι » θὰ ἐννοῆται ἐν τῷ ἄρθρῳ 3 τῆς παρουσίας συμβάσεως καθοριζομένης ἐναερίου συγκοινωνίας ἢ οἷας ἄλλας Βρετανικὰς ἀεροπορικὰς συγκοινωνίας ἐφ' ὧν ἤθελεν ἐπέλθει συμφωνία, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 5, ὃ δὲ ἕτερος « Βρετανικὴ Ἐταιρεία (ἢ Ἐταιρεῖαι) Ἐναερίων Μεταφορῶν » θὰ ἐννοῆται τὴν Ἐταιρείαν (ἢ τὰς Ἐταιρείας) τὴν ἐκμεταλλευσομένην τὰς Βρετανικὰς Ἐναερίου Συγκοινωνίας.

(ii) The term "Greek Air Services" shall denote the air services specified in Article 4 of the present Convention or such other Greek air services as may be agreed upon under Article 5, and the term "Greek Air Transport Company (or Companies)" shall denote the company (or companies) operating the Greek Air Services.

2. Ὁ ὅρος « Ἑλληνικαὶ Ἐναεριοὶ Συγκοινωνίαι » θὰ ἐννοῆται ἐν τῷ ἄρθρῳ 4 τῆς παρουσίας Συμβάσεως καθοριζομένης ἐναερίου συγκοινωνίας ἢ οἷας ἄλλας Ἑλληνικὰς ἐναερίου συγκοινωνίας ἐφ' ὧν ἤθελεν ἐπέλθει συμφωνία, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 5, ὃ δὲ ὅρος « Ἑλληνικὴ Ἐταιρεία (ἢ Ἐταιρεῖαι) Ἐναερίων Μεταφορῶν » θὰ ἐννοῆται τὴν Ἐταιρείαν (ἢ τὰς Ἐταιρείας) τὴν ἐκμεταλλευσομένην τὰς Ἑλληνικὰς Ἐναερίου Συγκοινωνίας.

(iii) The term "Air Services" shall denote the British and the Greek Air Services, and the term "Air Transport Companies" shall denote the air transport companies operating the Air Services.

3. Ὁ ὅρος « Ἐναεριοὶ Συγκοινωνία » θὰ ἐννοῆται τὰς Βρετανικὰς καὶ Ἑλληνικὰς Ἐναερίου Συγκοινωνίας καὶ ὁ ὅρος « Ἐταιρεῖαι Ἐναερίων Μεταφορῶν » θὰ ἐννοῆται τὰς ἐκμεταλλευσομένας τὰς ἐναερίου συγκοινωνίας Ἐταιρείας ἐναερίων μεταφορῶν.

(iv) The terms "British Aircraft" and "Greek Aircraft" shall denote aircraft employed in the operation of the British and the Greek Air Services respectively, and the term "Aircraft" shall denote aircraft employed in the operation of the Air Services.

(v) The term "landing place (or places)" shall denote any or all of the landing places specified in Articles 3 and 4 of the present Convention or which may be agreed upon under Articles 4 and 5, together with any places at which Aircraft may land in accordance with the provisions of Article 6 (2).

(vi) The term "territory" "territories" in relation to one or the other High Contracting Party shall denote the territory or territories of that High Contracting Party flight over which is or may be permitted to Aircraft in accordance with the provisions of the present Convention.

(vii) The term "territory" or "territories" includes territorial waters.

Article 2.

The provisions of the present Convention shall apply only to the Air Services, Air Transport Companies and Aircraft defined in Article 1 of the Convention; and shall apply to those Services, Companies and Aircraft only in so far as concerns the working of the routes the operation of which is or may be permitted in accordance with the provisions of the Convention and for the periods during which those routes may be operated.

Article 3.

1. The British Air Transport Companies operating the air services between the United

4. Οι όροι « Βρετανικόν Ἀεροπλοῖον » καί « Ἑλληνικόν Ἀεροπλοῖον » θά ἐννοοῦσι τὰ ἐν τῇ ἀμοιβαίᾳ ἐκμεταλλεύσει τῶν Βρετανικῶν καί Ἑλληνικῶν Ἐναερίων Συγκοινωνιῶν χρησιμοποιοῦμενα ἀεροπλοῖα καί ὁ ὅρος « Ἀεροπλοῖον » θά ἐννοῆται ἀεροπλοῖον χρησιμοποιοῦμενον ἐν τῇ ἐκμεταλλεύσει τῶν Ἐναερίων Συγκοινωνιῶν.

5. Ὁ ὅρος « πεδῖον (ἢ πεδία) προσγειώσεως » θά ἐννοῆται οἰονδήποτε ἢ ἅπαντα τὰ ἐν τοῖς ἀρθροῖς 3 καί 4 τῆς παρουσῆς Συμβάσεως καθοριζόμενα πεδία προσγειώσεως ἢ ἐκεῖνα ἐφ' ὧν ἤθελεν ἐπέλθει συμφωνία, συμφώνως πρὸς τὰ ἀρθρα 4 καί 5 ὡς καί πᾶν ἄλλο πεδῖον ἐφ' οὗ ἀεροπλοῖον δύναται νὰ προσγειωθῆ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 6, ἐδαφ. 2.

6. Ὁ ὅρος « ἔδαφος » ἢ « ἐδάφη » ἐν σχέσει πρὸς ἐκάτερον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θά ἐννοῆται τὸ ἔδαφος ἢ τὰ ἐδάφη τοῦ Ὑψηλοῦ τούτου Συμβαλλομένου Μέρους ἄνωθεν τοῦ ὁποῦ πτήσις ἀεροπλοῖου ἐπιτρέπεται ἢ δύναται νὰ ἐπιτραπῆ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρουσῆς Συμβάσεως.

7. Ὁ ὅρος « ἔδαφος » ἢ « ἐδάφη » περιλαμβάνει καί τὰ χωρικά ὕδατα.

2.

Αἱ διατάξεις τῆς παρουσῆς Συμβάσεως θέλουσι ἐφαρμοζέσθαι μόνον εἰς τὰς Ἐναερίους Συγκοινωνίας, τὰς Ἐταιρείας Ἐναερίων Μεταφορῶν καί τὰ Ἀεροπλοῖα περὶ ὧν προβλέπει τὸ ἀρθρον Ἰον τῆς Συμβάσεως, θέλουσι δὲ ἐφαρμοζέσθαι εἰς τὰς Ἐναερίους ταύτας Συγκοινωνίας, τὰς Ἐταιρείας Ἐναερίων Μεταφορῶν καί τὰ Ἀεροπλοῖα μόνον καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὴν χρησιμοποίησιν ἐναερίων ὁδῶν, ὧν ἢ ἐκμετάλλευσις ἐπιτρέπεται ἢ δύναται νὰ ἐπιτραπῆ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως καί κατὰ τὰς περιόδους καθ' ἃς αἱ ὁδοὶ αὗται θά εὐρίσκονται ὑπὸ ἐκμετάλλευσιν.

3.

1. Αἱ Βρετανικαὶ Ἐταιρεῖαι Ἐναερίων Μεταφορῶν αἱ ἐκμεταλλεῦμεναι τὰς μεταξὺ τοῦ Ἠνω-

Kingdom and Africa and Asia shall have the right to fly over Greek territory in accordance with the provisions of the present Convention.

2. The British Air Services in crossing Greek territory may follow any or all of the following routes, that is to say the route Yugoslavia-Salonica-Athens and beyond, the route Italy-Athens and beyond and the route Malta-Athens and beyond.

3. For the purpose of operating the British Air Services the British Air Transport Companies shall be entitled to use the landing places at Salonica, Athens, Corfu, Mirabella, Candia, Suda Bay and Navarino, and for the Malta-Athens route, Ithaca and Patras.

4. In the event of a British Air Transport Company desiring to operate one of the routes specified in paragraph 2 of this article instead of or in addition to one of the others, a notification to that effect shall be made to the Greek Government by the Company at least a week before commencing the operation of that route.

5. In the event of any meteorological stations announcing, or of the pilots judging, that flight is impossible on any route along which the British Air Transport Companies are or may be permitted to operate, British Aircraft may follow the route by Navarino-Suda Bay or the route Sofia-Constantinople-Salonica-Athens, as the case may be.

Article 4.

The Greek Air Transport Companies shall have the right to establish and to operate regular seaplane services to Malta and Cyprus and for that purpose to make use of the landing places at Kala MISTRA and the eastern side of Marsascirocco Bay at Malta, and at a commercially practicable seaplane station in Cyprus to be

μένου Βασιλείου και τῆς Ἀφρικῆς και τῆς Ἀσίας ἐναερίους συγκοινωνίας θὰ ἔχῃσι τὸ δικαίωμα νὰ ἐπερίπτανται τοῦ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Αἱ Βρεττανικαὶ Ἐναεριοὶ Συγκοινωνίαι δι-ερχόμεναι διὰ τῶν Ἑλληνικῶν ἐδαφῶν, δύνανται νὰ ἀκολουθήσωσι πάσας τὰς κατωτέρω ἐναερίους ὁδοὺς ἢ οἰανδήποτε ἐξ αὐτῶν, δηλαδὴ τὴν ὁδὸν « Γιουγκοσλαβία-Θεσσαλονίκη-Ἀθῆναι » καὶ περαιτέρω, τὴν ὁδὸν « Ἰταλία-Ἀθῆναι » καὶ περαιτέρω καὶ τὴν ὁδὸν « Μάλτα-Ἀθῆναι » καὶ περαιτέρω.

3. Διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν Βρεττανικῶν Ἐναερίων Συγκοινωνιῶν αἱ Βρεττανικαὶ Ἐταιρεῖαι Ἀεροπορικῶν Μεταφορῶν θὰ ἔχῃσι τὸ δικαίωμα νὰ χρησιμοποιῶσιν τὰ πεδία προσγειώσεως Θεσσαλονίκης, Ἀθηνῶν, Κερκύρας, Μιραμπέλας, Ἡρακλείου, Σούδας καὶ Ναυαρίνου, εἰς δὲ τὴν ἐναερίων ὁδὸν Μάλτα-Ἀθῆναι, τὰ πεδία προσγειώσεως Ἰθάκης καὶ Πατρῶν.

4. Ἐν ἡ περιπτώσει Βρεττανικῆ Ἐταιρείας Ἐναερίων Μεταφορῶν θελήσῃ νὰ ἐκμεταλλευσθῇ μίαν ἐκ τῶν ἐν παραγράφῳ 2 τοῦ ἄρθρου τούτου καθοριζομένων ἐναερίων ὁδῶν ἀντὶ ἢ ἐπὶ πλέον μιᾶς ἐκ τῶν λοιπῶν ἢ Ἐταιρεία αὕτη ὀφείλει νὰ εἰδοποιήσῃ περὶ τούτου τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν τοῦλάχιστον μίαν ἐβδομάδα πρὶν ἢ ἀρξῆται τῆς ἐκμεταλλεύσεως τῆς ἐναερίου ταύτης ὁδοῦ.

5. Ἐν ἡ περιπτώσει μετεωρολογικὸς τις σταθμὸς ἤθελεν ἀνακοινῶσει ἢ ὁ πιλότος ἤθελε κρίνει ὅτι τυχάνει ἀδύνατος ἢ πτῆσις δι' οἰασδήποτε ἐκ τῶν ἐναερίων ὁδῶν ἃν ἐπιτρέπεται ἢ θὰ ἠδύνατο νὰ ἐπιτραπῇ ἢ ἐκμετάλλευσις ὑπὸ τῶν Βρεττανικῶν Ἐταιρειῶν Ἐναερίων Μεταφορῶν, τὰ Βρεττανικὰ ἀερόπλοια θὰ δύνανται νὰ ἀκολουθήσωσι τὴν ὁδὸν Ναυαρίνου-Σούδας ἢ τὴν ὁδὸν Σόφιας-Κων)πόλεως-Θεσσαλονίκης-Ἀθηνῶν, ἀναλόγως τῶν περιστάσεων.

4.

Αἱ Ἑλληνικαὶ Ἐταιρεῖαι Ἐναερίων Μεταφορῶν θὰ ἔχῃσι τὸ δικαίωμα νὰ ἐγκαταστήσωσι καὶ ἐκμεταλλευσθῶσι ταχτικῶν δι' ὕδροπλάνων συγκοινωνίαν μετὰ τῆς Μάλτας καὶ Κύπρου καὶ πρὸς τὸ σκοπὸν τούτον, νὰ χρησιμοποιήσωσι τὰ πεδία προσγειώσεως τοῦ Καλά Μίστρα καὶ τῆς Ἀνα-

agreed upon between the competent aviation authorities of the High Contracting Parties.

Article 5.

The Air Transport Companies shall have the right to operate such other routes and to utilise such other landing places as may from time to time be agreed upon, either instead of or in addition to those specified in the preceding articles.

Article 6.

1. Nothing in the present Convention shall confer any right to use military air stations (whether aerodromes or seaplane stations) not normally open to civil air traffic.

2. Aircraft may, however, in case of *force majeure* at all times make use of any aerodrome or seaplane station along their route.

3. Nothing in the present Convention shall prejudice the right of either High Contracting Party in exceptional circumstances relating to the safety of the State to specify landing places other than those mentioned in or agreed upon under the preceding Articles or to modify the routes mentioned in or agreed upon under those Articles; or in the event of war completely to suspend the operation of those routes.

Article 7.

1. Subject to the provisions of Article 6 (1) of the present Convention, Aircraft may embark and disembark mail, passengers and goods at any landing place.

τολικῆς πλευρᾶς τοῦ Κόλπου Μαρσασιρόκο ἐν Μάλτα καὶ ἐνὸς ἐμπορικῶς καταλλήλου ναυτικοῦ ἀερολιμένου ἐν Κύπρῳ περὶ οὗ ἤθελεν ἐπέλθει συμφωνία μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων ἀεροπορικῶν ἀρχῶν τῶν δύο Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

5.

Αἱ Ἐταιρεῖαι Ἐναερίων Μεταφορῶν θὰ ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ ἐκμεταλλεύονται οἷας ἄλλας ἐναερίου ὁδοὺς καὶ νὰ χρησιμοποιώσιν οἷα ἄλλα πεδία προσγειώσεως ἐφ' ὧν ἤθελε ἐπέλθει συμφωνία κατὰ καιροὺς ἀντὶ ἢ ἐπὶ πλεόν τῶν ἐν τοῖς προηγουμένοις ἀρθροῖς καθοριζομένων.

6.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις οὐδαμῶς δίδει εἰς τοὺς Συμβαλλομένους τὸ δικαίωμα τῆς χρησιμοποιοῦσεως Στρατιωτικῶν Ἀερολιμένων (Ἀεροδρομίων ἢ Ναυτικῶν Ἀερολιμένων) μὴ κανονικῶς ἀνοικτῶν εἰς ἀστικὴν ἐναερίον συγκοινωνίαν.

2. Οὐχ' ἦττον δύναται ἀερόπλοιον τι, ἐν περιπτώσει ἀνωτέρας βίας εἰς πᾶσαν στιγμὴν νὰ χρησιμοποιήσῃ οἰονδήποτε ἀεροδρόμιον ἢ ναυτικὸν ἀερολιμένα κατὰ τὴν διαδρομὴν του.

3. Ἡ παρούσα Σύμβασις οὐδαμῶς δύναται ν' ἀποστερήσῃ ἐκάτερον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τοῦ δικαιώματος νὰ καθορίσῃ εἰς ἐξαιρετικὰς περιστάσεις σχετικὰς πρὸς τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους, ἄλλα πεδία προσγειώσεως τῶν ἀναφερομένων ἢ τῶν συμφωνηθησομένων, συμφώνως πρὸς τὰ προηγουμένα ἀρθρα ἢ νὰ τροποποιήσῃ τὰς ἐναερίου ὁδοὺς τὰς ἀναφερουμένας ἢ συμφωνηθησομένας ἐπὶ τῇ βάσει τῶν προηγουμένων ἀρθρῶν ἢ τέλος νὰ διακόψῃ, ἐν περιπτώσει πολέμου, τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐναερίων τούτων ὁδῶν.

7.

1. Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 6 ἑδαφ. 1 τῆς παρούσης Συμβάσεως πᾶν ἀερόπλοιον δύναται νὰ παραλάβῃ καὶ νὰ παραδώσῃ τὸ ταχυδρομεῖον, νὰ ἐπιβιβάσῃ καὶ ἀποβιβάσῃ ἐπιβάτας καὶ νὰ φορτώσῃ καὶ ἐκφορτώσῃ ἐμπορεύματα εἰς οἰονδήποτε πεδίου προσγειώσεως.

2. Nothing in the present Convention shall affect the rights of either High Contracting Party under Articles 16 and 17 of the Convention for the Regulation of Aerial Navigation ¹ of the 13th October, 1919 ; provided, however, that the British Air Transport Companies may embark passengers, goods and mails at any air station in Greek territory situated on a route along which those Companies are or may be permitted to operate in accordance with the provisions of the present Convention, for carriage to another such air station in Greek territory*, so long as those stations are not connected by a Greek air service.

Article 8.

1. Subject to any conditions required by the laws in force in the territory in which the landing occurs, the crew and passengers carried in Aircraft may remain, and goods and mail on board Aircraft may be stored, at any landing place.

2. Where a flight is interrupted by an accident or forced landing or otherwise, all necessary facilities shall be accorded for enabling the Air Transport Company concerned to despatch the passengers, goods and mail to their destinations as quickly as possible.

Article 9.

The Air Transport Companies shall fulfil the conditions necessary to entitle them to be registered as the owners of aircraft under the provisions of Article 7 of the Convention for the Regulation of Aerial Navigation of the 13th October, 1919.

¹ Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346 ; vol. LXIII, page 389 ; vol. LXXVIII, page 438 ; et vol. CXVII, page 54, de ce recueil.

* Les mots « en territoire hellénique » ne figuraient pas dans la convention telle qu'elle a été signée mais ont été ajoutés par un échange de notes en date du 9 novembre 1931.

2. Οὐδεμία διάταξις τῆς παρούσης Συμβάσεως, δύναται νὰ θίξη τὰ ἐκ τῶν ἀρθρῶν 16 καὶ 17 τῆς Συμβάσεως περὶ Κανονισμοῦ τῆς Ἀεροπλοΐας τῆς 13ης Ὀκτωβρίου 1919¹ πηγάζοντα δικαιώματα ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ὑπὸ τὸν ὄρον ὅμως ὅτι αἱ Βρεττανικαὶ Ἑταιρεῖαι Ἐναερίων Μεταφορῶν δύνανται νὰ ἐπιβιβάζωσιν ἐπιβάτας, ἐμπορεύματα καὶ τὸ ταχυδρομεῖον εἰς οἰονδήποτε ἀερολιμένα τῆς Ἑλλάδος, εὐρισχόμενον ἐπὶ ἐναερίου ὁδοῦ τῆς ὁποίας ἐπιτρέπεται ἢ θὰ ἠδύνατο νὰ ἐπιτραπῆ εἰς τὰς Ἑταιρείας ταύτας ἢ ἐκμετάλλευσίς, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, διὰ τὴν μεταφορὰν αὐτῶν εἰς ἕτερον τοιοῦτον ἀερολιμένα τῆς Ἑλλάδος, ἐφ' ὅσον οἱ ἀερολιμένες οὗτοι δὲν συνδέωνται ὑπὸ Ἑλληνικῶν Ἐναερίων Συγκοινωνιῶν.

8.

1. Συμμορφούμενοι πρὸς οἰουδήποτε ὄρους ἢ διατυπώσεις ἐπιβαλλομένους ὑπὸ τῶν ἐν τῇ χώρᾳ προσγειώσεως ἐν ἰσχύι νόμων, οἱ ἐπιβάται καὶ τὰ πληρώματα τοῦ ἀεροπλοίου δύνανται νὰ παραμένωσι, καὶ τὰ ἐμπορεύματα καὶ τὸ ταχυδρομεῖον νὰ ἐναποθηκευθῶσι, εἰς οἰονδήποτε πεδῖον προσγειώσεως.

2. Ἐν περιπτώσει διακοπῆς τῆς πτήσεως ἕνεκα βλάβης ἢ ἀναγκαστικῆς προσγειώσεως ἢ ἄλλου τινός, πᾶσα ἀναγκαία εὐχολία δέον νὰ παρασχεθῆ εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην Ἑταιρείαν Ἐναερίων Μεταφορῶν ὅπως δυνηθῶσιν οἱ ἐπιβάται, τὰ ἐμπορεύματα καὶ τὸ ταχυδρομεῖον νὰ φθάσωσιν ὡς οἶον τε τάχιστα εἰς τὸν πρὸς ὃν ὄρον.

9.

Αἱ Ἑταιρεῖαι Ἐναερίων Μεταφορῶν δέον νὰ ἐκπληρῶσιν ἅπαντας τοὺς ἀναγκαίους ὄρους ὅπως ἀποκτήσωσι τὸ δικαίωμα νὰ καταγραφῶσιν ὡς ἰδιοκτῆται ἀεροπλοίων, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 7 τῆς συμβάσεως περὶ κανονισμοῦ τῆς Ἀεροπλοΐας τῆς 13ης Ὀκτωβρίου 1919.

¹ Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 175 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. LXIII, page 389 ; Vol. LXXVIII, page 438 ; and Vol. CXVII, page 54, of this Series.

* The words "in Greek territory" were not in the treaty as signed, but were added by an exchange of notes of November 9, 1931.

Article 10.

1. Each High Contracting Party shall have the right to nominate his Air Transport Company or Companies on condition of notifying the other High Contracting Party of the nomination made either within one month after the coming into force of the present Convention or one month prior to the opening of any new service.

2. Each High Contracting Party shall at any time be entitled to substitute for or add to the Company or Companies originally nominated a new British or Greek Company or Companies on condition of notifying the other High Contracting Party of such substitution or addition one month before the opening of any new service.

3. A Company from which permission to operate has been withdrawn by the High Contracting Party by which it was nominated shall not by reason of that fact alone be entitled to make any claim against the other High Contracting Party.

Article 11.

The Air Transport Companies shall have complete freedom to determine the frequency of their services, their time-tables, charges and connexions with other air lines at the different ports of call, together with the type of aircraft which they shall employ, provided that notice shall be given to the competent Government Departments of the High Contracting Parties one month before the opening of any new service.

Article 12.

1. Subject to Article 6 (1) of the present Convention, each High Contracting Party will, so far as possible, place at the disposal of the Air

10.

1. Ἐκαστον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἔχη τὸ δικαίωμα νὰ διορίσῃ τὴν ἑαυτοῦ Ἑταιρείαν (ἢ Ἑταιρείας) Ἐναερίων Μεταφορῶν, ὑπὸ τὸν ὄρον τῆς ἀναγγελίας εἰς τὸ ἕτερον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος τοῦ γενομένου διορισμοῦ εἴτε ἐντὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμβάσεως εἴτε ἕνα μῆνα πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἐκμεταλλεύσεως οἰασθήποτε νέας ἐναερίου γραμμῆς.

2. Ἐκαστον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἔχη ἐν οἰαδήποτε στιγμῇ τὸ δικαίωμα ν' ἀντικαταστήσῃ τὴν ἢ τὰς ἀρχικῶς διορισθείσας Ἑταιρείας διὰ νέας Βρετανικῆς ἢ Ἑλληνικῆς Ἑταιρείας, ἢ νὰ προσθέσῃ νέαν τοιαύτην εἰς τὴν ἢ τὰς ἀρχικῶς διορισθείσας, ὑπὸ τὸν ὄρον τῆς εἰς τὸ ἕτερον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλόμενων Μερῶν ἀναγγελίας τῆς ὡς ἄνω ἀντικαταστάσεως ἢ προσθήκης ἕνα μῆνα πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἐκμεταλλεύσεως οἰασθήποτε νέας ἐναερίου γραμμῆς.

3. Ἑταιρεία ἀπὸ τῆς ὁποίας ἀφῆρέθῃ ἡ ἄδεια τῆς ἐκμεταλλεύσεως παρὰ τοῦ Ὑψηλοῦ Συμβαλλόμενου Μέρους παρὰ τοῦ ὁποίου εἶχε διορισθῆ αὕτη, δὲν θὰ ἔχη τὸ δικαίωμα ἐκ τοῦ γεγονότος τούτου μόνον νὰ προβάλλῃ οἰανδήποτε ἀπαίτησιν ἐναντίον τοῦ ἕτερου Ὑψηλοῦ Συμβαλλόμενου Μέρους.

11.

Αἱ Ἑταιρεῖαι Ἐναερίων Μεταφορῶν θὰ ἔχωσιν ἀπόλυτον ἐλευθερίαν καθορισμοῦ τῆς πυκνότητος τῶν συγκοινωνιῶν, τῶν ὁρομολογίων των, τῶν κομίστρων καὶ τοῦ συνδέσμου αὐτῶν μετ' ἄλλων ἀεροπορικῶν γραμμῶν εἰς τοὺς διαφόρους λιμένας προσεγγίσεως ὡς καὶ τοῦ τύπου τοῦ χρησιμοποιηθησομένου ἀεροπλοίου ὑπὸ τὸν ὄρον τῆς προειδοποιήσεως τῶν ἀρμοδίων Κρατικῶν Ὑπηρεσιῶν τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλόμενων Μερῶν ἕνα μῆνα πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἐκμεταλλεύσεως οἰασθήποτε νέας γραμμῆς.

12.

1. Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 6 ἑδαφ. 1 τῆς παρούσης συμβάσεως, ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλόμενων Μερῶν, θέλει

Transport Companies of the other, on the same conditions as are applicable to the civil aviation undertakings of the first-named High Contracting Party, all available facilities in regard to hangars for housing aircraft, hoisting installations (cranes or slipways), ground or premises to be used for repair shops, storages and offices together with oil and petrol refuelling facilities.

2. In the event of the air transport installations at an established air station being insufficient, the High Contracting Party concerned will by special agreement grant to the Air Transport Companies of the other, under conditions not inferior to those which apply in the case of the most favoured foreign company (but without making any reservations concerning the minimum cost of such installations) all available facilities for the erection or extension of the necessary installations.

Article 13.

The Air Transport Companies shall enjoy in respect of their Aircraft, treatment at all landing places similar to that granted to national aircraft in regard to landing and housing fees.

Article 14.

The High Contracting Parties agree to cooperate for the protection and security of the Air Services, and for this purpose they will develop to the fullest extent possible their meteorological and wireless services, together with all other aids to safe aerial navigation. The competent Government Departments of the High Contracting Parties will agree together as to the necessary measures of co-ordination.

παράσχει κατὰ τὸ δυνατόν, εἰς τὰς Ἑταιρείας Ἐναερίων Μεταφορῶν τοῦ ἐτέρου ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους τοὺς ἰσχύοντας καὶ διὰ τὰς ἐπιχειρήσεις τῆς ἀστικῆς ἀεροπορίας τοῦ πρώτου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, πᾶσαν δυνατὴν εὐκολίαν, ὅσον ἀφορᾷ τὰ πρὸς στέγασιν τῶν ἀεροπλοίων ὑπόστεγα, τὰς διαφόρους ἐγκαταστάσεις (Γερανῶν ἢ Ἐξεδρῶν), τὸν χώρον ἢ τὰ κτίρια πρὸς χρῆσιν ὡς σταθμοῦ ἐπισκευῶν, ἀποθηκῶν καὶ γραφείων ὡς καὶ πᾶσαν εὐκολίαν, ὅσον ἀφορᾷ τὸν ἀνεφοδιασμὸν εἰς ἔλαιον ἢ εἰς βενζίνη.

2. Ἐν ἡ περιπτώσει αἱ ἐγκαταστάσεις ἐναερίων μεταφορῶν ἀερολιμένος τινὸς ἐν λειτουργίᾳ εἶναι ἀνεπαρκεῖς, τὸ ἐνδιαφερόμενον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος θέλει κατόπιν εἰδικῆς συμφωνίας παράσχει εἰς τὰς Ἑταιρείας Ἐναερίων Μεταφορῶν τοῦ ἐτέρου, ὑπὸ ὅρους οὐχὶ κατωτέρους ἐκείνων ὅτινες, ὑφίστανται διὰ τὴν περίπτωσιν τῆς μᾶλλον ἐνυσομένης τῶν ξένων Ἑταιρειῶν (ἀποκλειομένης δὲ πάσης ἐπιφυλάξεως, ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἐλάχιστον κόστος τοιούτων ἐγκαταστάσεων), πᾶσαν δυνατὴν εὐκολίαν διὰ τὴν ἀνέγερσιν ἢ ἐπέκτασιν τῶν ἀναγκαίων ἐγκαταστάσεων.

13.

Αἱ Ἑταιρεῖαι Ἐναερίων Μεταφορῶν ἐν σχέσει πρὸς τὰ ἀερόπλοια αὐτῶν θέλουσιν ἀπολαύει εἰς ἅπαντα τὰ πεδία προσγειώσεως, ὅσον ἀφορᾷ τὰ τέλη προσγειώσεως καὶ στεγάσεως τῶν αὐτῶν πλεονεκτημάτων, ὧν ἀπολαύουσι καὶ τὰ ἐθνικὰ ἀερόπλοια.

14.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦσι νὰ συνεργασθῶσι διὰ τὴν προστασίαν καὶ ἀσφάλειαν τῶν Ἐναερίων Συγκοινωνιῶν καὶ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον θέλουσιν ἐπιδιώξῃ τὴν μερίστην δυνατὴν ἀνάπτυξιν τῶν μετεωρολογικῶν αὐτῶν ὑπηρεσιῶν καὶ τῶν ὑπηρεσιῶν ἀσυρμάτου, ὡς καὶ πάσης ἄλλης ὑπηρεσίας, δυναμένης νὰ συντελέσῃ εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς Ἀεροπλοΐας. Αἱ ἀρμόδιοι Κρατικαὶ ὑπηρεσίαι τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θέλουσιν ἀπὸ κοινοῦ συμφωνήσαι ὡς πρὸς τὸν συντονισμὸν τῶν ἀναγκαίων τούτων μέτρων.

Article 15.

1. Pending the establishment by the Greek Government of satisfactory wireless telegraphy services at and between the landing places specified in Article 3 of the present Convention, or which may be agreed upon under Article 5, the British Air Transport Companies shall be entitled to establish wireless stations in Greek territory by special agreement with the Greek Government, which shall be subject to denunciation at any time by giving one month's notice to that effect. These stations shall be erected at the expense of the Company by which they are established, and shall be worked on that Company's responsibility so as to observe the provisions both of the international radiotelegraphy conventions in force between the High Contracting Parties and the internal radiotelegraph regulations of Greece. The personnel of the above-mentioned wireless stations shall be Greek nationals, and their appointment shall be subject to the approval of the Greek Government.

2. The British Air Transport Companies may establish and make use of wireless stations on board British vessels moored in or passing through Greek territorial waters by special agreement with the Greek Government, which shall be subject to denunciation at any time by giving one month's notice to that effect. The personnel of such stations may consist of British or Greek nationals at the Company's option.

Article 16.

1. Aircraft, aircraft engines, spare parts, aircraft equipment, fuel and oil for exclusive use in the operation of the Air Services of either High Contracting Party shall, in the territories of the other, be exempt from all customs and other duties on import or export; it is understood however, that such exemption may be effected either directly on importation or by way of

15.

1. Μέχρι τῆς ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἐγκαταστάσεως ἱκανοποιητικῶν ὑπηρεσιῶν ἀσυρμάτου τηλεγράφου εἰς τὰ καθοριζόμενα ἐν ἄρθρῳ 3 τῆς παρούσης συμβάσεως πεδία προσγειώσεως καὶ μεταξὺ αὐτῶν, ἢ εἰς ἐκεῖνα ἃν ἤθελε συμφωνηθῆ ἢ ἐγκαθίδρυσαι, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 5, αἱ Βρετανικαὶ Ἑταιρῖαι Ἐναερίων Μεταφορῶν θὰ δικαιῶνται νὰ ἐγκαταστήσωσι σταθμούς ἀσυρμάτου ἐπὶ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους κατόπιν εἰδικῆς μετὰ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως συμφωνίας, ἥτις θὰ ὑπόκειται εἰς καταγγελίαν ἐν οἰαδήποτε στιγμή μετὰ προειδοποίησιν ἐνὸς μηνός. Οἱ σταθμοὶ οὗτοι θ' ἀνεγερθῶσι δαπάναις τῆς ἐγκαθιστώσης αὐτοὺς Ἑταιρίας καὶ θὰ λειτουργῶσιν ὑπὸ ἐθῆνιν τῆς Ἑταιρείας ταύτης οὕτως ὥστε νὰ τηρῶνται τόσοι αἱ διατάξεις τῶν διεθνῶν ἐν ἰσχύι μεταξὺ τῶν δύο Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ραδιοτηλεγραφικῶν συμβάσεων ὅσον καὶ οἱ ἐσωτερικοὶ ραδιοτηλεγραφικοὶ κανονισμοὶ τῆς Ἑλλάδος. Τὸ προσωπικὸν τῶν προρρηθέντων σταθμῶν ἀσυρμάτου θ' ἀποτελεῖται ἀπὸ Ἑλλήνας, ὃ δὲ διορισμὸς αὐτοῦ θέλει ὑποχρεῖσθαι εἰς τὴν ἐγκρίσιν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως.

2. Αἱ Βρετανικαὶ Ἑταιρῖαι Ἐναερίων Μεταφορῶν δύνανται νὰ ἐγκαταστήσωσι καὶ χρησιμοποήσωσι σταθμούς ἀσυρμάτου ἐπὶ βρετανικῶν ἀτμοπλοίων, ἡγχιυροβολημένων ἐντὸς ἑλληνικῶν ὑδάτων ἢ καὶ διερχομένων δι' αὐτῶν κατόπιν εἰδικῆς μετὰ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως συμφωνίας, ἥτις θέλει ὑποχρεῖσθαι εἰς καταγγελίαν, ἐν οἰαδήποτε στιγμή μετὰ προειδοποίησιν ἐνὸς μηνός. Τὸ προσωπικὸν τῶν τοιούτων σταθμῶν δύναται ν' ἀποτελεῖται ἀπὸ ἀγγλοῦς ἢ ἑλλήνας κατ' ἐκλογὴν τῆς Ἑταιρείας.

16.

1. Τὰ ἀερόπλοια, τ' ἀεροπορικὰ μηχανήματα, τὰ ἀνταλλακτικὰ εἶδη, τὰ ἀεροπορικὰ ἐξαρτήματα, ἢ καύσιμος ὕλη καὶ τὸ ἔλαιον πρὸς ἀποκλειστικὴν χρῆσιν διὰ τὴν λειτουργίαν τῶν Ἐναερίων Συγκοινωνιῶν ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θέλουσιν εἶναι ἀπηλλαγμένα ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἑτέρου παντὸς δασμοῦ ἢ ἄλλου τέλους

rebate or drawback, at the option of the last-named High Contracting Party.

2. Notwithstanding anything in the preceding paragraph, the Air Transport Companies of each High Contracting Party shall be liable in respect of all customs dues payable according to the laws in force on the territory of the other High Contracting Party on fuel and oil actually consumed in the course of flight over that territory.

3. For the purpose of the preceding paragraph the amount of fuel and oil actually consumed in the course of flight over the territory of either High Contracting Party shall be determined by agreement based upon : (a) the route-mileage ; (b) the normal time occupied in flight over that mileage ; and (c) the normal consumption of the type of aircraft used.

4. The British Air Transport Companies shall be exempt in Greek territory from payment of the φόρος ὑπὲρ τοῦ Ταμείου ὁδοστρωμάτων (road-tolls) on all motor vehicles used for the operation of the Air Services.

Article 17.

1. In the absence of agreement to the contrary, the Air Transport Companies of each High Contracting Party shall, within the territories of the other, only employ as technical personnel nationals of one or the other High Contracting Party whether at landing places or during the course of flight over such territories ; provided that the Air Transport Companies of each High Contracting Party shall give preference to the engineers and mechanics of the other for service as ground personnel in the territories of the latter if they

κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἢ ἐξαγωγὴν των, ἐννοεῖται ὅμως ὅτι ἡ τοιωτὴ ἀπαλλαγὴ θὰ ἐφαρμόζεται εἴτε ἀπ' εὐθείας κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν εἴτε δι' ἐκπτώσεως ἢ ἐπιστροφῆς τῶν δασμῶν κατ' ἐκλογὴν τοῦ εἰρημένου Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Ἐξαιρουμένων τῶν ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ ἀναφερομένων, αἱ Ἐταιρεῖαι Ἐναερίων Μεταφορῶν ἐκάστου Ὑψηλοῦ συμβαλλομένου Μέρους θέλουσι εἶναι υπεύθυνοι διὰ τὴν καταβολὴν παντὸς ἄλλου τελωνειακοῦ δασμοῦ πληρωνομένου συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύι νόμους ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἑτέρου τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἐπὶ τῆς καυσίμου ὕλης ἢ τοῦ ἐλαίου, τοῦ καταναλισκομένου κατὰ τὴν διάρκεια τῆς ὑπεράνω τῶν ἐδαφῶν τούτου πτήσεως.

3. Εἰς ἐφαρμογὴν τῶν ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ διαλαμβανομένων, τὸ ποσὸν τῶν καταναλισκομένων κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὑπεράνω τῶν ἐδαφῶν ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν πτήσεως, καυσίμου ὕλης καὶ ἐλαίου θέλει καθορίζεσθαι κατόπιν συμφωνίας, βασιζομένης α' ἐπὶ τῆς εἰς μίλλια διαδρομῆς β' ἐπὶ τοῦ κανονικῶς ἀπαιτουμένου διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς διαδρομῆς ταύτης χρόνου καὶ γ' ἐπὶ τῆς κανονικῆς καταναλώσεως παρὰ τοῦ τύπου τοῦ χρησιμοποιουμένου ἀεροπλοίου.

4. Αἱ Βρετανικαὶ Ἐταιρεῖαι Ἐναερίων Μεταφορῶν θέλουσιν εἶναι ἀπληραγμένοι ἐπὶ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους, ἀπὸ τῆς καταβολῆς τοῦ εἰσπραττομένου ὑπὲρ τοῦ Ταμείου ὁδοστρωμάτων φόρου, ὅσον ἀφορᾷ τὰ αὐτοκίνητα αὐτῶν τὰ χρησιμοποιούμενα διὰ τὴν λειτουργίαν τῶν ἐναερίων συχουινῶν.

17.

1. Ἐν ἐλλείψει συμφωνίας περὶ τοῦ ἐναντίου, αἱ Ἐταιρεῖαι Ἐναερίων Μεταφορῶν ἐκάστου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ χρησιμοποιῶσιν ὡς τεχνικὸν προσωπικὸν ἐντὸς τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἑτέρου, μόνον ὑπηκόους τοῦ ἐνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, εἴτε εἰς τὰ πεδία προσγειώσεως, εἴτε διαρκούσης τῆς πτήσεως ὑπεράνω τῶν ἐδαφῶν τούτων, ὑπὸ τὸν ὄρον ὅτι αἱ Ἐταιρεῖαι Ἐναερίων Μεταφορῶν ἐκάστου Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους θὰ

are considered by the Company concerned to be sufficiently competent for the purpose.

2. In the absence of agreement to the contrary, the Air Transport Companies of each High Contracting Party shall, within the territories of the other, employ nationals of that High Contracting Party for all purposes which require no special training.

3. The competent authorities at the capital of the territories of each High Contracting Party and at organised civil air ports in those territories shall have the right to deal with every Air Transport Company through a responsible agent who is a national of that High Contracting Party to be appointed for the purpose by the Air Transport Company concerned.

Article 18.

1. The conveyance of air mails shall be regulated by a direct agreement between the competent postal departments of the High Contracting Parties.

2. The Air Transport Companies of each High Contracting Party will, however, reserve space on board their Aircraft for the normal weight of mails coming from, destined for, or in transit across, the territories of the other.

Article 19.

1. The competent authorities of the High Contracting Parties at the landing places shall have the right to verify the number of passengers and the weight of the mails and goods, and also to examine the documents carried by Aircraft.

2. The competent authorities of each High Contracting Party shall also have the right to examine the state of the flying material belonging to an Air Transport Company and to prohibit

προτιμῶσι τοὺς μηχανικοὺς καὶ τεχνίτας τοῦ ἑτέρου δι' ὑπηρεσίας τοῦ προσωπικοῦ ἐδάφους, ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ τελευταίου, ἐφ' ὅσον οὗτοι ἤθελον θεωρηθῆν ἄρχούντως ἱκανοὶ πρὸς τοῦτο ὑπὸ τῆς Ἑταιρείας.

2. Ἐν ἐλλείψει συμφωνίας περὶ τοῦ ἐναντίου αἱ Ἑταιρεῖαι Ἐναερίων Μεταφορῶν ἐκάστου Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους θὰ χρησιμοποιῶσιν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἑτέρου ὑπάρχουσ τοῦ Ὑψηλοῦ τούτου Συμβαλλομένου Μέρους διὰ πᾶσαν ἐργασίαν μὴ ἀπαιτοῦσαν εἰδικὴν ἐξάσκησιν.

3. Αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ ἐν τῇ πρωτεύουσῃ τῶν ἐδαφῶν ἐκάστου Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους καὶ εἰς ὀργανωμένους πολιτικούς ἀερολιμένας ἐν τοῖς ὡς ἄνω ἐδάφοις θὰ δικαιῶνται νὰ ἐπικοινωνῶσι μετὰ πάσης ἑταιρείας Ἐναερίων Μεταφορῶν μέσῳ ὑπευθύνου ἀντιπροσώπου τῆς Ἐθνικότητος τοῦ Ὑψηλοῦ τούτου Συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τούτῳ διοριζομένου ὑπὸ τῆς ἐνδιαφερομένης Ἑταιρείας Ἐναερίων Μεταφορῶν.

18.

1. Ἡ μεταφορὰ τῶν ἐναερίων ταχυδρομείων θέλει ρυθμισθῆ δι' ἀπ' εὐθείας συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων ταχυδρομικῶν ὑπηρεσιῶν τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

2. Οὐχ' ἦττον αἱ ἑταιρεῖαι Ἐναερίων Μεταφορῶν θὰ διαθέτουν χώρον ἐπὶ τῶν ἀεροπλοίων αὐτῶν διὰ τὸ κανονικὸν βᾶρος τοῦ ταχυδρομείου τοῦ προορχομένου ἐκ τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἑτέρου ἢ προοριζομένου δι' αὐτὰ ἢ διὰ τοῦ διαμεταχομιζομένου δι' αὐτῶν.

19.

1. Αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν εἰς τὰ πεδία προσγειώσεως θὰ δικαιῶνται νὰ ἐξελέγχῃσι τὸν ἀριθμὸν τῶν ἐπιβατῶν καὶ τὸ βᾶρος τοῦ ταχυδρομείου καὶ τῶν ἐμπορευμάτων καὶ νὰ ἐξετάζωσιν ἐπίσης τὰ ἔγγραφα δι' ὧν εἶναι ἐφωδιασμένον τὸ ἀεροπλοῖον.

2. Αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ ἐκάστου Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους θὰ δικαιῶνται ἐπίσης νὰ ἐξετάζωσι τὴν κατάστασιν τοῦ ἀνήκοντος εἰς τὴν Ἑταιρείαν Ἐναερίων Μεταφορῶν πιητικοῦ ὑλικοῦ

flight on the part of any Aircraft judged by those authorities not to be airworthy in accordance with the regulations of the other High Contracting Party.

3. The Air Transport Companies of each High Contracting Party shall grant two free return passages yearly to the authorities of the other High Contracting Party between the last port of call before flight over the territories of that High Contracting Party and the first port of call reached after leaving those territories, along each of the routes operated under the provisions of this Convention.

Article 20.

1. The Air Transport Companies of each High Contracting Party shall observe and shall cause to be observed by their employees the laws and regulations in force in the territories of the other, whether at landing places or in the course of flight over such territories. They will also so far as possible, cause these laws and regulations to be similarly observed by their passengers and will notify the authorities of the High Contracting Party concerned in the event of any breach.

2. In the event of repeated breaches, the High Contracting Party affected shall have the right to require the dismissal of any employee who has been found guilty.

3. In case of necessity, that High Contracting Party may require the other to cancel the nomination of the Air Transport Company answerable, without thereby becoming liable to any claim on the part of the company.

4. Each High Contracting Party shall have the right to require the recall of any employee of an Air Transport Company whose presence in the territories of that High Contracting Party has been forbidden on grounds of public safety.

καὶ νὰ ἀπαγορεύωσι τὴν πτήσιν οἰουδήποτε ἀεροπλοίου, μὴ ἐδρεθέντος ὑπ' αὐτῶν ἰκανοῦ πρὸς ἀεροπλοΐαν, συμφώνως πρὸς τοὺς κανονισμοὺς τοῦ ἑτέρου Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους.

3. Αἱ Ἐταιρεῖαι Ἑναερίων Μεταφορῶν ἐκάστου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ χορηγῶσι κατ' ἔτος δωρεάν 2 εἰσιτήρια μετ' ἐπιστροφῆς εἰς τὰς ἀρχὰς τοῦ ἑτέρου Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους μεταξὺ τοῦ τελευταίου λιμένος προσεγγίσεως πρὸ τῆς πτήσεως ὑπεράνω τῶν ἐδαφῶν τοῦ Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους καὶ τοῦ πρώτου λιμένος προσεγγίσεως μετὰ τὴν ἀναχώρησιν ἐκ τῶν ἐδαφῶν τούτων, ἐπὶ ἐκάστης τῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως ταύτης ὑπὸ ἐκμετάλλευσιν ὁδῶν.

20.

1. Αἱ Ἐταιρεῖαι Ἑναερίων Μεταφορῶν ἐκάστου Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους θὰ τηρῶσι καὶ θ' ἀπαιτῶσι παρὰ τῶν ὑπαλλήλων αὐτῶν ὅπως τηρῶσι τοὺς ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ ἑτέρου ἐν ἰσχύϊ νόμους καὶ κανονισμοὺς, εἴτε εἰς τὰ πεδία προσγειώσεως εἴτε κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὑπεράνω τῶν ἐδαφῶν τούτων πτήσεως. Θέλουσιν ἐπίσης, κατὰ τὸ δυνατὸν ἀπαιτεῖ καὶ ὑπὸ τῶν ἐπιβατῶν αὐτῶν παρομοίαν τήρησιν νόμων καὶ κανονισμῶν καὶ καταγγέλλει εἰς τὰς ἀρχὰς τοῦ ἐνδιαφερομένου Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους πᾶσαν παράβασιν.

2. Εἰς περίπτωσιν ἐπανειλημμένων παραβάσεων, τὸ θιγόμενον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μῆρος θὰ δικαιούται ν' ἀξιοῖ τὴν ἀπόλυσιν τοῦ ἐνόχου ὑπαλλήλου.

3. Ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, τὸ Ὑψηλὸν τοῦτο Συμβαλλόμενον Μῆρος δύναται νὰ ζητήσῃ παρὰ τοῦ ἑτέρου τὴν ἀκύρωσιν τοῦ διορισμοῦ τῆς ὑπευθύνου Ἐταιρείας Ἑναερίων Μεταφορῶν χωρὶς διὰ τοῦτο νὰ ὑπέχη ἀποχρέωσιν δι' οἰουδήποτε ἀξίωσιν τῆς Ἐταιρείας.

4. Ἐκαστον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μῆρος θὰ δικαιούται νὰ ἀξιώσῃ τὴν ἀνάκλησιν οἰουδήποτε ὑπαλλήλου Ἐταιρείας Ἑναερίων Μεταφορῶν οὕτως ἢ παρουσίᾳ ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τοῦ Ὑψηλοῦ τούτου Συμβαλλομένου Μέρους ἀπηγορεύθη διὰ λόγους δημοσίας ἀσφαλείας.

Article 21.

The details of the application of the present Convention shall so far as possible be arranged by direct agreement between the competent Government departments of the High Contracting Parties, or between the Air Transport Company and the High Contracting Party concerned.

Article 22.

In the event of any dispute arising between the High Contracting Parties concerning the interpretation or application of the provisions of the present Convention, it shall, at the request of either High Contracting Party, be referred to the Permanent Court of International Justice unless it is agreed to refer it to some other Tribunal.

Article 23.

1. In regard to the operation by the British Air Transport Companies of the routes by Italy and Malta, the present Convention shall remain in force for an initial period of seven years from the date* of the first flight of British Aircraft over Greek territory under the provisions of the Convention. Unless denounced by a notice given two years prior to the termination of that period, the Convention shall continue in force for a further period of three years. If at the end of that time it has not been denounced by a notice given one year in advance, the Convention shall thereafter continue in force for successive periods of five years subject to termination by a notice given one year prior to the end of the current five-yearly period.

* Cette date a été fixée au 20 avril 1931 par un échange de notes des 15 juin et 3 juillet 1931.

21.

Αί λεπτομέρειαι τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως θέλουσι ρυθμισθῆ, κατὰ τὸ δυνατόν, δι' ἀπ' εὐθείας συνεννοήσεως μεταξύ τῶν ἀρμοδίων κρατικῶν ὀργανισμῶν τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἢ μεταξύ τῆς Ἐταιρείας Ἐναερίων Μεταφορῶν καὶ τοῦ ἐνδιαφερομένου Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους.

22.

Ἐν περιπτώσει διαφωνίας μεταξύ τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν περὶ τὴν ἐρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως θέλει γίνεσθαι προσφυγὴ, τῇ αἰτήσῃ τοῦ ἐνὸς ἢ τοῦ ἐτέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐνώπιον τοῦ διαζούου δικαστηρίου τῆς Διεθνούς Δικαιοσύνης, πλὴν ἐὰν ἤθελε συμφωνηθῆ προσφυγὴ ἐνώπιον ἐτέρου Δικαστηρίου.

23.

1. Ὅσον ἀφορᾷ τὴν ὑπὸ τῶν Βρετανικῶν Ἐταιρειῶν Ἐναερίων Μεταφορῶν ἐκμετάλλευσιν τῶν διὰ Ἰταλίας καὶ Μάλτας ὁδῶν, ἡ παρούσα σύμβασις θὰ παραμῆνῃ ἐν ἰσχύϊ ἀρχικῶς διὰ χρονικὴν περιόδον (7) ἐπτὰ ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς πρώτης πτήσεως Βρετανικῶν Ἀεροπλοίων ὑπεράνω τοῦ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς συμβάσεως. Ἐὰν ἡ σύμβασις δὲν ἤθελε καταγγελθῆ διὰ προειδοποιήσεως, γενομένης δύο ἐτῶν πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς ὡς ἀνω περιόδου, θέλει ἐξακολουθῆσθαι ἢ ἰσχύει αὐτῆς ἐπὶ τρία ἔτη. Ἐὰν εἰς τὸ τέλος τῆς χρονικῆς ταύτης περιόδου δὲν ἤθελε καταγγελθῆ διὰ προειδοποιήσεως, γενομένης ἐν ἔτος πρὸ τῆς λήξεως, ἡ σύμβασις θέλει ἐξακολουθῆσθαι ἰσχύουσα ἐπὶ διαδοχικὰς περιόδους πέντε ἐτῶν, δυναμένης νὰ τερματισθῶσι διὰ προειδοποιήσεως, γενομένης ἐν ἔτος πρὸ τῆς λήξεως τῆς τρεχοῦσης πενταετοῦς περιόδου.

* This date was established as April 20, 1931, by means of an exchange of notes of June 15/July 3, 1931.

2. In regard to the operation by the British Air Transport Companies of the route by Yugoslavia, the present Convention shall remain in force for an initial period of three years from the date¹ of the first flight of British Aircraft over Greek territory under the provisions of the Convention. Unless denounced by a notice given six months prior to the termination of that period, the Convention shall continue in force for successive periods of two years subject to termination by a notice given six months prior to the end of the current two-yearly period.

3. A denunciation under the first paragraph of this Article shall not operate as a denunciation under the second paragraph, nor shall a denunciation under the second paragraph operate as a denunciation under the first.

4. In regard to the operation of the Greek Air Services to Malta and Cyprus, the present Convention shall remain in force for an initial period of seven years from the date* of the first flight of British Aircraft over Greek territory under the provisions of the Convention. Unless denounced by a notice given two years prior to the termination of that period, the Convention shall continue in force for a further period of three years. If at the end of that time it has not been denounced by a notice given one year in advance, the Convention shall thereafter continue in force for successive periods of five years subject to termination by a notice given one year prior to the end of the current five-yearly period.

5. A denunciation under the fourth paragraph of this Article shall automatically operate as a denunciation under both the first and second paragraphs.

2. Όσον αφορά την υπό των Βρετανικών Έταιρειών Έναερίων Μεταφορών εκμετάλλευσιν τῆς διὰ Γιουγκοσλαβίας ὁδοῦ, ἡ παρούσα σύμβασις θέλει παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ ἀρχικῶς διὰ περιόδον τριῶν (3) ἐτῶν, ἀπὸ τῆς χρονολογίας τῆς πρώτης ὑπεράνω Ἑλληνικοῦ ἐδάφους καὶ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως πτήσεως Βρετανικοῦ Ἀεροπλοίου. Ἐὰν δὲν ἤθελε καταγγελθῆ διὰ προειδοποιήσεως, γενομένης ἑξ (6) μηνῶν πρὸ τῆς λήξεως τῆς περιόδου ταύτης, ἡ σύμβασις θέλει ἐξακολουθήσῃ ἰσχύουσα ἐπὶ διαδοχικὰς περιόδους δύο (2) ἐτῶν, θὰ δύναται δὲ νὰ λήξῃ κατόπιν προειδοποιήσεως, κοινοποιουμένης ἑξ (6) μηνῶν πρὸ τῆς λήξεως τῆς τρεχούσης διετοῦς περιόδου.

3. Καταγγελία ἐπὶ τῇ βάσει τῆς πρώτης παραγράφου τοῦ παρόντος ἀρθροῦ δὲν θέλει ἰσχύῃ ὡς καταγγελία ἐπὶ τῇ βάσει τῆς δευτέρας παραγράφου οὔτε καταγγελία ἐπὶ τῇ βάσει τῆς δευτέρας παραγράφου θέλει ἰσχύῃ ὡς καταγγελία ἐπὶ τῇ βάσει τῆς πρώτης.

4. Όσον αφορά τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν Ἑλληνικῶν Έναερίων Συγκοινωνιῶν εἰς Μάλταν καὶ Κύπρον ἡ παρούσα σύμβασις θέλει διατηρηθῆ ἐν ἰσχύϊ ἀρχικῶς ἐπὶ ἑπτὰ (7) ἔτη ἀπὸ τῆς χρονολογίας τῆς πρώτης πτήσεως Βρετανικοῦ Ἀεροπλοίου ὑπεράνω τοῦ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους, ἐπὶ τῇ βάσει τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως. Πλὴν τῆς περιπτώσεως καταγγελίας διὰ προειδοποιήσεως, γενομένης δύο ἔτη πρὸ τῆς λήξεως τῆς ὡς ἄνω περιόδου ἡ σύμβασις θὰ ἐξακολουθῆ ἰσχύουσα διὰ τρία ἐπὶ πλέον ἔτη. Ἐὰν εἰς τὸ τέλος τοῦ χρόνου τούτου δὲν καταγγελθῆ διὰ προειδοποιήσεως, γενομένης πρὸ ἑνὸς ἔτους ἡ σύμβασις θέλει ἐξακολουθήσῃ ἰσχύουσα διὰ διυδοχικὰς περιόδους πέντε ἐτῶν, θὰ δύναται δὲ νὰ τερματισθῆ διὰ προειδοποιήσεως γενομένης ἑν ἔτος πρὸ τῆς λήξεως τῆς τρεχούσης πενταετοῦς περιόδου.

5. Καταγγελία ἐπὶ τῇ βάσει τῆς τετάρτης (4) παραγράφου τοῦ παρόντος ἀρθροῦ θέλει αὐτομάτως ἰσχύσῃ ὡς καταγγελία ἐπὶ τῇ βάσει ἀμοτέρων, τῆς πρώτης (1) καὶ δευτέρας (2) παραγράφου.

* Cette date a été fixée au 20 avril 1931 par un échange de notes des 15 juin et 3 juillet 1931.

* This date was established as April 20, 1931, by means of an exchange of notes of June 15/July 3, 1931.

6. A denunciation under the first paragraph of this Article may operate as if a denunciation had been made under the fourth paragraph. This option shall be exercised by means of a communication made within two months after the receipt of the denunciation under the first paragraph.

7. A denunciation under the second paragraph of this Article shall not operate as a denunciation under the fourth paragraph.

8. Notwithstanding anything in the preceding paragraphs of this Article, should the Convention for the Regulation of Aerial Navigation of the 13th October, 1919, be denounced in respect of the United Kingdom or of Greece, under the conditions set forth in Article 43 of that Convention, the present Convention shall cease to be in force from the date on which the denunciation of the former Convention takes effect.

Article 24.

The present Convention shall be ratified and shall enter into force on the date of the exchange of ratifications, which shall take place at Athens as soon as possible.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at Athens in duplicate in the English and Greek languages, both of which shall have equal force, the seventeenth day of April, 1931.

PATRICK RAMSAY.
A. ΜΙΧΑΛΑΚΟΠΟΥΛΟΣ.

6. Καταγγελία ἐπὶ τῇ βάσει τῆς (1) πρώτης παραγράφου τοῦ παρόντος ἀρθροῦ δύναται νὰ ἰσχύσῃ καὶ ὡς καταγγελία ἐπὶ τῇ βάσει τῆς τετάρτης (4) παραγράφου. Ἡ ἐκλογή αὕτη θέλει ἐνασκηθῆ ἐπὶ τῇ βάσει κοινοποιήσεως, γενομένης ἐντὸς δύο μηνῶν μετὰ τὴν λήψιν τῆς καταγγελίας ἐπὶ τῇ βάσει τῆς πρώτης (1) παραγράφου.

7. Καταγγελία ἐπὶ τῇ βάσει τῆς δευτέρας (2) παραγράφου τοῦ παρόντος ἀρθροῦ δὲν θέλει ἰσχύσῃ ὡς καταγγελία ἐπὶ τῇ βάσει τῆς τετάρτης (4) παραγράφου.

8. Παρὰ τὰ ἐν τοῖς ὡς ἄνω παραγράφοις τοῦ παρόντος ἀρθροῦ διαλαμβανόμενα, εἰς περιπτώσιν καθ' ἣν ἡ σύμβασις περὶ κανονισμοῦ τῆς Ἀεροπλοΐας τῆς 13ης Ὀκτωβρίου 1919 ἤθελε καταγγελθῆ, ὅσον ἀφορᾷ τὸ Ἑνωμένον Βασίλειον ἢ τὴν Ἑλλάδα, συμφώνως πρὸς τὰ ἐν τῷ ἀρθρῷ 43 τῆς ἐν λόγῳ συμβάσεως ὀριζόμενα, ἡ ἰσχὺς τῆς παρούσης συμβάσεως θέλει λήξει ἀπὸ τῆς χρονολογίας τῆς ἐνάρξεως τῶν ἀποτελεσμάτων τῆς καταγγελίας τῆς προρρηθείσης συμβάσεως.

24.

Ἡ παροῦσα σύμβασις θέλει κυρωθεῖ καὶ θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ ἅμα τῇ ἀνταλλαγῇ τῆς ἐπικυρώσεως ἣτις θέλει λάβει χώραν εἰς Ἀθήνας, ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ἄνω μνημονευόμενοι Πληρεξούστοι ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν σύμβασιν καὶ ἐπέθεσαν τὰς ἐαυτῶν σφραγίδας.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις, εἰς διπλοῦν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν καὶ Ἀγγλικὴν γλῶσσαν, ἐκάτερον τῶν ὁποίων θὰ ἔχῃ τὴν αὐτὴν ἰσχύν, τῇ δεκάτῃ ἑβδόμῃ Ἀπριλίου 1931.

A. ΜΙΧΑΛΑΚΟΠΟΥΛΟΣ.
PATRICK RAMSAY.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΥΠΟΓΡΑΦΗΣ.

At the moment of affixing their signatures to the Convention of to-day's date, relating to the establishment of Air Transport Services, the undersigned Plenipotentiaries declare in the name of their respective Governments that they have agreed as follows :

1. The Convention shall be ratified with the least possible delay.

2. Pending ratification, the Air Services specified in the Convention may be operated by informal agreement between the above-mentioned Governments.

Patrick RAMSAY.

A. MICHALAKOPOULOS.

Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς ἐπὶ σημερινῆν ἡμερομηνίαν συμβάσεως περὶ ἐγκαταστάσεως Συγκοινωνιῶν Ἑναερίων Μεταφορῶν οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι δηλοῦσιν ἐν ὀνόματι τῶν Κυβερνήσεων τῶν ὅτι συμφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι :

1. Ἡ σύμβασις θέλει κυρωθῆ ἑνὸς τοῦ ἐλαχίστου δυνατοῦ χρονικοῦ διαστήματος.

2. Μέχρι τῆς κυρώσεως δύναται νὰ γίνῃ ἔναρξις ἐκμεταλλεύσεως τῶν Ἑναερίων Συγκοινωνιῶν τῶν κατονομαζομένων ἐν τῇ συμβάσει δι' ἀνεπισήμου συμφωνίας μεταξὺ τῶν ὡς ἄνω μνημονευομένων Κυβερνήσεων.

A. ΜΙΧΑΛΑΚΟΠΟΥΛΟΣ.

ΠΑΤΡΙΚ ΡΑΜΣΑΥ.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2965. — CONVENTION ENTRE SA MAJESTÉ POUR LE ROYAUME UNI ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT DE SERVICES DE TRANSPORTS AÉRIENS. SIGNÉE A ATHÈNES, LE 17 AVRIL 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, animés tous deux du désir de faciliter l'établissement de services de transports aériens, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

L'Honorable Patrick William Maule RAMSAY, C.M.G., envoyé extraordinaire de Sa Majesté et ministre plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence M. Andreas MICHALAKOPOULOS, vice-président du Conseil, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

A moins qu'il ne soit autrement spécifié, les définitions ci-après seront applicables aux fins de la présente convention :

1^o L'expression « services aériens britanniques » désigne les services aériens spécifiés à l'article 3 de la présente Convention ou tous autres services aériens britanniques dont l'établissement pourra être décidé d'un commun accord, en vertu de l'article 5, et l'expression « compagnie (ou compagnies) de transports aériens britannique(s) » désigne la ou les compagnies exploitant les services aériens britanniques.

2^o L'expression « services aériens helléniques » désigne les services aériens spécifiés à l'article 4 de la présente convention ou tous autres services aériens helléniques dont l'établissement pourra être décidé d'un commun accord en vertu de l'article 5 et l'expression « compagnie (ou compagnies) de transports aériens hellénique(s) » désigne la ou les compagnies exploitant les services aériens helléniques.

3^o L'expression « services aériens » désigne les services aériens britanniques et les services aériens helléniques et l'expression « compagnies de transports aériens » désigne les compagnies de transports aériens exploitant les services aériens.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4^o Les expressions « aéronef britannique » et « aéronef hellénique » désignent les aéronefs employés respectivement pour l'exploitation des services aériens britanniques et helléniques et le terme « aéronef » désigne les aéronefs employés pour l'exploitation des services aériens.

5^o L'expression « terrain (ou terrains) d'atterrissage » désigne l'un quelconque ou l'ensemble des terrains d'atterrissage spécifiés aux articles 3 et 4 de la présente convention ou tous terrains dont l'installation pourra être décidée d'un commun accord en vertu des articles 4 et 5, ainsi que tous emplacements sur lesquels les aéronefs peuvent atterrir conformément aux dispositions de l'article 6 (2).

6^o Les termes « territoire » ou « territoires » se rapportant à l'une ou l'autre des deux Parties contractantes désignent le ou les territoires de la Haute Partie contractante que les aéronefs peuvent ou pourront survoler en vertu des dispositions de la présente convention.

7^o Le terme « territoire » ou « territoires » comprend les eaux territoriales.

Article 2.

Les dispositions de la présente convention sont seulement applicables aux services aériens, compagnies de transports aériens et aéronefs définis à l'article premier de la convention ; elles ne sont applicables à ces services, compagnies et aéronefs qu'en ce qui concerne l'exploitation des lignes qu'ils sont autorisés ou pourront être autorisés à exploiter en vertu des dispositions de la convention et pendant les périodes durant lesquelles ces lignes pourront être exploitées.

Article 3.

1. Les compagnies de transports aériens britanniques exploitant les services aériens entre le Royaume-Uni et l'Afrique et l'Asie auront le droit de survoler le territoire hellénique conformément aux dispositions de la présente convention.

2. Les services aériens britanniques pourront, pour la traversée du territoire hellénique, suivre tous les itinéraires suivants ou l'un d'entre eux, à savoir l'itinéraire Yougoslavie-Salonique-Athènes et au delà, Italie Athènes et au delà, et l'itinéraire Malte-Athènes et au delà.

3. Pour l'exploitation des services aériens britanniques, les compagnies de transports aériens britanniques auront le droit d'utiliser les terrains d'atterrissage de Salonique, Athènes, Corfou, Mirabelle, Candie, Baie de la Sude et Navarin, et, pour l'itinéraire Malte-Athènes : les terrains d'atterrissage d'Ithaque et de Patras.

4. Si une compagnie de transports aériens britannique désire exploiter une des lignes spécifiées au paragraphe 2 du présent article au lieu ou en sus d'une des autres lignes, cette compagnie devra adresser au gouvernement hellénique une notification à cet effet une semaine au moins avant de commencer l'exploitation de cette ligne.

5. Si une station météorologique quelconque annonce — ou si les pilotes jugent — qu'il est impossible de suivre aucune des voies aériennes que les compagnies de transports aériens britanniques ont ou pourront avoir l'autorisation d'exploiter, les aéronefs britanniques pourront prendre suivant le cas l'itinéraire Navarin-Baie de la Sude, ou le parcours Sofia-Constantinople-Salonique-Athènes.

Article 4.

Les compagnies de transports aériens helléniques auront le droit d'établir et d'exploiter des services d'hydroplanes réguliers à destination de Malte et de Chypre et de faire usage à cet effet des terrains d'atterrissage de Kala Mistra et de la côte orientale de la baie de Marsascirocco, à Malte,

ainsi que d'une station d'hydroplanes à Chypre répondant aux exigences du trafic commercial et dont l'emplacement sera arrêté d'un commun accord par les autorités aéronautiques compétentes des Hautes Parties contractantes.

Article 5.

Les compagnies de transports aériens auront le droit d'exploiter telles autres lignes et d'utiliser tels autres terrains d'atterrissage dont l'exploitation ou l'utilisation pourront, de temps à autre, être décidées d'un commun accord, soit au lieu et place soit en sus des lignes et terrains d'atterrissage spécifiés dans les articles qui précèdent.

Article 6.

1. Aucune disposition de la présente convention ne confère le droit d'utiliser des bases d'aéronautique militaires (aérodromes ou bases d'hydroplanes) qui ne sont pas normalement ouvertes au trafic civil aérien.

2. Toutefois, dans des cas de force majeure, les aéronefs peuvent à tout moment utiliser tous aérodromes ou toutes bases d'hydroplanes situés sur leur parcours.

3. Aucune disposition de la présente convention ne préjuge le droit que possèdent l'un ou l'autre des Hautes Parties contractantes de spécifier, dans des circonstances exceptionnelles se rapportant à la sûreté de l'Etat, d'autres terrains d'atterrissage que ceux qui sont mentionnés dans les articles précédents ou qui pourront être fixés d'un commun accord en vertu desdits articles, ou de modifier les itinéraires mentionnés dans les articles précédents ou fixés d'un commun accord en vertu desdits articles, ou, en cas de guerre, de suspendre entièrement l'exploitation de ces lignes.

Article 7.

1. Sous réserve des dispositions de l'article 6 (1) de la présente convention, les aéronefs peuvent prendre et déposer du courrier, des passagers et des marchandises sur tout terrain d'atterrissage.

2. Aucune disposition de la présente convention ne porte atteinte aux droits que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes tient des articles 16 et 17 de la Convention portant réglementation de la navigation aérienne signées le 13 octobre 1919 ; il est entendu toutefois que les compagnies de transports aériens britanniques pourront prendre des passagers, des marchandises et du courrier à toute station aérienne du territoire hellénique située sur une ligne que ces compagnies ont ou pourront avoir l'autorisation d'exploiter conformément aux dispositions de la présente convention, en vue de les transporter jusqu'à une autre station aérienne en territoire hellénique, à la condition que ces stations ne soient pas reliées par un service aérien hellénique.

Article 8.

1. Sous réserve des conditions requises par la législation en vigueur dans le territoire sur lequel l'atterrissage a lieu, l'équipage de l'aéronef et les passagers que celle-ci transporte peuvent rester sur tout terrain d'atterrissage et les marchandises et le courrier se trouvant à bord de l'aéronef peuvent être mis en dépôt sur ledit terrain.

2. Si un vol est interrompu par un accident, par un atterrissage forcé ou autrement, toutes les facilités nécessaires seront accordées pour permettre à la compagnie de transports aériens intéressés de faire parvenir les passagers, les marchandises et le courrier à destination le plus rapidement possible.

Article 9.

Les compagnies de transports aériens devront remplir les conditions nécessaires pour leur permettre d'être enregistrées comme propriétaires des aéronefs conformément aux dispositions de l'article 7 de la Convention du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne.

Article 10.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de désigner sa ou ses compagnies de transports aériens, à la condition de notifier à l'autre Haute Partie contractante la désignation effectuée, soit dans le délai d'un mois à partir de la mise en vigueur de la présente convention, soit un mois avant l'inauguration de tout nouveau service.

2. Chacune des Hautes Parties contractantes aura à tout moment le droit de substituer ou d'adjoindre à la compagnie ou aux compagnies primitivement désignées, une ou plusieurs nouvelles compagnies britanniques ou helléniques, à la condition que cette substitution ou cette adjonction soit notifiée à l'autre Haute Partie contractante un mois avant l'inauguration de tout nouveau service.

3. Une compagnie qui s'est vu retirer l'autorisation d'exploiter par la Haute Partie contractante qui l'avait désignée, ne sera pas, par ce seul fait, en droit de réclamer quoi que ce soit à l'autre Haute Partie contractante.

Article 11.

Les compagnies de transports aériens auront toute latitude pour déterminer la fréquence de leurs services, les horaires, les tarifs et les correspondances avec d'autres lignes aériennes aux différentes escales, ainsi que le type d'aéronef qu'elles emploieront, à la condition qu'avis des dispositions prises soit donné aux services compétents des Gouvernements des Hautes Parties contractantes un mois avant l'inauguration de tout nouveau service.

Article 12.

1. Sous réserve des dispositions de l'article 6 (1) de la présente convention, chacune des Hautes Parties Contractantes mettra, dans la mesure du possible, à la disposition des compagnies de transports aériens de l'autre Partie, aux conditions applicables aux entreprises d'aviation civile de la Haute Partie contractante premièrement nommée, toutes les facilités dont elle dispose en matière de hangars pour abriter les aéronefs, d'installations de levage (grues ou slips), de terrains ou de locaux susceptibles d'être utilisés pour des ateliers de réparations, d'entrepôts et de bureaux, ainsi que toutes facilités pour le ravitaillement en huile et en essence.

2. Si les installations de transports aériens d'une station aérienne existante sont insuffisantes, la Haute Partie contractante intéressée donnera par un accord spécial, aux compagnies de transport aériens de l'autre Partie, à des conditions qui ne seront pas moins avantageuses que celles qui sont prévues pour la compagnie étrangère la plus favorisée (sans faire, toutefois, aucune réserve au sujet du coût minimum de ces installations) toutes facilités dont elle dispose pour l'établissement ou l'agrandissement des installations nécessaires.

Article 13.

Les compagnies de transports aériens jouiront, pour leurs aéronefs, sur tous les terrains d'atterrissage, du même traitement que les aéronefs nationaux en ce qui concerne les tarifs d'atterrissage et de séjour.

Article 14.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à collaborer pour la protection et la sécurité des services aériens et développeront à cet effet, dans la plus large mesure possible, leurs services météorologiques et radiotélégraphiques ainsi que tous autres moyens propres à assurer la sécurité de la navigation aérienne. Les services compétents des gouvernements des Hautes Parties contractantes arrêteront, d'un commun accord, les mesures de coordination nécessaires.

Article 15.

1. En attendant que le Gouvernement hellénique établisse des services radiotélégraphiques satisfaisants sur les terrains et entre les terrains d'atterrissage spécifiés à l'article 3 de la présente convention ou sur ceux et outre ceux dont la création peuvent être décidée d'un commun accord, en vertu de l'article 5 les compagnies de transports aériens britanniques auront le droit d'établir des stations radiotélégraphiques en territoire grec en vertu d'un accord spécial avec le Gouvernement hellénique qui pourra être dénoncé à tout moment sur préavis d'un mois. Ces stations seront établies aux frais de la compagnie qui les établit et fonctionneront sous la responsabilité de cette compagnie, d'une manière conforme aux dispositions des conventions radiotélégraphiques internationales en vigueur entre les Hautes Parties contractantes et au règlement intérieur en vigueur en Grèce en ce qui concerne la radiotélégraphie. Le personnel des stations radiotélégraphiques précitées sera de nationalité grecque et sa nomination sera subordonnée à l'approbation du Gouvernement hellénique.

2. Les compagnies de transports aériens britanniques pourront établir et utiliser des stations radiotélégraphiques à bord de navires britanniques mouillés dans les eaux territoriales grecque ou les traversant, en vertu d'un accord spécial avec le Gouvernement hellénique qui pourra être dénoncé à tout moment moyennant préavis d'un mois. Le personnel de ces stations pourra, au choix de la compagnie, être composé de ressortissants britanniques ou helléniques.

Article 16.

1. Les aéronefs, les moteurs d'aéronefs, les pièces de rechange, l'équipement d'aéronefs, le carburant et l'huile employés exclusivement pour l'exploitation des services aériens de l'une ou l'autre Haute Partie contractante seront, sur les territoires de l'autre Partie, exempts de tout droit de douane et autres droits à l'importation ou à l'exportation ; il est entendu, toutefois, que cette exemption pourra s'effectuer, au choix de la Haute Partie contractante qui l'accorde, soit directement à l'importation, soit par le moyen d'une ristourne ou d'une restitution des droits.

2. Nonobstant les dispositions du précédent paragraphe, les compagnies de transports aériens de chaque Haute Partie contractante devront acquitter tous les droits de douane imposés par la législation en vigueur sur les territoires de l'autre Haute Partie contractante, pour le carburant et l'huile effectivement consommés au cours du survol de ces territoires.

3. Aux fins du précédent paragraphe, la quantité de carburant et d'huile effectivement consommée au cours du survol du territoire de l'une ou l'autre Partie contractante, sera déterminée par entente, en prenant pour base : *a)* le parcours kilométrique, *b)* la durée normale de vol pour ce parcours et *c)* la consommation normale du type d'aéronef employé.

4. Les compagnies de transports aériens britanniques seront exemptées, sur le territoire hellénique, du paiement du droit revenant au fonds d'entretien des routes, pour tous les véhicules automobiles servant à l'exploitation des services aériens.

Article 17.

1. A défaut d'accord stipulant le contraire, les compagnies de transports aériens de chacune des Hautes Parties contractantes ne devront employer comme personnel technique sur les territoires

de l'autre Partie que des ressortissants de l'une ou l'autre Haute Partie contractante, aussi bien sur les terrains d'atterrissage que pour le survol de ces territoires, à la condition que les compagnies de transports aériens de chacune des Hautes Parties contractantes donnent la préférence aux ingénieurs et mécaniciens ressortissants à l'autre Partie, pour le service des aérodromes du territoire de cette dernière, si la compagnie intéressée les considère suffisamment compétents pour ce service.

2. A défaut d'accord stipulant le contraire, les compagnies de transports aériens de chacune des Hautes Parties contractantes emploieront, sur les territoires de l'autre Partie, des ressortissants de celle-ci pour tous les travaux qui n'exigent pas de formation spéciale.

3. Les autorités compétentes dans la capitale des territoires de chacune des Hautes Parties contractantes et dans les ports d'aviation civile organisés sur ces territoires, auront le droit de traiter avec chaque compagnie de transports aériens par l'intermédiaire d'un agent responsable ressortissant à cette Partie contractante et qui sera nommé à cette fin par la compagnie de transports aériens intéressée.

Article 18.

1. Le transport de la correspondance par la voie aérienne sera réglé par un arrangement direct avec les administrations postales compétentes des Hautes Parties contractantes.

2. Toutefois, les compagnies de transports aériens de chacune des Hautes Parties contractantes réserveront de la place sur leurs aéronefs pour le poids normal des correspondances en provenance ou à destination des territoires de l'autre Partie ou transitant à travers ses territoires.

Article 19.

1. Les autorités compétentes des Hautes Parties contractantes auront le droit de vérifier sur les terrains d'atterrissage le nombre des passagers, ainsi que le poids de la correspondance et des marchandises, et d'examiner les papiers de bord de l'aéronef.

2. Les autorités compétentes de chaque Haute Partie contractante auront également le droit d'examiner l'état du matériel volant appartenant à une compagnie de transports aériens et d'interdire l'envol de tout aéronef qu'elles ne jugeront pas en état de navigabilité aérienne d'après les règlements de l'autre Haute Partie contractante.

3. Les compagnies de transports aériens de chaque Haute Partie contractante accorderont, sur chacune des lignes exploitées en vertu des dispositions de la présente convention, deux voyages d'aller et retour gratuits par an aux autorités de l'autre Haute Partie contractante, entre la dernière escale avant le survol des territoires de cette Haute Partie contractante et la première escale atteinte après la traversée de ces territoires.

Article 20.

1. Les compagnies de transports aériens de chacune des Hautes Parties contractantes se conformeront aux lois et règlements en vigueur sur les territoires de l'autre Partie, et obligeront leurs employés à s'y conformer, aussi bien sur les terrains d'atterrissage qu'au cours du survol desdits territoires. Elles s'emploieront également, dans la mesure du possible, pour que leurs passagers se conforment pareillement à ces lois et règlements et notifieront toutes infractions aux autorités de la Haute Partie contractante intéressée.

2. En cas d'infractions répétées, la Haute Partie contractante lésée aura le droit d'exiger la révocation de tout employé qui aura été reconnu coupable.

3. En cas de nécessité, cette Haute Partie contractante pourra exiger de l'autre le retrait de la concession accordée à la compagnie de transports aériens responsable, sans être exposée de ce fait à aucune réclamation de la part de la compagnie.

4. Chaque Haute Partie contractante aura le droit d'exiger la révocation de tout employé d'une compagnie de transports aériens dont le séjour sur les territoires de cette Haute Partie contractante a été interdit pour des motifs de sûreté publique.

Article 21.

Les détails de l'application de la présente convention seront, dans la mesure du possible, réglés par un arrangement direct entre les administrations compétentes des Hautes Parties contractantes ou entre la compagnie de transports aériens et la Haute Partie contractante intéressées.

Article 22.

En cas de contestation entre les Hautes Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente convention, le litige sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale, à la requête de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, à moins qu'il ne soit convenu de le soumettre à un autre tribunal.

Article 23.

1. En ce qui concerne l'exploitation par les compagnies de transports aériens britanniques des lignes passant par l'Italie et Malte, la présente convention restera en vigueur pendant une période initiale de sept ans à compter de la date du premier survol du territoire hellénique par un aéronef britannique en vertu des dispositions de la convention. A moins d'être dénoncée par une notification faite deux ans avant l'expiration de cette période, la convention restera en vigueur pendant une nouvelle période de trois ans. Si elle n'a pas été dénoncée à la fin de cette période par une notification faite un an à l'avance, elle restera ensuite en vigueur pendant des périodes successives de cinq ans, étant entendu qu'il pourra y être mis fin par une notification faite un an avant l'expiration de la période quinquennale en cours.

2. En ce qui concerne l'exploitation par les compagnies de transports aériens britanniques de la ligne passant par la Yougoslavie, la présente convention restera en vigueur pendant une période initiale de trois ans à compter de la date du premier survol du territoire hellénique par un aéronef britannique en vertu des dispositions de la convention. A moins d'être dénoncée par une notification faite six mois avant l'expiration de cette période, la convention restera en vigueur pendant des périodes successives de deux ans étant entendu qu'il pourra y être mis fin par une notification faite six mois avant l'expiration de la période de deux ans en cours.

3. Une dénonciation au titre de premier paragraphe du présent article n'aura pas l'effet d'une dénonciation au titre du second paragraphe, et une dénonciation au titre du second paragraphe n'aura pas l'effet d'une dénonciation au titre du premier.

4. En ce qui concerne l'exploitation des services aériens helléniques à destination de Malte et de Chypre, la présente convention restera en vigueur pendant une période initiale de sept ans à partir de la date du premier survol du territoire hellénique par un aéronef britannique en vertu des dispositions de la convention. A moins d'être dénoncée par une notification faite deux ans avant l'expiration de cette période, la convention restera en vigueur pour une nouvelle période de trois ans. Si à la fin de cette période elle n'a pas été dénoncée par une notification faite un an à l'avance, elle restera ensuite en vigueur pendant des périodes successives de cinq ans, étant entendu qu'il pourra y être mis fin par une notification faite un an avant l'expiration de la période quinquennale en cours.

5. Une dénonciation au titre du quatrième paragraphe du présent article aura automatiquement l'effet d'une dénonciation au titre du premier et du second paragraphes.

6. Une dénonciation au titre du premier paragraphe du présent article pourra avoir l'effet d'une dénonciation au titre du quatrième paragraphe. Cette faculté sera exercée au moyen d'une

communication faite dans un délai de deux mois à partir de la réception de la dénonciation au titre du premier paragraphe.

7. Une dénonciation au titre du second paragraphe du présent article n'aura pas l'effet d'une dénonciation au titre du quatrième paragraphe.

8. Nonobstant toute disposition des précédents paragraphes du présent article, si le Royaume-Uni ou la Grèce dénoncent la Convention portant réglementation de la navigation aérienne, d'13 octobre 1919, dans les conditions énoncées à l'article 43 de cette convention, la présente convention cessera d'être en vigueur à partir de la date où la dénonciation de la première convention prendra effet.

Article 24.

La présente convention sera ratifiée et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Athènes le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Athènes le 17 avril 1931, en double exemplaire, en langues anglaise et grecque, les deux textes faisant également foi.

Patrick RAMSAY.

A. MICHALAKOPOULOS.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la convention en date de ce jour relative à l'établissement de services de transports aériens, les plénipotentiaires soussignés déclarent au nom de leurs gouvernements respectifs qu'ils sont convenus de ce qui suit :

1. La convention sera ratifiée dans le délai le plus bref possible.
2. En attendant la ratification, les services aériens spécifiés dans la convention pourront être exploités en vertu d'un arrangement sans caractère officiel entre les gouvernements susmentionnés.

Patrick RAMSAY.

A. MICHALAKOPOULOS.

N° 2966.

GRÈCE ET POLOGNE

Convention relative à l'exploitation
des lignes de communication aé-
rienne régulières. Signée à Athènes,
le 22 avril 1931.

GREECE AND POLAND

Convention relating to the Operation
of regular Air Lines. Signed at
Athens, April 22, 1931.

N^o 2966. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE RELATIVE A L'EXPLOITATION DES LIGNES DE COMMUNICATION AÉRIENNE RÉGULIÈRES. SIGNÉE A ATHÈNES, LE 22 AVRIL 1931.

Teste officiel français communiqué par le délégué permanent de la République hellénique et le chargé d'affaires a. i. de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 mai 1932.

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, également désireux de régler, faciliter et favoriser le développement des communications aériennes dans les deux pays sur la base de la Convention² portant réglementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

- M. Nicolas MAVROUDIS, directeur général du Ministère des Affaires étrangères, ministre plénipotentiaire ; et
- M. Alexandre LÉVIDÈS, directeur de l'Aviation civile au Ministère de l'Air ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

- M. Adam TARNOWSKI, ministre plénipotentiaire, délégué du Ministère des Affaires étrangères ; et
- M. Czesław FILIPOWICZ, ingénieur ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement de la République hellénique accordera à une entreprise polonaise de navigation aérienne, à désigner par le Gouvernement polonais, les autorisations nécessaires pour l'exploitation sur le territoire grec de la ligne de communication aérienne :

Salonique–Sofia–Bucarest–Lwow et vice-versa.

Le Gouvernement de la République de Pologne accordera à une entreprise hellénique de navigation aérienne à désigner par le Gouvernement hellénique les autorisations nécessaires pour l'exploitation sur le territoire polonais de la ligne de communication aérienne :

Lwow–Bucarest–Sofia–Salonique et vice-versa.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 4 avril 1932.

² Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346 ; vol. LXIII, page 389 ; vol. LXXVIII, page 438 ; et vol. CXVII, page 54, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2966. — CONVENTION ² BETWEEN THE HELLENIC REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF POLAND RELATING TO THE OPERATION OF REGULAR AIR LINES. SIGNED AT ATHENS, APRIL 22, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Hellenic Republic and the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place May 13, 1932.

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, equally desirous to regulate, facilitate and promote the development of air communications in the two countries on the basis of the Convention relating to the regulation of aerial navigation dated 13 October 1919, have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

M. Nicolas MAVROUDIS, Director-General of the Ministry of Foreign Affairs, Minister Plenipotentiary, and
M. Alexandre LÉVIDÈS, Director of Civil Aviation at the Ministry of Air ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

M. Adam TARNOWSKI, Minister Plenipotentiary, Delegate of the Ministry of Foreign Affairs, and
M. Czesław FILIPOWICZ, Engineer,

Who, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article 1.

The Government of the Greek Republic will grant to a Polish air navigation enterprise, to be designated by the Polish Government, the authorisations necessary for the operation on Greek territory of the line of air communication :

Salonica-Sofia-Bucharest-Lwow and *vice versa*.

The Government of the Republic of Poland will grant to a Greek air navigation enterprise, to be designated by the Greek Government, the authorisations necessary for the operation on Polish territory of the line of air communication :

Lwow-Bucharest-Sofia-Salonica and *vice versa*.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, April 4, 1932.

³ Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 175 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. LXIII page 389 ; Vol. LXXVIII, page 438 ; and Vol. CXVII, page 54, of this Series.

Article 2.

Les conditions d'exploitation de la ligne mentionnée à l'article précédent seront définies dans un accord à conclure par les Administrations aéronautiques compétentes des deux Hautes Parties contractantes.

Article 3.

L'établissement des lignes aériennes traversant les territoires des deux Hautes Parties contractantes autres que celles, dont il est question à l'article 1^{er} de la présente convention, pourra s'effectuer en vertu d'un accord entre des deux Hautes Parties contractantes.

Toutes les stipulations de la présente convention seront également applicables à ces nouvelles lignes aériennes.

Article 4.

Les itinéraires des lignes aériennes, les points entre lesquels les frontières pourront être franchies et les aérodromes douaniers seront fixés par chacune des Hautes Parties contractantes et communiqués à l'autre Partie contractante au cours de quarante jours à partir de la date de la signature de la présente Convention et au moins un mois avant tout changement.

Article 5.

Les deux Hautes Parties contractantes prendront sur leurs territoires respectifs les mesures nécessaires en vue d'assurer aux entreprises concessionnaires, dans les mêmes conditions qu'aux entreprises de navigation aérienne nationales, l'usage des aérodromes, installations et services techniques sur l'itinéraire de la ligne mentionnée à l'article 1.

Article 6.

Dans le cas où sur le territoire d'une des Hautes Parties contractantes l'entreprise de l'autre Partie contractante ne pourrait pas utiliser, les installations techniques indispensables à l'exploitation régulière de la ligne, cette entreprise pourra construire sur ce territoire les installations nécessaires dans les conditions qui seront précisées par l'Administration aéronautique compétente.

Article 7.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter l'exploitation des lignes contractuelles en simplifiant et en réduisant toutes les formalités douanières et de police au minimum admis par les lois et règlements en vigueur dans leurs pays respectifs.

Article 8.

Les avions destinés à l'exploitation des lignes prévues aux articles 1 et 3, ainsi que les moteurs montés sur ces avions, les pièces de rechange (moteurs de rechange y compris), tous les objets nécessaires à l'aménagement des avions ou à leur conservation seront exemptés des droits de douane à condition que tous les objets et matériels ci-dessus mentionnés soient importés en vue d'une utilisation temporaire et qu'ils soient réexportés au cours d'une année.

Ce délai de réexportation pourra être prolongé par les autorités compétentes sur la proposition de l'entreprise concessionnaire.

Article 2.

The conditions of operation of the line mentioned in the preceding Article shall be defined in an agreement to be concluded by the competent Aeronautical Administrations of the two High Contracting Parties.

Article 3.

The establishment of air lines crossing the territories of the two High Contracting Parties, other than those referred to in Article 1 of the present Convention, may be effected in virtue of an agreement between the two High Contracting Parties.

All the stipulations of the present Convention shall be equally applicable to such new air lines.

Article 4.

The itineraries of the air lines, the points between which the frontiers may be crossed, and the Customs aerodromes, shall be fixed by each of the High Contracting Parties and communicated to the other High Contracting Party within forty days from the date of the signature of the present Convention, and at least one month prior to any change.

Article 5.

The High Contracting Parties will take the necessary measures in their respective territories with a view to ensuring to the concessionary enterprises on the same conditions as to national air navigation enterprises, the use of the aerodromes, installations and technical services on the route of the line mentioned in Article 1.

Article 6.

In case, within the territory of one of the High Contracting Parties, the enterprise of the other Contracting Party should not be able to use the technical installations indispensable for the regular operation of the line, such enterprise may construct in the said territory the installations necessary, on conditions which will be specified by the competent Aeronautical Administration.

Article 7.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the operation of the contractual lines by simplifying and reducing all Customs and police formalities to the minimum admissible under the laws and regulations in force in their respective countries.

Article 8.

Aeroplanes intended for the operation of the lines provided for in Articles 1 and 3, as well as the engines mounted on such aeroplanes, spare parts (including spare engines) and all objects necessary for the equipment or maintenance of the aeroplanes, shall be exempt from Customs duties, on condition that all the objects and materials aforesaid are imported with a view to their temporary use and that they are re-exported within one year.

This time-limit for re-exportation may be extended by the competent authorities on the proposition of the concessionary enterprise.

Les objets ci-dessus mentionnés resteront sous le contrôle de l'Administration des douanes et ne pourront être utilisés que pour les besoins de l'exploitation des lignes aériennes prévues par la présente convention.

Les objets et matériels hors d'usage, pour lesquels au moment de l'importation les droits de douane n'ont pas été perçus devront être soit réexportés, soit dédouanés, soit détruits sous un contrôle officiel.

Lors de dédouanement de ces objets et matériaux toutes les réductions et facilités admises par les législations nationales respectives seront appliquées.

Les voyageurs, bagages et marchandises en transit seront placés sous le contrôle douanier. Ces bagages, ainsi que ces marchandises, seront exemptés de tout droit de douane.

Article 9.

En cas d'atterrissage forcé ou d'autre accident des avions des entreprises concessionnaires, les autorités locales seront tenues de leur prêter contre remboursement des frais réels, la même aide que celle accordée aux avions nationaux.

Article 10.

Les entreprises concessionnaires seront tenues :

- a) D'observer les dispositions de la Convention portant réglementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919 ;
- b) De se conformer aux lois et règlements en vigueur sur les territoires respectifs des deux Hautes Parties contractantes.

Article 11.

L'entreprise concessionnaire, désignée par l'une des Hautes Parties contractantes n'emploiera dans ses services sur le territoire de l'autre Partie contractante que des ressortissants polonais et grecs.

L'emploi des ressortissants de tiers Etats ne sera admis que sur l'autorisation préalable, accordée à l'entreprise intéressée par l'Administration aéronautique compétente de l'autre Partie contractante.

Article 12.

Chaque entreprise concessionnaire sera tenue de transporter la poste aérienne dans les conditions fixées par un accord qui sera conclu entre elle et l'Administration postale de l'autre Partie contractante sur la base d'un arrangement préalable entre les administrations postales des deux Hautes Parties contractantes.

Article 13.

Les entreprises concessionnaires ne pourront céder ni en totalité ni en partie leurs concessions à d'autres entreprises sans le consentement des autorités aéronautiques compétentes de leurs propres Etats.

The said objects shall remain under the supervision of the Customs Administration and may be used only for the operational needs of the air lines provided for by the present Convention.

Objects and materials out of use, in respect of which at the time of their importation Customs duties were not collected must be either re-exported, cleared through Customs, or destroyed under official supervision.

In the Customs clearance of such objects and materials, all reductions and facilities admissible under the respective national laws shall be applied.

Passengers, baggages and goods in transit shall be placed under Customs supervision. Such baggage and goods shall be exempt from Customs duties.

Article 9.

In the event of a forced landing or other accident to aeroplanes of the concessionary enterprises, the local authorities shall be required to afford to them, on payment of the actual expenses incurred, the same aid and assistance as are accorded to national aeroplanes.

Article 10.

The concessionary enterprises shall be required :

(a) To observe the provisions of the Convention relating to regulation of aerial navigation dated 13 October 1919,

(b) To conform to the laws and regulations in force in the respective territories of the two High Contracting Parties.

Article 11.

The concessionary enterprise, designated by one of the High contracting Parties, shall employ in its service in the territory of the other Contracting Party Polish and Greek nationals only.

The employment of nationals of third party States shall be allowed only on previous authorisation accorded to the enterprise concerned by the competent Aeronautical Administration of the other Contracting Party.

Article 12.

Each concessionary enterprise shall be required to transport air mail on conditions fixed by an agreement which will be concluded between it and the Postal Administration of the other Contracting Party on the basis of a previous arrangement between the Postal Administrations of the two High Contracting Parties.

Article 13.

The concessionary enterprises may not cede their concessions, either wholly or in part, to other enterprises without the consent of the competent aeronautical authorities of their own States.

Article 14.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes se réserve le droit de substituer à l'entreprise désignée précédemment une autre entreprise nationale à laquelle sera accordée par l'autre Partie contractante la même concession.

L'entreprise destituée par son gouvernement n'aura pas ce titre le droit de demander à l'autre Partie contractante aucune indemnisation.

Article 15.

En cas d'infraction aux dispositions de la présente convention par des employés des entreprises concessionnaires chacune des deux Hautes Parties contractantes pourra exiger la révocation de ces employés de son territoire.

En cas d'infractions réitérées ou d'infraction grave, chaque Haute Partie contractante pourra annuler la concession de l'entreprise en cause, tout en accordant la même concession à une autre entreprise désignée par l'autre Haute Partie contractante.

Article 16.

Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes cesserait d'être partie à la Convention portant réglementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919 la présente convention continuera à être en vigueur mais elle devra être soumise à une révision sur la demande d'une des Hautes Parties contractantes.

Article 17.

Les détails d'application de la présente convention seront réglés par un accord spécial à conclure directement entre les Administrations aéronautiques compétentes des deux Hautes Parties contractantes.

Article 18.

Les différends relatifs à l'application de la présente convention qui ne pourront pas être réglés par la voie diplomatique seront soumis, sur la demande de l'une des Hautes Parties contractantes à la décision d'un Tribunal arbitral.

Ce tribunal sera constitué de la manière suivante :

Dans le courant d'un mois à partir du moment où l'une des Hautes Parties contractantes aura communiqué à l'autre Haute Partie contractante la demande de constituer un Tribunal arbitral, chacune des Hautes Parties contractantes désignera un arbitre.

Dans le courant du mois suivant les arbitres se réuniront afin de choisir d'un commun accord le surarbitre.

Si les arbitres ne peuvent se mettre d'accord sur le choix du surarbitre, les Hautes Parties contractantes désigneront chacune un Etat tiers et les Etats tiers ainsi désignés procéderont à la nomination du surarbitre soit d'un commun accord, soit en proposant chacun un nom, puis en laissant au sort le soin de choisir entre eux.

Les décisions du Tribunal arbitral seront obligatoires pour les Hautes Parties contractantes.

Les frais de l'arbitrage seront fixés par le Tribunal arbitral et supportés par moitié par les Hautes Parties contractantes.

Article 14.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to substitute for the enterprise previously designated, another national enterprise, to which the same concession will be granted by the other Contracting Party.

The enterprise dispossessed by its Government shall not on that account have any right to claim an indemnity from the other Contracting Party.

Article 15.

In case of an infraction of the provisions of the present Convention by employees of the concessionary enterprises, each of the two High Contracting Parties may demand the dismissal of such employees in its territory.

In case of repeated infractions or a grave infraction, each High Contracting Party may cancel the concession of the enterprise involved, at the same time according the same concession to another enterprise designated by the other High Contracting Party.

Article 16.

In case one of the High Contracting Parties should cease to be a party to the Convention relating to the regulation of aerial navigation dated 13 October 1919, the present Convention shall remain in force but, on the request of one of the High Contracting Parties, shall be subject to a revision.

Article 17.

The details of application of the present Convention will be settled by a special agreement to be concluded direct between the competent Aeronautical Administrations of the two High Contracting Parties.

Article 18.

Disagreements relating to the application of the present Convention which cannot be settled through the diplomatic channels shall, on the request of one of the High Contracting Parties, be submitted to the decision of an Arbitral Tribunal.

Such Tribunal shall be constituted in the following manner :

Within one month of the date on which one of the High Contracting Parties has communicated to the other High Contracting Party the request for the constitution of an Arbitral Tribunal, each of the High Contracting Parties shall designate an arbitrator.

Within the month next following, the arbitrators shall meet to choose an umpire.

If the arbitrators cannot agree on the choice of the umpire, the High Contracting Parties shall each designate a third party State and the third party States so designated will proceed to the nomination of the umpire, either by common agreement or by each proposing a name and then determining the choice by lot.

The decisions of the Arbitral Tribunal shall be binding on the High Contracting Parties.

The expenses of the arbitration shall be fixed by the Tribunal and shall be borne by the High Contracting Parties in equal shares.

Article 19.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Varsovie dans le plus bref délai.

Elle entrera en vigueur le trentième jour qui suivra l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1938, elle pourra être révisée sur la demande d'une des Hautes Parties contractantes à partir du 31 janvier 1936. Après l'écoulement de cette première période la convention sera renouvelée tacitement par périodes de cinq ans, si sa dénonciation n'a pas été notifiée par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre au plus tard deux ans avant l'expiration de la période en cours.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Athènes, en double exemplaire, le vingt-deux avril mille neuf cent trente et un.

N. MAVROUDIS.
A. LÉVIDÈS.
A. TARNOWSKI.
Cz. FILIPOWICZ.

Article 19.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

It shall enter into force on the thirtieth day following the exchange of ratifications and shall remain in force until the 31 December 1938 ; it may be revised on request of one of the High Contracting Parties after the 31 January 1936. After the lapse of this first period, the Convention shall be tacitly renewed for five-year periods, if its denunciation has not been notified by one of the High Contracting Parties to the other at least two years before the expiration of the current period.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at Athens, in two copies, the twenty-second day of April, one thousand nine hundred and thirty-one.

N. MAVROUDIS.
A. LÉVIDÈS.
A. TARNOWSKI
C. FILIPOWICZ.

N° 2967.

SUÈDE ET TURQUIE

Echange de notes comportant un accord concernant le droit des agents diplomatiques et consulaires de célébrer des mariages. Ankara, les 4 mars et 24 avril 1932.

SWEDEN AND TURKEY

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the Right of Diplomatic and Consular Agents to celebrate Marriages. Ankara, March 4 and April 24, 1932.

N^o 2967. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS SUÉDOIS ET TURC COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LE DROIT DES AGENTS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES DE CÉLÉBRER DES MARIAGES. ANKARA, LES 4 MARS ET 24 AVRIL 1932.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 mai 1932.

I.

N^o 4.

ANKARA, le 4 mars 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la lettre que Son Excellence Tevfî Rüstü Bey a bien voulu adresser à M. Boheman en date du 16 décembre dernier et d'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que, sous réserve de réciprocité, le Gouvernement du Roi ne s'oppose pas à ce que le Gouvernement turc autorise ses agents diplomatiques et consulaires en fonction en Suède à célébrer des mariages conformément à la loi turque, à condition toutefois que les parties soient toutes deux de nationalité turque.

Si le Gouvernement turc est disposé à accorder au Gouvernement du Roi la réciprocité et si cette manière de procéder convient à Votre Excellence, il sera entendu que la présente note est la réponse que Votre Excellence me fera parvenir serviront à constater l'accord intervenu entre nos deux Pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) C. H. FALLENIOUS.

Son Excellence Sükrü Kaya Bey,
Ministre *a. i.* des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
En ville.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 11 mai 1932.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

¹ Entré en vigueur le 24 avril 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2967. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE SWEDISH AND TURKISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE RIGHT OF DIPLOMATIC AND CONSULAR AGENTS TO CELEBRATE MARRIAGES. ANKARA, MARCH 4 AND APRIL 24, 1932.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place May 13, 1932.

I.

No. 4.

ANKARA, March 4, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the letter of December 16 last which His Excellency Tevfik Rüstü Bey was good enough to send to M. Boheman, I have the honour, on behalf of my Government, to inform Your Excellency that, subject to reciprocity, His Majesty's Government has no objection to the Turkish Government authorising its diplomatic and consular agents holding office in Sweden to celebrate marriages in accordance with Turkish law, provided, however, that both parties are of Turkish nationality.

If the Turkish Government is prepared to accord reciprocal treatment to His Majesty's Government the present note and Your Excellency's reply thereto shall, if Your Excellency is satisfied with this procedure, be deemed to constitute an agreement to this effect between our two countries.

I have the honour, etc.

(Signed) C. H. FALINIUS.

His Excellency Sükrü Kaya Bey,
Minister for Foreign Affairs *ad interim*,
etc. etc., etc.,
Ankara.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force April 24, 1932.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

RÉPUBLIQUE TURQUE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 8116-10.

ANKARA, le 24 avril 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre du 4 mars 1932, sub N° 4, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire connaître que, sous réserve de réciprocité, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède ne s'oppose pas à ce que le Gouvernement de la République turque autorise ses agents diplomatiques et consulaires à célébrer des mariages conformément à la loi nationale, à condition toutefois que les parties soient toutes deux de nationalité turque.

Je m'empresse de remercier Votre Excellence de cette aimable communication et de l'informer que le Gouvernement de la République étant disposé à accorder au Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède la réciprocité y relative, je n'ai pas manqué de saisir le Ministère de l'Intérieur, ainsi que la Légation de Turquie à Stockholm, de la teneur de ma présente lettre responsive qui sert à constater l'accord intervenu à cet effet entre nos deux pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) M. NUMAN.

Son Excellence
Monsieur Erik Carlson Boheman,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Suède,
Ankara.

Certifiée pour copie conforme,
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 11 mai 1932.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

II.

TURKISH REPUBLIC.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
N° 8116-10.

ANKARA, *April 24, 1932.*

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of March 4, 1932, sub. No. 4, in which Your Excellency was good enough to inform me that, subject to reciprocity, the Government of His Majesty the King of Sweden has no objection to the Government of the Turkish Republic authorising its diplomatic and consular agents to celebrate marriages in accordance with the national law, provided, however, that both parties are of Turkish nationality.

I have to thank Your Excellency for your kind communication, and to inform you that the Government of the Republic is prepared to grant reciprocity in this matter to the Government of His Majesty the King of Sweden. I have informed the Ministry of the Interior and the Turkish Legation at Stockholm of the contents of this reply, which shall be deemed to constitute an agreement to this effect between our two countries.

I have the honour, etc.

(Signed) M. NUMAN.

His Excellency
Monsieur Erik Carlson Boheman,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Sweden,
Ankara.

N° 2968.

SUISSE ET TURQUIE

Convention d'établissement, avec protocole de signature. Signés à Ankara, le 13 décembre 1930.

SWITZERLAND AND TURKEY

Convention of Establishment, with Protocol of Signature. Signed at Ankara, December 13, 1930.

N° 2968. — CONVENTION¹ D'ÉTABLISSEMENT ENTRE LA SUISSE ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANKARA, LE 13 DÉCEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 mai 1932.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, animés du désir de fixer les conditions d'établissement des ressortissants turcs en Suisse et des ressortissants suisses en Turquie, ont résolu de conclure une Convention d'établissement et ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Henri MARTIN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse en Turquie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

ZEKÂI bey, ministre des Travaux publics ;

Mustafa SEREF bey, ministre de l'Économie nationale ;

Menemenli NUMAN bey, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre, et sous réserve des lois et règlements qui y sont ou seront en vigueur, le droit de s'établir et de séjourner, d'aller, de venir et de circuler librement, sans préjudice des dispositions concernant l'immigration.

En ce qui concerne les taxes et charges quelconques à payer ou à supporter du chef du séjour ou de l'établissement, les ressortissants des deux Parties jouiront du même traitement que les étrangers les mieux traités.

Article 2.

En se conformant aux lois et règlements du pays, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre, dans la même mesure que les ressortissants de la nation la plus favorisée, le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de biens mobiliers ou immobiliers, à l'exception des cas prévus par les législations respectives. Ils pourront

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 16 avril 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2968. — CONVENTION ² OF ESTABLISHMENT BETWEEN SWITZERLAND AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, DECEMBER 13, 1930.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place May 19, 1932.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, being desirous of determining the conditions of the establishment of Turkish nationals in Switzerland and Swiss nationals in Turkey, have decided to conclude a Convention of Establishment and have appointed for this purpose as their respective Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Henri MARTIN, Envoy extraordinary and Minister Plenipotentiary in Turkey of the Swiss Confederation ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

ZEKÂI Bey, Minister of Public Works,
Mustafa ŞEREF Bey, Minister for Economic Affairs,
Menemenli NUMAN Bey, Under-Secretary of State for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall have the right to establish themselves and reside in, and leave and enter, and move about freely in, the territory of the other Party, subject to compliance with the laws and regulations which are or may be in force in that country and without prejudice to the provisions respecting immigration.

With regard to any charges or taxes to which they are liable in respect of residence or establishment, the nationals of the two Parties shall enjoy the same treatment as the best-treated foreigners.

Article 2

Subject to compliance with the laws and regulations of the country, the nationals of each of the High Contracting Parties shall have the right to acquire, possess and dispose of all kinds of property, both movable and immovable, in the territory of the other Party — except in cases provided for in their respective laws — to the same extent as the nationals of the most favoured

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Berne, April 16, 1932.

notamment, aux mêmes conditions, en disposer librement par vente, achat, donation, transfert, échange, contrat de mariage, testament, ou de toute autre manière, ainsi qu'entrer en possession par voie de succession en vertu de la loi ou par suite de dispositions entre vifs ou testamentaires.

Ils ne seront assujettis, dans aucun des cas susmentionnés, à des charges, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre, le droit d'exercer, à l'égal des nationaux, toute espèce d'industrie et de commerce, de se vouer à tout métier ou profession, à l'exclusion toutefois du colportage et de tout autre commerce ambulants, et à l'exception des métiers et professions qui, en vertu des lois et règlements, sont ou seront exclusivement réservés aux nationaux.

Ils n'auront à payer ou à supporter pour cet exercice aucun impôt, taxe ou charge, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux exigés des nationaux.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront, en temps de paix comme en temps de guerre, exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de toute espèce de service militaire, ainsi que de toute contribution, soit en argent soit en nature, destinée à tenir lieu de service militaire personnel.

A l'exception des prestations et des réquisitions militaires imposées en temps de paix et en temps de guerre aux ressortissants du pays qui leur seront appliquées dans les mêmes conditions qu'aux nationaux, et moyennant les indemnités prévues par les législations respectives, il ne sera exigé d'eux aucune autre prestation que celle constituant une taxe ou impôt établi en vertu des lois au profit de l'Etat ou de ses divisions administratives.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront aussi exempts de toute charge ou fonction judiciaire ou administrative obligatoire quelconque.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre, être expropriés de leurs biens, tant mobiliers qu'immobiliers, ni privés, même temporairement, de la jouissance desdits biens que pour une cause légalement reconnue d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité.

Aucune expropriation ne pourra avoir lieu sans publicité préalable.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, quant à leurs personnes et à leurs biens, dans le territoire de l'autre Partie, de la plus entière protection des lois, des tribunaux et autres autorités, à l'égal des nationaux.

Les dispositions relatives à la caution *judicatum solvi* et à l'assistance judiciaire gratuite seront régies par la législation locale jusqu'au règlement de ces questions par une convention spéciale entre les Hautes Parties contractantes.

nation. They shall be able on the same conditions to dispose freely by sale, purchase, gift, transfer, exchange, marriage settlement, testament or in any other way, and to take possession by inheritance in accordance with the law or under dispositions *inter vivos* or by bequest.

In none of the above-mentioned cases shall they be subject to any taxes, charges or imposts of any description whatever other or higher than those which are or shall be established in the case of nationals.

Article 3.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall have the right in the territory of the other Party and on the same footing as the nationals of the latter, to engage in any kind of industry or commerce and to follow any trade or profession except hawking or other itinerant trade and with the exception of trades and professions which, in virtue of laws or regulations, are or may be exclusively reserved for nationals of the country.

In this respect they shall not be required to pay any impost, tax or charge of any nature whatever other or higher than those demanded of nationals.

Article 4.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall, in time of peace and in time of war be exempt in the territory of the other Party from every form of military service and from any contribution in money or in kind which replaces personal military service.

With the exception of military contributions and requisitions levied in time of peace and in time of war upon nationals of the country, which charges shall be applied to them upon the same conditions as to nationals and in return for the compensation provided under the respective laws, they shall not be liable to any contribution other than those which constitute a tax or impost established by law for the benefit of the State or of its administrative departments.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall also be exempt from any compulsory judicial or administrative office or function.

Article 5.

Nationals of each of the High Contracting Parties may not have their movable or immovable or private property in the territory of the other Party expropriated, nor may the use of it be denied to them even temporarily, except for reasons of public interest recognised by law as such, and in return for fair compensation to be paid in advance.

No expropriation may take place without public notice being previously given.

Article 6.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party on the same footing as the nationals of the country, the fullest protection of the laws, Courts and other authorities in respect of their persons and property.

The regulations relating to *cautio judicatum solvi* and to free judicial assistance shall be governed by local legislation until these questions are settled by a special convention to be concluded between the High Contracting Parties.

Article 7.

Sous réserve des stipulations de l'article premier, alinéa 2, de la présente convention, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront, en aucun cas, assujettis à des impôts, droits ou taxes, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui seraient imposés aux nationaux.

En ce qui concerne les exonérations de charges fiscales, de quelque nature ou de quelque dénomination que ce soit, autres que celles qui seraient accordées aux établissements fondés par l'Etat ou aux concessionnaires d'un service public, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à en faire bénéficier les ressortissants et les sociétés de l'autre Partie aux mêmes conditions que les ressortissants et les sociétés de la nation la plus favorisée.

Article 8.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes qui, sans y être établis à demeure, se livreraient pendant leur séjour sur le territoire de l'autre Partie à une activité quelconque, ne seront soumis de ce fait à aucun impôt, taxe ou charge, de quelque nature que ce soit, autre ou plus onéreux que ceux auxquels seraient soumis les nationaux pour une activité de même nature ou importance.

Chacune des Hautes Parties contractantes déclare être prête à accorder, à titre de réciprocité, le visa gratuit aux ressortissants de l'autre Partie qui, dépourvus de moyens, voudraient quitter le territoire de cette Partie, si leur indigence est certifiée par le représentant diplomatique ou consulaire compétent.

Article 9.

Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes, soit à la suite d'une sentence légale, soit d'après les lois et règlements sur la police des mœurs, sur la police sanitaire et sur la mendicité, soit pour des motifs de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, expulserait par mesures individuelles des ressortissants de l'autre Partie contractante, l'expulsion serait effectuée dans des conditions conformes à l'hygiène et à l'humanité.

Article 10.

Les sociétés commerciales, industrielles ou financières, y compris les sociétés de transport et d'assurances valablement constituées d'après les lois de l'une des Hautes Parties contractantes et ayant leur siège sur son territoire, seront juridiquement reconnues dans l'autre pays pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite ou contraire aux mœurs, et leur capacité et droit d'ester en justice seront déterminés par les lois de leur pays d'origine.

Elles auront le droit de s'établir sur le territoire de l'autre Partie et d'y exercer leur activité en se conformant aux lois et règlements qui y sont ou seront en vigueur.

Elles auront le droit d'acquérir sur le territoire de l'autre Partie, en se soumettant aux lois du pays, toute sorte de biens mobiliers ainsi que les biens immobiliers nécessaires à leur fonctionnement, à l'exception des cas prévus par les législations respectives, étant entendu dans ce cas que l'acquisition des immeubles n'est pas l'objet même de la société.

Elles auront libre accès auprès des tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre, aux mêmes conditions que les personnes physiques ressortissantes de l'Etat dont elles dépendent.

Article 7.

Subject to the stipulations of Article 1, paragraph 2, of the present Convention, the nationals of each of the High Contracting Parties shall in no case be liable to imposts, dues or taxes of any kind whatever other or higher than those which may be imposed upon nationals of the country.

As regards exemptions from fiscal charges of any kind or any description whatsoever other than those which may be granted to undertakings established by the State or to concessionnaires of a public utility service, each of the High Contracting Parties undertakes to extend the benefit of such exemptions to the nationals and companies of the other Party on the same conditions as to the nationals and companies of the most favoured nation.

Article 8.

Nationals of each of the High Contracting Parties who, without being permanently established in the country, conduct business of any kind during their residence in the territory of the other Party, shall not by reason of that fact be subjected to any impost, tax or charge of any kind whatsoever other or higher than those to which nationals of the country are liable in respect of a business of the same nature or importance.

Each of the High Contracting Parties declares its willingness, subject to reciprocity, to grant a free visa to indigent nationals of the other Party who wish to leave the territory of that Party, on condition that their indigence is certified by the competent diplomatic or consular Representative.

Article 9.

Should one of the High Contracting Parties expel, in individual cases, nationals of the other High Contracting Party, either under an order of the Court or in accordance with the laws and regulations relating to public morality, public health or pauperism, or for reasons affecting the internal or external safety of the State, the expulsion shall be carried out in conditions compatible with the requirements of health and humanity.

Article 10.

Commercial, industrial and financial corporations, including transport and insurance companies, which are regularly incorporated in conformity with the laws of one of the High Contracting Parties and have their headquarters in its territory, shall be legally recognised in the other country, provided that they do not pursue an aim which is either illicit or contrary to public morals, and their capacity and right to sue and be sued shall be determined by the laws of their country of origin.

They shall have the right to establish themselves in the territory of the other Party and to engage in business therein, provided they conform to the laws or regulations which are or may be in force.

Subject to compliance with the laws of the country, they shall have the right in the territory of the other Party to acquire all kinds of movable and immovable property which is necessary for their operations, save in the cases provided for in the respective laws, on condition in this case that the acquisition of such property does not constitute the object of the company's existence.

They shall have free access to the Courts and may sue and be sued on the same conditions as nationals of the country.

Elles ne seront pas soumises à des taxes, contributions et, d'une manière générale, à aucune redevance autres ou plus élevées que celles imposées aux sociétés nationales.

A l'exception des prestations et des réquisitions militaires imposées en temps de paix et en temps de guerre aux ressortissants du pays, qui leur seront appliquées dans les mêmes conditions qu'aux sociétés nationales et moyennant les indemnités prévues par les législations respectives, il ne sera exigé d'elles aucune autre prestation que celles constituant une taxe ou impôt établi en vertu des lois et règlements au profit de l'Etat ou de ses divisions administratives.

Les filiales, succursales, agences et autres représentations sur le territoire de l'une des Parties, de firmes ou sociétés régulièrement constituées sur le territoire de l'autre Partie, ne seront imposées que sur le capital régulièrement investi dans lesdites filiales, succursales, agences et autres représentations, ou sur les bénéfices ou revenus acquis par elles dans le pays, lesdits bénéfices et revenus pouvant servir à la détermination du capital imposable, si ce dernier ne peut être vérifié.

Article 11.

Il est convenu qu'aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée prévue par la présente convention pour réclamer, en faveur de ses ressortissants et sociétés, des droits autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux ressortissants et sociétés de l'autre Partie contractante.

Article 12.

La présente convention entrera en vigueur au moment même de l'échange des ratifications et aura la durée de quatre ans.

Si la convention n'est pas dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes au moins six mois avant l'expiration de ladite période de quatre ans, elle restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit dénoncée, cette dénonciation ne devant produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

Article 13.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berne, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Ankara, le treize décembre mil neuf cent trente.

(Signé) (L. S.) Henri MARTIN.

(L. S.) ZEKÂI.

(L. S.) Mustafa SEREF.

(L. S.) M. NUMAN.

They shall not be subject to any taxes, contributions or, generally, to any charges other or higher than those imposed upon national corporations.

With the exception of military contributions and requisitions levied in time of peace and in time of war upon nationals of the country, which charges shall be levied upon them on the same conditions as upon national companies and in return for the compensation provided for under the respective laws, they shall not be liable to any contribution other than those which constitute a tax or impost established under existing laws and regulations for the benefit of the State or of its administrative departments.

The associated companies, branches, agencies and other representatives of firms or companies lawfully incorporated in the territory of the other Party shall only be taxed on the capital lawfully invested in the said associated companies, branches, agencies and other representatives, or on the profits and income earned by them in the country, which profits and income may serve for the determination of the amount of taxable capital, if that capital cannot otherwise be ascertained.

Article 11.

It is agreed that neither of the High Contracting Parties may invoke the benefit of the most-favoured-nation clause provided for in the present Convention in order to claim on behalf of its nationals and companies any rights other or more extensive than those which it grants to the nationals and companies of the other Contracting Party.

Article 12.

The present Convention shall come into force immediately upon the exchange of ratifications and shall remain in force for four years.

Unless denounced by one or other of the High Contracting Parties at least six months before the expiration of the said period of four years, the Convention shall remain in force until it is denounced, and such denunciation shall not take effect until after the expiration of six months.

Article 13.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Berne as soon as possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done, in duplicate, at Ankara, December the thirteenth, one thousand nine hundred and thirty.

(Signed) (L. S.) HENRI MARTIN.

(L. S.) ZAKÂI.

(L. S.) MUSTAFA SEREF.

(L. S.) M. NUMAN.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la présente convention d'établissement conclue à la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont convenu ce qui suit :

Ad Article 7.

Les Hautes Parties contractantes ne réclameront pas le bénéfice des dégrèvements fiscaux qui seraient accordés par l'une d'entre elles à des entreprises d'intérêt national créées sur son territoire avec la participation effective du gouvernement et qui peuvent, à ce titre, être assimilées à des établissements fondés par l'Etat.

Fait en double, à Ankara, le treize décembre mil neuf cent trente.

(Signé) Henri MARTIN.

ZEKÂI.
Mustafa SEREF.
M. NUMAN.

Pour copie conforme :

Berne, le 18 mai 1932.

Le Chancelier de la Confédération :

Kaeslin.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the present Convention of Establishment concluded on to-day's date, the undersigned, being duly authorised for the purpose, have agreed as follows :

Ad Article 7.

The High Contracting Parties shall not claim the benefit of any fiscal exemptions which may be accorded by either of them to undertakings of national utility set up in its territory with the active participation of the Government and which may consequently be placed on the same footing as enterprises established by the State.

Done, in duplicate, at Ankara, December the thirteenth, one thousand nine hundred and thirty.

(Signed) Henri MARTIN.

ZAKÂI.
Mustafa SEREF.
M. NUMAN

N° 2969.

**PAYS-BAS
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale.
Signée à Prague, le 4 décembre
1931.

**THE NETHERLANDS
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding Extradition
and Judicial Assistance in Criminal
Matters. Signed at Prague, De-
cember 4, 1931.

N^o 2969. — CONVENTION¹ D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE LE ROYAUME DES PAYS-BAS ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉE A PRAGUE, LE 4 DÉCEMBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations et le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 mai 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ayant résolu d'un commun accord de conclure une convention pour l'extradition des malfaiteurs, l'extradition en transit et l'assistance judiciaire en matière pénale, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Edvard BENEŠ, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Son Excellence M. Hendrik MULLER VAN WERENDYCKE, docteur ès sciences, docteur en droit *honoris causa*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

CHAPITRE PREMIER

EXTRADITION DES MALFAITEURS.

Article premier.

**Dispositions
générales.**

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, suivant les règles déterminées par les articles suivants, les individus condamnés ou prévenus à raison d'un des faits énumérés à l'article 2, commis hors du territoire de l'Etat auquel l'extradition est demandée, si le fait commis, selon la législation relative de l'Etat requis, est compris également dans les faits punissables énumérés ci-après, à l'exception des contraventions. Néanmoins, lorsque le fait motivant le demande d'extradition aura été commis hors du

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 29 avril 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2969. — CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING EXTRADITION AND JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT PRAGUE, DECEMBER 4, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations and by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Convention took place May 19, 1932.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, having agreed to conclude a convention for the extradition of certain offenders, extradition in transit and judicial assistance in criminal matters, have appointed for that purpose as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Edvard BENEŠ, Minister for Foreign Affairs ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

His Excellency M. Hendrik MULLER VAN WERENDYCKE, Doctor of Science, Doctor of Laws honoris causa, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed on the following Articles :

CHAPTER I.

EXTRADITION OF CERTAIN OFFENDERS.

Article I.

The Contracting Parties undertake to surrender to each other, in accordance with the rules laid down in the Articles which follow, all persons who have been convicted of or who are charged with any of the offences enumerated in Article 2 when committed outside the territory of the State from which extradition is requested, provided that, under the laws of the State applied to, the offence, with the exception of minor offences, is also included among punishable acts enumerated hereinafter. Nevertheless, when the

General provisions.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, April 29, 1932.

territoire du gouvernement requérant, il ne sera donné suite à cette demande que si la législation relative du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Les Parties contractantes se réservent le droit de refuser l'extradition de sujets d'un tiers Etat, lorsque cet Etat se trouve en guerre avec l'Etat requérant.

Les Etats contractants ne se livrent dans aucun cas leurs propres nationaux.

Article 2.

Délits pour
lesquels
l'extradition
sera
accordée.

Les faits punissables qui pourront donner lieu à une demande d'extradition, sont les suivants :

1^o a) Attentat contre la vie ou la liberté du Roi, de la Reine régnante, du régent, du président de la République ou d'un autre chef d'un Etat ami, ou entrepris dans le dessein de les rendre incapables de régner ;

b) Attentat contre la vie ou liberté de la Reine non régnante, de l'héritier présomptif du trône ou d'un membre de la famille souveraine ;

2^o Meurtre ou assassinat, meurtre ou assassinat commis sur un enfant ;

3^o Menaces faites par écrit et sous une condition déterminée, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef ;

4^o Avortement, procuré par la femme enceinte ou par d'autres ;

5^o Coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner ;

6^o Viol ; attentat à la pudeur ; le fait d'avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec une fille ou une femme au-dessous de l'âge de quatorze ans, ou avec une femme au-dessus de cet âge, lorsque le coupable sait qu'elle est évanouie ou sans connaissance, actes d'immoralité, lorsque le coupable sait que la personne avec laquelle il les commet, est évanouie ou sans connaissance, ou lorsque cette personne n'a pas atteint l'âge de quatorze ans ; excitation d'une personne au-dessous de cet âge à commettre ou à subir des actes d'immoralité ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers ; la débauche commise par une personne d'âge majeure avec un mineur du même sexe ; la débauche commise avec des personnes qui sont placées sous la garde ou sous l'autorité de l'auteur, la traite des femmes et la traite des mineurs du sexe masculin ;

7^o Excitation de mineurs à la débauche et tout acte ayant pour objet de favoriser la débauche de mineurs ;

8^o Bigamie ;

9^o Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant ;

10^o Enlèvement de mineurs ;

11^o Contrefaçon ou falsification de monnaies, de papier-monnaie ou de billets de banque, entreprise dans le dessein d'émettre ou de faire émettre ces monnaies, ce papier-monnaie ou ces billets de banque comme non contrefaits et non altérés, ou mise en circulation de monnaies, de papier-monnaie ou de billets de banque contrefaits ou altérés, lorsqu'elle a lieu à dessein ; l'émission, la détention ou l'introduction de l'étranger de monnaies, de papier-monnaie ou

act which has given rise to the requisition for extradition has been committed outside the territory of the Government making application, the requisition shall only be granted if the laws of the country applied to authorise proceedings in respect of the same offences committed outside its territory.

The Contracting Parties reserve the right to refuse to surrender the subjects of a third State when that State is at war with the State making the application.

In no case shall the Contracting States surrender their own nationals.

Article 2.

The punishable offences which may give rise to a requisition for extradition are the following :

Offences
for which
extradition
shall be
granted.

(1) (a) An offence committed or attempted against the life or liberty of the King, the Queen Regnant, the Regent, the President of the Republic or another Head of a friendly State, or undertaken with the object of rendering them incapable of governing ;

(b) An offence committed or attempted against the life or liberty of the Queen, non-regnant, the heir presumptive to the throne or a member of the royal family ;

(2) Wilful homicide or murder, wilful homicide or murder of a child ;

(3) Threats made in writing and laying down definite conditions, in so far as the laws of the two countries allow extradition on this ground ;

(4) Abortion procured by the pregnant woman or by other persons ;

(5) Blows dealt or wounds inflicted maliciously and with premeditation, causing an apparently incurable disease, permanent incapacity for personal work, the loss of the complete use of an organ, serious mutilation or unintended death ;

(6) Rape ; indecent assault ; extra-conjugal sexual relations with a girl or married woman under fourteen years of age or with a woman over that age when, to the knowledge of the offender, she has fainted or is unconscious, immoral acts when, to the knowledge of the offender, the person with whom he commits such acts has fainted or is unconscious or when the said person has not reached the age of fourteen ; incitement of a person under that age to commit immorality or to allow immoral acts to be committed upon his or her person or to have extra-conjugal sexual relations with a third party ; immoral acts committed by a person of full age with a person under age of the same sex ; immoral acts committed with persons placed under the care or authority of the person committing such acts, traffic in women and traffic in minors of the male sex ;

(7) Incitement of minors to immorality and any act intended to encourage the corruption of minors ;

(8) Bigamy ;

(9) Abduction, receiving, removal, replacing or substitution of a child ;

(10) Abduction of minors ;

(11) Counterfeiting or altering coinage, paper currency or bank notes undertaken with the intention of uttering or causing to be uttered such coinage, paper currency or bank notes as genuine and unaltered, or wilfully uttering counterfeit or altered coinage, paper currency or bank notes ; the uttering, possession or introduction from abroad of coinage, paper currency or bank notes with the intention of putting them into circulation as being neither forged nor

de billets de banque, dans le dessein de les mettre en circulation comme n'étant ni faux, ni falsifiés, soit que l'auteur avait fait lui-même la contrefaçon ou la falsification, soit qu'il savait, au moment où il les a reçus, qu'ils étaient faux ou falsifiés ;

12° Contrefaçon ou falsification de timbres et de marques de l'Etat ou de timbres, qui y sont assimilés à cet égard, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef ;

13° Faux en écriture et usage fait à dessein de l'écriture fausse ou falsifiée ;

14° Faux serment ;

15° Corruption de fonctionnaires publics, concussion, détournement commis par les fonctionnaires ou par ceux qui sont considérés comme tels ;

16° Incendie allumé à dessein, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui ; incendie allumé dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal au détriment de l'assureur ou du porteur légal d'un contrat à la grosse ;

17° Destruction illégale commise à dessein d'un édifice appartenant en tout ou en partie à un autre ou d'un édifice ou d'une construction, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui ;

18° Actes de violence commis en public, à forces réunies, contre des personnes ou des biens ;

19° Le fait illégal commis à dessein de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui ;

20° Emeute et insubordination des passagers à bord d'un navire contre le capitaine et des gens de l'équipage contre leurs supérieurs ;

21° Le fait commis à dessein d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer ;

22° Vol ;

23° Escroquerie ;

24° Abus d'un blanc-seing ;

25° Détournement ;

26° Banqueroute frauduleuse.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité.

Article 3.

L'extradition n'aura pas lieu :

1° Aussi longtemps que l'individu réclamé est poursuivi pour le même fait dans le pays, auquel l'extradition est demandée, ou si, à raison de ce fait, il y a été définitivement condamné, absous, acquitté ou gracié ;

2° Si, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée, la prescription de l'action ou de la peine est acquise avant l'arrestation de l'individu réclamé, ou, l'arrestation n'ayant pas encore eu lieu, avant qu'il n'ait été cité devant le tribunal pour être entendu ;

3° Si la poursuite est réservée d'après la législation relative de l'Etat requis à ses propres tribunaux, pourvu que la poursuite y ait lieu dans un délai d'un an à partir du moment où l'Etat requis a été saisi de la demande d'extradition.

Les infractions pour lesquelles l'extradition ne pourra pas être accordée.

altered whether the offender counterfeited or altered them himself or knew at the time when he received them that they were forged or altered ;

(12) Counterfeiting or altering of State seals, and marks or stamps regarded as being such, provided the laws of the two countries allow extradition on this ground ;

(13) Forgery of documents and deliberate use of forged or altered documents ;

(14) Perjury ;

(15) Corruption of public officials, extortion, embezzlement by officials or persons regarded as such ;

(16) Maliciously lighting a fire which may endanger property or human life ; arson with intent to procure for the offender or some other person an unlawful profit to the detriment of the insurer or the legal holder of a bottomry contract ;

(17) Illegal and malicious destruction of a building belonging wholly or partly to another person or of a building or construction when the said act may endanger property or human life ;

(18) Joint acts of violence committed in public against persons or property ;

(19) An illegal act committed with the intention of sinking, stranding or destroying a vessel or rendering it unfit for use or damaging it, when the said act may endanger human life ;

(20) Mutiny of the passengers on board a vessel against, or refusal to obey, the captain and mutiny of the crew against, or refusal to obey, their officers ;

(21) Maliciously endangering a railway train ;

(22) Larceny ;

(23) Swindling ;

(24) Misuse of a signed but incomplete document ;

(25) Embezzlement ;

(26) Fraudulent bankruptcy.

Included in the above are attempts to commit the foregoing offences and participation therein.

Article 3.

Extradition shall not take place :

(1) So long as proceedings against the person applied for are being taken for the same offence in the country from which extradition is requested, or if the person in question has been finally convicted, discharged, acquitted or pardoned in that country in respect of the said offence ;

(2) If, under the laws of the country from which extradition is requested immunity from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time before the person claimed is arrested or, if the arrest has not yet taken place before he is called before the court to be heard ;

(3) If, under the law of the State applied to, the right to take proceedings is reserved for its own Courts, provided that the proceedings take place therein within one year from the date on which the State applied to received the requisition for extradition.

Offences
for which
extradition
may not
be granted

Article 4.

**Ajourne-
ment de la
remise des
personnes
extradées ;
le remise
temporaire.**

Si l'individu réclamé est poursuivi ou subit une peine pour une infraction autre que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition ne sera accordée qu'après la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est demandée, et, en cas de condamnation, qu'après qu'il aura subi sa peine ou qu'il aura été gracié. Toutefois, afin de comparaître devant les tribunaux du pays requérant, un individu réclamé pourra être livré temporairement à la condition qu'il sera renvoyé aussitôt que la poursuite sera finie.

Article 5.

**Limites du
droit de
l'extra-
dition.**

Il est expressément stipulé que l'individu extradé ne pourra être ni poursuivi ni puni, dans le pays auquel l'extradition a été accordée, pour un fait punissable quelconque non prévu par la présente convention et antérieur à son extradition, et sans le consentement de celui qui a accordé l'extradition, ni poursuivi ni puni pour un fait prévu par la présente convention et antérieur à son extradition autre que celui ayant motivé l'extradition, ni extradé à un Etat tiers, à moins qu'il n'ait eu en tout cas la pleine liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié.

Les individus condamnés pour des faits auxquels, d'après la législation de l'Etat requérant, est applicable la peine de mort, ne seront extradés qu'à la condition que ladite peine ne leur sera pas infligée.

Article 6.

**Délits
politiques
et
connexes.**

Aucune personne ne sera livrée si le délit pour lequel l'extradition est demandée, est considéré par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit.

Article 7.

**Demande
d'extra-
dition.**

L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, délivré dans les formes prescrites par la législation relative de l'Etat qui fait la demande, et indiquant suffisamment le fait dont il s'agit ainsi que la date et le lieu où l'infraction a été commise, pour mettre l'Etat requis à même de juger s'il constitue, d'après sa législation, un cas prévu par la présente convention, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable. Dans la mesure du possible, il y sera joint le signalement de la personne réclamée, sa photographie et d'autres données pouvant servir à établir son identité.

Article 8.

**Explications
complémentaires.**

Lorsqu'il y a doute sur la question de savoir si la demande d'extradition est de nature à être accordée d'après la présente convention, des explications pourront être demandées à l'Etat requérant, et la décision pourra être ajournée jusqu'à ce que des explications aient été fournies qui dissipent ce doute.

Article 4.

If the person claimed is being proceeded against or is under punishment for an offence other than that which gave rise to the requisition for extradition, his extradition shall only be granted after the proceedings are concluded in the country from which extradition is requested and, in the event of his conviction, after he has served his sentence or he has been pardoned. Nevertheless, a person who is claimed may be delivered up temporarily in order that he may appear before the Courts of the country making application, on condition that he be sent back as soon as the proceedings are concluded.

Postponement of the handing over of persons : who have been surrendered ; temporary handing over.

Article 5.

It is expressly laid down that a person who has been surrendered may not be proceeded against or punished in the State to which extradition has been granted for any punishable offence whatsoever not provided for in the present Convention and prior to his extradition and, failing the consent of the country granting extradition, he may not be proceeded against or punished for an act provided for in the present Convention, and prior to his extradition, other than that which led to the extradition ; nor may he be surrendered to a third country unless in all cases he has had full freedom to leave the above-mentioned country during one month after his trial and, should he be convicted, one month after he has served his sentence or has been pardoned.

Limits to the right of extradition.

Persons convicted of offences which, under the laws of the State making application, are punishable by death shall only be surrendered if the said penalty will not be inflicted upon him.

Article 6.

No person shall be surrendered if the offence for which extradition is requested is regarded by the Party applied to as a political offence or an act connected with a political offence.

Political offences and offences connected therewith.

Article 7.

Extradition shall be applied for through the diplomatic channel and shall only be granted on production of the original or a certified copy either of a sentence of condemnation or of an indictment or an order sending the accused before the criminal judicial authorities along with a warrant of arrest, issued in the manner laid down in the relevant enactments of the State making the requisition and giving particulars with regard to the act in question and the date and place of the offence sufficient to enable the State to which application is made to decide whether, under its laws, the case in question comes under the present Convention, and also the penal provisions applicable thereto. Whenever possible a description of the person claimed shall be given, with a photograph and other particulars which may help to establish his identity.

Requisition for extradition.

Article 8.

If there is any doubt whether the requisition for extradition is such that it should be granted under the present Convention, the applicant State may be asked to furnish explanations and the decision may be postponed until the explanations furnished are of a nature to dispel such doubts.

Additional explanations.

L'individu arrêté pourra être libéré si ces explications n'ont pas été données à l'Etat requis dans le délai raisonnable qu'il a fixé. Ce délai pourra, sur demande motivée, être prolongé.

En aucun cas, l'Etat requérant ne pourra être tenu à produire la preuve de la culpabilité de l'individu réclamé.

Article 9.

Arrestation provisoire

En attendant la demande d'extradition par la voie diplomatique, l'arrestation provisoire de l'individu, dont l'extradition peut être requise aux termes de la présente convention, pourra être demandée :

Du côté de la République tchécoslovaque par les tribunaux, les parquets, les autorités pour la sécurité publique et les chefs de maisons de réclusion ;

Du côté des Pays-Bas par tout officier de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire).

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

Article 10.

L'étranger arrêté provisoirement aux termes de l'article précédent pourra, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif que celui de la demande d'extradition, être mis en liberté si, dans le délai de vingt jours à compter du jour où l'arrestation provisoire a eu lieu, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents prescrits par la présente convention, n'a pas été faite.

Article 11.

Demande d'extradition présentée par plusieurs Etats.

Si l'individu dont l'extradition est demandée, en vertu des dispositions de la présente convention, par l'une des Parties contractantes, est en même temps réclamé par un ou plusieurs autres Etats, il appartiendra à l'Etat requis de décider auquel des Etats requérants sera donné la préférence. Si l'Etat, dont l'individu réclamé est ressortissant ou si l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise, ne se trouve pas parmi les Etats requérants, l'Etat requis pourra l'informer des réclamations faites par les autres Etats en leur fixant un délai raisonnable pour faire connaître s'ils entendent également demander l'extradition.

Article 12.

Délai d'exécution de l'extradition.

Si l'extradition a été accordée, l'Etat requérant sera tenu de se faire délivrer l'individu réclamé dans un délai de soixante jours à compter du jour où son représentant diplomatique dans l'Etat requis aura reçu l'avis constatant que l'extradition peut être effectuée immédiatement.

Passé ce délai l'individu pourra être mis en liberté.

Article 13.

Extradition en transit.

Le transit, à travers le territoire de l'un des Etats contractants, d'un individu livré par une tierce Puissance à l'autre Partie et n'appartenant pas au pays du transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des

The person who has been arrested may be set at liberty if these explanations have not been given to the State applied to within the reasonable period which it has fixed. This period may be extended if a request is made for the purpose, accompanied by a statement of the reasons on which it is based.

In no case shall the applicant State be obliged to produce proof of the guilt of the person whose extradition is requested.

Article 9.

Pending transmission of the requisition for extradition through the diplomatic channel, the provisional arrest of a person whose extradition may be required under the present Convention may be applied for :

**Provisional
arrest.**

In the case of the Czechoslovak Republic, by the Courts, Public Prosecutor's offices, authorities responsible for public security and Governors of prisons ;

In the case of the Netherlands, by any law officer or any examining magistrate (judicial commissioner).

Provisional arrest shall take place in the form and in accordance with the regulations established by the laws of the State applied to.

Article 10.

An alien provisionally arrested under the terms of the previous Article may, unless he has to be kept under arrest for a reason other than the request for extradition, be set free if, within twenty days from the date on which he was provisionally arrested, the requisition for extradition has not been submitted through the diplomatic channel and the documents provided for in the present Convention have not been handed over.

Article 11.

Should the person whose extradition is requested under the provisions of the present Convention by one of the Contracting Parties be claimed at the same time by one or more other States, the State applied to shall decide to which of the States making application preference shall be given. If the State of which the person claimed is a national or the State in whose territory the offence has been committed is not among the States making application, the State applied to may inform it of the demands of the other States and shall fix a reasonable period within which they should announce whether they also intend to apply for extradition.

**Requisition
for extra-
dition
submitted
by more
than one
State.**

Article 12.

If extradition has been granted the State making application shall be obliged to cause the person claimed to be surrendered to it within sixty days from the date on which its diplomatic representative in the State applied to has received notice to the effect that extradition can be carried out immediately.

**Period
within
which
extradition
must take
place**

On the expiry of this period the person in question may be set free.

Article 13.

The conveyance in transit through the territory of either Contracting State of a person surrendered by a third Power to the other Party and not being a national of the country through which he passes in transit shall be granted merely on the production of the original or an authenticated copy of one of the procedure documents mentioned in Article 7, provided that the act which led to extradition is covered by the present

**Extradition
in transit.**

articles 3 et 6, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Article 14.

**Extradition
des objets à
conviction.**

Les objets à conviction saisis en la possession de l'individu réclamé seront livrés à l'Etat réquérant, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise.

CHAPITRE II

ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE.

Article 15.

**Dispositions
générales.**

En matière pénale, les Parties contractantes se prêteront réciproquement, sur demande faite par voie diplomatique dans les limites légales, assistance judiciaire. Elles feront notamment signifier les actes de procédure pénale à des personnes se trouvant sur leur territoire, procéderont aux actes d'instruction tels que l'audition des témoins et des experts et la constatation judiciaire, et elles se prêteront réciproquement les actes judiciaires et les pièces à conviction sous l'obligation de les renvoyer dans le plus bref délai possible.

Il sera donné suite à la demande d'assistance judiciaire en matière pénale en observant les lois de l'Etat sur le territoire duquel l'acte d'instruction demandé doit avoir lieu. Néanmoins, sur demande expresse de l'autorité requérante, on pourra appliquer une forme spéciale, à condition qu'elle ne soit pas interdite par les lois de l'Etat requis. Les procès-verbaux y relatifs ne seront pas traduits dans la langue officielle de l'Etat réquérant.

L'assistance judiciaire en matière pénale peut être refusée dans les cas où, d'après les dispositions des articles 2, 3 et 6 de la présente convention, il n'y aurait pas obligation d'accorder l'extradition de la personne poursuivie.

Article 16.

**Audition
des témoins
et des
experts.**

Lorsque, dans la poursuite d'une cause pénale non politique, un des gouvernements jugera nécessaire l'audition des témoins et des experts se trouvant dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays où les témoins ou les experts seront invités à comparaître. En cas d'urgence, toutefois, une commission rogatoire pourra être directement adressée par l'autorité judiciaire dans l'un des Etats à l'autorité judiciaire dans l'autre Etat.

Article 17.

**Citation et
comparution
des person-
nes de
l'autre Etat
contractant.**

Si dans une cause pénale non politique la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite et, en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le gouvernement réquérant estimera devoir allouer au témoin ou à l'expert une plus forte indemnité.

Convention and does not come under the provisions of Articles 3 and 6, and that, as regards escort, the person is conveyed with the assistance of officials of the country which has authorised transit across its territory.

Article 14.

Articles that may serve as proof of the crime found in the possession of the person claimed shall be handed over to the State making application should the competent authority of the State applied to require this to be done.

Handing over of articles that may serve as proof of the crime.

CHAPTER II.

JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS.

Article 15.

In criminal matters the Contracting Parties shall afford each other judicial assistance, so far as their legislation allows, when an application for the same is made through the diplomatic channel. They shall more particularly provide for the serving of writs in connection with penal proceedings on persons who are within their territories, they shall institute judicial investigations, such as the hearing of witnesses and experts and the taking of affidavits, and they shall transmit to each other legal documents and articles that may serve as proof of the crime, provided they return the same as soon as possible.

General provisions.

When effect is given to a request for judicial assistance in criminal matters, the laws of the State in whose territory the legal investigation demanded is to take place shall be observed. Nevertheless, on the express desire of the authority making application a special form of procedure may be used, on condition that it is not forbidden by the laws of the State applied to. The records relating thereto shall not be translated into the official language of the State making the application.

Judicial assistance in criminal matters may be refused when, under the provisions of Articles 2, 3 and 6 of the present Convention, there is no obligation to grant the extradition of the person against whom proceedings have been instituted.

Article 16.

If in a criminal case of a non-political character, either Government thinks it necessary that witnesses and experts should be heard who are in the territory of the other State, a "commission rogatoire" shall be transmitted for that purpose through the diplomatic channel and shall be executed in accordance with the laws of the country in which the witnesses or experts are called upon to appear. Nevertheless, if the matter is urgent, a "commission rogatoire" may be forwarded direct by the judicial authority in one State to the judicial authority in the other State.

Hearing of witnesses and experts.

Article 17.

Should it be necessary or desirable in a criminal case of a non-political character to secure the attendance in court of a witness or expert who is in the territory of the other country, his Government shall call upon him to comply with the request made to him, and should he agree to do so, he shall be given travelling and subsistence expenses at the rates and in accordance with the rules in force in the country in which he is to be heard, unless the Government making the request thinks fit to give the witness or expert a higher allowance.

Summoning and attendance in court in one contracting State of persons from the other State.

Aucun témoin ou expert, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminelles antérieures, ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin ou expert.

Cette personne perdra toutefois cet avantage si elle ne quitte pas de son propre gré le territoire de l'Etat requérant dans les trois jours du moment où, d'après la déclaration du Tribunal, sa présence devant les instances judiciaires n'y était plus nécessaire.

Article 18.

Lorsque dans une cause pénale non politique la confrontation de criminels, détenus dans l'autre Etat, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents, qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugé utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces dans le plus bref délai possible.

Article 19.

Communi-
cation des
sentences
des condam-
nations
et des
casiers
judiciaires.

Les deux gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, et sans restitution de frais, toutes les sentences de condamnations ayant obtenu force de chose jugée, par rapport à des faits punissables de toute sorte, à l'exception des contraventions, prononcées par la Justice d'un des deux Etats contre des ressortissants de l'autre Etat.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par la voie diplomatique, au gouvernement du pays, auquel appartient le condamné, d'une expédition authentique ou d'un extrait de la décision définitive ou d'un extrait de casier judiciaire.

Article 20.

Frais
d'assistance
judiciaire en
matière
pénale.

Les gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour la restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourraient résulter dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires (non compris les frais des experts), du transport et du renvoi des criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Font exception les indemnités pour les expertises de toute nature, de même que les frais occasionnés par le transit, ainsi que les frais qui pourraient résulter de la demande d'emploi d'une forme spéciale de la procédure conformément à l'article 15 de la présente convention.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du gouvernement requérant, aux frais duquel il sera embarqué.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES.

Article 21.

Langue à
employer.

Les documents produits dans les affaires visées par la présente convention seront rédigés dans la langue française ou accompagnés d'une traduction officielle dans cette langue.

No witness or expert, whatever his nationality, who is summoned in one of the two countries and voluntarily attends in the courts of the other country may be prosecuted or detained in the territory of the latter for previous criminal offences or convictions or on the ground of complicity in the offence which is the subject of the case in which he is to appear as a witness or expert.

Such persons shall, however, forfeit the above privilege should they fail of their own free will to leave the territory of the applicant State within three days from the date on which the court has declared that their attendance in court has ceased to be necessary.

Article 18.

Should it be considered desirable or necessary in a criminal case of a non-political character to obtain the personal attendance of offenders under detention in the other State, or the communication of articles serving as proof of the crime or documents which are in the hands of the authorities of the other country, a request for the purpose shall be made through the diplomatic channel and, unless special circumstances render such a course undesirable, it shall be complied with, subject to the obligation to return the offenders and the articles and documents in question as soon as possible.

Article 19.

The two Governments undertake to communicate to each other and without repayment of costs all sentences having force of *res judicata* relating to punishable offences of all kinds, with the exception of minor offences, passed by the judicial authorities of either State on nationals of the other State.

**Communi-
cation of
convictions
and criminal
records.**

This communication shall be made by forwarding through the diplomatic channel to the Government of the country to which the person convicted belongs, a certified copy of or extract from the definitive sentence or an extract from the criminal records.

Article 20.

The two Governments undertake not to claim from each other repayment of the costs of maintenance, transport, etc., incurred within their respective territories as a result of the extradition of persons charged, accused or convicted, or the costs resulting from the execution of "commissions rogatoires" (not including expenses of experts), the conveyance and return of criminals to be heard in person, and the forwarding and return of articles that may serve as proof of the crime, or of documents.

**Expenses of
judicial
Assistance
in criminal
matters.**

Nevertheless, an exception shall be made in respect of fees for expert opinions of any kind and costs of conveyance in transit, together with any costs resulting from a request for the use of a special form of procedure in accordance with Article 15 of the present Convention.

Should conveyance by sea be considered preferable, the person to be surrendered shall be conveyed to the port indicated by the diplomatic or consular agent of the Government making application and shall be placed on board at the expense of the said Government.

CHAPTER III.

GENERAL PROVISIONS.

Article 21.

Documents submitted in proceedings under the present Convention shall be drawn up in the French language or accompanied by an official translation in that language.

**Language to
be used.**

Article 22.

Les stipulations de la présente convention seront applicables également aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao, sauf l'observation des dispositions à établir ultérieurement par des notes à échanger entre les deux Etats et dont la nécessité pourrait s'imposer par la législation en vigueur dans ces territoires d'outre-mer.

Les modalités des demandes prévues par la présente convention et émanant des autorités de ces territoires ou adressées à celles-ci, seront également réglées par ces notes. Par dérogation à l'article 10, le délai pour la mise en liberté sera de trois mois.

Article 23.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye dans le délai de deux mois ou plus tôt si faire se peut.

Elle ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après celui de l'échange des ratifications.

Elle ne sera exécutoire dans les territoires du Royaume des Pays-Bas, situés hors de l'Europe, visés à l'article 22, qu'à la date à fixer dans les notes à échanger selon cet article.

Article 24.

Chacune des Parties contractantes pourra en tout temps dénoncer la présente convention, en prévenant l'autre Partie de son intention six mois à l'avance.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition à Prague, le 4 décembre 1931.

(L. S.) Edvard BENEŠ.

(L. S.) Hendrik MULLER.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 3 mai 1932.

Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

A. M. Snouck Hurgronje.

Article 22.

The stipulations of the present Convention shall also apply to the Dutch East Indies, to Surinam and to Curaçao, subject to observance of the provisions which will be established later by notes exchanged between the two States and which may be necessary as a result of the legislation in force in these oversea territories.

Details regarding the requests referred to in the present Convention and coming from the authorities of the said territories or addressed to them, shall also be settled by these notes. Notwithstanding the provision in Article 10 the period for setting at liberty shall be three months.

Article 23.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at The Hague in two months, or sooner if possible.

It shall only come into force on the twentieth day after the date of the exchange of the ratifications.

It shall only come into force in the territories of the Kingdom of the Netherlands situated outside Europe, mentioned in Article 22, on a date to be fixed in the notes which will be exchanged as provided in that Article.

Article 24.

Each Contracting Party may denounce the present Convention at any time by giving six months previous notice to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done, in duplicate, at Prague, December 4, 1931.

(L. S.) Edvard BENEŠ.

(L. S.) Hendrik MULLER.

N° 2970.

BULGARIE ET ITALIE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'abolition de la légalisation des certificats d'origine et des factures commerciales. Sofia, les 19 et 20 mai 1931.

BULGARIA AND ITALY

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of the Legalisation of Certificates of Origin and Commercial Invoices. Sofia, May 19 and 20, 1931.

N° 2970. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BULGARE ET ITALIEN COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ABOLITION DE LA LÉGALISATION DES CERTIFICATS D'ORIGINE ET DES FACTURES COMMERCIALES. SOFIA, LES 19 ET 20 MAI 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 24 mai 1932.

I.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BULGARIE AU MINISTRE D'ITALIE A SOFIA.

N. 330-51. II.

SOFIA, le 19 mai 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal de Bulgarie, désireux de favoriser les relations commerciales entre la Bulgarie et l'Italie, verrait avec plaisir la conclusion avec le Gouvernement royal italien d'un Accord stipulant, à titre de réciprocité, les règles suivantes :

1° Les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises d'une des Parties contractantes destinées à l'autre sont exemptés de la formalité du visa consulaire.

2° Si, dans des cas exceptionnels, il se rend nécessaire d'exiger la légalisation consulaire desdits certificats, les deux gouvernements s'engagent à exempter lesdits certificats, du paiement des droits de légalisation.

3° La même exemption aura lieu lors de la légalisation des factures commerciales pour les cas où une telle légalisation est requise.

4° Le présent arrangement entrera en vigueur à une date qui sera établie par un successif échange de notes.

5° L'arrangement pourra être dénoncé à tout moment et demeurera exécutoire jusqu'au terme d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

Je serais reconnaissant d'être informé si le Gouvernement italien est d'accord sur ce qui précède et je me permets de proposer dans ce cas, que cette note et la réponse que vous voudrez bien me

¹ Entré en vigueur le 15 mai 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2970. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE BULGARIAN AND ITALIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ABOLITION OF THE LEGALISATION OF CERTIFICATES OF ORIGIN AND COMMERCIAL INVOICES. SOFIA, MAY 19 and 20, 1931.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place May 24, 1932.

I.

THE BULGARIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE ITALIAN MINISTER AT SOFIA.

N. 330-51-II.

SOFIA, May 19, 1931.

SIR,

I have the honour to inform you that the Royal Bulgarian Government, being anxious to further the commercial relations between Bulgaria and Italy, would be glad to conclude an agreement with the Royal Italian Government, stipulating the following rules, subject to reciprocity :

(1) Certificates of origin accompanying goods consigned by one of the Contracting Parties to the other shall not require a consular visa.

(2) Should it be necessary, in exceptional cases, to require the consular legalisation of the said certificates, the two Governments undertake to exempt them from the payment of legalisation dues.

(3) The same exemption shall apply to the legalisation of commercial invoices, when such legalisation is required.

(4) The present arrangement shall come into force on a date to be decided by a subsequent exchange of notes.

(5) The arrangement may be denounced at any time and shall remain in force for three months from the day on which it is denounced by either Contracting Party.

I should be glad to know whether the Italian Government accepts the above arrangement, and beg to propose that in that case the present note and the reply which Your Excellency may be

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force May 15, 1932.

faire parvenir au nom du Gouvernement royal soient considérées comme un arrangement passé à ce sujet entre les deux gouvernements.

Ci-joint la liste des autorités bulgares autorisées à délivrer les certificats d'origine.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

BOUROFF.

Les Autorités bulgares autorisées de délivrer les certificats d'origine sont :

- 1^o Les Chambres de commerce et d'industrie.
- 2^o Les autorités vétérinaires, en ce qui concerne les produits crus d'animaux.

Ministero degli Affari Esteri d'Italia.

Per copia conforme :

P. il Capo dell'Ufficio Trattati.

G. De Astis.

II.

LE MINISTRE D'ITALIE A SOFIA AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BULGARIE.

N. 1708.

SOFIA, le 19 mai 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre note d'aujourd'hui vous m'avez fait connaître que le Gouvernement de Bulgarie, désireux de favoriser les relations commerciales entre l'Italie et la Bulgarie, verrait avec plaisir la conclusion d'un accord avec le Gouvernement royal italien stipulant à titre de réciprocité les règles suivantes :

1^o Les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises d'une des Parties contractantes destinées à l'autre sont exemptés de la formalité du visa consulaire.

2^o Si, dans des cas exceptionnels, il se rend nécessaire d'exiger la légalisation consulaire desdits certificats, les deux gouvernements s'engagent à exempter lesdits certificats du paiement des droits de légalisation.

3^o La même exemption aura lieu lors de la légalisation de factures commerciales pour les cas où une telle légalisation est requise.

4^o Le présent arrangement entrera en vigueur à une date qui sera établie par un successif échange de notes.

5^o L'arrangement pourra être dénoncé à tout moment et demeurera exécutoire jusqu'au terme d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

En réponse à ladite note j'ai l'honneur de vous faire part que le Gouvernement royal, également désireux de favoriser les relations commerciales entre l'Italie et la Bulgarie, accepte tout ce qui précède, ainsi que la proposition que votre note d'aujourd'hui et la présente soient considérées comme un arrangement passé à titre de réciprocité entre les deux gouvernements sur la matière qui en forme l'objet.

Ci-joint la liste des autorités italiennes autorisées à délivrer les certificats d'origine.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

G. CORA.

good enough to send me on behalf of the Royal Government shall be considered as constituting an arrangement made on this subject between the two Governments.

A list of the Bulgarian authorities who are authorised to issue certificates of origin is attached.

I have the honour, etc.

BOUROFF.

The Bulgarian authorities authorised to issue certificates of origin are :

- (1) Chambers of Commerce and Industry ;
- (2) Veterinary authorities, for crude animal products.

II.

THE ITALIAN MINISTER AT SOFIA TO THE BULGARIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

N. 1708.

SOFIA, *May* 19, 1931.

SIR,

In your note of yesterday, you inform me that the Bulgarian Government, being anxious to further the commercial relations between Italy and Bulgaria, would be glad to conclude an agreement with the Royal Italian Government, stipulating the following rules, subject to reciprocity :

(1) Certificates of origin accompanying goods consigned by one of the Contracting Parties to the other shall not require a consular visa.

(2) Should it be necessary, in exceptional cases, to require the consular legalisation of the said certificates, the two Governments undertake to exempt them from the payment of legalisation dues.

(3) The same exemption shall apply to the legalisation of commercial invoices, when such legalisation is required.

(4) The present arrangement shall come into force on a date to be decided by a subsequent exchange of notes.

(5) The arrangement may be denounced at any time and shall remain in force for three months from the day on which it is denounced by either Contracting Party.

In reply to your note, I have the honour to inform you that the Royal Government, being equally anxious to further the commercial relations between Italy and Bulgaria, accepts the above arrangement, together with the proposal that your note of yesterday and the present letter should be considered as constituting a reciprocal arrangement made on this subject between the two Governments on the matter in question.

A list of the Italian authorities who are authorised to issue certificates of origin is attached.

I have the honour, etc.

G. CORA.

Autorités italiennes autorisées à délivrer les certificats d'origine :

1. *Dans le Royaume :*

- a) les Bureaux de douane ;
- b) les Conseils et bureaux provinciaux de l'Economie nationale.

2. *Dans les Colonies et Possessions :*

- a) Les Autorités de Douane ;
- b) Les Chambres de Commerce (seulement pour le territoire de la Cyrénaïque).

Ministero degli Affari Esteri d'Italia.

Per copia conforme :

P. il Capo dell'Ufficio Trattati.

G. De Astis.

III.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BULGARIE AU MINISTRE D'ITALIE A SOFIA.

N. 331-51-II.

SOFIA, le 20 mai 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à l'accord intervenu entre la Bulgarie et l'Italie par échange de notes en date du 19 mai a. c. pour régler sur la base de réciprocité, la matière de la légalisation consulaire des certificats d'origine et des factures commerciales destinés à accompagner les marchandises dirigées par un des deux pays à l'autre, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon gouvernement accepte la proposition du Gouvernement royal d'Italie à ce que ledit accord ait plein effet également pour ce qui concerne les certificats d'origine et les factures commerciales destinés à accompagner les marchandises dirigées dans les Colonies et Possessions italiennes et les marchandises des Colonies et Possessions italiennes dirigées en Bulgarie.

Il est bien entendu que les dispositions visées aux paragraphes 2 et 3 du même accord, concernant les certificats d'origine et les factures commerciales accompagnant les marchandises des Colonies et Possessions italiennes dirigées en Bulgarie, ne seront applicables qu'à partir du moment où dans les Colonies et Possessions susdites seront institués des bureaux consulaires bulgares.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

BOUROFF.

Ministero degli Affari Esteri d'Italia.

Per copia conforme :

P. il Capo dell'Ufficio Trattati.

G. De Astis.

IV.

LE MINISTRE D'ITALIE A SOFIA AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BULGARIE.

N. 1710.

SOFIA, le 20 mai 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à l'accord intervenu entre l'Italie et la Bulgarie par échange de notes en date du 20 mai a. c. pour régler, sur la base de réciprocité, la matière de la légalisation consulaire des certi-

Italian authorities authorised to issue certificates of origin :

1. In the Kingdom :
 - (a) Customs Offices ;
 - (b) Provincial Councils and Offices of the National Economic Service.
2. In the Colonies and Possessions :
 - (a) Customs authorities ;
 - (b) Chambers of Commerce (for the territory of Cyrenaica only).

III.

THE BULGARIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE ITALIAN MINISTER AT SOFIA.

N. 331-5-II.

SOFIA, *May 20, 1931.*

SIR,

With reference to the agreement concluded between Bulgaria and Italy by an exchange of notes dated May 19, 1931, for the settlement on the basis of reciprocity of the question of the consular legalisation of certificates of origin and commercial invoices accompanying goods consigned by one of the two countries to the other, I have the honour to inform Your Excellency that my Government accepts the proposal of the Royal Italian Government that the said agreement shall also have full effect in respect of certificates of origin and commercial invoices accompanying goods consigned to the Italian Colonies and Possessions and goods consigned from the Italian Colonies and Possessions to Bulgaria.

It is understood that paragraphs 2 and 3 of the said agreement, in respect of certificates of origin and commercial invoices accompanying goods consigned by the Italian Colonies and Possessions to Bulgaria shall only be applicable from the moment when Bulgarian consular offices have been set up in the said Colonies and Possessions.

I have the honour, etc.

(Signed) BOUROFF.

IV.

THE ITALIAN MINISTER AT SOFIA TO THE BULGARIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

N. 1710.

SOFIA, *May 20, 1931.*

SIR,

With reference to the agreement concluded between Italy and Bulgaria by an exchange of notes dated May 20, 1931, for the settlement on the basis of reciprocity of the question of the

ficats d'origine et des factures commerciales destinées à accompagner les marchandises dirigées par un des deux pays à l'autre, j'ai l'honneur de proposer, au nom de mon gouvernement, que ledit accord ait plein effet également pour ce qui concerne les certificats d'origine et les factures commerciales destinés à accompagner les marchandises bulgares dirigées dans les colonies et possessions italiennes et les marchandises des Colonies et Possessions italiennes dirigées en Bulgarie.

Il devrait être toutefois entendu que les dispositions visées aux paragraphes 2 et 3 du même accord, concernant les certificats d'origine et les factures commerciales accompagnant les marchandises des colonies et possessions italiennes dirigées en Bulgarie, ne seront applicables qu'à partir du moment où dans les Colonies et Possessions susdites seront institués des bureaux consulaires bulgares.

Je prie Votre Excellence de vouloir me faire connaître si Votre Gouvernement accepte la proposition formulée dans la présente.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

G. CORA.

Ministero degli Affari Esteri d'Italia.

Per copia conforme :

P. il Capo dell'Ufficio Trattati.

G. De Astis.

consular legalisation of certificates of origin and commercial invoices accompanying goods consigned by one of the two countries to the other, I have the honour to propose, on behalf of my Government, that the said agreement shall also have full effect in respect of the certificates of origin and commercial invoices accompanying Bulgarian goods consigned to the Italian Colonies and Possessions and goods consigned by the Italian Colonies and Possessions to Bulgaria.

It should, however, be understood that paragraphs 2 and 3 of the said agreement, in respect of certificates of origin and commercial invoices accompanying goods consigned by the Italian Colonies and Possessions to Bulgaria shall only be applicable from the moment when Bulgarian consular offices have been set up in the said Colonies and Possessions.

I should be glad if Your Excellency would inform me whether your Government accepts the proposal contained in this note.

I have the honour, etc.

G. CORA.

N° 2971.

BULGARIE ET ITALIE

Echange de notes comportant un
arrangement commercial provisoire.
Sofia, le 20 mai 1931.

BULGARIA AND ITALY

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Sofia, May 20, 1931.

N° 2971. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BULGARE ET ITALIEN COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE. SOFIA, LE 20 MAI 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 24 mai 1932.

I.

LE MINISTRE D'ITALIE A SOFIA AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BULGARIE.

N. 1709.

SOFIA, le 20 mai 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que mon gouvernement, désireux de favoriser les échanges de produits entre la Bulgarie et les Colonies et possessions italiennes, propose que, jusqu'à la conclusion d'un pacte qui vient à régler en voie stable les rapports commerciaux entre l'Italie et la Bulgarie, les échanges susdits viennent à s'effectuer sur la base du réciproque traitement de la nation la plus favorisée.

A telle fin je suis prêt à déclarer à Votre Excellence, au nom de mon gouvernement, que les produits originaires et en provenance de la Bulgarie seront admis, à partir de la date de la présente à l'importation dans les colonies et possessions italiennes au bénéfice du traitement douanier le plus favorable que les colonies et possessions accordent ou accorderont à l'avenir aux produits originaires et en provenance du pays étranger le plus favorisé.

Toutefois, pareil traitement ne donnera pas droit à la Bulgarie d'invoquer les faveurs spéciales qui, en matière de tarif douanier, sont réservées ou pourront être réservées aux produits de la métropole et des colonies et possessions, ni les avantages spéciaux que les colonies et possessions italiennes concèdent ou entendent concéder à l'avenir aux marchandises provenant d'un Pays limitrophe à titre de trafic de frontière, comme non plus les faveurs spéciales que le Gouvernement des Iles italiennes de la Mer Egée, pour faciliter le trafic entre les îles mêmes et la côte turque de l'Anatolie, puisse accorder à l'importation des produits provenant de la susdite zone et destinés à être consommés dans les îles susmentionnées.

Je prie maintenant Votre Excellence de vouloir me faire connaître si le Gouvernement bulgare accepte la proposition de mon gouvernement.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Ministero degli Affari Esteri d'Italia.

G. CORA.

Per copia conforme :

P. il Capo dell'Ufficio Trattati.

G. De Astis.

¹ Entré en vigueur le 15 mai 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2971. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE BULGARIAN AND ITALIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. SOFIA, MAY 20, 1931.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place May 24, 1932.

I.

THE ITALIAN MINISTER AT SOFIA TO THE BULGARIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

N. 1709.

SOFIA, *May* 20, 1931.

SIR,

I have the honour to inform your Excellency that my Government, desirous of promoting trade between Bulgaria and the Italian Colonies and Possessions, proposes that, pending the conclusion of an agreement permanently regulating the commercial relations between Italy and Bulgaria, the said trade shall be conducted on the basis of reciprocal most-favoured-nation treatment.

For this purpose, I am prepared to declare, on behalf of my Government, that products originating in and coming from Bulgaria imported into the Italian Colonies and Possessions shall enjoy the benefit of the most favourable Customs treatment which the Colonies and Possessions accord or may hereafter accord to products originating in and coming from the most favoured foreign country.

This treatment, however, shall not entitle Bulgaria to claim the special Customs benefits which are or may hereafter be reserved to the products of the home country or the Colonies and Possessions, nor the special benefits which the Italian Colonies and Possessions concede or intend hereafter to concede to products coming from a neighbouring country by way of frontier traffic. Nor shall it entitle Bulgaria to claim the special benefits which the Government of the Italian islands in the Aegean Sea may accord to products imported from the said area for consumption in the above-mentioned islands, for the purpose of furthering trade between these islands and the Turkish coast of Anatolia.

I would now ask your Excellency to be good enough to inform me whether the Bulgarian Government accepts my Government's proposal.

I have the honour, etc.

G. CORA.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force May 15, 1932.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BULGARIE AU MINISTRE D'ITALIE A SOFIA.

N. 332-51-II.

SOFIA, le 20 mai 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note en date d'aujourd'hui, Votre Excellence a bien voulu me communiquer, au nom du Gouvernement italien, ce qui suit :

« J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que mon gouvernement, désireux de favoriser les échanges de produits entre la Bulgarie et les Colonies et possessions italiennes, propose que, jusqu'à la conclusion d'un pacte qui vient régler en voie stable les rapports commerciaux entre l'Italie et la Bulgarie, les échanges susdits viennent à s'effectuer sur la base du traitement réciproque de la nation la plus favorisée.

» A telle fin je suis prêt à déclarer à Votre Excellence, au nom de mon gouvernement, que les produits originaires et en provenance de la Bulgarie seront admis, à partir de la date de la présente, à l'importation dans les colonies et possessions italiennes au bénéfice du traitement douanier le plus favorable que les colonies et possessions accordent ou accorderont à l'avenir aux produits originaires et en provenance du pays étranger le plus favorisé. Toutefois, pareil traitement ne donnera pas droit à la Bulgarie d'invoquer les faveurs spéciales qui, en matière de tarif douanier, sont réservées ou pourront être réservées aux produits de la Mère Patrie et de ses colonies et possessions, ni les avantages spéciaux que les colonies et possessions italiennes concèdent ou entendent concéder à l'avenir aux marchandises provenant d'un pays limitrophe à titre de trafic de frontière, comme non plus les faveurs spéciales que le gouvernement des Iles italiennes de la Mer Egée, pour faciliter le trafic entre les îles mêmes et la côte turque de l'Anatolie, puisse accorder à l'importation des produits provenant de la susdite zone et destinés à être consommés dans les îles susmentionnées. »

En prenant acte de la communication que vous venez de me faire, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que mon gouvernement accepte volontiers la proposition du Gouvernement italien et à telle fin déclare qu'à partir de la date de la présente et jusqu'à la conclusion d'un pacte définitif de commerce italo-bulgare, il est prêt à consentir à ce que les produits originaires et en provenance des colonies et possessions italiennes soient admis à l'importation en Bulgarie au bénéfice du traitement douanier le plus favorable que la Bulgarie accorde ou accordera à l'avenir aux produits originaires et en provenance du pays étranger le plus favorisé.

Toutefois, il reste entendu que pareil traitement ne donnera pas droit aux colonies et possessions italiennes d'invoquer les avantages spéciaux que la Bulgarie concède ou entend concéder à l'avenir aux marchandises d'un pays limitrophe, à titre de trafic de frontière, ou à celles d'un tiers pays qui soit lié à elle par une union douanière.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

BOUROFF.

Ministero degli Affari Esteri d'Italia.

Per copia conforme :

P. il Capo dell'Ufficio Trattati.

G. De Astis.

II.

THE BULGARIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE ITALIAN MINISTER AT SOFIA.

N. 332-51-II.

SOFIA, *May 20, 1931.*

SIR,

In a note of to-day's date, your Excellency was good enough, on behalf of the Italian Government, to make the following communication :

" I have the honour to inform your Excellency that my Government, desirous of promoting trade between Bulgaria and the Italian Colonies and Possessions, proposes that pending the conclusion of an agreement permanently regulating the commercial relations between Italy and Bulgaria, the said trade shall be conducted on the basis of reciprocal most-favoured-nation treatment.

" For this purpose, I am prepared to declare, on behalf of my Government, that products originating in and coming from Bulgaria imported into the Italian Colonies and Possessions shall enjoy the benefit of the most favourable Customs treatment which the Colonies and Possessions accord or may hereafter accord to products originating in and coming from the most favoured foreign country. This treatment, however, shall not entitle Bulgaria to claim the special Customs benefits which are or may hereafter be reserved to the products of the home country or the Colonies and Possessions, nor the special benefits which the Italian Colonies and Possessions concede or intend hereafter to concede to products coming from a neighbouring country by way of frontier traffic. Nor shall it entitle Bulgaria to claim the special benefits which the Government of the Italian islands in the Aegean Sea may accord to products imported from the said area for consumption in the above-mentioned islands, for the purpose of furthering trade between these islands and the Turkish coast of Anatolia."

In taking note of your communication, I have the honour to inform your Excellency that my Government willingly accepts the Italian Government's proposal, and to this end declares that as from the date of the present note until the conclusion of a definitive Italo-Bulgarian commercial agreement, it is prepared to agree that products originating in and coming from the Italian Colonies and Possessions shall, on importation into Bulgaria, enjoy the most favourable Customs treatment which Bulgaria accords or may hereafter accord to products originating in and coming from the most favoured foreign country.

It is understood, however, that this treatment shall not entitle the Italian Colonies and Possessions to claim the special benefits which Bulgaria concedes or may hereafter concede to products coming from neighbouring countries by way of frontier traffic, or to the products of a third country with which she may be bound by a Customs union.

I have the honour, etc.

BOUROFF.

N° 2972.

**UNION SUD-AFRICAINE
ET SWAZILAND**

Accord en vue de la suppression de la double imposition en ce qui concerne les agriculteurs exerçant leur activité professionnelle à la fois dans l'Union et dans le Swaziland. Signé à Mbabane, le 2 mars 1932, et au Cap, le 16 mars 1932.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND SWAZILAND**

Agreement providing for the Elimination of Double Taxation of Farmers carrying on Business both in the Union and Swaziland. Signed at Mbabane, March 2, 1932, and at Capetown, March 16, 1932.

No. 2972. — AGREEMENT BETWEEN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE SWAZILAND PROTECTORATE PROVIDING FOR THE ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION OF FARMERS CARRYING ON BUSINESS BOTH IN THE UNION AND SWAZILAND. SIGNED AT MBABANE, MARCH 2, AND AT CAPETOWN, MARCH 16, 1932.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de l'Union Sud-Africaine.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 24 mai 1932.*

Whereas it is desirable that an arrangement be arrived at between HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA and THE ADMINISTRATION OF SWAZILAND with a view to eliminating the double taxation of farmers carrying on business both in the Union and Swaziland, while preventing such farmers escaping their just liabilities in either territory ;

Now, therefore, HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION and THE ADMINISTRATION OF SWAZILAND declare that they have agreed and do hereby agree as follows :

1. In respect of the year of assessment ended 30th June, 1931, and all subsequent years, the Collector of Income Tax, Swaziland, will obtain from each farmer carrying on business in both countries whom he considers to be liable for taxation in Swaziland a return of income derived from Swaziland sources and a full statement of the assets employed by the taxpayer in Swaziland in the production of the income.
2. The return and statement of income and assets rendered to the Collector will be forwarded by the Collector to the office of the Commissioner for Inland Revenue for the Union at Pretoria.
3. The return and statement will be collated by the Commissioner for Inland Revenue with the information supplied to him directly by the taxpayer in respect of his farming operations in the Union, and from the collated returns there will be determined by the Commissioner the total income derived by the taxpayer from farming operations in both territories.
4. The total income so determined will be apportioned by the Commissioner as between Swaziland and the Union on the basis of the assets employed by the taxpayer in the production of the income in Swaziland and the Union respectively, in accordance with the provisions of section twelve of the Swaziland Income Tax Proclamation, No. 31 of 1921, and section nineteen of the Union Income Tax Act, No. 40 of 1925.
5. The Commissioner will then certify to the Collector of Income Tax for Swaziland the amount of the taxable income assigned to Swaziland, and the Collector will accept the amount as certified as the basis of the assessment to be raised by him in respect of the farming income covered by the

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2972. — ACCORD ENTRE L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE PROTECTORAT DU SWAZILAND EN VUE DE LA SUPPRESSION DE LA DOUBLE IMPOSITION EN CE QUI CONCERNE LES AGRICULTEURS EXERÇANT LEUR ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE A LA FOIS DANS L'UNION ET DANS LE SWAZILAND. SIGNÉ A MBABANE, LE 2 MARS ET AU CAP, LE 16 MARS 1932.

*English official text communicated by the Minister for External Affairs of the Union of South Africa
The registration of this Agreement took place May 24, 1932.*

Estimant désirable qu'un accord intervienne entre LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS L'UNION SUD-AFRICAINE et L'ADMINISTRATION DU SWAZILAND en vue de supprimer la double imposition des agriculteurs exerçant leur activité professionnelle à la fois dans l'Union et dans le Swaziland, tout en empêchant ces agriculteurs d'échapper à leurs justes obligations dans l'un ou l'autre territoire,

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS L'UNION et L'ADMINISTRATION DU SWAZILAND déclarent qu'ils sont convenus et conviennent par les présentes de ce qui suit :

1. Pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1931 et pour toutes les années ultérieures, le receveur de l'impôt sur le revenu au Swaziland se fera remettre, par tout agriculteur qui exerce son activité dans les deux pays et qu'il estime imposable au Swaziland, un état des revenus provenant de sources situées au Swaziland ainsi qu'un relevé complet des avoirs utilisés par le contribuable au Swaziland pour la production du revenu.

2. L'état et le relevé des revenus et des avoirs remis au receveur seront transmis par lui au bureau du commissaire aux recettes intérieures de l'Union, à Prétoria.

3. L'état et le relevé seront collationnés par le commissaire aux recettes intérieures avec les renseignements qui lui sont fournis directement par le contribuable au sujet de ses opérations agricoles dans l'Union, et, au moyen des relevés collationnés, le commissaire déterminera le total des revenus tirés par le contribuable de ses opérations agricoles sur les deux territoires.

4. Le revenu total ainsi déterminé sera réparti par le commissaire entre le Swaziland et l'Union, sur la base des avoirs utilisés par le contribuable pour la production du revenu dans le Swaziland et l'Union respectivement, conformément aux dispositions de l'article douze de la proclamation N^o 31, de 1921, du Swaziland, relative à l'impôt sur le revenu et de l'article dix-neuf de la loi N^o 40, de 1925, de l'Union, relative à l'impôt sur le revenu.

5. Le commissaire adressera ensuite au receveur de l'impôt sur le revenu du Swaziland un état certifiant le montant du revenu imposable attribué au Swaziland et le receveur acceptera le montant ainsi certifié comme base de l'impôt qu'il devra percevoir pour les revenus agricoles visés par le

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

returns. The assessment to be raised by the Commissioner under the Income Tax Act of the Union will be based upon the balance of the income as assigned by him to Union sources.

6. In determining the local situation of assets employed in the production of the income, flocks and herds which are transferred during the year of assessment from one territory to another will be treated as an asset to be apportioned between the two territories according to the periods for which such flocks and herds were in each territory during the year of assessment.

7. Nothing in this agreement shall be construed as affecting in any way income derived in the respective territories otherwise than from farming operations.

8. It is further agreed that the Commissioner for Inland Revenue for the Union will notify to the Collector of Income Tax for Swaziland any information in respect of income arising out of farming operations in Swaziland which may come to his notice in the course of the assessment of the Union Income Tax, and the Collector of Income Tax for Swaziland will likewise notify to the Commissioner for Inland Revenue for the Union any information in respect of income arising from farming operations in the Union which may come to his notice in the assessment of Swaziland Income Tax.

In witness whereof we, duly authorized thereto, have subscribed to this agreement in duplicate.

On behalf of the Union of South Africa :

H. D. J. BODENSTEIN,
Secretary for External Affairs, Union of South Africa.

CAPETOWN, 16th March, 1932.

On behalf of Swaziland :

T. AINSWORTH DICKSON,
Resident Commissioner, Swaziland.

MBABANE, 2nd March, 1932.

Certified a true copy :

H. D. J. Bodenstein,
Secretary for External Affairs.

relevés. Les impôts à percevoir par le commissaire aux termes de la loi relative à l'impôt sur le revenu de l'Union seront basés sur le solde du revenu attribué par lui à des sources situées dans l'Union.

6. Lors de la détermination de la situation des avoirs employés dans la production du revenu, les troupeaux de gros et de petit bétail transférés d'un des deux territoires dans l'autre au cours de l'année fiscale seront considérés comme un avoir à répartir entre les deux territoires d'après les périodes pendant lesquelles lesdits troupeaux se sont trouvés dans chacun des deux territoires au cours de l'année fiscale.

7. Aucune disposition du présent accord ne sera interprétée comme visant, d'une manière quelconque, les revenus tirés, dans les territoires respectifs, d'une source autre que les opérations agricoles.

8. Il est, en outre, convenu que le commissaire aux recettes intérieures de l'Union notifiera au receveur de l'impôt sur le revenu du Swaziland tous les renseignements relatifs aux revenus provenant d'opérations agricoles au Swaziland, qui viendraient à sa connaissance au cours de la détermination de l'impôt sur le revenu de l'Union et le receveur de l'impôt sur le revenu du Swaziland communiquera également au commissaire aux recettes intérieures de l'Union tous les renseignements relatifs à des revenus provenant d'opérations agricoles dans l'Union, qui viendraient à sa connaissance lors de l'établissement de l'impôt sur le revenu du Swaziland.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord établi en double expédition.

Au nom de l'Union Sud-Africaine :

Le Secrétaire aux Affaires étrangères de l'Union Sud-Africaine,

H. D. J. BODENSTEIN.

LE CAP, le 16 mars 1932.

Au nom du Swaziland :

Le Commissaire résident du Swaziland,

T. AINSWORTH DICKSON.

MBABANE, le 2 mars 1932.

N° 2973.

POLOGNE ET SUÈDE

Convention d'extradition et d'aide
judiciaire en matière pénale, avec
protocole final. Signés à Varsovie,
le 30 août 1930.

POLAND AND SWEDEN

Convention regarding Extradition
and Judicial Assistance in Criminal
Matters, with Final Protocol.
Signed at Warsaw, August 30,
1930.

N^o 2973. — CONVENTION ¹ D'EXTRADITION ET D'AIDE JUDICIAIRE
EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE LA POLOGNE ET LA SUÈDE.
SIGNÉE A VARSOVIE, LE 30 AOUT 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 juin 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, animés du désir de se prêter mutuellement aide judiciaire en matière d'extradition des malfaiteurs et en matière pénale, ont résolu de conclure une convention et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

S. E. M. COSSVA D'ANCKARSVÄRD, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Suède à Varsovie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

S. E. M. Auguste ZALESKI, ministre des Affaires étrangères ; et
S. E. M. Stanislaw CAR, ministre de la Justice ;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leur pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Etats contractants s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, les individus qui se trouvent sur le territoire de l'un d'eux et sont poursuivis ou ont été condamnés par les autorités judiciaires de l'autre Etat pour des faits pouvant entraîner : en Suède, d'après le Code pénal ou la Loi maritime, la peine de la réclusion (*straffarbete*) et en Pologne, d'après la législation en vigueur, ne fût-ce que dans une partie de son territoire, une peine privative de liberté de quelque nature et dénomination que ce soit, de deux ans ou une peine plus grave.

L'extradition des individus condamnés ou poursuivis à raison d'une infraction punissable d'après les lois pénales militaires sera aussi accordée, pourvu que ladite infraction soit de telle nature que, commise par les individus non soumis auxdites lois, elle serait en vertu de l'alinéa précédent de nature à motiver l'extradition.

En cas d'une modification de la législation pénale de l'un des deux Etats, leurs gouvernements pourront, d'un commun accord, par simple échange de notes déterminer autrement que par les dispositions du présent article, en conformité avec leur législation, les faits punissables donnant lieu à l'extradition.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 9 mai 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2973. — CONVENTION² BETWEEN POLAND AND SWEDEN REGARDING EXTRADITION AND JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT WARSAW, AUGUST 30, 1930.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place June 9, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, desirous of giving each other legal assistance in respect of the extradition of criminals and in penal matters, have resolved to conclude a convention and have appointed for that purpose as their Plenipotentiaries:

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency COSSVA D'ANCKARSVÄRD, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Sweden at Warsaw ;

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

His Excellency Auguste ZALESKI, Minister for Foreign Affairs ; and
His Excellency Stanislaw CAR, Minister of Justice ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Contracting States undertake to surrender to one other on application persons who, being within the territory of one of them, are being proceeded against or have been convicted by the judicial authorities of the other State in respect of actions involving, in Sweden under the Penal Code or Maritime Law the penalty of hard labour (*straffarbete*), and in Poland under the legislation in force, whether in the whole or only in a part of Polish territory, a penalty involving deprivation of liberty of whatever kind or sort for a period of two years, or any graver penalty.

Extradition shall also be granted in the case of persons who have been convicted or are being proceeded against for an offence punishable under military penal law, provided the said offence is of such a kind that, if committed by persons not subject to the said law, it would be extraditable under the terms of the preceding paragraph.

Should any change be made in the penal legislation of one of the two States, their Governments may, by mutual agreement and by a simple exchange of notes, define extraditable offences, in conformity with their respective laws in a sense other than that laid down in the present Article.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Stockholm, May 9, 1932.

Article 2.

Les Etats contractants n'extradent pas leurs nationaux et la République de Pologne n'extrade pas, en outre, les ressortissants de la Ville Libre de Dantzig.

Dans le cas où l'individu réclamé aurait fait une demande de naturalisation devant les autorités de l'Etat requis, avant que la demande d'extradition soit parvenue audit Etat, ce dernier pourra ajourner sa décision concernant la demande d'extradition jusqu'à la décision concernant la demande de naturalisation.

En outre, l'extradition n'aura pas lieu pour une infraction commise sur le territoire de l'Etat requis ou à bord d'un navire de sa nationalité. Toutefois, l'extradition d'un individu condamné ou poursuivi à raison de complicité d'une infraction commise hors du territoire de l'Etat requis et non à bord d'un navire de sa nationalité sera accordée, même si l'acte de complicité doit être réputé commis sur le territoire de cet Etat ou à bord d'un navire de sa nationalité.

Article 3.

L'extradition n'est pas admissible :

a) Pour les infractions politiques ou pour les faits connexes à une telle infraction ; toutefois, lorsque le fait pour lequel l'extradition est demandée comprend aussi une infraction de nature non politique, elle pourra être accordée, pourvu que, en égard aux circonstances du cas particulier, l'infraction soit à considérer comme ayant essentiellement un caractère non politique ; ne sera pas réputé infraction politique l'attentat contre la vie d'un chef d'Etat ;

b) Pour les faits commis contre une autorité publique, à moins qu'ils ne comprennent aussi une autre infraction qui, aux termes de l'article premier, soit de nature à motiver l'extradition ;

c) Pour les infractions qui ne sont prévues que par les lois spéciales relatives à la liberté de la presse ;

d) Pour les délits qui ne sont prévus que par les lois de douane, d'impôts ou toute autre loi d'ordre fiscal.

Il appartiendra à l'Etat requis de décider si une infraction est à considérer, d'après les dispositions du présent article, comme étant de nature à ne pas motiver l'extradition.

Article 4.

En outre, l'extradition ne sera pas accordée :

a) Si la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les législations en vigueur dans toutes les parties de l'Etat requis ;

b) Si, d'après les lois de l'Etat requis, l'action pénale est exclusivement réservée à la juridiction de cet Etat ;

c) Si, pour le même fait, une action pénale contre l'individu réclamé, intentée sur le territoire de l'Etat requis, a été terminée par un jugement ou d'une autre façon ; toutefois, l'acquiescement ou l'ordonnance de non-lieu n'empêche pas l'extradition, s'ils étaient fondés sur la circonstance seule que l'infraction avait été commise à l'étranger.

Article 5.

L'extradition peut être refusée si, pour le même fait, une action pénale est intentée sur le territoire de l'Etat requis contre l'individu réclamé.

Article 2.

The Contracting States shall not extradite their own nationals, and furthermore the Polish Republic shall not extradite nationals of the Free City of Danzig.

Should the person whose extradition is applied for have submitted a request for naturalisation to the authorities of the State applied to, before the application for extradition has been received by the said State, the latter may postpone its decision on the application for extradition, until such time as a decision has been taken with regard to the request for naturalisation.

Furthermore, extradition shall not be granted for offences committed on the territory of the States applied to or on board a vessel of its nationality. Nevertheless the extradition of a person who has been convicted or is being proceeded against for complicity in an offence committed in a place outside the territory of the State applied to, not being on board a vessel of its nationality, shall be granted even if the act of complicity must be taken to have been committed within the territory of that State or on board a vessel of its nationality.

Article 3.

Extradition shall not be granted :

(a) For political offences or actions connected with political offences : nevertheless, if the action in respect of which extradition is applied for also includes an offence of a non-political character, extradition may be granted, provided the offence must be regarded as essentially non-political in character, when due regard is had to the circumstances of the particular case : attempts on the life of the Head of a State shall not be regarded as political offences ;

(b) For offences against a public authority, unless they also include another offence which would be extraditable under the terms of Article 1 ;

(c) For offences which only come under special laws relating to the freedom of the press ;

(d) For offences which only come under laws relating to Customs or taxation of the public finances.

The decision as to whether the offence is to be regarded as non-extraditable under the provisions of the present Article shall rest with the State applied to.

Article 4.

Furthermore, extradition shall not be granted :

(a) If under the laws of the State applied to the period within which the offence must be tried or the sentence executed has expired ;

(b) If under the laws of the State applied to criminal proceedings are exclusively reserved to the jurisdiction of that State ;

(c) If in respect of the same action, criminal proceedings, taken against the person whose extradition is applied for within the territory of the State applied to, have been terminated by the passing of a sentence or in any other manner ; nevertheless, acquittal or the dismissal of the case shall not prevent extradition, if solely based on the fact that the offence was committed in another country.

Article 5.

Extradition may be refused if criminal proceedings in respect of the same offence have already been taken against the person whose extradition is applied for in the territory of the State applied to.

Article 6.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou a été condamné dans l'Etat requis pour une infraction autre que celle motivant la demande d'extradition, l'extradition pourra être différée jusqu'à ce que la procédure pénale soit terminée ou que la peine soit exécutée ou remise.

En cas de raisons très spéciales, l'Etat requérant pourra toutefois réclamer l'extradition provisoire de l'inculpé en vue de procéder à l'instruction d'un procès intenté sur son territoire. Il sera donné suite à cette demande, à moins qu'une action pénale, instruite dans le pays requis, ne s'y oppose. L'Etat requérant sera obligé à livrer l'inculpé immédiatement de nouveau à l'Etat qui l'aura extradé provisoirement, dès qu'un jugement définitif aura été rendu.

Malgré l'ajournement de la remise de l'individu réclamé à l'Etat requérant, l'Etat requis statuera sans délai sur la demande d'extradition.

Article 7.

En cas de réclamation du même individu de la part de plusieurs Etats, soit pour le même fait, soit pour des faits différents, l'Etat requis décidera auquel desdits Etats sera donnée la préférence.

Dans le cas où les demandes d'extradition visent des infractions différentes, l'Etat requis pourra, en accordant l'extradition, stipuler que l'individu réclamé sera, à l'expiration de sa peine, livré à un autre Etat.

Article 8.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ou puni pour une infraction commise avant son extradition et autre que celle pour laquelle l'extradition a été accordée, que dans les cas suivants :

1^o Si l'Etat qui a accordé l'extradition y donne son consentement spécial ; ce consentement ne peut être refusé si les conditions motivant la demande d'extradition sont remplies d'après les dispositions de la présente convention ;

2^o Si l'individu extradé a omis de quitter le territoire de l'Etat auquel il a été livré dans le délai d'un mois après la clôture de la procédure pénale, ou, en cas de condamnation, après l'expiration ou la remise de sa peine, ou s'il y retourne de son propre gré.

Durant le délai d'un mois stipulé à l'alinéa précédent, et à moins que l'individu extradé ne se rende coupable d'une nouvelle infraction, il ne pourra d'aucune façon être empêché de quitter le pays.

Article 9.

La réextradition de l'individu extradé à un Etat tiers ne pourra être accordée que si l'Etat qui l'a livré y donne préalablement son consentement ou dans la cas de l'existence des conditions prévues à l'article 8, Nos 1-2.

Article 10.

En accordant l'extradition, l'Etat requis pourra le faire sous réserve que l'extradé ne soit pas traduit par devant un tribunal auquel la compétence nécessaire pour connaître des affaires de l'espèce n'aurait été attribuée qu'en vue de ce cas particulier ou de circonstances exceptionnelles et spéciales.

Article 6.

If the person whose extradition is applied for is being proceeded against, or has been convicted, in the State applied to for an offence other than that in respect of which the application for extradition is made, extradition may be postponed until the criminal proceedings are terminated, or until the sentence has been executed or remitted.

Nevertheless, in very special circumstances the State applying may claim provisional extradition of the accused for the purpose of preliminary examination with a view to proceedings taken in its own territory. Such application shall be granted, unless precluded by a preliminary examination with a view to criminal proceedings in the country applied to. The State applying shall be under obligation immediately to surrender the accused back to the State which has provisionally extradited him, as soon as a final sentence has been passed.

Notwithstanding postponement of the surrender of the person applied for to the State applying, the State applied to shall decide immediately with regard to the application for extradition.

Article 7.

Should the same person be claimed by several States, either for the same offence or for a number of offences, decision as to which of the said States shall have the preference shall rest with the State applied to.

If the applications for extradition relate to different offences, the State applied to in granting the extradition may attach thereto the condition that the person claimed shall be surrendered to another State on the expiration of his sentence.

Article 8.

The person extradited may not be proceeded against or convicted for an offence committed before his extradition other than that for which extradition has been granted, save in the following cases :

(1) Where the State which has granted extradition gives its special consent : such consent may not be withheld, if the conditions warranting the application for extradition are complied with in accordance with the provisions of the present Convention.

(2) Where the person extradited has failed to quit the territory of the State to which he has been surrendered within one month from the close of the criminal proceedings or, if he has been convicted, within one month from the expiry or remittal of his sentence, or where he returns to the country of his own accord.

During the period of one month laid down in the preceding paragraph, the extradited person shall not be prevented in any way from quitting the country, unless he commits a further offence.

Article 9.

Re-extradition of an extradited person to a third State may only be granted with the consent of the State which has surrendered him in the first instance, or in the contingencies contemplated in Article 8, Nos. 1-2.

Article 10.

When granting extradition, the State applied to may do so on condition that the extradited person shall not be brought before a Court which has only been empowered to deal with affairs of the character in question for the purpose of the particular case or as a result of exceptional and special circumstances.

Quand l'extradition est accordée pour une infraction aux lois pénales militaires ou pour une infraction commise contre une autorité publique, il pourra être stipulé que l'individu livré ne sera puni pour ladite infraction que dans la mesure où elle est de nature à motiver son extradition. Si l'extradition est accordée pour une infraction ayant un caractère essentiellement non politique, il pourra être stipulé que l'individu livré ne sera pas puni pour l'acte visé comme pour une infraction de nature politique.

Il pourra, en outre, être stipulé que l'individu livré ne sera pas condamné à mort ou, s'il a été déjà condamné à cette peine, que la peine de mort ne sera pas exécutée.

Article 11.

La demande d'extradition sera faite par la voie diplomatique. Elle indiquera la nationalité de l'individu réclamé.

La demande d'extradition doit être accompagnée : d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité judiciaire compétente ou d'un jugement de condamnation, soit passé en force de chose jugée, soit décrétant formellement ou opérant de plein droit l'arrestation de l'individu réclamé. Dans les documents susmentionnés ou dans un document spécial, devront être indiqués l'infraction qui motive la demande d'extradition, avec un exposé précis des faits incriminés, et le texte des lois pénales applicables auxdits faits. En cas d'infraction contre la propriété, le montant du dommage causé ou tenté sera autant que possible indiqué. En outre, soit la demande d'extradition, soit un des documents y annexés contiendra, autant que possible, le signalement de l'individu réclamé avec sa photographie et tous autres renseignements pouvant servir à établir son identité. Les annexes de la demande d'extradition seront produites en original ou en expédition authentique et accompagnées d'une traduction certifiée conforme dans la langue de l'Etat requis, à moins qu'elles ne soient rédigées dans cette langue.

Article 12.

Si l'extradition ne paraît pas à première vue inadmissible, les mesures nécessaires pour prévenir la fuite de l'inculpé seront prises immédiatement, même dans le cas où l'Etat requis aurait des doutes sur la question de savoir, si les conditions nécessaires pour donner lieu à l'extradition existent d'après la présente convention. Dans ce cas, l'Etat requis adressera à l'Etat requérant une demande d'informations complémentaires. Si dans le délai de trente jours à partir du jour où la demande aura été expédiée cet Etat ne fournit pas des explications suffisantes, les mesures de prévention pourront être révoquées. Sur la demande de l'Etat requérant ce délai de trente jours pourra être prolongé.

Article 13.

En cas d'urgence et en attendant la demande régulière d'extradition d'un individu, celui-ci pourra être arrêté provisoirement, à moins que l'extradition ne paraisse à première vue inadmissible. La demande sera faite soit par voie diplomatique, soit directement par la poste ou le télégraphe par les autorités judiciaires, les ministères publics ou les autorités de sûreté (de police) de l'Etat requérant aux autorités compétentes de l'Etat requis. Dans le cas où la demande serait faite directement, elle doit être rédigée en anglais ou en français. La demande indiquera l'infraction dont l'individu réclamé est inculpé, la date et le lieu où elle a été commise, ainsi que, autant que possible, la nationalité de l'individu réclamé et son signalement, et donnera avis de l'existence d'un mandat d'arrêt ou d'un jugement de condamnation remplissant les conditions visées par l'article 11, alinéa 2.

Même à défaut d'une pareille demande, il pourra être procédé à l'arrestation provisoire d'un individu découvert sur le territoire d'un des deux Etats et signalé par les autorités de l'autre Etat ou, sur leur demande, à son inscription dans le bulletin de police de l'Etat sur le territoire duquel il se trouve.

When extradition is granted for an offence against military penal law or an offence against a public authority, it may be made a condition that the person surrendered shall only be punished for his offence to the extent to which it is extraditable. Where extradition is granted for an offence of an essentially non-political character, it may be made a condition that the person surrendered shall not be punished for the act in question as he would have been for an offence of a political nature.

It may furthermore be required that the person surrendered shall not be sentenced to death or, if he has already been sentenced to death, that the sentence shall not be carried out.

Article 11.

Applications for extradition shall be made through the diplomatic channel. The application must indicate the nationality of the person whose extradition is applied for.

Applications for extradition must be accompanied by a warrant of arrest issued by the competent judicial authority, or by a copy of a sentence which has either become executory, or which formally requires or as a necessary legal consequence comports the arrest of the person applied for. The above-mentioned documents, or a special document, must state the offence in respect of which the application for extradition is made, together with a detailed statement of the offences charged and the text of the penal laws applicable to such acts. In the case of offences against property, the amount of the damage done or attempted to be done shall be stated as far as possible. Furthermore, either the application for extradition or some one of the documents annexed thereto shall contain, if possible, a description of the person applied for, together with his photograph and any other information which may be useful for establishing his identity. The annexes to the application for extradition shall be produced in the original or in a certified true copy, and shall be accompanied by a certified translation in the language of the State applied to, unless they are already made out in the said language.

Article 12.

Where extradition does not appear on the face of it to be unwarranted, the necessary measures to prevent the escape of the accused shall be taken immediately, even if the State applied to has doubts as to whether the necessary conditions to warrant extradition under the present Convention are present. In such case the State applied to shall address to the State applying a request for further information. If the latter does not furnish adequate explanations within thirty days from the date on which the request is submitted, the preventive measures may be cancelled. The time-limit of thirty days may be extended at the request of the State applying.

Article 13.

In urgent cases, and pending a regular application for the extradition of a person, the said person may be provisionally arrested, unless extradition appears on the face of it to be unwarranted. Application for such arrest shall be made, either through the diplomatic channel or directly by post or by telegraph, by the judicial authorities, public prosecutors or public safety agents (police) of the State applying to the competent authorities of the State applied to. If the application is made direct, it must be made either in English or in French. The application must specify the offence with which the person applied for is charged, the date and place of the offence and, where possible, the nationality of the person applied for and his description, and should also state whether a warrant of arrest has been issued or sentence passed fulfilling the conditions laid down in Article 11, paragraph 2.

Even in the absence of such application, a person detected in the territory of one of the two States, notice of whom has been given by the authorities of the other State, may be provisionally arrested or, should the authorities of the other State so request, may be put on the police black list of the State in whose territory he is.

Article 14.

La date et le lieu de l'arrestation provisoire seront sans délai communiqués directement en anglais ou en français à l'autorité requérante ou à l'autorité ayant ordonné la poursuite, ainsi qu'au Ministère compétent de l'Etat requis. Même si la demande d'arrestation n'est pas faite par la voie diplomatique cet avis doit toujours être communiqué par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères de l'Etat requis au représentant diplomatique de l'Etat requérant. Si dans un délai de cinq semaines à compter du jour où il aura reçu l'avis de l'arrestation, l'Etat requérant n'adresse pas à l'autre Etat une demande régulière d'extradition du détenu, celui-ci pourra être remis en liberté. Ce délai pourra être prolongé sur demande.

Article 15.

Si l'extradition a été accordée, l'Etat requérant sera tenu de recevoir l'individu réclamé dans un délai à fixer par l'Etat requis et qui ne pourra être inférieur à un mois. Passé ce délai, ledit individu pourra être mis en liberté.

Article 16.

Tous les objets provenant de l'infraction, ainsi que les objets pouvant servir de pièces à conviction, qui, au moment de l'arrestation de l'individu réclamé, se trouvaient en sa possession, ou qui seraient découverts ultérieurement, seront saisis et remis à l'Etat requérant en même temps que l'inculpé.

En accordant la remise des objets visés dans cet article, l'Etat requis pourra faire toutes les réserves qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder les droits des tiers ; il pourra aussi garder ces objets à titre temporaire, s'il en a besoin dans une affaire pénale.

Article 17.

Si un Etat tiers livre un délinquant à un des Etats contractants, l'autre Etat, sur demande, accordera le transit de l'extradé à travers son territoire.

A la demande d'extradition par voie de transit seront appliquées les dispositions des articles 2, 3, 4, 8 et 11.

Article 18.

Si, au cours de la poursuite d'une infraction non politique, une autorité judiciaire de l'un des Etats contractants juge nécessaire la signification d'un acte de procédure destiné à une personne séjournant sur le territoire de l'autre Etat, l'audition des témoins ou tout autre acte d'instruction à effectuer sur ledit territoire, la demande en sera faite par écrit et par la voie diplomatique et il y sera donné suite dans la mesure où le permet la législation de l'Etat requis.

Les dispositions précédentes n'obligent pas les Etats contractants à effectuer des perquisitions ni des saisies.

L'Etat requérant sera, s'il le demande et autant que possible, avisé à l'avance en temps utile de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée.

Article 19.

Si, au cours de la poursuite instruite dans l'un des Etats contractants, la production des objets propres à servir de pièces à conviction et se trouvant entre les mains des autorités de l'autre Etat

Article 14.

The date and place of provisional arrest shall be immediately communicated direct, in English or in French, to the authority applying or to the authority which has ordered proceedings and to the competent Ministry of the State applied to. Even where the application for arrest is not made through the diplomatic channel, such notice must always be given, through the Ministry of Foreign Affairs of the State applied to, to the diplomatic representative of the State applying. If within five weeks from the date on which notice of arrest is received, the State applying does not forward to the other State a regular application for extradition of the detained person, the latter may be released. The time-limit may be extended on application.

Article 15.

Where extradition has been granted, the State applying shall be under obligation to receive the person applied for within a time-limit to be fixed by the State applied to, not exceeding one month. On the expiry of this period the person in question may be set free.

Article 16.

All articles derived from the offence, or capable of serving as evidence against the person applied for, which are in the possession of the latter at the time of his arrest or are discovered later, shall be impounded and handed over to the State applying at the same time as the accused.

In consenting to hand over the articles to which the present Articles relates, the State applied to may make any reservation it may deem necessary with a view to safeguarding the rights of third parties; it may also temporarily retain the said articles, should it have need of them in connection with criminal proceedings.

Article 17.

Where a third State surrenders an offender to one of the Contracting States, the other State shall, on application, allow the passage of the extradited person in transit through its territory. The provisions of Articles 2, 3, 4, 8 and 11 shall apply to applications for extradition in transit.

Article 18.

If, in the course of proceedings in respect of a non-political offence, a judicial authority of one of the Contracting States finds it necessary to serve a writ on a person residing in the territory of the other State, or to hear witnesses, or to effect any other judicial investigations in the said territory, an application to that effect shall be made in writing through the diplomatic channel, and the said application shall be granted in so far as the legislation of the State applied to permits.

The above provisions shall not oblige Contracting States to search premises or to make seizures.

The State applying shall, on demand, so far as possible be given adequate previous notice of the date and place at which the action applied for is to be taken.

Article 19.

If, in the course of investigations in respect of proceedings in one of the Contracting States, it is found necessary to produce articles capable of serving as evidence for the prosecution, which

est jugée nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique et il y sera donné suite, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent dans un cas déterminé.

A la production d'objets visés dans le présent article sont applicables les dispositions de l'article 16, alinéa 2.

Article 20.

L'exécution des mesures visées dans les articles 18 et 19 pourra être refusée :

1^o Si l'acte à opérer ne rentre pas, dans l'Etat requis, dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

2^o Si l'Etat requis juge que l'exécution de la mesure requise est de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou sa sécurité ;

3^o S'il est question d'un fait qui, d'après les lois de l'Etat requis, n'est pas punissable ou constitue une infraction soit purement militaire, soit de la nature visée à l'article 3 ;

4^o S'il s'agit d'un individu qui est national du pays requis.

En outre, la communication des dossiers et documents pourra être refusée dans le cas où il s'agit de dossiers particulièrement importants et où leur transmission pourrait présenter de graves inconvénients.

Article 21.

Les demandes et les documents concernant l'aide judiciaire visés dans les articles 18 et 19, seront rédigés dans la langue de l'Etat requis ou accompagnés d'une traduction en cette langue, certifiée conforme par un traducteur officiel ou assermenté de l'Etat requis ou d'un traducteur de l'Etat requérant dont la compétence sera confirmée par un agent diplomatique ou consulaire, soit de l'Etat requérant, soit de l'Etat requis.

Article 22.

Chacune des Parties contractantes s'engage à communiquer par voie diplomatique à l'autre Partie, sous forme d'extrait du casier judiciaire, toute sentence pénale définitive et toute décision ultérieure visant lesdites sentences qui y seront inscrites sous le nom d'un ressortissant de cette dernière Partie.

Article 23.

Les frais occasionnés par la procédure d'extradition ou par toute autre aide judiciaire en matière pénale seront à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils ont été occasionnés.

Font exception les indemnités pour les expertises de toute nature, lesquelles seront remboursées par l'Etat requérant.

Seront de même à la charge de l'Etat requérant, tous frais occasionnés par le transit de l'inculpé à travers les territoires intermédiaires visés à l'article 17, ainsi que tous frais occasionnés par la remise temporaire visée à l'article 6, alinéa 2.

Article 24.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra à Stockholm.

are in the hands of the authorities of the other State, application therefor shall be made through the diplomatic channel, and shall be granted, unless in any given case there are special reasons to the contrary.

The provisions of Article 16, paragraph 2, shall apply to the production of the articles to which the preceding paragraph relates.

Article 20.

The execution of the measures provided for in Articles 18 and 19 may be refused :

(1) If the action to be taken is not within the powers of the judicial authorities in the State applied to ;

(2) If the State applied to is of opinion that the execution of the measures applied for is calculated to infringe its sovereignty or endanger its security ;

(3) If the alleged offence is such as, under the laws of the State applied to, is not punishable, or constitutes an offence either of a purely military character or of the character referred to in Article 3 ;

(4) In the case of a person who is a national of the country applied to.

Furthermore, the communication of files and documents may be refused in the case of specially important files, or in cases in which the despatch of the same might occasion serious inconvenience.

Article 21.

The applications and documents concerning legal assistance to which Articles 18 and 19 relate shall be drawn up in the language of the State applied to, or shall be accompanied by a translation in that language certified correct by a sworn or official translator of the State applied to, or by a translator of the State applying whose competence is attested by a diplomatic or consular agent either of the State applying or of the State applied to.

Article 22.

Each of the Contracting Parties undertakes to communicate through the diplomatic channel to the other Party, in the form of an extract from the judicial records, any and every definitive criminal sentence or other further decision relating to such sentences, recorded in the said records with reference to a national of the latter Party.

Article 23.

Expenditure arising out of the procedure for extradition or any other legal assistance in penal matters shall be chargeable to the Party on whose territory such expenditure has been incurred.

An exception shall be made in respect of fees for expert services of any kind, which shall be repaid by the State applying.

Likewise all expenditure occasioned by the passage in transit of the accused through the intermediate territories, to which Article 17 relates, and all expenditure resulting from the temporary surrender to which Article 6, paragraph 2, relates shall be chargeable to the State applying.

Article 24.

The present Convention shall be ratified, and ratifications shall be exchanged at Stockholm as soon as possible.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera exécutoire tant que l'une des Hautes Parties contractantes n'aura pas fait connaître à l'autre, six mois d'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Varsovie, le 30 août 1930.

(L. S.) C. ANCKARSVÄRD.

(L. S.) Auguste ZALESKI.

(L. S.) St. CAR.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention d'extradition des malfaiteurs et d'aide judiciaire en matière pénale, les plénipotentiaires soussignés déclarent être d'accord sur les questions suivantes :

Ad Articles 3 et 10.

Par les infractions contre une autorité publique au sens des articles 3 et 10 sont entendues : en Suède — les infractions visées dans le chapitre X du Code pénal, en Pologne — les infractions visées dans les articles, respectivement paragraphes, suivants : articles 121-123, 125-132, 134, 142, 145, 146, 154 et 173 du Code pénal de 1903 ; §§ 65, 68-82, 217 et 218 de la Loi pénale de 1852 ; §§ 105-109, 114-118 et 120 du Code pénal de 1871, ainsi que les infractions prévues par le Décret du 8 janvier 1919 concernant les faits de nature à porter atteinte aux élections à la Diète et à l'accomplissement des devoirs de député (Bulletin des lois de l'Etat polonais, N° 5 pos. 96) ; et dans la Loi du 26 janvier 1907 relative aux dispositions pénales pour la protection de la liberté des élections et des réunions (Bulletin des lois de l'Etat autrichien N° 18).

Ad Article 20, N° 2.

Si un document à signifier contient une clause comminatoire, l'Etat requis aura la faculté de refuser la mesure requise.

Fait en double exemplaire à Varsovie, le 30 août 1930.

(L. S.) C. ANCKARSVÄRD.

(L. S.) Auguste ZALESKI.

(L. S.) St. CAR.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 10 mai 1932.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

It shall come into force one month after the exchange of ratifications and shall remain in force so long as one of the High Contracting Parties has not given notice to the other, six months beforehand, of its intention to abrogate it.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done, in duplicate, at Warsaw, August 30, 1930.

(L. S.) C. ANCKARSVÄRD.

(L. S.) Auguste ZALESKI.

(L. S.) St. CAR.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of proceeding to sign the Convention concerning Extradition of Offenders and Legal Assistance in Penal Matters, the undersigned Plenipotentiaries declare themselves in agreement on the following questions :

Ad Articles 3 and 10.

Offences against a public authority within the meaning of Articles 3 and 10 shall be held to be : in Sweden, the offences to which Chapter X of the Penal Code relates, and in Poland, the offences to which the following articles or paragraphs relate, namely Articles 121-123, 125-132, 134, 142, 145, 146, 154 and 173 of the Penal Code of 1903 ; §§ 65, 68-82, 217 and 218 of the Penal Law of 1852 ; §§ 105-109, 114-118 and 120 of the Penal Code of 1871 ; and the offences to which the Decree of January 8, 1919, concerning Acts calculated to interfere with the Elections to the Diet and with the Performance of the Duties of Members thereof (Official Gazette of the Polish State No. 5, item 96) and the Law of January 26, 1907, concerning Penal Provisions for the Protection of the Freedom of Elections and Meetings (Official Gazette of the Austrian State No. 18) relate.

Ad Article 20, No. 2.

If a document to be served contains a threat of penalties, the State applied to shall have the right to refuse to take the action for which application is made.

Done, in duplicate, at Warsaw, August 30, 1930.

(L. S.) C. ANCKARSVÄRD.

(L. S.) Auguste ZALESKI.

(L. S.) St. CAR.

N° 2974.

BELGIQUE ET LITHUANIE

Convention de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire.
Signée à Genève, le 24 septembre
1930.

BELGIUM AND LITHUANIA

Convention of Conciliation, Arbitration and Judicial Settlement.
Signed at Geneva, September 24,
1930.

N^o 2974. — CONVENTION¹ DE CONCILIATION, D'ARBITRAGE ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE LA BELGIQUE ET LA LITHUANIE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 24 SEPTEMBRE 1930.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Lithuanie et de Belgique.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 juin 1932.*

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

S'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent leurs nations respectives ;

Sincèrement désireux d'assurer, par des procédures pacifiques, le règlement des différends qui viendraient à surgir entre leur pays ;

Constatant que le respect des droits établis par les traités ou résultant du droit des gens est obligatoire pour les tribunaux internationaux ;

Reconnaissant que les droits appartenant à chaque Etat ne sauraient être modifiés que de son consentement ;

Considérant que la sincère observation, sous les auspices de la Société des Nations, des procédures pacifiques permet d'arriver au règlement de tous les différends internationaux ;

Appréciant hautement la recommandation faite par l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa résolution du 26 septembre 1928, à tous les Etats, de conclure des conventions de règlement pacifique des différends internationaux.

Ont décidé de réaliser dans une convention leur intention commune et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Monsieur le D^r DOVAS ZAUNIUS, ministre des Affaires étrangères de Lithuanie ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur Paul HYMANS, ministre des Affaires étrangères de Belgique ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

DU RÈGLEMENT PACIFIQUE EN GÉNÉRAL.

Article premier.

Les différends de toute nature qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, dans les conditions fixées

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 24 mai 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2974. — CONVENTION ² OF CONCILIATION, ARBITRATION AND JUDICIAL SETTLEMENT BETWEEN BELGIUM AND LITHUANIA. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 24, 1930.

French official text communicated by the Lithuanian and Belgian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place June 13, 1932.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA, and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS,

Inspired by the friendly relations existing between their respective nations ;

Being sincerely desirous of ensuring the settlement by pacific means of disputes which may arise between their countries ;

Noting that respect for rights established by treaty or resulting from international law is binding upon national tribunals ;

Recognising that the rights of each State cannot be modified except with its consent ;

Considering that the faithful observance, under the auspices of the League of Nations, of methods of pacific procedure renders possible the settlement of all international disputes ;

Highly appreciating the recommendation made to all States by the Assembly of the League of Nations in its resolution of September 26, 1928, to conclude Conventions for the pacific settlement of international disputes ;

Have decided to achieve their common purpose in a Convention, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

Dr. DOVAS ZAUNIUS, Minister for Foreign Affairs of Lithuania,

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Paul HYMANS, Belgian Minister for Foreign Affairs,

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

PACIFIC SETTLEMENT IN GENERAL.

Article I.

Disputes of every kind which may arise between the High Contracting Parties and which it has not been possible to settle by diplomacy shall be submitted, under the conditions laid down

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, May 24, 1932.

par la présente convention, à un règlement judiciaire ou arbitral, précédé, selon les cas, obligatoirement ou facultativement, d'un recours à la procédure de conciliation.

Article 2.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglés conformément aux dispositions de ces Conventions.

Toutefois, si une solution du différend n'intervenait pas par application de cette procédure, les dispositions du présent traité relatives à la procédure arbitrale ou au règlement judiciaire recevraient application.

Article 3.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Hautes Parties contractantes relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette Partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par la présente convention avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

2. La Partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures par la présente convention, devra notifier à l'autre Partie son intention dans un délai d'un an à partir de la décision susvisée.

CHAPITRE II

DU RÈGLEMENT JUDICIAIRE.

Article 4.

Tous différends au sujet desquels les Parties se contesteront réciproquement un droit seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice Internationale, à moins que les Parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut¹ de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

Si les Parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application dans la mesure nécessaire des dispositions de la Convention² de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Dans le silence du compromis, quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le Tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCH, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; et vol. CXXVI, page 430, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

in the present Convention, to a judicial or arbitral settlement preceded, according to the case in question, obligatorily or voluntarily, by resort to the procedure of conciliation.

Article 2.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

If, however, a solution of a dispute is not arrived at by application of this procedure, the provisions of the present Treaty concerning arbitration or judicial settlement shall be applied.

Article 3.

1. In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the High Contracting Parties, falls within the competence of the judicial or administrative authorities, the Party in question may object to the dispute being submitted for settlement by the various methods laid down in the present Convention until a decision with final effect has been pronounced within a reasonable time by the competent authority.

2. In such a case, the Party which desires to resort to the procedure laid down in the present Convention must notify the other Party of its intention within a period of one year from the date of the aforementioned decision.

CHAPTER II.

JUDICIAL SETTLEMENT.

Article 4.

All disputes with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice, unless the Parties agree, in the manner hereinafter provided, to have resort to an Arbitral Tribunal.

It is understood that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 36 of the Statute¹ of the Permanent Court of International Justice.

Article 5.

If the Parties agree to submit the disputes mentioned to an Arbitral Tribunal, they shall draw up a special agreement (*compromis*) in which they shall specify the subject of the dispute, the arbitrators selected and the procedure to be followed. In the absence of sufficient particulars in the special agreement, the provisions of The Hague Convention² of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as may be necessary. If nothing is laid down in the special agreement as to the substantive rules to be followed by the arbitrators, the Tribunal shall apply the substantive rules enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXII, page 452 ; Vol. LXXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; and Vol. CXXVI, page 430, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 98.

Article 6.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 7.

1. Pour les différends prévus à l'article 4, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, ou avant toute procédure arbitrale, les Parties pourront, d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par la présente Convention.

2. En cas de recours à la conciliation et l'échec de cette procédure, aucune des Parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du Tribunal arbitral visé à l'article 5 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la Commission de conciliation.

CHAPITRE III

DE LA CONCILIATION.

Article 8.

Tous différends entre les Parties, autres que ceux prévus à l'article 4, seront soumis obligatoirement à une procédure de conciliation avant de pouvoir faire l'objet d'un règlement arbitral.

Article 9.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une Commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les Parties.

Article 10.

Sur la demande, adressée par une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie, il devra être constitué, dans les six mois, une Commission permanente de conciliation.

Article 11.

Sauf accord contraire des Parties, la Commission de conciliation sera constituée comme suit :

1. La Commission comprendra cinq membres. Les Hautes Parties contractantes en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service. Parmi eux les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la Commission.

2. Les Commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des Parties. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonctions pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

Article 6.

If the Parties fail to agree concerning the special agreement referred to in the previous Article or fail to appoint arbitrators, either Party shall be at liberty after three months' notice to bring the dispute by an application direct before the Permanent Court of International Justice.

Article 7.

1. In the case of the disputes mentioned in Article 4, before any procedure before the Permanent Court of International Justice or any arbitral procedure, the Parties may agree to have recourse to the conciliation procedure provided for in the present Convention.

2. In the event of recourse to and failure of conciliation, neither Party may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice or call for the constitution of the Arbitral Tribunal referred to in Article 5 before the expiration of one month from the date of the termination of the proceedings of the Conciliation Committee.

CHAPTER III.

CONCILIATION.

Article 8.

All disputes between the Parties other than the disputes mentioned in Article 4 shall be submitted obligatorily to a procedure of conciliation before they can become the subject of arbitral settlement.

Article 9.

The disputes referred to in the preceding Article shall be submitted to a permanent or special Conciliation Commission constituted by the Parties.

Article 10.

On a request to that effect being made by one of the High Contracting Parties to the other Party, a permanent Conciliation Commission shall be constituted within a period of six months.

Article 11.

Unless the Parties agree otherwise, the Conciliation Commission shall be constituted as follows :

1. The Commission shall be composed of five Members. The High Contracting Parties shall each nominate one Commissioner, who may be chosen from among their respective nationals. The other three Commissioners shall be appointed by agreement from among the nationals of third Powers. These three Commissioners must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the Parties. The High Contracting Parties shall appoint the President of the Commission from among them.

2. The Commissioners shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. The Commissioners appointed jointly may be replaced during their term of office by agreement between the Parties. Either of the High Contracting Parties may, however, at any time, replace the Commissioner whom it has appointed. Even if replaced, the Commissioners shall continue to exercise their functions until the termination of the work in hand.

3. Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 12.

Si lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une Commission permanente de conciliation nommée par les Parties, une Commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les Parties n'en décident autrement.

Article 13.

1. Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 10 et 12, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les Parties ou, si celles-ci le demandent, au président en exercice du Conseil de la Société des Nations.

2. Si l'accord ne s'établit pas au sujet d'aucun de ces procédés, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, les deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal à celui des membres à désigner. Le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Article 14.

1. La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet de litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre Partie.

Article 15.

1. Dans un délai de quinze jours, à partir de la date où l'une des Parties aura porté un différend devant une Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La Partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 16.

1. La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des Parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son président.

2. La Commission pourra, en toute circonstance, demander au Secrétaire général de la Société des Nations de prêter son assistance à ses travaux.

3. Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the appointments.

Article 12.

If, when a dispute arises, no Permanent Conciliation Commission appointed by the Parties is in existence, a Special Commission shall be constituted for the examination of the dispute within a period of three months from the date on which a request to that effect is made by one of the Parties to the other Party. The necessary appointments shall be made in the manner laid down in the preceding Article, unless the Parties decide otherwise.

Article 13.

1. If the appointment of the Commissioners to be designated jointly is not made within the periods laid down in Articles 10 and 12, the making of the necessary appointments shall be entrusted to a third Power chosen by agreement between the Parties or, on request of the Parties, to the President-in-Office of the Council of the League of Nations.

2. If no agreement is reached on any of these procedures, each Party shall designate a different Power, and the appointments shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, the two Powers have been unable to reach an agreement, each of them shall present a number of candidates equal to the number of members to be appointed. It shall then be decided by lot which of the candidates thus designated shall be appointed.

Article 14.

1. Disputes shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two Parties acting in agreement or, in default thereof, by one or other of the Parties.

2. The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

3. If the application emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay by that Party to the other Party.

Article 15.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by one of the Parties before a Permanent Conciliation Commission, either Party may replace its own Commissioner, for the examination of the particular dispute, by a person possessing special competence in the matter.

2. The Party making use of this right shall immediately notify the other Party; the latter shall in such case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which the notification reaches it.

Article 16.

1. In the absence of agreement by the Parties to the contrary, the Conciliation Commission shall meet at the seat of the League of Nations or at any other place selected by its President.

2. The Commission may, in all circumstances, request the Secretary-General of the League of Nations to afford it his assistance.

Article 17.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 18.

1. Sauf accord contraire des Parties, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 19.

Sauf accord contraire des Parties, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la Commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous les membres sont présents.

Article 20.

Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 21.

1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté de commun accord des Parties qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la Commission seront répartis de la même façon.

Article 22.

1. La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

Article 17.

The proceedings of the Conciliation Commission shall not be public except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 18.

1. In the absence of agreement between the Parties to the contrary, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which must in all cases provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

2. The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between the Parties and the Commission; the Parties may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

3. The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanation from the agents, counsel and experts of both Parties, as well as from all persons it may think it desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 19.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote and the Commission may not take decisions on the substance of the dispute unless all its members are present.

Article 20.

The Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to enable it to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 21.

1. During the proceedings of the Commission, each of the Commissioners shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the Parties, each of whom shall contribute an equal share.

2. The general expenses arising out of the working of the Commission shall also be divided in the same manner.

Article 22.

1. The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it and lay down a period within which they are to make their decision.

2. A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la Commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3. Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du différend.

Article 23.

Le procès-verbal de la Commission sera porté sans délai à la connaissance des Parties. Il appartient aux Parties d'en décider la publication.

CHAPITRE IV

DU RÈGLEMENT ARBITRAL.

Article 24.

Si dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission de conciliation visés dans les articles précédents, les Parties ne se sont pas entendues, la question sera portée devant un Tribunal arbitral constitué, sauf accord contraire des Parties, de la manière indiquée ci-après.

Article 25.

Le Tribunal arbitral comprendra cinq membres. Les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les deux autres arbitres et le surarbitre seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service.

Article 26.

1. Si la nomination des Membres du Tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre de constituer un tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les Parties.

2. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, les Puissances ainsi désignées n'ont pu tomber d'accord, les nominations nécessaires seront faites par le président de la Cour permanente de Justice internationale. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le Membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties.

Article 27.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

2. At the close of its proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement, and, if necessary, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement. No mention shall be made in the report as to whether the decisions of the Commission were taken unanimously or by a majority vote.

3. The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the dispute is referred to the Commission.

Article 23.

The report of the Commission shall be communicated without delay to the Parties. The Parties shall decide whether it shall be published.

CHAPTER IV.

ARBITRAL SETTLEMENT.

Article 24.

If the Parties have not reached an agreement within the month following the termination of the proceedings of the Conciliation Commission referred to in the foregoing Articles, the matter shall be brought before an Arbitral Tribunal, constituted, in the absence of agreement to the contrary between the Parties, in the manner hereinafter described.

Article 25.

The Arbitral Tribunal shall be composed of five members. The Parties shall each nominate one member, who may be chosen from among their respective nationals. The other two arbitrators and the umpire shall be appointed by agreement from among the nationals of third Powers. These latter must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the Parties.

Article 26.

1. If the appointment of the Members of the Arbitral Tribunal is not made within a period of three months from the date on which one of the Parties submits to the other the request to constitute an arbitral tribunal, the making of the necessary appointments shall be entrusted to a third Power chosen by agreement between the Parties.

2. If no agreement is reached on this procedure, each Party shall designate a different Power, and the appointments shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, the Powers thus designated fail to reach an agreement, the necessary appointments shall be made by the President of the Permanent Court of International Justice. If the latter is not available, or if he is a national of either of the Parties, the appointments shall be made by the senior Member of the Court not a national of either of the Parties.

Article 27.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for appointments.

Article 28.

Les Parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

Article 29.

A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 30.

Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou l'autre des Parties.

Article 31.

Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le Tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le Tribunal jugera *ex aequo et bono*.

CHAPITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 32.

1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son Statut, ou le Tribunal arbitral, indiquera dans le plus bref délai possible, les mesures provisoires qui doivent être prises. Les Parties seront tenues de s'y conformer.

2. Si la Commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux Parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

Les Parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 33.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international et si le droit constitutionnel de ladite Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Hautes Parties contractantes conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée, une satisfaction équitable.

Article 28.

The Parties shall draw up a special agreement (*compromis*) specifying the subject of the dispute and the procedure to be followed.

Article 29.

In the absence of sufficient particulars in the special agreement, with reference to the points mentioned in the previous Article, the provisions of the Hague Convention of October [18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as may be necessary.

Article 30.

In the event of no special agreement being drawn up within a period of three months from the date of the constitution of the Tribunal, either of the Parties may bring the question before the latter by an application.

Article 31.

In the absence of a special agreement, or in the absence of indications in the agreement, the Tribunal shall apply the substantive rules enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice. If no such rules applicable to the dispute exist, the tribunal shall decide the matter *ex aequo et bono*.

CHAPTER V.

GENERAL PROVISIONS.

Article 32.

1. In all cases where a dispute forms the subject of arbitration or judicial proceedings, and particularly if a question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the Arbitral Tribunal, shall lay down in as short a time as possible the provisional measures to be adopted. The Parties shall be bound to conform to these measures.

2. If the dispute is brought before a Conciliation Commission, the latter may recommend to the Parties the adoption of such provisional measures as it considers suitable.

The Parties undertake to abstain from all measures likely to react prejudicially upon the execution of the judicial or arbitral decision or upon the arrangements proposed by the Conciliation Commission and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever that might aggravate or extend the dispute.

Article 33.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is declared that a judgment, or a measure enjoined by a court of law or other authority of one of the Parties to the dispute is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or does not fully permit the consequences of the judgment or measure in question to be annulled, the High Contracting Parties agree that the judicial sentence or arbitral award shall grant the injured Party equitable satisfaction.

Article 34.

1. La présente convention sera applicable entre les Hautes Parties contractantes encore qu'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

2. Dans la procédure de conciliation, les Parties pourront, d'un commun accord, inviter une tierce Puissance.

3. Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser à la Cour permanente de Justice internationale ou au Tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.

La Cour ou le Tribunal décide.

4. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une Convention à laquelle auront participé d'autres Etats que les Parties en cause, le Greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral les avertit sans délai.

Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

Article 35.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 36.

La présente convention, conforme au Pacte de la Société des Nations, ne sera pas interprétée comme restreignant la mission de celle-ci de prendre, à tout moment, les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Article 37.

1. La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Bruxelles.

Elle sera enregistrée au Secrétariat de la Société des Nations.

2. La convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3. Si elle n'est pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

4. Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme de la convention continueront jusqu'à leur achèvement normal.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le vingt-quatre septembre mil neuf cent trente.

(L. S.) ZAUNIUS.

(L. S.) HYMANS.

Užsieniū Reikalų Ministerija

Pour copie conforme :

K. Bizauskas,

*Ministre plénipotentiaire,
Directeur du Département juridique
et administratif a. i.*

Article 34.

1. The present Convention shall be applicable as between the High Contracting Parties, even though a third Power has an interest in the dispute.

2. In conciliation procedure, the Parties may agree to invite such third Power to intervene.

3. In judicial or arbitral procedure, if a third Power should consider that it has an interest of a legal nature which may be affected, it may submit to the Permanent Court of International Justice or to the Arbitral Tribunal a request to intervene as a third Party.

It will be for the Court or the Tribunal to decide upon this request.

4. Whenever the interpretation of a convention to which States other than those concerned in the case are Parties is in question, the Registrar of the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal shall notify all such States forthwith.

Every State so notified shall have the right to intervene in the proceedings ; but, if it uses his right, the construction embodied in the decision will be binding upon it.

Article 35.

Disputes relating to the interpretation or application of the present Convention, including those concerning the classification of disputes, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 36.

The present Convention, which is in conformity with the Covenant of the League of Nations, shall not be interpreted as restricting the duty of the League to take, at any time, whatever action may be deemed wise and effectual to safeguard the peace of the world.

Article 37.

1. The present Convention shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Brussels.

It shall be registered at the Secretariat of the League of Nations.

2. The Convention shall be concluded for a period of five years dating from the exchange of ratifications.

3. If it has not been denounced at least six months before the expiration of that period, it shall remain in force for further successive periods of five years.

4. Notwithstanding denunciation by one of the Contracting Parties; all proceedings pending at the expiration of the current period of the Convention shall be duly completed.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva, September the twenty-fourth, one thousand nine hundred and thirty.

(L. S.) ZAUNIUS.

(L. S.) HYMANS.

N° 2975.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PORTUGAL**

Convention relative aux actes de
procédure en matière civile et
commerciale, signée à Londres,
le 9 juillet 1931, et échanges de
notes y relatifs, Lisbonne, les 8
juin et 5 août 1932, et les 28
septembre et 21 octobre 1932.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND PORTUGAL**

Convention regarding Legal Pro-
ceedings in Civil and Commercial
Matters, signed at London,
July 9, 1931, and Exchanges of
Notes relating thereto, Lisbon,
June 8 and August 5, 1932, and
September 28 and October 21,
1932.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

Nº 2975. — CONVENTION¹ BETWEEN HIS MAJESTY, IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM, AND THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, JULY 9, 1931.

Nº 2975. — CONVENÇÃO¹ ENTRE SUA MAJESTADE O REI DA GRÃ-BRETANHA E O PRESIDENTE DA REPÚBLICA PORTUGUESA RELATIVA AOS ACTOS EM PROCESSOS CIVIS E COMERCIAIS. ASSINADO EM LONDRES, EM 9 DE JULHO DE 1931.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 juin 1932.

English and Portuguese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place June 13, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and the PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC,

O PRESIDENTE DA REPÚBLICA PORTUGUÊSA e SUA MAJESTADE O REI DA GRÃ-BRETANHA, DA IRLANDA E DOS TERRITÓRIOS BRITÂNICOS DE ALÉM MAR, IMPERADOR DAS ÍNDIAS,

Being desirous to render mutual assistance in the conduct of legal proceedings, in their respective territories, in civil and commercial matters which are being dealt with or which it is anticipated may be dealt with by their respective judicial authorities ;

Desejando prestar-se mútuo auxílio nos processos civis e comerciais que estiverem correndo ou vierem a correr perante as autoridades judiciais dos seus respectivos territórios,

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

Resolveram celebrar para êsse efeito uma Convenção e nomearam seus Plenipotenciários :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

O PRESIDENTE DA REPÚBLICA PORTUGUÊSA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND,
The Right Honourable Arthur HENDERSON,
M.P., His Majesty's Principal Secretary
of State for Foreign Affairs ; and

Sua Excelência o General Thomas Antonio GARCIA ROSADO, Embaixador Extraordinário e Plenipotenciário da República Portuguesa em Londres ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Lisbonne, le 13 avril 1932.

¹ The exchange of ratifications took place at Lisbon, April 13, 1932.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC.

His Excellency General Thomas Antonio GARCIA ROSADO, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Portuguese Republic in London ;

SUA MAJESTADE O REI DA GRÃ-BRETANHA, DA IRLANDA E DOS TERRITÓRIOS BRITÂNICOS DE ALÉM MAR, IMPERADOR DAS ÍNDIAS :

PELA GRÃ-BRETANHA E IRLANDA DO NORTE,
The Right Honourable Arthur HENDERSON,
M.P., Secretário de Estado dos Negócios Estrangeiros de Sua Majestade ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Os quais, tendo comunicado os seus plenos poderes, encontrados em bôa e devida fôrma, acordaram no seguinte :

I. PRELIMINARY.

Article I.

(a) This Convention applies only to civil and commercial matters, including non-contentious matters.

(b) In this Convention the words :

(1) " Territory of one (or of the other) High Contracting Party " shall be interpreted as meaning at any time any of the territories of such High Contracting Party to which the Convention at that time applies ;

(2) " Persons " shall be deemed to mean individuals and moral persons ;

(3) " Moral Persons " shall be deemed to mean partnerships, companies, societies and other corporations ;

(4) " Subjects or citizens of a High Contracting Party " shall be deemed to include " moral persons " constituted and incorporated in accordance with the laws of the territory of such High Contracting Party ;

(5) " A subject of one (or of the other) High Contracting Party " shall in relation to His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India be deemed to mean all subjects of His Majesty wherever domiciled.

I. PRELIMINAR.

Artigo I.

(a) Esta Convenção aplica-se unicamente a matérias civis e comerciais, incluindo as não contenciosas.

(b) Nesta Convenção as palavras :

(1) " Território de uma (ou da outra) Alta Parte Contratante " devem ser interpretadas, em cada momento, como abrangendo todo o território da Alta Parte Contratante a que nesse momento a Convenção se aplicar ;

(2) " Pessoas " designam os indivíduos e as pessoas colectivas ;

(3) " Pessoas colectivas " compreendem as sociedades, companhias, associações e outras corporações ;

(4) " Súditos ou cidadãos duma Alta Parte Contratante " devem ser interpretadas como incluindo também as pessoas colectivas constituídas e encorporadas em harmonia com as leis do território da respectiva parte Contratante ;

(5) " Um súbdito duma (ou de outra) Alta Parte Contratante " compreende, em relação a Sua Majestade o Rei da Grã-Bretanha, da Irlanda e dos Territórios Britânicos de além mar, Imperador das Índias, todos os súbditos de Sua Majestade, seja qual fôr o lugar em que se achem domiciliados.

II. SERVICE OF JUDICIAL AND EXTRA-JUDICIAL DOCUMENTS.

Article 2.

When judicial or extrajudicial documents drawn up in the territory of one of the High Contracting Parties are required by a judicial authority situated therein to be served on persons in the territory of the other High Contracting Party, such documents may be served on the recipient, whatever his nationality, in the manner provided in Article 3.

Article 3.

(a) A request for service shall be addressed by a Consular Officer of the High Contracting Party from whose territory the document to be served emanates to the competent authority of the country where the document is to be served, requesting such authority to cause the document to be served. The request shall be sent by such Consular Officer to such authority.

(b) The request for service shall be drawn up in the language of the country where service is to be effected. The request for service shall state the names and descriptions of the parties, the name, description and address of the recipient, and the nature of the document to be served, and shall enclose the document to be served in duplicate.

(c) The document to be served shall either be drawn up in the language of the country in which it is to be served, or be accompanied by a translation in such language. Such translation shall be certified as correct by a Consular Officer of the High Contracting Party from whose territory the document emanates.

(d) Requests for service shall be addressed and sent :

In Portugal to the President of the Court of Appeal in the district of which the document is to be served :

In England to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

If the authority to whom a request for service has been sent is not competent to execute it, such authority shall of his own motion transmit the document to the competent authority of his own country.

II. NOTIFICAÇÃO DE ACTOS JUDICIAIS E EXTRAJUDICIAIS.

Artigo 2.

Quando a autoridade judicial duma das Altas Partes Contratantes pretenda que um acto judicial ou extrajudicial emanado do seu próprio território seja notificado a pessoas que se encontrem no território da outra Alta Parte Contractante, a notificação pôde fazer-se pela forma regulada no artigo imediato, qualquer que seja a nacionalidade da pessoa a notificar.

Artigo 3.

(a) O pedido de notificação deve ser feito por um agente consular da Alta Parte Contratante de cujo território o acto emana à autoridade competente do País em que o acto haja de ser notificado. O agente consular dirigir-se-há à dita autoridade, pedindo que leve a efeito a notificação.

(b) O pedido de notificação deve ser redigido na língua do País em que a diligência haja de ser efectuada. A petição indicará os nomes e identificação das partes, o nome, identificação e residência do notificando e a natureza do acto a notificar e será acompanhada dêste acto em duplicado.

(c) O acto a notificar ou há de ser redigido na língua do País em que a diligência se vai efectuar, ou há de ser acompanhado de tradução nessa língua. A fidelidade da tradução tem de ser certificada por um agente consular da Alta Parte Contratante de cujo território o acto emana.

(d) Os pedidos de notificação devem ser dirigidos e enviados :

Em Portugal ao presidente da Relação em cujo distrito judicial a diligência haja de realizar-se ;

Na Inglaterra ao " Senior Master " do Supremo Tribunal da Judicatura.

Se a autoridade que receber o pedido de notificação não fôr a competente, deve ela enviá-lo officiosamente à autoridade competente do seu País.

(e) Service shall be effected by the competent authority of the country where the document is to be served, who shall serve the document in the manner prescribed by the municipal law of such country for the service of similar documents, except that, if a wish for some special manner of service is expressed in the request for service, such manner of service shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of that country.

(f) The execution of the request for service duly made in accordance with the preceding provisions of this Article shall not be refused unless :

(1) The authenticity of the request for service is not established ; or

(2) The High Contracting Party in whose territory it is to be effected considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) The authority by whom the request for service is executed shall furnish a certificate proving the service or explaining the reason which has prevented such service, and setting forth the fact, the manner and the date of such service or attempted service, and shall send the said certificate to the Consular Officer by whom the request for service was made. The certificate of service or of attempted service shall be placed on one of the duplicates or attached thereto.

Article 4.

(a) The provisions of Articles 2 and 3 in no way prejudice the right to use in the territory of either High Contracting Party, without any request to or intervention of the authorities of the country where service is to be effected, any of the following methods of service in connexion with judicial or extra-judicial documents drawn up in the territory of the other High Contracting Party :

(1) Service by a Consular Officer of the High Contracting Party from whose territory the document emanates ;

(2) Service by an agent appointed for the purpose either by the judicial authority by whom service of the document is required or by the party on whose application the document was issued ;

(3) Service by registered post, with notice of receipt ;

(e) A notificação deve ser efectuada pela autoridade competente do País em que haja de realizar-se e segundo a forma prescrita pela lei local desse País para actos semelhantes, salvo se no pedido de notificação vier expresso o desejo de que se adopte uma forma especial, pois neste caso empregar-se-há essa forma até onde não seja incompatível com a lei local.

(f) Quando o pedido de notificação satisfaça ao que fica disposto neste artigo, não deve ser-lhe negado cumprimento, a não ser que :

(1) Não se ache estabelecida a autenticidade do pedido ; ou que

(2) A Alta Parte Contratante em cujo território a diligência haja de efectuar-se, a considere atentatória da sua soberania ou da sua segurança.

(g) A autoridade incumbida da execução da diligência deve passar uma certidão que prove a notificação ou que exponha as razões por que não pôde ser efectuada, indicando ao mesmo tempo o facto, a forma e a data da diligência ou da tentativa dela. A certidão será lavrada num dos duplicados ou apensa a um deles e será remetida ao agente consular que tenha requisitado a diligência.

Artigo 4.

(a) As disposições dos Artigos 2 e 3 não obstam a que, sem qualquer pedido às autoridades locais nem intervenção destas, uma das Altas Partes Contratantes use no território da outra de qualquer dos seguintes meios de notificação de actos judiciais ou extrajudiciais oriundos do seu território :

(1) Notificação por um agente consular da Alta Parte Contratante de cujo território o acto emana ;

(2) Notificação por um agente designado para esse fim ou pela autoridade judicial que requisita a diligência ou pela parte a cujo pedido tenha sido feita a requisição ;

(3) Notificação por carta registada com aviso de recepção ;

(4) Service by any other method which is not illegal under the law existing at the time of service in the country where it is to be effected.

(b) The methods of service referred to in (1) and (2) of paragraph (a) of this Article may not be used for service on persons, who are subjects or citizens of the High Contracting Party, in whose territory the documents are to be served, unless such persons are willing to accept service; and, when these methods of service are employed, the documents to be served shall, unless the recipient is a subject or citizen of the High Contracting Party from whose territory the document to be served emanates, either be drawn up in the language of the country in which service is to be effected or accompanied by a translation into such language certified as correct as prescribed in Article 3 (c).

(c) It is understood that the validity of any service effected by the use of any of the methods referred to in paragraph (a) of this Article will remain a matter for the determination of the respective Courts of the High Contracting Parties in accordance with their law.

Article 5.

(a) In any case where documents have been served in accordance with the provisions of Article 3, the High Contracting Party, by whose Consular Officer the request for service was addressed, shall pay to the other High Contracting Party any charges and expenses which are payable under the law of the country where the service is effected to the persons employed to effect service, and any charges and expenses incurred in effecting service in a special manner. These charges and expenses shall not exceed such as are usually allowed in the Courts of that country.

(b) Repayment of these charges and expenses shall be claimed by the competent authority by whom the service has been effected from the Consular Officer by whom the request was addressed when sending to him the certificate provided for in Article 3 (g).

(c) Except as provided above, no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the service of any documents.

(4) Notifica  o por qualquer outro meio que não seja ilegal em face da lei vigente,   data da notifica  o, no País em que esta deva ser realizada.

(b) Os meios de notifica  o mencionados nos Nos. 1 e 2 da alínea anterior não podem ser empregados em rela  o a pessoas que sejam súbditos ou cidadãos da Alta Parte Contratante em cujo território a diligência haja de efectuar-se, a não ser que as mesmas pessoas aceitem voluntariamente essas f  rmas de notifica  o; e quando se use dos referidos meios, o acto a notificar ou há de ser redigido na língua do País em que a diligência vai efectuar-se, ou há de ser acompanhado de tradu  o nessa língua, autenticada pela f  rma prescrita na alínea (c) do Artigo 3, salvo se o notificando for súbdito ou cidadão da Alta Parte Contratante de cujo território o acto emana.

(c) Fica entendido que a validade da notifica  o efectuada por qualquer dos meios mencionados na alínea (a) dêste artigo   questão a ser resolvida pelos respectivos tribunais das Altas Partes Contratantes de harmonia com a sua lei.

Artigo 5.

(a) Quando a notifica  o se realize em conformidade das disposi  es do Artigo 3, a Alta Parte Contratante, por intermédio de cujo agente consular tenha sido requisitada a diligência, tem de satisfazer   outra todas as importâncias que segundo a lei do País da execu  o hajam de ser pagas às pessoas que tenham intervindo no cumprimento da diligência, e quaisquer encargos e despesas provocados pelo uso duma f  rma especial de notifica  o, não devendo estes encargos e despesas exceder os que usualmente são autorizados nos tribunais de País em que a diligência se efectuou.

(b) A autoridade competente que tenha realizado a notifica  o, se quizer obter o reembolso das quantias mencionadas, deve reclamá-lo do agente consular que lhe haja solicitado a diligência na ocasião em que lhe remeter a certidão a que se refere a alínea (g) do Artigo 3.

(c) Além daquelas que acabam de ser indicadas, nenhuma outras importâncias serão satisfeitas por uma das Altas Partes Contratantes   outra por motivo da notifica  o de qualquer acto.

III. TAKING OF EVIDENCE.

Article 6.

(a) When a judicial authority in the territory of one of the High Contracting Parties requires that evidence should be taken in the territory of the other High Contracting Party, such evidence may be taken in any of the ways prescribed in Articles 7 and 8.

(b) For the purposes of the present convention the words :

(1) " Taking of evidence " shall be deemed to include the taking of the statements of a Plaintiff or Defendant, on oath or otherwise, the submission to a Plaintiff, Defendant, expert or any other person of any oath with regard to any legal proceedings and the production, identification and examination of documents, samples or other objects ;

(2) " Witness " includes any person (whether Plaintiff, Defendant, expert or other person) from whom any evidence as defined above is required to be taken.

Article 7.

(a) The judicial authority by whom the evidence is required may, in accordance with the provisions of his law, address himself by means of " Letters of Request " to the competent authority of the country where the evidence is to be taken, requesting such authority to take the evidence.

(b) The " Letter of Request " shall be drawn up in the language of the country where the evidence is to be taken, or be accompanied by a translation in such language. Such translation shall be certified as correct by a Consular Officer of the High Contracting Party from whose judicial authority the request emanates. The " Letters of Request " shall state the nature of the proceedings for which the evidence is required, giving all necessary information in regard thereto, the names and descriptions of the parties thereto, and the names, descriptions and addresses of the witnesses. They shall also either be accompanied by a list of interrogatories to be put to the witness or witnesses, or as the case may be, by a description of the documents, samples or other objects to be

III. PRODUÇÃO DE PROVA.

Artigo 6.

(a) Quando uma autoridade judicial do território duma das Altas Partes Contratantes requisiar a produção de prova no território da outra Alta Parte Contratante, a diligência efectuar-se-há por qualquer das fórmulas estabelecidas nos Artigos 7 e 8.

(b) Para os efeitos da presente Convenção as palavras

(1) " Diligência de prova " devem ser interpretadas como abrangendo a exposição por parte dum autor ou réu, com ou sem juramento, as perguntas a fazer mediante juramento a um autor, réu, perito ou a outra qualquer pessoa a respeito dalgum processo, e a produção, identificação e exame de documentos, modélos ou outros objectos ;

(2) " Testemunha " compreende qualquer pessoa (autor, réu, perito ou outra pessoa) de quem se pretenda alguma espécie de prova, tal como fica definida.

Artigo 7.

(a) A autoridade judicial que pretenda a produção de prova, pode dirigir-se por meio de carta rogatória, em conformidade da sua própria lei, à autoridade competente do País onde a prova haja de produzir-se, pedindo-lhe a realização da diligência.

(b) A carta rogatória deve ser redigida na língua do País em que a prova há de ser produzida, ou deve ser acompanhada de tradução nessa língua, autenticada por um agente consular da Alta Parte Contratante de cuja autoridade a carta emana. As cartas rogatórias indicarão a natureza da causa para que é solicitada a diligência e fornecerão todas as informações necessárias, nomes e identificação das partes, nome, identificação e morada das testemunhas ; e, ou devem ser acompanhadas de uma lista das perguntas que hão de ser feitas à testemunha ou testemunhas ou da descrição dos documentos, modélos ou outros objectos a produzir, identificar ou examinar, quando seja caso disso, com a respectiva tradução autenticada pela fórmula já descrita, ou

produced, identified or examined, and a translation thereof certified as correct in the manner heretofore provided or shall request the competent authority to allow such questions to be asked *vivâ voce* as the parties or their representatives shall desire to ask.

(c) The "Letters of Request" shall be transmitted :

In England by a Portuguese Consular Officer to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature :

In Portugal by a British Consular Officer to the President of the Court of Appeal in the district in which the evidence is to be taken.

In case the authority to whom "Letters of Request" are transmitted is not competent to execute them, the "Letters of Request" shall be forwarded without any further request to the competent authority of his own country.

(d) The competent authority to whom the "Letters of Request" are transmitted or forwarded shall give effect thereto and obtain the evidence required by the use of the same compulsory measures and the same procedure as are employed in the execution of a commission or order emanating from the authorities of his own country, except that, if a wish that some special procedure should be followed is expressed in the "Letters of Request," such special procedure shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of the country where the evidence is to be taken.

(e) The Consular Officer, by whom the "Letters of Request" are transmitted, shall, if he so desires, be informed of the date and place where the proceedings will take place, in order that he may inform the interested party or parties who shall be permitted to be present in person or to be represented if they so desire.

(f) The execution of "Letters of Request" which comply with the preceding provisions of this Article can only be refused :

(1) If the authenticity of the "Letters of Request" is not established ;

(2) If in the country where the evidence is to be taken the execution of the "Letters of Request" in question does not fall within the functions of the judiciary ;

(3) If the High Contracting Party in whose territory the evidence is to be taken considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

devem pedir à autoridade competente que permita que as partes ou os seus representantes façam de viva voz as perguntas como desejarem.

(c) As cartas rogatórias devem ser transmitidas :

Em Portugal por um agente consular inglês ao presidente da Relação em cujo distrito a prova haja de ser produzida ;

Na Inglaterra por um agente consular português ao "Senior Master" do Supremo Tribunal da Judicatura.

Se a autoridade, a quem a carta tenha sido transmitida, não fôr competente para a cumprir, deve essa autoridade remetê-la oficiosamente à autoridade que fôr competente.

(d) A autoridade competente a quem a carta tenha sido transmitida ou remetida, deve cumpril'a e obter a produção da prova, empregando os mesmos meios coercivos e o mesmo processo que empregaria para o cumprimento duma carta emanada das autoridades do seu próprio País, salvo se na carta rogatória vier expresso o desejo de que se use de um processo especial, pois neste caso usar-se-há dêsse processo até onde não seja incompatível com a lei do País de cumprimento.

(e) O agente consular que tenha transmitido a carta, deve ser informado, se o desejar, da data e do lugar em que haja de realizar-se a diligência, de modo a poder avisar a parte ou partes interessadas, às quais deve ser permitido assistir por si ou pelos seus representantes, se o desejarem.

(f) O cumprimento das cartas rogatórias que satisfaçam ao preceituado nas disposições dêste artigo, só pode ser recusado :

(1) Se a autenticidade da carta não se achar estabelecida ;

(2) Se o cumprimento da carta não couber dentro das atribuições da autoridade judicial no País em que a diligência haja de realizar-se ;

(3) Se a Alta Parte Contratante em cujo território haja de realizar-se a diligência, a considerar atentatória da sua soberania ou da sua segurança.

(g) In every instance where the " Letters of Request " are not executed by the authority to whom they are addressed, the latter will at once inform the Consular Officer by whom they were transmitted, stating the grounds on which the execution of the " Letters of Request " has been refused, or the judicial authority to whom they have been forwarded.

Article 8.

(a) The evidence may also be taken, without any request to or the intervention of the authorities of the country in which it is to be taken, by a person in that country directly appointed for the purpose by the court by whom the evidence is required. A Consular Officer of the High Contracting Party whose court requires the evidence or any other suitable person may be so appointed.

(b) A person so appointed to take evidence may request the individuals named by the court appointing him to appear before him and give evidence. He may take all kinds of evidence which are not contrary to the law of the country where the evidence is being taken and shall have power to administer an oath.

(c) Requests to appear issued by such person shall, unless the recipient is a subject or citizen of the High Contracting Party for whose judicial authority the evidence is required, be drawn up in the language of the country where the evidence is to be taken, or be accompanied by a translation into such language.

(d) The evidence may be taken in accordance with the procedure recognised by the law of the country for whose judicial authority the evidence is required, and the parties will have the right to be present or to be represented by barristers or solicitors of that country or by any persons competent to appear before the courts of either of the countries concerned.

(e) It is understood that where the method of taking evidence referred to in this Article is employed, the procedure must be entirely voluntary and no measures of compulsion can be employed and the admissibility of evidence so taken remains a matter for the determination of the respective courts of the High Contracting Parties in accordance with their law.

(g) Todas as vezes que a carta não seja cumprida pela autoridade a quem foi transmitida, deve ela avisar imediatamente o agente consular que lh'a transmitiu, indicando as razões por que foi recusado o cumprimento ou a autoridade judicial a quem foi remetida.

Artigo 8.

(a) Póde também proceder-se à produção de prova, sem qualquer pedido dirigido às autoridades locais nem qualquer intervenção destas, sendo então a diligência realizada directamente por uma pessoa designada para êsse fim pelo Tribunal que deseja obter a prova. Para êsse efeito póde ser designado um agente consular da Alta Parte Contratante a que pertence o Tribunal que requisita a diligência ou qualquer outra pessoa idónea.

(b) A pessoa assim designada para obter a produção da prova póde solicitar para comparecerem perante êle e produzirem a prova os indivíduos indicados pelo Tribunal que o nomeou, póde obter todas as espécies de prova que não sejam contrárias á lei do País em que a diligência se realisa e deve ter poderes para deferir o juramento.

(c) Os pedidos de comparecimento emanados da pessoa designada devem ser redigidos na língua do País em que a prova vai produzir-se ou devem ser acompanhados de tradução nessa língua, salvo se o individuo cujo comparecimento se pretende fôr súbdito ou cidadão da Alta Parte Contratante a que pertence o Tribunal que requisita a diligência.

(d) A prova póde ser produzida segundo o processo estabelecido pela lei do País a que pertence a autoridade que a requisita e as partes terão o direito de assistir ou de se fazerem representar por advogados ou solicitadores dêsse País ou por quaisquer pessoas competentes para comparecerem perante os tribunais de um ou outro dos respectivos Países.

(e) Fica entendido que quando se usar do processo admitido por êste artigo, o meio de produção de prova terá caracter inteiramente voluntário, nenhuma medida coercivas poderão ser empregadas e a admissibilidade da prova assim obtida é questão a ser resolvida pelos respectivos tribunais das Altas Partes Contratantes de harmonia com a sua lei.

Article 9.

The fact that an attempt to take evidence by the method laid down in Article 8 has failed owing to the refusal of any witness to appear or to give evidence, does not preclude a request being subsequently made in accordance with Article 7.

Article 10.

(a) Where evidence is taken in the manner provided in Article 7, the High Contracting Party, by whose judicial authority the " Letters of Request " are addressed, shall repay to the other High Contracting Party any expenses incurred by the competent authority of the latter in the execution of the request in respect of any charges and expenses payable to witnesses experts, interpreters, or translators, the costs of obtaining the attendance of witnesses who have not appeared voluntarily, and the charges and expenses payable to any person whom such authority may have deputed to act in cases where the law of his own country permits this to be done, and any charges and expenses incurred by reason of a special procedure being requested and followed. These expenses shall be such as are usually allowed in similar cases in the courts of the country where the evidence has been taken.

(b) The repayment of these expenses shall be claimed by the competent authority by whom the " Letters of Request " have been executed from the Consular Officer by whom they were transmitted when sending to him the documents establishing their execution.

(c) Except as above provided, no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the taking of evidence.

IV. JUDICIAL ASSISTANCE FOR POOR PERSONS,
IMPRISONMENT FOR DEBT AND SECURITY
FOR COSTS.

Article 11.

The subjects or citizens of one High Contracting Party shall enjoy in the territory of the other High Contracting Party a perfect equality

Artigo 9.

Quando o processo facultado pelo Artigo 8, não tenha dado resultado pelo facto de qualquer testemunha se ter recusado a comparecer ou a prestar prova, isso não impedirá que se recorra em seguida ao meio permitido pelo Artigo 7.

Artigo 10.

(a) Quando a prova tenha sido obtida pelo meio estabelecido no Artigo 7, a Alta Parte Contratante a que pertencer a autoridade que haja expedido a carta rogatória será obrigada a satisfazer á outra Alta Parte Contratante todas as importancias dispendidas pela autoridade competente desta última no cumprimento da carta e que digam respeito a quantias pagas às testemunhas, peritos, intérpretes ou tradutores, a custas para se obter a comparência de testemunhas que não se apresentaram voluntariamente, a emolumentos e despesas devidos a qualquer pessoa em que a mesma autoridade tenha delegado a realização da diligência, nos casos em que a sua lei lho permita fazer, e a quaisquer despesas e desembolsos provocados pelo facto de ter sido solicitado e adoptado um processo especial. Estas despesas serão as que habitualmente se pagam, em casos semelhantes, nos tribunais do País em que a diligência se efectuou.

(b) A autoridade competente que tenha cumprido a carta rogatória, querendo obter o reembolso das importâncias referidas, deve reclamá-lo do agente consular que lha haja transmitido, na ocasião em que lhe remeter os documentos que provem o cumprimento da mesma carta.

(c) Além das que acabam de ser mencionadas, nenhuma outras importâncias serão satisfeitas por uma das Altas Partes Contratantes á outra por motivo da produção de prova.

IV. ASSISTENCIA JUDICIÁRIA A PESSOAS POBRES,
PRISÃO POR DIVIDAS E CAUÇÃO POR CUSTAS.

Artigo 11.

Os súbditos ou cidadãos de uma das Altas Partes Contratantes gosarão, no território da outra, de perfeita igualdade de tratamento em

of treatment with subjects or citizens of that High Contracting Party as regards free judicial assistance for poor persons and imprisonment for debt ; and, provided that they are resident in any such territory, shall not be compelled to give security for costs in any case where a subject or citizen of such other High Contracting Party would not be so compelled.

confronto com os próprios súbditos ou cidadãos dessa Alta Parte Contratante, no que respeita ao benefício da assistência judiciária às pessoas pobres e à prisão por dívidas ; e desde que residam no território da outra, não poderão ser obrigados a prestar caução às custas, a não ser nos casos em que um súbdito ou cidadão dessa Alta Parte Contratante também seria obrigado a prestá-la.

V. GENERAL PROVISIONS.

V. DISPOSIÇÕES GERAIS.

Article 12.

Artigo 12.

Any difficulties which may arise in connexion with the operation of this Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Todas as dificuldades que possam suscitar-se na aplicação desta Convenção serão resolvidas pela via diplomática.

Article 13.

Artigo 13.

The present Convention, of which the English and Portuguese texts are equally authentic, shall be subject to ratification. Ratifications shall be exchanged in Lisbon.

A presente Convenção, cujos textos português e inglês são igualmente autênticos, será submetida a ratificação. As ratificações serão trocadas em Lisboa.

The Convention shall come into force one month after the date on which ratifications are exchanged and shall remain in force for three years after the date of its coming into force.

A Convenção entrará em vigor um mês depois da data em que forem trocadas as ratificações e vigorará durante três anos contados desde o começo da vigência.

If neither of the High Contracting Parties shall have given notice through the diplomatic channel to the other not less than six months before the expiration of the said period of three years of his intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given notice to terminate it.

Se até seis meses antes de expirar o período dos três anos nenhuma das Altas Partes Contratantes comunicar à outra, pela via diplomática, a sua intenção de denunciar a Convenção, esta continuará em vigor até que decorram seis meses sobre a data em que alguma das Altas Partes Contratantes faça a referida denúncia.

Article 14.

Artigo 14.

(a) This Convention shall not apply *ipso facto* to Scotland or Northern Ireland, nor to any of the Colonies or Protectorates of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, nor to any territories under His suzerainty, nor to any mandated territories administered by His Government in the United Kingdom, but His Majesty may at any time, while the Convention is in force, under Article 13, by a notification given through His Ambassador

(a) Esta Convenção não se aplicará *ipso facto* à Escócia, nem à Irlanda do Norte nem a qualquer das Colónias ou Protectorados de Sua Majestade o Rei da Grã-Bretanha, da Irlanda e dos Territórios Britânicos de além mar, Imperador das Índias, nem a qualquer dos territórios submetidos à sua soberania, nem a qualquer dos territórios de mandato administrados pelo Seu Governo no Reino Unido ; mas Sua Majestade póde a todo o tempo, enquanto a Convenção estiver em

at Lisbon, extend the operation of this Convention to any of the above-mentioned territories.

(b) Such notification shall state the authorities in the territory concerned to whom requests for service or for the taking of evidence are to be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

The date of the coming into force of any such extension shall be one month from the date of such notification.

(c) Either of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of an extension of this Convention to any of the territories referred to in paragraph (a) of this Article, terminate such extension on giving six months' notice of termination through the diplomatic channel.

(d) The termination of the Convention under Article 13 shall, unless otherwise expressly agreed to by both High Contracting Parties, *ipso facto* terminate it in respect of any territories to which it has been extended under paragraph (a) of this Article.

Article 15.

(a) This Convention shall not apply *ipso facto* to any of the Colonies of the Portuguese Republic, but the President of the Portuguese Republic may at any time while the Convention is in force under Article 13 extend this Convention to any of such Colonies by a notification given through his Ambassador in London.

(b) The provisions of paragraph (b) of Article 14 shall apply to any such notifications.

(c) The provisions of paragraphs (c) and (d) of Article 14 shall apply to any Colonies of the Portuguese Republic to which this Convention has been extended.

(d) This Convention shall apply *ipso facto* to Madeira and the Azores and requests for service or for the taking of evidence in these territories shall be transmitted to the President of the Court of Appeal at Lisbon.

Article 16.

(a) The High Contracting Parties agree that His Majesty the King of Great Britain,

vigor nos termos do Artigo 13, estender a sua aplicação a qualquer dos territórios acima mencionados, mediante notificação feita por intermédio do seu Embaixador em Lisboa.

(b) Essa notificação indicará as autoridades do respectivo território às quais deverão ser transmitidos os pedidos de notificação ou de produção de prova e a língua em que devem ser feitas as comunicações e traduções.

A referida extensão entrará em vigor um mês depois da data em que tenha sido feita a comunicação.

(c) Decorridos três anos sobre a entrada em vigor da extensão da Convenção a qualquer dos territórios designados na alínea (a) deste artigo, pôde qualquer das Altas Partes Contratantes fazer cessar, a todo o tempo, a referida extensão mediante notificação feita por via diplomática com a antecipação de seis meses.

(d) O termo da Convenção em conformidade do Artigo 13 importará *ipso facto* o termo dela em relação aos territórios a que tenha sido ampliada segundo a alínea (a) deste artigo, salvo se outra ceusa tiver sido expressamente acordada pelas Altas Partes Contratantes.

Artigo 15.

(a) Esta Convenção não se aplicará *ipso facto* a qualquer das Colónias da República Portuguesa; mas o Presidente da República Portuguesa pôde a todo o tempo, enquanto vigorar a Convenção nos termos do Artigo 13, estender a sua aplicação a qualquer das Colónias, mediante notificação feita por intermédio do seu Embaixador em Londres.

(b) A estas notificações serão aplicáveis as disposições da alínea (b) do Artigo 14.

(c) As disposições das alíneas (c) e (d) do artigo antecedente aplicar-se-hão a quaisquer Colónias da República Portuguesa a que tenha sido aplicada esta Convenção.

(d) Esta Convenção aplicar-se-há *ipso facto* à Madeira e Açores. Os pedidos para notificação ou para produção de prova nestes territórios serão transmitidos ao presidente da Relação de Lisboa.

Artigo 16.

(a) As Altas Partes Contratantes estão de acôrdo em que Sua Majestade o Rei da Grã-

Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, may at any time, while the present Convention is in force, either under Article 13 or by virtue of any accession under this Article, by a notification given through the diplomatic channel, accede to the present Convention in respect of any Member of the British Commonwealth of Nations whose Government may desire that such accession should be effected, provided that no notification of accession may be given at any time when the President of the Portuguese Republic has given notice of termination in respect of all the territories of His Majesty to which the Convention applies.

The provisions of Article 14 (*b*) shall be applicable to such notification. Any such accession shall take effect one month after the date of its notification.

(*b*) After the expiry of three years from the date of the coming into force of any accession under paragraph (*a*) of this Article, either of the High Contracting Parties may, by giving a six months' notice of termination through the diplomatic channel, terminate the application of the Convention to any country in respect of which a notification of accession has been given. The termination of the Convention under Article 13 shall not affect its application to any such country.

(*c*) Any notification of accession under paragraph (*a*) of this Article may include any dependency or mandated territory administered by the Government of the country in respect of which such notification of accession is given; and any notice of termination in respect of any such country under paragraph (*b*) shall apply to any dependency or mandated territory which was included in the notification of accession in respect of that country.

In witness whereof the undersigned have signed the present Convention, in English and Portuguese texts, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London this 9th day of July, 1931.

Bretanha, Irlanda e Territórios Britânicos de além mar, Imperador das Índias, pôde a todo o tempo, enquanto esta Convenção estiver em vigor ou nos termos do Artigo 13 ou por virtude de qualquer acessão nos termos do presente artigo, fazê-la aplicar, mediante notificação por via diplomática, a qualquer dos membros da Comunidade Britânica de Nações, cujo Governo deseje que a acessão se realize; mas nenhuma notificação de acessão poderá ser feita logo que o Presidente da República Portuguesa tenha denunciado a Convenção a respeito de todos os territórios de Sua Majestade a que ela se aplique.

A esta notificação serão aplicáveis as disposições da alínea (*b*) do Artigo 14. As referidas acessões tornar-se-hão efectivas um mês depois da data da respectiva notificação.

(*b*) Decorridos três anos sôbre a data da entrada em vigor de qualquer acessão a que se refere a alínea (*a*) dêste Artigo, pôde qualquer das Altas Partes Contratantes fazer cessar a mesma acessão, mediante notificação por via diplomática com a antecipação de seis meses. O termo da Convenção em conformidade do Artigo 13 não afectará a sua aplicação a qualquer dos territórios em relação aos quais se tenha verificado a acessão nos termos dêste artigo.

(*c*) A notificação de acessão nos termos da alínea (*a*) dêste Artigo pôde abranger qualquer dependencia ou território de mandato administrado pelo Governo do País a que disser respeito a notificação; e qualquer comunicação relativa ao termo da Convenção quanto a um País em conformidade da alínea (*b*) será aplicável a todas as dependências ou territórios sob mandato que tenham sido incluídos na respectiva notificação de acessão.

Em testemunho do que os abaixo assinados firmaram a presente Convenção, nos textos português e inglês, e apuseram-lhe os respectivos sélos.

Dada em duplicado em Londres, em 9 de Julho de 1931.

(L. S.) Arthur HENDERSON.

(L. S.) Th. A. GARCIA ROSADO.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2975. — CONVENTION ENTRE SA MAJESTÉ POUR LE ROYAUME UNI ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 9 JUILLET 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

Désireux de se prêter, dans leurs territoires respectifs, une assistance réciproque pour l'accomplissement des actes de procédure relatifs à des affaires civiles ou commerciales dont sont saisies ou pourront être saisies leurs autorités judiciaires,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le Très Honorable Arthur HENDERSON, membre du Parlement, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Son Excellence le général Thomas Antonio GARCIA ROSADO, Ambassadeur extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République portugaise à Londres ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I. OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

Article premier.

a) La présente convention ne s'applique qu'aux affaires civiles et commerciales, y compris les affaires non contentieuses.

b) Dans la présente convention :

1^o Les mots « territoire de l'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante », seront interprétés comme signifiant, à tout moment, chacun des territoires de la Haute Partie contractante auxquels la convention s'applique à ce moment ;

2^o Le mot « personnes » désigne les personnes physiques et les personnes morales ;

3^o Les mots « personnes morales » désignent les sociétés de personnes, les compagnies, sociétés et autres collectivités ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4° Les mots «sujets ou citoyens d'une Haute Partie contractante» seront considérés comme visant également les «personnes morales» constituées et immatriculées, conformément aux lois applicables dans le territoire de ladite Haute Partie contractante ;

5° Les mots «sujets de l'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante» signifieront, en ce qui concerne Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, tous les sujets de Sa Majesté quel que soit leur domicile.

II. SIGNIFICATION D'ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES.

Article 2.

Lorsqu'une autorité judiciaire du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes demande que des actes judiciaires ou extrajudiciaires, dressés sur son propre territoire, soient signifiés à des personnes sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ces actes peuvent être signifiés au destinataire, quelle que soit sa nationalité, suivant l'un des modes prévus à l'article 3.

Article 3.

a) La demande de signification devra être adressée par un agent consulaire de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émane l'acte qui doit être signifié, à l'autorité compétente du pays où la signification doit être effectuée et ledit agent consulaire devra demander à cette autorité de faire signifier l'acte. La demande devra être envoyée par cet agent consulaire à ladite autorité.

b) La demande de signification sera rédigée dans la langue du pays où la signification doit être effectuée. La demande de signification devra indiquer les noms, prénoms et qualités des Parties, les noms, prénoms, qualités et adresse du destinataire, ainsi que la nature de l'acte qui doit être signifié, et devra être accompagnée de l'acte à signifier, en double exemplaire.

c) L'acte à signifier devra, soit être rédigé dans la langue du pays où il doit être signifié, soit être accompagné d'une traduction en cette langue. Cette traduction sera certifiée conforme par un agent consulaire de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émane l'acte en question.

d) Les demandes de signification devront être adressées et envoyées :

Au Portugal, au Président de la Cour d'appel dans le ressort de laquelle le document doit être signifié ;

En Angleterre, au « Senior Master of the Supreme Court of Judicature ».

Si l'autorité à laquelle une demande de signification a été adressée n'est pas compétente pour en assurer l'exécution, cette autorité devra faire parvenir d'office le document à l'autorité compétente de son pays.

e) La signification devra être assurée par l'autorité compétente du pays où l'acte doit être signifié, et cette autorité devra faire signifier l'acte dans la forme prescrite par la législation interne de ce pays pour la signification des documents analogues, sauf dans les cas où une forme spéciale de signification aurait été demandée dans la demande de signification. Dans ce cas, l'acte devra être signifié dans cette dernière forme si elle n'est pas incompatible avec la législation du pays.

f) L'exécution de la demande dûment formulée conformément aux dispositions précédentes du présent article ne pourra être refusée que

1° Si l'authenticité de la demande de signification n'a pu être établie ou,

2° Si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle l'exécution devrait avoir lieu le juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) L'autorité qui aura assuré l'exécution de la demande devra fournir une attestation prouvant que la signification a été faite ou expliquant la raison pour laquelle la signification n'a pas pu être

assurée, et constatant le fait, la forme et la date de cette signification ou tentative de signification. Cette attestation devra être envoyée à l'agent consulaire par qui la demande de signification a été faite ; elle sera portée sur l'un des doubles ou annexée à ce double.

Article 4.

a) Les dispositions des articles 2 et 3 ne font en aucune manière obstacle à ce que les actes judiciaires ou extrajudiciaires dressés dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes soient signifiés sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante par l'une quelconque des voies suivantes, sans aucune intervention ou participation des autorités du pays où doit s'effectuer la signification :

1^o Signification par un agent consulaire de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émane l'acte.

2^o Signification par un agent désigné à cet effet soit par l'autorité judiciaire qui demande la signification du document, soit par la partie à la requête de laquelle l'acte a été dressé.

3^o Signification par lettre recommandée avec avis de réception.

4^o Signification par toute autre voie qui n'est pas contraire aux lois applicables au moment de la signification dans le pays où celle-ci doit avoir lieu.

b) Les voies de signification mentionnées aux numéros 1 et 2 de l'alinéa a) du présent article ne pourront pas être employées pour la signification d'un acte à des personnes qui ont la qualité de sujets ou de citoyens de la Haute Partie contractante dans le territoire de laquelle les documents doivent être signifiés, à moins que lesdites personnes ne soient disposées à accepter cette signification lorsque ces voies de signification sont employées, les actes à signifier — sauf au cas où le destinataire serait un sujet ou un citoyen de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émane l'acte à signifier — devront être rédigés dans la langue du pays dans lequel la signification doit avoir lieu ou être accompagnés d'une traduction dans cette langue certifiée conforme comme il est dit à l'article 3 c).

c) Il est entendu qu'il appartiendra aux tribunaux respectifs des Hautes Parties contractantes de déterminer, conformément à leur législation, la validité de toute signification effectuée par l'une des voies qui sont mentionnées à l'alinéa a) du présent article.

Article 5.

a) Dans tous les cas où des actes auront été signifiés conformément aux dispositions de l'article 3, la Haute Partie contractante dont l'agent consulaire aura transmis la demande de signification devra rembourser à l'autre Haute Partie contractante les frais et débours qui sont dus aux personnes chargées d'assurer la signification en vertu de la législation en vigueur dans le pays où la signification a été assurée, ainsi que tous les frais et débours afférents aux significations effectuées dans une forme spéciale. Ces frais et débours ne devront pas dépasser le montant de ceux qui sont généralement alloués par les tribunaux du pays.

b) L'autorité compétente qui aura assuré la signification devra réclamer le remboursement de ces frais et débours à l'agent consulaire requérant, en même temps qu'elle lui fera parvenir l'attestation prévue à l'article 3 g).

c) A l'exception des frais et débours prévus ci-dessus, l'exécution de la signification d'actes ne pourra donner lieu de la part de l'une des Hautes Parties contractantes à l'égard de l'autre, à la perception de taxes quelconques.

III. RÉUNION DES PREUVES.

Article 6.

a) Lorsqu'une autorité judiciaire, constituée dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, demandera que des preuves soient recueillies sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ces preuves pourront être recueillies suivant l'une des modalités visées aux articles 7 et 8.

b) Pour les fins de la présente convention :

1^o Les mots « réunion de preuves » seront considérés comme visant également l'établissement d'un procès-verbal des déclarations d'un demandeur ou d'un défendeur, sous la foi du serment ou autrement, l'interrogatoire sous la foi du serment, d'un demandeur, d'un défendeur, d'un expert ou de toute autre personne, à l'occasion d'un procès et la production, l'identification et l'examen de pièces, échantillons ou autres objets ;

2^o Le mot « témoin » vise toute personne (demandeur, défendeur, expert ou autre) devant fournir une preuve selon la définition ci-dessus.

Article 7.

a) L'autorité judiciaire qui aura demandé que des preuves soient recueillies, pourra, conformément à la législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente du pays où la preuve doit être recueillie, pour lui demander de procéder aux actes nécessaires à cet effet.

b) La commission rogatoire devra être rédigée dans la langue du pays où les preuves doivent être recueillies, ou être accompagnée d'une traduction dans cette langue. Cette traduction devra être certifiée conforme par un agent consulaire de la Haute Partie contractante de l'autorité judiciaire de laquelle la demande émane. La commission rogatoire devra indiquer la nature de l'affaire en cause, avec tous les renseignements nécessaires à ce sujet, les noms, prénoms et qualités des parties, ainsi que les noms, prénoms, qualités et adresses des témoins. Elle devra être accompagnée également d'une liste des questions à poser au témoin ou aux témoins, ou, selon le cas, d'une description des documents, échantillons ou autres objets qui doivent être présentés, identifiés, ou examinés et d'une traduction desdites pièces, certifiée conforme de la manière prévue ci-dessus ; ou bien la commission rogatoire pourra demander à l'autorité compétente de permettre que soient posées de vive voix toutes les questions que les parties ou leurs représentants désireront poser.

c) La commission rogatoire sera transmise :

En Angleterre, par un agent consulaire portugais au « *Senior Master of the Supreme Court of Judicature* » ;

Au Portugal, par un agent consulaire britannique au Président de la Cour d'appel dans le ressort de laquelle la preuve doit être recueillie.

Si l'autorité à laquelle une commission rogatoire a été transmise n'est pas compétente pour en assurer l'exécution, elle devra la transmettre, sans autre requête, à l'autorité compétente de son pays.

d) L'autorité compétente à laquelle une commission rogatoire aura été transmise ou retransmise devra en assurer l'exécution et recueillir les preuves demandées, en ayant recours à cet effet aux mêmes mesures coercitives et aux mêmes voies de procédure que celles qui sont employées pour assurer l'exécution d'une commission ou d'un ordre émanant des autorités de son propre pays, sauf au cas où la commission rogatoire demanderait expressément l'emploi d'un mode de procédure déterminé, auquel cas ce mode de procédure devra être appliqué, s'il n'est pas incompatible avec la législation du pays où la preuve doit être recueillie.

e) L'agent consulaire chargé de transmettre la commission rogatoire pourra, s'il le désire, être informé de la date et du lieu où il sera procédé à l'acte demandé, afin qu'il puisse en informer la

partie ou les parties intéressées qui seront autorisées soit à y assister en personne soit, si elles le désirent, à s'y faire représenter.

f) L'exécution de la commission rogatoire conforme aux dispositions ci-dessus du présent article, ne pourra être refusée que :

1° Si l'authenticité de la commission rogatoire n'est pas établie ;

2° Si, dans le pays où la preuve doit être recueillie, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

3° Si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle la preuve doit être recueillie juge cet acte de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) Dans tous les cas où la Commission rogatoire n'aura pas été exécutée par l'autorité requise, cette dernière devra en informer immédiatement l'agent consulaire qui l'aura transmise en spécifiant les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée, ou en indiquant l'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire a été retransmise.

Article 8.

a) Les preuves pourront aussi être recueillies, sans aucun recours aux autorités du pays sur le territoire duquel l'opération doit être effectuée, et sans participation de ces autorités, par une personne de ce pays désignée directement à cet effet par le tribunal requérant ; cette personne pourra être un agent consulaire de la Haute Partie contractante dont le tribunal demande la preuve en question, ou toute autre personne compétente.

b) La personne ainsi désignée pour recueillir la preuve pourra convoquer les personnes dont les noms lui auront été fournis par le tribunal qui l'a désignée, afin qu'elles comparaissent devant elle pour témoigner. Cette personne pourra recourir à tous les modes de preuve qui ne sont pas contraires à la législation du pays où la preuve est recueillie et aura le droit de faire prêter serment.

c) Les citations à comparaître adressées par cette personne devront être rédigées dans la langue du pays où la preuve doit être recueillie, ou être accompagnées d'une traduction dans cette langue, à moins que le destinataire ne soit un sujet ou un citoyen de la Haute Partie contractante pour l'autorité judiciaire de laquelle la preuve est recueillie.

d) La preuve peut être recueillie conformément à la procédure établie par la législation du pays aux autorités judiciaires duquel elle est destinée et les parties auront le droit d'assister à la procédure ou de s'y faire représenter par des avocats ou des avoués de ce pays ou par toute personne ayant qualité pour se présenter devant les tribunaux de l'un ou l'autre des pays intéressés.

e) Il est entendu que lorsqu'on aura recours pour la réunion des preuves à la voie mentionnée dans le présent article, la procédure devra être entièrement volontaire et il ne pourra être employé aucune mesure de contrainte ; il appartiendra aux tribunaux respectifs des Hautes Parties contractantes de statuer, selon leur législation, sur l'admissibilité des preuves ainsi recueillies.

Article 9.

Le fait qu'un essai en vue de recueillir la preuve suivant la procédure prévue à l'article 8 a échoué par suite du refus d'un témoin de comparaître ou de déposer ne fera pas obstacle à ce qu'une demande soit présentée ultérieurement en conformité avec l'article 7.

Article 10.

a) Lorsque la preuve est recueillie dans l'une des formes prévues à l'article 7, la Haute Partie contractante dont l'autorité judiciaire aura adressé une commission rogatoire devra rembourser à l'autre Haute Partie contractante tous les frais exposés par l'autorité compétente de cette dernière pour assurer l'exécution de la commission rogatoire, du chef des indemnités dues aux témoins, experts, interprètes ou traducteurs, des dépenses afférentes à la comparution des témoins qui n'ont pas comparu volontairement, des frais et dépens dus à toute personne que ladite autorité aura

déléguée lorsque la législation de son pays permet cette délégation, et de tous les frais et débours résultant du fait qu'une procédure spéciale a été requise et suivie. Ces frais ne devront pas dépasser le montant de ceux qui sont alloués normalement, dans des cas analogues, par les tribunaux du pays requis.

b) Le remboursement de ces frais devra être réclamé, par l'autorité compétente qui aura assuré l'exécution de la commission rogatoire, à l'agent consulaire qui la lui aura transmise, au moment de l'envoi des pièces constatant ladite exécution.

c) A l'exception des frais et débours prévus ci-dessus, la réunion des preuves ne peut donner lieu, de la part d'une Haute Partie contractante à l'égard de l'autre, à la perception de taxes quelconques.

IV. ASSISTANCE JUDICIAIRE AUX INDIGENTS. EMPRISONNEMENT POUR DETTES ET CAUTIONNEMENT DES FRAIS DE JUSTICE.

Article 11.

Les sujets ou citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, à tous égards, du même traitement que les sujets ou citoyens de cette dernière Haute Partie contractante en ce qui concerne l'assistance judiciaire gratuite aux indigents et l'emprisonnement pour dettes ; de même, à la condition qu'ils résident sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ils seront dispensés de fournir caution pour les frais de justice toutes les fois que, dans les mêmes conditions, un sujet ou citoyen de ladite Haute Partie contractante en serait lui-même dispensé.

V. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 12.

Toutes les difficultés qui pourront s'élever au sujet de l'application de la présente convention seront réglées par la voie diplomatique.

Article 13.

La présente convention, dont le texte anglais et le texte portugais font également foi, devra être ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à Lisbonne.

La convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications ; elle est conclue pour une durée de trois ans à partir de sa mise en vigueur.

Si aucune des deux Hautes Parties contractantes n'a notifié à l'autre par la voie diplomatique, six mois au moins avant l'expiration de ladite période de trois ans, son intention de faire cesser l'effet de la convention, celle-ci demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'une des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Article 14.

a) La présente convention ne sera applicable, *ipso facto*, ni à l'Ecosse ou à l'Irlande du Nord, ni aux colonies ou protectorats de Sa Majesté de Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ni aux territoires sous sa suzeraineté, ni aux territoires sous mandat administrés par son gouvernement dans le Royaume-Uni, mais Sa Majesté pourra à toute époque, tant que la convention sera en vigueur, conformément à l'article 13, étendre, au moyen d'une notification transmise par l'intermédiaire de son ambassadeur à Lisbonne, l'application de cette convention à l'un quelconque des territoires susmentionnés.

b) Cette notification devra indiquer les autorités du territoire en question auxquelles les demandes de signification ou les commissions rogatoires devront être adressées, et la langue dans laquelle les communications et les traductions devront être faites.

La convention deviendra applicable, un mois après la date de cette notification, au territoire visé par la notification.

c) A l'expiration d'un délai de trois ans après la mise en vigueur de l'extension de cette convention à l'un des territoires visés au paragraphe *a)* du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra y mettre fin, à tout moment, moyennant préavis de six mois notifié par la voie diplomatique.

d) L'expiration de la présente convention telle qu'elle est prévue à l'article 13, mettra fin *ipso facto* à l'application de cette convention aux territoires auxquels elle aura été étendue en vertu du paragraphe *a)* du présent article, à moins qu'il n'en soit convenu autrement en termes exprès par les deux Hautes Parties contractantes.

Article 15.

a) La présente convention ne sera applicable *ipso facto* à aucune des colonies de la République portugaise, mais le président de la République portugaise pourra, à toute époque, tant que la convention sera en vigueur, conformément à l'article 13, étendre l'application de cette convention à l'une quelconque de ces colonies, au moyen d'une notification transmise par son ambassadeur à Londres.

b) Les dispositions de l'alinéa *b)* de l'article 14 s'appliqueront à toute notification de ce genre.

c) Les dispositions des alinéas *c)* et *d)* de l'article 14 s'appliqueront à toute colonie de la République portugaise à laquelle l'application de la présente convention aura été étendue.

d) La présente convention s'appliquera *ipso facto* à Madère et aux Açores et les demandes de signification ou les commissions rogatoires intéressant ces territoires seront transmises au président de la Cour d'Appel de Lisbonne.

Article 16.

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, pourra, à tout moment, tant que la présente convention sera en vigueur, soit aux termes de l'article 13, soit en vertu d'une accession conformément à cet article, accéder à la présente convention par une notification faite par la voie diplomatique, au nom de tout membre de la Communauté britannique des Nations dont le gouvernement pourrait désirer cette accession. Toutefois, aucune notification d'accession ne pourra être faite si le président de la République portugaise a fait connaître son intention de mettre un terme à la convention en ce qui concerne tous les territoires de Sa Majesté auxquels la convention s'applique.

Les dispositions de l'alinéa *b)* de l'article 14 seront applicables à cette notification. Toute accession de ce genre prendra effet un mois après la date de sa notification.

b) A l'expiration d'un délai de trois ans après l'entrée en vigueur d'une accession en vertu de l'alinéa *a)* du présent article, chacune des deux Hautes Parties contractantes pourra, moyennant préavis de six mois notifié par la voie diplomatique, mettre un terme à l'application de la convention à tout pays qui aura fait l'objet d'une notification d'accession. L'expiration de la convention telle qu'elle est prévue à l'article 13 n'affectera pas son application à tout pays ci-dessus mentionné.

c) Les notifications d'accession visées à l'alinéa *a)* du présent article pourront également s'étendre aux dépendances ou territoires sous mandat, administrés par le gouvernement du pays que vise la notification d'accession ; de même, toute dénonciation de la convention concernant les pays visés à l'alinéa *b)* s'étendra aux dépendances ou territoires sous mandat compris dans la notification d'accession relative audit pays.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention rédigée en anglais et en allemand et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 9 juillet 1931.

(L. S.) Arthur HENDERSON.

(L. S.) Th. A. GARCIA ROSADO.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPLICATION A L'ÉCOSSE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DU 9 JUILLET 1931 CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. LISBONNE, LES 8 JUIN ET 5 AOUT 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 6 octobre 1932.

BRITISH EMBASSY.

No. 115 (95/II).

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify Your Excellency, in accordance with Article 14 (a) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on July 9, 1931, the extension of the operation of that convention to Scotland.

2. The authority in Scotland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Crown Agent, Edinburgh, and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 14 (b) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 8th July next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I have the honour to be with the highest consideration, Monsieur le Ministre, Your Excellency's most obedient humble Servant,

LISBON, *June 8th*, 1932.

Claud RUSSELL.

His Excellency,

Commander Fernando Augusto Branco K.B.E.,
Minister for Foreign Affairs.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

MINISTÉRIO
DES NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.

Processo N^o 7/2.
N^o 71.

LISBOA, 5 de Agosto de 1932.

SENHOR EMBAIXADOR,

Tenho a honra de acusar recepção da nota N^o 115 (95/II) de 8 de Junho pela qual V. Exa.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 71.

LISBON, *August 5*, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Note No. 115 (95/II) dated June 8th, in

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

se dignou comunicar-me a extensão á Escocia da applicação da Convenção sôbre Processo Civil e Commercial, assinada em Londres em 9 de Julho de 1931, nos termos do respectivo artigo 14.

Aproveito a oportunidade para informar V. Exa. que dessa comunicação foi tomada a devida nota e para reiterar os protestos da minha mais alta consideração.

Cesar DE SOUSA MENDES.

Sua Excelencia,
Sir Claud Russell, K.C.M.G.,
etc., etc., etc.

which you were good enough to notify me, in accordance with Article 14 of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters signed in London on July 9, 1931, the extension of the operation of that Convention to Scotland.

I beg to inform Your Excellency that due note has been taken of this communication, and have the honour, etc.

Cesar DE SOUSA MENDES.

His Excellency
Sir Claud Russell, K.C.M.G.,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

115 (95/11).

LISBONNE, le 8 juin 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que, conformément à l'article 14 (a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 9 juillet 1931, l'application des dispositions de ladite convention est étendue à l'Ecosse.

2. L'autorité à laquelle doivent être transmises, en Ecosse, les demandes en vue de la signification des actes ou de la réception des dépositions est le « Crown Agent » (Agent de la Couronne à Edimbourg, et la langue dans laquelle les communications et traductions devront être faites sera l'anglais.

3. Conformément à l'article 14 (b) de la Convention, l'extension qui vient d'être notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 8 juillet prochain.

4. Je prie Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication et d'agrèer, etc.

Claud RUSSELL.

Son Excellence
Monsieur Fernando Augusto Branco, K.B.E.,
Ministre des Affaires étrangères.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Instance N^o 7/2.

N^o 71.

LISBONNE, le 5 août 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note N^o 115 (95/11) en date du 8 juin, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me notifier, conformément aux dispositions de l'article 14 de la Convention sur les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 9 juillet 1931 l'extension à l'Écosse de l'application de ladite convention.

Je saisis cette occasion pour faire savoir à Votre Excellence qu'il a été pris bonne note de cette communication et pour lui renouveler les assurances, etc.

Cesar DE SOUSA MENDES.

A Son Excellence
M. Claud Russell, K.C.M.G.,
etc., etc., etc.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPLICATION A L'IRLANDE DU NORD
DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DU
9 JUILLET 1931 CONCERNANT LES ACTES DE
PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COM-
MERCIALE. LISBONNE, LES 8 JUIN ET 5 AOUT
1932.

*Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires
étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne,
le 6 octobre 1932.*

BRITISH EMBASSY.

No. 114 (95/10).

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify Your Excellency, in accordance with Article 14 (a) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on July 9, 1931, the extension of the operation of that convention to *Northern Ireland*.

2. The authority in Northern Ireland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Registrar of the Supreme Court of Judicature for Northern Ireland, and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 14 (b) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 8th July next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication.

I have the honour to be with the highest consideration, Monsieur le Ministre, Your Excellency's most obedient, humble servant.

Claud RUSSELL.

His Excellency
Commander Fernando Augusto Branco, K.B.E.
Minister for Foreign Affairs.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE EXTENSION TO NORTHERN
IRELAND OF THE PROVISIONS OF THE CONVEN-
TION OF JULY 9, 1931, CONCERNING LEGAL
PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL
MATTERS. LISBON, JUNE 8 AND AUGUST 5,
1932.

*Communicated by His Majesty's Secretary of
State for Foreign Affairs in Great Britain,
October 6, 1932.*

LISBON, 8th June, 1932.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÉRIO
DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.

Processo N^o 7/2.
N^o 69.

LISBOA, 5 de Agosto de 1932.

SENHOR EMBAIXADOR,

Tenho a honra de acusar recepção da nota N^o 114 (95/10) de 8 de Junho pela qual V. Ex^a. se dignou comunicar-me a extensão á Irlanda do Norte da applicação da Convenção sôbre Processo Civil e Comercial, assinada em Londres em 9 de Julho de 1931, nos termos do respectivo artigo 14.

Aproveito a oportunidade para informar V. Ex^a. que dessa comunicação foi tomado a devida nota e para reiterar os protestos da minha mais alta consideração.

Cesar DE SOUSA MENDES.

Sua Excelencia :
Sir Claud Russell, K.C.M.G.,
etc., etc., etc.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS

No. 7/2.
No. 69.

LISBON, August 5th, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Note No. 114 (95/10) of June 8th, in which Your Excellency was good enough to notify me, in accordance with Article 14 of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters signed in London on July 9th, 1931, the extension of the operation of that Convention to Northern Ireland.

I beg to inform Your Excellency that due note has been taken of this communication, and have the honour, etc.

Cesar DE SOUSA MENDES.

His Excellency
Sir Claud Russell, K.C.M.G.,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION. --- TRANSLATION.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

114 (95/10).

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que, conformément à l'article 14 (a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 9 juillet 1931, l'application des dispositions de ladite convention est étendue à l'Irlande du Nord.

2. L'autorité à laquelle doivent être transmises, en Irlande du Nord, les demandes en vue de la signification des actes ou de la réception des dépositions est le « Registrar of the Supreme Court of Judicature for Northern Ireland » (Greffier de la Cour suprême de Justice pour l'Irlande du Nord), et la langue dans laquelle les communications et traductions devront être faites sera l'anglais.

LISBONNE, le 8 juin 1932.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. Conformément à l'article 14 *b*) de la convention, l'extension qui vient d'être notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 8 juillet prochain.

4. Je prie Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication et d'agréer, etc.

Claud RUSSELL.

Son Excellence
Monsieur Fernando Augusto Branco, K.B.E.,
Ministre des affaires étrangères.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Instance N° 7/2.
N° 69.

LISBONNE, le 5 août 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note N° 114 (95/10) en date du 8 juin, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me notifier, conformément aux dispositions de l'article 14 de la Convention sur les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 9 juillet 1931, l'extension à l'Irlande du Nord de l'application de ladite convention.

Je saisis cette occasion pour faire savoir à Votre Excellence qu'il a été pris bonne note de cette communication et pour lui renouveler, etc.

Cesar DE SOUSA MENDES.

Son Excellence M. Claud Russell, K.C.M.G.,
etc., etc., etc.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS RELATIF A L'APPLICATION A LA NOUVELLE-ZÉLANDE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DU 9 JUILLET 1931 CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. LISBONNE, LES 28 SEPTEMBRE ET 21 OCTOBRE 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 décembre 1932.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND AND THE PORTUGUESE GOVERNMENT REGARDING THE EXTENSION TO NEW ZEALAND OF THE PROVISION OF THE CONVENTION OF JULY 9, 1931, CONCERNING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. LISBON, SEPTEMBER 28 AND OCTOBER 21, 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 14, 1932.

No. 179 (95/26).

MONSIEUR LE MINISTRE,

LISBON, September 28, 1932.

At the instance of His Majesty's Government in New Zealand I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 16 (*a*) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on July 9, 1931, the accession of His Majesty to the convention in respect of New Zealand.

No. 2975

The authority in New Zealand to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Registrar of the Supreme Court of New Zealand at Wellington, and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 16 (a) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 28th October next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I have the honour to be with the highest consideration, Your Excellency's most obedient, humble Servant,

(Signed) Frederick ADAM.

His Excellency
Dr. Cesar de Sousa Mendes,
Minister for Foreign Affairs.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

MINISTÉRIO
DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.
DIREC  O GERAL
DOS NEGÓCIOS POLITICOS.

Processo N   7/2.
N   87.

LISBOA, 21 de Outubro de 1932.

SENHOR ENCARREGADO DE NEGÓCIOS,

Tenho a honra de acusar recep  o da Nota N   179 (95/26), de 28 de Setembro último, pela qual V. Sa. se serviu comunicar-me a extensão    Nova Zelandia da aplica  o da Conven  o sôbre Processo Civil e Comercial, assinada em Londres em 9 de Julho de 1931, nos termos do respectivo artigo 16.

Aproveito a oportunidade para informar V. Sa. que dessa comunica  o foi tomada a devida nota e para reiterar os protestos da minha distinta considera  o.

Cesar DE SOUSA MENDES.

Senhor Frederick Adam,
etc., etc.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
GENERAL DIRECTORATE
OF POLITICAL AFFAIRS.

Legal Proceedings : No. 7/2
No. 87.

LISBON, October 21, 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of your note No. 179 (59/26), of September 28 last, in which you inform me, in accordance with Article 16 of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on July 9, 1931, of the extension to New Zealand of the application of that Convention

I beg to inform you that note has been taken of this communication, and have the honour, etc.

Cesar DE SOUSA MENDES.

Frederick Adam, Esq.,
etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations,    titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 179 (95/26)

LISBONNE, le 28 septembre 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Sur la demande du gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 16 (a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 9 juillet 1931, l'adhésion de Sa Majesté à cette convention en ce qui concerne la Nouvelle-Zélande.

L'autorité néo-zélandaise à laquelle devront être adressées les demandes de signification et les commissions rogatoires est le « Registrar of the Supreme Court » de Nouvelle-Zélande à Wellington, et la langue dans laquelle les communications et traductions devront être faites sera l'anglais.

Conformément à l'article 16 (a) de la convention, l'extension qui vient d'être notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note c'est-à-dire le 28 octobre prochain.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication et d'agrèer, etc.

(Signé) Frederick ADAM.

Son Excellence
M. Cesar de Sousa Mendes,
Ministre des Affaires étrangères.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES AFFAIRES POLITIQUES.

Processo N^o 7/2.
N^o 87.

LISBONNE, le 21 octobre 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note N^o 179 (95/26), en date du 28 septembre dernier, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me notifier, conformément aux dispositions de l'article 16 de la Convention sur les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 9 juillet 1931, l'extension à la Nouvelle-Zélande de l'application de ladite convention.

Je saisis cette occasion pour faire savoir à Votre Excellence qu'il a été pris bonne note de cette communication et pour lui renouveler les assurances, etc.

Cesar DE SOUSA MENDES.

Monsieur Frederick Adam,
etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2976.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FRANCE**

Echange de notes relatif à la revision du règlement concernant les conditions de service des membres du Tribunal mixte du condominium des Nouvelles-Hébrides. Paris, le 15 décembre 1931.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FRANCE**

Exchange of Notes respecting the Revision of the Regulations regarding the Conditions of Service of the Members of the Joint Court in the Condominium of the New Hebrides. Paris, December 15, 1931.

N^o 2976. — ÉCHANGE DE NOTES¹
ENTRE LE GOUVERNEMENT
DE SA MAJESTÉ DANS LE
ROYAUME-UNI ET LE GOU-
VERNEMENT FRANÇAIS RELA-
TIF A LA REVISION DU RÈGLE-
MENT CONCERNANT LES
CONDITIONS DE SERVICE DES
MEMBRES DU TRIBUNAL
MIXTE DU CONDOMINIUM DES
NOUVELLES-HÉBRIDES. PARIS,
LE 15 DÉCEMBRE 1931.

No. 2976. — EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN HIS MAJESTY'S
GOVERNMENT IN THE UNITED
KINGDOM AND THE FRENCH
GOVERNMENT RESPECTING
THE REVISION OF THE
REGULATIONS REGARDING
THE CONDITIONS OF SERVICE
OF THE MEMBERS OF THE
JOINT COURT IN THE CONDO-
MINIUM OF THE NEW HEBRI-
DES. PARIS, DECEMBER 15,
1931.

*Textes officiels anglais et français communiqués
par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregis-
trement de cet échange de notes a eu lieu le
13 juin 1932.*

*English and French official texts communicated
by His Majesty's Secretary of State for Foreign
Affairs in Great Britain. The registration
of this Exchange of Notes took place June 13,
1932.*

I.

No. 757 (35/68/31).

15th December, 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

I have the honour, on instruction from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider that the regulations respecting the conditions of service of the members of the Joint Court in the Condominium of the New Hebrides should be revised in the light of experience and in order to include the modifications made therein at different times by the common consent of His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the Republic. These regulations form Annex I to the notes exchanged in London on August 29th, 1907, between Great Britain and France².

¹ Entré en vigueur le 15 décembre 1931.

² Vol. IX, page 197; vol. X, page 333; vol. XVI, page 213; vol. LIX, page 348; vol. LXIX, page 269; vol. LXXXVIII, page 361; et vol. CIX, page 31, de ce recueil.

¹ Came into force December 15, 1931.

² Vol. IX, page 197; Vol. X, page 333; Vol. XVI, page 213; Vol. LIX, page 348; Vol. LXIX, page 269; Vol. LXXXVIII, page 361; and Vol. CIX, page 31, of this Series.

2. His Majesty's Government propose that these regulations should be replaced by the following :

I. SALARIES.

1. The salary of the President of the Joint Court shall be £900 per annum. The salaries of the British and French Judges, the Public Prosecutor, and the Legal Commissioner, shall be £800 each per annum. The salary of the Native Advocate shall be £700 per annum. The salary of the Registrar shall be £500 per annum. These officers shall also be entitled to free quarters.

2. The salaries of the staff of the Joint Court shall be fixed by the President, subject to the approval of the two High Commissioners.

II. PASSAGES AND TRAVELLING.

1. Free passages (first-class) shall be provided, on first appointment, for the President of the Joint Court, the British and French Judges, the Public Prosecutor, the Legal Commissioner, the Native Advocate and the Registrar from their place of residence to the New Hebrides. A passage shall also be provided for the wife of the officer, for male children below the age of majority, and for female children, if unmarried, subject to a maximum of four passages in all, including that of the officer.

2. They shall further be entitled to half-pay from the date of embarkation, and to full pay from the date of arrival in the New Hebrides. Similar allowances shall be granted on the ultimate return home of these officers, upon termination of their appointments for any other reason than misconduct ; provided they have served not less than three years, or return home on the ground of ill-health, duly certified by a Condominium Medical Officer.

3. When travelling in the Group in the performance of their official duties, transport shall be provided, or expenses incurred in the provision of transport shall be refunded to them.

4. They shall also receive a subsistence allowance of eight shillings or fifty francs for periods of absence of more than twelve hours necessitating board and lodging for the night. This allowance shall be reduced to onethird for periods of from five to twelve hours. No allowance shall be payable in respect of an absence of less than five hours. One half of the allowance shall be payable if either board or lodging is provided by the Condominium Government. No allowance shall be payable if both board and lodging are provided.

5. When proceeding to or from the New Hebrides on first appointment, or on termination of appointment, or on furlough or sick leave, the President of the Joint Court shall be entitled to an allowance of LI.10.0. or 186 francs for every twenty-four hours of unavoidable detention at any port other than the port of disembarkation. In the cases of the British and French Judges, the Public Prosecutor, the Legal Commissioner, the Native Advocate and the Registrar, the allowance shall be £1.0.0. or 124 francs.

III. LEAVE.

1. The High Commissioners acting conjointly, and subject to the exigencies of the service, may grant to the officers mentioned in Section II of these Regulations :

- (a) Furlough ;
- (b) Sick Leave ;
- (c) Leave for private affairs.

2. Grants of furlough or leave for private affairs will be at the discretion of the Condominium Government and will depend upon satisfactory arrangements being made for the proper execution of the duties of the officer while absent.

3. At the option of the officer, leave may be granted to his country of origin, or to the country from which he was originally appointed.

4. Furlough will only be granted after three years' resident service in the New Hebrides and may be for a period of six months. For every additional year of resident service, a further two months' furlough may be granted, provided that in no case shall the total leave exceed one year.

5. Periods of furlough, and the time actually spent in travelling will be on half-pay.

6. Furlough will not be granted to a member of the Joint Court at intervals of less than one year and will be granted in the following order of precedence :

- (1) The President ;
- (2) The Public Prosecutor ;
- (3) The Legal Commissioner ;
- (4) The Registrar.

Should an officer not desire to avail himself of furlough his place may be taken by the officer next succeeding him in this order of precedence.

7. The High Commissioners acting conjointly may, on the advice of a Condominium Medical Officer, require an officer who has completed three years' resident service to take such furlough as is due to him.

8. An officer who at the expiration of his furlough does not return to his post, except in the case of *force majeure*, will be considered as having resigned and shall be replaced.

9. Sick leave on half-pay may be granted up to three months on production of a medical certificate issued by a Condominium Medical Officer, or, where an officer is at the time outside the Condominium, by an approved medical practitioner. Extensions of this period may be granted by the two Governments or their representatives in the New Hebrides upon the production of supplementary medical certificate.

10. In no case will such leave exceed one-third of an officer's resident service.

11. On the expiration of the maximum period laid down, an officer who does not rejoin his post, except in the case of *force majeure*, will be considered as having resigned, and shall be replaced.

12. Upon application in writing, the High Commissioners acting conjointly may grant three months' leave on full pay for urgent private affairs, the nature of which must be stated.

13. In cases of furlough and sick leave, the passage expenses of the officers mentioned in Section II of these Regulations as well as of their families, subject to the limits therein stated, will be met from Condominium funds.

14. The grant of leave on private affairs will not carry with it the right of free passage.

IV. AGE LIMIT.

Except in special cases, and with the express consent of the two High Commissioners, retirement shall be compulsory at the age of 60.

V. PENSIONS.

No member or officer of the Joint Court shall be entitled to a pension from the New Hebrides funds.

VI. ACTING ARRANGEMENTS.

1. In the absence or incapacity of the President of the Joint Court, the Legal Commissioner shall act for him.

2. In the absence or incapacity of the British or French Judge a substitute shall be appointed by the British or French High Commissioner respectively.

3. In the absence or incapacity of the Public Prosecutor, the Legal Commissioner shall act for him. In the event of the services of the Legal Commissioner not being available, the Registrar shall act as Public Prosecutor. In view of this provision, the Registrar shall not be either a British subject or a French citizen and must possess the necessary legal qualifications. In the event of the incapacity, as the result of illness or for any other reason, of the Public Prosecutor, the Legal Commissioner, and the Registrar of the Joint Court, the two High Commissioners will conjointly nominate a substitute of neutral nationality to replace the Public Prosecutor.

4. In the absence or incapacity of the Native Advocate, his functions will be performed, if necessary, by the Public Prosecutor, in addition to his own functions.

5. In the absence or incapacity of the Registrar, the President shall appoint a substitute irrespective of nationality.

6. The holder of an acting appointment shall be entitled to the emoluments and privileges of the post the duties of which he is performing, but this provision shall not be taken as conferring the right at the same time to the emoluments and privileges of more than one post.

VII. BUSINESS OF THE JOINT COURT AND POWERS OF THE PRESIDENT.

1. All arrangements for the sittings of the Joint Court and the conduct of its business shall be made by the President.

2. The Registrar and staff of the Joint Court shall be under the control of the President, but their appointment shall not be revocable by him except with the concurrence of the two Resident Commissioners.

VIII. GENERAL.

Subject to the approval of the two Governments, the High Commissioners shall arrange conjointly for all matters relating to the Joint Court not covered by the preceding Regulations.

3. I have the honour to enquire of Your Excellency whether the Government of the Republic agree that the above Regulations should be substituted for those contained in Annex I to the notes exchanged in London on August 29th, 1907.

I have the honour to be with the highest consideration, Monsieur le Président, Your Excellency's most obedient humble Servant.

TYRRELL.

His Excellency
Monsieur Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs.

II.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION POLITIQUE.

PARIS, le 15 décembre 1931.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que le Gouvernement de la République française est d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de

l'Irlande du Nord pour reviser, en tenant compte de l'expérience acquise, le règlement concernant les conditions de service des membres du Tribunal mixte du Condominium des Nouvelles-Hébrides en vue d'y faire figurer les modifications qui, d'un commun accord entre les deux gouvernements, ont à diverses reprises été apportées aux règles existantes. Ces dernières constituent l'annexe I des notes échangées à Londres entre la Grande-Bretagne et la France le 29 août 1907.

Le Gouvernement français est d'accord avec le Gouvernement britannique pour que le nouveau règlement soit rédigé ainsi qu'il suit :

I. TRAITEMENT.

1. Le traitement du président du Tribunal mixte sera de 900 livres sterling par an. Le traitement des juges français et britanniques, du magistrat chargé du Ministère public et du magistrat délégué sera, pour chacun, de 800 livres sterling par an. Le traitement de l'avocat des indigènes sera de 700 livres sterling par an. Le traitement du greffier sera de 500 livres par an. Ces fonctionnaires auront également droit au logement gratuit.

2. Le traitement du personnel de la Cour mixte sera fixé par le président, sous réserve, d'approbation par les deux Hauts Commissaires.

II. PASSAGES ET FRAIS DE TOURNÉE.

1. Le président du Tribunal mixte, les juges français et anglais, le magistrat chargé de représenter le Ministère public, le magistrat délégué, l'avocat des indigènes et le greffier auront droit au passage gratuit en première classe pour rejoindre leur poste, du lieu de leur résidence aux Nouvelles-Hébrides. Ce droit est étendu à leur famille réduite à la femme et aux enfants, les enfants du sexe masculin ne bénéficiant de cette mesure que jusqu'à leur majorité et les enfants du sexe féminin jusqu'à leur mariage. Les passages gratuits ainsi accordés ne pourront dépasser le nombre de quatre pour chaque membre du Tribunal.

2. Ils recevront la moitié de leur solde à partir du jour de leur embarquement et leur solde entière à partir du jour de leur arrivée aux Nouvelles-Hébrides. Ils seront rapatriés aux mêmes conditions lorsqu'ils quitteront définitivement leur poste après cessation de leurs fonctions, sauf le cas de révocation pour mauvaise conduite ; toutefois ces avantages ne leur seront accordés que s'ils ont servi au moins trois ans dans l'Archipel, ou s'ils se retirent pour raison de santé attestée par certificat médical d'un médecin officiel du Condominium.

3. Lorsque ces membres du Tribunal mixte se déplaceront dans l'Archipel pour les besoins du service, les moyens de transport leur seront fournis en nature ou, à défaut, ils seront remboursés des dépenses qu'ils auront effectuées à ce titre.

4. Ils recevront, en outre, une indemnité de route ou de séjour de 50 francs ou 8 shillings pour tous déplacements de plus de douze heures entraînant l'obligation pour l'intéressé d'assurer au dehors ses repas et son logement durant la nuit. L'indemnité sera réduite au tiers de son taux pour les déplacements d'une durée supérieure à 5 heures et ne dépassant pas douze heures. Il ne sera accordé aucune indemnité pour les déplacements d'une durée inférieure à 5 heures.

Les indemnités prévues au paragraphe ci-dessus seront réduites de moitié si les intéressés reçoivent leur nourriture en nature ou si leur logement est assuré par les soins de l'administration du Condominium.

Aucune indemnité ne sera payée dans le cas où la nourriture et le logement sont attribués en nature.

5. Tout membre du Tribunal mixte qui, au cours de voyage soit pour se rendre à son poste, soit pour bénéficier d'un congé administratif ou de convalescence, soit par mesure de rapatriement, sera obligé, par suite de transbordement ou pour toute autre cause, de séjourner dans un port autre que celui du débarquement, recevra une indemnité journalière fixée ainsi qu'il suit :

Pour le président £ 1/10. 186 francs.

Pour les autres magistrats, y compris le magistrat-délégué, l'avocat des indigènes et le greffier, £ 1/0. 124 francs.

III. CONGÉS.

1. Les Hauts Commissaires pourront, dans la mesure où les exigences du service le permettront, accorder conjointement aux membres du Tribunal mixte mentionnés à l'article II :

- a) Un congé administratif ;
- b) Un congé de convalescence ;
- c) Un congé pour affaires personnelles.

2. Les congés administratifs et pour affaires personnelles sont facultatifs et ne seront accordés qu'autant que l'intérim des fonctions de l'intéressé sera assuré.

3. Les congés sont accordés au choix du bénéficiaire, soit pour son pays d'origine, soit pour le pays où il a été recruté.

4. Le congé administratif ne peut être accordé qu'après chaque période de trois années de service effectif aux Nouvelles-Hébrides. Il est fixé à six mois pour cette période de service effectif avec prolongation de deux mois par année de service supplémentaire, sans qu'en aucun cas, sa durée puisse être supérieure à une année.

5. Il donne droit à la demi-solde pendant sa durée et celle des traversées.

6. Les congés administratifs demandés par plusieurs des membres du Tribunal mixte désignés ci-après ne pourront être accordés qu'à un intervalle d'au moins un an. Il sera établi un tour de roulement qui s'effectuera dans l'ordre suivant :

- 1^o Le président ;
- 2^o Le magistrat chargé de représenter le Ministère public ;
- 3^o Le magistrat-délégué ;
- 4^o Le greffier.

Si l'un d'eux renonçait à son congé, cet avantage reviendrait au suivant dans l'ordre indiqué ci-dessus.

7. Après trois ans de séjour, les Hauts Commissaires, sur avis du médecin du Condominium, pourront requérir un magistrat ou fonctionnaire du Tribunal mixte fatigué de prendre le congé auquel il a droit.

8. Serait considéré comme démissionnaire et remplacé *ipso facto* (sauf cas de force majeure), tout membre du Tribunal mixte qui ne rejoindrait pas son poste à l'époque de l'expiration de son congé.

9. Un congé de convalescence peut être accordé avec demi-solde pour une durée de trois mois sur production d'un certificat du médecin du Condominium en attestant la nécessité, ou d'un certificat émanant d'une autorité médicale officielle si l'intéressé se trouve à ce moment en dehors du Condominium. Des prolongations d'une durée maximum de trois mois avec demi-solde pourront être accordées par les deux gouvernements ou leurs représentants dans l'archipel au vu d'un certificat délivré par les autorités médicales officielles du lieu où l'intéressé se trouve en congé.

10. En aucun cas, la durée totale du congé ne pourra excéder le tiers du temps de séjour accompli aux Nouvelles-Hébrides.

11. A l'expiration de cette période maximum, et sauf le cas de force majeure, le membre du Tribunal mixte qui ne rejoindrait pas son poste serait considéré comme démissionnaire et remplacé.

12. Le congé pour affaires personnelles urgentes est accordé conjointement par les Hauts Commissaires pour une durée maximum de trois mois avec solde entière et sur la demande écrite et motivée de l'intéressé.

13. Les frais de voyage des membres du Tribunal mixte mentionnés à l'article II ainsi que de leur famille, dans les conditions prévues audit article, lorsqu'ils se rendent en congé administratif ou de convalescence, sont à la charge du budget du Condominium des Nouvelles-Hébrides.

14. L'octroi du congé pour affaires personnelles ne peut en aucun cas donner droit au passage gratuit.

IV. LIMITE D'AGE.

Les membres du Tribunal mixte cesseront obligatoirement leurs fonctions à l'âge de soixante ans excepté dans des cas spéciaux et avec le consentement exprès des deux Hauts Commissaires.

V. PENSIONS.

Aucun membre du Tribunal mixte n'aura droit à pension sur le budget du Condominium de Nouvelles-Hébrides.

VI. INTERIMS.

1. En cas d'absence ou d'indisponibilité du président du Tribunal mixte, le magistrat délégué le remplacera dans ses fonctions.

2. En cas d'absence ou d'indisponibilité des juges français ou anglais, un remplaçant intérimaire sera désigné respectivement par le Haut Commissaire français ou anglais.

3. En cas d'absence ou d'indisponibilité du magistrat chargé de représenter le Ministère public, le magistrat délégué le remplacera dans ses fonctions. En cas d'absence ou d'indisponibilité du magistrat délégué, le greffier remplacera le Ministère public dans ses fonctions. En raison de cette disposition spéciale, le greffier ne devra être ni citoyen français ni sujet britannique, et devra justifier des connaissances en droit nécessaires.

Au cas d'indisponibilité par suite de maladie, ou pour tout autre cause, du procureur, du magistrat délégué et du greffier du Tribunal mixte, les deux Hauts Commissaires désigneront conjointement un substitut de nationalité neutre pour remplacer le magistrat chargé du Ministère public.

4. En cas d'absence ou d'indisponibilité de l'avocat des indigènes, ses fonctions seront, le cas échéant, remplies cumulativement par le magistrat chargé du Ministère public (procureur).

5. En cas d'absence ou d'incapacité du greffier, le président lui désignera un remplaçant intérimaire, sans condition de nationalité.

6. Les intérimaires auront droit durant leur intérim aux mêmes allocations et avantages alloués aux titulaires des fonctions, sans que cette disposition leur confère le droit de prétendre aux émoluments et aux privilèges de plus d'un poste.

VII. SERVICE INTÉRIEUR DU TRIBUNAL MIXTE ET POUVOIRS DU PRÉSIDENT.

1. Toutes les dispositions concernant les audiences du Tribunal mixte et son fonctionnement intérieur seront arrêtées par le président.

2. Le greffier et le personnel auxiliaire sont soumis à l'autorité disciplinaire du président, mais celui-ci ne pourra prononcer la révocation qu'avec l'assentiment des deux commissaires résidents.

VIII. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Sous réserve de l'approbation ultérieure des deux gouvernements, les deux Hauts Commissaires régleront conjointement toutes les questions concernant le Tribunal mixte et non prévues par le présent règlement.

Le Gouvernement de la République est d'accord avec le Gouvernement britannique pour que ce règlement entre en vigueur à compter de ce jour.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Son Excellence
Lord Tyrrell,
Ambassadeur d'Angleterre,
à Paris.

Pour le ministre des Affaires étrangères et par ordre :
Le ministre plénipotentiaire, sous-directeur d'Asie,
E. NAGGIAR.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 757/35/68/31.

I.

Le 15 décembre 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord estime qu'il y eu lieu de reviser, en tenant compte de l'expérience acquise, le règlement concernant les conditions de service des membres du Tribunal mixte du Condominium des Nouvelles-Hébrides en vue d'y faire figurer les modifications qui, d'un commun accord entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de la République ont, à diverses reprises, été apportées aux règles existantes. Ces dernières constituent l'annexe I des notes échangées à Londres entre la Grande-Bretagne et la France le 29 août 1907.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté propose que ces règles soient remplacées par les suivantes :

(Voir texte français, pages 450 et suivantes.)

3. J'ai l'honneur de demander à Votre Excellence si le Gouvernement de la République est d'accord avec le Gouvernement britannique pour que ce règlement remplace celui qui figure à l'annexe I des notes échangées à Londres le 29 août 1907.

Veuillez agréer. etc.

Son Excellence

TYRRELL.

Monsieur Aristide Briand,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

FRENCH REPUBLIC.
MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.
POLITICAL DEPARTMENT.

PARIS, December 15th, 1931.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the French Republic agrees with His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland in considering that the regulations respecting the conditions of service of the members of the Joint Court in the Condominium of the New Hebrides should be revised in the light of experience and in order to include the modifications made therein at different times by the common consent of the two Governments. These regulations form Annex I to the notes exchanged in London on August 29th, 1907, between Great Britain and France.

The French Government agrees with His Britannic Majesty's Government that the new regulations should be as follows :

(See English text, page 447 and following.)

The Government of the Republic agrees with the British Government that these regulations shall come into force as from to-day's date.

I have, etc.

For the Minister for Foreign Affairs :

E. NAGGIAR,

His Excellency Lord Tyrrell,
British Ambassador in Paris.

Minister Plenipotentiary, Assistant-Director for Asia.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2977.

NORVÈGE ET PORTUGAL

Convention de commerce et de navigation, avec protocole additionnel.
Signés à Lisbonne, le 13 novembre 1931.

NORWAY AND PORTUGAL

Convention of Commerce and Navigation, with Additional Protocol.
Signed at Lisbon, November 13, 1931.

N° 2977. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
LA NORVÈGE ET LE PORTUGAL. SIGNÉE A LISBONNE, LE
13 NOVEMBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le chef de la Chancellerie portugaise auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 15 juin 1932.

Article premier.

Le Gouvernement portugais appliquera aux marchandises norvégiennes en général, à leur importation en Portugal, aux îles adjacentes et aux colonies le traitement de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement norvégien appliquera aux marchandises originaires et en provenance du Portugal, de ses îles adjacentes et de ses colonies le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Le Gouvernement norvégien s'engage à permettre, pendant la durée de la présente convention, l'importation, en fûts ou en bouteilles, ainsi que le transport et la vente à l'intérieur, des vins portugais d'une teneur d'alcool égale ou inférieure à 21 degrés, sans en limiter la consommation, pourvu qu'il s'agisse de vins purs provenant uniquement de la fermentation du jus de raisons frais et n'ayant subi aucune addition d'alcool, si ce n'est celui de l'alcoolisation indispensable pour définir leur type.

Les commis voyageurs ou commerçants voyageant en Norvège pour le compte d'une maison portugaise pourront recueillir des commandes, avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises chez toute personne ou institution se livrant au commerce des vins en gros ou en détail.

Le Gouvernement norvégien s'engage à accorder aux vins portugais d'une teneur alcoolique égale ou inférieure à 21 degrés un traitement aussi favorable à tous points de vue que celui qui serait à l'avenir accordé à l'importation aux produits de même teneur d'alcool en provenance de tout autre pays, et, en ce qui concerne le transport, la vente et la consommation, le traitement le plus favorable accordé ou qui pourrait être accordé, soit aux produits de même teneur d'alcool en provenance d'autres pays que le Portugal, soit aux boissons de production nationale possédant une même teneur d'alcool que les vins portugais.

Le traitement national ainsi prévu pour les vins portugais, n'implique pas cependant une assimilation complète du régime des vins et du régime des boissons de fruits de même teneur alcoolique que les vins, en ce qui concerne leur vente et leur débit, étant entendu cependant que les vins

¹ La ratification de la Norvège a été notifiée à Lisbonne, le 16 mai 1932.
Entrée en vigueur le 15 juin 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2977. — CONVENTION² OF COMMERCE AND NAVIGATION
BETWEEN NORWAY AND PORTUGAL. SIGNED AT LISBON,
NOVEMBER 13, 1931.

French official text communicated by the Head of the Portuguese Office accredited to the League of Nations and by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place June 15, 1932.

Article 1.

The Portuguese Government shall apply most-favoured-nation treatment to Norwegian goods in general when imported into Portugal, her adjacent islands and her colonies.

The Norwegian Government shall apply most-favoured-nation treatment to goods originating in and coming from Portugal, her adjacent islands and her colonies.

Article 2.

The Norwegian Government undertakes, for the duration of the present Convention to allow the free import, transport and sale within the country, of all Portuguese wines of a strength of 21° or less in casks or bottles, without limit of the consumption, provided they are pure wines solely derived from fermentation and juice of fresh grapes without any addition of spirits, other than what is absolutely necessary to define their type.

Commercial travellers or traders travelling in Norway on behalf of a Portuguese firm shall be allowed to obtain orders, with or without the use of samples, from any persons or institutions engaged in the wine trade, whether wholesale or retail, but not to bring consignments with them for sale.

The Norwegian Government undertakes to grant Portuguese wines of a strength of 21° or less a treatment as favourable in all respects as that which may be hereafter granted in respect of the import of products of the same alcoholic content coming from any other country and, so far as concerns transport, sale and consumption, the most favourable treatment now or hereafter granted either to products of the same alcoholic content coming from countries other than Portugal, or to beverages produced in the country and having the same alcoholic content as Portuguese wines.

Nevertheless, the national treatment thus provided in respect of Portuguese wines shall not imply a complete assimilation of the system in regard to the sale and consumption of wines to that prevailing in the case of fruit beverages of the same alcoholic content as wines, provided always

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The ratification by Norway was notified to Lisbon on May 16, 1932.
Came into force June 15, 1932.

ne seront pas soumis à un régime moins favorable que les boissons de fruits, au point de vue des réglementations administratives et fiscales.

Quel que soit le régime adopté en Norvège pour l'importation, la vente, le transport et la consommation des vins ci-dessus mentionnés, le Gouvernement norvégien s'engage à permettre que les particuliers, ainsi que les restaurateurs et négociants en vins, puissent obtenir pour leur consommation ou leur commerce l'importation et le transport de toutes marques de vins portugais ci-dessus visés, sans limitation de quantité.

Ces garanties du Gouvernement norvégien prévaudront, le cas échéant, contre toute réglementation locale qui serait de nature à y faire échec.

Article 3.

Quel que soit le régime adopté en Norvège pour l'importation, la production, la vente, le transport et la consommation des vins titrant plus de 14 degrés d'alcool jusqu'à 21 degrés d'alcool inclusivement, le Gouvernement norvégien s'engage à permettre, pendant la durée de la présente Convention, l'importation, le transport et la vente intérieure des vins de Porto et de Madère titrant plus de 14 degrés d'alcool et jusqu'à 21 degrés d'alcool inclusivement.

Quel que soit le régime adopté en Norvège pour l'importation des vins titrant plus de 14 degrés d'alcool et jusqu'à 21 degrés d'alcool inclusivement, le Gouvernement norvégien s'engage à veiller à ce que les personnes ou institutions autorisées à vendre des vins de Porto et de Madère, Moscatel de Setúbal et Carcavelos au public aient toujours le droit d'exiger la livraison des produits provenant des maisons portugaises désignées par elles.

Article 4.

Le Gouvernement norvégien s'engage à ne pas établir pour les produits visés dans les articles 2 et 3 des prohibitions spéciales, des droits ou des surtaxes qui auraient pour but de restreindre les importations de ces produits.

Il est entendu que le monopole norvégien des vins ne prélèvera de bénéfices exagérés sur les produits visés dans la présente convention.

Il est, en outre, entendu qu'aucun obstacle ne sera mis en Norvège à l'introduction des échantillons nécessaires, soit aux représentants ou commerçants voyageant pour le compte de maisons portugaises soit, dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues pour les commerçants et représentants, aux agents locaux de ces maisons portugaises, expédiés par les producteurs ou commerçants portugais auxdits représentants, commerçants ou agents locaux.

Article 5.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliqueront pas aux faveurs spéciales que la Norvège a accordées ou accordera aux pays limitrophes, au Danemark ou à l'Islande, ni à celles que le Portugal a accordées ou accordera au Brésil et à l'Espagne.

Article 6.

Le Gouvernement norvégien reconnaît que les désignations « Pôrto » (Port, Oporto, Portwine, Portwein et combinaisons de noms semblables) et « Madeiras » (Madère, Madeirawine, Madeirawein et combinaisons de noms semblables), « Moscatel de Setúbal » et « Carcavelos » constituent des marques régionales et appartiennent exclusivement aux vins récoltés dans les régions portugaises respectivement du Douro, de l'Île de Madère, de Setúbal et Carcavelos, et il s'engage à ne pas admettre à l'importation sur son territoire des vins avec les susdites désignations qui ne seraient pas originaires de ces régions portugaises et exportés par les ports de Porto, Funchal et Lisbonne avec des certificats d'origine délivrés par les autorités portugaises compétentes.

that wines shall not be subject to less favourable treatment than fruit beverages in so far as administrative and fiscal regulations are concerned.

Whatever the system adopted in Norway in respect of the import, sale, transport and consumption of the above-mentioned wines, the Norwegian Government undertakes to allow private persons, proprietors of restaurants and wine merchants to import and transport all brands of the Portuguese wines referred to above for purposes of consumption or trade, without limit of quantity.

The above assurances of the Norwegian Government shall override all local regulations which run counter to them, where such exist.

Article 3.

Whatever the system adopted in Norway in respect of the import, production, sale, transport and consumption of wines having more than 14° and not more than 21° of alcoholic content inclusive, the Norwegian Government undertakes for the duration of the present Convention to allow the import, transport and sale within the country of Port and Madeira wines having more than 14° and not more than 21° alcoholic content inclusive.

Whatever the system adopted in Norway in respect of the import of wines having more than 14° and not more than 21° alcoholic content inclusive, the Norwegian Government undertakes to take steps to ensure that persons or institutions authorised to sell Port and Madeira wines, Setubal Muscatel, and Carcavelos to the public shall always have the right to require delivery of products coming from Portuguese firms designated by them.

Article 4.

The Norwegian Government undertakes not to establish in respect of the products to which Articles 2 and 3 relate any special prohibitions, duties or surtaxes for the purpose of restricting the import of such products.

It is understood that the Norwegian Wine Monopoly shall not make excessive profits on the products to which the present Convention relates.

It is further understood that in Norway no obstacle shall be placed in the way of the import of samples necessary either for commercial travellers or traders travelling on behalf of Portuguese firms, or (subject always to the same conditions as those provided for in the case of traders and commercial travellers) for local agents of Portuguese firms, when such samples are consigned by Portuguese producers or traders to the said commercial travellers, traders or local agents.

Article 5.

The provisions of the present Convention shall not apply to such special privileges as Norway may grant now or hereafter to contiguous countries or to Denmark or Iceland, nor to such special privileges as Portugal may grant now or hereafter to Brazil or Spain.

Article 6.

The Norwegian Government recognises that the appellations "Porto" (Port, Oporto, Port wine, Portwein and similar composite names), and Madeira (Madère, Madeira wine, Madeirawein and similar composite names), Setubal Muscatel and Carcavelos are regional appellations, and are exclusively applicable to wines produced in the Portuguese territories of the Douro, the Island of Madeira, Setubal and Carcavelos, and undertakes not to allow the import into Norwegian territory of wines bearing the above-mentioned appellations which do not originate in these Portuguese regions and are not exported by the ports of Oporto, Funchal or Lisbon, with certificates of origin issued by the competent Portuguese authorities.

Ces dispositions s'appliquent, alors même que la mention régionale est accompagnée de l'indication du nom du véritable lieu d'origine ou de l'expression « type », « genre », « façon » ou de toute autre expression similaire.

Le Gouvernement norvégien s'engage, par l'entremise du monopole de vins, à réprimer par la saisie et par d'autres sanctions adéquates, conformément aux prescriptions de sa législation, l'importation, l'emmagasinage, l'exportation, la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente de vins avec la désignation de « Pôrto », « Madeira », « Moscatel de Setúbal » et « Carcavelos » qui ne soient pas originaires des régions respectives. La saisie des produits incriminés et les autres sanctions auront lieu soit à la diligence des autorités compétentes, soit à la requête d'une partie intéressée, individu, société ou syndicat.

Article 7.

Pendant la durée de la présente convention, le Gouvernement norvégien accordera aux navires portugais le traitement de la nation la plus favorisée. De son côté le Gouvernement portugais accordera aux navires norvégiens, dans la métropole, aux îles adjacentes et aux colonies, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 8.

La présente convention entrera en vigueur le trentième jour après que la ratification de la Norvège aura été notifiée à Lisbonne et produira ses effets pendant une année à partir de cette date. En cas de la non-dénonciation trois mois avant l'expiration de ce délai, la convention sera prorogée par voie de tacite reconduction jusqu'à la fin d'un délai de six mois à partir de la date à laquelle un des deux gouvernements aura notifié à l'autre son intention de faire cesser les effets de la convention.

Les dispositions de la Déclaration¹ du 11 avril 1923 seront appliquées jusqu'à la mise en vigueur de la présente convention.

Article 9.

Il est entendu que l'interprétation contenue dans le mémorandum joint à la note du Représentant de la Norvège à Lisbonne, du 11 avril 1923, échangée avec une autre de la même date et un mémorandum de la même teneur, signée par le ministre des Affaires étrangères, reste applicable aux dispositions de la présente convention.

Il est également entendu que les dispositions contenues dans le Protocole signé à Lisbonne le 23 novembre 1925 resteront en vigueur.

Fait à Lisbonne, en double exemplaire, le 13 novembre 1931.

Fernando Augusto BRANCO.

Finn KOREN.

Det Kgl. Utenriksdepartement.

Certifiée pour copie conforme :

Oslø, le 4 juin 1932.

*Le Chef de la Division pour les Affaires
de la Société des Nations :*

Rolf Andvord.

¹ Vol. XVI, page 379, de ce recueil.

These provisions shall apply even when the original appellation is accompanied by an indication giving the name of the actual place of production or the expression "type", "kind", "quality", or any other similar expression.

The Norwegian Government undertakes through the agency of its wine Monopoly to prevent by seizure or other adequate penalties in accordance with Norwegian law, the import, storage, export, manufacture, circulation, sale or marketing of wines bearing the appellations Port, Madeira, Setubal Muscatel and Carcavelos, which are not produced in the districts in question. Seizure of suspected products and other penalties shall be effected either on the initiative of the competent authorities or on application from a party concerned, or an individual, company or syndicate.

Article 7.

For the duration of the present Convention, the Norwegian Government shall grant Portuguese vessels most-favoured-nation treatment. On its side, the Portuguese Government shall grant Norwegian vessels most-favoured-nation treatment in its home country, its adjacent islands and its colonies.

Article 8.

The present Convention shall come into force on the thirtieth day after its ratification by Norway has been notified at Lisbon, and shall take effect for one year from that date. If not denounced three months before this period has expired, the Convention shall be extended by tacit consent until six months from the date on which one of the two Governments has notified the other of its intention to abrogate it.

The provisions of the Declaration¹ of April 11, 1923, shall apply until the present Convention comes into force.

Article 9.

It is understood that the interpretation contained in the memorandum attached to the Note of the Norwegian representative at Lisbon, dated April 11, 1923, exchanged against a Note of the same date and a memorandum of the same tenor signed by the Minister for Foreign Affairs, shall continue to apply to the provisions of the present Convention.

It is also understood that the provisions contained in the Protocol signed at Lisbon on November 23, 1925, shall remain in force.

Done at Lisbon, in duplicate, November 13, 1931.

Fernando Augusto BRANCO.
Finn KOREN.

¹ Vol. XVI, page 379, of this Series.

PROTOCOLE ADDITIONNEL.

Le Gouvernement norvégien et le Gouvernement portugais sont d'accord de ce que la Société *Vinmonopolet* maintienne les dispositions de la Convention de Commerce et de Navigation en tant qu'il s'agit de l'importation de vins par des particuliers, de la manière indiquée dans le Protocole mentionné ci-dessous. Le présent protocole prend effet en même temps que ladite convention et il est soumis aux mêmes règles en ce qui concerne sa dénonciation et sa prolongation.

1. Les commandes passées par la clientèle norvégienne ou recueillies par les commis voyageurs, agents ou commerçants voyageant en Norvège pour le compte d'une maison portugaise exerçant leur profession dans les conditions prévues par la convention de commerce du 13 novembre 1931 entre la Norvège et le Portugal devront être adressées à la Société *Vinmonopolet*, qui en effectuera la transmission dans le plus bref délai possible si elle ne possède pas en stocks un vin livré par la maison portugaise en question.

2. Les ordres transmis seront exactement ceux recueillis par les commis voyageurs, agents ou commerçants voyageant en Norvège pour le compte d'une maison portugaise ou passés directement par la clientèle norvégienne.

Rien ne sera changé aux conditions de prix indiqué auxdits ordres.

3. Les envois de vins destinés à la clientèle privée seront dédouanés dans les ports d'Oslo, de Bergen et de Trondheim jusqu'à ce que la Société *Vinmonopolet* ait augmenté le nombre des ports de dédouanement ; mais, si le destinataire se trouve dans une autre localité, la Société *Vinmonopolet* se chargera des frais de transport jusqu'à destination et assumera la responsabilité de ce transport. Les expéditions de vins d'une maison portugaise pour une même ville ou commune pourront être groupées en un seul envoi.

4. La Société *Vinmonopolet* prélèvera pour prix du service rendu commission de 18 pour cent du prix *fab.*

5. La Société *Vinmonopolet* accepte de recevoir en consignation, dans la mesure où le permettront les locaux dont elle disposera et pour la vente aux conditions ordinaires du monopole, les vins qui pourront lui être confiés par les maisons portugaises en vue de les faire connaître à la clientèle norvégienne.

6. La Société *Vinmonopolet* ne restreindra pas l'application de l'article 2 de la présente convention en se substituant, sans leur consentement, aux firmes portugaises, pour des produits qu'antérieurement à la constitution de la Société *Vinmonopolet* celles-ci vendaient directement à la clientèle norvégienne, ou en prétendant subordonner la transmission des ordres de ladite clientèle à une entente ou à des contrats entre le monopole et les fournisseurs portugais.

Fait à Lisbonne, en double exemplaire, le 13 novembre 1931.

Fernando Augusto BRANCO.

Finn KOREN.

Det Kgl. Utenriksdepartement.

Certifiée pour copie conforme :

Oslo, le 4 juin 1932.

*Le chef de la Division pour les Affaires
de la Société des Nations :*

Rolf Andvord.

ADDITIONAL PROTOCOL.

The Norwegian Government and the Portuguese Government agree that the *Vinmonopolet* Company shall observe the provisions of the Convention on Commerce and Navigation, so far as concerns the import of wine by private persons in the manner indicated in the Protocol below. The present Protocol shall come into force at the same time as the said Convention, and shall remain subject to the same rules in respect of denunciation and extension.

1. Orders placed by Norwegian clients or received by commercial travellers, agents or traders travelling in Norway on behalf of a Portuguese firm and exercising their profession subject to the conditions laid down by the Convention of Commerce between Norway and Portugal of November 13, 1931, must be submitted to the *Vinmonopolet* Company which will transmit them as soon as possible, should it not have in stock wines supplied by the Portuguese firm in question.

2. Orders transmitted must be exactly identical with those taken by the commercial travellers, agents or traders travelling in Norway for a Portuguese firm or placed direct by the Norwegian clients.

No change shall be made in the conditions concerning prices indicated in the said orders.

3. Shipments of wines for private clients shall pass through the Customs in the ports of Oslo, Bergen or Trondhjem, until such time as the *Vinmonopolet* Company increases the number of ports available for Customs clearing. Nevertheless, if the consignee is in some other place, the *Vinmonopol* Company shall be responsible for the transport charges to destination, and shall assume responsibility for the transport. A number of different consignments of wines from a Portuguese firm for one single city or commune may be despatched together as a single shipment.

4. The *Vinmonopolet* Company shall take a commission of 18 % of the f. o. b. price as remuneration for services rendered.

5. The *Vinmonopolet* Company shall accept for storage in so far as the warehouses at its disposal allow, for sale under the ordinary Monopoly conditions, such wines as may be entrusted to it by Portuguese firms in order to bring them to the notice of Norwegian clients.

6. The *Vinmonopolet* Company shall not restrict the application of Article 2 of the present Convention by taking the place, without their consent, of Portuguese firms in respect of products which they sold direct to Norwegian clients before the establishment of the *Vinmonopolet* Company, or by attempting to make orders from the said clients subject to an agreement or to contracts between the Monopoly and the Portuguese supplying firms.

Done at Lisbon, in duplicate, November 13, 1931.

Fernando Augusto BRANCO.
Finn KOREN.

N° 2978.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET SUISSE

Traité d'arbitrage et de conciliation.
Signé à Washington, le 16 février
1931.

UNITED STATES OF AMERICA
AND SWITZERLAND

Treaty of Arbitration and Concilia-
tion. Signed at Washington,
February 16, 1931.

N^o 2978. — TRAITÉ¹ D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA SUISSE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 16 FÉVRIER 1931.

No. 2978. — TREATY¹ OF ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND SWITZERLAND. SIGNED AT WASHINGTON, FEBRUARY 16, 1931.

Textes officiels français et anglais communiqués par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 15 juin 1932.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 18 août 1932.

French and English official texts communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Treaty took place June 15, 1932.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, August 18, 1932.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, conscients des obligations que la Suisse et les Etats-Unis d'Amérique ont assumées en vue de ne rechercher que par des moyens pacifiques le règlement de tout différend qui viendrait à s'élever entre eux, quelles qu'en soient la nature ou l'origine ; désireux d'affirmer de nouveau l'adhésion des deux pays au principe que tous les différends d'ordre juridique qui pourraient les diviser soient soumis à une décision impartiale, et soucieux de montrer la sincérité de la renonciation à la guerre en tant qu'instrument de politique nationale dans les rapports entre la Suisse et les Etats-Unis d'Amérique,

Ont résolu de conclure un traité d'arbitrage et de conciliation et ont désigné, à cet effet, leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Marc PETER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Suisse aux Etats-Unis d'Amérique ; et

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and THE, PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA mindful of the obligations, which have been assumed by Switzerland and the United State of America, that the settlement of all disputes of whatever nature or of whatever origin, which may arise between them, shall never be sought except by pacific means ; desirous moreover of reaffirming the adherence of the two countries to the principle of submitting to impartial decision all juridical controversies in which they may become involved ; and eager to demonstrate the sincerity of the renunciation of war as an instrument of national policy in the relations between Switzerland and the United States of America ;

Have decided to conclude a treaty of arbitration and conciliation and for that purpose have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Marc PETER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Switzerland to the United States of America ; and

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 23 mai 1932.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, May 23, 1932.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Henry L. STIMSON, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Tout différend, de quelque nature qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre les parties contractantes sera, en cas d'échec des procédés diplomatiques ordinaires, soumis à l'arbitrage ou à la conciliation suivant ce que décideront alors les parties contractantes.

Article II.

Tout différend qui n'aurait pu être réglé par la voie diplomatique et pour la solution duquel les Parties contractantes n'auraient pas, en fait, recours à un tribunal d'arbitrage sera soumis, aux fins d'enquête et rapport, à une Commission permanente de conciliation constituée conformément à ce qui est prescrit plus loin.

Article III.

La Commission permanente de conciliation comprendra cinq membres et sera constituée aussitôt que possible après l'échange des ratifications du présent traité. Les Parties contractantes nommeront chacune deux membres, l'un choisi parmi leurs propres nationaux, le second parmi les ressortissants d'un Etat tiers. Elles désigneront d'un commun accord le cinquième membre qui ne sera pas un de leurs nationaux et qui sera de plein droit président de la Commission. En cas de désaccord sur le choix du président de la commission, il sera procédé à sa nomination, conformément au mode prescrit aux alinéas 4, 5 et 6 de l'article 45 de la Convention¹ pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à La Haye, le 18 octobre 1907.

En tout temps, lorsqu'il n'y aura aucun cas pendant devant la commission, chacune des Parties contractantes aura la faculté de révo-

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Henry L. STIMSON, Secretary of State of the United States of America ;

Who, having communicated to one another their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

Every dispute arising between the Contracting Parties, of whatever nature it may be, shall, when ordinary diplomatic proceedings have failed, be submitted to arbitration or to conciliation, as the Contracting Parties may at the time decide.

Article II.

Any dispute which has not been settled by diplomacy and in regard to which the Contracting Parties do not in fact have recourse to adjudication by an arbitral tribunal shall be submitted for investigation and report to a Permanent Commission of Conciliation constituted in the manner hereinafter prescribed.

Article III.

The Permanent Commission of Conciliation shall be composed of five members and shall be constituted as soon as possible after the exchange of ratifications of this Treaty. Each of the Contracting Parties shall appoint two members, one from among its own nationals, the other from among the nationals of a third State. The Contracting Parties will, in common accord, appoint the fifth member, who shall not be one of their nationals, and who shall be ex officio the President of the Commission. If no agreement is reached as to the choice of the President of the Commission his election shall be conducted in accordance with the method prescribed in the fourth, fifth and sixth paragraphs of Article 45 of the Convention¹ for the Pacific Settlement of International Disputes, concluded at The Hague on October 18, 1907.

At any time when there is no case before the Commission: either of the Contracting Parties may recall a member of the Commission

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

quer tout membre de la commission nommé par elle et de lui désigner un successeur. Le président de la commission pourra être révoqué en tout temps à la requête de l'une des Parties contractantes lorsqu'il n'y aura aucun cas pendant devant la commission, à la condition que, si le président a été désigné conformément à la procédure prescrite par les alinéas 4, 5 et 6 de l'article 45 de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue, à La Haye, le 18 octobre 1907, aucune demande de révocation ne pourra être faite avant l'expiration d'un délai de deux années à compter de sa nomination. En cas de vacance de siège et quelle qu'en soit la cause, il sera pourvu aussitôt que possible au remplacement des membres de la commission selon le mode fixé pour leur nomination.

Les membres de la Commission de conciliation recevront une indemnité suffisante pour le temps qu'ils consacreront à l'examen d'un différend soumis à la commission. Chacune des Parties contractantes supportera ses propres frais et une part égale des frais de la commission.

Article IV.

Lorsque les Parties contractantes se seront mises d'accord pour soumettre un différend à la procédure de conciliation, la commission sera saisie sur requête adressée à son président par l'une des Parties contractantes.

Sauf accord contraire, la commission se réunira au lieu désigné par son président.

La commission peut arrêter ses propres règles de procédure. A défaut de telles règles, elle suivra, autant que possible, la procédure prévue par les articles 18 à 34 inclusivement de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue, à La Haye, le 18 octobre 1907.

La commission présentera son rapport dans le délai d'une année à compter du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les Parties contractantes n'abrègent ou ne prorogent ce délai d'un commun accord. Le rapport sera établi en trois exemplaires; un exemplaire sera remis à chaque gouvernement et le troisième, retenu par la commission pour ses dossiers.

Les Parties contractantes s'engagent à fournir à la commission tous les moyens et facilités nécessaires pour son enquête et son rapport.

appointed by it and may designate his successor. The recall of the President of the Commission will be effected at any such time on the request of either Contracting Party, provided that if the President shall have been elected in accordance with the method prescribed in the fourth, fifth and sixth paragraphs of Article 45 of the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes, concluded at The Hague on October 18, 1907, no request for his recall may be made within a period of two years from the date of his election. Vacancies, from whatever cause, shall be filled as soon as possible in the manner hereinabove provided for the making of original appointments.

Members of the Commission shall receive an adequate honorarium during the time when they are engaged in the performance of duties relating to a case before them. Each of the Contracting Parties will bear its own expenses and one-half of the expenses of the Commission.

Article IV.

After the Contracting Parties shall have agreed to submit a dispute to conciliation, the Commission shall proceed to the consideration of such dispute upon a request sent to its President by either of them.

The Commission shall meet, in the absence of an agreement otherwise, at the place designated by its President.

The Commission may frame its own rules of procedure. In the absence of such rules it shall follow in so far as practicable the procedure set forth in Articles 18 to 34, inclusive, of the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes concluded at The Hague, October 18, 1907.

The Commission shall submit its report within one year after the date on which the case shall have been submitted to it, unless the Contracting Parties should, in common accord, shorten or extend the time limit. The report shall be prepared in triplicate, one copy shall be presented to each Government and the third retained by the Commission for its files.

The Contracting Parties agree to furnish the Commission with all the means and facilities required for its investigation and report.

Après que le rapport de la commission leur aura été soumis, les parties contractantes se réserveront le droit d'agir librement dans la question ayant fait l'objet du différend.

Article V.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à l'arbitrage tout différend qui se serait élevé ou s'élèverait entre elles sur une prétention de nature juridique, à la condition qu'il n'ait pu être résolu par la voie diplomatique ou qu'il n'ait pas été réglé, en fait, à la suite d'un renvoi à la Commission permanente de conciliation constituée conformément aux articles II et III du présent traité.

Article VI.

Les dispositions de l'article V ne pourront être invoquées dans tout différend dont l'objet :

- a)* Relève de la compétence exclusive de l'une ou l'autre des Parties contractantes ;
- b)* Affecte les intérêts d'Etats tiers ;
- c)* Dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des Etats-Unis d'Amérique dans les affaires américaines, communément connue sous le nom de doctrine de Monroe ;
- d)* Dépend de l'observation ou touche à l'observation des engagements assumés par la Suisse en conformité du Pacte de la Société des Nations.

Article VII.

Le tribunal auquel seront soumis les différends d'ordre juridique sera constitué, dans chaque cas particulier, par les Parties contractantes. Toutefois et sauf accord contraire, ce tribunal sera la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue le 18 octobre 1907. Les décisions relatives au tribunal feront l'objet, dans chaque cas particulier, d'un accord spécial, qui pourvoira, s'il y a lieu, à l'organisation du tribunal, définira

The Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the dispute after the report of the Commission shall have been submitted.

Article V.

The Contracting Parties bind themselves to submit to arbitration every difference which may have arisen or may arise between them by virtue of a claim of right, which is juridical in its nature, provided that it has not been possible to adjust such difference by diplomacy and it has not in fact been adjusted as a result of reference to the Permanent Commission of Conciliation constituted pursuant to Articles II and III of this Treaty.

Article VI.

The provisions of Article V shall not be invoked in respect of any difference the subject matter of which :

- (a)* Is within the domestic jurisdiction of either of the Contracting Parties ;
- (b)* Involves the interests of third Parties ;
- (c)* Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States of America concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine ;
- (d)* Depends upon or involves the observance of the obligations of Switzerland in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Article VII.

The tribunal to which juridical differences shall be submitted shall be determined in each case by the Contracting Parties but shall, in the absence of other agreement, be the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes concluded October 18, 1907. Decision as to the tribunal shall be made in each case by a special agreement, which special agreement shall provide for the organisation of the tribunal if necessary,

ses pouvoirs, exposera la question ou les questions en litige et déterminera les questions à résoudre.

Cet accord spécial sera dans chaque cas conclu, pour la Suisse, conformément à la Constitution fédérale, et, pour les Etats-Unis d'Amérique, par le Président avec l'avis et le consentement du Sénat.

Article VIII.

Le présent traité sera ratifié par la Suisse conformément à la Constitution fédérale et par le Président des Etats-Unis d'Amérique avec l'avis et le consentement du Sénat.

L'échange des ratifications aura lieu à Washington dans le plus bref délai possible et le traité entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications. Il demeurera en vigueur aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé sur avis d'une année donné par l'une des parties contractantes à l'autre.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité, en deux exemplaires, chacun en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leur cachet.

Fait à Washington, le seize février mil neuf cent trente et un.

shall define its powers, shall state the question or questions at issue and shall settle the terms of reference.

Such special agreement shall, in each case, be made on the part of Switzerland in accordance with its constitutional law, and on the part of the United States of America by the President thereof, by and with the advice and consent of the Senate.

Article VIII.

The present treaty shall be ratified by Switzerland in accordance with its constitutional law and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall come into force on the day of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated on notice of one year by either Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the French and English languages, both texts having equal force, and have hereunto affixed their seals.

Done at Washington the sixteenth day of February in the year one thousand nine hundred and thirty-one.

L. S. (*Signé*) Marc PETER.

L. S. (*Signé*) Henry L. STIMSON.

Confédération suisse.

Chancellerie fédérale.

Pour copie conforme :

Berne, le 14 juin 1932.

Le Chancelier de la Confédération :

Kaeslin.

N° 2979.

ALLEMAGNE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord relatif aux yachts de plaisance appartenant aux Yacht-clubs des pays respectifs. Berlin, le 1^{er} juin 1932.

GERMANY AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Pleasure Yachts belonging to Yacht Clubs of the respective Countries. Berlin, June 1st, 1932.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2979. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER SCHWEDISCHEN REGIERUNG ÜBER EIN ÜBEREINKOMMEN BETREFFEND LUSTFAHRZEUGE, DIE YACHT-KLUBS DER BEIDEN LÄNDER GEHÖREN. BERLIN, DEN 1. JUNI 1932.

Texte officiel allemand communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 18 juin 1932.

German official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of notes took place June 18, 1932.

AUSWÄRTIGES AMT.

I.

BERLIN, den 1. Juni 1932.

HERR GESANDTER.

Euer Exzellenz beehre ich mich mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung bereit ist, mit der Königlich Schwedischen Regierung nachstehende Vereinbarung, betreffend die gegenseitige Befreiung der Sport- und Luftfahrzeuge beider Länder in den deutschen und schwedischen Häfen von der Verpflichtung der Erlegung gewisser Schiffsabgaben abzuschliessen :

„Die Deutsche Regierung wird unter der Voraussetzung der Gegenseitigkeit schwedischen Sport- und Luftfahrzeugen, wenn sie einer allgemeinen Segel- oder Kraftboot-Vereinigung oder einer anderen ähnlichen allgemeinen Vereinigung angehören, Befreiung von der Entrichtung aller Abgaben gewähren, welche im allgemeinen für derartige Fahrzeuge in deutschen Häfen festgesetzt sind, mit Ausnahme der Hafen-Lotsengebühren, falls ein Lotse gebraucht wird. Die Vereinbarung erstreckt sich nicht auf Lotsengebühren, die ausserhalb der Häfen auf den Zufahrtstrassen geschuldet werden. Die Deutsche Regierung macht jedoch das Zugeständnis einer solchen Befreiung von der Vorzeigung einer offiziellen Bescheinigung abhängig, durch die nachzuweisen ist, dass das Schiff nicht zu Handelszwecken ausgerüstet ist. Dieser Ausweis ist beim Einlaufen in den Hafen sofort der Hafenbehörde vorzulegen.“

Die Deutsche und die Königlich Schwedische Regierung werden sich alljährlich Anfang April diejenigen Segel- und Kraftboot-Vereinigungen, auf die das Übereinkommen im einzelnen Anwendung finden soll, im diplomatischen Wege mitteilen.

Die Deutsche Regierung ist bereit, für den Fall der Abgabe einer gleichlautenden Erklärung der Königlich Schwedischen Regierung die Vereinbarung als abgeschlossen anzuerkennen.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

Dr. BRÜNING.

An den Königlich Schwedischen Gesandten
Herrn af Wirsén,
Berlin.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 16 juin 1932.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

II.

KÖNIGLICH
SCHWEDISCHE GESANDTSCHAFT,
BERLIN.

BERLIN, den 1. Juni 1932.

HERR REICHSKANZLER,

Euer Exzellenz beehre ich mich in Beantwortung der heutigen Note mitzuteilen, dass die Königlich Schwedische Regierung bereit ist, mit der Deutschen Regierung nachstehende Vereinbarung, betreffend die gegenseitige Befreiung der Sport- und Lustfahrzeuge beider Länder in den schwedischen und deutschen Häfen von der Verpflichtung der Erlegung gewisser Schiffsabgaben abzuschliessen :

„Die Königlich Schwedische Regierung wird unter der Voraussetzung der Gegenseitigkeit deutschen Sport- und Lustfahrzeugen, wenn sie einer allgemeinen Segel- oder Kraftbootvereinigung oder einer anderen ähnlichen allgemeinen Vereinigung angehören, Befreiung von der Entrichtung aller Abgaben gewähren, welche im allgemeinen für derartige Fahrzeuge in schwedischen Häfen festgesetzt sind, mit Ausnahme der Hafenslotsengebühren, falls ein Lotse gebraucht wird. Die Vereinbarung erstreckt sich nicht auf Lotsengebühren, die ausserhalb der Häfen auf den Zufahrtstrassen geschuldet werden. Die Königlich Schwedische Regierung macht jedoch das Zugeständnis einer solchen Befreiung von der Vorzeigung einer offiziellen Bescheinigung abhängig, durch die nachzuweisen ist, dass das Schiff nicht zu Handelszwecken ausgerüstet ist. Dieser Ausweis ist beim Einlaufen in den Hafen sofort der Hafenbehörde vorzulegen.“

Die Königlich Schwedische und die Deutsche Regierung werden sich alljährlich Anfang April diejenigen Segel- und Kraftbootvereinigungen, auf die das Übereinkommen im einzelnen Anwendung finden soll, im diplomatischen Wege mitteilen.

Da die Deutsche Regierung mit der heutigen Note eine entsprechende Erklärung abgegeben hat, ist die Königlich Schwedische Regierung dazu bereit die Vereinbarung als abgeschlossen anzuerkennen.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Reichskanzler, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

E. AF WIRSEN.

Seiner Exzellenz
Herrn Reichskanzler Dr. Brüning,
Reichsminister des Auswärtigen,
etc., etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 16 juin 1932.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION.

N^o 2979. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AUX YACHTS DE PLAISANCE APPARTENANT AUX YACHT CLUBS DES PAYS RESPECTIFS. BERLIN, LE 1^{er} JUIN 1932.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BERLIN, le 1^{er} juin 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement allemand est prêt à conclure avec le Gouvernement suédois l'accord ci-après en vertu duquel les bâtiments de sport et de plaisance des deux pays seront exemptés réciproquement de l'obligation d'acquitter certaines taxes de navigation dans les ports allemands et suédois :

« Le Gouvernement allemand, sous réserve de la réciprocité, accordera aux bâtiments de sport et de plaisance suédois qui appartiennent à une association générale de navigation à voile ou à moteur ou à une autre association générale analogue l'exemption de toutes taxes qui, en général, doivent être acquittées par ces bâtiments dans les ports allemands, exception faite des droits de pilotage de port lorsque les services d'un pilote sont utilisés. L'accord ne s'applique pas aux droits de pilotage

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2979. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING PLEASURE YACHTS BELONGING TO YACHT CLUBS OF THE RESPECTIVE COUNTRIES. BERLIN, JUNE 1st, 1932.

I.

FOREIGN OFFICE.

BERLIN, June 1, 1932.

SIR,

I have the honour to inform Your Excellency that the German Government is prepared to conclude the following agreement with the Royal Swedish Government with regard to the reciprocal exemption of sport and pleasure yachts of both countries in German and Swedish ports from the obligation to pay certain navigation dues :

“ The German Government, subject to reciprocity, shall grant Swedish sport and pleasure yachts belonging to a general sailing or motor yacht club, or any other similar general association, exemption from all dues generally levied on such craft in German harbours, with the exception of harbour pilotage dues, should a pilot be employed. This agreement shall not apply to pilotage dues incurred for navigation in channels leading to harbours but outside the harbours themselves. The German

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

qui sont dus pour la navigation en dehors des ports, dans les chenaux d'accès. Le Gouvernement allemand subordonne toutefois l'octroi de cette exemption à la production d'un certificat officiel attestant que le navire n'est pas équipé en vue de faire du commerce. Ce certificat devra être présenté aux autorités du port immédiatement après l'entrée du navire dans ce dernier. »

Le Gouvernement allemand et le Gouvernement royal de Suède se communiqueront chaque année, au début d'avril, par la voie diplomatique, la liste des diverses associations de navigation à voile et à moteur auxquelles l'accord s'appliquera.

Le Gouvernement allemand, pour le cas où le Gouvernement suédois formulerait une déclaration identique, est prêt à considérer l'accord comme conclu.

J'ai l'honneur, etc.

Dr. BRÜNING.

Monsieur af Wirsén,
Ministre de Suède,
Berlin.

II.

LÉGATION ROYALE
DE SUÈDE,
BERLIN.

BERLIN, le 1^{er} juin 1932.

MONSIEUR LE CHANCELIER,

En réponse à la note de ce jour, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement royal de Suède est prêt à conclure avec le Gouvernement allemand l'accord ci-après en vertu duquel les bâtiments de sport et de plaisance des deux pays seront exemptés réciproquement de l'obligation d'acquitter certaines taxes de navigation dans les ports suédois et allemands :

« Le Gouvernement suédois, sous réserve de la réciprocité, accordera aux bâtiments de sport et de plaisance allemands qui appartiennent à une association générale de navigation à voile ou à moteur ou à

Government, however, makes the grant of such exemption dependent on the production of an official certificate to prove that the ship is not equipped for commercial purposes. This certificate must be submitted to the harbour authorities as soon as the ship enters the harbour ».

The German and Royal Swedish Governments shall communicate to each other yearly, at the beginning of April, through the diplomatic channel, lists of the various sailing and motor yacht clubs to which the present agreement is to apply.

The German Government is prepared to regard the agreement as concluded on the Swedish Government making an identical declaration.

I have the honour to be, etc.

Dr. BRÜNING.

Monsieur af Wirsén,
Swedish Minister,
Berlin.

II.

ROYAL SWEDISH
LEGATION,
BERLIN.

BERLIN, June 1, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to Your Excellency's note, I have the honour to inform you that the Royal Swedish Government is prepared to conclude the following agreement with the German Government with regard to the reciprocal exemption of sport and pleasure yachts of both countries in Swedish and German ports from the obligation to pay certain navigation dues :

“ The Royal Swedish Government, subject to reciprocity, shall grant German sport and pleasure yachts belonging to a general sailing or motor yacht club, or any other similar general association, exemption from

une autre association générale analogue l'exemption de toutes taxes qui, en général, doivent être acquittées par ces bâtiments dans les ports suédois, exception faite des droits de pilotage de port lorsque les services d'un pilote sont utilisés. L'accord ne s'applique pas aux droits de pilotage qui sont dus pour la navigation en dehors des ports, dans les chenaux d'accès. Le Gouvernement royal de Suède subordonne toutefois l'octroi de cette exemption à la production d'un certificat officiel attestant que le navire n'est pas équipé en vue de faire du commerce. Ce certificat devra être présenté aux autorités du port immédiatement après l'entrée du navire dans ce dernier. »

Le Gouvernement royal de Suède et le Gouvernement allemand se communiqueront chaque année, au début d'avril, par la voie diplomatique, la liste des diverses associations de navigation à voile et à moteur auxquelles l'accord s'appliquera.

Etant donné que le Gouvernement allemand, par la note de ce jour, a formulé une déclaration correspondante, le Gouvernement suédois est prêt à considérer l'accord comme conclu.

J'ai l'honneur, etc.

E. AF WIRSËN.

Son Excellence
Monsieur le Dr Brüning,
Chancelier du Reich,
Ministre des Affaires étrangères
du Reich,
etc., etc., etc.

all dues generally levied on such craft in Swedish harbours, with the exception of harbour pilotage dues, should a pilot be employed. This agreement shall not apply to pilotage dues incurred for navigation in channels leading to harbours but outside the harbours themselves. The Royal Swedish Government, however, makes the grant of such exemption dependent on the production of an official certificate to prove that the ship is not equipped for commercial purposes. This certificate must be submitted to the harbour authorities as soon as the ship enters the harbour. ”

The Royal Swedish and German Governments shall communicate to each other yearly, at the beginning of April, through the diplomatic channel, lists of the various sailing and motor yacht clubs to which the present agreement is to apply.

The German Government by Note of to-day's date having made an identic declaration, the Royal Swedish Government is prepared to regard the agreement as concluded.

I have the honour to be, etc.

E. AF WIRSËN.

Dr. Brüning,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

